DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

21

1. III. 1958–30. VI. 1961

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • EDITIONS ZOÉ

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

VOLUME – BAND 21

(1. III. 1958–30. VI. 1961)

GROUPE DE RECHERCHE – FORSCHUNGSGRUPPE – GRUPPO DI RICERCA:

Directeur de la recherche – Forschungsleiter – Direttore della ricerca:

Antoine Fleury

Coresponsable – Mitverantwortlich – Corresponsabile:

Mauro Cerutti

Collaborateurs/Collaboratrices – Mitarbeiter/innen – Collaboratori/Collaboratrici:

Klaus Ammann
Damien Carron
Dario Gerardi
Kathrin Marthaler
Marc Perrenoud

CHRONOS VERLAG, ZÜRICH
ARMANDO DADÒ, LOCARNO
ÉDITIONS ZOÉ, GENÈVE

© 2007 Chronos Verlag, Zürich

ISBN 978-3-0340-0837-2 (Chronos Verlag, Zürich)
ISBN 978-88-8281-204-1 (Armando Dadò Editore, Locarno)
ISBN 978-2-88182-586-6 (Éditions Zoé, Genève)

COMMISSION POUR LA PUBLICATION DE
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE PER LA PUBBLICAZIONE DI
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jean-Claude Favez, Professeur à l'Université de Genève; Hans Ulrich Jost, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne (Bureau, 2005)
Vice-Président	Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs; Andreas Kellerhals, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs (Bureau, 2005)
Secrétaire	Markus Zürcher, Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (Bureau)
Directeur	Antoine Fleury, Professeur à l'Université de Genève (Bureau)
Membres	
Rudolf Bolzern	Sekretär des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Jean-Marc Comment	Gestionnaire de l'intégration informatique aux Archives fédérales, Berne (Bureau)
Pierre Du Bois	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Sébastien Guex	Professeur à l'Université de Lausanne
Philippe Henry	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Georg Kreis	Professor an der Universität Basel
Christa Markwalder Bär	Mitglied des Nationalrates
Carlo Moos	Professor an der Universität Zürich
Francis Python	Professeur à l'Université de Fribourg
Alois Riklin	Professor an der Universität St. Gallen
Brigitte Studer	Professorin an der Universität Bern
François Wisard	Chef du Service historique du Département fédéral des Affaires étrangères (Bureau, 2006)

TABLE DES MATIÈRES / INHALTSÜBERSICHT

I.	Avant-propos	VII
	Vorwort	XI
	Prefazione	XV
II.	Introduction	XVIII
	Einleitung	XXVI
	Introduzione	XXXIV
III.	Abréviations / Abkürzungen	XLII
IV.	Table méthodique des documents	XLVII
	Thematisches Verzeichnis der Dokumente	LXXVIII
V.	Documents / Dokumente	1
VI.	Annexes / Anhang	363
VI.1.	Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales	364
VI.2.	Organigramm der für die internationalen Beziehungen zuständigen Stellen des Bundes	366
VI.3.	Les postes diplomatiques et consulaires de la Suisse à l'étranger / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz im Ausland	368
VI.4.	Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse / Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen des Auslandes in der Schweiz	382
VII.	Index / Register	395
VII.1	Index des noms de personnes / Personenregister	395
VII.2	Index des organisations / Organisationenregister	408
VII.3.	Index des noms géographiques / Register der geographischen Bezeichnungen	413
VIII.	Liste des fonds utilisés des Archives fédérales / Verzeichnis der benutzten Bestände des Schweizerischen Bundesarchivs	419
IX.	Liste des paraphes des correspondants du Département politique / Paraphenliste der Korrespondenten des Politischen Departements	423

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de *Documents diplomatiques suisses* est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales qui a pris, depuis janvier 2000, le relais du Fonds national suisse de la Recherche scientifique dans le financement de la recherche, notre entreprise reçoit, en plus de la collaboration des Archives fédérales et des universités, l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères et du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Une Commission pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants des instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses, des Archives fédérales, du Département fédéral des Affaires étrangères, de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales et du Fonds national de la recherche scientifique, assume la responsabilité de la publication. Une convention de collaboration a été signée avec le Département fédéral des Affaires étrangères en vue d'assurer des échanges fructueux entre notre équipe de recherche et les services diplomatiques concernés par les dossiers que nous contribuons à rendre accessibles à la connaissance historique.

Une première série de 15 volumes, couvrant la période 1848–1945, a été publiée sous le patronage de la Société générale suisse d'histoire entre 1979 et 1996. Avant même que le dernier volume de cette série ne soit sorti de presse, la décision a été prise de poursuivre la recherche et la publication pour une nouvelle période 1945–1961, correspondant à «l'ère Petitpierre», du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie suisse du 1er février 1945 au 30 juin 1961. Cette période est caractérisée par un élargissement considérable des relations internationales et par leur transformation sous l'influence déterminante des deux Grandes Puissances, par la multiplication des acteurs résultant du processus de décolonisation et par la prise en compte de nouveaux domaines d'action, traduisant l'internationalisation croissante de la vie économique, sociale, culturelle et technique. Autant de développements qui posent de nouveaux défis à la diplomatie suisse qui ne cesse d'augmenter ses représentations diplomatiques et ses services internes. Autrement dit, on assiste à une augmentation considérable des dossiers dont notre équipe restreinte de chercheurs, recrutés dans différentes universités du pays, doit rendre compte dans son travail d'édition.

Confrontée aux problèmes communs à tous les éditeurs de «papiers d'Etat» pour sélectionner un nombre très limité de documents significatifs dans la masse sans cesse croissante des dossiers d'archives, la commission s'est proposée de recourir aux techniques de l'informatique. A cet effet,

la banque de données DoDiS – accessible sur Internet par www.dodis.ch – a été mise au point en étroite collaboration avec les informaticiens de l'Office fédéral de l'informatique et ceux des Archives fédérales. DoDiS a été conçue à la fois pour la publication des documents dans les six volumes prévus et pour rendre accessible une quantité toujours plus importante de documents originaux sous forme électronique. La banque de données fournit d'amples informations sur les personnes (suisses et étrangères), les organisations (structures administratives, associations professionnelles, partis politiques, groupes d'intérêts et autres sociétés ou entreprises) et sur les lieux géographiques (pays, villes, conférences, accords) qui apparaissent dans les documents publiés ou non-publiés.

Les documents sélectionnés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire, notamment du processus de décision et du rôle des acteurs.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique dont une version en français et une en allemand sont publiées. Elles sont divisées en chapitres thématiques (celui sur les relations bilatérales est organisé par ordre alphabétique) et comportent des résumés succincts. En outre, on trouve des index des noms de personnes, des organisations (hormis les structures administratives) et des noms géographiques.

Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du document choisi, soit en français, en allemand et en italien. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'italique. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le numéro de référence de la banque de données DoDiS, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pas pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou le paraphe) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection en fournissant notamment des références aux documents non publiés, aux documents enregistrés dans la banque de données et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé». Quant à l'indication DoDiS, suivie d'un numéro, elle renvoie soit à des documents reproduits dans la banque de données, soit à des références à des sources.

Par la publication de cette nouvelle série de volumes et l'établissement d'une banque de données sur les relations internationales de la Suisse, les éditeurs souhaitent, tout en contribuant à la connaissance des enjeux et des problèmes internationaux qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses depuis 1945, fournir des points de repère fondamentaux à tous ceux qui se préoccupent – citoyens, chercheurs, analystes, journalistes – ou qui

sont en charge – magistrats, fonctionnaires, diplomates, parlementaires – de la formulation et de la conduite de la politique étrangère.

Genève, Berne, février 2001

Commission pour la publication
de documents diplomatiques suisses:
Jean-Claude Favez, *Président*
Christoph Graf, *Vice-Président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe *Diplomatische Dokumente der Schweiz* ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgeberinnen und Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale System eingebunden ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Schweizerischen Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften, welche im Januar 2000 vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung die Finanzierung übernommen hat; es kann ferner auf die Unterstützung des Schweizerischen Bundesarchivs, der Universitäten, des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung zählen. Die Verantwortung für die Publikation trägt die Kommission für die Veröffentlichung Diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der die historischen Institute der Schweizer Universitäten und Hochschulen, das Bundesarchiv, das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten, die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften und der Schweizerische Nationalfonds vertreten sind. Mit dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten wurde eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit unterzeichnet; dies, um den fruchtbaren Austausch zwischen unserer Forschungsgruppe und den diplomatischen Dienststellen zu sichern, welche von den Dossiers, die wir der historischen Forschung zugänglich machen, betroffen sind.

In den Jahren 1979 bis 1996 wurde eine die Zeitspanne zwischen 1848 und 1945 abdeckende erste Serie von 15 Bänden unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz publiziert. Bereits vor Drucklegung des letzten Bandes der ersten Serie fiel der Entscheid zur Fortführung der Forschungsbemühungen und deren Publikation. Die neue Periode von 1945–1961 entspricht der «Ära Petitpierre». Sie trägt den Stempel des für die schweizerische Diplomatie zwischen dem 1. Februar 1945 und dem 30. Juni 1961 zuständigen Bundesrates Max Petitpierre. Diese Periode ist gekennzeichnet durch eine beachtliche Erweiterung der internationalen Beziehungen und durch deren Veränderung unter dem bestimmenden Einfluss der beiden Grossmächte; ferner durch die Zunahme der Akteure aufgrund des Dekolonisationsprozesses sowie durch die Berücksichtigung neuer durch eine zunehmende Internationalisierung des wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und technischen Lebens wiedergegebenen Tätigkeitsfelder. So viele Entwicklungen stellten die schweizerische Diplomatie, welche ihre diplomatischen Vertretungen und ihre internen Dienste ständig erweitert, vor neue Herausforderungen. Mit anderen Worten sah sich unsere

aus verschiedenen Schweizer Universitäten gebildete Forschungsgruppe vor eine beträchtliche Erweiterung der Dossiers gestellt, welche sie in ihrer Editionsarbeit zu berücksichtigen hatte.

Wie alle Herausgeber von amtlichen Dokumenten sieht sich unsere Forschungsgruppe mit einem grundlegenden Problem konfrontiert: bei der stetig grösser werdenden Menge von aussenpolitisch relevanten Dossiers kann nur eine sehr beschränkte Anzahl von Schlüsseldokumenten veröffentlicht werden. Die Kommission hat aus diesem Grunde beschlossen, Informatikmittel einzusetzen. Zu diesem Zweck wurde in enger Zusammenarbeit mit den Informatikern des ehemaligen Bundesamtes für Informatik und des Bundesarchivs die über Internet zugängliche Datenbank DoDiS (www.dodis.ch) entwickelt. Sie wurde konzipiert, um einerseits die Dokumente für die sechs vorgesehenen Bände zu publizieren und andererseits eine bedeutende Anzahl von Originaldokumenten in elektronischer Form allgemein zugänglich zu machen. Die Datenbank liefert eine Fülle von Informationen zu Personen (in- und ausländischen), Organisationen (Verwaltungsstrukturen, Berufsverbänden, politischen Parteien, Interessenverbänden und anderen Gesellschaften oder Firmen) sowie zu geographischen Orten (Ländern, Städten, Konferenzen, Abkommen), die in den veröffentlichten oder unveröffentlichten Dokumenten erscheinen.

Die abgedruckten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die einzelnen Departemente und Amtsstellen von verschiedenen Aspekten der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge stammen die veröffentlichten Dokumente nicht allein aus den Beständen des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen; selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitlinien und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel zu wichtigen Vorgängen geben; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Auf-

zeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens, namentlich des Entscheidungsprozesses sowie der Rolle der Akteure.

Die Dokumente werden in chronologischer Reihenfolge präsentiert. Zur Erleichterung der Benutzung ist jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente versehen. Dieses ist in verschiedene thematische Kapitel unterteilt, wobei jenes über die bilateralen Beziehungen alphabetisch geordnet ist. Ausserdem enthält das Verzeichnis kurze Zusammenfassungen in deutsch und französisch sowie ein Register der erwähnten Personen, Organisationen (Amtsstellen ausgenommen) und geographischen Bezeichnungen. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in ihrer Originalsprache abgedruckt. Weggelassene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen, ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Dokumentes abgefasst, d. h. in französisch, deutsch oder italienisch. Er setzt sich deutlich (kursiv) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen), Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, Referenznummer der Datenbank DoDiS, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes sowie Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten sollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, welche die Leserinnen und Leser weiterführen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Konnte

ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt». Die Bezeichnung DoDiS, gefolgt von einer Nummer, verweist auf Dokumente und Angaben, die in der Datenbank zu finden sind.

Von der Publikation der neuen Serie von Quellenbänden und der Erstellung einer Datenbank zu den internationalen Beziehungen der Schweiz erhoffen sich die beteiligten Editorinnen und Editoren zweierlei: Einerseits soll das Unternehmen dazu beitragen, ein besseres Verständnis für die internationalen Problemstellungen zu schaffen, mit denen sich die schweizerische Regierung und Bevölkerung nach 1945 konfrontiert sahen; andererseits soll es sowohl den interessierten Bürgerinnen und Bürgern, Journalistinnen und Journalisten, Forscherinnen und Forschern, Analytikerinnen und Analytikern als auch den amtierenden Magistratinnen und Magistraten, Beamtinnen und Beamten, Diplomatinnen und Diplomaten, Parlamentarierinnen und Parlamentariern Orientierungshilfen zur Formulierung und Führung der schweizerischen Aussenpolitik liefern.

Genf, Bern, Februar 2001

Kommission für die Veröffentlichung
Diplomatischer Dokumente der Schweiz:
Jean-Claude Favez, *Président*
Christoph Graf, *Vice-Président*

I. PREFAZIONE

La collana dei *Documenti diplomatici svizzeri* ha uno scopo sia scientifico che pratico: si tratta, per chi ne assume la responsabilità, di mettere a disposizione dei ricercatori e degli esperti le fonti ufficiali utili per ricostruire e comprendere la storia della politica estera della Svizzera, Stato neutrale ma con profonde connessioni nel sistema politico internazionale.

Patrocinato dall'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali che a partire dal 2000 ha preso il posto del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica nel finanziamento della ricerca, il nostro progetto gode, oltre alla collaborazione dell'Archivio federale svizzero e delle università, dell'appoggio del Dipartimento federale degli affari esteri e del Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica. Responsabile della pubblicazione è una Commissione per la pubblicazione di documenti diplomatici svizzeri, comprendente rappresentanti degli istituti di storia delle università svizzere, dell'Archivio federale, del Dipartimento federale suddetto, dell'Accademia svizzera delle scienze morali e sociali e del Fondo nazionale. Una convenzione di collaborazione è stata firmata con il Dipartimento federale degli affari esteri in vista di garantire scambi proficui tra la nostra équipe di ricerca ed i servizi diplomatici interessati dai dossier che contribuiamo a rendere accessibili alla conoscenza storica.

Una prima serie di 15 volumi, relativa al periodo 1848–1945, è stata pubblicata con il patrocinio della Società generale svizzera di storia tra il 1979 e il 1996. Ancor prima dell'uscita dell'ultimo volume si è deciso di proseguire nella ricerca e con la pubblicazione dei volumi relativi al periodo 1945–1961, detto anche «era Petitpierre» dal nome del consigliere federale che diresse la diplomazia svizzera dal 1º febbraio 1945 al 30 giugno 1961. Questo periodo è caratterizzato da un allargamento considerevole delle relazioni internazionali e da una loro trasformazione sotto l'influsso determinante delle due grandi Potenze, da una moltiplicazione degli attori che scaturiscono dal processo di decolonizzazione e da una presa in considerazione di nuovi campi d'azione, che rispecchiano la crescente internazionalizzazione della vita economica, sociale, culturale e tecnica. Questi sviluppi pongono ad una diplomazia svizzera, che non cessa di aumentare le proprie rappresentanze diplomatiche ed i propri servizi interni, nuove sfide. In altre parole, constatiamo un aumento considerevole dei dossier di cui la nostra équipe ristretta di ricercatori provenienti da varie università del paese deve tenere conto nel proprio lavoro di edizione.

Di fronte ai problemi – comuni a tutti coloro che pubblicano «carte di Stato» – posti dalla selezione di un numero ristrettissimo di documenti significativi in una massa sempre crescente di fascicoli d'archivio, la commissione si è proposta di ricorrere alle tecniche informatiche. A tale scopo, in stretta collaborazione con gli esperti di informatica dell'Archivio federale e dell'Ufficio informatico dell'amministrazione federale, è stata messa a punto

la banca dati DoDiS, che è liberamente accessibile in Internet all'indirizzo www.dodis.ch. DoDiS è stata concepita sia per pubblicare i documenti nei sei volumi previsti, sia per registrare e rendere accessibile una quantità maggiore di documenti originali in formato elettronico. La banca dati fornisce informazioni dettagliate sulle persone (svizzere e straniere), le organizzazioni (strutture amministrative, associazioni professionali, partiti politici, gruppi d'interesse e altre società o imprese) e sui luoghi geografici (paesi, città, come pure conferenze e accordi) che compaiono nei documenti, sia in quelli editi nel volume, sia in quelli inediti.

I testi scelti provengono dall'Archivio federale ove sono conservati gli atti del Parlamento, del Governo e dei dipartimenti federali (ministeri). Poiché la Svizzera ha un governo collegiale, tutte le decisioni di una certa importanza dipendono solo dal Consiglio federale; la politica estera svizzera interessa inoltre, per taluni aspetti, i vari dipartimenti e uffici federali. Pertanto, i documenti pubblicati non riproducono unicamente gli atti del Dipartimento federale degli affari esteri: una parte apprezzabile dei testi consiste in atti del Consiglio federale stesso (quali i processi verbali delle riunioni e le decisioni governative), di vari dipartimenti e uffici specializzati, ma anche di delegazioni e commissioni speciali che hanno trasmesso rapporti al governo, senza dimenticare le lettere scritte da personaggi ufficiali o che esercitavano funzioni semiufficiali (e perfino da esponenti d'istituzioni private).

La collezione non mira a documentare l'insieme degli eventi esteri concernenti la Svizzera né a ricostruire l'intera evoluzione della politica estera elvetica. Il suo obiettivo è piuttosto illustrare i tratti essenziali di tale politica nelle sue diverse dimensioni, come pure le concezioni e i dati fondamentali delle relazioni internazionali. Si è preferito pubblicare, nell'ordine, testi che consentano di cogliere l'orientamento generale della politica estera svizzera, o che in un momento preciso abbiano potuto decidere tale orientamento; testi che mostrino il ruolo della Svizzera nella politica internazionale o ne chiariscano l'atteggiamento di fronte ad un evento o problema particolare; rapporti o analisi di situazione che contengano informazioni originali o riflettano l'ottica del paese neutrale su avvenimenti importanti; infine, istruzioni, avvisi, appunti e corrispondenza che siano indispensabili per la comprensione di singole questioni e in particolare per il processo decisionale e il ruolo degli attori.

I documenti sono presentati in ordine cronologico. Per facilitarne la consultazione è stata allestita una tavola metodologica con brevi riassunti in tedesco e in francese. La tavola è suddivisa in capitoli tematici: quello dedicato alle relazioni bilaterali elenca gli Stati in ordine alfabetico. Ulteriori strumenti a disposizione del lettore e della lettrice sono gli indici dei nomi, delle organizzazioni (tranne le strutture amministrative) e dei luoghi geografici. Alla fine di ogni volume sono stati aggiunti degli organigrammi che illustrano la struttura amministrativa e le rappresentanze diplomatiche della Svizzera (all'estero) e degli altri paesi (in Svizzera). I documenti sono pubblicati in linea di massima integralmente e nella lingua originale; i passi soppressi sono indicati con puntini di sospensione fra parentesi quadre e sono talvolta riassunti in una nota a piè di pagina. Le formule di saluto sono state soppresse, tranne quando parevano rivestire un significato speciale.

La parte redazionale, scritta nella lingua del documento specifico (francese, tedesco o italiano), si distingue dal testo del documento stesso (che è in carattere tondo) per l'uso del corsivo; sono resi con il corsivo anche i passi del documento originale sottolineati o in caratteri distanziati. Gli interventi redazionali all'interno del documento figurano fra parentesi quadre; ortografia e punteggiatura sono state modificate senz'altro nei casi di errore evidente o per unificare la grafia del testo.

L'intestazione dei documenti comprende questi elementi: segnatura d'archivio, numero di riferimento della banca dati DoDiS, titolo redazionale, indicazione degli autori e dei destinatari (cognomi, iniziali dei nomi e funzioni, amministrazione e servizi interessati), tipo di testo (copia, minuta) ove non sia stato possibile riprodurre l'originale, genere del documento, data e luogo di redazione dello stesso. L'intestazione può comprendere, inoltre, grado di classificazione (confidenziale, segreto) o di urgenza del documento, suo numero d'ordine, iniziali o sigla del redattore e della segreteria, oggetto del testo riprodotto (sempre che tali indicazioni compaiano nell'originale). Il titolo del documento, quando viene ripreso alla lettera, è reso in MAIUSCOLETTO TONDO.

L'apparato critico è volutamente limitato. Le note mirano soprattutto a correggere gli inconvenienti dovuti alla selezione (ovviamente necessaria), fornendo in particolare i riferimenti ai documenti non pubblicati, a quelli registrati nella banca dati DoDiS e ai documenti stampati e ufficiali qualora il lettore desiderasse consultarli. Per quanto possibile, si rinvia ai documenti citati nei testi pubblicati, fatto salvo il caso in cui tali testi ne chiariscano a sufficienza il contenuto. La formula «non riprodotto», senza indicazione della provenienza, significa che i documenti in questione figurano negli stessi fascicoli del testo riprodotto. Qualora un documento ritenuto importante sia stato oggetto di ricerca approfondita ma con esito negativo, viene indicato con la formula «non ritrovato».

Pubblicando questa nuova serie di volumi e allestendo una banca dati sulle relazioni internazionali della Svizzera, gli editori auspicano di poter contribuire alla conoscenza delle poste in gioco e dei problemi internazionali che governo e popolo svizzero hanno dovuto affrontare dal 1945; auspicano, per altro, di poter indicare dei punti di riferimento fondamentali anche a tutti coloro che si preoccupano di come viene formulata e condotta la politica estera (cittadini, ricercatori, analisti, giornalisti) o che ne sono responsabili (alte cariche federali, funzionari, diplomatici, parlamentari).

Ginevra, Berna, febbraio 2001

Commissione per la pubblicazione
di documenti diplomatici svizzeri:
JEAN-CLAUDE FAVEZ, *presidente*
CHRISTOPH GRAF, *vicepresidente*

II. INTRODUCTION

Par la publication de ce volume 21 (1er mars 1958–30 juin 1961) s'achève la période dite Petitpierre, du nom du chef du Département politique fédéral (DPF) qui a conduit la politique étrangère de la Suisse de février 1945 à fin juin 1961. Contrairement à la période précédente, marquée par un espoir de pacification des relations internationales, concrétisé par des gestes significatifs de détente entre Grandes Puissances dont le sommet des Quatre Grands à Genève en été 1955, les années 1958–1961 connaissent en plus des crises frontales entre les deux blocs d'abord au sujet de Berlin, puis de Cuba, de grands bouleversements résultant de la décolonisation accélérée du continent africain. La guerre d'Algérie en constitue le chapitre le plus complexe et le plus sanglant. Quant à l'indépendance du Congo belge, elle interpelle la communauté internationale, pressée par les autorités congolaises d'intervenir pour aider le nouvel Etat à maintenir l'ordre intérieur et son intégrité territoriale.

Ces événements ont constitué autant de défis pour la diplomatie suisse; ils offrent aussi des occasions à saisir pour mettre en évidence une politique de neutralité fondée sur l'objectif cardinal de sauvegarder une marge de manœuvre indépendante entre les grandes constellations de Puissances; dans un contexte de polarisation des forces et de rivalités entre Moscou et Washington, la diplomatie suisse est soucieuse d'éviter l'isolement du pays, notamment par rapport à la dynamique de l'intégration européenne, qui franchit une étape importante avec la mise en place du Marché commun au 1er janvier 1959.

Dans le présent recueil, mais aussi de façon plus ample dans la base de données, sont reproduits des documents qui traduisent les réflexions menées au sein du Conseil fédéral non seulement sur la situation internationale, mais surtout sur les défis auxquels la Suisse doit répondre, qu'il s'agisse des relations avec les Nations unies, les institutions européennes – Conseil de l'Europe, OECE, CEE, création de l'AELE et de l'OCDE – ou encore des relations à établir avec les nouveaux Etats et de l'assistance technique aux pays «sous-développés»; il convient aussi d'y ajouter la question de la coopération scientifique internationale, en particulier dans le domaine de la recherche atomique, dont un des objectifs, celui de la défense nationale, est l'objet d'échanges de points de vues au sein du collège gouvernemental qui ne reflètent pas l'unanimité.

Par rapport à toutes ces questions d'actualité à l'époque et souvent de première importance pour l'avenir du pays, il revient au chef du DPF de solliciter de façon insistante l'avis de ses collègues; il leur soumet des exposés et des papiers de synthèse, tant il est convaincu, comme il l'écrit dans un exposé du 15 avril 1959, que «le Conseil fédéral fasse le point et cherche à former une opinion sur des questions générales qui sortent du cadre des affaires courantes, ainsi que sur les méthodes de travail à appliquer, dans la mesure où elles ne répondent plus aux exigences actuelles» *(Doc. N° 37)*. Il invite même ses collègues à consacrer une séance extraordinaire «à une discussion sur l'ensemble

de ces problèmes». Nous avons retenu certains de ces échanges au sein du Conseil fédéral qui montrent que si sur certains aspects particuliers, notamment sur les relations avec l'Europe communiste et par rapport à l'intégration européenne les avis divergent, c'est l'unanimité qui domine, que ce soit sur la question de la non-adhésion à l'ONU ou sur l'affirmation de la neutralité: «Le Conseil fédéral n'a aucune raison de s'écarter de la ligne politique qu'il a suivie depuis la fin de la guerre. La neutralité reste entièrement valable. Elle a sans doute perdu en grande partie sa raison d'être sur le continent européen, en raison de la division actuelle du continent, entre une Europe occidentale dont la Suisse fait partie et une Europe orientale. En revanche, elle a trouvé de nouvelles raisons d'être sur le plan mondial. Nous devons la renforcer en rendant des services chaque fois que nous en avons l'occasion» déclare Petitpierre à ses collègues, le 23 mai 1958, qui conclut que «la Suisse doit rester indépendante et disponible» *(Doc. N° 5)*. Il y a aussi unanimité du Conseil fédéral dans la reconnaissance du fait que «la Suisse est trop petite pour prendre une initiative en vue d'un règlement pacifique du conflit mondial qui puisse avoir une quelconque chance de succès» (*discussion interne du 25. 10. 1960, Doc. N° 102)*.

Durant la période prise ici en considération, la Suisse saura justement saisir des occasions pour démontrer qu'être neutre ne signifie pas observer passivement ce qui se passe ou attendre que l'orage extérieur se soit calmé, mais au contraire que le Conseil fédéral peut offrir ses bons offices, comme dans le cas du conflit algérien; ce dernier constitue une de ses plus brillantes prestations au règlement d'un douloureux conflit.

Les circonstances de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle, l'évolution de la situation en Algérie même, les préparatifs diplomatiques et techniques des entretiens franco-algériens qui aboutiront en mars 1962 aux accords d'Evian sont largement documentés. Les comptes rendus de l'Ambassadeur de Suisse à Paris, Pierre Micheli, sur ses entretiens avec les dirigeants français, notamment avec le Général de Gaulle et Michel Debré, fournissent des éclairages pertinents sur les vues des responsables français à propos des «évènements d'Algérie», rapportés de première main, notamment par le Consul de Suisse à Alger, Henri Voirier; d'autres rapports présentent des points de vue originaux de dirigeants français sur l'avenir de l'intégration européenne, mais aussi les incertitudes de la position française à l'égard des institutions récemment créées. Certes, avec la France, il y a d'autres enjeux, notamment commerciaux et financiers, mais aussi le pénible et insoluble contentieux sur l'engagement de jeunes gens suisses dans la Légion étrangère, y compris le sort des déserteurs, certains ayant été témoins de pratiques de la torture à l'encontre des nationalistes algériens, dont les récits choquent l'opinion suisse; cette question provoque des tensions entre Berne et Paris, en plus de l'accueil jugé trop tolérant par les autorités françaises d'activistes algériens, soutenus par des opposants français et suisses à la guerre d'Algérie.

La crise qui éclate au Congo dès son accession à l'indépendance, en juillet 1960, va fournir à Berne l'occasion d'illustrer avec une ampleur inédite depuis la deuxième guerre mondiale sa «neutralité active». En effet, la Suisse, non-membre des Nations unies, est fortement sollicitée par le Secrétaire général

des Nations unies à l'assister dans ses efforts pour entretenir des services vitaux de l'administration congolaise, tout en faisant acheminer par Swissair des vivres et des techniciens dans différentes parties de cet immense territoire. On est frappé de la rapidité avec laquelle le Conseil fédéral a réussi à mettre des ressources et des compétences à disposition de ce qui peut être considéré comme la première grande intervention humanitaire en Afrique. Certes, les intérêts suisses étaient importants au Congo: mines et infrastructures hydrauliques; résidents helvétiques, qu'ils soient commerçants, techniciens, médecins ou missionnaires.

Si, dans ces deux crises qui affectent les relations internationales, le Conseil fédéral s'est rallié aux propositions de Max Petitpierre pour qui il était important de prendre des risques au service de la communauté internationale comme cela avait déjà été le cas, en participant à la Commission de surveillance des nations neutres pour l'armistice en Corée depuis 1953, c'est qu'il s'agit de légitimer le maintien d'une politique de neutralité dans sa dimension universelle, en se montrant solidaire de l'ONU, sans en faire partie, mais aussi de l'Europe, sans se lier aux objectifs politiques des institutions européennes.

En ce qui concerne l'organisation de l'Europe, les textes proposés rendent compte des nombreux tâtonnements de la politique d'intégration des Puissances européennes elles-mêmes. En effet, si la mise en œuvre du Marché commun devient une certitude à la fin de 1958, l'échec de la négociation entamée en 1957 en vue d'instaurer une grande zone de libre échange entre les Six Etats signataires des Traités de Rome, et les autres Etats de l'OECE, irrite particulièrement Berne, qui avait placé ses espoirs dans cet ambitieux espace économique de 18 Nations, destiné à éviter une division de l'Europe non communiste. Certes, l'idée d'un aménagement spécifique des relations économiques avec la nouvelle CEE est présente dès 1957 dans les esprits des dirigeants suisses, tant sont intenses les relations commerciales avec la plupart des Six. En outre, certains d'entre eux estiment, en faisant référence à la neutralité, que la Suisse doit se garder de prendre part à une nouvelle division entre Européens, en favorisant la création d'un groupe à partir des Non-Six qui s'opposerait aux Six. Finalement, la Suisse s'associe aux initiatives britanniques et scandinaves qui aboutissent à la création d'une petite zone de libre échange entre sept Etats industriels de l'OECE; après plusieurs phases de négociations en 1959, la convention établissant l'Association européenne de libre échange (AELE) est signée à Stockholm, le 4 janvier 1960. Cette étape ouvre le chapitre complexe des relations entre les deux grands groupements économiques européens qui connaîtra nombre de rebondissements tant il est vrai que chacun des pays membres veille en priorité à la sauvegarde de ses intérêts particuliers: il y a surtout les deux grandes puissances qui prétendent au leadership européen – la France et la Grande-Bretagne – dont les desseins avoués ou secrets provoquent troubles et raidissements aussi bien parmi les membres de la CEE que parmi ceux de l'AELE. La fluidité des positions des divers gouvernements européens à l'égard des institutions existantes ou naissantes crée une incertitude qui plane sur les formes de l'organisation future de l'Europe. La perception de

ces «variations» européennes incite les dirigeants suisses à réévaluer constamment leur propre position et à légitimer une politique d'attente face au dilemme «neutralité-intégration» qui est évoqué de façon récurrente.

Un autre enjeu dont l'importance s'affirme durant la période prise ici en considération, c'est «l'aide aux pays sous-développés». La décolonisation de plusieurs pays en Asie et en Afrique représente un défi d'autant plus grand que l'on dénote une «offensive économique engagée par l'URSS et ses satellites et, dans une moindre mesure pour le moment, par la Chine, dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique latine» *(Doc. N° 37)*. La Suisse ne devrait pas se limiter à envoyer quelques experts dans les pays qui l'ont sollicitée, mais elle devrait contribuer à former l'élite intellectuelle, administrative et culturelle de ces nouveaux Etats. Le Service de l'assistance technique, auparavant intégré à l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail (OFIAMT) du Département fédéral de l'Economie publique, est transféré au DPF le 1er janvier 1960; en plus, le Conseil fédéral décide en avril 1961 la création du poste de Délégué à la coopération technique, confié à Hans Keller. Ces innovations administratives reflètent l'importance accordée au Tiers Monde dans la politique extérieure du pays. La coopération technique avec les nouveaux Etats ne venait-elle pas d'être reconnue comme un nouvel enjeu prioritaire de la politique mondiale dans le cadre des négociations qui ont conduit à la création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à Paris, le 14 décembre 1960, par les 18 Etats de l'OECE auxquels les Etats-Unis d'Amérique et le Canada se sont associés; la Suisse y prit une part active en dépit des risques que sa participation pouvait impliquer pour sa neutralité.

Dans un contexte de guerre froide, marqué par plusieurs crises et tensions diverses, la politique de sécurité préoccupe fortement le gouvernement fédéral. En plus de la question récurrente de la vente et de l'achat de matériel de guerre, opérations qui interpellent constamment la politique de neutralité, le Conseil fédéral consacre des débats intenses et controversés à l'achat d'avions «Mirage», âprement négocié avec la France, mais aussi de chars «centurion» à l'Afrique du Sud. Il y a surtout la décision, rendue publique en juillet 1958, d'envisager la possibilité de doter la défense du pays d'armes nucléaires. Cette déclaration suscite non seulement un mouvement d'opposition au sein de l'opinion qui conduira finalement à l'abandon de ce projet, mais aussi une réaction directe de l'URSS qui ne cache pas sa réprobation d'une décision que Moscou interprète comme un abandon de la neutralité suisse. Pour les Soviétiques, le gouvernement fédéral aurait nettement choisi le camp impérialiste!

Sur le plan de la défense, il y a aussi de nombreuses mesures internes prises par le gouvernement. En plus du vaste chantier de réorganisation de l'armée, il y a le problème de son équipement, notamment les équipements dits «secrets» fournis par les Etats-Unis d'Amérique, au sujet desquels il faut péniblement négocier un arrangement sur le contrôle par des experts américains de l'utilisation de ce matériel. Le gouvernement s'occupe aussi de l'établissement d'une liste de personnalités du monde de l'économie qui devraient être dispensées de service militaire en cas de mobilisation de guerre

et ceci dans l'intérêt de la défense économique du pays. En outre, dans un souci de protéger des secteurs vitaux de l'économie en cas de conflit en Europe, le gouvernement examine la possibilité de transférer le siège de certaines sociétés suisses dans des pays réputés sûrs: des démarches sont entreprises en particulier au Canada dans ce but.

Quant à la politique des bons offices qui constitue une activité quasi permanente de la diplomatie suisse, elle connaît un développement remarquable durant la période. Il y a le rôle exceptionnel joué dans le règlement du conflit franco-algérien par l'accueil et la protection des négociateurs algériens sur sol suisse pendant les négociations d'Evian, ainsi que les nombreux services rendus aux Nations unies tant sur le plan logistique que sur celui des prestations humanitaires lors de la crise du Congo; en outre, le gouvernement suisse a été sollicité, en plus de la quinzaine de mandats de représentation d'intérêts étrangers qu'il assume déjà en 1958, pour représenter les intérêts de l'Iran en Israël depuis février 1958, des Etats-Unis d'Amérique à Cuba depuis janvier 1961 – mandat toujours en vigueur – et de la Belgique en Egypte depuis février 1961. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'acceptation de ces mandats soulève parfois des débats très sensibles, mettant en contradiction la pratique de la neutralité avec la sauvegarde d'intérêts spécifiquement suisses: ainsi le refus du Conseil fédéral de représenter en 1961 les intérêts de la République sud-africaine au Caire par égard pour les nombreux Etats africains avec lesquels Berne est en train d'établir des relations diplomatiques.

En plus de ces enjeux que plusieurs des textes reproduits dans le présent volume documentent avec une densité variable, une partie importante des documents choisis concernent les relations bilatérales; ils apportent des informations de divers ordres qui varient selon les pays. Si ce sont les questions d'ordre économique qui dominent avec certains partenaires, on peut constater qu'une part importante des documents retenus illustre des interférences entre le politique et l'économique. Pour des raisons de place disponible dans le volume imprimé, la plupart des documents sur les relations économiques et financières se trouvent dans la base de données. Etant donné que la période est fortement marquée par les tensions internationales et par l'accession de nombreux pays d'Afrique à l'indépendance ou qui se sont engagés dans un combat de libération de plus en plus violent, comme dans les colonies portugaises, ce sont des documents plutôt de nature politique, voire de caractère administratif, qui méritaient d'être retenus. Nous avons aussi jugé intéressant de documenter les moments significatifs de cet élargissement considérable des tâches diplomatiques sur le continent africain, véritable défi pour le DPF, dont les ressources lui sont toujours comptées. La sauvegarde et la promotion d'intérêts présents et futurs dans les nouveaux Etats exigeaient un effort inédit de présence diplomatique et consulaire (22 nouveaux Etats sont reconnus entre mars 1958 et juin 1961), effort justifié par ailleurs par la nouvelle obligation morale d'assumer sa part dans la stratégie de coopération technique avec les pays en voie de développement.

Avec les voisins, il y a des négociations économiques qui se compliquent du fait de l'instauration du Marché commun. Des arrangements sur des questions financières (emprunts), fiscales (double imposition) et sociales (travailleurs

immigrés et frontaliers) sont l'objet d'interminables négociations entre Berne, Bonn, Paris et Rome: en juin 1961, un nouveau bras de fer est ouvert avec le gouvernement italien au sujet des droits des travailleurs italiens en Suisse.

Avec les Etats-Unis, il y a l'épineuse question du service militaire des Suisses résidant en Amérique, mais aussi le règlement devant la Cour internationale de Justice de l'affaire Interhandel, sans parler de la complexe question des taxes sur l'importation des montres suisses. Une maladresse de l'Ambassadeur américain à Berne a provoqué un incident diplomatique, réglé par la fermeté de Petitpierre, déterminé à faire respecter la dignité du «Petit Etat» offensé!

Les relations avec l'Union Soviétique sont affectées, comme nous l'avons déjà signalé, par les tensions qui résultent de l'annonce faite par le Conseil fédéral, en juillet 1958, d'étudier la possibilité de doter la défense nationale d'armes nucléaires. Par ailleurs, Berne répond poliment aux appels adressés par le Soviet suprême aux peuples du monde en faveur du désarmement et d'un arrêt de la course aux armements. Le Conseil fédéral rétorque tout aussi diplomatiquement aux objections de Moscou à l'entrée de la Suisse dans l'AELE. Mais, parallèlement, des liens sont maintenus sur le plan commercial avec l'URSS et surtout avec certains Etats satellites. Certes, le chef du DPF se fait l'avocat au sein du Conseil fédéral d'échanges culturels et scientifiques à développer avec l'URSS et les autres Etats du Pacte de Varsovie, car il faut maintenir, à son avis, des contacts avec les élites de ces pays ouvertes aux valeurs occidentales qui se trouveront ainsi confortées. Il n'est pas très écouté dans ce domaine tant l'opinion publique suisse est convaincue de l'instrumentalisation des échanges culturels et scientifiques souhaités par les pays de l'Est à des fins strictement politiques ou de propagande.

En revanche, la Yougoslavie représente un cas à part, notamment sur le plan économique; il est même question d'une association de ce pays communiste à l'AELE. La Suisse est invitée à assumer sa part d'un emprunt international consenti par les puissances occidentales à Belgrade dont l'objectif est de permettre au gouvernement yougoslave de garder ses distances par rapport à l'URSS. Par ailleurs, une discussion est ouverte au sein de l'administration fédérale sous la pression d'entreprises suisses au sujet de l'engagement de travailleurs yougoslaves.

Enfin, sur toutes les questions documentées ou suggérées ici ainsi que sur des thèmes qui ne figurent pas dans la table méthodique de ce volume, des documents en nombre variable selon les thèmes, mais souvent d'une grande ampleur, ont été sélectionnés; ils sont accessibles sous la forme d'image électronique dans la base de données DoDiS (www.dodis.ch), qui fournit des informations aussi bien sur les différents dossiers généraux et bilatéraux que sur les personnes et les institutions concernées. Depuis l'été 2006, la base de données a été améliorée, renforçant encore les possibilités de consultation et de recherche.

Il nous reste à exprimer notre reconnaissance aux collaboratrices et collaborateurs qui ont pris part régulièrement – ou pour un temps limité – au dépouillement des archives, à la sélection des documents, à leur saisie dans la base de données et à leur annotation: Klaus Ammann, Mauro Cerutti, Damien Carron, Dario Gerardi, Kathrin Marthaler et Marc Perrenoud. Au début de

l'année 2006, quelques changements ont eu lieu au sein de l'équipe: si Klaus Ammann a changé d'orientation, nous avons accueilli 3 nouveaux collaborateurs. Tout d'abord, Martin Meier, engagé pour une année dans le cadre d'un projet d'amélioration du programme informatique de la base de données; il a en outre continué d'intégrer dans DoDiS les informations historiques recueillies par la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, qui a publié 26 volumes: les index biographiques, géographiques et des organisations de ces volumes ainsi que les documents annexés. Son travail a abouti en août 2006 à l'implantation sur Internet d'une version de DoDiS renouvellée et élargie (informations supplémentaires et nouvelles possibilités de recherches). Au titre de collaborateurs candidats au doctorat, deux jeunes chercheurs ont été intégrés à l'équipe dès le printemps 2006: Daniel Béguin et Maurizio Rossi. Pour sa part, Daniel Bourgeois, qui avait été associé à la publication des DDS depuis ses débuts, a pris une retraite bien méritée: sa précieuse collaboration nous manque désormais. Quant à la saisie des documents et à leur intégration dans la base de données, elle a été effectuée par Tanja Rietmann, relayée par Margita Chmelová Carron. Les documents publiés dans ce volume ont été transcrits en grande partie par Irène Pazzini, secrétaire au Département d'histoire générale de l'Université de Genève.

Nos remerciements s'adressent également aux collaboratrices et collaborateurs des Archives fédérales et à leur directeur, Andreas Kellerhals, pour leur constant soutien. Ils s'adressent aussi à l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), qui administre et finance partiellement notre projet dans le cadre de ses programmes de longue durée. Que son secrétaire général, Markus Zürcher, son adjoint, Christian Peter, et leurs collaborateurs trouvent ici l'expression de notre gratitude pour leur disponibilité. Que le Fonds national de la recherche scientifique (FNRS), qui assure le financement de la publication ainsi qu'une partie importante des charges relatives à l'amélioration du programme informatique, reçoive ici la marque de notre reconnaissance qui s'adresse en particulier à Rudolf Bolzern pour ses conseils avisés. Enfin, il nous revient encore à exprimer notre gratitude, pour son soutien et sa confiance, au Département fédéral des affaires étrangères, à l'Ambassadeur Alexandre Fasel, chef du Centre d'analyse et de prospective, et en particulier à François Wisard, chef du Service historique, pour leur esprit de collaboration et pour leur engagement dans la mise en œuvre d'objectifs communs, destinés à procurer à la conduite de la politique étrangère du pays une perspective et une expertise historiques qui permettent d'inscrire dans la longue durée toute action et toute initiative actuelles.

Par ailleurs, un appui substantiel a été accordé par la Fondation Ernst et Lucie Schmidheiny, grâce auquel le programme de publication a pu être maintenu à un rythme soutenu: que son Conseil et son Président, le professeur Marcel Guenin, trouvent ici l'expression de notre gratitude.

Enfin, notre commission de publication, lieu privilégié de collaboration entre l'ASSH, les Universités, les Archives fédérales, le Département fédéral des affaires étrangères et le Fonds national de la recherche scientifique, a connu des changements importants. Son président depuis 1992, le professeur Jean-Claude Favez, ainsi que le vice-président, Christoph Graf, directeur des

Archives fédérales, ont renoncé à leur mandat, qu'ils ont assumé avec un dévouement remarquable dans le souci permanent de garantir la poursuite du projet de publication. Le relais a été pris par Hans Ulrich Jost, professeur honoraire à l'Université de Lausanne, en tant que président et par Andreas Kellerhals, nouveau directeur des Archives fédérales, à la vice-présidence. Pour sa part, la Conseillère nationale bernoise Christa Markwalder Bär a pris place dans la commission à la suite de la démission du Conseiller aux Etats jurassien, Pierre-Alain Gentil. Aux uns et aux autres, ainsi qu'à tous les membres de la commission, nous adressons notre reconnaissance pour leurs conseils avisés, leur confiance et leurs encouragements renouvelés à l'équipe des chercheurs, engagés dans une entreprise de recherche fondamentale portant sur une des dimensions essentielles de l'histoire d'un pays comme la Suisse que sont ses relations avec le monde extérieur.

Genève, août 2006 ANTOINE FLEURY

II. EINLEITUNG

Mit der Veröffentlichung des Bandes 21 der Diplomatischen Dokumente der Schweiz (1. März 1958–30. Juni 1961) endet die Ära Petitpierre – benannt nach dem Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements (EPD) –, welcher die schweizerische Aussenpolitik von Februar 1945 bis Ende Juni 1961 leitete. Die vorangegangene Periode (1955–1958) ist geprägt von der Hoffnung auf die Befriedung der internationalen Beziehungen, verdeutlicht durch die zwischen den Weltmächten ausgetauschten Zeichen des guten Willens, so während der Gipfelkonferenz im Sommer 1955 in Genf. Im Gegensatz dazu sind die Jahre 1958–1961 ausser durch die direkten Krisen zwischen den beiden Grossmächten, vorerst in Berlin und dann in Kuba, auch durch die grundlegenden Veränderungen infolge der beschleunigten Entkolonialisierung des afrikanischen Kontinents charakterisiert. Das komplexeste und blutigste Kapitel bildet der Algerienkrieg, während im Falle der Unabhängigkeit von Belgisch-Kongo die internationale Gemeinschaft von den kongolesischen Behörden dazu aufgerufen wird, den neuen Staat bei der Aufrechterhaltung der inneren Ordnung und der Integrität des Territoriums zu unterstützen. Diese Ereignisse stellen auch für die schweizerische Diplomatie Herausforderungen dar. So ergibt sich die Möglichkeit, die Aufmerksamkeit auf die Neutralitätspolitik zu lenken, welche darauf beruht, eine eigene, unabhängige Politik zwischen den beiden Machtblöcken zu betreiben. Vor dem Hintergrund der Polarisierung der Mächte und der Rivalitäten zwischen Moskau und Washington ist die schweizerische Diplomatie darauf bedacht, die Isolierung des Landes zu vermeiden, vor allem was die Entwicklung der europäischen Integration betrifft, welche am 1. Januar 1959 mit der Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) einen bedeutenden Schritt vorwärts macht.

Für den vorliegenden Band und ausführlicher in der Datenbank DoDiS wurden Dokumente ausgewählt, welche die bundesrätlichen Überlegungen sowohl zur internationalen Lage als auch zu den Herausforderungen, auf welche die Schweiz antworten musste, darlegen. Dazu gehören die Beziehungen mit den Vereinten Nationen, den europäischen Institutionen – Europarat, OEEC, EWG, den neugegründeten EFTA und OECD – oder die im Entstehen begriffenen Beziehungen zu den neuentstandenen Staaten sowie die Ausgestaltung der technischen Entwicklungshilfe. Innerhalb des Regierungskollegiums werden auch Fragen zur internationalen wissenschaftlichen Zusammenarbeit, vor allem betreffend die Atomforschung – im Zusammenhang mit der Landesverteidigung –, kontrovers diskutiert.

Der Vorsteher des Politischen Departements ist darum bemüht, mittels Diskussionen über Berichte und Analysen zu den damals aktuellen und für die Zukunft des Landes wichtigen Fragen, die Meinungen seiner Kollegen zu erfahren. Dies unterstreicht er in einem Bericht vom 15. April 1959, der festhält, dass «der Bundesrat Stellung nimmt und sich eine Meinung bildet über allgemeine Fragen, welche nicht laufende Geschäfte betreffen, sowie

über Arbeitsmethoden, die angewendet werden sollen, soweit die Bestehenden nicht mehr den aktuellen Ansprüchen entsprechen» *(Dok. Nr. 37)*. Er lädt seine Kollegen sogar zu einer ausserordentlichen Sitzung ein, «um über die Gesamtheit dieser Probleme zu diskutieren». Wir haben einige dieser Aussprachen im Bundesrat ausgewählt, welche zeigen, dass über einige besondere Aspekte, namentlich betreffend die Beziehungen mit dem kommunistischen Europa und die europäische Integration, verschiedene Meinungen bestehen, während über die Frage des Nicht-Beitritts zur UNO und der Bekräftigung der Neutralität Einigkeit herrscht: «Der Bundesrat hat absolut keinen Grund, sich von der politischen Linie, welche er seit dem Kriegsende eingeschlagen hat, zu entfernen. Die Neutralität bleibt gänzlich gültig. Sie hat auf dem europäischen Kontinent aufgrund der aktuellen Teilung des Kontinents in ein westliches Europa, zu dem sich die Schweiz zählt, und in ein östliches Europa ohne Zweifel einen erheblichen Teil ihrer Existenzberechtigung verloren. Dafür hat sie weltweit an Existenzberechtigung gewonnen. Wir müssen sie stärken, indem wir unsere Dienste bei jeder Gelegenheit, die sich uns bietet, zur Verfügung stellen.» Petitpierre schliesst diesen Vortrag vom 23. Mai 1958 mit den Worten, «die Schweiz muss unabhängig und offen bleiben» *(Dok. Nr. 5)*. Weiter herrscht im Bundesrat Einigkeit über die Tatsache, dass «die Schweiz zu klein sei, um eine Initiative für eine friedliche Lösung des Weltkonfliktes zu ergreifen, die Erfolg haben könnte» *(Dok. Nr. 102, interne Diskussion vom 25. 10. 1960)*.

Während der behandelten Periode ergreift die Schweiz jene Gelegenheiten, die aufzeigen, dass die Neutralität nicht gleichzusetzen ist mit passiver Beobachtung des Geschehens oder mit Abwarten, bis sich der Sturm gelegt hat. Im Gegenteil, der Bundesrat kann seine Guten Dienste anbieten, wie im Falle des Algerienkonflikts, wo diese Dienste eine der glanzvollsten Leistungen zur Regelung eines schmerzvollen Konflikts bilden.

Vor allem die Umstände, die zur Machtübernahme durch de Gaulle führen, die Entwicklung der Situation in Algerien selber und die diplomatischen und technischen Vorbereitungen auf die französisch-algerischen Gespräche, die im März 1962 mit dem Vertrag von Evian enden werden, ist gut dokumentiert. Die Berichte des schweizerischen Botschafters in Paris, Pierre Micheli, über seine Unterredungen mit den französischen Verantwortlichen, im besonderen mit General de Gaulle und Michel Debré, liefern sachdienliche Hinweise über die Sichtweise der französischen Machthaber betreffend die «Ereignisse in Algerien». Weitere Aussagen aus erster Hand, vor allem jene des schweizerischen Konsuls in Algier, Henri Voirier, geben Aufschluss über die Standpunkte der französischen Verantwortlichen über die Zukunft der europäischen Integration, aber auch über die Ungewissheit der französischen Stellung angesichts der neugegründeten Institutionen. Gewiss bestehen weitere Streitpunkte mit Frankreich, namentlich kommerzieller und finanzieller Art. Die betrübliche und unlösbare Streitsache um die Verpflichtung junger Schweizer für die Fremdenlegion, einschliesslich des Schicksals der Deserteure, und die Erzählungen einiger junger Schweizer, die Zeugen von Folter gegen algerische Nationalisten wurden, erschüttern die öffentliche Meinung in der Schweiz. Diese Frage sowie die von den französischen Behörden als zu tolerant

bezeichnete Aufnahme algerischer Aktivisten, welche von französischen und schweizerischen Gegnern des Algerienkrieges unterstützt werden, verursachen Spannungen zwischen Bern und Paris.

Die im Kongo kurz nach der Unabhängigkeit im Juli 1960 ausbrechende Krise bietet Bern die Möglichkeit, seine «aktive Neutralität» – in einem seit dem Zweiten Weltkrieg noch nie da gewesenen Ausmass – einzusetzen. Der Generalsekretär der Vereinten Nationen ersucht die Schweiz, damals Nicht-Mitglied der UNO, ihm bei seinem Bemühen, die lebenswichtigen Dienste der kongolesischen Verwaltung zu erhalten, zu helfen, indem die Schweiz die Swissair beauftragt, Nahrungsmittel und Techniker in die verschiedenen Regionen des unermesslich weiten kongolesischen Territoriums zu fliegen. Es mag überraschen, wie schnell es dem Bundesrat gelingt, Ressourcen und Fachkenntnis zur Verfügung zu stellen und somit der ersten grossen humanitären Aktion in Afrika den Weg zu ebnen. Tatsächlich sind die schweizerischen Interessen im Kongo bedeutend: Minen und Wasserkraftwerke und eine schweizerische Kolonie bestehend aus Geschäftsleuten, Technikern, Ärzten und Missionaren.

Der Bundesrat schliesst sich im Falle dieser die internationalen Beziehungen berührenden Krisen den Vorschlägen Petitpierres an, um die Neutralitätspolitik in ihrer universellen Dimension zu wahren, indem man sich sowohl mit der UNO, ohne ihr anzugehören, als auch mit Europa, ohne sich an die politischen Zweckbestimmungen der europäischen Institutionen zu binden, solidarisiert. Für Petitpierre ist es von Bedeutung, im Dienste der internationalen Gemeinschaft Risiken einzugehen, so wie es bei der Beteiligung der Schweiz in der neutralen Überwachungskommission des Waffenstillstandes in Korea 1953 der Fall gewesen war.

Die ausgewählten Texte betreffend die Entwicklung Europas zeigen die zahlreichen Versuche der Integrationspolitik der europäischen Mächte. Auch wenn die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft Ende 1958 tatsächlich zur Gewissheit wird, so ist Bern besonders darüber verärgert, dass die 1957 aufgenommenen Verhandlungen zur Errichtung einer Freihandelszone zwischen den sechs Signaturstaaten der Römer Verträge und den anderen Staaten der OEEC scheiterten. In dieses ehrgeizige Projekt eines Wirtschaftsraumes der achtzehn Nationen hat die Schweiz ihre Hoffnungen gesetzt, um die Spaltung des nicht-kommunistischen Europa zu verhindern. Da gute Handelsbeziehungen mit der Mehrheit der Sechs bestehen, ist die Idee einer spezifisch zugeschnittenen Gestaltung der Wirtschaftsbeziehungen mit der EWG seit 1957 in den Gedanken der schweizerischen Verantwortlichen gegenwärtig. Ausserdem meinen einige, bezugnehmend auf die Neutralität, die Schweiz solle sich davor hüten, sich an einer neuen Spaltung zwischen den Europäern zu beteiligen, indem die Schweiz die Bildung einer Gruppe der Nicht-Sechs fördere, welche den Sechs gegenübersteht. Schliesslich beteiligt sich die Schweiz an den britisch-skandinavischen Initiativen, welche in der Gründung einer kleinen Freihandelszone von sieben Industriestaaten der OEEC mündet. Nach mehreren Verhandlungsphasen im Jahre 1959 wird das Abkommen zur Errichtung der Europäischen Freihandelsassoziation am 4. Januar 1960 unterzeichnet.

Mit diesem Schritt wird das Kapitel der vielschichtigen Beziehungen zwischen den beiden grossen europäischen Wirtschaftsgruppen aufgeschlagen. Dieses erlebt zahlreiche Entwicklungen, da jeder Mitgliedstaat vorwiegend seine eigenen Interessen sichern möchte. Es sind vor allem die beiden grossen Mächte – Frankreich und Grossbritannien –, welche die Führung in Europa für sich beanspruchen, die durch ihre bekannten und geheimen Absichten für Verwirrung und Stillstand sowohl unter den Mitgliedern der EWG, als auch der EFTA sorgen. Die sich wandelnden Stellungnahmen der verschiedenen europäischen Regierungen betreffend die existierenden und entstehenden Institutionen verursachen eine Unsicherheit über die Organisationsformen des künftigen Europa. Dieses europäische «Hin und Her» veranlasst die schweizerischen Verantwortlichen, ihre eigene Position fortwährend neu zu bewerten und eine Abwartepolitik im Dilemma «Neutralität – Integration», welches wiederholt auftritt, zu rechtfertigen.

Ein weiteres bedeutendes Thema, welches in der erwähnten Periode auftritt, ist die «Entwicklungshilfe». Die Entkolonialisierung von zahlreichen Ländern in Asien und Afrika bildet eine grosse Herausforderung, da man eine «wirtschaftliche Offensive der UdSSR und seiner Satellitenstaaten – in geringerem Masse auch durch China – in den Entwicklungsländern Asiens, Afrikas und Lateinamerikas» *(Dok. Nr. 37)* feststellt. Die Schweiz soll sich nicht darauf beschränken, einige Experten in die Gesuchsländer zu entsenden, sondern dazu beitragen die intellektuelle, administrative und technische Elite dieser neuen Staaten auszubilden. Der Dienst für technische Zusammenarbeit wird am 1. Januar 1960 dem EPD übertragen, zuvor gehörte er zum Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (BIGA) des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements. Ausserdem beschliesst der Bundesrat im April 1961 die Bildung des Postens eines Delegierten für technische Zusammenarbeit, welcher von Hans Keller übernommen wird. Diese administrativen Neuerungen widerspiegeln die Bedeutung, welche der Dritten Welt in der schweizerischen Aussenpolitik eingeräumt wird. Die technische Zusammenarbeit entwickelt sich zu einer vorrangigen Herausforderung der Weltpolitik, die dazu führt, dass am 14. Dezember 1960 in Paris die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) von achtzehn Staaten der OEEC, den Vereinigten Staaten von Amerika und Kanada gegründet wird. Die Schweiz übernimmt in der neugegründeten Organisation eine aktive Rolle, ungeachtet der möglichen Folgen dieser Beteiligung für ihre Neutralität.

Im Zusammenhang mit dem Kalten Krieg, welcher durch zahlreiche Krisen und Spannungen charakterisiert ist, beschäftigt sich der Bundesrat vermehrt mit der Sicherheitspolitik. Der Bundesrat widmet sich neben der wiederholt auftretenden Frage des Kaufs und Verkaufs von Kriegsmaterial – einem Geschäft, das ständig die Neutralitätspolitik berührt – vor allem den intensiven und umstrittenen Debatten und erbitterten Verhandlungen um den Kauf der «Mirage»-Flugzeuge von Frankreich und der «Centurion»-Panzer aus Südafrika. Viel Aufsehen erregt der Entscheid vom Juli 1958, der die Möglichkeit der Atombewaffnung der Armee in Betracht zieht. Diese Erklärung ruft in der Öffentlichkeit nicht nur eine Oppositionsbewegung hervor, die schliesslich das Projekt scheitern lässt, sondern veranlasst die UdSSR, die

den schweizerischen Entscheid als Aufgabe der Neutralität darstellt, zu einer direkten Reaktion. Für die Sowjetunion hat die eidgenössische Regierung klar die Seite der Imperialisten gewählt.

Im Bereich der Landesverteidigung erlässt die Regierung zahlreiche interne Massnahmen. Sie befasst sich neben der Reorganisation der Armee auch mit deren Ausrüstung. Im besonderen die sogenannt «geheime» Ausrüstung aus den Vereinigten Staaten von Amerika führt zu mühsamen Verhandlungen über eine Vereinbarung über die Kontrolle der Nutzung des Materials durch amerikanische Experten. Die Regierung beschäftigt sich auch mit der Erstellung einer Liste jener Persönlichkeiten aus der Wirtschaft, welche im Interesse der wirtschaftlichen Landesverteidigung im Falle einer Kriegsmobilmachung vom Militärdienst befreit würden. In der Sorge, die lebenswichtigen Wirtschaftsbereiche im Falle eines Konflikts in Europa zu schützen, prüft die Regierung ausserdem die Möglichkeit, den Sitz gewisser schweizerischer Unternehmen in «sichere» Länder zu verlegen. Hierfür werden im besonderen Nachforschungen in Kanada unternommen.

Die Politik der Guten Dienste, welche als eine ständige Tätigkeit der schweizerischen Diplomatie bezeichnet werden darf, erfährt eine bemerkenswerte Entwicklung während der Periode des vorliegenden Bandes. Neben der ausserordentlichen Rolle im französisch-algerischen Konflikt, wo während der Verhandlungen in Evian die algerischen Vertreter auf schweizerischem Boden Aufnahme und Schutz fanden, leistet die Schweiz während der Krise im Kongo den Vereinten Nationen wertvolle Dienste, sowohl auf der logistischen Ebene als auch im humanitären Bereich. Ausserdem wird die schweizerische Regierung ersucht, neben den bis 1958 mehr als fünfzehn übernommenen Vertretungen fremder Interessen, ab Februar 1958 die iranischen Interessen in Israel, ab Januar 1961 jene der Vereinigten Staaten von Amerika in Kuba – ein Mandat, das immer noch in Kraft ist – und ab Februar 1961 die belgischen Interessen in Ägypten zu übernehmen. Wider Erwarten werfen die Übernahmen dieser Mandate manchmal heftige Diskussionen über die Nichtvereinbarkeit der Neutralitätspolitik mit der Aufrechterhaltung der eigenen schweizerischen Interessen auf. So lehnt der Bundesrat 1961 mit Rücksicht auf die zahlreichen afrikanischen Staaten, mit denen Bern diplomatische Beziehungen aufbaut, die Bitte der Republik Südafrika ab, ihre Interessen in Kairo zu vertreten.

Zahlreiche in diesem Band publizierte Texte dokumentieren mit unterschiedlicher Dichte diese Herausforderungen. Einen bedeutenden Teil der ausgewählten Dokumente behandeln die bilateralen Beziehungen, welche je nach Land unterschiedlichste Informationen liefern. Während mit einigen Partnern vor allem Fragen wirtschaftlicher Natur vorherrschen, kann man feststellen, dass eine bedeutende Zahl der Dokumente die Überlagerungen von Politik und Wirtschaft zeigen. Aus Platzgründen befindet sich die Mehrheit der Dokumente zu den Wirtschafts- und Finanzbeziehungen in der Datenbank. Da die Periode stark durch internationale Spannungen und die Unabhängigkeit zahlreicher afrikanischer Staaten oder ihre oft gewalttätigen Befreiungskämpfe, wie in den portugiesischen Kolonien, gekennzeichnet ist, werden eher Dokumente mit politischem oder administrativem Charakter

veröffentlicht. Wir hielten es für aufschlussreich, die bezeichnendsten Momente, die zu dieser beachtlichen Erweiterung der diplomatischen Aufgaben auf dem afrikanischen Kontinent führen, aufzuzeigen. Diese bedeuten eine grosse Herausforderung für das EPD, da die Ressourcen beschränkt sind. Die Sicherung und Förderung der aktuellen und zukünftigen Interessen in den neuen Staaten verlangt eine noch nie da gewesene Anstrengung diplomatischer und konsularischer Präsenz (22 neue Staaten werden zwischen März 1958 und Juni 1961 anerkannt). Diese Anstrengung wird im übrigen auch mit der neuen moralischen Verpflichtung, einen Beitrag zur technischen Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern zu leisten, gerechtfertigt.

Durch die Einführung der europäischen Wirtschaftsgemeinschaft erschweren sich die Wirtschaftsverhandlungen mit den Nachbarländern. Vereinbarungen über finanzielle (Anleihe), steuerrechtliche (Doppelbesteuerung) und soziale (Niederlassung von Arbeitern und Grenzgänger) Fragen werden in unendlichen Verhandlungen zwischen Bern, Bonn, Paris und Rom behandelt. Im Juni 1961 wird mit der italienischen Regierung eine neue Frage, die Rechte der italienischen Arbeiter in der Schweiz, angegangen.

Mit den Vereinigten Staaten von Amerika bestehen weiterhin Differenzen bezüglich der Frage der Militärdienstpflicht von Schweizerbürgern in Amerika, über die Behandlung der Angelegenheit Interhandel vor dem internationalen Schiedsgerichtshof und, nicht zu vergessen, über die vielschichtige Uhrenantitrustfrage. Eine Unbeholfenheit des amerikanischen Botschafters in Bern verursacht einen diplomatischen Zwischenfall, welcher durch Petitpierres Entschlossenheit, die Würde des gekränkten «Kleinstaates» zu wahren, erledigt wird.

Die Beziehungen zur Sowjetunion sind, wie schon erwähnt, durch die Spannungen, welche durch die Mitteilung des Bundesrates im Juli 1958, die Armee eventuell mit Atomwaffen zu bestücken, bestimmt. Die vom Obersten Sowjet an die Adresse der Weltvölker gerichteten Aufrufe beantwortet der Bundesrat im übrigen auf formelle Art und Weise. Ebenso diplomatisch entgegnet der Bundesrat den sowjetischen Einwänden gegen einen Beitritt der Schweiz zur EFTA. Gleichzeitig unterhält die Schweiz Handelsbeziehungen mit der UdSSR und vor allem mit einigen ihrer Satellitenstaaten. Im Bundesrat macht sich der Vorsteher des EPD zum Anwalt des kulturellen und wissenschaftlichen Austausches mit der UdSSR und den anderen Staaten des Warschauer Paktes. Er vertritt die Meinung, dass man die Kontakte mit den Eliten jener Staaten, die den westlichen Werten offen gegenüberstehen, bestärken solle. In diesem Bereich findet er bei der schweizerischen Öffentlichkeit wenig Gehör, da diese überzeugt ist, dass die von den Oststaaten gewünschten kulturellen und wissenschaftlichen Austauschprogramme ausschliesslich für politische Zwecke und Propaganda missbraucht würden.

Im Gegensatz dazu bildet Jugoslawien, besonders im wirtschaftlichen Bereich, einen Sonderfall – man spricht sogar von einer möglichen Assoziierung dieses kommunistischen Landes mit der EFTA. Die Schweiz wird gebeten, ihren Teil zu einem der jugoslawischen Regierung von den westlichen Mächten gewährten internationalen Kredit zu leisten, welcher es Belgrad erlauben würde, gegenüber der UdSSR Distanz zu bewahren. Auf Druck schweizerischer

Unternehmen wird in der Bundesverwaltung die Anstellung jugoslawischer Arbeiter überprüft.

Zu allen hier aufgeworfenen und dokumentierten Fragen und zu vielen in diesem Band nicht behandelten Themen wurden weitere umfangreiche Dokumente ausgewählt, welche auf der elektronischen Datenbank DoDiS (www.dodis.ch) abgerufen werden können. Diese stellt sowohl Informationen zu den verschiedenen allgemeinen und zwischenstaatlichen Dossiers, als auch zu Personen, Organisationen und Institutionen zur Verfügung. Im Sommer 2006 wurde die Datenbank verbessert und die Abfragemöglichkeiten erweitert.

Schliesslich möchten wir allen wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern, die sich an der Suche und Selektion von Dokumenten, deren Aufnahme in die Datenbank sowie der Herstellung des wissenschaftlichen Apparates beteiligt haben, herzlich danken: Klaus Ammann, Mauro Cerutti, Damien Carron, Dario Gerardi, Kathrin Marthaler und Marc Perrenoud. Zu Beginn des Jahres 2006 hat das Team einige Änderungen erfahren: Klaus Ammann hat eine neue Herausforderung angenommen und drei neue Mitarbeiter wurden angestellt. Martin Meier wurde im Rahmen des Projekts zur Verbesserung der Datenbank für ein Jahr verpflichtet. Ausserdem ist er verantwortlich für die Integration von Informationen zu Personen, geographischen Orten, Organisationen sowie der Dokumentenanhänge der 26 publizierten Bände der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg in die Datenbank. Seine Tätigkeit führte im August 2006 zur Erneuerung und Erweiterung von DoDiS im Internet (zusätzliche Informationen und neue Abfragemöglichkeiten). Im Frühling 2006 wurden zwei Doktoranden in die Gruppe aufgenommen: Daniel Béguin und Maurizio Rossi. Daniel Bourgeois, welcher dem Projekt der DDS seit den Anfängen angehörte, ist in den verdienten Ruhestand getreten. Seine wertvolle Mitarbeit wird uns künftig fehlen. Für die Erfassung der Dokumente waren Tanja Rietmann und Margita Chmelová Carron zuständig. Die veröffentlichten Dokumente dieses Bandes wurden mehrheitlich von Irène Pazzini, Sekretärin des Departements für allgemeine Geschichte der Universität Genf, erfasst.

Unsere Verbundenheit gilt auch den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Schweizerischen Bundesarchivs und seinem Direktor, Andreas Kellerhals, für ihre Unterstützung. Unser Dank richtet sich ebenfalls an die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW), die unser Projekt verwaltet und im Rahmen ihres langfristigen Programms zu weiten Teilen finanziert. Dem Generalsekretär Markus Zürcher, seinem Stellvertreter Christian Peter und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern danken wir für ihren Einsatz. Dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF), welcher die Finanzierung der Publikation sowie der Verbesserung der Datenbank sicherstellt, und insbesondere Rudolf Bolzern für seine Unterstützung und klugen Ratschläge sind wir zu besonderem Dank verpflichtet. Dem Eidgenössischen Departement für Auswärtige Angelegenheiten, im besonderen Botschafter Alexandre Fasel, Chef des Zentrums für Analyse und prospektive Studien, und François Wisard,

Leiter des historischen Dienstes, danken wir für ihre Unterstützung und ihr Vertrauen. Sie setzten sich ein für die Erreichung unseres gemeinsamen Ziels, der Aussenpolitik des Landes historische Perspektive und Expertise zu verleihen, welche es ermöglichen, aktuelle Handlungen und Initiativen in ihren langfristigen Rahmen zu stellen.

Von der Stiftung Ernst und Lucie Schmidheiny erfuhren die DDS eine bedeutende Unterstützung. Dank ihrer Schenkung gelang es, den Publikationsrhythmus aufrechtzuerhalten; dem Rat und seinem Präsidenten, Professor Marcel Guenin, gilt unser besonderer Dank.

Auch die Kommission für die Veröffentlichung der DDS, ein Gremium mit Vertretern der SAGW, der Universitäten, des schweizerischen Bundesarchivs, des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten und des Nationalfonds, erfuhr Veränderungen. Ihr Präsident, Professor Jean-Claude Favez, sowie ihr Vize-Präsident, Christoph Graf, Direktor des schweizerischen Bundesarchivs, haben ihr Mandat beendet. Mit bemerkenswerter Einsatzbereitschaft haben sie sich für die Weiterführung des Projekts der Diplomatischen Dokumente der Schweiz eingesetzt. Ihre Nachfolge übernahmen Hans Ulrich Jost, Honorarprofessor der Universität Lausanne, als Präsident und Andreas Kellerhals, neuer Direktor des schweizerischen Bundesarchivs, als Vize-Präsident. Die Berner Nationalrätin Christa Markwalder Bär hat den Platz des jurassischen Ständerats Pierre-Alain Gentil in der Kommission übernommen. Ihnen allen und den Mitgliedern der Kommission gilt unsere Dankbarkeit. Sie liefern damit einen Beitrag zur vertieften Kenntnis der internationalen Beziehungen der Schweiz, die eine wesentliche Dimension im Handeln und der Zukunft des Landes darstellen.

Genf, August 2006 ANTOINE FLEURY

II. INTRODUZIONE

Con la pubblicazione del presente volume XXI (1° marzo 1958–30 giugno 1961) si conclude l'era Petitpierre, dal nome del capo del Dipartimento politico federale che ha retto le sorti della politica estera della Svizzera dal febbraio 1945 alla fine giugno 1961. Se il periodo precedente era stato caratterizzato dalla speranza di una distensione delle relazioni internazionali, concretizzatasi in gesti significativi di distensione tra le Grandi Potenze – tra cui l'incontro dei Quattro Grandi a Ginevra nell'estate 1955 – gli anni 1958–1961 si contraddistinguono, oltre che per le crisi frontali tra i due blocchi – dapprima su Berlino, poi su Cuba – anche per gli importanti sconvolgimenti derivanti dalla decolonizzazione accelerata del continente africano. Di questi, la guerra d'Algeria costituisce il capitolo più complesso e cruento, mentre l'indipendenza del Congo belga chiama in causa la comunità internazionale, sollecitata dalle autorità congolesi ad intervenire per aiutare il nuovo Stato a preservare l'ordine interno e la sua integrità territoriale.

Questi avvenimenti hanno rappresentato delle sfide per la diplomazia elvetica ma anche delle opportunità da cogliere per mettere in evidenza una politica di neutralità mirante a preservare uno spazio di manovra indipendente tra i grandi raggruppamenti delle Potenze; in un contesto di polarizzazione delle forze e di rivalità tra Mosca e Washington, la diplomazia svizzera si adopera per evitare l'isolamento del paese, in particolare rispetto al processo di integrazione europea, che raggiunge un traguardo importante con l'entrata in vigore del Mercato comune il primo gennaio 1959.

Nella presente raccolta – e, più ampliamente, nella banca dati – sono riprodotti documenti che illustrano le riflessioni portate avanti in seno al Consiglio federale non solo sulla situazione internazionale, ma soprattutto sulle sfide alle quali la Svizzera deve fare fronte: dalle relazioni con le Nazioni Unite o con le istituzioni europee – Consiglio dell'Europa, OECE, CEE, creazione dell'AELS e dell'OCSE – a quelle da stabilire con i nuovi Stati, all' assistenza tecnica ai paesi «sottosviluppati»; va inoltre menzionata la questione della cooperazione scientifica internazionale, in modo particolare nell'ambito della ricerca nucleare, uno dei cui scopi, quello della difesa nazionale, suscita in seno al collegio di governo discussioni dalle quali non emerge un sentimento di unità.

Rispetto a tutti questi temi all'epoca d'attualità e spesso centrali per l'avvenire del paese, spetterà al Capo del Dipartimento politico sollecitare l'avviso dei colleghi, sottoponendo loro sintesi e rapporti, convinto com'è – e lo scrive in un appunto del 15 aprile 1959 – che «il Consiglio federale [debba] fare il punto e cercare di formarsi un'opinione sulle questioni d'ordine generale che esulano dagli affari correnti, così come sui metodi di lavoro da adottare, nella misura in cui essi non rispondono più alle esigenze attuali» *(doc. N°37)*. Petitpierre invita pure i suoi colleghi a dedicare una seduta straordinaria «a una discussione sull'insieme di questi problemi». Abbiamo selezionato alcuni di questi scambi in seno al Consiglio federale che mostrano divergenze d'opinioni

su certi aspetti specifici – in modo particolare sulle relazioni con l'Europa comunista e rispetto all'integrazione europea – ma altresì una grande unanimità su altri aspetti, dalla non adesione all'ONU all'affermazione della neutralità: «Il Consiglio federale non ha motivo di allontanarsi dalla linea politica che ha seguito dalla fine della guerra. La neutralità resta del tutto valida. Essa ha senz'altro perso buona parte della sua ragion d'essere sul continente europeo, in seguito alla divisione attuale del continente tra un'Europa occidentale di cui la Svizzera è parte e un'Europa orientale. Essa però ha trovato nuove ragioni d'essere sul piano mondiale. E' nostro dovere rinforzarla fornendo i nostri servizi ogni volta che ne abbiamo l'occasione», dichiara Petitpierre ai suoi colleghi il 23 maggio 1958, concludendo che «la Svizzera deve rimanere indipendente e disponibile» *(doc. N°5)*. L'unanimità del Consiglio federale emerge pure nel riconoscimento del fatto che «la Svizzera è troppo piccola per intraprendere un'iniziativa in vista di una risoluzione pacifica del «conflitto mondiale» che possa avere qualche speranza di successo» *(discussione interna del 25. 10. 1960, doc. N°102)*.

Durante il periodo preso in considerazione, la Svizzera saprà cogliere le occasioni per dimostrare che essere neutrali non significa osservare passivamente ciò che accade oppure attendere la fine della tempesta, quanto piuttosto offrire i propri buoni uffici, come nel caso della guerra d'Algeria – che costituisce uno dei suoi più brillanti contributi alla risoluzione pacifica di un conflitto – oppure dare seguito alle sollecitazioni del Segretario generale delle Nazioni Unite per inviare soccorsi in Congo e mettere a disposizione tecnici ed esperti per assicurare il funzionamento dei servizi vitali del nuovo Stato.

Per quanto riguarda il conflitto algerino, sono ampliamente documentate le circostanze dell'arrivo al potere del generale de Gaulle, l'evoluzione della situazione in Algeria nonché i preparativi a livello diplomatico e tecnico in vista dei colloqui franco-algerini che porteranno nel marzo 1962 agli accordi di Evian. I resoconti dell'ambasciatore di Svizzera a Parigi, Pierre Micheli, sui suoi colloqui con i dirigenti francesi, in particolare con il generale de Gaulle e Michel Debré, offrono uno sguardo interessante sui punti di vista dei dirigenti francesi a proposito degli «avvenimenti d'Algeria», riportati di prima mano in particolare dal console di Svizzera a Algeri, Henri Voirier; altri rapporti illustrano punti di vista originali di Parigi sul futuro dell'integrazione europea come pure le incertezze rispetto alle istituzioni appena create. Naturalmente le relazioni con la Francia comportano anche altri aspetti, ad esempio quello commerciale e finanziario, o ancora il doloroso e irrisolvibile contenzioso sull'arruolamento di giovani svizzeri nella Legione straniera e la sorte dei disertori, alcuni dei quali testimoni di pratiche di tortura ai danni di nazionalisti algerini e i cui racconti scioccano l'opinione pubblica elvetica. Questo problema, oltre a quello dell'accoglienza in Svizzera – troppo generosa secondo le autorità francesi – di nazionalisti algerini col sostegno degli oppositori francesi e svizzeri alla guerra d'Algeria, provoca del resto tensioni tra Berna e Parigi.

La crisi che scoppia in Congo al momento del suo accesso all'indipendenza, nel luglio 1960, fornirà a Berna l'occasione per mettere in pratica, ad un livello inedito dalla Seconda Guerra mondiale, la sua «neutralità attiva». In effetti

la Svizzera, che non fa parte delle Nazioni Unite, è fortemente sollecitata dal Segretario generale delle Nazioni Unite ad assisterlo nei suoi sforzi volti a mantenere i servizi vitali dell'amministrazione congolese, incaricando altresì la Swissair del trasporto di viveri e di tecnici verso varie località di questo immenso territorio. Se colpisce la rapidità con la quale il Consiglio federale riesce a mobilitare risorse e competenze in favore di quello che può essere considerato il primo grande intervento umanitario in Africa, è vero altresì che la Svizzera ha interessi importanti in Congo tra miniere, infrastrutture idroelettriche e connazionali – commercianti, tecnici, medici o missionari – residenti nel paese.

In occasione di queste due crisi che condizionano le relazioni internazionali il Consiglio federale segue le proposte di Max Petitpierre, secondo il quale è importante assumersi dei rischi al servizio della comunità internazionale, come del resto era stato fatto al momento della partecipazione alla Commissione di sorveglianza delle nazioni neutrali per l'armistizio in Corea a partire dal 1953. Questa posizione permette di legittimare la prosecuzione di una politica di neutralità nella sua dimensione universale e di mostrare così che la Svizzera, pur non volendo farne parte, è solidale con l'ONU e, d'altra parte, con l'Europa, pur ribadendo in questo caso la sua volontà di non affiliarsi alle finalità politiche di nessun gruppo di potenze europee.

Per quanto riguarda la costruzione europea, i documenti proposti illustrano i numerosi tentennamenti nella politica d'integrazione delle stesse Potenze europee. In effetti, se l'apertura del Mercato comune diventa una certezza alla fine del 1958, il fallimento delle trattative in vista dell'instaurazione di una grande zona di libero scambio tra i Sei Stati firmatari dei Trattati di Roma e gli altri Stati dell'OECE irrita in modo particolare Berna, che aveva riposto molte speranze in questo ambizioso progetto di spazio economico formato da 18 Nazioni e destinato a evitare una divisione dell'Europa non comunista. E' certo che l'idea di una soluzione specifica per quanto riguarda le relazioni economiche con la CEE è contemplata dai dirigenti svizzeri già dal 1957, tanto sono intense le relazioni commerciali con la maggioranza dei Sei. Una parte di loro ritiene inoltre, con riferimento alla neutralità, che la Svizzera dovrebbe evitare di contribuire a creare una nuova divisione tra europei favorendo la costituzione di un gruppo a partire dai Non-Sei che si opporrebbe ai Sei. Infine la Svizzera si associa alle iniziative britanniche e scandinave che sfoceranno nella creazione di una piccola zona di libero scambio tra sette Stati industriali dell'OECE; dopo varie fasi di negoziazione nel 1959, il 4 gennaio 1960 viene firmata a Stoccolma la convenzione che istituisce l'Associazione europea di libero scambio (AELS). Il raggiungimento di questa tappa inaugurerà il complesso capitolo delle relazioni tra le due grandi entità economiche europee, che conoscerà numerosi sussulti visto che ognuno dei paesi membri è soprattutto attento a salvaguardare i suoi interessi particolari: in particolare, i piani espliciti o segreti delle due grandi potenze che aspirano alla *leadership* europea – Francia e Gran Bretagna – provocano agitazione e irrigidimenti tanto tra i membri della CEE che tra quelli dell'AELS. La fluidità delle posizioni dei vari governi europei riguardo alle istituzioni esistenti o nascenti fa calare un velo di incertezza

sulle forme della futura organizzazione dell'Europa. La percezione di queste «variazioni» europee spinge i dirigenti svizzeri a rivalutare costantemente la loro posizione e ad avallare una politica attendista di fronte al dilemma «neutralità-integrazione» frequentemente evocato.

Un'altra problematica che si pone alla ribalta durante il periodo preso in considerazione è quella dell'«aiuto ai paesi sottosviluppati». La decolonizzazione di diversi paesi in Asia e in Africa rappresenta una sfida tanto maggiore quanto più si denota un'«offensiva economica lanciata dall'URSS e dai suoi satelliti, e in misura per il momento minore dalla Cina, nei paesi sottosviluppati in Asia, Africa e America latina» *(doc. N°36)*. La Svizzera non dovrebbe limitarsi a inviare qualche esperto nei paesi che ne fanno richiesta, ma dovrebbe contribuire a formare l'élite intellettuale, amministrativa e culturale di questi nuovi Stati. Il servizio dell'assistenza tecnica, fino ad allora parte dell'Ufficio federale dell'industria, delle arti, dei mestieri e del lavoro (OFIAML) del Dipartimento federale dell'economia pubblica, viene trasferito il primo gennaio 1960 al DPF; il Consiglio federale decide inoltre nell'aprile 1961 la creazione di un posto di Delegato alla cooperazione tecnica, affidato ad Hans Keller. Queste novità amministrative riflettono l'importanza accordata al Terzo Mondo nella politica estera elvetica. L'assistenza tecnica ai nuovi Stati era del resto stata da poco riconosciuta come priorità della politica mondiale nell'ambito dei negoziati che avevano portato alla creazione – a Parigi il 14 dicembre 1960 – dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCSE), da parte dei 18 stati dell'OECE, degli Stati Uniti e del Canada; negoziati nei quali la Svizzera ebbe del resto un ruolo attivo, malgrado i rischi che la sua partecipazione avrebbe potuto comportare per la neutralità.

In un contesto di guerra fredda, caratterizzato da numerose crisi e tensioni di vario genere, la politica di sicurezza preoccupa particolarmente il governo federale. Oltre alla questione ricorrente della vendita e dell'acquisto di materiale da guerra, che chiama in causa senza sosta la politica di neutralità, il Consiglio federale consacra intensi dibattiti e controversie all'acquisto degli aerei «Mirage», oggetto di un aspro negoziato con la Francia, nonché di carri armati «Centurion» dal Sudafrica. Impossibile poi naturalmente non citare la decisione, resa pubblica nel luglio 1958, di valutare la possibilità di dotare il paese di armi nucleari. La dichiarazione suscita non solo una vasta opposizione in seno all'opinione pubblica, che porterà poi all'abbandono del progetto, ma anche una reazione diretta dell'Unione sovietica la quale non fa certo mistero della sua riprovazione per una decisione che interpreta come un abbandono della neutralità elvetica. Per Mosca, il governo federale avrebbe decisamente scelto di schierarsi con il campo imperialista!

Sul piano della difesa, il governo adotta altresì un certo numero di misure interne. Oltre al grande cantiere della riorganizzazione dell'esercito, va menzionato il problema del suo equipaggiamento, in particolare per quanto riguarda le attrezzature cosiddette «segrete» fornite dagli Stati Uniti, per le quali si renderà necessario negoziare un difficile accordo relativo alla verifica da parte di esperti americani dell'utilizzo di questo materiale. Il governo si occupa inoltre di redigere un elenco di personalità del mondo economico che, in caso di mobilitazione, avrebbero dovuto essere dispensate dal ser-

vizio militare nell'interesse della difesa economica del paese. Allo scopo di proteggere i settori vitali dell'economia nel caso di un conflitto europeo, il governo studia inoltre la possibilità di trasferire le sedi di alcune società svizzere verso paesi considerati sicuri, e alcuni passi verranno intrapresi in questo senso, in particolare in Canada.

Per quanto riguarda la politica dei buoni uffici, che costituisce un'attività pressoché permanente della diplomazia elvetica, essa conosce durante il periodo esaminato uno sviluppo notevole. Oltre al ruolo eccezionale avuto nella risoluzione del conflitto franco-algerino – con l'accoglienza e la protezione su suolo svizzero dei negoziatori algerini durante i negoziati di Evian – nonché ai numerosi servizi resi alle Nazioni Unite sia sul piano logistico che su quello delle prestazioni umanitarie durante la crisi in Congo, il governo elvetico è stato chiamato a rappresentare gli interessi dell'Iran in Israele (febbraio 1958), degli Stati Uniti a Cuba (iniziato nel febbraio 1961, questo mandato è tuttora in vigore) e del Belgio in Egitto (febbraio 1961), e questo senza dimenticare la quindicina di mandati assunti già nel 1958. Al contrario di quanto si potrebbe credere l'accettazione di questi mandati solleva a volte dibattiti molto delicati, nei quali la prassi della neutralità si ritrova contrapposta alla salvaguardia di interessi specificamente elvetici: è il caso del rifiuto, nel 1961, da parte del Consiglio federale di assumere la rappresentanza della Repubblica del Sudafrica al Cairo, questo alfine di non incrinare i rapporti con i numerosi Stati africani con i quali Berna sta lavorando in vista di stabilire relazioni diplomatiche.

Al di là di queste problematiche illustrate con densità variabile dai documenti proposti in questo volume una parte importante dei documenti selezionati riguarda le relazioni bilaterali. Queste fonti forniscono informazioni di vario tipo a seconda dei paesi. Se con taluni *partner* prevalgono le questioni di ordine economico, si nota altresì che una parte importante dei documenti proposti rivela l'esistenza di interferenze tra la sfera politica e quella economica. Per ragioni di spazio, la maggior parte dei documenti sulle relazioni economiche e finanziarie si trovano nella banca dati. Essendo il periodo preso in esame fortemente segnato dalle tensioni internazionali e dall'accesso all'indipendenza di numerosi paesi africani – oppure, come nelle colonie portoghesi, da lotte di liberazione sempre più violente – ci è sembrato utile selezionare soprattutto documenti di natura piuttosto politica o di carattere amministrativo. Ci è anche parso interessante documentare le tappe significative di questo importante incremento dei compiti diplomatici sul continente africano, vera e propria sfida per il Dipartimento politico federale per il quale le risorse sono sempre contate (22 nuovi Stati sono riconosciuti tra marzo 1958 e giugno 1961). La salvaguardia e la promozione degli interessi presenti e futuri nei nuovi Stati richiedono uno sforzo senza precedenti in termini di presenza diplomatica e consolare, sforzo del resto giustificato anche dal nuovo obbligo morale, elaborato nell'ambito delle grandi istituzioni internazionali, di fare la propria parte nella strategia di cooperazione tecnica con i paesi in via di sviluppo.

Con gli Stati vicini si svolgono negoziati economici che a causa dell'instaurazione del Mercato comune diventano via via più complessi. Tra Berna, Bonn, Parigi e Roma si tengono interminabili trattative allo scopo di raggiungere

un'intesa sulle questioni finanziarie (prestiti), fiscali (doppia imposizione) e sociali (lavoratori immigrati e frontalieri); nel giugno del 1961 si apre poi un nuovo braccio di ferro con il governo italiano sul tema dei diritti dei lavoratori italiani in Svizzera.

Nelle relazioni con gli Stati Uniti emerge anche la spinosa questione del servizio militare per gli svizzeri residenti in America, come pure il deferimento davanti alla Corte internazionale di Giustizia del caso Interhandel, senza poi tralasciare la complessa questione delle tasse sull'importazione degli orologi svizzeri. D'altro canto una gaffe dell'Ambasciatore statunitense a Berna provoca un incidente diplomatico che Petitpierre risolverà con fermezza, deciso a far rispettare la dignità del "Piccolo Stato" offeso.

Le relazioni con l'Unione sovietica sono, come si è detto, condizionate dalle tensioni derivanti dall'annuncio da parte del Consiglio federale di studiare la possibilità di dotare la Svizzera di armi nucleari. Berna risponde del resto con cortesia agli appelli lanciati dal Soviet supremo ai popoli del mondo in favore del disarmo e dell'arresto della corsa agli armamenti. Il Consiglio federale reagisce in modo altrettanto diplomatico alle obiezioni sollevate da Mosca all'entrata della Svizzera nell'AELS. Allo stesso tempo, tuttavia, i legami commerciali con l'URSS e soprattutto con alcuni Stati satelliti vengono mantenuti. Il capo del Dipartimento politico difende, in seno al Consiglio federale, lo sviluppo degli scambi culturali e scientifici con l'URSS e gli altri Stati del Patto di Varsavia, convinto della necessità di mantenere dei contatti con le élite di questi paesi permeabili ai valori occidentali nell'ottica di un loro consolidamento. Petitpierre però in questo ambito non è molto ascoltato, essendo l'opinione pubblica persuasa della strumentalizzazione a fini puramente politici e di propaganda degli scambi culturali e scientifici auspicati dai paesi dell'Est.

La Jugoslavia rappresenta in questo contesto un caso a parte, in particolare sul piano economico: in effetti, è addirittura in discussione l'eventualità che questo paese comunista sia associato all'AELS. La Svizzera è chiamata a farsi carico di una parte del prestito concesso a Belgrado dalle potenze occidentali allo scopo di permettere al governo jugoslavo di mantenere una certa distanza rispetto all'URSS. Del resto, su pressione di imprese svizzere, si apre una discussione in seno all'amministrazione federale a proposito dell'impiego di lavoratori jugoslavi.

Infine, su tutte le questioni documentate o suggerite in questa sede, come pure su temi che non figurano nell'indice tematico di questo volume, è stata selezionata una quantità di documenti variabile a seconda dei temi ma spesso di dimensioni importanti. Essi sono disponibili, sotto forma di immagine elettronica, nella banca dati DoDiS (www.dodis.ch), che fornisce informazioni utili sia sui diversi dossier generali e bilaterali sia sulle persone e le istituzioni coinvolte. Dall'estate 2006, la banca dati è stata migliorata incrementando ulteriormente le possibilità di consultazione e di ricerca.

Non ci resta quindi che esprimere la nostra riconoscenza verso le collaboratrici e i collaboratori che hanno partecipato – regolarmente o per un periodo limitato – alla ricerca negli archivi, alla selezione dei documenti, al loro inserimento nella banca dati e alla loro annotazione: Klaus Ammann, Mauro Cerutti, Damien Carron, Dario Gerardi, Kathrin Marthaler e Marc

Perrenoud. All'inizio del 2006 il gruppo ha conosciuto qualche cambiamento: se Klaus Ammann ha cambiato indirizzo professionale, abbiamo potuto accogliere tre nuovi collaboratori. Innanzitutto Martin Meier, ingaggiato per un anno nell'ambito di un progetto di aggiornamento del programma informatico della banca dati e responsabile inoltre dell'integrazione in DoDiS delle informazioni storiche raccolte dalla Commissione indipendente di esperti Svizzera-Seconda Guerra mondiale per la pubblicazione dei 26 volumi; gli indici biografici, geografici e delle organizzazioni sono ora consultabili con DoDiS, oltre ad una selezione di documenti allegati. Nella primavera del 2006 due giovani ricercatori hanno inoltre raggiunto il gruppo in qualità di candidati al dottorato: Daniel Béguin e Maurizio Rossi. Da parte sua Daniel Bourgeois, che aveva affiancato la pubblicazione dei DDS fin dagli inizi, si è meritatamente ritirato a quiescenza e avvertiamo ormai la mancanza della sua preziosa collaborazione. La registrazione dei documenti e la loro integrazione nella banca dati è stata curata da Tanja Rietmann, a cui è poi subentrata Margita Chmelová Carron. I documenti pubblicati in questo volume sono stati in gran parte trascritti da Irène Pazzini, segretaria al Dipartimento di storia generale dell'Università di Ginevra.

I nostri ringraziamenti vanno anche, per il loro sostegno costante, alle collaboratrici e ai collaboratori dell'Archivio federale e al suo direttore, Andreas Kellerhals. Siamo pure riconoscenti all'Accademia svizzera di scienze morali e sociali (ASSMS), che amministra e in parte finanzia il nostro progetto nell'ambito dei suoi programmi di lunga durata. Ringraziamo in particolare per la loro disponibilità il segretario generale Markus Zürcher e il suo assistente Christian Peter così come i loro collaboratori. Desideriamo esprimere la nostra gratitudine al Fondo nazionale della ricerca scientifica (FNRS), che garantisce il finanziamento della pubblicazione nonché di una parte importante delle spese relative all'aggiornamento del programma informatico, ed in special modo a Rudolf Bolzern per i suoi consigli avveduti. Infine, vogliamo esprimere una volta di più i nostri ringraziamenti per il sostegno e la fiducia al Dipartimento federale degli affari esteri, all'Ambasciatore Alexandre Fasel, capo del Centro d'analisi e prospettiva e in particolare a François Wisard, capo del Servizio storico, per il loro spirito di collaborazione e per il loro impegno volto alla realizzazione di obiettivi comuni destinati a dare alla guida della politica estera del nostro paese una prospettiva e un'esperienza storica che permetta di iscrivere nella lunga durata ogni azione ed ogni iniziativa attuale.

Un appoggio sostanziale ci è inoltre stato accordato dalla Fondazione Ernst e Lucie Schmidheiny grazie alla quale abbiamo potuto proseguire a ritmo sostenuto il programma di pubblicazione: al suo Consiglio e al suo Presidente, il professore Marcel Guenin, vada tutta l'espressione della nostra gratitudine.

Infine, la nostra Commissione di pubblicazione, luogo privilegiato di collaborazione tra la ASSMS, le Università, l'Archivio federale, il Dipartimento federale degli affari esteri ed il Fondo nazionale della ricerca scientifica, ha conosciuto cambiamenti importanti. Il suo presidente dal 1992, professore Jean-Claude Favez, come pure il vicepresidente, Christoph Graf, direttore

dell'Archivio federale, hanno rinunciato al loro mandato, che avevano assunto con una devozione notevole e con la preoccupazione costante di garantire la prosecuzione del progetto di pubblicazione. Il testimone è stato ripreso da Hans Ulrich Jost, professore onorario all'Università di Losanna, nuovo presidente, e da Andreas Kellerhals, nuovo direttore dell'Archivio federale, quale vicepresidente. Da parte sua, la Consigliera nazionale bernese Christa Markwalder è entrata nella Commissione in seguito alle dimissioni del Consigliere agli Stati giurassiano Pierre-Alain Gentil. A loro, così come a tutti i membri della Commissione, va la nostra riconoscenza per i loro consigli pertinenti, la loro fiducia e i ripetuti incoraggiamenti al gruppo di ricerca, impegnato in un'impresa di ricerca fondamentale rivolta ad una delle dimensioni essenziali della storia di un paese come la Svizzera qual'è quella delle sue relazioni col mondo esterno.

Ginevra, agosto 2006 ANTOINE FLEURY

III. ABRÉVIATIONS / ABKÜRZUNGEN

ABAKO	Association des Peuples du Bakongo
Abs.	Absatz
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
AELE	Association européenne de libre échange
AELS	Associazione europea di libero scambio
AG / A. G.	Aktiengesellschaft
AHV	Alters- und Hinterbliebenen Versicherung
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ANG	Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (vom 26. 3. 1931 / 8. 10. 1948)
a. i. / ad int.	ad interim
Anm.	Anmerkung
AOF	Afrique occidentale française
Art. / art.	Artikel / article
AS	Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft
ASE	Aide suisse à l'Europe
ASRE	Aide suisse aux régions extra-européennes
At	Antrag
AVS	Assurance vieillesse et survivants
B	Bericht
BBl	Bundesblatt
BBC	Brown Boveri & Cie.
Bd. / Bde.	Band / Bände
betr.	betreffend
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
BRB	Bundesratsbeschluss
BRD	Bundesrepublik Deutschland
BRI	Banque des règlements internationaux
BR-Prot.	Bundesratsprotokoll
Bupo	Bundespolizei des Justiz- und Polizeidepartements
BV	Bundesverfassung
bzw. / bezw.	beziehungsweise
ca.	circa
CADE / Cade	Compañía Argentina de Electricidad
CDU	Christlich Demokratische Union
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE	Communauté économique européenne
CEM	Compagnie Electro-Mécanique
CERN	Centre européen de recherche nucléaire
CF	Conseil fédéral
cf.	confer

CFF	Chemins de fer fédéraux
CHADE	Compañia Hispano-Americana de Electricidad
CIAE	Compañia Italo-Argentina de Electricidad
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Cie.	Compagnie
Circ	Circulaire
Co.	Company
Cosec	Coordinating Secretariat of National Unions of Students
CR	Compte rendu
CRS	Compagnies républicaines de sécurité
Ction	Communication
DAG	Development Assistance Group
DCA	Défense contre avions
DDS	Documents Diplomatiques Suisses / Diplomatische Dokumente der Schweiz
DDR	Deutsche Demokratische Republik
DFEP / DEP	Département fédéral de l'économie publique
DFJP	Département fédéral de justice et police
DFPCF	Département fédéral des postes et des chemins de fer
d. h.	das heisst
Dir.	Directeur / Direktor
d. J.	des Jahres
DM	Deutsche Mark
DMF	Département militaire fédéral
d. M.	dieses Monats
DoDiS	Banque de données des Documents Diplomatiques Suisses / Datenbank der Diplomatischen Dokumente der Schweiz
DPF	Département politique fédéral (aujourd'hui Département fédéral des affaires étrangères)
Dr / Dr.	Docteur / Doktor
EDI	Eidgenössisches Departement des Innern
EFTA	European Free Trade Association
EFZD	Eidgenössisches Finanz- und Zolldepartement
Eidg.	Eidgenössisch
EJPD	Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
EM / EMG	Etat-major (général)
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement (heute Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten)
EPED	Eidgenössisches Post- und Eisenbahndepartement
ERG	Exportrisikogarantie
ERP	European Recovery Program
etc.	et cetera
EURATOM	European Atomic Energy Community
EU	Etats-Unis d'Amérique

EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
EWG	Europäische Wirtschaftsgemeinschaft
Exp.	Exposé
EZAF	Eidgenössische Zentralstelle für Auslandschweizerfragen
FF	Feuille fédérale
FLN	Front de Libération Nationale
Frepo	Eidgenössische Fremdenpolizei
Fr. / fr. / frs.	Francs suisses
GAF	General Aniline and Film Corporation
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GPRA	Gouvernement provisoire de la République algérienne
h.	heures
ibid.	ibidem
IGAME	Inspection générale de l'administration en mission extraordinaire
ITALO	Compañia Italo-Argentina de Electricidad (CIAE)
kg	Kilogramme / Kilogramm
km	kilomètre / Kilometer
KTA	Kriegstechnische Abteilung des Militärdepartements
L	Lettre
LP	Lettre politique
m	Meter / mètre
M. / MM.	Monsieur / Messieurs
MAF	Mouvement anticolonialiste français
Mio. / mio	Millionen / millions
mm	Millimètres
Mme	Madame
m. E.	meines Erachtens
Mr.	Mister
Mrd.	Milliarden
Mutua	Società mutua svizzera di assicurazione danni di guerra
N	Note
NATO	North Atlantic Treaty Organization
N. B.	nota bene
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission
N° / N^os^	numéro / numéros
No	Notiz / notice
Nr. / Nrn.	Nummer / Nummern
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
OAS	Organisation armée secrète
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCSE	Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico
OECD	Organization for Economic Cooperation and Development
OECE	Organisation européenne de coopération économique

OEEC	Organization of European Economic Cooperation
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONR	Office of Naval Research
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUC	United Nations Operation in Congo
OSEC	Office suisse d'expansion commerciale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ÖVP	Österreichische Volkspartei
P	Proposition
p. / pp.	page / pages suivantes
p. ex.	par exemple
PB	Politischer Bericht / Politischer Brief
Prot.	Protocole / Protokoll
PS / P. S.	Post scriptum
PTT	Post-, Telegraf- und Telefonverwaltung
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal du Conseil fédéral
PVCF-D	Procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral
QG	Quartier-général
R	Rapport
RAU	République arabe unie
RM	Reichsmark
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
RS	Recueil systématique des lois et ordonnances suisses
S	Schreiben
S.	Seite
s. Zt.	seinerzeit
SA / S. A.	Société anonyme
SAFFA	Schweizerische Ausstellung für Frauenarbeit
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
SBS	Société de Banque Suisse
schweiz.	Schweizerisch
SDN	Société des Nations
Sect.	Section
SEV	Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon)
Sfr. / Fr.	Schweizer Franken
SIG	Société Industrielle Suisse
sog.	Sogenannt
SPÖ	Sozialistische Partei Österreichs
Sten. Bull.	Bulletin sténographique
t	Tonne
T	Telegramm / télégramme
TASS	Agence de presse Tass

u. a.	unter anderem
u. ä.	und ähnliches
UDSR	Union démocratique et socialiste de la Résistance
UdSSR	Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken
u. E.	unseres Erachtens
UGEMA	Union générale des étudiants musulmans d'Algérie
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNO	United Nations Organization
UPA	Union des populations d'Angola
UPI	United Press International
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USA / US	United States of America
usw.	und so weiter
US $	US Dollar
vgl.	vergleiche
vol.	volume
Vorort	Directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie
WUS	World University Service
z. B.	zum Beispiel
Ziff.	Ziffer
z. T.	zum Teil

IV. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

Plan de la table méthodique des documents

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ XLVI
I.1. Politique générale XLVI
I.1. Politique générale L
I.2. Doctrine officielle de la neutralité L
I.3. Protection des intérêts étrangers LI
I.4. Bons offices LI
I.5. Affaires intérieures LII
I.6. La Suisse et la décolonisation LII

II. RELATIONS BILATÉRALES LII
II.1. Afrique LII
II.2. Afrique du Sud – Relations économiques LIII
II.3. Algérie LIII
II.4.1. Argentine – Relations politiques LIV
II.4.2. Argentine – Relations économiques LIV
II.5. Cameroun – Relations politiques LIV
II.6. Canada – Relations économiques LV
II.7. Ceylan – Relations politiques LV
II.8. Chili – Relations économiques LV
II.9.1. Chine – Relations politiques LV
II.9.2. Chine – Relations économiques LVI
II.10. Chypre – Relations politiques LVI
II.11. Congo – Relations politiques LVI
II.12. Corée LVII
II.13.1. Cuba – Relations politiques LVII
II.13.2. Cuba – Relations économiques LVII
II.14.1. Egypte – Relations politiques LVII
II.14.2. Egypte – Relations économiques LVIII
II.15. Espagne – Relations économiques LVIII
II.16.1. Etats-Unis d'Amérique – Relations politiques LVIII
II.16.2. Etats-Unis d'Amérique – Relations économiques LIX
II.17. Finlande LX
II.18.1. France – Relations politiques LX
II.18.2. France – Relations économiques LXI
II.19. Ghana – Relations politiques LXI
II.20.1. Grande-Bretagne LXII
II.20.2. Grande-Bretagne – Relations économiques LXII
II.21. Grèce – Relations politiques LXII
II.22. Guatemala LXII
II.23. Guinée – Relations politiques LXII
II.24.1. Inde – Relations politiques LXIII
II.24.2. Inde – Relations économiques LXIII

II.25. Irak – Relations politiques LXIII
II.26.1. Italie – Relations politiques LXIII
II.26.2. Italie – Relations économiques LXIV
II.27.1. Japon – Relations politiques LXIV
II.27.2. Japon – Relations économiques LXIV
II.28.1. Maroc – Relations politiques LXIV
II.28.2. Maroc – Relations économiques LXV
II.29. Pakistan – Relations économiques LXV
II.30. Portugal – Relations politiques LXV
II.31.1. République démocratique allemande – Relations politiques LXV
II.31.2. République démocratique allemande – Relations économiques LXVI
II.32.1. République fédérale d'Allemagne – Relations politiques LXVI
II.32.2. République fédérale d'Allemagne – Relations économiques LXVII
II.33. Togo – Relations politiques LXVII
II.34. Tunisie – Relations politiques LXVII
II.35. Turquie – Relations économiques LXVII
II.36.1. Union soviétique – Relations politiques LXVIII
II.36.2. Union soviétique – Relations économiques LXVIII
II.37. Yougoslavie – Relations économiques LXIX

III. RELATIONS MULTILATÉRALES LXIX
III.1.1. La Suisse et l'Europe LXIX
III.1.2. La Suisse et le Conseil de l'Europe LXX
III.1.3. La Suisse et l'Organisation de coopération et de développement économiques LXX
III.1.4. La Suisse et la Communauté économique européenne LXX
III.1.5. La Suisse et l'Association européenne de libre échange LXXI
III.2. La Suisse et l'ONU LXXI

IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES LXXII
IV.1. Commerce Est-Ouest LXXII
IV.2. Exportations et importations d'armes et de matériel de guerre LXXII
IV.3. Energie et matières premières LXXIII
IV.4. Relations financières LXXIII

V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES LXXIV
V.1. Mouvements migratoires généraux LXXIV

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES LXXIV
VI.1 Activités humanitaires LXXIV
VI.2. Aide aux réfugiés LXXIV
VI.3. Aide au développement LXXV
VI.4. Relations avec le CICR LXXV

VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ LXXV
VII.1. Documentation générale sur la politique de sécurité LXXV
VII.2. La politique militaire suisse LXXVI

VIII. QUESTIONS CULTURELLES LXXVI
VIII.1. Questions culturelles générales LXXVI
VIII.2. Questions scientifiques générales LXXVI

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET DOCTRINE DE NEUTRALITÉ

I.1. POLITIQUE GÉNÉRALE

5	23. 5. 1958 Exp	DPF (Petitpierre)	Analyse de la situation géopolitique mondiale avec une attention particulière aux problèmes intéressant la Suisse. Les points évoqués sont, entre autres, celui de la défense nationale, celui de la «subversion communiste» interne ainsi que celui des relations à entretenir avec les pays de l'Est. La question de la neutralité est aussi abordée.
37	15. 4. 1959 Exp	Petitpierre	M. Petitpierre soulève, de manière confidentielle, des questions fondamentales de la politique étrangère suisse, notamment celle d'une adhésion de la Suisse à l'ONU, aux institutions de Bretton Woods et au Marché commun. Le chef du Département politique estime que le commerce Est-Ouest est d'importance secondaire.
102	25. 10. 1960 R	DPF	M. Petitpierre livre ses impressions sur la situation internationale, en particulier sur les tensions Est-Ouest, la politique algérienne, l'Afrique et ses crises et la position de la Suisse vis-à-vis de la CEE. Les discussions au sein du Conseil fédéral sont consensuelles.
155	30. 6. 1961 PVCF-D	Conseil fédéral	Passage en revue de différentes questions à l'occasion de la démission de M. Petitpierre: l'aide aux Suisses de l'étranger, l'affaire Interhandel, les avoirs en déshérence, la participation à l'ONU et au Conseil de l'Europe, l'intégration européenne, l'aide au développement, etc.
Cf. aussi: N°s 63, 76.			

I.2. DOCTRINE OFFICIELLE DE LA NEUTRALITÉ

16	15. 9. 1958 Rj	DPF (Petitpierre)	Instructions relatives au survol du territoire suisse par des avions militaires américains. Problèmes concernant les avions transportant des blessés ou malades. Ces transports ont-ils un lien direct avec des opérations militaires?

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
25	14. 1. 1959 L	Moscou (Zehnder) au DPF (Kohli)	La neutralité de la Suisse est reconnue par le Gouvernement soviétique. Celui-ci est conscient du fait qu'il existe une différence entre la politique officielle suisse, assez prudente, et les réactions plutôt anticommunistes de la presse et de l'opinion publique suisses. Mais, la déclaration du Conseil fédéral au sujet d'une possible dotation de l'armée suisse en armes nucléaires a suscité une réévaluation critique de la neutralité suisse.
43	8. 5. 1959 R	Washington (de Torrenté) au DPF	Le transit de matériel de guerre à travers la Suisse n'enfreindrait pas les principes de neutralité. Mais, la question de savoir si, du point de vue politique, de tels transports sont à bannir ou non reste ouverte, surtout s'ils ont lieu à large échelle ou en période de crise internationale.
148	25. 5. 1961 No	DPF	Ligne de conduite adoptée par la Suisse pour ses relations avec les Etats politiquement divisés, comme l'Allemagne, la Corée et le Vietnam.
Cf. aussi: N°s 5, 10, 11, 15, 37, 72, 73, 75, 76, 83, 87, 102, 106, 113, 147.			

I.3. PROTECTION DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS

116	4. 1. 1961 T	Secrétaire d'Etat des Etats-Unis (Herter) à Washington (Lindt)	Les Etats-Unis demandent à la Suisse d'assumer la protection des intérêts américains à Cuba.
154	26. 6. 1961 No	DPF (Kohli)	Discussions pour savoir si la Suisse doit accepter ou non la représentation des intérêts sud-africains dans la République Arabe Unie (RAU).
Cf. aussi: N° 80, 100, 155.			

I.4. BONS OFFICES

81	30. 5. 1960 L	DPF (Kohli) à Rabat (Stoudmann)	Instructions sur la marche à suivre dans les relations entre les représentants de la Suisse et les délégués du GPRA.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
95	7. 9. 1960 No	DPF (Turrettini) à Petitpierre	Les différentes actions et activités humanitaires de la Suisse au Congo.
140	18. 4. 1961 PVCF-D	Conseil fédéral	Négociations franco-algériennes. Premières discussions au sein du Conseil fédéral sur l'engagement du Département politique dans l'organisation de rencontres secrètes en Suisse.

I.5. AFFAIRES INTÉRIEURES

18	20. 10. 1958 No	DPF (Petitpierre) à Kohli et Bindschedler	Opposition de M. Petitpierre à l'établissement d'une liste de personnalités dispensées du service militaire en cas de mobilisation.
Cf. aussi: N°s 5, 37.			

I.6. LA SUISSE ET LA DÉCOLONISATION

Cf.: N°s 5, 27, 32, 35, 39, 53, 81, 99, 102, 104, 133, 134, 135, 140, 142, 146.

II. RELATIONS BILATÉRALES

II.1. AFRIQUE

108	16. 11. 1960 No	DPF (Turrettini)	Conclusion d'accords aéronautiques avec les nouveaux Etats indépendants d'Afrique. Problème de la reconnaissance de ces Etats. Difficultés avec le Sénégal.
Cf. aussi: N° 155.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.2. AFRIQUE DU SUD – RELATIONS ÉCOMOMIQUES

92	18. 8. 1960 L	Délégation économique et financière du Conseil fédéral à la BNS (Schwegler)	En considération des bonnes relations entretenues avec l'Afrique du Sud, il n'y a pas de raisons valables pour refuser l'octroi d'un crédit à ce pays. L'opération financière est approuvée, mais sans grand enthousiasme.
Cf. aussi: N°s 84, 92, 96, 154.			

II.3. ALGÉRIE

32	23. 3. 1959 L	Paris (Micheli) au DPF (Petitpierre)	Visite des colonies suisses ainsi que des autorités françaises d'Alger et d'Oran.
35	1. 4. 1959 T	Le Caire (Pahud) au DPF (Petitpierre)	F. Abbas désigne la Suisse comme point de rencontre faisant suite à la proposition du Général de Gaulle d'entamer les pourparlers.
39	17. 4. 1959 L	Tunis (Guillaume) au DPF (Kohli)	Rencontre par l'entremise de l'Ambassadeur de Libye de représentants du GPRA au sujet des Suisses enlevés par le FLN.
44	19. 6. 1959 L	DPF (de Rham) à Paris (Micheli)	Réponse et prise de position sur la question de l'aide aux réfugiés algériens
53	2. 9. 1959 CR	DPF (Petitpierre)	Entretien avec l'Ambassadeur de France, M. Dennery. Plusieurs problèmes en relation avec l'activité du FLN en Suisse sont posés.
104	27. 10. 1960 R	DFJP (Humbert) à Dick	Historique de la présence en Suisse des ressortissants algériens et de l'activisme pro-algérien.
133	14. 3. 1961 L	Alger (Voirier) à Paris (Micheli)	Voyage dans le Constantinois. Les Européens ne semblent pas vouloir voir le sérieux de la situation.
134	20. 3. 1961 T	DPF à Tunis	Le Département politique exige une attitude compréhensive vis-à-vis des membres du GPRA demandant un visa suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
142	27. 4. 1961 L	Alger (Voirier) à Paris (Micheli)	Analyse du putsch d'Alger.
Cf. aussi: N°s 14, 28, 81, 88, 99, 140.			

II.4.1. ARGENTINE – RELATIONS POLITIQUES

60	21. 12. 1959 L	Buenos Aires (Seifert) au DPF (Kohli)	Prise de position contre l'asile en Suisse de l'ancien dictateur argentin Perón. Répercussions éventuelles sur les relations argentino-suisses.
80	30. 5. 1960 No	DPF (Gelzer)	Préparatifs à la visite d'Etat du président argentin Frondizi. Allusion à la défense des intérêts suisses dans l'industrie électrique argentine. Affaire de la CIAE.
Cf. aussi: N°s 1, 145.			

II.4.2. ARGENTINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

1	14. 4. 1958 No	DFEP (Hofer)	Visite en Suisse d'un homme de confiance du nouveau Président argentin A. Frondizi. Entrevue avec le délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux au sujet des rapports économiques bilatéraux. Importance de la place financière suisse pour l'Argentine. Affaire CADE.
145	19. 5. 1961 L	Buenos Aires (Seifert) au DPF (Kohli)	Signature d'un accord d'indemnisation entre le Gouvernement argentin et la CIAE. Répercussions sur les intérêts suisses dans la compagnie.
Cf. aussi: N° 80.			

II.5. CAMEROUN – RELATIONS POLITIQUES

59	9. 12. 1959 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Le Conseil fédéral accepte d'envoyer une délégation au Cameroun pour les célébrations d'indépendance.
129	27. 2. 1961 No	DPF (Probst)	Discussions au sujet de l'assassinat de F. Moumié, à Genève.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.6. CANADA – RELATIONS ÉCONOMIQUES

42	1. 5. 1959 No	DPF (Probst) à Kohli	En cas de guerre, il est prévu de déplacer à l'étranger le siège de certaines grandes entreprises suisses. Le but de la démarche est de préserver l'économie nationale et d'éviter que des biens suisses puissent être considérés comme butin de guerre en cas d'invasion. Le Canada offre à ce sujet les meilleures garanties.
Cf. aussi: N° 9.			

II.7. CEYLAN – RELATIONS POLITIQUES

93	22. 8. 1960 L	Colombo (Curchod) au DPF (Petitpierre)	Le Gouvernement de Ceylan désire suivre l'exemple de la Suisse pour régler les problèmes de races et de langues. En cas de conflit mondial, le Gouverneur général de Ceylan pense à la Suisse comme l'un des centres de dépôt des fonds d'Etat.

II.8. CHILI – RELATIONS ÉCONOMIQUES

97	13. 9. 1960 P	DFEP (Wahlen) au Conseil fédéral	Crédit de 15 à 20 millions de francs en faveur du Chili après le tremblement de terre de mai 1960.

II.9.1. CHINE – RELATIONS POLITIQUES

17	16. 9. 1958 PVCF	Conseil fédéral	Petitpierre rend compte du nombre croissant de demandes concernant l'attitude à adopter vis-à-vis des pays de l'Est. Tandis que Petitpierre plaide pour une attitude ouverte, les autres membres du Conseil fédéral renvoient au danger de la propagande communiste en prenant l'exemple du pavillon chinois au Comptoir suisse à Lausanne.
79	13. 5. 1960 No	DPF (Bucher)	Le conseiller de légation Y. Lai se plaint du fait que le Village d'enfants Pestalozzi accueille des Tibétains et que la Suisse laisse s'agiter le frère du Dalaï Lama. G. Bucher relativise les faits.
Cf. aussi: N°s 57, 102.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.9.2. CHINE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

57	6. 11. 1959 L	DPF (Kohli) à Pékin (Naville)	R. Naville avait proposé des négociations afin de conclure un traité commercial avec la Chine. R. Kohli explique les raisons pour lesquelles cela ne lui paraît pas opportun: la Suisse devrait importer plus de la Chine et la Chine demanderait la création d'une agence commerciale qui monopoliserait les importations chinoises, un privilège que la Suisse a jusqu'ici accordé à l'Union Soviétique uniquement.
Cf. aussi: N° 17.			

II.10. CHYPRE – RELATIONS POLITIQUES

51	12. 8. 1959 L	Athènes (Feer) au DPF (Kohli)	Rôle de l'organisation du Réarmement moral de Caux dans les pourparlers de Zurich entre la Grèce et la Turquie sur Chypre. Prise de position de l'Ambassade de Suisse à Athènes.

II.11. CONGO – RELATIONS POLITIQUES

62	5. 1. 1960 L	Léopoldville (Curchod) au DPF (Kohli)	Intérêt de M. Kasavubu pour le fédéralisme suisse.
85	18. 7. 1960 L	Léopoldville (Boetschi) au DPF (Kohli)	Après l'indépendance de la République démocratique du Congo, des troubles éclatent.
127	23. 2. 1961 No	DPF (Probst) à Petitpierre	Des étudiants du Katanga séjournent en Suisse pour suivre des cours en administration.
Cf. aussi: N°s 86, 88, 95, 107, 122, 128.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.12. CORÉE

52	24. 8. 1959 L	Tokio (Troendle) au DPF (Kohli)	Le Gouvernement de la Corée du Sud n'apprécie guère la décision prise par le CICR de prêter son appui pour le rapatriement de Coréens en Corée du Nord.
Cf. aussi: N°s 148.			

II.13.1. CUBA – RELATIONS POLITIQUES

34	31. 3. 1959 L	La Havane (Bossi) au DPF (Kohli)	Refus d'accueillir en Suisse l'ancien dictateur cubain Batista (en dépit des pressions américaines en faveur de l'asile).
98	6. 10. 1960 L	La Havane (Bossi) au DPF (Kohli)	Situation générale à Cuba. Problème de la guérilla. Impacts de la révolution sur la colonie suisse.
Cf. aussi: N°s 90, 100, 112, 116, 124, 126, 137.			

II.13.2. CUBA – RELATIONS ÉCONOMIQUES

90	10. 8. 1960 L	La Havane (Bossi) au DFEP (Schaffner)	Entretien avec «Che» Guevara au sujet du commerce Suisse-Cuba. Problème du sucre.
112	1. 12. 1960 L	DPF (Probst) à Kohli	Nationalisations à Cuba. Cas des usines Nestlé. Tolérance envers elles appliquée par le Gouvernement de Fidel Castro. Stratégie à suivre.
Cf. aussi: N° 98.			

II.14.1. EGYPTE – RELATIONS POLITIQUES

12	21. 7. 1958 No	DPF (Petitpierre)	Entretien concernant le Proche-Orient entre M. Petitpierre et les ministres de l'Arabie saoudite et de la République Arabe Unie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.14.2. EGYPTE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

36	1. 4. 1959 P	DFEP (Holenstein) au Conseil fédéral	Accord avec l'Egypte concernant le financement d'achats égyptiens de machines-textiles.

II.15. ESPAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

29	24. 2. 1959 L	Madrid (Zutter) au DPF (Kohli)	Affaire de la Société de Banque Suisse à Madrid: scandale lié à l'arrestation à Barcelone d'un mandataire de la SBS en possession d'une liste de centaines de clients espagnols de la banque. Problème de l'évasion fiscale en Suisse.
67	3. 2. 1960 L	DPF (Kohli) à la SBS (Schweizer)	Affaire Rivara, du nom du mandataire de la Société de Banque Suisse arrêté à Barcelone. Refus d'une intervention en sa faveur. Problème des relations des banques suisses avec le régime franquiste.
139	17. 4. 1961 L	Madrid (Fumasoli) au DPF (Kohli)	L'Union de Banques Suisses achète des titres espagnols pour un montant de 100 millions de pesetas. La banque avait déjà promis, en novembre 1959, d'étudier l'opportunité de faire des opérations de bourse en Espagne.

II.16.1. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS POLITIQUES

13	28. 7. 1958 No	DPF (Turrettini)	L'Ambassadeur américain H. J. Taylor est cité comme source d'un article relatif à de soi-disant activités de contre-espionnage en Suisse. La Confédération exige de l'Ambassadeur un démenti catégorique de cet article.
24	23. 12. 1958 L	DPF (Kohli) à Washington (de Torrenté)	Par une modification de la législation américaine, la Suisse espère obtenir une amélioration des conditions d'immigration aux Etats-Unis en faveur des citoyens suisses, pour que ceux-ci ne soient plus astreints au service militaire dans ce pays et puissent, le cas échéant, garder la possibilité d'acquérir la nationalité américaine.
33	31. 3. 1959 R	DPF (Kohli)	Exposé sur la procédure et le jugement rendu par la Cour internationale de La Haye au sujet de l'affaire Interhandel.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
121	7. 2. 1961 No	DPF (Kohli) à Petitpierre	La publication de différents documents concernant les discussions germano-suisses durant la Seconde Guerre mondiale ne peut plus être empêchée.
124	18. 2. 1961 T	Washington (Lindt) au DPF (Petitpierre)	La Suisse aimerait refuser l'accréditation du nouvel Ambassadeur américain nommé à Berne. Quelles seraient les répercussions d'une telle décision sur les relations américano-suisses?
126	22. 2. 1961 T	Washington (Lindt) au DPF (Petitpierre)	Le Président américain J. F. Kennedy annonce le retrait d'un candidat au poste d'Ambassadeur américain en Suisse, afin d'éviter un non-agrément de la part de la Confédération.
136	11. 4. 1961 L	Washington (Lindt) au DPF (Kohli)	Pour obtenir la levée de l'obligation de servir dans l'armée américaine pour les citoyens suisses immigrés aux Etats-Unis, deux solutions sont possibles. La solution «maximaliste», sans conséquences sur la citoyenneté et les droits de l'immigré, et la solution «minimaliste», qui conduirait à l'annulation du droit à l'acquisition de la nationalité américaine.
Cf. aussi: N°s 26, 102, 105, 116, 120, 147, 155.			

II.16.2. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

105	1. 11. 1960 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Dans le procès antitrust concernant les montres, le Département politique aimerait se faire entendre par le biais d'une communication «amicus curiae». Il s'agit surtout de présenter au juge les aspects liés au respect de la souveraineté et au droit des peuples.
120	26. 1. 1961 No	DPF (Gelzer)	Les raisons qui amènent le Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse à envisager un retrait du conseil d'administration d'Interhandel.
Cf. aussi: N°s 26, 33, 136, 155.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.17. FINLANDE

109	18. 11. 1960 No	DPF (Kohli) à Petitpierre	La Finlande veut offrir à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée par rapport à l'AELE. Les membres de l'AELE estiment nécessaire une intervention contre cette proposition. Mais la plupart d'entre eux se disent incapables d'intervenir. Restent la Grande-Bretagne et la Suisse.

II.18.1. FRANCE – RELATIONS POLITIQUES

4	12. 5. 1958 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Négociations avec la France, en vue de régler, par voie d'accords, différents problèmes en suspens concernant le fonds national de solidarité, les travailleurs frontaliers, les allocations familiales, l'assurance chômage et le placement.
6	2. 6. 1958 RP	Paris (Micheli) au DPF (Petitpierre)	Analyse des événements qui ont précédé la venue au pouvoir du Général de Gaulle.
19	24. 10. 1958 RP	Paris (Micheli) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Général de Gaulle sur la Zone de libre échange ainsi que sur la Légion étrangère.
28	23. 2. 1959 RP	Paris (Micheli) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Premier ministre français sur la Zone de libre échange, l'investissement de capitaux suisses en France et les opérations financières faites en Suisse par le FLN.
48	29. 7. 1959 L	DPF (Petitpierre) à Ottawa (Nef)	M. Petitpierre mentionne la position hostile à la Légion étrangère de l'opinion publique suisse alémanique et donne des indications sur les actes de tortures mentionnés dans la presse française. Les relations franco-suisses ne sont pas satisfaisantes (Légion, banques suisses, OECE, etc.).
99	8. 10. 1960 No	DPF (Probst)	Arrestation de F. Jeanson à Genève par la Police fédérale.
118	23. 1. 1961 R	Paris (Micheli) au DPF (Petitpierre)	Les relations franco-suisses suscitent une certaine irritation qui transparaît dans l'opinion publique suisse. Le point de vue de l'Ambassadeur de Suisse à Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
132	8. 3. 1961 RP	Paris (Micheli) an DPF (Petitpierre)	Les problèmes de l'Algérie, de la RFA, de l'OTAN et des pays sous-développés sont abordés.
Cf. aussi: N°s 5, 23, 35, 53, 69, 81, 115, 118, 140, 155.			

II.18.2. FRANCE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

20	11. 11. 1958 L	DPF (Petitpierre) au DFEP (Schaffner)	Question d'un emprunt de 50 millions de francs suisses par la Société Saint-Gobain auprès d'un consortium de banques suisses.
40	22. 4. 1959 No	DPF (Riva)	Historique de la question des Zones franches. Bilan de la situation désavantageuse pour la Suisse et marche à suivre pour aboutir à l'arrêt définitif de la position de la Suisse à l'égard des négociations éventuelles franco-suisses.
41	23. 4. 1959 P	DFEP (Holenstein) au Conseil fédéral	Des changements substantiels dans les relations commerciales franco-suisses ont été amenés par l'entrée en vigueur de la première étape du Traité instituant la CEE, par la libération de l'importation en France dès le premier janvier 1959 de 90% du commerce privé avec les pays de l'OECE, ainsi que par la dévaluation du franc français. Des arrangements bilatéraux étaient dès lors inévitables.
88	22. 7. 1960 CR	DPF (Petitpierre)	Sont abordées la question de la réforme de l'OECE et de la création de la CEE, la visite de Khrouchtchev, ainsi que la situation en Afrique (Congo et Algérie).
Cf. aussi: N°s 28, 69, 103, 115, 118, 152, 155.			

II.19. GHANA – RELATIONS POLITIQUES

110	21. 11. 1960 RP	Accra (Keller) au DPF (Petitpierre)	Remise des lettres de créance de l'ambassadeur R. Keller au Président du Ghana, K. Nkrumah. Petit historique du pays.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.20.1. GRANDE-BRETAGNE

68	4. 2. 1960 PV	DMF (Käch)	Entretien des plus hauts responsables militaires suisses avec le Maréchal Montgomery à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Berne. La situation politique internationale est évoquée: la Guerre froide, la position de l'URSS, les relations avec la Chine, la question allemande, les problèmes européens, etc.
Cf. aussi: N°s 89, 141.			

II.20.2. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

89	23. 7. 1960 L	Londres (Daeniker) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Ministre d'Etat au Foreign Office, D. Ormsby-Gore, sur une éventuelle adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE.
Cf. aussi: N° 141.			

II.21. GRÈCE – RELATIONS POLITIQUES

50	3. 8. 1959 No	DPF (Kohli)	La Grèce s'est sentie abandonnée lors de la constitution de l'Association de libre échange par les Non-Six et elle s'est donc associée à la CEE. La Suisse n'a pas d'objections tant que la Grèce s'engage en faveur des buts de l'OECE.

II.22. GUATEMALA

137	11. 4. 1961 RP	Guatemala (König) au DPF (Kohli)	Bruits dans la presse au sujet de la formation de miliciens cubains au Guatemala, dans la région de l'ancienne colonie suisse «Finca Helvetia».

II.23. GUINÉE – RELATIONS POLITIQUES

27	2. 2. 1959 L	Paris (Micheli) au DPF (Clottu)	Question de la représentation suisse en Guinée.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
55	22. 10. 1959 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec deux ecclésiastiques suisses actifs en Afrique noire. Inquiétude au sujet de l'évolution de la Guinée.
Cf. aussi: N° 155.			

II.24.1. INDE – RELATIONS POLITIQUES

106	2. 11. 1960 L	New Delhi (Cuttat) au DPF (Kohli)	Entretien avec le Pandit Nehru concernant les réfugiés tibétains en Inde. Initiative suisse au sujet de la construction d'un monastère pour lamas tibétains. Evocation de la neutralité suisse.

II.24.2. INDE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

91	11. 8. 1960 L	DFEP (Bühler) à Karachi (König)	L'accord de crédit de transfert conclu avec l'Inde pourrait susciter des demandes analogues de la part d'autres pays en voie de développement, en particulier du Pakistan, qui pourrait avoir un intérêt à ce sujet.

II.25. IRAK

22	25. 11. 1958 L	DPF (Petitpierre) à Vienne (Hohl)	Refus d'une démarche auprès de Bagdad en faveur d'anciens hommes politiques et chefs militaires condamnés à mort par le Gouvernement du Général Kassem.

II.26.1. ITALIE – RELATIONS POLITIQUES

8	4. 6. 1958 R	DPF (Cramer)	Panorama des problèmes entre la Suisse et l'Italie. La condition des travailleurs italiens en Suisse. Litiges liés à l'application de l'impôt sur la fortune en Italie. Les tentatives suisses de conclure un accord en faveur des Suisses touchés par des destructions durant la guerre.
Cf. aussi: N° 71, 82, 151.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.26.2. ITALIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

82	16. 6. 1960 P	DFFD (Bourgknecht) au Conseil fédéral	Amortissement d'une partie des créances de guerre suisses sur l'Italie (22,5 mio de FS) par le biais d'investissements dans la compagnie de navigation «Italnavi» (une filiale du constructeur automobile «Fiat»). Résumé de la situation: les importateurs suisses bénéficient de tarifs préférentiels pour les transports de céréales entre l'Amérique et l'Europe effectués par la compagnie de navigation. Les autorités fédérales n'excluent pas la possibilité d'acheter du matériel militaire fabriqué par «Fiat» (il reste un solde de 7,1 mio de FS à utiliser).
Cf. aussi: N° 8.			

II.27.1. JAPON – RELATIONS POLITIQUES

54	9. 9. 1959 L	Tokio (Troendle) au DPF (Petitpierre)	Discussion sur le rôle du CICR dans le rapatriement de Coréens en Corée du Nord et dans les relations politiques et économiques entre la Suisse et le Japon.
Cf. aussi: N° 149.			

II.27.2. JAPON – RELATIONS ÉCONOMIQUES

149	31. 5. 1961 L	Tokio (de Rham) au DFEP (Schaffner)	Réaction du Gouvernement japonais à la décision du Conseil fédéral d'instaurer des mesures de contrôle pour les importations de textiles japonais.
Cf. aussi: N°s 54.			

II.28.1. MAROC – RELATIONS POLITIQUES

61	30. 12. 1959 RP	Rabat (von Tschudi) au DPF (Petitpierre)	Tour d'horizon avec le Président du Conseil, A. Ibrahim. Entretien d'adieu.
70	26. 2. 1960 L	Rabat (Stoudmann) au DPF (Clottu)	Rang de la représentation diplomatique de la Suisse à Rabat et de celle du Maroc à Berne.
Cf. aussi: N° 14.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.28.2. MAROC – RELATIONS ÉCONOMIQUES

14	31. 7. 1958 No	DPF (Petitpierre)	Versement de 500'000 dollars de la part d'une banque américaine à une banque suisse pour le compte du ministre marocain de l'Economie, destiné au GPRA.

II.29. PAKISTAN – RELATIONS ÉCONOMIQUES

46	3. 7. 1959 Rj	DPF (Petitpierre)	Le premier accord sur la double imposition conclu avec un pays en voie de développement est conforme aux principes suisses et facilite les relations d'affaires des entreprises suisses au Pakistan. Ce dernier espère que l'accord va conduire à un accroissement des investissements suisses dans le pays.
Cf. aussi: N° 91.			

II.30. PORTUGAL – RELATIONS POLITIQUES

135	25. 3. 1961 L	Lisbonne (Brenni) au DPF (Kohli)	Evénements survenus en Angola à cause de l'insurrection anti-coloniale.
146	23. 5. 1961 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec R. Guerra, Ambassadeur du Portugal à Berne, au sujet de l'activité politique d'étudiants angolais en Suisse.

II.31.1. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE – RELATIONS POLITIQUES

56	4. 11. 1959 L	DPF (Kohli) à Moscou (Zehnder)	Le Département politique s'oppose à rediscuter l'éventuelle reconnaissance de la RDA. Celle-ci a eu des succès partiels dans ses efforts pour la reconnaissance: la Grande-Bretagne et d'autres pays ont noué certains contacts pour animer les relations économiques. La Suisse a dû elle aussi nouer des relations avec la délégation est-allemande auprès de l'ONU à Genève pour régler des question pratiques.
Cf. aussi: N°s 38, 148.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.31.2. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

38	16. 4. 1959 No	DPF (Kohli)	Réception éventuelle d'un représentant de la Banque nationale de RDA par le directeur de la Banque nationale suisse. Ce dernier ne devrait pas assumer cette tâche, mais la confier à un collaborateur subalterne, du moment que l'économie suisse ne se montre pas intéressée à intensifier le commerce bilatéral avec la RDA.

II.32.1. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS POLITIQUES

15	22. 8. 1958 RP	Cologne (Huber) au DPF	Tour d'horizon sur les questions internationales (Proche-Orient) et sur l'option d'un armement atomique de la Suisse. Le Ministre des Affaires étrangères de la RFA, H. von Brentano, soutient la thèse suisse selon laquelle un Etat neutre devrait assurer la défense de son territoire avec tous les moyens possibles.
100	12. 10. 1960 No	DPF (Kohli)	Entretien avec l'Ambassadeur de la RFA à Berne, E.-G. Mohr. Celui-ci demande si la Suisse pourrait défendre les intérêts allemands à Cuba en cas de rupture des relations diplomatiques entre la RFA et Cuba. Même si la Suisse n'a pas d'intérêts spécifiques à assumer la représentation des intérêts allemands, Berne ne voit pas de raisons pour refuser. Mais le Conseil fédéral devra se prononcer.
138	11. 4. 1961 L	DPF (Kohli) à Tel Aviv (Brügger)	Les réactions de l'opinion publique au procès Eichmann. Celles-ci vont certainement influencer l'attitude des Allemands dans les négociations bilatérales avec la Suisse sur l'indemnisation des victimes des persécutions national-socialistes. L'Ambassadeur de Suisse à Tel Aviv est prié de suivre l'affaire de près, mais de manière discrète.
Cf. aussi: N°s 148, 150, 153, 155.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.32.2. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

150	2. 6. 1961 No	DPF (Janner) à Aman	Etat des relations germano-suisses: les problèmes en suspens, la question des indemnisations liées aux persécutions national-socialistes et aux dommages de guerre, les répercussions de la liquidation de la Deutsche Golddiskontbank, l'adoption d'un nouveau règlement pour le prêt de la Preussische Centralbodenkredit SA et affaires douanières.
153	26. 6. 1961 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Résultats des négociations concernant l'indemnisation des Suisses victimes des persécutions national-socialistes. La RFA est prête à payer 10 mio de DM. Les résultats sont jugés satisfaisants par le DPF.
Cf. aussi: N° 2, 138.			

II.33. TOGO – RELATIONS POLITIQUES

111	24. 11. 1960 L	Accra (Keller) au DPF (Petitpierre)	Remise des lettres de créance. Entretien avec le Président S. Olympio.

II.34. TUNISIE – RELATIONS POLITIQUES

125	21. 2. 1961 L	Tunis (Guillaume) au DPF (Kohli)	Quelques aspects des relations entre la Suisse et la Tunisie.
Cf. aussi: N° 96.			

II.35. TURQUIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

49	29. 7. 1959 No	DPF (Vallotton)	Discussions concernant l'octroi d'un crédit à la Turquie (il s'agirait d'un emprunt de 30 millions de francs émis en Suisse par Eurofima).

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.36.1. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS POLITIQUES

7	3. 6. 1958 L	Moscou (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	A. Zehnder souligne l'intérêt de l'URSS à entretenir des relations culturelles avec l'Occident. Selon le diplomate, la Suisse devrait s'engager davantage dans ce domaine: ce serait le seul moyen de donner une image non-déformée de la réalité auprès de la population russe. Un plus grand engagement culturel de la Suisse faciliterait la tâche de l'Ambassadeur dans différents autres domaines.
11	14. 7. 1958 L	Moscou (Zehnder) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Premier ministre suppléant de l'URSS, A. Mikoyan. Celui-ci s'est énervé en apprenant la déclaration du Conseil fédéral quant à une éventuelle dotation de l'armée suisse en armes atomiques. Tentatives de l'Ambassadeur de Suisse à Moscou de calmer son interlocuteur. A. Zehnder met en avant le fait que Moscou devrait désormais observer de plus près la Suisse.
65	19. 1. 1960 No	DPF (Petitpierre)	Entretien avec l'Ambassadeur d'URSS à Berne, N. Korioukine, qui se réfère à l'appel du Soviet suprême pour le désarmement du 15 janvier 1960. N. Korioukine souligne que la course à l'armement pèse sur le budget de tous les Etats et contribue à renchérir la vie de tous les citoyens. M. Petitpierre relativise les efforts de désarmement soviétiques.
87	20. 7. 1960 L	DPF (Kohli) à Moscou (Zehnder)	La Suisse ne va pas répondre aux deux appels soviétiques pour le désarmement de juin 1960. Il ne s'agirait que de pure propagande. Dans la situation actuelle de tensions grandissantes, la Suisse ne veut pas prendre position.
Cf. aussi: N°s 25, 75, 102, 107, 109, 155.			

II.36.2. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

83	28. 6. 1960 M	DPF au Ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique	Le Conseil fédéral répond à un aide-mémoire du Gouvernement de l'URSS concernant la participation de la Suisse à l'AELE: La Suisse continue sa politique de neutralité. Le Conseil fédéral ne craint pas que son adhésion à l'AELE ait des répercussions négatives sur le commerce soviéto-suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

II.37. YOUGOSLAVIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

74	9. 4. 1960 L	Belgrade (Ganz) au DPF (Kohli)	Entretien avec le sous-secrétaire d'Etat Crnobrnja: la Yougoslavie voudrait s'associer à l'AELE et aimerait mener des discussions à ce sujet avec la Suisse. Comme l'URSS ne tiendrait pas ses promesses envers la Yougoslavie, celle-ci n'aurait aucune obligation envers le bloc de l'Est.
77	4. 5. 1960 L	DFEP (Languetin) à Belgrade (Ganz)	Demande d'association de la Yougoslavie à l'AELE. La Suisse n'est pas intéressée à discuter de cette association avec les autorités yougoslaves. Berne ne peut que soutenir la requête selon laquelle la Yougoslavie pourrait prendre part aux discussions sur la réorganisation de l'OECE. La Suisse ne peut pas faire plus pour le moment.
114	20. 12. 1960 No	DPF (Petitpierre)	L'Ambassadeur de Yougoslavie à Berne demande à la Suisse de revenir sur son refus de participer à un crédit multilatéral destiné à la Yougoslavie. Avec la Suède, la Suisse serait le seul pays à s'abstenir de participer à l'opération en question, qui est patronnée par les USA.
130	1. 3. 1961 L	Belgrade (Ganz) au DPF (Kohli)	Problèmes liés à l'éventuel engagement en Suisse de main-d'œuvre yougoslave. Des entreprises suisses se montrent intéressées, mais l'Ambassade de Suisse à Belgrade recommande une attitude passive, même si d'autres pays semblent vouloir favoriser l'engagement de travailleurs yougoslaves. La Yougoslavie souhaite en tout cas conclure un accord à ce sujet. Des divergences apparaissent entre la Police fédérale des étrangers et l'OFIAMT.

III. RELATIONS MULTILATÉRALES
III.1.1. LA SUISSE ET L'EUROPE

30	16. 3. 1959 L	DPF (Petitpierre) au DFEP (Schaffner)	Indications au sujet de l'élaboration d'une doctrine suisse en matière d'intégration européenne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
31	21. 3. 1959 No	Groupe de travail pour les questions d'intégration européenne	La question d'une éventuelle adhésion au Marché commun. Un groupe de travail a été mis en place pour traiter de l'intégration européenne.
Cf. aussi: Nos 5, 37, 45, 47, 58, 64, 76, 101.			

III.1.2. LA SUISSE ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

76	3. 5. 1960 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Discussion de l'invitation du Conseil de l'Europe à la participation de représentants suisses aux débats de l'Assemblée consultative sur les questions économiques. Le Conseil fédéral devrait accepter.

III.1.3. LA SUISSE ET L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

143	4. 5. 1961 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Ratification de la convention relative à l'OCDE. Composition et rôle de la nouvelle organisation. Les risques pour la politique de neutralité.
Cf. aussi: Nos 37, 50, 77.			

III.1.4. LA SUISSE ET LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

45	30. 6. 1959 No	DFEP (Schaffner) au DPF (Petitpierre)	La réaction des milieux économiques belges et hollandais à l'initiative des Sept, qui se rencontrent à Sältsjöbaden pour mettre au point un traité instituant une association européenne de libre échange.
64	18. 1. 1960 S	DPF (Petitpierre) à Bruxelles (Würth)	Relations entre la CEE et l'AELE. Position de la Suisse, jugée hostile à la CEE dans la presse, en particulier française. Volonté de démentir.
Cf. aussi: Nos 31, 47, 50, 66, 74, 76, 88, 89, 101, 102, 118.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

III.1.5. LA SUISSE ET L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE ÉCHANGE

47	10. 7. 1959 L	DPF (Petitpierre) au DFEP (Schaffner)	En vue de la conférence des ministres prévue à Stockholm dix jours plus tard, M. Petitpierre précise son point de vue sur l'initiative des sept pays non membres du Marché commun visant à la création d'une zone de libre échange.
58	19. 11. 1959 Décl	DPF (Petitpierre)	M. Petitpierre salue l'effort des délégations des Sept réunies à Stockholm, qui a permis d'arriver rapidement à un accord sur le projet de Convention. Il souligne aussi l'importance de ne pas produire un texte exclusivement en anglais.
66	19. 1. 1960 No	DFFD (Umbricht) à Bourgknecht	Impressions du directeur de l'Administration fédérale des finances au lendemain de la réunion, à Paris, des pays membres du Marché commun et de la Zone de libre échange. L'auteur souligne l'habileté diplomatique de M. Petitpierre dans le cadre des discussions pour la réorganisation de l'OECE.
101	13. 10. 1960 Circ	DFEP (Schaffner)	Accélération de la dérégulation douanière au sein de l'AELE. Efforts britanniques en vue d'un assouplissement des positions dans les questions d'intégration européenne.
141	26. 4. 1961 No	DPF (Petitpierre)	Les répercussions sur l'AELE d'une éventuelle adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.
Cf. aussi: N°s 19, 28, 45, 50, 64, 74, 77, 78, 83, 89, 102, 118, 155.			

III.2. LA SUISSE ET L'ONU

107	8. 11. 1960 L	Washington (Lindt) au DPF (Petitpierre)	Entretien avec le Secrétaire général de l'ONU, D. Hammarskjöld, au sujet du développement de la situation au Congo et de la position de l'URSS envers le Secrétaire général.
Cf. aussi: N°s 37, 86, 95, 102.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

IV. ACTIVITÉS ET POLITIQUES ÉCONOMIQUES
IV.1. COMMERCE EST-OUEST

75	29. 4. 1960 No	DPF (Petitpierre)	La firme Brown Boveri & Cie (BBC) aimerait pouvoir bénéficier de la garantie des risques à l'exportation pour une commande de l'URSS. Réticences de M. Petitpierre, qui craint d'aider l'URSS dans sa lutte contre les pays occidentaux.
78	5. 5. 1960 L	Sofia (Jäggi) au DFEP (Schaffner)	Visite du vice-directeur de l'UBS, P. Grandjean, dans les pays de l'Est. L'UBS est prête à octroyer un crédit à long terme à la Banque nationale bulgare pour l'achat de produits suisses. P. Grandjean craint que la participation de la Suisse à l'AELE n'engendre une baisse des échanges avec les pays de l'OECE. W. Jäggi constate qu'une élévation du niveau de vie de la population a conduit à un embourgeoisement de la société en Bulgarie et c'est pourquoi il recommande un renforcement du commerce avec la Bulgarie.
Cf. aussi: N° 37.			

IV.2. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS D'ARMES ET DE MATÉRIEL DE GUERRE

2	23. 4. 1958 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	Dans le contexte de son réarmement, la RFA émet le désir de placer d'importantes commandes de matériel de guerre en Suisse. Des firmes suisses ont déjà pour 40 millions de commandes allemandes. La RFA souhaiterait en outre pouvoir régler ses commandes par l'entremise de l'Union européenne de paiements, ce qui est contraire aux principes de la Suisse. Berne entend suivre une politique prudente et faire en sorte de maintenir les exportations dans des limites raisonnables, compatibles avec la doctrine de neutralité et avec les intérêts de l'économie.
21	16. 11. 1958 L	La Haye (Haller) au DPF (Petitpierre)	Critiques du Gouvernement néerlandais aux livraisons de matériel de guerre suisse à l'Indonésie, ancienne colonie néerlandaise.
69	5. 2. 1960 No	DPF (Long)	Achat éventuel de l'avion français «Mirage», préféré à d'autres concurrents. Répercussions sur les relations avec la France. Crainte d'éventuelles critiques de la part de l'AELE.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
84	14. 7. 1960 P	DMF (Chaudet) au Conseil fédéral	Achat de 100 chars «Centurion» à l'Afrique du Sud.
96	9. 9. 1960 L	DPF (Petitpierre) au DMF (Chaudet)	Refus de livrer des avions «Pilatus P-3» à la Tunisie.
103	26. 10. 1960 L	DPF (Kohli) à Paris (Micheli)	La Suisse aimerait lier l'éventuel achat d'avions de combat «Mirage» à différents problèmes en suspens avec la France.
115	28. 12. 1960 PVCF-D	Conseil fédéral	Achat des avions français «Mirage». Discussion au sujet de la décision du Conseil fédéral.
144	17. 5. 1961 L	DPF (Kohli) au DMF (Kaech)	Le Département politique s'oppose à une pratique plus libérale dans les autorisations pour l'exportation du matériel de guerre.
152	19. 6. 1961 L	DMF (Chaudet) au DPF (Petitpierre)	Acquisition du «Mirage III». Volonté de lier cet achat à des problèmes en suspens dans les relations avec la France.
Cf. aussi: N°s 10, 43, 155.			

IV.3. ENERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

9	9. 7. 1958 No	DPF (Probst) à Kohli	La Suisse fait venir du Canada des éléments combustibles pour le réacteur à eau lourde Diorit. Le Gouvernement canadien exige la garantie de n'assumer aucune responsabilité par rapport à d'éventuelles demandes d'indemnisations en cas d'accident.

IV.4. RELATIONS FINANCIÈRES

Cf.: N°s 1, 20, 36, 37, 45, 46, 78, 82, 91, 92, 97, 114, 119, 125, 139, 145, 150, 153.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

V. MOUVEMENTS MIGRATOIRES
V.1. MOUVEMENTS MIGRATOIRES GÉNÉRAUX

117	13. 1. 1961 L	DFJP (von Moos) à Wahlen	Problèmes en relation avec l'immigration de travailleurs étrangers en Suisse.
151	7. 6. 1961 P	DFJP (von Moos) au Conseil fédéral	Préambules à l'ouverture des négociations sur l'immigration des travailleurs italiens en Suisse (juin 1961). Desiderata des autorités fédérales. Volonté des autorités italiennes de contrôler les contrats de travail. Conditions à l'octroi du permis d'établissement (les Italiens demandent à ce que la durée de séjour pour l'octroi du permis passe de 10 à 5 ans, ce qui rencontre la vive opposition des autorités fédérales).

VI. ACTIVITÉS HUMANITAIRES
VI.1. ACTIVITÉS HUMANITAIRES

86	18. 7. 1960 T	DPF	Envoi de vivres au Congo.
122	9. 2. 1961 L	DPF (Petitpierre) à l'ONU (Hammarskjöld)	Le versement d'une contribution suisse au fonds des Nations Unies est laissé en suspens à cause de la situation au Congo.
128	25. 2. 1961 R	DPF (Andres)	Rapport sur le rapatriement des Suisses du Congo, sur les réfugiés baloubas au Sud-Kasai, sur le Comité international de la Croix-Rouge et l'unité médicale civile suisse à Léopoldville.
Cf. aussi: N°s 63, 71.			

VI.2. AIDE AUX RÉFUGIÉS

123	13. 2. 1961 L	New Delhi (Cuttat) au DPF (de Rham)	La Contribution de la Confédération à l'Aide suisse à l'étranger pour 1961 est de 900'000 francs. 100'000 francs sont versés pour les réfugiés tibétains au Népal. Un expert suisse confirme que cet argent sera bien utilisé.
Cf. aussi: N°s 44, 106, 128.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

VI.3. AIDE AU DÉVELOPPEMENT

63	8. 1. 1960 Ction	DPF (de Rham)	Création du service d'assistance technique au sein de la Division des organisations internationales du Département politique.
71	12. 3. 1960 L	Rome (Zutter) au DPF (de Rham)	Insistances de l'Ambassade de Suisse à Rome en faveur du maintien des contributions à l'Italie de l'Aide suisse à l'Europe. L'importance de la lutte contre l'analphabétisme en Italie méridionale.
119	24. 1. 1961 PVCF-D	Conseil fédéral	Diverses discussions. Aide aux pays en voie de développement: les crédits prévus.
131	2. 3. 1961 L	Washington (Lindt) au DPF (Kohli)	Assistance technique, octroi de crédits à long terme pour des pays en voie de développement.
Cf. aussi: N°s 5, 37, 102, 123, 125, 155.			

VI.4. RELATIONS AVEC LE CICR

113	5. 12. 1960 L	DPF (Petitpierre) au CICR (Boissier)	Prise de position du Conseil fédéral par rapport au projet de règles limitant les risques courus par la population civile en temps de guerre, suite aux résolutions de la Conférence internationale de la Croix-Rouge à New Delhi en 1958.
Cf. aussi: N°s 52, 54.			

VII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ

VII.1. DOCUMENTATION GÉNÉRALE SUR LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

3	*. 5. 1958 R	DMF (de Weck)	Le ministre autrichien de la Défense, F. Graf, est impressionné par les efforts militaires suisses. La Suisse et l'Autriche visent une coopération plus étroite dans le domaine de l'armement et de la protection civile.
Cf. aussi: N°s 5, 37, 65, 68, 84, 96, 147.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

VII.2. LA POLITIQUE MILITAIRE SUISSE

10	14. 7. 1958 T	DPF (Petitpierre) à Washington	Informations sur la décision du Conseil fédéral au sujet de l'éventuelle dotation de l'armée suisse en armes atomiques.
72	21. 3. 1960 L	DMF (Chaudet) au DPF (Petitpierre)	Le Conseil fédéral a chargé le Département militaire d'étudier la possibilité d'acquérir des armes nucléaires. Ce dernier souhaite discuter à ce sujet avec les USA, la Grande-Bretagne et l'URSS.
73	30. 3. 1960 L	DPF (Petitpierre) au DMF (Chaudet)	M. Petitpierre s'oppose à ce que le Département militaire entreprenne des sondages auprès des USA, de la Grande-Bretagne et de l'URSS au sujet de l'acquisition d'armes nucléaires.
147	23. 5. 1961 P	DMF (Chaudet) au Conseil fédéral	Pourparlers avec les USA au sujet de la livraison de matériel militaire. Pour des équipements dits «secrets», des agents américains seraient habilités à vérifier en Suisse les conditions d'utilisation de ces équipements et d'en préserver les secrets de fabrication. Craintes suisses au sujet de l'ingérence américaine dans les affaires militaires du pays.
Cf. aussi: N°s 5, 15, 24, 37, 65, 68, 84, 96, 136.			

VIII. QUESTIONS CULTURELLES
VIII.1. QUESTIONS CULTURELLES GÉNÉRALES

23	22. 12. 1958 P	DFPCF (Lepori) au Conseil fédéral	Interdiction de la projection du film «Les sentiers de la gloire» de S. Kubrick. La décision est prise dans l'idée de ne pas heurter la susceptibilité de la France.
Cf. aussi: N°s 7, 17, 37, 121.			

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet

VIII.1. QUESTIONS SCIENTIFIQUES GÉNÉRALES

26	15. 1. 1959 L	Washington (de Torrenté) au DPF (Petitpierre)	Des services américains offrent des subventions à des scientifiques suisses pour faire des recherches. Une décision du Conseil fédéral est censée freiner cette pratique. L'Ambassadeur de Suisse à Washington pense que les objectifs ne seront pas atteints avec cette décision et que la recherche en Suisse s'en trouvera handicapée.
94	29. 8. 1960 P	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	La politique à suivre dans le domaine de la collaboration scientifique internationale. Exemple du CERN. Volonté suisse d'avoir un rôle actif.
Cf. aussi: N° 37.			

IV. THEMATISCHES VERZEICHNIS DER DOKUMENTE

Übersicht über das thematische Verzeichnis der Dokumente

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK LXXXI
- I.1. Allgemeine Aussenpolitik LXXXI
- I.2. Offizielle Neutralitätspolitik LXXXII
- I.3. Die Vertretung fremder Interessen LXXXII
- I.4. Die guten Dienste LXXXII
- I.5. Die innenpolitischen Angelegenheiten LXXXIII
- I.6. Die Schweiz und die Entkolonialisierung LXXXIII

II. BILATERALE BEZIEHUNGEN LXXXIII
- II.1.1. Ägypten – Politische Beziehungen LXXXIII
- II.1.2. Ägypten – Wirtschaftsbeziehungen LXXXIII
- II.2 Afrika LXXXIII
- II.3. Algerien LXXXIV
- II.4.1. Argentinien – Politische Beziehungen LXXXV
- II.4.2. Argentinien – Wirtschaftsbeziehungen LXXXV
- II.5.1. Bundesrepublik Deutschland – Politische Beziehungen LXXXV
- II.5.2. Bundesrepublik Deutschland – Wirtschaftsbeziehungen LXXXVI
- II.6. Ceylon – Politische Beziehungen LXXXVI
- II.7. Chile – Wirtschaftsbeziehungen LXXXVII
- II.8.1. China – Politische Angelegenheiten LXXXVII
- II.8.2. China – Wirtschaftsbeziehungen LXXXVII
- II.9.1. Deutsche Demokratische Republik – Politische Beziehungen LXXXVIII
- II.9.2. Deutsche Demokratische Republik – Wirtschaftsbeziehungen LXXXVIII
- II.10. Finnland LXXXVIII
- II.11.1. Frankreich – Politische Beziehungen LXXXVIII
- II.11.2. Frankreich – Wirtschaftsbeziehungen LXXXXIX
- II.12. Ghana – Politische Beziehungen XC
- II.13.1 Grossbritannien XC
- II.13.2. Grossbritannien – Wirtschaftsbeziehungen XCI
- II.14. Griechenland – Politische Beziehungen XCI
- II.15. Guatemala XCI
- II.16. Guinea – Politische Beziehungen XCI
- II.17.1 Indien – Politische Beziehungen XCI
- II.17.2. Indien – Wirtschaftsbeziehungen XCII
- II.18. Irak – Politische Beziehungen XCII
- II.19.1 Italien – Politische Beziehungen XCII
- II.19.2. Italien – Wirtschaftsbeziehungen XCII
- II.20.1. Japan – Politische Beziehungen XCIII
- II.20.2. Japan – Wirtschaftsbeziehungen XCIII

II.21. Jugoslawien – Wirtschaftsbeziehungen XCIII
II.22. Kamerun – Politische Beziehungen XCIV
II.23. Kanada – Wirtschaftsbeziehungen XCIV
II.24. Kongo – Politische Beziehungen XCIV
II.25. Korea XCV
II.26. Kuba XCV
II.26.1. Kuba – Politische Beziehungen XCV
II.26.2. Kuba – Wirtschaftsbeziehungen XCVI
II.27.1 Marokko – Politische Beziehungen XCVI
II.27.2. Marokko – Wirtschaftsbeziehungen XCVI
II.28. Pakistan – Wirtschaftsbeziehungen XCVI
II.29. Portugal – Politische Beziehungen XCVI
II.30. Spanien – Wirtschaftsbeziehungen XCVII
II.31. Südafrika – Wirtschaftsbeziehungen XCVII
II.32. Togo – Politische Beziehungen XCVII
II.33. Tunesien – Politische Beziehungen XCVII
II.34. Türkei – Politische Beziehungen XCVIII
II.35.1. UdSSR – Politische Beziehungen XCVIII
II.35.2. UdSSR – Wirtschaftsbeziehungen XCVIII
II.36.1 USA – Politische Beziehungen XCIX
II.36.2. USA – Wirtschaftsbeziehungen C
II.37. Zypern – Politische Beziehungen C

III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN CI
III.1.1. Die Schweiz und Europa CI
III.1.2. Die Schweiz und der Europarat CI
III.1.3. Die Schweiz und die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung CI
III.1.4. Die Schweiz und die Europäische Wirtschaftsgemeinschaft CI
III.1.5. Die Schweiz und die Europäische Freihandelsassoziation CII
III.2. Die Schweiz und die UNO CIII

IV. WIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN CIII
IV.1. Ost-West-Handel CIII
IV.2. Ein- und Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial CIV
IV.3. Energie und Rohstoffe CV
IV.4. Allgemeine Finanzbeziehungen CV

V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN CV
V.1. Allgemeine Migrationsbewegungen CV

VI. HUMANITÄRE HILFE CVI
VI.1. Humanitäre Hilfe CVI
VI.2. Flüchtlingshilfe CVI
VI.3. Entwicklungshilfe CVI
VI.4. Beziehungen zum IKRK CVII

VII. SICHERHEITSPOLITIK CVII
VII.1. Allgemeine Dokumentation zur Sicherheitspolitik CVII
VII.2. Die schweizerische Militärpolitik CVII

VIII. KULTURELLE FRAGEN CVIII
VIII.1. Allgemeine kulturelle Fragen CVIII
VIII.2. Allgemeine wissenschaftliche Fragen CVIII

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

I. GRUNDLAGEN DER AUSSEN- UND NEUTRALITÄTSPOLITIK

I.1. ALLGEMEINE AUSSENPOLITIK

5	23. 5. 1958 Vortrag	EPD (Petitpierre)	Situationsanalyse der internationalen politischen Lage mit speziellem Augenmerk auf Fragen, die in den Augen von Petitpierre für die Schweiz von Interesse sind. Unter anderem werden folgende Punkte behandelt: die nationale Verteidigung, die interne «kommunistische Subversion», die Beziehungen mit den Oststaaten, sowie die Neutralitätspolitik.
37	15. 4. 1959 Vortrag	Petitpierre	M. Petitpierre wirft in einem vertraulichen Vortrag grundsätzliche Fragen zur Aussenpolitik der Schweiz auf – unter anderem die, des Beitritts der Schweiz zur UNO, zu den Institutionen des Bretton Woods und zur Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG). Der Vorsteher des EPD beurteilt den Ost-West-Handel als sekundär.
102	25. 10. 1960 B	EPD	Petitpierre referiert über die internationale Lage, unter anderem über den Ost-West-Konflikt, die Algerienpolitik, Afrika als Krisenherd, die schweizerische Haltung gegenüber der EWG. Diskussion im Bundesrat: weitgehende Übereinstimmung mit der Einschätzung der internationalen Lage.
155	30. 6. 1961 VProt-BR	Bundesrat	Überblick über verschiedene Fragen zum Zeitpunkt des Rücktritts von M. Petitpierre: Auslandschweizerhilfe, Angelegenheit Interhandel, nachrichtenlose Vermögen, Beteiligung in der UNO und im Europarat, europäische Integration, Entwicklungszusammenarbeit und anderes.
Siehe auch: Nrn. 63, 76.			

I.2. OFFIZIELLE NEUTRALITÄTSPOLITIK

16	15. 9. 1958 MiB	EPD (Petitpierre)	Instruktionen betreffend dem Überflug amerikanischer Militärflugzeuge über schweizerisches Territorium. Frage der Kranken- und Verletztentransport. Haben diese Transporte einen direkten Zusammenhang mit den militärischen Operationen?

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
25	14. 1. 1959 S	Moskau (Zehnder) ans EPD (Kohli)	Die Schweiz ist im Bewusstsein der sowjetischen Regierung ein neutraler Staat. Sie macht einen Unterschied zwischen der zurückhaltenden Politik des Bundesrates und den antikommunistischen Reaktionen der Presse und der öffentlichen Meinung. Die Erklärung des Bundesrates zur Option der Atombewaffnung führte aber zu einer kritischen Neubewertung der schweizerischen Neutralität.
43	8. 5. 1959 B	Washington (de Torrenté) an EPD	Kriegsmaterialtransite durch die Schweiz sind neutralitätsrechtlich zulässig. Es bleibt aber die Frage, ob sie politisch klug sind, namentlich, wenn sie in grösserem Umfang und in Zeiten erhöhter internationaler Spannungen erfolgen.
148	25. 5. 1961 No	EPD	Verhaltensweise der Schweiz in ihren Beziehungen mit politisch geteilten Staaten, wie Deutschland, Korea und Vietnam.
Siehe auch: Nrn. 5, 10, 11, 15, 37, 72, 73, 75, 76, 83, 87, 102, 106, 113, 147.			

I.3. DIE VERTRETUNG FREMDER INTERESSEN

116	4. 1. 1961 T	Staatssekretär der USA (Herter) an Washington (Lindt)	Die Regierung der Vereinigten Staaten ersucht die Schweiz, die amerikanischen Interessen auf Kuba zu übernehmen.
154	26. 6. 1961 No	EPD (Kohli)	Vertretung der südafrikanischen Interessen in der Vereinigten Arabischen Republik (VAR).
Siehe auch: Nrn. 80, 100, 155.			

I.4. DIE GUTEN DIENSTE

81	30. 5. 1960 S	EPD (Kohli) an Rabat (Stoudmann)	Instruktionen aus Bern über die Verhaltensweise zwischen den Vertretern der Schweiz und den Delegierten der Provisorische Regierung der algerischen Republik (GPRA).
95	7. 9. 1960 No	EPD (Turrettini) an Petitpierre	Darstellung der verschiedenen humanitären Aktionen und Aktivitäten der Schweiz im Kongo.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
140	18. 4. 1961 VProt-BR	Bundesrat	Französisch-algerische Verhandlungen. Erste Besprechungen des Bundesrates über das Engagement des EPD betreffend die Organisation geheimer Treffen in der Schweiz.

I.5. DIE INNENPOLITISCHEN ANGELEGENHEITEN

18	20. 10. 1958 No	EPD (Petitpierre) an Kohli und Bindschedler	Widerstand von M. Petitpierre gegen die Erstellung einer Liste von Persönlichkeiten, die im Fall einer Mobilisation vom Militärdienst befreit würden.
Siehe auch: Nrn. 5, 37.			

I.6. DIE SCHWEIZ UND DIE ENTKOLONIALISIERUNG

Siehe: Nrn. 5, 27, 32, 35, 39, 53, 81, 99, 102, 104, 133, 134, 135, 140, 142, 146.

II. BILATERALE BEZIEHUNGEN

II.1.1. ÄGYPTEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

12	21. 7. 1958 No	EPD (Petitpierre)	Besprechung betreffend der Situation im Nahen Osten zwischen M. Petitpierre und diplomatischen Vertretern aus Saudi-Arabien und der Vereinigten Arabischen Republik.

II.1.2. ÄGYPTEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

36	1. 4. 1959 At	EVD (Holenstein) an den Bundesrat	Regierungsvereinbarung zwischen der Schweiz und Ägypten betreffend die Finanzierung des Kaufs von Textilmaschinen durch Ägypten.

II.2. AFRIKA

108	16. 11. 1960 No	EPD (Turrettini)	Abschluss von Luftfahrtsabkommen mit den neuen unabhängigen Staaten Afrikas. Problem der Anerkennung dieser Staaten. Schwierigkeiten mit Senegal.
Siehe auch: Nr. 155.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.3. ALGERIEN

32	23. 3. 1959 S	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	Besuch der Schweizerkolonie und der französischen Behörden in Algier und Oran.
35	1. 4. 1959 T	Kairo (Pahud) an EPD (Petitpierre)	Auf Vorschlag des französischen Präsidenten Ch. de Gaulle bestimmt F. Abbas die Schweiz als Treffpunkt für den Beginn von Verhandlungen.
39	17. 4. 1959 S	Tunis (Guillaume) an EPD (Kohli)	Der libysche Botschafter in Tunis organisiert ein Treffen mit Vertretern der GPRA um die Frage der von der FLN entführten Schweizer zu diskutieren.
44	19. 6. 1959 S	EPD (de Rham) an Paris (Micheli)	Antwort und Stellungnahme betreffend die Frage der Hilfe für algerische Flüchtlinge.
53	2. 9. 1959 B	EPD (Petitpierre)	Besprechung mit dem Botschafter Frankreichs, E. Dennery. Es kommen verschiedene Probleme im Zusammenhang mit den Aktivitäten der FLN in der Schweiz zur Sprache.
104	27. 10. 1960 B	EJPD (Humbert) an Dick	Historischer Abriss über die Anwesenheit algerischer Staatsangehöriger in der Schweiz und über pro-algerischen Aktivismus.
133	14. 3. 1961 S	Algier (Voirier) an Paris (Micheli)	Reise in der Region «Constantinois». Die Europäer scheinen den Ernst der Lage nicht erkennen zu wollen.
134	20. 3. 1961 T	EPD an Tunis	Das Politische Departement fordert die schweizerische Gesandtschaft zu einem verständnisvollen Umgang mit Mitgliedern der GPRA auf, die ein Visum beantragen.
142	27. 4. 1961 S	Algier (Voirier) an Paris (Micheli)	Analyse des Putsches in Algier.
Siehe auch: Nrn. 14, 28, 81, 88, 99, 140.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.4.1. ARGENTINIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

60	21. 12. 1959 S	Buenos Aires (Seifert) an EPD (Kohli)	Stellungnahme gegen eine schweizerische Asylgewährung oder Aufenthaltsbewilligung für den ehemaligen argentinischen Diktator J. Perón. Mögliche Auswirkungen auf die argentinisch-schweizerischen Beziehungen.
80	30. 5. 1960 No	EPD (Gelzer)	Vorbereitungen für den Staatsbesuch des argentinischen Präsidenten A. Frondizi. Verteidigung der schweizerischen Interessen im Bereich der argentinischen Elektrizitätswerke. Angelegenheit der CIAE.
Siehe auch: Nrn. 1, 145.			

II.4.2. ARGENTINIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

1	14. 4. 1958 No	EVD (Hofer)	Ein Vertrauensmann des neuen argentinischen Präsidenten A. Frondizi besucht die Schweiz und bespricht mit dem Delegierten des Bundesrates für Handelsverträge die bilateralen Wirtschaftsbeziehungen. Bedeutung des schweizerischen Finanzplatzes für Argentinien. Angelegenheit CADE.
145	19. 5. 1961 S	Buenos Aires (Seifert) an EPD (Kohli)	Abschluss eines Entschädigungsvertrags zwischen der argentinischen Regierung und der CIAE. Auswirkungen auf die schweizerischen Interessen in diesem Unternehmen.
Siehe auch: Nr. 80.			

II.5.1. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

15	22. 8. 1958 PB	Köln (Huber) an EPD	Tour d'Horizon über aktuelle Fragen der Weltpolitik (Naher Osten) sowie über die Option der atomaren Bewaffnung der Schweiz. Der bundesdeutsche Aussenminister, H. von Brentano, unterstützt die schweizerische These, wonach ein neutraler Staat mit allen Mitteln die Unverletzlichkeit seines Territoriums zu wahren habe.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
100	12. 10. 1960 No	EPD (Kohli)	Mohr fragt an, ob die Schweiz im Falle der Unterbrechung diplomatischer Beziehungen die Vertretung deutscher Interessen in Kuba übernehmen würde. Kohli kennt keinen Fall, wo die Schweiz die Wahrung fremder Interessen abgelehnt hätte. Die Schweizer Regierung hat kein Eigeninteresse an dieser Aufgabe.
138	11. 4. 1961 S	EPD (Kohli) an Tel Aviv (Brügger)	Die Reaktionen in der öffentlichen Meinung in Deutschland auf den Eichmann-Prozess beeinflussen gemäss R. Kohli die Haltung der bundesdeutschen Delegation in ihren bilateralen Verhandlungen mit Israel über die Entschädigung für Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung. R. Kohli bittet den schweizerischen Botschafter, den Prozess aufmerksam und gleichzeitig diskret zu verfolgen.
Siehe auch: Nrn. 148, 150, 153, 155.			

II.5.2. BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

150	2. 6. 1961 No	EPD (Janner) an Aman	Stand der deutsch-schweizerischen Beziehungen. Offene Fragen sind: Entschädigung für Opfer nationalsozialistischer Verfolgung und für Kriegsschäden, Liquidation der Deutschen Golddiskontbank, Neuregelung der Anleihe der Preussischen Centralbodenkredit AG und Zollstrafangelegenheiten.
153	26. 6. 1961 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Das EPD zeigt sich zufrieden mit dem Resultat der Verhandlungen über die Entschädigung von schweizerischen Opfern der nationalsozialistischen Verfolgung. Die BRD ist bereit zur Zahlung von 10 Mio. DM.
Siehe auch: Nrn. 2, 138.			

II.6. CEYLON – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

93	22. 8. 1960 S	Colombo (Curchod) an EPD (Petitpierre)	Die Regierung Ceylons möchte dem Beispiel der Schweiz folgen, um ihre Rassen- und Sprachprobleme zu lösen. Im Fall eines weltweiten Konflikts erwägt der Generalgouverneur von Ceylon einen Teil des Staatskapitals in der Schweiz zu hinterlegen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.7. CHILE – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

97	13. 9. 1960 At	EVD (Wahlen) an den Bundesrat	Nach dem Erdbeben vom Mai 1960 diskutiert die Schweiz einen Kredit von 15–20 Mio. Fr. zugunsten Chiles.

II.8.1. CHINA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

17	16. 9. 1958 BR-Prot.	Bundesrat	Petitpierre berichtet von einer steigenden Zahl von Anfragen, wie mit Oststaaten umgegangen werden soll. Während Petitpierre für eine offene Haltung plädiert, weisen die andern Mitglieder des Bundesrats – ausgehend vom aufsehenerregenden chinesischen Pavillon am Comptoir Suisse in Lausanne – auf die Gefahren der kommunistischen Propaganda hin.
79	13. 5. 1960 No	EPD (Bucher)	Botschaftsrat Y. Lai beklagt sich darüber, dass das Kinderdorf Pestalozzi Tibetern Unterkunft gewährt und dass die Schweiz den Bruder des Dalai Lama im Land agitieren lasse. G. Bucher relativiert.
Siehe auch: Nrn. 57, 102.			

II.8.2. CHINA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

57	6. 11. 1959 S	EPD (Kohli) an Peking (Naville)	Naville hatte den Abschluss eines Handelsvertrages mit China angeregt. Kohli erklärt, warum ein solcher nicht opportun sei: die Schweiz müsste mehr importieren und China würde eine Handelsvertretung mit Monopolstellung verlangen, ein Privileg, das die Schweiz bisher nur der Sowjetunion zugesteht.
Siehe auch: Nr. 17.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.9.1. DEUTSCHE DEMOKRATISCHE REPUBLIK – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

56	4. 11. 1959 S	EPD (Kohli) an Moskau (Zehnder)	Das EPD will die Frage der Anerkennung der DDR nicht neu aufrollen. Die DDR hat bei ihrem ständigen Bemühen um Anerkennung Teilerfolge verbuchen können. So hätten Grossbritannien und andere westliche Staaten lockere Verbindungen geknüpft um die wirtschaftlichen Beziehungen zu fördern. Zur Regelung gewisser Fragen hat auch das EPD Beziehung zur DDR-Delegation bei der Europäischen Wirtschaftskommission in Genf aufgenommen.
Siehe auch: Nrn. 38, 148.			

II.9.2. DEUTSCHE DEMOKRATISCHE REPUBLIK – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

38	16. 4. 1959 No	EPD (Kohli)	M. Iklé will wissen, ob er einen Vertreter der Deutschen Notenbank (DDR) in Sachen Erleichterung des Zahlungsverkehrs empfangen darf bzw. soll. Kohli rät ihm, niederere Chargen vorzuschicken, da die Schweizer Wirtschaft an einem Ausbau des Handels mit der DDR nicht interessiert ist.

II.10. FINNLAND

109	18. 11. 1960 No	EPD (Kohli) an Petitpierre	Finnland will der Sowjetunion die Meistbegünstigungsklausel auch in Bezug auf die EFTA anbieten. Die EFTA-Staaten finden grundsätzlich, dass sie intervenieren sollten. Die meisten Mitgliedländer finden jedoch Gründe dafür, dass dies die andern tun sollten. Eventuell Grossbritannien und die Schweiz zusammen?

II.11.1. Frankreich – Politische Beziehungen

4	12. 5. 1958 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Verhandlungen mit Frankreich um folgende offene Fragen durch Abkommen zu regeln: nationaler Solidaritätsfonds, Grenzgänger, Familienzulagen, Arbeitslosenversicherung und Arbeitsvermittlung.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
6	2. 6. 1958 PB	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	Analyse der Ereignisse, welche der Machtübernahme General de Gaulle's vorausgingen.
19	24. 10. 1958 PB	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	Unterredung mit General de Gaulle über die Freihandelszone und die Fremdenlegion.
28	23. 2. 1959 PB	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	Unterredung mit dem französischen Premierminister betreffend die Freihandelszone, der Investition schweizerischen Kapitals in Frankreich und der in der Schweiz getätigten Finanzgeschäfte des FLN.
48	29. 7. 1959 S	EPD (Petitpierre) an Ottawa (Nef)	M. Petitpierre erwähnt die feindlich gesinnte Stellung der deutschschweizerischen öffentlichen Meinung gegenüber der Fremdenlegion und verweist auf die in der französischen Presse erwähnten Foltervorwürfe. Die Beziehungen zwischen Frankreich und der Schweiz sind nicht zufriedenstellend (Fremdenlegion, Schweizer Banken, OEEC).
99	8. 10. 1960 No	EPD (Probst)	Verhaftung von F. Jeanson in Genf durch die Bundespolizei.
118	23. 1. 1961 B	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	In der öffentlichen Meinung der Schweiz ist eine gewisse Verstimmung gegenüber Frankreich festzustellen. Der schweizerische Botschafter in Paris legt seinen Standpunkt dar.
132	8. 3. 1961 PB	Paris (Micheli) an EPD (Petitpierre)	Es werden die Probleme in Algerien, der BRD, der NATO und den Entwicklungsländern besprochen.
Siehe auch: Nrn. 5, 23, 35, 53, 69, 81, 115, 118, 140, 155.			

II.11.2. FRANKREICH – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

20	11. 11. 1958 S	EPD (Petitpierre) an EVD (Schaffner)	Frage betreffend die Anleihe von 50 Mio. Fr. der «Société Saint-Gobain» bei einem schweizerischen Bankenkonsortium.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
40	22. 4. 1959 No	EPD (Riva)	Historischer Abriss der Frage der Freizonen. Darstellung der ungünstigen Lage der Schweiz und Vorgehensweise um zu einer definitiven Position der Schweiz betreffend die möglichen Verhandlungen zwischen Frankreich und der Schweiz zu gelangen.
41	23. 4. 1959 At	EVD (Holenstein) an den Bundesrat	Die Handelsbeziehungen zwischen Frankreich und der Schweiz haben sich mit dem Inkrafttreten des ersten Teils des Gründungsabkommens der EWG, mit der seit Anfang 1959 geltenden 90-prozentigen Liberalisierung der Einfuhr des Privathandels aus OEEC-Ländern nach Frankreich und durch die Abwertung des französischen Frankens wesentlich verändert. Bilaterale Vereinbarungen sind nun unumgänglich.
88	22. 7. 1960 B	EPD (Petitpierre)	Folgende Fragen werden besprochen: Reform der OEEC und die Bildung der EWG, Besuch von Chruschtschow, sowie die Situation in Afrika (Kongo, Algerien).
Siehe auch: Nrn. 28, 69, 103, 115, 118, 152, 155.			

II.12. GHANA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

110	21. 11. 1960 PB	Akkra (Keller) an EPD (Petitpierre)	Übergabe des Beglaubigungsschreibens des Botschafters, R. Keller, an den Präsidenten Ghanas, K. Nkrumah. Kleiner historischer Abriss des Landes.

II.13.1. GROSSBRITANNIEN

68	4. 2. 1960 Prot.	EMD (Käch)	Unterredung der höchsten Militärverantwortlichen der Schweiz mit Marschall Montgomery in der britischen Botschaft in Bern. Die internationale politische Situation wird angeschnitten: der Kalte Krieg, die Stellung der UdSSR, die Beziehungen zu China, die Deutschlandfrage, die europäischen Probleme usw.
Siehe auch: Nrn. 89, 141.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.13.2. GROSSBRITANNIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

89	23. 7. 1960 S	London (Daeniker) an EPD (Petitpierre)	Gespräch des Schweizer Botschafters, A. Daeniker, mit dem Staatsminister des Foreign Office, D. Ormsby-Gore, über einen möglichen Beitritt Grossbritanniens in die EWG.
Siehe auch: Nr. 141.			

II.14. GRIECHENLAND – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

50	3. 8. 1959 No	EPD (Kohli)	Griechenland wurde von den Nicht-Sechs bei den Verhandlungen über die Freihandelszone links liegen gelassen und hat deshalb nun die EWG um Angliederung gebeten. Die Schweiz hat nichts dagegen, solange Griechenland sich nach wie vor für die Ziele der OEEC einsetzt.

II.15. GUATEMALA

137	11. 4. 1961 PB	Guatemala (König) an EPD (Kohli)	Die Presse berichtet über Gerüchte, wonach in der Region der ehemaligen Schweizerkolonie «Finca Helvetia» kubanische Milizen ausgebildet werden.

II.16. GUINEA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

27	2. 2. 1959 S	Paris (Micheli) an EPD (Clottu)	Frage betreffend die schweizerische Vertretung in Guinea.
55	22. 10. 1959 No	EPD (Petitpierre)	Gespräch mit zwei in Schwarzafrika tätigen schweizerischen Geistlichen. Die Entwicklung in Guinea gibt Anlass zur Sorge.
Siehe auch: Nr. 155.			

II.17.1. INDIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

106	2. 11. 1960 S	New Delhi (Cuttat) an EPD (Kohli)	Gespräch mit dem Pandit Nehru betreffend die tibetanischen Flüchtlinge in Indien. Eine schweizerische Initiative sieht den Bau eines Klosters für tibetische Lamas vor. Die schweizerische Neutralität wird beschwört.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.17.2. INDIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

91	11. 8. 1960 S	EVD (Bühler) an Karatschi (König)	Das abgeschlossene Transferkreditabkommen mit Indien könnte bei anderen Entwicklungsländern den Wunsch nach analogen Lösungen hervorrufen, allen voran könnte Pakistan Interesse daran bekunden.

II.18. IRAK – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

22	25. 11. 1958 S	EPD (Petitpierre) an Wien (Hohl)	Ablehnung einer Demarche bei der Regierung in Bagdad zugunsten der ehemaligen Politiker und Militärchefs, welche von der Regierung unter General Kassem zum Tode verurteilt wurden.

II.19.1. ITALIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

8	4. 6. 1958 B	EPD (Cramer)	Überblick über die Probleme zwischen der Schweiz und Italien: Bedingungen der italienischen Arbeiter in der Schweiz, Streitfall betreffend die Anwendung der Vermögenssteuer in Italien und die schweizerischen Versuche zur Schaffung eines Abkommens zugunsten der während dem Krieg von Zerstörungen geschädigten Schweizer.
Siehe auch: Nrn. 71, 82, 151.			

II.19.2. ITALIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

82	16. 6. 1960 At	EVD (Bourgknecht) an den Bundesrat	Auf dem Umweg der Investition in das Transportunternehmen «Italnavi» (einer Filiale des Automobilherstellers «Fiat») wird ein Teil (22,5 Mio. Fr.) der schweizerischen Kriegsforderungen gegenüber Italiens getilgt. Zusammenfassung der Situation: die schweizerischen Importeure kommen in den Genuss von Vorzugstarifen für die von «Italnavi» durchgeführten Getreidetransporte zwischen Amerika und Europa. Die Bundesbehörden schliessen die Möglichkeit nicht aus, bei «Fiat» militärisches Material zu kaufen (es bleibt ein Saldo von 7,1 Mio. Fr. übrig).
Siehe auch: Nr. 8.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.20.1. JAPAN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

54	9. 9. 1959 S	Tokio (Troendle) an EPD (Petitpierre)	Diskussion über die Rolle des IKRK bei der Rückführung der Koreaner nach Nordkorea und über die politischen und wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Japan.
Siehe auch: Nr. 149.			

II.20.2. JAPAN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

149	31. 5. 1961 S	Tokio (de Rham) an EVD (Schaffner)	Reaktion der japanischen Regierung auf den Entscheid des Bundesrates Kontrollmassnahmen für den Import japanischer Textilien einzuführen.
Siehe auch: Nr. 54.			

II.21. JUGOSLAWIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

74	9. 4. 1960 S	Belgrad (Ganz) an EPD (Kohli)	Gespräch mit Unterstaatssekretär Crnobrnja: Die jugoslawische Regierung strebt eine nähere Verbindung zur EFTA an und ist zu diesem Zweck an Gesprächen mit der Schweiz interessiert. Da die Sowjetunion ihre Versprechen gegenüber Jugoslawien nicht halte, müsse das Land auf den Ostblock keine Rücksicht nehmen.
77	4. 5. 1960 S	EVD (Languetin) an Belgrad (Ganz)	Eine Assoziierung Jugoslawiens an die EFTA hat nicht oberste Priorität. Die EFTA soll in erster Linie OEEC-Länder vereinen. Jugoslawien sollte sich folglich zuerst dieser annähern. Die Schweiz hat deshalb den Beizug Jugoslawiens zu den Reorganisationsbesprechungen der OEEC unterstützt. Zurzeit kann die Schweiz nicht mehr tun. Jugoslawien soll abwarten, bis sich die Situation der europäischen Integration geklärt hat.
114	20. 12. 1960 No	EPD (Petitpierre)	Der jugoslawische Botschafter in Bern bittet die Schweiz, ihre ablehnende Haltung gegenüber einer Beteiligung an einem multilateralen Kredit für Jugoslawien zu überdenken. Nur die Schweiz und Schweden weigern sich, an diesem unter dem Patronat der USA stehenden Projekt teilzunehmen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
130	1. 3. 1961 S	Belgrad (Ganz) an EPD (Kohli)	Fragen zur Beschäftigung jugoslawischer Arbeitskräfte in der Schweiz. Schweizer Unternehmen zeigen Interesse. Der schweizerische Botschafter in Jugoslawien hingegen rät zur Zurückhaltung, auch wenn sich momentan andere Länder aktiv für den Transfer von Arbeitskräften einsetzen. Jugoslawien selbst wünscht vertragliche Abmachungen. Es wird eine inhaltliche Differenz zwischen BIGA und Fremdenpolizei sichtbar.

II.22. KAMERUN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

59	9. 12. 1959 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Der Bundesrat beschliesst eine Delegation zu den Unabhängigkeitsfeiern nach Kamerun zu entsenden.
129	27. 2. 1961 No	EPD (Probst)	Diskussion über die Ermordung von F. Moumié in Genf.

II.23. KANADA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

42	1. 5. 1959 No	EPD (Probst) an Kohli	Der Zweck einer Sitzverlegung schweizerischer Firmen im Kriegsfall ist es, einerseits die Firmen für die Volkswirtschaft zu erhalten. Andererseits soll verhindert werden, dass schweizerische Vermögenswerte im Falle einer Okkupation durch eine Kriegspartei von der Gegenseite als Feindesgut behandelt werden. Kanada bietet die besten Voraussetzungen für die Aufnahme sitzverlegter Schweizer Firmen.
Siehe auch: Nr. 9.			

II.24. KONGO – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

62	5. 1. 1960 S	Leopoldville (Curchod) an EPD (Kohli)	J. Kasavubu interessiert sich für den schweizerischen Föderalismus.
85	18. 7. 1960 S	Leopoldville (Boetschi) an EPD (Kohli)	Nach der Unabhängigkeit der Demokratischen Republik Kongo beginnen die Unruhen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
127	23. 2. 1961 No	EPD (Probst) an Petitpierre	In der Schweiz halten sich Studenten aus Katanga auf, um sich in Verwaltungsorganisation ausbilden zu lassen.
Siehe auch: Nrn. 86, 88, 95, 107, 122, 128.			

II.25. KOREA

52	24. 8. 1959 S	Tokio (Troendle) an EPD (Kohli)	Die Regierung Südkoreas schätzt den Entscheid des IKRK nicht, die Rückführung von Koreanern nach Nordkorea zu unterstützten.
Siehe auch: Nr. 148.			

II.26.1. KUBA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

34	31. 3. 1959 S	Havanna (Bossi) an EPD (Kohli)	Die Aufnahme des ehemaligen kubanischen Diktators Batista in der Schweiz wird abgelehnt (ungeachtet des amerikanischen Drucks zugunsten einer Asylgewährung).
98	6. 10. 1960 S	Havanna (Bossi) an EPD (Kohli)	Allgemeine Situation in Kuba. Probleme der Guerilla. Auswirkungen der Revolution auf die Schweizerkolonie.
Siehe auch: Nrn. 90, 100, 112, 116, 124, 126, 137.			

II.26.2. KUBA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

90	10. 8. 1960 S	Havanna (Bossi) an EVD (Schaffner)	Unterredung mit «Che» Guevara betreffend den Handel zwischen der Schweiz und Kuba. Problem des Zuckers.
112	1. 12. 1960 S	EPD (Probst) an Kohli	Nationalisierungen in Kuba. Im Fall der Nestlé-Fabriken zeigt sich die Regierung von Fidel Castro diesen gegenüber nachsichtig. Zukünftige Strategie.
Siehe auch: Nr. 98.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.27.1. MAROKKO – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

61	30. 12. 1959 PB	Rabat (von Tschudi) an EPD (Petitpierre)	Überblick mit dem Ratspräsidenten, A. Ibrahim. Abschiedgespräch.
70	26. 2. 1960 S	Rabat (Stoudmann) an EPD (Clottu)	Diskussion über den Rang der schweizerischen diplomatischen Vertretung in Rabat und jener Marokkos in Bern.
Siehe auch: Nr. 14.			

II.27.2. MAROKKO – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

14	31. 7. 1958 No	EPD (Petitpierre)	Überweisung von 500'000 Dollars für die Provisorische Regierung der algerischen Republik (GPRA) von einer amerikanischen Bank auf ein Konto des marokkanischen Wirtschaftsministers bei einer Schweizer Bank.

II.28. PAKISTAN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

46	3. 7. 1959 MiB	EPD (Petitpierre)	Das erste Doppelbesteuerungsabkommen mit einem Entwicklungsland entspricht den schweizerischen Grundsätzen und erleichtert die Geschäftsbeziehungen von Schweizerfirmen in Pakistan. Pakistan erhofft sich durch den Vertrag eine Intensivierung der schweizerischen Investitionen.
Siehe auch: Nr. 91.			

II.29. PORTUGAL – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

135	25. 3. 1961 S	Lissabon (Brenni) an EPD (Kohli)	Ereignisse in Angola aufgrund des antikolonialen Aufstandes.
146	23. 5. 1961 No	EPD (Petitpierre)	Unterredung mit R. Guerra, Botschafter Portugals, betreffend die politischen Aktivitäten angolanischer Studenten in der Schweiz.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.30. SPANIEN – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

29	24. 2. 1959 S	Madrid (Zutter) an EPD (Kohli)	Affäre des Schweizerischen Bankvereins (SBV) in Madrid. Skandal im Zusammenhang mit der Verhaftung des Bevollmächtigten des SBV in Barcelona, welcher im Besitz einer Liste mit den Namen Hunderter von spanischen Bankkunden war. Problem spanischer Steuerflucht in die Schweiz.
67	3. 2. 1960 S	EPD (Kohli) an den SBV (Schweizer)	Affäre Rivara, welcher als Bevollmächtigter des SBV in Barcelona verhaftet wurde. Eine Intervention zu seinen Gunsten wird abgelehnt. Probleme in den Beziehungen der schweizerischen Banken mit der spanischen Regierung.
139	17. 4. 1961 S	Madrid (Fumasoli) an EPD (Kohli)	Die Schweizerische Bankgesellschaft kauft spanische Wertpapiere für 100 Mio. Peseten. Die Bank hat im November 1959 in Aussicht gestellt, die Zweckmässigkeit von Börsengeschäften in Spanien zu prüfen.

II.31. SÜDAFRIKA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

92	18. 8. 1960 S	Finanz- und Wirtschaftsdelegation des Bundesrates an die SNB (Schwegler)	Angesichts der guten Beziehungen zwischen Südafrika und der Schweiz gibt es keine triftigen Gründe gegen die Gewährung eines Kredites. Ohne grosse Begeisterung wird diesem stattgegeben.
Siehe auch: Nrn. 84, 92, 96, 154.			

II.32. TOGO – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

111	24. 11. 1960 S	Akkra (Keller) an EPD (Petitpierre)	Übergabe des Beglaubigungsschreibens. Unterredung mit dem Präsidenten S. Olympio.

II.33. TUNESIEN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

125	21. 2. 1961 S	Tunis (Guillaume) an EPD (Kohli)	Verschiedene Aspekte der Beziehungen zwischen der Schweiz und Tunesien.
Siehe auch: Nr. 96.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.34. TÜRKEI – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

49	29. 7. 1959 No	EPD (Vallotton)	Diskussionen betreffend der Bewilligung eines Kredits an die Türkei (Eurofima plant in der Schweiz eine Anleihe von 30 Mio. Fr. zu lancieren).

II.35.1. UDSSR – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

7	3. 6. 1958 S	Moskau (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	A. Zehnder unterstreicht das Interesse der Sowjetunion an kulturellen Beziehungen mit dem Westen. Die Schweiz sollte in seinen Augen in diesem Bereich grössere Anstrengungen unternehmen, denn nur an kulturellen Anlässen kann der sowjetischen Bevölkerung ein weniger verzerrtes Bild des Westens präsentiert werden. Ein verstärktes kulturelles Engagement würde die Arbeit des Botschafters auch in anderen Bereichen erleichtern.
11	14. 7. 1958 S	Moskau (Zehnder) an EPD (Petitpierre)	Zehnder berichtet, dass und wie sich A. Mikojan aufregte, als er von der Erklärung des Bundesrates erfuhr, die schweizerische Armee möglicherweise mit Atomwaffen auszurüsten. Der Schweizer Botschafter versuchte den ersten stellvertretenden Ministerpräsidenten der Sowjetunion zu beruhigen, ist sich aber im klaren, dass man in Moskau die Schweiz jetzt aufmerksamer beobachten wird.
65	19. 1. 1960 No	EPD (Petitpierre)	Unterredung mit dem sowjetischen Botschafter in der Schweiz, N. Korjukin, der auf den Aufruf des Obersten Sowjets zur Abrüstung vom 15. Januar 1960 zu sprechen kommt. Er unterstreicht, dass das Wettrüsten die Budgets aller Staaten belastet, und dass dadurch die Lebenshaltungskosten aller Bürger steigen. M. Petitpierre relativiert die sowjetischen Abrüstungsbemühungen.
87	20. 7. 1960 S	EPD (Kohli) an Moskau (Zehnder)	Die Schweiz wird auf die beiden sowjetischen Aufrufe zur Abrüstung vom Juni 1960 nicht antworten. Insbesondere beim zweiten Aufruf handle es sich um reine Propaganda. In den aktuellen Spannungen will die Schweiz keine Position beziehen.
Siehe auch: Nrn. 25, 75, 102, 107, 109, 155.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

II.35.2. UDSSR – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

83	28. 6. 1960 M	EPD an das Aussenministerium der UdSSR	Der Bundesrat antwortet auf das zweite Aide-mémoire der sowjetischen Regierung betreffend der Mitarbeit der Schweiz bei der EFTA: Die Schweiz führt ihre Neutralitätspolitik fort. Der Bundesrat geht nicht davon aus, dass sich der EFTA-Beitritt negativ auf den schweizerisch-sowjetischen Handel auswirkt.

II.36.1. USA – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

13	28. 7. 1958 No	EPD (Turrettini)	Der amerikanische Botschafter H. J. Taylor wird als Informationsquelle für einen Artikel über angebliche Aktivitäten der Gegenspionage in der Schweiz zitiert. Die Eidgenossenschaft verlangt vom Botschafter ein ausdrückliches Dementi dieses Artikels.
24	23. 12. 1958 S	EPD (Kohli) an Washington (de Torrenté)	Die Schweiz erhofft sich durch eine amerikanische Gesetzesänderung die bedingungslose Immigrationsmöglichkeit für Schweizer Bürger in die Vereinigten Staaten. Insbesondere sollte vermieden werden, dass die Befreiung der Schweizer vom amerikanischen Militärdienst mit dem Verlust der künftigen Einbürgerungsmöglichkeit verbunden ist.
33	31. 3. 1959 B	EPD (Kohli)	Überblick über den Verlauf des Verfahrens sowie über Inhalt und Tragweite des vom Internationalen Gerichtshof in Den Haag ergangenen Urteils in der Angelegenheit Interhandel.
121	7. 2. 1961 No	EPD (Kohli) an Petitpierre	Die Veröffentlichung verschiedener Dokumente betreffend die deutsch-schweizerischen Gespräche während des Zweiten Weltkrieges kann nicht mehr verhindert werden.
124	18. 2. 1961 T	Washington (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Die Schweiz möchte dem neu nominierten amerikanischen Botschafter in der Schweiz die Akkreditierung verweigern. Welche Konsequenzen könnte dies auf die amerikanisch-schweizerischen Beziehungen haben?

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
126	22. 2. 1961 T	Washington (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Der amerikanische Präsident erklärt den Rückzug der Nomination für den amerikanischen Botschafterposten in der Schweiz, um ein Nicht-Agrément der Eidgenossenschaft zu vermeiden.
136	11. 4. 1961 S	Washington (Lindt) an EPD (Kohli)	Für die Militärdienstbefreiung von Schweizerbürgern in den Vereinigten Staaten gibt es für die Schweiz zwei gangbare Lösungen. Die Maximallösung ohne nachteilige Konsequenzen einbürgerungs- und einwanderungsrechtlicher Art und die Minimallösung, mit welcher der Erwerb des amerikanischen Bürgerrechts bei Militärdienstbefreiung unmöglich ist.
Siehe auch: Nrn. 26, 102, 105, 116, 120, 147, 155.			

II.36.2. USA – WIRTSCHAFTSBEZIEHUNGEN

105	1. 11. 1960 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Im Uhren-Antitrustprozess möchte sich das Politische Departement durch das Institut des «amicus curiae» vor Gericht Gehör verschaffen. Es geht vor allem darum, dem Richter die völker- und souveränitätsrechtlichen Aspekte der Frage vorzutragen.
120	26. 1. 1961 No	EPD (Gelzer)	Gründe, welche die Schweizerische Kreditanstalt und den Schweizerischen Bankverein veranlassen, sich Gedanken über das Verlassen des Interhandel-Verwaltungsrates zu machen.
Siehe auch: Nrn. 26, 33, 136, 155.			

II.37. ZYPERN – POLITISCHE BEZIEHUNGEN

51	12. 8. 1959 S	Athen (Feer) an EPD (Kohli)	Rolle der Organisation Moralische Wiederaufrüstung von Caux während den Zürcher Gesprächen zwischen Griechenland und der Türkei betreffend Zypern. Stellungnahme der schweizerischen Botschaft in Athen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

III. MULTILATERALE BEZIEHUNGEN

III.1.1. DIE SCHWEIZ UND EUROPA

30	16. 3. 1959 S	EPD (Petitpierre) an EVD (Schaffner)	Ausarbeitung einer schweizerischen Doktrin betreffend die europäische Integration.
31	21. 3. 1959 No	Arbeitsgruppe für die europäische Integration	Frage betreffend eines eventuellen Beitritts zur EWG. Es wird eine Arbeitsgruppe zur Behandlung der europäischen Integration gebildet.
Siehe auch: Nrn. 5, 37, 45, 47, 58, 64, 76, 101.			

III.1.2. DIE SCHWEIZ UND DER EUROPARAT

76	3. 5. 1960 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Einladung des Europarats, schweizerische Repräsentanten an die Sitzungen der beratenden Versammlung zu entsenden, an denen allgemeine Wirtschaftsfragen erörtert werden. Das EPD beantragt, die Einladung anzunehmen.

III.1.3. DIE SCHWEIZ UND DIE ORGANISATION FÜR WIRTSCHAFTLICHE ZUSAMMENARBEIT UND ENTWICKLUNG

143	4. 5. 1961 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Ratifikation der OECD-Abkommen. Zusammensetzung und Rolle der neuen Organisation. Risiken betreffend die Neutralitätspolitik.
Siehe auch: Nrn. 37, 50, 77.			

III.1.4. DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

45	30. 6. 1959 No	EVD (Schaffner) an EPD	Reaktion aus belgischen und niederländischen Wirtschaftskreisen auf die Initiative der sieben Staaten, die sich in Sältsjöbaden trafen, um einen Vertrag zur Gründung einer europäischen Freihandelsassoziation zu entwerfen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
64	18. 1. 1960 S	EPD (Petitpierre) an Brüssel (Würth)	Beziehungen zwischen der EWG und der EFTA. Standpunkt der Schweiz wird insbesondere in der französischen Presse als feindlich gegenüber der EWG beurteilt. Wunsch zur Widerlegung.
Siehe auch: Nrn. 31, 47, 50, 66, 74, 76, 88, 89, 101, 102, 118.			

III.1.5. DIE SCHWEIZ UND DIE EUROPÄISCHE FREIHANDELSZONE

47	10. 7. 1959 S	EPD (Petitpierre) an EVD (Schaffner)	In Vorbereitung auf die Ministerkonferenz in Stockholm in zehn Tagen, legt M. Petitpierre seinen Standpunkt zur Initiative der sieben Nichtmitgliedländer der EWG zur Bildung einer europäischen Freihandelszone dar.
58	19. 11. 1959 Erkl.	EPD (Petitpierre)	M. Petitpierre begrüsst die Bemühungen der in Stockholm versammelten Delegationen der Sieben, welche das schnelle Erreichen eines Abkommens über das Konventionsprojekts erlaubten. Er unterstreicht auch die Wichtigkeit, nicht nur einen englischen Text zu entwerfen.
66	19. 1. 1960 No	EFZD (Umbricht) an Bourgknecht	Eindrücke des Direktors der Finanzverwaltung nach dem Treffen der Mitgliederstaaten der EWG und der EFTA in Paris. Der Autor unterstreicht das diplomatische Geschick von M. Petitpierre im Rahmen der Diskussionen über die Reorganisation der OEEC.
101	13. 10. 1960 RundS	EVD (Schaffner)	Beschleunigung des Zollabbaus innerhalb der EFTA. Britische Bemühungen um eine Auflockerung der Positionen in der europäischen Integrationsfrage.
141	26. 4. 1961 No	EPD (Petitpierre)	Auswirkungen eines allfälligen Beitritts Grossbritanniens zur EWG auf die EFTA.
Siehe auch: Nrn. 19, 28, 45, 50, 64, 74, 77, 78, 83, 89, 102, 118, 155.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

III.2. DIE SCHWEIZ UND DIE UNO

107	8. 11. 1960 S	Washington (Lindt) an EPD (Petitpierre)	Gespräch mit dem UN-Generalsekretär D. Hammarskjöld über die Entwicklung im Kongo und über das Verhältnis des Generalsekretärs zur Sowjetunion.
Siehe auch: Nrn. 37, 86, 95, 102.			

IV. WIRTSCHAFTLICHE AKTIVITÄTEN
IV. 1. OST-WEST-HANDEL

75	29. 4. 1960 No	EPD (Petitpierre)	Brown Boveri & Cie. (BBC) will eine Lieferung nach der Sowjetunion mit der Exportrisikogarantie absichern. Petitpierre ist zurückhaltend, da die Schweiz durch solche Aktionen die Sowjetunion in ihrem Kampf gegen den Westen unterstützen würde.
78	5. 5. 1960 S	Sofia (Jäggi) an EVD (Schaffner)	Der SBG Vize-Direktor P. Grandjean reist durch die Oststaaten. Die Bankgesellschaft ist bereit, der Bulgarischen Nationalbank ein langfristiges Darlehen zu gewähren, das jedoch ausschliesslich für den Kauf von Schweizer Produkten zu verwenden wäre. Grandjean befürchtet, dass die Schweizer Mitgliedschaft in der EFTA zu einem Rückgang des Handels mit den OEEC-Ländern führt. W. Jäggi stellt fest, dass die Hebung des Volkswohlstandes zumindest in Bulgarien zu einer «Bourgeoisierung» der Gesellschaft geführt hat und begrüsst deshalb einen verstärkten Handel mit Bulgarien.
Siehe auch: Nr. 37.			

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

IV.2. EIN- UND AUSFUHR VON WAFFEN UND KRIEGSMATERIAL

2	23. 4. 1958 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Im Zusammenhang mit ihrer Wiederbewaffnung äussert die BRD den Wunsch, bedeutende Kriegsmaterialbestellungen in die Schweiz zu vergeben. Die schweizerische Rüstungsindustrie hat schon deutsche Aufträge für rund 40 Mio. Fr. Überdies strebt die BRD danach, die Rüstungsgeschäfte über die Europäische Zahlungsunion abzuwickeln, was die Schweiz bisher allgemein abgelehnt hat. Bern möchte eine vorsichtige Politik betreiben und die Rüstungsexporte im normalen Rahmen belassen, dies im Interesse der Neutralitätspolitik und der schweizerischen Wirtschaft.
21	16. 11. 1958 S	Den Haag (Haller) an EPD (Petitpierre)	Die niederländische Regierung kritisiert die Lieferung von schweizerischem Kriegsmaterial in die ehemalige niederländische Kolonie Indonesien.
69	5. 2. 1960 No	EPD (Long)	Mögliche Anschaffung des französischen Flugzeugs «Mirage», welches sich gegen andere Konkurrenten durchsetzte. Auswirkungen auf die Beziehungen zu Frankreich. Befürchtung, dass dieser Entscheid eventuell von der EFTA kritisiert wird.
84	14. 7. 1960 At	EMD (Chaudet) an den Bundesrat	Kauf von 100 «Centurion»-Panzern von Südafrika.
96	9. 9. 1960 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Chaudet)	Die Lieferung von «Pilatus P-3»-Flugzeugen nach Tunesien wird verweigert.
103	26. 10. 1960 S	EPD (Kohli) an Paris (Micheli)	Die Schweiz möchte beim eventuellen Kauf von «Mirage»-Kampfflugzeugen ein Entgegenkommen Frankreichs bei verschiedenen bilateralen Problemen.
115	28. 12. 1960 Vprot.-BR	Bundesrat	Kauf von «Mirage»-Flugzeugen. Diskussion des Entscheids im Bundesrat.
144	17. 5. 1961 S	EPD (Kohli) an EMD (Kaech)	Das Politische Departement stellt sich gegen eine Lockerung der bestehenden Bewilligungspraxis für den Kriegsmaterialexport.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
152	19. 6. 1961 S	EMD (Chaudet) ans EPD (Petitpierre)	Erwerb der «Mirage III». Wunsch diesen Kauf mit unerledigten Problemen in den Beziehungen zu Frankreich zu verbinden.
Siehe auch: Nrn. 10, 43, 155.			

IV.3. ENERGIE UND ROHSTOFFE

9	9. 7. 1958 No	EPD (Probst) an Kohli	Die Schweiz bezieht aus Kanada Brennstoffelemente für den Diorit-Schwerwasserreaktor. Die kanadische Regierung verlangt von der Schweizer Regierung die Garantie, dass sie im Falle von Schadensforderungen keine Haftung übernehmen muss.

IV.4. ALLGEMEINE FINANZBEZIEHUNGEN

Siehe: Nrn.1, 20, 36, 37, 45, 46, 78, 82, 91, 92, 97, 114, 119, 125, 139, 145, 150, 153.

V. MIGRATIONSBEWEGUNGEN

V.1. ALLGEMEINE MIGRATIONSBEWEGUNGEN

117	13. 1. 1961 S	EJPD (von Moos) an Wahlen	Probleme im Zusammenhang mit der Zuwanderung ausländischer Arbeitskräfte in die Schweiz.
151	7. 6. 1961 At	EJPD (von Moos) an den Bundesrat	Antrag an den Bundesrat zum bevorstehenden Verhandlungsbeginn über die Immigration italienischer Arbeiter in die Schweiz (Juni 1961). Überblick über die zu besprechenden Fragen und über die Positionen der beiden Regierungen. Wunsch der italienischen Behörden, die Arbeitsverträge zu überprüfen. Bedingungen betreffend die Aufenthaltsbewilligung (die Italiener verlangen, dass die minimale Aufenthaltsdauer für den Antrag auf eine Aufenthaltsbewilligung von 10 auf 5 Jahre verkürzt wird, was auf den heftigen Widerstand der Bundesbehörden stösst).

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt

VI. HUMANITÄRE HILFE

VI.1. HUMANITÄRE HILFE

86	18. 7. 1960 T	EPD	Lebensmittel werden in den Kongo gesandt.
122	9. 2. 1961 S	EPD (Petitpierre) an die UNO (Hammarskjöld)	Die Überweisung eines schweizerischen Beitrags an den Fonds der Vereinten Nationen für den Kongo wird wegen der Situation in diesem Land zurückgestellt.
128	25. 2. 1961 B	EPD (Andres)	Bericht über die Rückführung der Schweizer aus dem Kongo, über die Baluba-Flüchtlinge aus dem Süd-Kasai, über das Internationale Komitee des Roten Kreuzes und über eine zivile medizinische Einheit der Schweiz in Leopoldville.
Siehe auch: Nrn. 63, 71.			

VI.2. FLÜCHTLINGSHILFE

123	13. 2. 1961 S	New Delhi (Cuttat) an EPD (de Rham)	Für das Jahr 1961 beträgt der Beitrag der Eidgenossenschaft an die Schweizerische Auslandhilfe 900'000 Franken. Davon gehen 100'000 Franken an die tibetischen Flüchtlinge in Nepal. Ein Schweizer Experte vor Ort bekräftigt, dass dieses Geld dringend benötigt wird.
Siehe auch: Nrn. 44, 106, 128.			

VI.3. ENTWICKLUNGSHILFE

63	8. 1. 1960 Mitt.	EPD (de Rham)	Schaffung des Dienstes für technische Hilfe in der Abteilung für Internationale Organisationen im Politischen Departement.
71	12. 3. 1960 S	Rom (Zutter) an EPD (de Rham)	Die schweizerische Botschaft in Rom beharrt darauf, dass die Beiträge der Schweizer Europahilfe an Italien beibehalten werden. Die Wichtigkeit des Kampfes gegen den Analphabetismus in Süditalien wird unterstrichen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
119	24. 1. 1961 VProt.-BR	Bundesrat	Verschiedene Diskussionspunkte. Unter anderem: vorgesehene Kredite für Entwicklungsländer.
131	2. 3. 1961 S	Washington (Lindt) an EPD (Kohli)	Bewilligung von langfristigen Krediten für die technische Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern.
Siehe auch: Nrn. 5, 37, 102, 123, 125, 155.			

VI.4. BEZIEHUNGEN ZUM IKRK

113	5. 12. 1960 S	EPD (Petitpierre) ans IKRK (Boissier)	Reaktion von M. Petitpierre nach der Konferenz des Internationalen Roten Kreuzes in New Delhi. Stellungnahme zu einem Projekt von Regeln, welche die Risiken der Zivilbevölkerung in Kriegszeiten verringern sollen.
Siehe auch: Nrn. 52, 54.			

VII. SICHERHEITSPOLITIK

VII.1. ALLGEMEINE DOKUMENTATION ZUR SICHERHEITSPOLITIK

3	*. 5. 1958 B	EMD (de Weck)	F. Graf, österreichischer Verteidigungsminister, ist beeindruckt vom Wehrwillen der Schweiz. Die Schweiz und Österreich streben eine engere Zusammenarbeit in den Bereichen Zivilschutz und Rüstung an.
Siehe auch: Nrn. 5, 37, 65, 68, 84, 96, 147.			

VII.2. DIE SCHWEIZERISCHE MILITÄRPOLITIK

10	14. 7. 1958 T	EPD (Petitpierre) an Washington	Information über den Bundesratsbeschluss zur möglichen Bewaffnung der Schweizer Armee mit Atomwaffen.
72	21. 3. 1960 S	EMD (Chaudet) an EPD (Petitpierre)	Der Bundesrat hat das Militärdepartement beauftragt die Anschaffungsmöglichkeiten für Atomwaffen zu prüfen. Das EMD wünscht dafür mit den USA, Grossbritannien und der UdSSR Kontakt aufzunehmen.

Nr.	Datum – Gattung des Dokuments	Herkunft – Empfänger	Inhalt
73	30. 3. 1960 S	EPD (Petitpierre) an EMD (Chaudet)	M. Petitpierre stellt sich gegen die Absicht des EMD, in den USA, in Grossbritannien und der UdSSR betreffend der Anschaffung von Atomwaffen zu sondieren.
147	23. 5. 1961 At	EMD (Chaudet) an den Bundesrat	Verhandlungen mit den USA betreffend die Lieferung von Kriegsmaterial. Amerikanische Agenten sollen die Erlaubnis erhalten, in der Schweiz die Handhabung «geheimer» Kriegsmaterialteile und den Umgang mit dem Fabrikationsgeheimnis zu überprüfen. Bedenken betreffend einer amerikanischen Einmischung in die Militärangelegenheiten der Schweiz.
Siehe auch: Nrn. 5, 15, 24, 37, 65, 68, 84, 96, 136.			

VIII. KULTURELLE FRAGEN

VIII.1. ALLGEMEINE KULTURELLE FRAGEN

23	22. 12. 1958 At	EPED (Lepori) an den Bundesrat	Vorführungsverbot des Filmes «Wege zum Ruhm» von Stanley Kubrick, weil man die Gefühle Frankreichs nicht verletzen wolle.
Siehe auch: Nrn. 7, 17, 37, 121.			

VIII.2. ALLGEMEINE WISSENSCHAFTLICHE FRAGEN

26	15. 1. 1959 S	Washington (de Torrenté) an EPD (Petitpierre)	Amerikanische Dienststellen bieten Schweizer Wissenschaftlern Subventionen für ihre Forschungen an. Mit einem Bundesratsbeschluss soll dieser Praxis ein Riegel geschoben werden. Der Schweizer Botschafter in Washington denkt, dass die Ziele des Bundesrates mit seinem Beschluss nicht erreicht werden und, dass die Forschung in der Schweiz dadurch behindert wird.
94	29. 8. 1960 At	EPD (Petitpierre) an den Bundesrat	Zukünftige Politik im Bereich der internationalen wissenschaftlichen Zusammenarbeit. Das Beispiel CERN. Schweizerischer Wunsch eine aktive Rolle zu übernehmen.
Siehe auch: Nr. 37.			

V. DOCUMENTS / DOKUMENTE

1

E 2001(E)1972/33/C174
[DoDiS-14947]

Der Delegierte für Handelsverträge, E. Stopper,
an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

Aktennotiz betreffend den Besuch von Herrn Fortabat bei Herrn Minister Stopper vom 8. April 1958

Vertraulich Bern, 14. April 1958

Herr Fortabat, der in Begleitung von Herrn Darier vom gleichnamigen Bankhaus in Genf von Herrn Minister Stopper in Gegenwart des Unterzeichneten empfangen wurde, stellte einleitend fest, dass er auf Wunsch des neugewählten argentinischen Präsidenten Frondizi einige europäische Länder, vor allem Frankreich, Belgien, die Schweiz, Grossbritannien, Deutschland und Italien besuche, um über die wirtschaftlichen Probleme die zwischen Argentinien und einzelnen Staaten bestehen, einen objektiven Bericht zu erstatten. Er wies ausdrücklich darauf hin, dass er kein Politiker sondern ein Geschäftsmann sei und dass seine Äusserungen als persönliche Auffassungen zu verstehen seien, die Argentinien in keiner Weise verpflichten.

Einleitend wies der Besucher auf den überwältigenden Wahlsieg von Frondizi[1] hin, was diesem gestatte, mit der überwiegenden Mehrheit des argentinischen Volkes im Rücken sein Amt als Präsident auszuüben. Unter der Grosszahl von Problemen, denen sich Frondizi gegenübergestellt sehe, überwiege die Sorge um die wirtschaftliche Lage Argentiniens. Die Wirtschaft sei an sich gesund, dagegen befänden sich die Finanzen in einer prekären Situation und leider sei auch die Arbeitsmoral gesunken. Der neue Präsident werde sich persönlich mit den Wirtschaftsfragen des Landes befassen. Er sei sich bewusst, dass das Land auf diesem Gebiet in der Entwicklung zurückgeblieben sei und dass eine Gesundung nur mit Hilfe des ausländischen Kapitals erreicht werden könne. Frondizi wolle einen Strich unter die Vergangenheit machen und das Vertrauen für Kapitalinvestitionen, das Argentinien in früheren Jahren besass, wieder herstellen. Eine Reihe von Massnahmen sei bereits geplant, u. a. die im Hinblick auf die Entwertung des Pesos notwendige Revalorisierung der Gesellschaftsaktiven. Unter den Hauptproblemen zählt Fortabat die Steigerung der Erdölgewinnung und den Ausbau der Elektrizitätsversorgung, die sich in katastrophalem Zustand befinde, auf.

Zum Fall CADE[2] äusserte sich Fortabat sehr offen und nannte das Dekret vom 23. Juli 1957[3] eine Torheit, welche die provisorische Regierung nur deshalb

---

1. *Vgl. die politischen Berichte Nrn. 1 und 2 von M. Fumasoli an M. Petitpierre vom 24. Februar und 3. März 1958,* E 2300(-)1000/716/101.

2. *Compañia Argentina de Electricidad. Zur Frage dieser Gesellschaft vgl. DDS, Bd. 15, Nr. 163, DDS, Bd. 19, Nrn. 76* (DoDiS-8929) *und 105* (DoDiS-9070) *und DDS, Bd. 20, Nrn. 12* (DoDiS-11134)*, 57* (DoDiS-11137) *und 127* (DoDiS-11173)*, als auch die Notiz* Réponse du Chef du Département à l'interpellation Wick *von R. Montandon vom 14. November 1958,*

begangen habe, weil sie unter dem Druck des Militärs und der von verantwortungslosen Politikern verhetzten Masse gestanden habe. Frondizi selber soll über die Angelegenheit im Bild sein und habe sich ihm gegenüber geäussert, dass der Entscheid bei den Gerichten liege und falls dieser Entscheid ungünstig ausfalle, werde er sein möglichstes tun, um die Folgen für die ausländischen Geldgeber zu mildern.

Fortabat äusserte sich dahin, dass man sich die Zukunft nicht durch Fehler der Vergangenheit vergiften lassen solle, die CADE aber doch für die Vergangenheit durch einen auch dem argentinischen Standpunkt Rechnung tragenden Kompromiss zu zahlen habe und dass diese Auffassung auch von René Mayer, der als Vertreter der SODEC[4] mit der argentinischen Regierung Fühlung genommen habe, geteilt werde.

In seiner Antwort wies Minister Stopper auf die traditionnellen engen Beziehungen zwischen der Schweiz und Argentinien hin. Daraus erkläre sich auch das grosse Vertrauen, das Argentinien in früheren Jahren in der Schweiz genoss und das sich in den grossen schweizerischen Kapitalinvestitionen widerspiegle. Nach der Statistik der argentinischen Zentralbank steht die Schweiz nach den USA und Grossbritannien an dritter Stelle der Länder mit alten Kapitalinvestitionen, d. h. pro Kopf der Bevölkerung hat die Schweiz zehnmal mehr in Argentinien investiert als Grossbritannien. Das erkläre auch, weshalb in unserem Land alle Vorgänge politischer und wirtschaftlicher Natur in Argentinien sehr aufmerksam verfolgt werden. Zürich sei auch heute noch der bedeutendste Börsenplatz für argentinische Wertpapiere. Die Reaktion der schweizerischen Öffentlichkeit in bezug auf die Behandlung der CADE sei deshalb auch verständlich gewesen.

Argentinien könne das Vertrauen des ausländischen Kapitals, insbesondere auch des schweizerischen, allmählich zurückgewinnen, wenn es den alten Investitionen eine gerechte Behandlung angedeihen lasse. Der Test-Case, um das Vertrauen zurückzugewinnen, bilde der Fall CADE. Es liege auch im Interesse Argentiniens, möglichst rasch eine gerechte Lösung zu finden, auch im Hinblick auf die in Europa immer mehr um sich greifenden Bestrebungen, die kapitalsuchenden Länder nach ihrer Kreditwürdigkeit zu klassieren. Zu diesem Zwecke sei es aber nötig, dass sich Vertreter der Gesellschaft sowie Vertreter der Regierung an den gleichen Tisch setzen, um über eine tragbare Lösung zu verhandeln.

E 2001(E)1972/33/C175 (DoDiS-14944), *und der Bericht der Handelsabteilung des EVD an das Politische Departement vom 31. Mai 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-14946), *sowie Nr. 145 in diesem Band.*

3. *Es handelt sich um ein argentinisches Dekret (Nr. 637) betreffend die Überweisung von Zinsen von Erträgnissen auf Altkapitalien für gewisse Industrien. Zur Frage der Anwendung dieses Dekrets gegenüber der Schweiz vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 12* (DoDiS-11134), *vor allem Anm. 2.*

4. *Es handelt sich um eine luxemburgische Elektrizitätsgesellschaft. Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 12* (DoDiS-11134), *sowie das* Mémorandum concernant la Compañia Argentina de Electricidad (CADE) à Buenos Aires *vom 1. Oktober 1956,* E 2001(E)1970/217/437 (DoDiS-11400) *und das Schreiben von R. Kohli an M. Fumasoli vom 13. September 1957,* E 2001(E)1970/217/438 (DoDiS-11193).

Fortabat antwortete, dass die Auffassung von Minister Stopper sich mit der seinigen decke, doch sei alles zu vermeiden, um im Fall CADE erneut die Öffentlichkeit zu mobilisieren und Argentinien unter Druck zu setzen, da die unvermeidliche argentinische Gegenreaktion eine vernünftige Lösung gefährden könne. Minister Stopper gab ihm zu verstehen, dass niemand ein Interesse am Wiederaufflammen einer Polemik haben könne, solange Aussicht auf eine annehmbare Kompromisslösung bestehe und dass es weitgehend in der Hand der neuen argentinischen Regierung liege, durch eine rasche Beseitigung dieser für die wirtschaftliche Zukunft des Landes schweren Hypothek eine konstruktive Atmosphäre herbeizuführen.

Diese Aussprache, welche durch einen Empfang bei Herrn Bundesrat Petitpierre, der es nicht unterliess, die Wichtigkeit einer Lösung im Falle CADE und ITALO[5] zu unterstreichen, unterbrochen war, dauerte mehr als zwei Stunden. Fortabat hinterliess den Eindruck eines Mannes, der über die wirtschaftliche Lage Argentiniens gut im Bild ist und der weiss, von was er spricht. Am andern Tage wurde er in Zürich von kompetenten Vertretern der schweizerischen Banken zu einer Aussprache und einem Lunch empfangen. Es scheint, dass diese Aussprache auf beiden Seiten einen recht positiven Eindruck hinterliess, was sich bereits in den Börsenkursen widerspiegelt

5. *Compañia Italo-Argentina de Electricidad (CIAE). Zu dieser Gesellschaft vgl. Anm. 2. Siehe auch BR-Prot. Nr. 1315 vom 3. Juli 1951,* E 1004.1(-)1000/9/531 (DoDiS-8127)*, die Notiz* Conversation avec M. Juan Bernardo Becker du 11 février 1955 *von M. Fumasoli,* E 7110 (-)1967/32/671 (DoDiS-9071)*, das Schreiben von M. Fumasoli an A. Zehnder vom 13. Mai 1955,* E 2001(E)1970/217/434 (DoDiS-11195) *und das Schreiben von R. Kohli an M. Fumasoli vom 13. September 1957,* E 2001(E)1970/217/438 (DoDiS-11193)*, sowie DDS, Bd. 19, Nr. 76* (DoDiS-9066) *und Nrn. 80 und 145 in diesem Band.*

2

E 1001(-)1000/6/106
[DoDiS-8936]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Matériel de guerre destiné à la République fédérale d'Allemagne

P Berne, 23 avril 1958

L'arrêté du Conseil fédéral du 28 mars 1949[1]/23 août 1951[2] réglementant la fabrication, l'importation et l'exportation du matériel de guerre est l'aboutissement d'une politique qui a passé par plusieurs phases sous l'influence des fluctuations de la conjoncture internationale.

1. *Cf. RO, 1949, I, pp. 315–322. Voir aussi PVCF N° 641 du 28 mars 1949,* E 1004.1 (-)1000/9/503 (DoDiS-6460).
2. *Cf. RO, 1951, p. 842. Voir aussi PVCF N° 1630 du 23 août 1951,* E 1004.1(-) 1000/9/533 (DoDiS-8133).

Avant la Deuxième Guerre mondiale et au début du conflit, les Alliés avaient placé en Suisse des commandes de matériel de guerre pour un demi milliard de francs suisses. Après l'effondrement du front occidental, ce furent les commandes allemandes qui affluèrent. Le Conseil fédéral ne put qu'accepter cet état de choses. Il n'avait pas le choix[3]. Bien que les Allemands n'eussent pas été traités autrement que les Alliés, ceux-ci n'en conçurent pas moins de l'humeur et ne se firent pas faute de donner libre cours à leurs griefs. D'une manière générale, on ne comprit guère à l'étranger que notre pays, encerclé par les puissances de l'Axe, avait été tenu, du moins dans une certaine mesure, de vendre des armements et des munitions à l'Allemagne et à l'Italie pour recevoir, en contrepartie, des matières premières et des produits d'importance vitale. Longtemps, on est resté sous l'impression que nos industries avaient cherché à tirer profit de la guerre pour réaliser des gains énormes. Dès que les circonstances le permirent, le Conseil fédéral décréta, en automne 1944, une interdiction générale d'exportation du matériel de guerre[4].

Cet embargo fut rapporté en 1946[5]. Puis, compte tenu des critiques provenant notamment de milieux religieux, d'associations féminines et de certains groupements politiques, on en vint en 1949 au système actuel qui pose comme principe l'interdiction d'exportation des armes, munitions et explosifs tout en prévoyant que des exceptions peuvent être autorisées lorsqu'elles ne contreviennent pas à des accords internationaux, ni ne nuisent aux intérêts politiques et économiques du pays. La décision sur ce point appartient au Conseil fédéral. Pour certaines catégories d'armes, de caractère avant tout défensif, le Département militaire est toutefois habilité à délivrer, d'entente avec le Département politique, des licences de fabrication et d'exportation. Par l'arrêté susvisé[6], un contrôle permanent a été institué sur toutes les exportations, quelle que soit la nature du matériel de guerre.

A titre d'indication, relevons que les ventes de matériel de guerre se sont élevées au cours de ces dernières années à:

Fr. 31 millions	en 1949	soit	0,9%	des exportations totales
Fr. 25 millions	en 1950	soit	0,7%	des exportations totales
Fr. 75 millions	en 1951	soit	1,6%	des exportations totales
Fr. 140 millions	en 1952	soit	2,9%	des exportations totales
Fr. 210 millions	en 1953	soit	4,1%	des exportations totales
Fr. 66 millions	en 1954	soit	1,2%	des exportations totales
Fr. 55 millions	en 1955	soit	1,0%	des exportations totales
Fr. 38 millions	en 1956	soit	0,6%	des exportations totales
Fr. 78 millions	en 1957	soit	1,2%	des exportations totales.

3. *Cf. DDS, vol. 13, rubrique* IV.3: Trafic d'armes et de matériel de guerre.

4. *L'interdiction entre en vigueur le 1er octobre 1944. A ce sujet, cf. DDS, vol. 15, N° 240.*

5. *Cf. l'*Arrêté du Conseil fédéral concernant l'exportation d'armes, de munitions et de leurs pièces détachées, ainsi que d'explosifs et d'artifices d'inflammation du 6 décembre 1946, *RO, 1946, p. 331. Voir aussi PVCF N° 3067 du 6 décembre 1946,* E 1004.1(-)1000/9/476 (DoDiS-1504).

6. *Cf. DDS, vol. 17, N° 123* (DoDiS-4180).

Par rapport à nos exportations totales, les chiffres de ces ventes ne sont donc pas élevés, notamment si l'on considère que le matériel de guerre est en général fort coûteux.

II

L'exportation de matériel de guerre présente, pour la Confédération, des aspects politique, militaire et économique. Les considérations (règles du droit des gens, neutralité armée, création de possibilités de travail) qui s'attachent à ces divers aspects sont bien connues pour que nous puissions, pensons-nous, nous dispenser de les reprendre ici.

III

Alors que, ces dernières années, les exportations de matériel de guerre se maintenaient dans des limites très raisonnables, il y a lieu de se demander aujourd'hui si le réarmement de la République fédérale d'Allemagne ne va pas changer la situation du tout au tout. En effet, durant les récentes négociations économiques germano-suisses[7], les représentants allemands nous ont fait part de l'intention de leur pays de placer d'importantes commandes de matériel de guerre en Suisse. La Division du commerce s'emploie à connaître la nature et l'ampleur de ces commandes.

Pour donner une idée, d'ailleurs incomplète, du programme d'armement que la République fédérale va s'imposer, mentionnons que, en guise de compensation pour le rejet d'assumer les frais de stationnement des troupes britanniques en Allemagne, le gouvernement de Bonn a offert à celui de Londres l'avance sans intérêts de la somme d'un milliard de Marks à valoir sur les achats de matériel militaire que la République fédérale fera en Grande-Bretagne ces prochaines années.

En ce qui concerne notre pays, deux entreprises, la fabrique de machines-outils Oerlikon, Bührle & Co, à Oerlikon, et Hispano Suiza SA, à Genève, ont d'ores et déjà en carnet, sans tenir compte des affaires courantes, des commandes allemandes représentant quelque 40 millions de francs, pour lesquelles l'autorisation de fabriquer est sollicitée. Il s'agit, pour la première, de 200'000 cartouches pour canons DCA Bofors 40 mm, d'une valeur de Fr. 12'100'000.–, pour la seconde, de 1612 boites de vitesse avec combinateur et accessoires, de 114'280 cartouches 20 mm et de diverses pièces pour canon 20 mm, respectivement d'une valeur de Fr. 21'626'592.–, Fr. 1'657'103.– et Fr. 2'200'000.–.

D'autre part, la République fédérale souhaiterait pouvoir régler ses commandes par l'entremise de l'Union européenne de paiements, ce qui a été refusé jusqu'ici. Comme on le sait l'article 26 de l'arrêté du Conseil fédéral du 17 décembre 1956 concernant le service réglementé des paiements avec l'étranger[8] dispose que les règlements relatifs au matériel de guerre doivent être effectués en dehors du service réglementé des paiements. En outre, le Conseil fédéral a toujours considéré que l'Union européenne de paiements ne saurait être utilisée en principe pour des règlements de ce genre. Il serait

7. *Cf.* E 2001(E)1972/33/C150.

8. *Cf. RO, 1956, II, pp. 1677–1696 (l'article 26 se trouve à la p. 1688).*

en effet anormal que, par le biais de l'Union, nous financions en quelque sorte indirectement et partiellement des commandes de matériel de guerre, sous peine d'être accusés, au cas où la situation en Europe se détériorerait, d'avoir en tant qu'Etat neutre contribué financièrement au renforcement du potentiel militaire de l'un ou l'autre des Etats en cause. Certes, eu égard à notre position financière actuelle à l'Union, l'argument a perdu de sa valeur, mais cette position peut redevenir fortement créancière à plus ou moins longue échéance. Ajoutons que des exceptions peuvent être autorisées dans des cas déterminés, en particulier quand il s'agit de matériel pour l'usage civil.

Dans l'état actuel des choses, nous estimons qu'il convient d'éviter que notre industrie des armements ne reprenne un essor inconsidéré en vue de satisfaire aux exigences du réarmement allemand. Autant qu'on en peut juger, le Gouvernement de la République fédérale semble vouloir placer à l'étranger la plus grande partie de ses commandes, plutôt que de les réserver à l'industrie nationale, apparemment pour prévenir d'éventuelles pressions inflationnistes et pour ne pas perdre, par la conversion peut-être temporaire de quelques industries – nous pensons avant tout à l'industrie horlogère de Pforzheim – des marchés intéressants à l'étranger. Il va sans dire que nous avons les mêmes intérêts à sauvegarder. Ainsi, il ne serait pas souhaitable, du point de vue économique, que notre industrie, avec les transformations que cela nécessiterait, se mît à produire en masse du matériel de guerre classique: canons, munitions et pièces de décolletage. Et on ne peut pas ne pas penser aux reproches gênants que ne manquerait pas de nous valoir, sur le plan politique, une participation trop active à la reconstitution de l'armée allemande. Certains pays pourraient être tentés de mettre notre politique de neutralité à l'épreuve en nous passant, à titre de «test-case», une ou des commandes pouvant nous placer dans une situation embarrassante. C'est ce qu'avait fait l'Allemagne au début du dernier conflit mondial, à un moment où nos usines marchaient à plein rendement pour les fournitures aux pays alliés.

Il ne saurait évidemment être question de vouloir arrêter tout envoi de matériel de guerre vers la République fédérale, mais bien de maintenir l'exportation dans des limites raisonnables. Restent d'ailleurs désirables la fabrication et l'exportation de certains matériels, tels que les appareils électroniques pour la construction desquels la science technique et la main-d'œuvre, plus que la matière première, entrent en ligne de compte.

La réglementation actuelle soumet au régime de l'autorisation la fabrication, l'exportation et le transit de matériel de guerre. Elle offre une base légale suffisante pour permettre au Conseil fédéral de maîtriser le cours des fabrications et exportations. I1 peut notamment prendre les mesures nécessaires pour arrêter ou restreindre l'envoi de ce matériel vers un Etat déterminé, lorsque les circonstances, relevant de sa seule appréciation, paraissent le commander.

Dans ces conditions, nous avons l'honneur de vous proposer:

1) d'approuver la ligne de conduite consistant à maintenir dans des limites normales, compatibles avec notre politique de neutralité et avec les intérêts de notre économie et de notre défense nationale, la fabrication et l'exportation de matériel de guerre classique à destination de la République fédérale d'Allemagne;

2) de charger les Départements intéressés, en étroite collaboration comme jusqu'ici, d'appliquer cette ligne de conduite;

3) de charger le Département politique d'assurer la liaison avec la Délégation économique permanente et la Banque nationale pour l'examen des questions de politique commerciale et financière que pourraient poser les commandes de la République fédérale d'Allemagne[9].

9. *Les propositions sont acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 9 mai 1958. Cf. PVCF N° 813 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/613.

3

E 2001(E)1972/33/91
[DoDiS-10074]

Notice du Groupement de l'instruction du Département militaire fédéral[1]

Rapport sur le voyage d'étude fait par le Ministre de la Défense M. Graf et le Secrétaire d'Etat Dr. Stephani en Suisse[2]

[Berne, mai 1958]

Les impressions recueillies sur le voyage de M. le Ministre Graf peuvent être résumées en 4 points:

a) Impressions sur l'Armée suisse,

b) Unification de la défense civile des deux pays,

c) Remarques concernant les méthodes d'instruction de l'Armée suisse,

d) Développement de l'armement.

Il est tout d'abord nécessaire de remarquer que de différents côtés nous ont été répétés les dires de M. le Ministre Graf insistant sur le fait qu'il n'était nullement question d'organiser un «bloc des pays neutres» [3].

a) *Impressions sur l'Armée suisse.*

Le Ministre a déclaré avoir été impressionné par le sérieux avec lequel l'instruction du soldat est poussée en Suisse. De plus, il a été surpris par la qualité du personnel instructeur dont les connaissances étendues ont été pour lui une véritable révélation.

Il s'est déclaré étonné de la longueur des journées de travail du soldat suisse, allant facilement jusqu'à 12 heures ou plus, sans aucune compensation, et par le fait que dans les périodes de cours de répétition seul un dimanche sur trois était libre.

1. *Cette notice est signée par G. de Weck.*
2. *La visite a eu lieu à la fin d'avril 1958.*
3. *Sur l'idée d'un «bloc des pays neutres» lancée par l'URSS, cf. la lettre politique de A. R. Lindt à M. Petitpierre du 10 mai 1955,* E 2300(-)1000/716/307 (DoDiS-12195).

La qualité de l'armement et l'énorme effort financier fait par la Suisse pour son armement était pour lui à la fois un sujet d'étonnement admiratif pour la discipline de la nation suisse et la justification des crédits qu'il désire voir être mis à disposition de l'Armée dans son propre pays.

b) *Unification de la défense civile des deux pays.*

Il m'a été répété par le Colonel Mitlacher qu'il serait intéressant, sans vouloir créer un «bloc des pays neutres», d'organiser communément la défense civile et spécialement d'étendre l'alarme aérienne aux deux pays afin de la rendre véritablement efficace.

c) *Remarques concernant les méthodes d'instruction de l'Armée suisse.*

Il est intéressant de constater que chacun des représentants des deux grands partis autrichiens, ÖVP[4] et SPÖ[5], ont cherché à justifier leur thèse en se basant sur les remarques faites en Suisse. M. Stephani a fait spécialement remarquer qu'une période de 4 à 5 mois s'avérait suffisante pour la formation du soldat, ce qui justifiait largement le fait de ne pas augmenter à plus de 9 mois (respectivement 15 mois) la période d'instruction du soldat autrichien. Par contre, ils ont été obligés de reconnaître que sans rappel des réservistes sous les drapeaux, la valeur de ceux-ci tombait rapidement à zéro.

Le Ministre Graf désire adapter les méthodes d'instruction de l'Armée suisse à celles de l'Armée autrichienne[6], sans pour autant entrer dans les détails de cette adaptation. Il a spécialement loué les exercices de combats que notre constitution autorise sur l'ensemble de son territoire, par opposition à l'Autriche où ils doivent se faire sur des places d'exercices réservées à cet effet.

d) *Développement de l'armement.*

Le Ministre Graf a insisté sur une collaboration effective dans le développement des armes de petits calibres. Il est cependant intéressant de constater que la Bundesheer continue d'adapter son armement à celui du NATO[7] et spécialement d'unifier le calibre de ses armes d'infanterie (7,62 mm). La Bundesheer a notamment exigé de la France que la mitrailleuse équipant les chars AMX soit adaptée au calibre 7,62. Malgré le grand intérêt montré par ces Messieurs pour notre nouveau fusil d'assaut, je ne crois pas que cette arme sera achetée par l'Autriche pour deux raisons: sa munition ne correspondant pas à celle du NATO et son prix étant jugé trop élevé. Toutefois un tir de démonstration de la maison SIG à Neuhausen aura lieu dans une quinzaine de jours. La démonstration sera dirigée par M. Schärli, représentant de cette firme, et comprendrait la présentation de la nouvelle mitrailleuse du fusil d'assaut et du pistolet[8].

---

4. *Parti populaire autrichien.*
5. *Parti socialiste autrichien.*
6. *Note en marge:* Wohl umgekehrt?
7. *OTAN.*
8. *L'Autriche a examiné d'éventuels achats d'armes en Suisse en 1955 déjà. A ce sujet, cf. la lettre de R. Hohl à A. Zehnder du 22 juin 1955,* E 2001(E)1970/217/222 (DoDIS-10073).

Disposant de crédits très restreints, le Chef du Ministère de la Défense[9] cherche à acheter des armes à des prix aussi bas que possible en sacrifiant la qualité au prix. On en a un exemple dans l'achat des 61 chars anglais du type Charioteer qui ont été achetés au prix de Frs. 300'000.– la pièce, soit environ un dixième du prix des chars Centurion[10]. Bien que le canon équipant les deux chars soit absolument identique, celui du char Charioteer n'est pas équilibré et ne permet pas le tir en mouvement.

Les impressions du Ministre Graf peuvent se résumer ainsi:

– une volonté absolue de défense du peuple suisse,
– le courage d'exiger l'effort financier correspondant, grâce à une discipline parfaite de la Nation,
– son admiration des méthodes d'instruction de l'Armée suisse et son désir d'adapter aux méthodes suisses les méthodes d'instruction de son pays, notamment en ce qui concerne les cours de répétition (actuellement non prévus par la *Wehrgesetz*),
– le désir d'une coordination de la défense civile des deux pays, surtout en ce qui concerne l'alarme aérienne,
– le désir d'une collaboration étroite dans le développement de l'armement. (Ce désir me semble difficilement réalisable du fait des engagements de l'Autriche vis-à-vis de l'Amérique[11]).

9. *F. Graf.*
10. *Sur les achats de chars Centurion par la Suisse, cf. N°s 84 et 96 dans le présent volume, ansi que DDS, vol. 19, N° 137* (DoDiS-10205) *et vol. 20, N° 106* (DoDiS-12774).
11. *Sur l'attitude américaine vis-à-vis de la neutralité autrichienne, cf. DDS, vol. 20, N° 2* (DoDiS-11339).

4

E 1001(-)1000/6/106
[DoDiS-15077]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Questions en suspens avec la France concernant le fonds national de solidarité, les travailleurs frontaliers, les allocations familiales, l'assurance chômage et le placement

P Berne, 12 mai 1958

Par ses décisions des 16 avril[1] et 21 mai 1957[2], le Conseil fédéral a approuvé l'ouverture de négociations avec la France, en vue de régler, par voie d'accords, différents problèmes en suspens concernant le fonds national de solidarité, les travailleurs frontaliers, les allocations familiales, l'assurance chômage et le placement.

1. *Cf. PVCF N° 843 du 16 avril 1957,* E 1004.1(-)1000/9/600.
2. *Cf. PVCF N° 1091 du 21 mai 1957,* E 1004.1(-)1000/9/601.

Des pourparlers ont eu lieu à Paris du 28 mai au 1er juin 1957 (voir procès-verbal ci-joint)[3]. Ils se sont poursuivis par la voie diplomatique et ont abouti à la signature, le 15 avril 1958, de trois accords: 1) Protocole N° 3 relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité[4]; 2) Accord entre la Suisse et la France relatif aux travailleurs frontaliers[5]; 3) Convention entre la Suisse et la France relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises[6] (cf. rapport ci-joint de M. l'Ambassadeur Micheli, chef de la délégation suisse, daté du 15 avril 1958[7]).

La situation se présente, dès lors, de la manière suivante:

1. *Protocole d'accord numéro 3 relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité.*

La Suisse n'assumant, par la signature de ce protocole, aucune obligation nouvelle, il n'y a pas lieu de le soumettre à l'approbation des Chambres fédérales.

2. *Accord entre la Suisse et la France relatif aux travailleurs frontaliers.*

Selon la doctrine et la pratique, le Conseil fédéral est autorisé à conclure, de façon indépendante et sans en référer aux Chambres, des accords internationaux dans la mesure où il a la compétence d'édicter des ordonnances en matière de police. Or, l'article 25 de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers stipule notamment que le Conseil fédéral est autorisé à régler «l'entrée et la sortie des étrangers, le contrôle à la frontière et le petit trafic frontalier»[8]. L'accord conclu avec la France au sujet des travailleurs frontaliers restant dans ce cadre, l'approbation parlementaire n'est pas nécessaire.

D'ailleurs, les cantons ayant une frontière commune avec la France ont été consultés et ont donné leur assentiment à la conclusion de cet accord.

3. *Convention entre la Suisse et la France relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises.*

Cette convention a été signée également le 15 avril 1958, après approbation du Conseil d'Etat vaudois. Toutefois, lors des entretiens franco-suisses au cours

---

3. *Non reproduit.*
4. *Cf. RO, 1958, pp. 328–330.*
5. *Cf. RO, 1986, pp. 446–448. La date de publication tardive s'explique par la volonté, du côté suisse, d'observer* une certaine prudence à propos d'une première expérience susceptible d'être invoquée comme précédent par d'autres Etats voisins. *Cf. le* Rapport sur la négociation et la conclusion des accords entre la France et la Suisse relatifs au statut des travailleurs frontaliers *du 15 avril 1958,* E 2001(E)1972/33/53 (DoDiS-15082).
6. *Cf. la* Convention entre la Suisse et la France relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises *du 24 septembre 1958, RO, 1962, pp. 1016–1017.*
7. *Non reproduit* (DoDiS-15082).
8. *Cf. RO, 1933, p. 280. Voir aussi DDS, vol. 10, N° 256.*

desquels devaient être arrêtées les modalités d'application, des difficultés se sont élevées, qui nécessitent de nouveaux pourparlers. Le projet de message[9] aux Chambres et le projet d'arrêté fédéral seront donc soumis ultérieurement au Conseil fédéral[10].

4. *Assurance chômage et placement.*

Le Conseil fédéral a reconnu, le 21 mai 1957, le bien-fondé de la thèse française, à savoir que les ressortissants français résidant en Suisse depuis moins de 5 ans et ne possédant qu'un permis de séjour doivent, en vertu de l'article 7 du traité de travail franco-suisse du 1er août 1946[11], être assimilés aux Suisses en matière d'assurance chômage et de placement.

La mise en application de ce principe n'a toutefois pas eu lieu jusqu'ici, en raison de l'interruption, le 1er juin 1957, des négociations relatives au fonds national de solidarité et aux problèmes frontaliers. Tout obstacle étant maintenant levé, le Département de l'Economie publique, d'entente avec le Département de Justice et Police, enverra une circulaire aux cantons et aux caisses d'assurance chômage à ce sujet.

5. *Octroi des allocations familiales genevoises aux travailleurs frontaliers français.*

Un projet de convention a été élaboré par les autorités genevoises. Des négociations vont s'ouvrir dans quelque temps à Genève à ce sujet. Un projet de message aux Chambres concernant l'approbation de cet accord sera soumis plus tard au Conseil fédéral.

Dès lors, le Département politique a l'honneur de proposer au Conseil fédéral:

1. D'approuver le rapport de M. l'Ambassadeur Micheli, du 15 avril 1958, sur la négociation et la conclusion des accords entre la France et la Suisse relatifs au statut des travailleurs frontaliers, à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et au régime des allocations familiales agricoles concernant les amodiataires de pacages français.

2. D'approuver le protocole numéro 3 relatif à l'allocation supplémentaire de la loi française du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, signé le 15 avril 1958, et de le faire publier dans le Recueil officiel[12].

3. D'approuver l'accord entre la Suisse et la France relatif aux travailleurs frontaliers, signé le 15 avril 1958[13].

---

9. *Cf. le* Message à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation d'une convention conclue entre la Suisse et la France en vue de régler le régime des allocations familiales pour certains exploitants suisses de terres françaises *du 1er mars 1960, FF, 1960, vol. I, pp. 1149–1154.*

10. *A la séance du Conseil fédéral du 13 juin 1958, cf. note 13.*

11. *Cf. FF, 1946, vol. III, pp. 1225–1229.*

12. *Cf. note 4.*

13. *Les propositions sont acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 13 juin 1958, cf. le PVCF N° 1030 daté du même jour, E 1001(-)1000/6/106.*

5

E 2800(-)1990/106/1
[DoDiS-16014]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Questions évoquées dans l'exposé fait par le Chef du Département politique au cours de la séance du Conseil fédéral du 23 mai 1958[1]

Exp Confidentiel *[Berne],* 23 mai 1958[2]

La situation est dominée par:
– les événements de France et d'Algérie,
– les événements du Liban,
– la politique des États-Unis et de l'Union soviétique.

Perte de prestige et d'influence des Etats-Unis.

L'URSS a l'initiative politique sur presque tous les fronts. Ainsi elle a proposé:
a) la conférence au sommet,
b) l'arrêt des essais nucléaires.

La guerre froide bat son plein. Il pourrait y avoir des foyers de guerre en Afrique du Nord, dans le Proche-Orient, éventuellement en Extrême-Orient (Formose, Indonésie).

La situation intérieure en France ne paraît pas réglée. Il est vraisemblable que le Gouvernement Pflimlin ne pourra pas rétablir son autorité en Algérie et devra se retirer. Deux possibilités s'ouvriraient: Gouvernement présidé par le Général de Gaulle ou Gouvernement de front populaire. Les deux éventualités ne s'excluent pas. Après un échec du Général de Gaulle, un front populaire pourrait accéder au pouvoir. Cette évolution pourrait conduire à la guerre civile, l'armée et les Français d'Algérie paraissant décidés à agir dans la métropole.

Une guerre civile en France ni les événements d'Algérie, si inquiétants qu'ils soient, ne paraissent devoir provoquer une guerre générale. Ce risque existerait

1. *Pour un résumé de l'exposé de M. Petitpierre, cf. PVCF-D du 23 mai 1958,* E 1003(-)1970/344/2 (R 3107)*, dont voici un extrait:* Herr Petitpierre orientiert den Rat in einem einstündigen Vortrag über seine Beurteilung der internationalen Lage. Die grössten Gefahrenherde sind z. Zt. Nordafrika und Libanon. Die Lage in Frankreich ist verworren. Obwohl die Situation weniger gefährlich scheint als noch vor einer Woche, ist festzustellen, dass bisher keine der bestehenden Differenzen geregelt werden konnte. Was die internationalen Auswirkungen betrifft, so besteht wohl keine unmittelbare Kriegsgefahr, aber doch grosse Risiken. Allgemein ist eine Schwächung des Westens gegenüber dem Osten festzustellen, wobei aber auch im östlichen Lager Schwächezeichen erkennbar sind. Herr Petitpierre zieht aus seiner Beurteilung der Lage die Folgerungen für das Verhalten unseres Landes, die hier nicht im Einzelnen dargestellt werden sollen, weil der Vorsteher des EPD es übernimmt, die wichtigsten Punkte seines Referates schriftlich niederzulegen in Form von Thesen, die als Grundlage für eine Aussprache dienen sollen.

2. *Le document a été envoyé aux membres du Conseil fédéral le 30 mai 1958.*

cependant si l'armée française essayait de reconquérir la Tunisie, éventualité peu probable pour le moment.

Dans le Proche-Orient également, il ne semble pas y avoir de danger de guerre immédiat. Une aggravation soudaine de la situation n'est toutefois pas exclue; la politique panarabe du Président Nasser a été formellement approuvée par M. Khrouchtchev.

Le danger le plus grave auquel l'Occident est exposé n'est probablement pas un danger militaire mais celui résultant de l'infiltration économique de l'URSS en Asie et en Afrique. C'est sur ce plan surtout que va continuer à se dérouler la lutte entre le monde occidental et le monde communiste. L'Union soviétique a un avantage sur les Occidentaux en ce sens que ses dirigeants disposent de toute l'économie nationale et peuvent s'en servir comme d'un instrument politique. Elle peut ainsi accorder son aide à n'importe quelles conditions. L'Occident, avec son économie libre, est dans une situation désavantageuse par rapport à l'URSS dans cette lutte. L'aide aux pays sous-développés est un problème politique fondamental. A longue échéance, il est plus important que les problèmes posés par le désarmement ou par des conflits locaux.

D'une manière générale, la situation continue à évoluer en faveur de l'URSS au détriment de l'Occident et de l'Europe que les événements d'Algérie et la situation intérieure en France affaiblissent encore.

Problèmes intéressant la Suisse

Défense nationale

Nous devons maintenir notre effort pour renforcer notre défense nationale, sans que les événements actuels obligent à l'accentuer.

Le Conseil fédéral devrait avoir une doctrine sur la question de l'emploi d'armes atomiques tactiques[3] par l'armée suisse. Sinon il court le risque d'être placé dans une situation difficile par des actions comme celle du comité qui vient de se constituer sous la présidence du Conseiller national Giovanoli[4]. Le Département militaire devrait nous faire connaître son point de vue.

Subversion

Il n'y a pas de doute que la propagande communiste, inspirée de la peur de la guerre, de la crainte provoquée par les essais nucléaires et une éventuelle guerre atomique, agit sur l'opinion publique occidentale. La Suisse n'est pas exposée actuellement à un risque de subversion communiste. Les pays voisins de la Suisse paraissent aussi être à l'abri, quelle que soit l'importance du parti communiste en France et en Italie. Il est peu probable qu'un Gouvernement de front populaire en France aurait pour effet une extension du communisme en Suisse. Il convient néanmoins de rester vigilants, de continuer à surveiller de près l'activité des communistes dans notre pays et de lutter contre le communisme aussi sur le plan psychologique et moral.

Un problème se pose: celui de nos relations avec les pays communistes. Il y a une certaine grandeur dans l'attitude d'hostilité absolue de notre opinion

---

3. *Sur cette question, cf. N°s 10, 15, 25, 72 et 73 dans le présent volume.*

4. *Le Mouvement suisse contre l'armement atomique a été créé à Berne, le 18 mai 1958.*

publique à l'égard de l'URSS et des démocraties populaires à la suite des événements de Hongrie[5]. Toutefois c'est une erreur de vouloir supprimer tout contact avec des représentants des pays communistes. On ne doit pas oublier que, dans les démocraties populaires, derrière le Gouvernement il y a la population. On ne doit pas donner à celle-ci l'impression que l'Occident se désintéresse d'elle et l'abadonne à son sort (cette observation ne vaut pas pour l'URSS mais pour les démocraties populaires auxquelles l'URSS a imposé des régimes communistes). En outre, une des seules chances de voir la situation internationale s'améliorer est une évolution à l'intérieur de l'URSS dans le sens d'un certain libéralisme. Il est probable que la classe moyenne en formation (intellectuels, hommes de science, ingénieurs, techniciens, etc. qui peuvent constituer les éléments d'une classe moyenne) souhaite plus de liberté. Il est utile que des représentants de cette classe puissent entrer en contact avec l'Occident, en particulier avec un pays comme le nôtre. Nous ne devons pas craindre ces contacts mais croire à la valeur persuasive de nos institutions. La plupart des pays occidentaux parmi lesquels les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne, ont modifié leur attitude et favorisent aujourd'hui les relations économiques, culturelles et scientifiques avec l'URSS. Seuls les Pays-Bas paraissent avoir adopté une attitude aussi intransigeante que la Suisse. A la longue cette attitude, surtout si elle est isolée, peut présenter des inconvénients du point de vue de notre politique de neutralité bien qu'elle mette en cause la neutralité morale aussi bien que la neutralité politique. Il ne s'agit pas d'ouvrir nos portes à la propagande soviétique, mais d'admettre des contacts qui devraient être strictement limités à certains domaines: économie, science, technique, beaux-arts, etc. Il y a aussi un intérêt à ce que nos savants entrent en relation avec des savants soviétiques puisqu'il n'y a pas de doute qu'aujourd'hui, dans certains domaines, la science soviétique est à l'avant-garde. Le Conseil fédéral pourrait d'ailleurs difficilement prendre une initiative dans ce domaine pour essayer d'influencer notre opinion publique.

Mesures à envisager

Les événements actuels doivent nous engager à nous préparer à toute éventualité. En revanche, il n'y a pas de raison de prendre des mesures immédiates de caractère général, ni sur le plan militaire, ni sur celui de la police. Il est préférable d'agir dans des cas individuels ou à titre d'exemple, comme le Département de Justice et Police l'a fait lorsqu'il a expulsé du territoire suisse le journaliste belge Joly[6].

Il n'y a pas non plus de mesures économiques spéciales à prendre. On peut se demander si les méthodes appliquées jusqu'à présent pour la constitution de réserves de ménage sont encore efficaces où s'il ne faudrait pas trouver de nouveaux moyens d'action, par exemple recourir à l'intermédiaire d'associations où de groupements qui pourraient attirer l'attention de leurs membres sur l'importance de ces réserves pour la défense du pays en cas d'événements graves.

---

5. *Cf. DDS, vol. 20, Nº 93* (DoDIS-12323).

6. *Expulsé en mai 1958 pour avoir tenu des conférences de presse sur de soi-disant préparatifs de soulèvement militaire en France. Cf.* E 2001(E)1972/33/279.

D'une manière générale, le Conseil fédéral doit éviter de compromettre par des mesures précipitées son autorité. Il aura besoin de celle-ci au cas où la situation deviendrait réellement dangereuse pour le pays.

Politique générale

Le Conseil fédéral n'a aucune raison de s'écarter de la ligne politique qu'il a suivie depuis la fin de la guerre. La neutralité reste entièrement valable. Elle a sans doute perdu en grande partie sa raison d'être sur le plan européen, en raison de la division actuelle du continent, entre une Europe occidentale dont la Suisse fait partie et une Europe orientale. En revanche, elle a trouvé de nouvelles raisons d'être sur le plan mondial. Nous devons la renforcer en rendant des services chaque fois que nous en avons l'occasion.

Il serait inopportun de participer activement à une intégration de l'Europe sur le plan politique ou dans le domaine économique. Notre réserve à cet égard est plus justifiée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été par l'état politique du continent. En revanche, nous devons coopérer dans le domaine économique et nous montrer peut-être plus actifs et imaginatifs que nous ne l'avons été jusqu'ici. Ce serait d'ailleurs une erreur de considérer la collaboration économique européenne comme une affaire de nature purement technique. Nous devons continuer à faire notre possible en vue de la création d'une zone de libre échange[7].

Un autre problème qui doit retenir notre attention est celui de l'aide aux pays sous-développés[8]. Nos possibilités d'action sont limitées. Toutefois nous devons chercher à faire dans ce domaine plus que nous n'avons fait jusqu'à présent.

Pour le reste, on ne voit pas quelles initiatives la Suisse pourrait prendre maintenant dans le domaine politique. Elle doit rester indépendante et disponible.

7. *Cf. DDS, vol. 20, table méthodique:* III.2. La Suisse et l'Europe.
8. *Cf. N°s 63 et 119 dans le présent volume.*

6

E 2300(-)1000/716/353
[DoDiS-15131]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP Confidentiel Paris, 2 juin 1958

Au lendemain du vote de l'Assemblée Nationale, qui a investi le Général de Gaulle par 329 voix contre 224, il est bon de rappeler les événements qui se sont déroulés à un rythme échevelé depuis mon dernier rapport[1].

1. *Non reproduit.*

Nous avions laissé le Gouvernement Pflimlin assez bien en selle. A la faveur du réflexe républicain, qui lui avait rallié les socialistes et lui valait l'appui indésirable des communistes, il manœuvrait pour gagner du temps. Feignant de considérer le Général Salan comme le dépositaire légitime des pouvoirs de la République, le Gouvernement cherchait le répit nécessaire à renforcer l'exécutif, orienté vers un régime présidentiel collégial, grâce au vote accéléré de la révision des institutions et, qui sait, apte à soumettre le Comité d'Alger à l'épreuve de forces centrifuges.

Le 25 mai, le coup de force d'Ajaccio déchire le voile de la fiction. Le Gouvernement se révèle impuissant à réduire une poignée d'aventuriers, appuyés par 200 parachutistes. Le chef d'Etat-major général avait donné sa démission. L'armée métropolitaine n'obéit plus. La police n'est pas sûre. Le débat du lundi de Pentecôte sur la levée de l'immunité parlementaire du député de la Corse, M. Pascal Arrighi, entraîne la défection de la droite, divisée lors du vote de l'état d'urgence. L'insurrection menace de s'étendre au sud-ouest et au midi. M. Mollet adresse une lettre au Général de Gaulle pour qu'il enjoigne aux militaires de rentrer dans la légalité. M. Pflimlin le reçoit en grand mystère. Convaincu que seul de Gaulle peut épargner à la nation la guerre civile, il se résout à choir en abordant un obstacle – vote sur un projet de résolution de réforme institutionnelle, requérant la majorité absolue – qu'il a rendu infranchissable en rejetant d'avance les suffrages communistes. Le retrait des trois ministres indépendants fournit un motif supplémentaire de démission. Entre-temps, le Général de Gaulle avait annoncé qu'il avait «entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un Gouvernement républicain».

Le 28 mai, le Gouvernement autorise à l'instigation des socialistes, au mépris des dispositions sur l'état d'urgence, un défilé qui s'étendra sur quatre heures et groupera quelque 200'000 participants.

Ce rassemblement des forces républicaines, auquel les communistes n'ont pas été invités, mais dans lequel ils se sont infiltrés en masse, rend confiance aux députés socialistes, ébranlés par leur secrétaire général Guy Mollet, par les syndicalistes de Force Ouvrière opposés au Front populaire, par la menace de guerre civile. Radicaux valoisiens, avec Mendès France, UDSR avec Mitterrand, socialistes se sont coudoyés dans un grand défilé fraternel.

A l'aube du 30 mai, la journée la plus dramatique, le front de la gauche s'est donc durci. «Le fascisme ne passera pas». C'est dans ces dispositions qu'est accueillie la déclaration du Président de la République. L'heure est solennelle: de l'alternative qu'offre M. René Coty – appeler le Général de Gaulle ou démissionner – la gauche paraît choisir la deuxième éventualité. Témoin de la violence des passions sur les bancs de l'Assemblée, je sors très impressionné du Palais Bourbon. Mais un fait nouveau se produit: la publication de l'échange de lettres entre M. Vincent Auriol, ancien Président de la République, socialiste, et le Général de Gaulle, révèle sans ambiguïté la volonté de celui-ci d'agir par la voie légale et de «rétablir la discipline dans l'Etat, notamment du côté militaire». Cette profession de foi dans la légalité républicaine, plus que la menace d'anarchie et de guerre civile, entame la rigidité des socialistes qui rêvaient d'être dignes de Léon Blum et des 80 députés opposant leur non à Laval le

10 juillet 1940, à Vichy, et craignaient d'abandonner aux seuls communistes la palme de l'antifascisme. Dès lors, les contours d'un Gouvernement de Gaulle se dessinent. M. Coty engage la procédure extraordinaire réclamée par le Général, en déchargeant le Président du Conseil pressenti de l'accomplissement des rites auprès des groupes. Faisant preuve d'une souplesse qu'on ne lui soupçonnait pas, de Gaulle prend la relève en accueillant à son tour les porte-parole des groupes. Il se présente devant l'Assemblée, assuré de son investiture.

Peu de chaleur dans la salle, mais de la dignité. L'homme impressionne. Il est écouté dans le plus grand silence. Après son départ, très conforme lui aux sentiments que le Général porte à l'Assemblée, le Parlement reprend son visage. Mendès France, Mitterrand, Pierre Cot déploient leur éloquence pour expliquer le vote négatif qu'ils vont déposer. Les partisans sont plus ternes. Mais les jeux sont faits.

Du scrutin, je retiendrai un élément troublant: une faible majorité de socialistes, et une forte minorité de radicaux valoisiens, se sont prononcés contre de Gaulle. Ils ont marqué leur position pour l'éventualité d'un futur Front populaire.

La composition du Ministère est un compromis entre les nécessités du «système» et l'attachement du Général à ses fidèles. La présence de MM. Mollet et Pflimlin ne peut qu'indisposer Alger, de même que l'absence d'un Soustelle, d'un Bidault. Le Ministère de l'Algérie, position-clé, est en revanche attribué à un socialiste de la ligne Lacoste, Max Lejeune.

Trois Gaullistes connus aux Affaires étrangères, à la Justice et sans doute à l'Information: Couve de Murville, Debré, Malraux. Pinay aux Finances, antigaulliste rallié par nécessité, donne la mesure de la crise financière. Enfin, des techniciens à l'Intérieur – Pelletier, préfet de la Seine – et à la Défense nationale – Guillaumat, délégué du Gouvernement au Commissariat à l'Energie atomique.

Ce dernier choix recoupe un renseignement que j'ai recueilli: le Gouvernement de Gaulle observerait ses engagements envers les institutions atlantique et européennes, à une réserve près: Euratom, qui limite par trop la souveraineté de la France dans le domaine atomique, sur le plan militaire notamment.[2]

Les pleins pouvoirs accordés pour six mois, assortis de la mise en vacances du Parlement, doivent permettre d'accomplir deux tâches: placer les relations entre la France et les territoires d'Outre-Mer, Algérie comprise, dans un contexte d'association, et réformer les institutions en vue d'une meilleure division des pouvoirs. Le pays sera appelé à se prononcer par voie de référendum. A cet effet, les Chambres sont appelées à se dessaisir des prérogatives que leur conférait l'art. 90 de la Constitution.

Dans l'immédiat, je bornerai mes réflexions au seul conflit franco-algérien. De Gaulle a été appelé au pouvoir pour le régler. On préférerait dire pour l'arbitrer, si l'abus qu'Alger a fait de son nom, si l'équivoque de son attitude initiale et si la tiédeur du pays n'avaient pas fait obstacle à ce rôle supérieur.

---

2. *Annotation dans la marge:* A l'égard de cette institution, il est possible que la France cherche à regagner une certaine liberté d'action.

Les parties au conflit sont le Parlement français, pouvoir légal mais momentanément impuissant, et le Comité de Salut public, pouvoir usurpé, mais incontesté dans les faits. Un témoin en apparence assez désintéressé: le pays, auquel on prête la volonté «que ça change», mais qui tout au long de la crise ne s'est pas départi de son calme. Cette attitude, selon l'observateur, sera qualifiée de maturité ou d'indifférence, comme si la crainte de l'aventure au vu du plein emploi et de la sécurité sociale s'était conjuguée avec le désintéressement de la chose publique.

Le Parlement si décrié, si honni, s'est tiré de l'épreuve mieux qu'on ne l'aurait imaginé. Une sorte de frisson républicain l'a parcouru, qui s'est propagé dans la nation. De l'autre côté de la Méditerranée, une province à régime paternaliste, rappelant un peu le sud des Etats-Unis avant la sécession, inclinant par goût et par besoin aux solutions d'autorité. Ce climat roboratif pour toute force de l'ordre allait procurer à l'armée française, massée en Algérie pour la lutte contre la rébellion, une cohésion et une unité de doctrine que les humiliations, les déboires, ainsi que le mécontentement des cadres n'auraient jamais suffi à lui donner. L'osmose entre le fer de lance de l'armée, Massu et ses parachutistes, et les ultras, s'opéra sans peine le 13 mai. L'«Algérie française» était devenue le catalyseur des adversaires de la IVe République. L'Algérie insurgée a projeté en de Gaulle toutes ses aspirations: balayer le régime parlementaire, constituer un gouvernement de salut public, mener une politique de force en Afrique du Nord, intégrer l'Algérie à la France. Les déceptions que le Général va devoir infliger vont faire crier à la trahison. Les réactions à un réveil brutal pourraient être d'autant plus vives que l'euphorie a été plus complète. Voici ce qu'un compatriote de Bône écrit à M. Keller, qui avait eu l'occasion d'apprécier la pondération de son jugement:

«L'impression que donne actuellement l'Algérie est magnifique et il semble que le mouvement qui s'est développé depuis une dizaine de jours ait réellement recréé une union quasi fraternelle entre les deux communautés française et musulmane, encore si divisées il y a seulement quinze jours.»

«Chacun entrevoit avec joie la fin du cauchemar qui dure depuis plus de trois mois.»[3]

---

3. *Sur la visite des colonies suisses d'Algérie entreprise par R. Keller dans la première moitié de décembre 1957, cf.* E 2200.73(-)1973/142/2.

7

E 2800(-)1967/59/96
[DoDiS-14420]

L'Ambassadeur de Suisse à Moscou, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

R Moscou, 3 juin 1958

Le séjour que fait actuellement à Moscou le corps de ballets de l'Opéra de Paris (séjour qui coïncide d'ailleurs avec la tournée à Paris des ballets du Bolchoï) me donne l'occasion de vous faire un rapport sur les relations culturelles de l'URSS avec l'étranger. Je ne comprendrai sous ce terme que les pays non-communistes.

Chaque trimestre, depuis un an, j'envoie à la Division des Organisations internationales une liste des manifestations culturelles étrangères à Moscou (récitals, concerts, expositions, missions scientifiques et techniques etc.) ainsi que des manifestations soviétiques à l'étranger[1]. Cette liste vous convaincrait qu'il n'est aujourd'hui pour ainsi dire aucun pays qui n'entretienne des relations dans ce domaine avec l'URSS.

J'aimerais relever de suite que ces manifestations ne rentrent jamais dans le cadre d'un accord culturel. Tous les pays occidentaux ont en effet évité, après les expériences médiocres de l'après-guerre, de se lier de façon rigide et pour un temps prolongé dans un domaine aussi délicat. Ce que, sous le nom d'accords culturels, la France et les USA ont signé ces derniers mois avec l'URSS sont en réalité de simples programmes généraux d'échanges, établis pour un ou deux ans seulement, et dont chaque point devra faire l'objet d'un accord ultérieur plus précis. Si je souligne ce point, c'est pour montrer que le slogan «pas de relations sans accord culturel» n'a plus cours aujourd'hui. L'attitude traditionnellement négative que l'on a dans notre pays à l'égard des accords culturels n'a donc aucune importance ici. S'entendre sur un programme général est d'ailleurs tout sauf indispensable puisque, à ma connaissance, seuls la France et les USA ont recours à ce procédé. Voilà pour l'aspect technique du problème.

L'on répète fréquemment que le fait de venir en URSS pour des motifs d'ordre culturel porte préjudice à l'intéressé qui voudrait se rendre ensuite aux USA. Cet argument n'a plus de portée aujourd'hui où les USA eux-mêmes ont établi avec l'URSS des relations culturelles étendues. Le Directeur de l'Opéra, M. Hirsch, vient de me confirmer ce point. Selon lui, les Américains ne font plus de difficultés en pareils cas. Son corps de ballets ou tout autre groupement artistique français pourrait se rendre aux USA à son retour d'URSS. Au surplus, les soupçons politiques que l'on pouvait avoir envers ceux qui – par la faute de l'état actuel de nos relations avec l'URSS – n'avaient pas d'autre moyen de se faire connaître ici que de s'y introduire par le canal de la société Suisse-URSS, n'auront plus aucun fondement le jour où ces relations se feront avec le consentement des autorités fédérales, voire avec leur appui.

1. *Pour ces listes, cf.* E 2003(A)1971/44/119.

L'URSS attache une importance aux échanges culturels que l'on a peine à réaliser chez nous. Des mobiles politiques ne suffisent pas à expliquer ce phénomène. Les dirigeants de ce pays ne sont pas si naïfs que d'espérer rallier ainsi des partisans politiques. Par ailleurs la venue ici d'un étranger représente un danger certain pour l'éducation orthodoxe du public soviétique. En réalité l'URSS désire simplement se faire connaître. Elle souffre d'un curieux complexe d'infériorité et éprouve vivement le besoin de montrer au monde de quoi elle est capable aujourd'hui. Je conviens que l'extension faite actuellement au terme «culture» peut conférer un aspect politique à certaines manifestations – mais il serait facile d'éliminer ces dernières de nos échanges.

Les relations culturelles sont de deux espèces. Il y a les manifestations de masse, assez spectaculaires, mais qui ne créent aucun contact direct entre étrangers et Soviétiques (manifestations sportives, concerts, tournées théâtrales, films, etc.). Il y a aussi les échanges qui se font à l'insu de la presse et du public, mais permettent de se familiariser avec la pensée et les méthodes de travail d'autrui, telles les missions techniques et scientifiques, etc.

Si l'on tient pour impossible l'établissement de relations culturelles relevant de la première catégorie étant donné l'état actuel de l'opinion suisse (et encore, une très large partie de cette opinion serait, j'en suis certain, heureuse de participer à de tels échanges, surtout le jour où elle cesserait d'être frappée d'ostracisme) ne pourrait-on pas commencer discrètement par la seconde?

Ici, n'importe quel échange culturel est important. La curiosité pour tout ce qui vient de l'étranger est immense. L'on a peine à s'imaginer les foules que déplace la moindre exposition étrangère. L'écho est toujours considérable.

L'Occident a selon moi tout intérêt d'encourager le dégel de l'opinion, la libération de l'intelligence qui cherche si désespérément à se frayer un chemin. Il faut assister aux ovations du public lors des concerts du pianiste américain Van Cliburn de l'orchestre philharmonique de Philadelphie ou ces jours-ci aux représentations des ballets de l'Opéra de Paris pour comprendre cette curiosité, inassouvie encore, des Soviétiques et leur prédisposition à accueillir favorablement toutes les manifestations culturelles venant de l'étranger. Des artistes et des savants suisses seraient applaudis à l'égal des autres, sinon davantage car, je dois le répéter, ce peuple éprouve une réelle sympathie pour notre pays. La condition est toutefois que nous présentions des manifestations (et je pense surtout aux domaines musical et scientifique) d'un niveau très élevé, car le public ici est remarquablement cultivé; la comparaison qu'il aura fatalement tendance à faire ne doit pas être défavorable à notre pays et il n'aime pas être traité comme un public de province.

Les relations culturelles sont actuellement le seul moyen dont l'Occident dispose pour pouvoir donner de lui-même une image au public soviétique qui ne soit pas déformée. Pour l'intelligentsia, les étudiants ou encore l'homme de la rue, ces manifestations auxquelles il assiste ou dont il entend parler sont les seuls éléments lui permettant de se représenter l'Occident. Tant que nous continuerons à boycotter l'URSS, le Soviétique, faute d'éléments, ne pourra tout simplement pas faire figurer la Suisse dans son tableau – sinon précisément avec les éléments tendancieux que lui apportent nos communistes et

leur propagande. Nous sommes en train de perdre ici le capital que la Suisse culturelle s'est accumulé pendant des années.

Pour nous qui, conformément à notre politique, entendons entretenir des relations normales avec tous les pays, établir des rapports culturels avec l'URSS ne représente aucune démarche insolite – infiniment moins insolite en tout cas que de la part des USA ou d'un quelconque membre du Pacte atlantique. C'est même une démarche absolument normale, les relations culturelles faisant partie intégrante aujourd'hui des relations internationales.

J'ajoute enfin que cette normalisation faciliterait grandement ma tâche ici dans tous les autres domaines. Il suffit de signaler le nombre d'intellectuels soviétiques que connaissent certains de mes collègues grâce aux relations culturelles qui existent entre l'URSS et leur pays.

8

E 2001(E)1980/83/515
[DoDiS-14887]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Überblick über die schweizerisch-italienischen Beziehungen. Stand Ende Mai 1958

CR Bern, 4. Juni 1958

Italienische Begehren

1. Familienzulagen für in der Schweiz angestellte italienische Landwirtschaftsarbeiter.

Nach Veröffentlichung der Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung zum Entwurf eines Bundesgesetzes betreffend die Änderung des Bundesgesetzes über die Familienzulagen für landwirtschaftliche Arbeitnehmer und Bergbauern vom 5. April 1957[2] wandte sich Herr Botschafter Coppini an Herrn Bundesrat Etter mit dem Begehren, die Familienzulagen seien auch den italienischen Landwirtschaftsarbeitern zu gewähren. Die Angelegenheit kam in der Kommissionssitzung des Nationalrats, welche die genannte Botschaft beriet, zur Sprache und stiess dort auf grossen Widerstand. Herr Bundesrat Etter vertrat den Standpunkt, der Einbezug der italienischen Arbeiter dürfte unter Umständen in Betracht gezogen werden, wenn von den Italienern etwas eingehandelt werden könne. Die Kommission fürchtete jedoch, dass eine positive Stellungnahme Rückwirkungen auf das Bauarbeiter- und andere Gewerbe haben könnte und sprach sich dagegen aus.

Vom finanziellen Standpunkt aus gesehen, brächte eine Annahme des italienischen Begehrens zusätzliche jährliche Auslagen in der Höhe von 5–8 Millio-

1. *Diese Notiz wurde von H. Cramer verfasst.*
2. *Vgl. BBl. 1957, Bd. 1, S. 1045–1066.*

nen Schweizerfranken mit sich. 90% dieses Betrages wären von der öffentlichen Hand (2/3 Bund, 1/3 Kantone) zu tragen, 10% von den Arbeitnehmern.

Das Bundesamt für Sozialversicherung wäre an und für sich nicht abgeneigt, Italien hier entgegenzukommen.

2. Übergangsrenten der AHV.

Italienischerseits wird gewünscht, dass in der Schweiz lebende Italiener, die 1949 65 Jahre alt oder älter waren, in den Genuss der Übergangsrenten gelangen. Nach Schätzung des Bundesamtes für Sozialversicherung würden gegenwärtig rund 1000 Personen in den Genuss dieser Renten einbezogen. Die finanzielle Belastung der AHV betrüge ungefähr 1 Million Franken, pro Jahr, würde jedoch rasch zurückgehen.

3. Obligatorische Krankenversicherung für in der Schweiz arbeitende Hotelangestellte.

Botschafter Coppini unterbreitete dieses Problem Herrn Bundesrat Etter Ende 1956. Damals wurde ihm geantwortet, von Bundes wegen könne auf diesem Gebiet nicht einheitlich durchgegriffen werden, da hierzu die Rechtsgrundlage fehle.

Ab 1. Januar 1958 ist nun zwischen dem Schweizerischen Hotelierverein und der Betriebskrankenkasse ein Vertrag in Kraft getreten, der dem Hotelangestellten die Möglichkeit gibt, sich auf freiwilliger Basis gegen die Folgen von Krankheiten zu versichern. Das Vertragswerk, das von verschiedenen Stellen, insbesondere Krankenkassen angegriffen wird, dürfte die in Frage kommenden Hotelangestellten erst nach einer gewissen Zeit erfassen: Auf kantonalem Gebiet sind Bestrebungen im Gange, die obligatorische Krankenversicherung für alle ausländischen Arbeitnehmer einzuführen. Der Kanton Luzern hat bereits eine entsprechende Gesetzgebung in Kraft gesetzt. Graubünden und Baselland bereiten dieselbe vor.

Schweizerische Begehren

1. Fürsorgeabkommen.

Die Unterstützung bedürftiger Italiener in der Schweiz und bedürftiger Schweizerbürger in Italien ist unbefriedigend geregelt. Gemäss einem Notenaustausch vom 6./15. Oktober 1875[3] verpflichteten sich die beiden Staaten lediglich, mittellose Angehörige des andern Landes, die wegen physischer oder psychischer Krankheit der Hilfe und ärztlichen Pflege bedürfen, gleich den eigenen notleidenden Angehörigen zu behandeln, und zwar so lange, bis ihre Heimkehr ohne Gefahr möglich ist. Ersatz für die Kosten dieser Hilfeleistung kann gegenüber dem Heimatstaat nicht verlangt werden. Ist die Hilfsbedürftigkeit auf einen andern Grund zurückzuführen, so sind die Behörden durch keine vertraglichen Bestimmungen gebunden, Hilfe zu leisten.

Diese ungenügende Regelung ist in der Schweizerischen Öffentlichkeit mehrmals kritisiert worden. Anlässlich der Behandlung des Geschäftsberichtes

3. *Vgl. BBl., 1875, Bd. 4, S. 522–524.*

des Justiz- und Polizeidepartements ersuchte 1957 der Referent den Bundesrat, nach einer besseren Lösung zu trachten. Während der Behandlung des schweizerisch-österreichischen Fürsorgevertrages im Ständerat verlangte Herr Tschudi die Regelung der schweizerisch-italienischen Fürsorgebeziehungen.

Die Frage der Unterstützung der beiderseitigen Staatsangehörigen wurde bereits 1934 anlässlich der schweizerisch-italienischen Verhandlungen über die Lage der Schweizerbürger in Italien besprochen[4]; damals konnte keine Verständigkeit erzielt werden. Die Besprechungen werden bis 1939 fortgeführt; der Krieg zerriss alle weiteren Verhandlungen.

Die Schweiz hat 1931 mit Frankreich ein Fürsorgeabkommen[5] abgeschlossen, das immer noch in Kraft steht und sich bewährt hat. 1952 sind die entsprechenden Fragen auch mit der Bundesrepublik Deutschland[6] geregelt worden. Gemäss diesen Vereinbarungen sind die Angehörigen des andern Staates im gleichen Rahmen und nach den gleichen Grundsätzen zu unterstützen wie die eigenen Angehörigen. Für die ersten 30 Tage der Unterstützungsbedürftigkeit trägt der Wohnstaat die Kosten. Für alle weiteren Aufwendungen hat der Heimatstaat Ersatz zu leisten. Die Frage der Heimschaffung ist ebenfalls geregelt. Kürzlich hat die Schweiz auch mit Österreich einen entsprechenden Vertrag[7] abgeschlossen, der aber vom österreichischen Parlament noch nicht ratifiziert wurde.

Die Unterstützung von hilfsbedürftigen Italienern in der Schweiz ist wegen ihrer grossen Zahl für die Kantone von Bedeutung. *Die Regelung dieser Frage ist deshalb vom schweizerischen Standpunkt aus gesehen wichtig und dringlich.*

Unsere Botschaft in Rom wurde im März[8] beauftragt, bei den italienischen Behörden Sondierungen vorzunehmen. Dabei brachte man den Italienern zur Kenntnis, dass die Schweiz die Vereinbarung von 1875 gerne durch ein neues Abkommen ersetzen möchte, welches einen ähnlichen Inhalt hätte, wie die mit den andern Nachbarstaaten abgeschlossenen Abkommen. Die erste italienische Reaktion gegenüber unserem Ansinnen war eher positiv. Immerhin ist sehr zu bezweifeln, dass Italien schlussendlich keine Einwendungen gegen den Grundsatz der Kostenvergütung, wie er in den andern Abkommen ausgestaltet wurde, zu machen hat. Aller Wahrscheinlichkeit nahe könnte ein Fürsorgeabkommen mit Italien nur unter Dach gebracht werden, wenn den Italienern auf einem andern Gebiet eine Konzession gemacht wird.

2. Doppelbesteuerungsabkommen.

Wir versuchen seit vielen Jahren, mit Italien ein Doppelbesteuerungsabkommen abzuschliessen. Die letzten Verhandlungen fanden im April 1957[9] statt. Damals suchte man eine Lösung für die Dividenden- und Lizenzbesteuerun-

---

4. *Vgl. DDS, Bd. 11, Nr. 24 und Beilage.*
5. *Vgl. BBl., 1932, Bd. 1, S. 585–593.*
6. *Vgl. BBl., 1952, Bd. 3, S. 85–93.*
7. *Dieses Abkommen, welches am 5. Juni 1957 abgeschlossen wurde, trat nie in Kraft (keine Ratifikation).*
8. *Nicht im März, sondern im Februar. Vgl. das Schreiben von M. Feldmann an A. Escher vom 21. Februar 1958,* E 2001(E)1972/33/74.
9. *Vgl.* E 2001(E)1972/33/234 *und* 235.

gen. Die entsprechenden italienischen Vorschläge waren in dieser Beziehung ungenügend[10].

Die Lage stellt sich heute so dar, als auf technischer Ebene darüber kein befriedigendes Abkommen zustande gebracht werden kann. Damit die schweizerischen Begehren durchdringen, müssten Impulse von wirtschaftlicher oder politischer Seite kommen, mit anderen Worten wäre das Problem mit einem italienischen Begehren in Zusammenhang zu bringen.

Die Abklärung der schweizerischen Desiderata und Aufstellung eines schweizerischen Abkommensvorschlages sind im Gang.

Verschiedenes

1. *Auf handelspolitischem Gebiet* ist festzustellen, dass das leidige Problem der Patentierbarkeit pharmazeutischer Verfahren in Italien immer noch keiner Lösung entgegengebracht werden konnte[11]. Trotzdem gewisse Anzeichen bestanden, dass auf diesem Gebiet in naher Zukunft etwas geschehe, ist dem italienischen Parlament bis heute kein Gesetzesentwurf vorgelegt worden, der diese Frage regeln würde. Mehr als einen Druck können wir sowie die andern interessierten Staaten auf diesem Gebiet gegenüber Italien nicht ausüben, da wir uns zu hüten haben, uns dem Vorwurf der Einmischung in innere Angelegenheiten des Landes auszusetzen.

Anderseits sind nach den letzten schweizerisch-italienischen Handelsbesprechungen, die vom 3. bis 8. März 1958[12] in Rom stattfanden, keine eigentlichen Begehren mehr vorhanden. Einige Fragen geringerer Bedeutung konnten bisher nicht gelöst werden (z. B. Fontinakäse).

2. Auf dem *Gebiete des Finanzverkehrs* sind keine schweizerischen Desiderata vorhanden.

3. Auf dem Sektor der *grenznachbarlichen Beziehungen* sind gewisse Fragen ungelöst:

a) Tunnel unter dem St. Bernhard[13]; Ratifikation des Abkommens;

b) Grenzkorrektion in Ponte Tresa[14];

c) vollständige Internationalisierung des Bahnhofs Domodossola, unter Ausschaltung von Brig als Grenzstation (italienisches Begehren);

d) *Campione.* 1947 wurde zwischen den beiden Ländern eine Vereinbarung inbezug auf die Konzessionserteilung an das Spielkasino Campione abge-

---

10. *Vgl. das Protokoll* Conférence du 9 avril 1958, à Berne, entre la délégation suisse et des représentants des milieux industriels et commerciaux suisses *vom 11. Mai 1958,* E 2001(E)1976/17/503 (DoDiS-14924).

11. *Zu dieser Angelegenheit vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 69. Siehe auch das* Protokoll über die Besprechung vom 3. Juli 1956 betreffend Patentierung von Herstellungsverfahren für pharmazeutische Spezialitäten in Italien *vom 3. Juli 1956,* E 2001(E)1970/217/474 (DoDiS-12079).

12. *Es handelte sich um Zolltarifverhandlungen. Vgl.* E 7110(-)1970/113/102. *Für eine Zusammenfassung vgl. die Notiz* Italien *vom 27. November 1958, ibid.* (DoDiS-14926).

13. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 18* (DoDiS-11534). *Siehe auch das Schreiben von S. Gonard an J. Annasohn vom 12. Juli 1960,* E 5560(C)1975/46/60 (DoDiS-14906).

14. *Vgl.* E 2001(E)1972/33/61.

schlossen[15]. Danach darf die Konzession, die bekanntlich Einschränkungen für die Teilnahme von Schweizern an den Glücksspielen enthält, nicht erneuert werden, ohne dass das Einverständnis der schweizerischen Regierung vorliegt. In den letzten Monaten sind von der hiesigen Italienischen Botschaft Sondierungen bei den Bundesbehörden unternommen worden über eine eventuelle Revision der Vereinbarung von 1947[16]. Die Italiener sind gebeten worden, ihre Vorschläge schriftlich zu formulieren. Ein entsprechendes Memorandum ist uns zugekommen und wird gegenwärtig geprüft.

e) Grenzkontrolle in den Zügen auf der Strecke Chiasso-Como. Die Schweiz ist im Begriffe, mit Italien eine Vereinbarung abzuschliessen, um die Zugsabfertigung am Grenzbahnhof Chiasso, später auch an andern Grenzbahnhöfen (z. B. Luino) zu beschleunigen. Im Falle der Gotthardlinie wird die Schweiz durch diese Vereinbarung den italienischen Zöllnern das Recht einräumen, ihre Tätigkeit auch auf Schweizerboden auszuüben. Die Reziprozität für andere Grenzübergänge (die Tätigkeit vom schweizerischen Zöllnern auf italienischem Boden) wird jedoch verlangt. Die Vereinbarung sollte wenn immer möglich in naher Zukunft in Kraft treten.

Diese Probleme sollten jedoch, vielleicht mit Ausnahme des Falles Campione, nicht aus ihrem Zusammenhang herausgerissen und nicht als Gegenpartie für anders geartete italienische Begehren herangezogen werden.

4. *Verletzung der schweizerischen Souveränität.* Hier ist auf die Angelegenheit des Schweizerbürgers Paul Wyss[17] hinzuweisen, der von den italienischen Polizeibehörden über die Grenze nach Italien gelockt wurde, um dort verhaftet zu werden. Unsere Botschaft in Rom ist beauftragt, gegen diese Machenschaften Protest zu erheben und einen Schadenersatzanspruch geltend zu machen.

Schweizerische Kriegsschäden in Italien

1. Allgemeines.

Auf Grund des italienischen Gesetzes über Wiedergutmachung von Kriegsschäden vom 28. September 1940 ist es im Herbst 1941 im Rahmen von Wirtschaftsverhandlungen gelungen, ein Gegenrechtsabkommen abzuschliessen. Dieses wurde aber von Italien nicht ratifiziert, da die angebotene Reziprozität – (Neutralitätsverletzungsschäden) als ungenügend erachtet wurde und zudem die Schweiz einem italienischem Darlehensgesuch nicht entsprechen konnte.

Nach dem Sturz des Faschismus intervenierte unsere Gesandtschaft in Rom wiederholt, um in Sachen Kriegsschäden[18] für die Schweizer das «traitement national» zu erhalten. Italien lehnte ab.

---

15. *Vgl. insbesondere der Bericht* Zahlungsverkehr mit Campione *vom 17. Februar 1953,* E 2001(E)1969/121/56 (DoDIS-8928).

16. *Vgl.* E 2001(E)1972/33/56 *und* E 2001(E)1976/17/498.

17. *Vgl.* E 2001(E)1972/33/210.

18. *Vgl.* E 2200.19(-)1969/46/17 *und* E 2001(E)1970/217/244. *Siehe auch DDS, Bd. 20, Nr. 69* (DoDIS-11479).

1947 führte Italien eine einmalige ausserordentliche Vermögenssteuer ein. Von dieser Steuer werden die Angehörigen der Vereinigten Nationen gemäss Art. 78 des Friedensvertrages befreit. Die Schweiz verlangte auf Grund der, im Niederlassungsvertrag enthaltenen Meistbegünstigungsklausel ebenfalls Befreiung unter gleichzeitigem Hinweis, dass die Schweizer in Italien (natürliche und juristische Personen) von der Kriegsschädenwiedergutmachung nach italienischem Gesetz ausgeschlossen sind. Italien lehnte ab. Unsere Gesandtschaft versuchte daher, durch eine Gegenrechtserklärung die stossendsten Fälle der Vermögensbesteuerung von in der Schweiz domizilierten Personen und Gesellschaften auszuschliessen. Italien erklärte, dass eine derartige Regelung nur im Rahmen des unter Ziff. 2 (schweizerische Begehren) erwähnten Doppelbesteuerungsabkommens getroffen werden könnte[19].

Anlässlich von Doppelbesteuerungsverhandlungen im Oktober 1950 beantragte die Schweizerische Delegation für unsere Mitbürger Befreiung von der Vermögenssteuer. Dieses Begehren wurde von Italien mit der Begründung abgelehnt, dass die Meistbegünstigungsklausel hier nicht spielen könne, weil Italien die Befreiung der Angehörigen der Vereinigten Nationen durch Schiedsspruch aufgezwungen worden sei. Falls die Schweiz auf der Befreiung beharre, müsse sie ebenfalls einen Schiedsspruch provozieren. Im Verlaufe der Verhandlungen gelang es uns, wenigstens gewisse Steuererleichterungen für Italienschweizer durchzubringen, weil unsererseits immer wieder betont wurde, dass unsere Mitbürger in Italien von der Kriegsschädenwiedergutmachung ausgeschlossen sind. Die italienischen Konzessionen blieben aber für Bern ungenügend und Italien wurde unter Druck gesetzt, indem die Inkraftsetzung des italienisch-schweizerischen Sozialversicherungsabkommens hinausgeschoben wurde, bis sich Italien bereit erklärte, die Angelegenheit der Schiedskommission zu unterbreiten.

Im Jahre 1953 erliess Italien ein neues Kriegsschädenwiedergutmachungsgesetz, das wiederum nur für italienische Staatsangehörige Anwendung hatte. Das Gesetz umschrieb als Kriegsschäden nicht nur diejenigen im engeren Sinne, sondern auch die völkerrechtswidrigen. Unsere Gesandtschaft intervenierte beim Aussenministerium und machte geltend, dass für völkerrechtswidrige Schäden das Völkerrecht Geltung habe und dass sie alle Vorbehalte mache, falls Italien sich auf Grund dieses Gesetzes seinen völkerrechtlichen Verpflichtungen entziehen wollte. Die italienische Antwort lautete, dass das Gesetz ausländischen Staatsangehörigen die Möglichkeit nicht entziehe, Wiedergutmachungsverfahren einzuleiten, falls diese auf dem ordentlichen Recht basierten. Weder damals noch während der Wirtschaftsverhandlungen im Herbst 1953 wurde der Abschluss eines Gegenrechtsabkommens für Kriegsschäden gefordert, weil die Kriegsschädenfrage schon allzusehr mit der Vermögenssteuer verkoppelt worden war.

Das für die Vermögenssteuer eingeleitete Schiedsverfahren verlief für die Schweiz ungünstig, weil die Kommission den schweizerischen Standpunkt hinsichtlich der Meistbegünstigungsklausel nicht schützte. Immerhin schien der von der Kommission vorgeschlagene Kompromiss, der zum Teil auf Billigkeits-

19. *Zur gesamten Angelegenheit vgl. DDS, Bd. 19, Nr. 65* (DoDiS-8942).

gründen beruhte, der Schweiz annehmbar. Er kam unter anderem zustande, weil die Steuer in verschiedenen Punkten die ebenfalls im Niederlassungsvertrag stipulierte Gleichbehandlung nicht respektierte. Er umfasste:

a) natürliche Personen schweizerischer Staatszugehörigkeit;

b) in der Schweiz nach schweizerischem Recht errichtete Personengesellschaften;

c) nach schweizerischem Recht errichtete Kapitalgesellschaften und andere juristische Personen mit Sitz in der Schweiz.

Was die für a) erreichten Erleichterungen betrifft, wurden diese zugestanden, weil die Italienschweizer von der Kriegsschädenwiedergutmachung nach italienischem Recht ausgeschlossen sind.

Als im Sommer 1955 mit Italien Verhandlungen über ein Darlehen von 200 Millionen Franken[20] geführt wurden, stellte die Schweiz u. a. folgende Bedingungen:

1. Wiederaufnahme der Doppelbesteuerungsverhandlungen;

2. Globalabfindung für gewisse Requisitionsschäden.

Auch bei dieser Gelegenheit wurde schweizerischerseits unterlassen, ein Gegenrechtsabkommen in Sachen Kriegsschädenwiedergutmachung zu fordern.

Die Verhandlungen über die Vermögenssteuer haben somit den Abschluss eines solchen Gegenrechtsabkommens sehr stark kompromittiert. Ohne ganz gewichtige Gegenleistungen ist u. E. nicht zu erwarten, dass sich Italien zum Abschluss eines Gegenrechtsabkommens in Sachen Kriegsschäden bereit erklären wird.

2. *Problem der nach italienischem Recht in Italien errichteten Kapitalgesellschaften mit mehrheitlich schweizerischer Beteiligung*

Wie vorstehend unter Ziff. l erwähnt, ist das Problem vom Jahre 1947 an, mit der ausserordentlichen italienischen Vermögenssteuer verkoppelt worden. Der Schiedsspruch über die Vermögenssteuer liess die nach italienischem Recht in Italien errichteten Kapitalgesellschaften mit mehrheitlich schweizerischer Beteiligung, die nach Völkerrecht als schweizerisch betrachtet werden dürfen, unberührt. Bei den langjährigen Verhandlungen über die Vermögenssteuer stellte sich Italien von allem Anfang an und bis zur Schiedskommission auf den Standpunkt, dass diese juristischen Personen italienische Gesellschaften seien und daher unter die für diese Kategorie vorgesehenen steuerlichen Bestimmungen fallen. Nachdem dieser Standpunkt bekannt war, haben Gesellschaften, die Kriegsschäden erlitten haben, versucht, Wiedergutmachung nach italienischem Recht zu erhalten. Ihre Gesuche sind aber abgewiesen worden, nachdem die zuständigen italienischen Behörden von der Staatsadvokatur Rechtsgutachten erhalten hatten, wonach ausländisch beherrschten, aber nach italienischem Recht konstituierten Gesellschaften keine Kriegsschädenentschädigung zugesprochen werden könne. Unsere Botschaft in Rom hat uns diese Gutachten mit Schreiben vom 28. Februar 1957[21] zugestellt.

---

20. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 69* (DoDIS-11479).

21. *Vgl. das Schreiben von A. Escher an R. Kohli vom 28. Februar 1957,* E 2001(E) 1970/217/244.

Die Gesellschaften sollten von den italienischen Behörden einheitlich entweder als ausländische oder als italienische juristische Personen betrachtet werden; eine entsprechende Intervention zur Provozierung dieser Stellungnahme scheint vom rein rechtlichen Standpunkt aus gerechtfertigt. Hingegen bestehen andere Bedenken. Es ist schwer festzustellen, welches Ausmass die Kriegsschäden dieser Gesellschaften haben. Zudem ist anzunehmen, dass die meisten Gesellschaften durch die «Mutua»[22] gedeckt worden sind. Eine Intervention zu Gunsten der Gesellschaften würde früher oder später den interessierten Kreisen zur Kenntnis gebracht werden müssen, was unter den Schweizerkolonien in Italien sicherlich eine Welle der Entrüstung hervorrufen würde. Es wäre demnach noch zu prüfen, ob die Angelegenheit weiterverfolgt werden soll.

22. Società mutua svizzera di assicurazione danni di guerra, *gegründet 1943 von der schweizerischen Kolonie in Mailand. Dieser Gesellschaft wurde im August 1944 von der Eidgenossenschaft eine Garantieleistung gewährt. Vgl. BR-Prot. Nr. 1362 vom 9. August 1944,* E 1004.1(-)1000/9/448.

9

E 2003(A)1978/29/241
[DoDiS-15089]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Bestellung der Brennstoffelemente für den DIORIT-Schwerwasserreaktor

SG Bern, 9. Juli 1958

Gemäss Vertrag vom 23. April 1955[2] hat der Bund der Reaktor AG die Brennstoffelemente für den Schwerwasserreaktor zu liefern. Dafür wurden ursprünglich die in England bestellten sogenannten kurzen Springfieldelemente in Aussicht genommen, doch erwiesen sich diese infolge von Konstruktionsänderungen als nicht geeignet. Es wurde daher beschlossen, die Brennstoffelemente in Kanada auf Grund unseres Abkommens[3] mit diesem Lande zu bestellen. Die Reaktor AG wurde dementsprechend ermächtigt, diesbezüglich

1. *Diese Notiz für den Chef des Politischen Departements, M. Petitpierre, wurde von O. Zipfel unterzeichnet.*
2. *Vgl. den* Vertrag zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Reaktor AG betreffend die Errichtung und den Betrieb eines Atomreaktors *vom 23. April 1955,* E 8210(A)1992/30/21.
3. *Vgl. das* Abkommen über die Zusammenarbeit zwischen der schweizerischen und der kanadischen Regierung auf dem Gebiete der friedlichen Verwendung von Atomenergie *vom 6. März 1958 (Inkrafttreten: 7. Juli 1958), AS, 1958, S. 691, 694–700. Zur Frage dieses Abkommens vgl. die Schreiben von V. Nef an O. Zipfel vom 22. August 1956 und von V. Nef an M. Petitpierre vom 23. August 1957,* E 2003(A)1970/115/105 (DoDiS-11553 *und* DoDiS-11557) *und den Antrag des Politischen Departements vom 3. Februar 1958,* E 1004.1(-)1000/9/610 (DoDiS-11317).

Verhandlungen mit den kanadischen Behörden für die Lieferung von 6,6 t natürlichen langen Uranstäben mit Aluminium-Umhüllung und von 4 t blanken Uranstäben, die für den Exponentialversuch benötigt werden, aufzunehmen. Der Kaufvertrag ist indessen vom Bund, als Eigentümer dieser Brennstoffe, mit den kanadischen Behörden abzuschliessen.

Die kanadischen Behörden verlangen nun, als Voraussetzung für die Bestellungsannahme, die Zustimmung der schweizerischen Regierung zu einer Garantieverpflichtung des Bundes, die im Kaufvertrag aufzunehmen ist. Danach hat der Bund die kanadischen Behörden schadlos zu halten für irgendwelche Schadensforderungen, die gegen sie als Lieferantin der fraglichen Brennstoffe rechtswirksam geltend gemacht werden könnten. Gegen die ursprüngliche sehr allgemeine Formulierung dieser Klausel haben wir Bedenken geäussert, und es ist den Vorstellungen von Herrn Botschafter Nef in Ottawa gelungen, die kanadischen Behörden dazu zu bewegen, dass diese die Verschuldenshaftung für Vorsatz und Grobfahrlässigkeit übernehmen. Der Text der Klausel lautet nun wie folgt:

Englischer Originaltext

The Government of Switzerland shall indemnify and hold harmless the Government of Canada and Atomic Energy of Canada Limited against any and all liability (including third party liability) from any cause arising (otherwise than by reason of wilful default or gross negligence on the part of the Government of Canada or Atomic Energy of Canada Limited) out of the production or fabrication, the supply, the ownership or the possession or use of the DIORIT reactor fuel elements or the exponential experiment uranium slugs supplied under this contract after delivery to the Government of Switzerland or to any individual or private or state organization authorized by that Government.

Wörtliche deutsche Übersetzung

Die schweizerische Regierung wird die Regierung von Kanada und die Atomic Energy of Canada Limited entschädigen und schadlos halten für alle und jede Verantwortlichkeit (einschliesslich der Verantwortlichkeit gegenüber Dritten), die sich aus irgendwelchen Gründen (ausgenommen böswillige Absicht und Grobfahrlässigkeit von seiten der kanadischen Regierung oder der Atomic Energy of Canada Limited) bei der Produktion oder Fabrikation, der Lieferung oder aus dem Eigentum, dem Besitz oder der Verwendung der auf Grund dieses Vertrages gelieferten Brennstoffelemente für den DIORIT-Reaktor und der Uranstäbe für den Exponentialversuch nach der Ablieferung an die schweizerische Regierung oder an Einzelpersonen, private oder staatliche Organisationen, die von dieser Regierung dazu ermächtigt wurden, ergeben könnte.

Es stellt sich nun die Frage, ob der Bundesrat bereit ist, diese Garantieverpflichtung zu übernehmen und Herr Botschafter Nef ermächtigt werden kann, den kanadischen Behörden unsere Zustimmung dazu bekanntzugeben. Unser Entscheid in dieser Frage ist sehr dringend, da ein Teil der Brennstoffelemente bereits Ende August und der Rest vor Ende dieses Jahres zur Ablieferung gelangen sollte, weil sonst mit ernsthaften Verzögerungen im Bauprogramm der Reaktor AG zu rechnen wäre.

Die rechtliche Tragweite dieser Garantieverpflichtung lässt sich, insbesondere was die Haftung gegenüber Drittpersonen anbetrifft, nicht mit Bestimmtheit voraussagen. Im Falle eines Reaktorunfalles, der nachweisbar auf fehlerhafte Brennstoffelemente zurückzuführen ist, könnten Drittgeschädigte unter Umständen direkt Schadenersatzklage gegen den schuldbaren kanadischen Lieferanten beim zuständigen kanadischen Gericht führen, und der Bund hätte auf Grund der Klausel für die finanziellen Folgen einzustehen. Unabgeklärt ist, welches Recht der kanadische Richter in einem solchen Falle zur Anwendung bringen würde. Nach den Grundsätzen des internationalen Privatrechts wäre das Recht des Unfallortes, d. h. schweizerisches Recht anwendbar. Wir haben die kanadischen Behörden um ihre Ansichten zu diesem Punkt ersucht, doch machen diese geltend, dass es sich hierbei um Ermessensfragen des kanadischen Richters handle, zu denen sie nicht Stellung nehmen könnten. Es ist nicht ausgeschlossen, dass dieser nach dem kanadischen Recht bzw. der kanadischen Judikatur urteilen würde. Unter diesen Umständen müsste möglicherweise mit weitergehenden Schadenersatzurteilen gerechnet werden, als wenn schweizerisches Recht Anwendung fände. Insbesondere dürfte die in unserem Atomgesetz[4] vorgesehene Beschränkung der Verschuldenshaftung des Lieferanten vom kanadischen Richter (als gegen den Ordre public verstossend) nicht anerkannt werden. Der ganze Fragenkomplex der Lieferantenhaftung für Atommaterialien im internationalen Verkehr steht zur Zeit in Fachkreisen zur Diskussion. Es wird voraussichtlich einer internationalen Rechtsvereinbarung bedürfen, um eine klare Lösung dieser Haftungsprobleme herbeizuführen.

Nach Ansicht der Fachleute der Reaktor AG sind ernsthafte Gefahren bei den hier in Frage stehenden natürlichen Uranelementen sehr gering. Auch wird der Verschuldensnachweis des kanadischen Lieferanten im konkreten Falle, welcher das Rückgriffsrecht auf den Bund zur Voraussetzung hat, nicht leicht zu erbringen sein. Es handelt sich hierbei jedoch um eine grundsätzliche Frage[5], und die Zustimmung des Bundesrates zu dieser Klausel erscheint daher notwendig. Ein Antrag[6] für den Vertragsabschluss wird dem Bundesrat in der Folge unterbreitet werden müssen.

Es sei beigefügt, dass auch die englischen und amerikanischen Lieferanten von Uranbrennstoffen eine derartige Schadloshaltungserklärung der Rgierungen der Bezugsländer verlangen. Wir befinden uns also in einer Zwangslage, denn ohne Bundesgarantie ist die Beschaffung von Brennstoffen zur Zeit nicht möglich[7].

---

4. *Vgl. dazu die* Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend den Entwurf zu einem Bundesgesetzes über die friedliche Verwendung der Atomenergie und den Strahlenschutz *vom 8. Dezember 1958, BBl, 1958, Bd. II, S. 1521 ff.*

5. *Vgl. die Notiz von H. R. Zoelly für M. Petitpierre vom 14. Juli 1958, nicht abgedruckt* (DoDıS-15090).

6. *Vgl. den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 12. August 1958,* E 1001(-)1000/6/107.

7. *Am 12. September 1958 wurde der schweizerisch-kanadische Lieferungsvertrag für Brennstoffmaterial in Ottawa unterzeichnet, vgl. das Schreiben von V. Nef an O. Zipfel vom 12. September 1958 und die Pressemitteilung vom 15. September 1958,* E 2200.30(-)1978/63/26.

10

E 2800(-)1967/59/36
[DoDiS-16058]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'Ambassade de Suisse à Washington

T N° 84 Berne, 14 juillet 1958, 16 h

Votre 109[1]. Je vous fais envoyer par courrier la déclaration complète du Conseil fédéral sur l'armement atomique[2]. Déclaration motivée par controverses en Suisse sur l'opportunité doter l'armée suisse d'armes atomiques tactiques défensives[3]. Il s'agit de prise de position de principe selon laquelle si l'usage d'armes atomiques se généralise et si de telles armes peuvent être utilisées contre Suisse, celle-ci a volonté d'employer mêmes armes. Cela suppose naturellement que nous puissions en fabriquer ou nous en procurer. Pour le moment aucune démarche dans ce sens n'est envisagée. Spéculations seraient donc injustifiées. Le Conseil fédéral souhaite naturellement qu'un accord intervienne entre les puissances intéressées pour l'interdiction des armes atomiques et que l'éventualité qu'il a dû envisager ne se produise jamais.

---

1. *Cf. le télégramme de l'Ambassade de Suisse à Washington au Département politique du 12 juillet 1958, non reproduit.*
2. *Cf. la* Déclaration relative à l'acquisition d'armes atomiques pour notre armée *du 11 juillet 1958, non reproduite* (DoDiS-16065), *déclaration que le Conseil fédéral décide de communiquer à la presse le 11 juillet 1958, cf. PVCF N° 1208 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/615.1.
3. *Sur ces controverses, cf. PVCF-D du 27 juin 1958,* E 1003(-)1970/344/2 (R 3107)*, en particulier cet extrait:* Herr Etter hat im gestrigen Nachrichtendienst die Wiedergabe der Erklärung von Genfer Persönlichkeiten gegen die Atombewaffnung unserer Armee gehört, wobei auch die lange Liste der Unterzeichner, unter denen sich zahlreiche Universitätsdirektoren und Pfarrer befinden, in extenso verlesen wurde. Es stellte sich wirklich die Frage, ob es die Aufgabe unseres Rundspruchdienstes sei, sich in dieser Art in den Dienst einer defaitistischen Propaganda zu stellen. Herr Chaudet stellt fest, dass der Direktor von Radio Genf selber Mitglied des Komitees gegen die Atombewaffnung ist. Auch Herr Feldmann bestätigt, dass Radio Genf kommunistisch infiltriert und politisch ganz unzuverlässig sei. Er orientiert über die bisherigen Feststellungen betreffend die Bewegung gegen die Atombewaffnung und über deren Absicht, im Juli in Basel eine Konferenz gegen die Atombewaffnung durchzuführen mit dem englischen Defaitisten Lord Bertrand Russell. Andere Herren stellen fest, dass es sich um eine Meldung der Depeschenagentur gehandelt habe, und dass man mit dieser exercieren sollte. Es wird beschlossen, das EMD zu beauftragen, bis nächsten Freitag einen kurzen Bericht zu erstatten, über die Frage der Atombewaffnung, um den Bundesrat zu ermöglichen, grundsätzlich zum Problem Stellung zu nehmen und die Öffentlichkeit in einem Communiqué darüber zu informieren. Das EJPD und das EPD werden beauftragt, zusammen die Angelegenheit «Rundspuchdienst und Politik» zu behandeln und abzuklären, wie der weitere Missbrauch des Radios für parteipolitische und staatsfeindliche Zwecke verhindert werden kann.

11

E 2800(-)1967/59/96
[DoDiS-14421]

L'Ambassadeur de Suisse à Moscou, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Personnelle et confidentielle — Moscou, 14 juillet 1958

En quittant Khrouchtchev, après l'entretien que je vous ai rapporté par mon rapport N° 24[1], j'ai côtoyé Mikoyan auquel Aroutiounian venait de montrer une coupure de presse.

«Ah, vous voilà!» a dit Mikoyan. «Nous sommes en train de lire une nouvelle grave vous concernant». C'était le communiqué de Reuter annonçant la décision du Conseil fédéral de doter l'armée suisse d'armements atomiques[2]. Et Mikoyan de critiquer avec violence cette décision.

«C'est la fin de la neutralité suisse! Nous avons aimé la Suisse pacifique et neutre, mais quelle déception de voir le Conseil fédéral arrêter une mesure qui ne plaira à personne. C'est sans doute pour faire plaisir aux seuls Américains. Contre qui seront dirigées ces armes? Vous ne me convaincrez pas en disant que vous devez protéger votre pays contre une agression française, allemande, italienne ou autrichienne ou enfin contre une armée d'invasion américaine ou britannique. A lire votre presse, c'est pour défendre la Suisse contre une agression des armées soviétiques. Et bien, Monsieur, je vous le déclare au nom du Gouvernement soviétique: nous ne sommes ni des Napoléon, ni des Guillaume II ni des Hitler pour violer la neutralité d'un pays que nous respectons et nous n'avons aucune envie de faire la guerre à qui que ce soit. Nous ne voulons que la paix et voilà la Suisse qui, par cette décision, signifie au monde entier qu'elle ne nous croit pas. C'est fort.»

J'ai essayé de le calmer en disant qu'il attaque mon gouvernement en se basant sur un communiqué d'une agence de presse étrangère. Pour autant que je le sache, le Conseil fédéral a décidé de charger le Département militaire d'étudier la question de la dotation de l'armée suisse d'armes atomiques. C'est une question très importante pour nous, car nous n'avons pas d'armée de métier. Or l'esprit combatif d'une armée de milice dépend de la conviction de chaque soldat d'être muni d'armements efficaces, au moins égaux à ceux d'un adversaire potentiel. «Vous n'y croyez pas vous même», s'est écrié Mikoyan. «C'est sous la pression des Américains que le Conseil fédéral a pris sa décision. D'ailleurs, cette décision n'aurait aucun sens si le Conseil fédéral n'était pas assuré de recevoir l'armement atomique des Américains.» Moi aussi, je me suis alors fâché. En élevant la voix, j'ai dit à Mikoyan que je connaissais suffisamment bien les conseillers fédéraux pour affirmer ici que mon Gouvernement agit toujours en toute indépendance et que s'il a pris une pareille décision c'est

1. *Cf. le rapport politique N° 24 de A. Zehnder à M. Petitpierre du 14 juillet 1958,* E 2300(-)1000/716/289.
2. *Cf. N°s 10, 72 et 73 dans le présent volume.*

qu'elle s'imposait objectivement. Alors Mikoyan a changé de ton. En ricanant, il m'a dit: «Je vous propose un marché. Achetez les armements atomiques chez nous contre des francs suisses librement disponibles. Comme nous proposerons prochainement aux puissances occidentales de détruire les stocks de bombes thermonucléaires, je ferais une excellente affaire en les vendant à la Suisse. Vous aurez votre armement que vous serez obligés de détruire par la suite et moi j'aurais quelques centaines de millions de francs suisses librement convertibles. Je lève mon verre à la réussite de cette excellente affaire!»

Il est clair que j'ai refusé de m'associer à une blague pareille d'autant plus que d'autres Ambassadeurs s'étaient joints à notre groupe. «Mais je suis prêt» ai-je dit, «à boire à la réussite des négociations internationales concernant la destruction de tous les stocks d'armes thermonucléaires, atomiques et d'engins téléguidés.» Tout le monde a levé le verre, y compris les Ambassadeurs des grandes puissances ainsi que Mikoyan et Aroutiounian.

Je vous ai relaté cette conversation en détails parce que, ainsi que je viens de l'apprendre, certains de mes collègues présents à la fin de la conversation ont fait télégraphiquement rapport à leur Gouvernement sur cet entretien. Pour être complet, il faudrait encore ajouter la remarque de Mikoyan qu'il regrettait maintenant la formule suggérée par lui à Raab de prendre la neutralité suisse comme modèle de la neutralité autrichienne.

A l'avis de mes collègues, notamment de Sir Patrik Reilly, Mikoyan a essayé de m'intimider. Voyant que cette méthode ne prenait pas, il a essayé de ridiculiser les mesures envisagées par le Conseil fédéral.

Jusqu'à quel point faut-il prendre au sérieux cette réaction d'un homme d'Etat soviétique qui occupe une position très importante dans la hiérarchie soviétique? Il est clair que les Russes désireux de réduire les conversations sur le désarmement à un minimum de grandes puissances, si possible à un tête-à-tête entre eux et les Américains, ne voient pas d'un bon œil la tendance des petits pays de doter leurs armées d'armements thermonucléaires ou atomiques, tactiques ou stratégiques. Enfin la décision suisse risque, aux yeux des dirigeants soviétiques, de peser sur celle de Bonn.

J'ai l'impression que tous les dirigeants soviétiques réagiront comme a réagi Mikoyan. Ce qui est nouveau et inquiétant, c'est que la neutralité suisse est mise en doute. C'est, en effet, pour la première fois depuis que je suis à Moscou qu'un des dirigeants soviétiques ait omis de lever le verre à la Suisse pacifique et neutre. Quoi que l'on pense de Mikoyan, intelligent et sans scrupules, l'impression reste qu'un doute subsistera à Moscou au sujet de notre politique de neutralité. Le Ministère des Affaires étrangères sortira maintenant notre dossier, en veilleuse depuis des années, pour voir si la Suisse ne s'engage pas dans une alliance avec les Occidentaux. Notre presse sera lue plus attentivement que jusqu'à présent.

12

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-15544]

Notice interne du Chef du Département politique, M. Petitpierre

No *[Berne],* 21 juillet 1958

Ce matin, j'ai eu la visite de M. El-Ard, Ministre de l'Arabie saoudite, et du Chargé d'affaires de la République arabe unie[1], l'Ambassadeur[2] étant absent. L'Ambassadeur du Liban[3] aurait dû se joindre à ses collègues, mais il était pris par un autre rendez-vous important.

Les diplomates arabes ont appris par les journaux que le Congrès juif mondial devait tenir à partir du 23 juillet une réunion de cinq jours à Genève. M. Linton, Ambassadeur d'Israël à Berne, y prendra la parole. En outre, le Président de l'Etat d'Israël[4] serait actuellement en Suisse. Mes interlocuteurs ignorent s'il participera également au congrès. Il y a deux ans, le Conseil fédéral avait empêché le Congrès juif mondial de se réunir en Suisse[5]. Les diplomates arabes estiment que, dans les circonstances actuelles, il n'est pas dans l'intérêt des relations que la Suisse entretient avec les pays arabes d'admettre ce congrès, dont l'ordre du jour comporte des questions hautement politiques. La réunion devrait être interdite.

Les diplomates arabes, qui s'expriment d'ailleurs en termes tout à fait corrects et modérés, relèvent que l'Etat d'Israël est beaucoup mieux traité par des institutions suisses comme la télévision que les pays arabes. Ainsi, à l'occasion du 10e anniversaire de l'Etat d'Israël, de la propagande a été faite en faveur de ce dernier à la télévision pendant toute une semaine. En revanche la télévision suisse a toujours refusé de faire passer des films offerts par l'Egypte n'ayant aucun caractère de propagande, consacrés essentiellement à l'Egypte ancienne.

Le Ministre de l'Arabie saoudite me rappelle qu'il a envoyé une note il y a quelques jours au Département politique au sujet de déclarations injurieuses pour son pays faites à Radio-Genève par un missionnaire français[6].

Nous discutons de la situation dans le Proche-Orient. Mes interlocuteurs me demandent si le Conseil fédéral a l'intention de reconnaître bientôt la République d'Irak.

Enfin le Chargé d'affaires de la République arabe unie me fait deux suggestions:

---

1. *T. M. Ragheb.*
2. *M. A. C. El Labban.*
3. *N. Sadaka.*
4. *Y. Ben-Zvi.*
5. *En réalité, le Conseil fédéral décide après délibération de ne pas s'opposer à ce que la «conférence sioniste» se réunisse à Genève le 4 février 1956, cf. le PVCF N° 52 du 13 janvier 1956,* E 1004.1(-)1000/9/585.
6. *Deux notes ont été envoyées par le Ministre de l'Arabie saoudite sur cette affaire les 23 juin et 4 juillet 1958, cf.* E 2001(E)1972/33/34.

– l'une, que l'on discute, soit à la radio, soit à la télévision, les problèmes du Proche-Orient entre hommes de science ou journalistes suisses, qui feraient connaître ces problèmes au public d'une manière tout à fait objective. C'est ainsi que l'on procède dans d'autres pays pour éclairer l'opinion publique;
– l'autre, qu'il y ait un attaché de presse suisse au Caire ou un représentant de l'Agence télégraphique suisse, de manière que notre presse et notre opinion publique ne soient pas toujours renseignées par des agences étrangères.

Je réponds sur les différents points comme suit:

Je ne suis pas renseigné sur la réunion du Congrès juif mondial et n'ai pas connaissance qu'une demande d'autorisation ait été adressée au Département politique. Je verrai la question[7]. Il appartient aux autorités fédérales de décider ce qu'elles ont à faire. Je ne sais pas ce qu'il en est des émissions de télévision et de radio, que je ne suis pas. J'examinerai les suggestions faites par le représentant de la République arabe unie. Les questions de presse sont en général traitées par des fonctionnaires du Département et non par des attachés spéciaux.

Sur la reconnaissance du nouveau Gouvernement irakien, le Conseil fédéral procédera comme il le fait d'habitude. Il s'incline devant la situation de fait créée par le renversement de la monarchie. Il reconnaîtra le nouveau régime, mais désire n'être ni dans les premiers ni dans les derniers qui le reconnaîtront[8].

---

7. *Il n'y a aucune trace d'une décision à ce sujet dans les PVCF pour l'année 1958.*
8. *Le 30 juillet 1958, le Conseil fédéral décide* d'autoriser le Département politique à procéder à la reconnaissance de la République d'Irak dans la forme et à la date qui lui paraîtront appropriées […]., *cf. PVCF N° 1345 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/615.2.

13

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-14824]

Notice interne du Département politique[1]

Résumé de l'entretien du mercredi, 23 juillet 1958, entre M. Max Petitpierre, Chef du Département politique et M. Henry J. Taylor, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Suisse

TU Berne, 28 juillet 1958

Le Chef du Département reçoit à 17 h. l'Ambassadeur des Etats-Unis. M. Taylor commence par déclarer à M. Petitpierre qu'il lui a demandé une audience pour lui expliquer la genèse de l'article publié par M. Bartholomew[2]

---

1. *Notice signée par B. Turrettini.*
2. *Dans l'article de F. H. Bartholomew, il est notamment écrit:* Berne, du fait de la position neutre de la Suisse qui n'a d'attaches avec aucun bloc, communiste ou occidental, a été le lieu de rencontres régulier des rebelles algériens, et de leurs «supporters» communistes. C'est là

et lui dire combien il déplore que son nom ait été mentionné à ce propos dans la presse américaine. Cet article, relatif aux soi-disant activités de contre-espionnage qui se déroulent en Suisse, est reproduit en partie par la presse européenne.

Le Chef du Département fait immédiatement remarquer à M. Taylor qu'il avait l'intention de le convoquer ce même jour pour lui demander des explications sur cette affaire qui porte un grave préjudice aux relations américano-suisses.

L'Ambassadeur des Etats-Unis relate alors les faits suivants: Un journaliste américain, M. Bartholomew, président de *United Press International*, a rencontré M. Taylor à deux reprises au cours de ce dernier mois. Il lui a effectivement rendu visite le 3 juillet pour lui parler d'un article qu'il avait préparé sur la Suisse. A ce moment-là, la révolution en Irak n'avait pas encore éclaté[3]; aussi n'est-ce pas possible que l'Ambassadeur ait pu lui inspirer les informations sur cet événement qui lui sont attribuées. L'Ambassadeur ajoute qu'il n'a jamais approuvé le texte en question. Au contraire, il a prié M. Bartholomew de supprimer de son article deux sujets très délicats ayant trait à la neutralité suisse et au secret des banques, ce qui fut fait.

Aussitôt que M. Taylor eut connaissance, par le bureau de l'*United Press* à Zurich, de l'article en question, il demanda que son nom fût retiré du texte. Des instructions furent immédiatement données pour tenir compte du vœu de l'Ambassadeur, mais malheureusement aux Etats-Unis l'article avait déjà paru et ne put donc être épuré.

L'Ambassadeur se rend bien compte des effets fâcheux que cet article a produits; il en est consterné mais n'a aucun moyen qui lui permette d'exercer un contrôle sur la presse américaine.

M. Petitpierre répond à l'Ambassadeur que cet article risque de causer le plus grand tort aux relations américano-suisses et que le fait que l'Ambassadeur soit cité comme étant la principale source d'information de M. Bartholomew aggrave beaucoup la situation. Il n'est pas admissible qu'un ambassadeur accrédité dans un pays ami se prête à la publication de tels propos. Comme le reflètent les journaux suisses, cette publication a produit une très vive réaction en Suisse et dans l'opinion publique et le Conseil fédéral va être obligé d'examiner la position qu'il devra adopter dans cette affaire. Parlant très ouvertement, M. Petitpierre ajoute que bien qu'une décision n'ait pas encore été prise par le Conseil fédéral, il a déjà réfléchi à la voie éventuelle que l'on

---

que furent tramées la crise libanaise et beaucoup des intrigues politiques et de propagande qui furent projetées à la surface dans les Etats satellites, en Indonésie, dans la Chine rouge et au Moyen-Orient. […] L'Ambassadeur Taylor a désigné le réseau d'espionnage communiste dont le centre est à Berne comme une entreprise énorme, coûteuse et nécessitant d'importantes mesures de contre-espionnage de la part de toutes les puissances occidentales. *Cf. la notice de A. Rappard du 17 juillet 1958 (Traduction du télégramme N° 115 de l'Ambassade de Suisse à Washington du 17 juillet 1958),* E 2800(-)1967/59/23. *Cf. aussi le communiqué du Département fédéral de Justice et Police du 24 juillet 1958,* E 2808(-)1974/13/17 (DoDIS-14804).

3. *Un coup d'Etat militaire supprime la monarchie en Irak, le 14 juillet 1958. Le Roi Faiçal II est tué et la République est proclamée, le jour même, par le Général A. K. Kassem, cf. N° 22 dans le présent volume.*

pourrait envisager. Il se peut que l'on soit obligé de demander le rappel de l'Ambassadeur[4], à moins que le Gouvernement américain, se rendant compte que vu les circonstances la poursuite de la mission de M. Taylor en Suisse est compromise ne décide lui-même d'y mettre fin.

M. Taylor, très secoué par les paroles que vient de prononcer M. Petitpierre et auxquelles il ne s'attendait pas, pâlit visiblement. Il se défend ensuite comme il peut, plutôt maladroitement, insistant sur le fait que son honneur est en jeu et qu'il ne peut être rendu responsable de propos qu'il n'a pas tenus. Très désemparé et contenant mal son émotion, M. Taylor implore le Chef du Département de l'aider à sortir de la position délicate dans laquelle il a été placé à son insu par M. Bartholomew.

M. Petitpierre, après avoir reproché à l'Ambassadeur de n'avoir pas opposé un démenti catégorique à l'article de M. Bartholomew au moment où il en a pris connaissance, lui déclare que les choses pourraient éventuellement s'arranger s'il faisait paraître rapidement un communiqué de presse niant de la façon la plus absolue les propos qui lui sont prêtés dans l'article en question. M. Taylor est d'accord et désire rédiger immédiatement ce texte. On convient finalement qu'il reviendra le même soir pour soumettre son projet de communiqué à M. Petitpierre.

En prenant congé, le Chef du Département dit à l'Ambassadeur qu'il sera reçu par le Ministre Kohli[5] et que lui-même, quoique très occupé, passera plus tard dans la soirée pour lire son projet de communiqué avant qu'il soit distribué.

A 21 h., M. Taylor est reçu par M. Kohli et lui remet son projet de communiqué[6]. Ce texte ne satisfait pas le Secrétaire général; il est beaucoup trop vague et ne constitue pas un démenti catégorique de sa part.

M. Taylor dit ensuite à M. Kohli qu'il a téléphoné à M. Bartholomew et que celui-ci enverra un télégramme d'excuses[7] au Chef du Département. La conversation se poursuit et il apparaît très nettement que M. Taylor a eu connaissance de l'article en question avant sa parution, car il craint maintenant, en démentant trop catégoriquement les propos qu'on lui prête, d'être violemment contré par l'agence *United Press*, laquelle avait bien précisé que ses sources avaient été contrôlées avant la publication de son article.

Sur ces entrefaites arrive M. Petitpierre. Sa réaction est la même que celle du Secrétaire général à l'égard du projet de communiqué de l'Ambassadeur. Le Chef du Département rédige alors un nouveau texte[8], qui ne laisse plus planer aucune équivoque. Ce texte une fois traduit est montré à M. Taylor, qui à première vue semble être prêt à l'accepter. Il espère qu'une fois ce communiqué paru, cette pénible affaire sera, en ce qui le concerne tout au moins,

---

4. *Cf. le télégramme N° 93 de M. Petitpierre à H. de Torrenté du 23 juillet 1958,* E 2800(-)1967/59/23*, et le* Projet de note*, non daté,* E 2808(-)1974/13/17.

5. *R. Kohli.*

6. *Cf. le texte remis par H. J. Taylor à M. Petitpierre du 23 juillet 1958, à 21 h 30, ibid.*

7. *Cf. le télégramme de F. H. Bartholomew à M. Petitpierre du 24 juillet 1958,* E 2800(-)1967/59/23.

8. *Cf. le contre-projet de M. Petitpierre du 23 juillet 1958, à 21 h 45,* E 2808(-)1974/13/17.

définitivement réglée. M. Kohli lui répond qu'il ne peut pas l'assurer que les choses en resteront là, faisant observer que des réactions étaient fort possibles, soit aux Chambres fédérales, soit ailleurs.

On prend finalement rendez-vous pour le lendemain à 11 h 30, pour se mettre définitivement d'accord sur le texte du communiqué.

Jeudi 24 juillet

M. Kohli reçoit de nouveau l'Ambassadeur comme convenu, à 11 h 30. Celui-ci se déclare prêt à remettre à la presse le communiqué préparé par le Département[9]. D'entente avec MM. Petitpierre et Kohli, une légère modification y est apportée. L'Ambassadeur se rend ensuite chez le Chef du Département, qui lui déclare qu'avec la parution de ce communiqué, si d'autres réactions ne se manifestent pas, soit dans l'opinion publique, soit dans la presse, soit même éventuellement aux Chambres fédérales, cette malheureuse affaire pourrait être considérée comme réglée.

M. Taylor se confond en remerciements et en excuses et prend congé.

9. *Cf. la déclaration de l'Ambassadeur H. J. Taylor du 24 juillet 1958, ibid., et le télégramme N° 98 de M. Petitpierre du 24 juillet 1958,* E 2800(-)1967/59/23.

14

E 2800(-)1967/60/20
[DoDIS-15791]

Notice interne du Chef du Département politique, M. Petitpierre

[Berne], 31 juillet 1958

Le directeur d'une grande banque suisse[1] m'a demandé d'urgence ce matin un rendez-vous. Il est venu me voir cet après-midi et m'a exposé ce qui suit:

Il y a quelque temps, sa banque a reçu d'une banque américaine, sans indication de donneur d'ordre, un versement de 500'000 $ destinés à M. X.[2], Ministre de l'économie du Maroc. Ce dernier n'a pas donné immédiatement d'ordre au sujet du placement ou de l'utilisation de ces fonds. La banque vient de recevoir, sur du papier officiel du Ministère de l'économie du Maroc, sous la signature du Ministre titulaire du compte, l'ordre de mettre cette somme à la disposition de M. Fehrat Abbas. L'opération ne se heurterait techniquement à aucune difficulté. Toutefois la banque a des doutes sur l'opportunité qu'il y a de donner suite à l'ordre qu'elle a reçu. Il peut, en effet, s'agir d'une opération ayant un aspect politique, M. Fehrat Abbas étant un des chefs du Front de libération nationale algérien.

1. *Il s'agit de P. Girsberger du Crédit Suisse, selon l'agenda de M. Petitpierre, cf.* E 2800(-)1990/106/23.
2. *Il s'agit de A. Bouabid.*

Je déclare à mon interlocuteur qu'à mon avis, la banque devrait refuser de donner suite à l'ordre qu'elle a reçu. Il n'est ni dans l'intérêt de la Suisse ni dans l'intérêt de la banque elle-même que celle-ci serve d'intermédiaire pour le versement de fonds destinés à alimenter la caisse du FLN. Il ne serait d'ailleurs pas exclu que M. Fehrat Abbas donne à la banque l'ordre de faire des payements en relation avec la livraison d'armes.

Nous convenons que la banque agira dans ce sens. Sa démarche doit être considérée comme strictement confidentielle.

15

E 2300(-)1000/716/194
[DoDiS-15401]

Der schweizerische Botschafter in Köln, A. Huber, an das Politische Departement

Mein Gespräch mit Aussenminister von Brentano vom 22. August 1958

PB Nr. 46 Köln, 22. August 1958

Einleitend erklärte ich, dass ich das Gespräch nicht schweizerisch-deutschen Problemen, sondern einem «tour d'horizon» über aktuelle Fragen der Weltpolitik widmen möchte. Im weiteren Verlauf unserer Unterredung leitete ich das Gespräch auf die Auslassungen der TASS wegen der geplanten atomaren Ausrüstung der schweizerischen Armee[1], um die Reaktion des Aussenministers auf die schweizerische Antwort kennenzulernen und um ihm einige Ergänzungen zum schweizerischen Standpunkt zu geben.

1. Nahost-Resolution der UNO-Vollversammlung[2]:

Mein Gesprächspartner begrüsst diese Resolution vorbehaltlos. Eine interne Beilegung des Nahost-Konflikts durch die Araber selbst sei das beste, was unter den obwaltenden Umständen gemacht werden könne. An der Resolution schätzt er besonders, dass sie elastisch und konziliant ist. Ihre Elastizität empfange sie durch die Einschaltung von Generalsekretär Hammarskjöld, was das erfolgversprechendste Mittel sei, eine Lösung des Nahost-Konflikts anzubahnen. Besonders glücklich sei die Formulierung, der Generalsekretär solle Verhandlungen führen um einen «baldigen Abzug» der amerikanischen und britischen Truppen «zu erleichtern»; sie verletze niemanden, vielmehr erlaube

1. *Zur Frage der atomaren Bewaffnung der Schweizer Armee vgl. Nrn. 10, 11, 72 und 73 in diesem Band und DDS, Bd. 16, Nr. 24* (DoDiS-334) *sowie das Schreiben von A. Zehnder an M. Petitpierre vom 14. August 1958* (DoDiS-14505), *das Schreiben von R. Bindschedler an L. de Montmollin vom 1. Februar 1957* (DoDiS-13217), *das Schreiben von P. Chaudet an M. Petitpierre vom 7. August 1956* (DoDiS-13275) *und den Antrag des EMD an den Bundesrat vom 23. September 1955* (DoDiS-10166).

2. *Gemeint ist die Resolution Nr. 1237 vom 21. August 1958 der ausserordentlichen Sitzung der UNO-Vollversammlung zum Nahen Osten vom 8.–21. August 1958.*

sie allen Beteiligten, das Gesicht zu wahren. Vor allem ist damit den Versuchen, das amerikanische und britische Eingreifen im Libanon und in Jordanien als Aggression hinzustellen, der Boden entzogen. Ferner werde mit dieser Formulierung Zeit gewonnen, damit sich ein anderer tragender Gedanke auswirken kann: der Plan einer grosszügigen wirtschaftlichen Hilfe für den Nahen Osten, aufgebaut auf dem Prinzip der Selbstverwaltung und Selbstverantwortung der Araber und ihrer Heranziehung zu echter Partnerschaft. Mein Gesprächspartner sieht darin einen besonders gangbaren Weg zur Überwindung der Vertrauenskrise zwischen der arabischen und der westlichen Welt.

2. Irak:

Selbstverständlich könne die innenpolitische Lage noch nicht als konsolidiert gelten. Es bestehe indessen alles Interesse, die relativ gemässigten Elemente in der jetzigen Regierung zu unterstützen. Die rechtzeitige Anerkennung durch den Westen habe sich als glücklich erwiesen. Für die Bundesrepublik bedeute sie speziell die Nichtaufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen Bagdad und der Deutschen Demokratischen Republik (DDR). Aber auch den anderen westlichen Staaten werde dieser Akt günstige Auswirkungen zeitigen: Die Gefahr, dass sich der Irak auf die sowjetische Seite schlage, sei vermieden worden. Eine Fusion mit Ägypten hält Brentano für unwahrscheinlich. Vom Standpunkt Bagdad wäre es eine Societas leonina; andererseits müssten die Hoffnungen auf eine Beteiligung der Araber im westlichen Allianzsystem aufgegeben werden. Ihre Neutralität wäre das Maximum, was erwartet werden könne. Eine neutrale Stellung der Mächte im Nahen und Mittleren Osten und auch Indiens ist nach Auffassung meines Gesprächspartners durchaus zu begrüssen.

3. Israel:

Das schwierigste Problem des Nahen Ostens bleibe ungelöst: Israel! Allerdings sei durch die Resolution der UNO-Vollversammlung die Gefahr einer Präventivaktion weitgehend in den Hintergrund gerückt.

4. Iran:

Mein Gesprächspartner hat nichts konkretes gehört über eine bevorstehende Änderung der iranischen Haltung gegenüber dem Bagdadpakt und einer Rückkehr zur Neutralität. Natürlich könne man eine solche Entwicklung auch nicht ausschliessen, denn der Bagdadpakt habe sich von Anbeginn an als eine sehr künstliche Schöpfung erwiesen.

5. Genfer Atomkonferenz:

Der Aussenminister begrüsst die von den wissenschaftlichen Experten erzielte Einigung über die technischen Möglichkeiten, Atomversuche zu kontrollieren. Er rechnet auch mit einem baldigen amerikanischen und auch britischen Verzicht auf Atomversuche. Wenn darüber eine verbindliche Einigung zustande käme, so würde ein solches Abkommen eine sehr wertvolle Grundlage abgeben für die noch ausstehende und dringend notwendige allgemeine Abrüstungskonferenz.

6. Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Polen:

Die Frage sei noch nicht reif zum Entscheid. Die Regierung möchte in dieser Frage nur Schritte unternehmen, wenn sie einer breiten Zustimmung im Parlament sicher sein kann. Das sei zur Stunde noch nicht der Fall. Offene Widerstände bestünden bei den Flüchtlingen, aber auch bei der Mehrheit der Christlich Demokratischen Union (CDU).

Meine Frage, ob Bonn seitens der polnischen Regierung zur Aufnahme diplomatischer Beziehungen gedrängt werde, verneinte mein Gesprächspartner. Übrigens könne man sich die Frage stellen, ob ein so spektakulärer Akt wie die Aufnahme von Beziehungen zwischen Bonn und Warschau angesichts der schwachen Position Polens in dessen wohlverstandenem Interesse wäre. Der Minister sieht jedenfalls keine Dringlichkeit in der Lösung dieses Problems. Das Bundeskabinett habe in der Frage noch keine Entscheidung getroffen, es sei auch noch nicht offiziell befasst worden.

7. General de Gaulle:

Mein Gesprächspartner bestätigt, dass Bundeskanzler Adenauer auf dem Rückweg von Cadenabbia General de Gaulle am 14. September in dessen Besitzung in Colombey besuchen werde. Die Initiative zu diesem Besuch sei von Bonn ergriffen worden, wobei man sich über protokollarische Rücksichten – der erste Besuch hätte dem amtsälteren Adenauer gebührt – hinweggesetzt habe, um die Empfindlichkeit des Generals zu schonen. Die Reaktion von Paris sei ein sofortiges «Ja» gewesen.

Der Minister äusserte sich sehr anerkennend über die Geschicklichkeit der bisher von de Gaulle unternommenen Schritte. Er neigt zur Auffassung, dass die Abstimmung über die Verfassung am 28. September positiv ausfallen werde. Mit einem scherzhaften Bonmot bemerkte er: Die alte Verfassung sei so diskreditiert, dass die Massen die neue Verfassung ungelesen akzeptieren werden. Selbstverständlich flösse das neue Projekt Bedenken ein, weil es auf einen Supermann wie de Gaulle zugeschnitten sei. Wie werde ein Nachfolger damit fertig? Namentlich könnte ein Nachfolger damit viel politisches Unheil anrichten! Die schwierigste Frage sei Algerien, die reinste Quadratur des Zirkels. Der General operiere aber sehr geschickt. Sehr klug sei auch, dass er der Reihe nach an die Probleme herangehe, denn er müsse Zeit gewinnen, um sich die durch lange politische Absenz geschwundene Hausmacht wieder aufzubauen.

8. Schweizerische Antwort auf die TASS Auslassungen
wegen der geplanten Atomausrüstung der schweizerischen Armee:

Ich umriss unseren Standpunkt: Die These von der Unvereinbarkeit einer atomaren Aufrüstung der schweizerischen Armee mit taktischen Waffen mit der Neutralität und Neutralitätspolitik sei völkerrechtlich völlig unbegründet. Der Neutrale sei gemäss Völkerrecht völlig frei in der Herstellung, Lagerung und im Ankauf von atomaren Waffen. Das Neutralitätsrecht lege ihm diesbezüglich keinerlei Beschränkungen auf. Vielmehr sei ein Neutraler verpflichtet, mit allen Mitteln die Neutralität seines Territoriums zu wahren. Mein Gesprächspartner stimmte allen diesen Thesen ausdrücklich und vorbehaltlos bei. Einer Armee,

die nicht über taktische Atomwaffen verfüge, bleibe nur der «unconditional surrender». Der Minister kannte die schweizerische Antwort sehr gut und zitierte als besonders eindrucksvoll ihren Schlusssatz: Eine mit Atomwaffen so hoch gerüstete Macht, die sich dessen noch brüstet, sei nicht legitimiert, der Schweiz Lektionen zu erteilen.

Spontan berührte dann mein Gesprächspartner die schweizerische Antwort auf den Protest Budapests wegen des Überfalls auf die Gesandtschaft in Bern[3]. Er bezeichnete den Überfall als dilettantischen und sinnlosen Akt. Auch in diesem Fall drückte er sich sehr anerkennend über die schweizerische Antwort aus: eine freche Beschuldigung habe die treffende Zurückweisung erhalten. Mein Gesprächspartner erwähnt dann noch aus eigenem Antrieb das Verbot des Sozialistischen Friedenskongresses von Basel[4] durch den Bundesrat und sagte, auch diese Massnahme sei in jeder Beziehung am Platze gewesen.

---

3. *Zur Frage des Überfalls auf die ungarische Gesandtschaft in Bern vgl. die Notiz von R. Kohli vom 16. und 21. August 1958,* E 2808(-)1974/13/35*, die Notiz von R. Kohli vom 18. August 1958, ibid.* (DoDiS-16624) *und die Note des Bundesrates an die Ungarische Regierung vom 23. September 1958,* E 2001(E)1972/33/77 (DoDiS-16637).

4. *Es handelt sich dabei um einen, von einem deutschen Komitee gegen Atombewaffnung, für den 5.–6. Juli 1958 in Basel vorgesehenen Kongress, der durch den BRB Nr. 1153 vom 1. Juli 1958 verboten wurde,* E 1004.1(-)1000/9/615.1.

16

E 1004.1(-)1000/9/619
[DoDiS-15582]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Co-Rapport du Département politique au sujet de la proposition du Département des postes et des chemins de fer concernant les autorisations pour le survol du territoire suisse par des aéronefs d'Etat étrangers

Berne, 15 septembre 1958

I. Dans sa proposition, le Département des postes et des chemins de fer attire l'attention du Conseil fédéral sur une divergence qui s'est produite entre le Département politique et l'Office fédéral de l'air au sujet de l'octroi des autorisations de survol de notre territoire en faveur d'avions militaires américains transportant des malades.

Le Département politique ne peut pas se rallier à l'argumentation exposée dans cette proposition et tient à relever ce qui suit. Il est exact que les instructions, approuvées par le Conseil fédéral dans sa séance du 4 juillet 1958[1],

---

1. *Cf. les* Instructions du Conseil fédéral concernant l'octroi d'autorisations de survol et d'atterrissage en Suisse d'aéronefs d'Etats étrangers *du 4 juillet 1958,* E 1004.1(-)1000/9/615 (DoDiS-15583).

ayant trait à l'octroi de permis de survol ou d'atterrissage en faveur d'aéronefs militaires ou autres aéronefs d'Etat étrangers, prévoient, au chiffre II, 1er alinéa, que l'Office fédéral de l'air est autorisé à traiter de son propre chef les cas de transports de blessés et de malades et qu'il n'est pas question dans ces instructions de la nécessité que les requêtes présentent un caractère d'urgence. La disposition susmentionnée précise cependant que le dit office devra traiter ces cas dans le cadre des directives énoncées sous chiffre II, directives au terme desquelles «les demandes seront examinées en se fondant sur les principes inhérents à la sauvegarde de notre souveraineté, à notre politique de neutralité, eu égard à la situation politique internationale et compte tenu des considérations d'ordre militaire découlant de la situation stratégique sur le plan interne et international». Or, de l'avis du Département politique, la pratique suivie dans ce domaine par l'Office fédéral de l'air ne s'est pas révélée en harmonie avec les directives précitées. Il ressort en effet des copies des permis délivrés par l'Office fédéral de l'air, que ce dernier a autorisé, au cours du mois de juillet, 35 survols d'avions militaires américains dont le but indiqué était le «transport de malades». La période dans laquelle les permis ont été délivrés en si grand nombre coïncidait avec celle des opérations militaires américaines au Liban, de sorte que le fréquent passage au-dessus de notre territoire des avions en question devait incontestablement être mis en rapport avec ces opérations.

II. Il convient d'examiner, pour plus de clarté, comment se pose, d'une manière générale, la question relative au survol ou à l'atterrissage d'aéronefs militaires ou d'autres aéronefs d'Etat transportant des blessés ou des malades. On doit distinguer les trois cas suivants:

a) Vols à caractère purement humanitaire.

On comprend dans cette catégorie les survols ou les atterrissages d'aéronefs militaires ou d'Etat étrangers affectés à des actions de sauvetage, soit lors d'accidents aériens, soit en cas d'autres catastrophes. Il n'y a aucun doute qu'en l'espèce les permis devront être délivrés sans autre, même si les délais prescrits pour le dépôt des demandes ne sont pas observés. Les autorisations pourront être délivrées non seulement en faveur des aéronefs affectés aux opérations de recherches ou de sauvetage, mais aussi en faveur de ceux transportant des experts étrangers participant aux enquêtes éventuelles. Notons que ce dernier cas est visé à l'article 26 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944[2] et est également prévu à l'article 137 du Règlement d'exécution de la loi sur la navigation aérienne du 5 juin 1950[3].

b) Transports de blessés et malades en cas de guerre.

Cette question est réglée par les deux conventions de Genève du 12 août 1949, l'une relative à l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne[4] et l'autre à l'amélioration du sort des blessés,

2. *Convention internationale sur l'aviation civile.*
3. *Cf. RO, 1950, I, pp. 517–567 (article 137, p. 551).*
4. *Cf. RO, 1951, pp. 184–208.*

des malades et des naufragés des forces armées sur mer[5]. L'article 37 de la première de ces deux conventions et l'article 10 de la seconde, qui sont identiques, traitent du survol du territoire des Etats neutres par les aéronefs sanitaires des Parties au conflit. Le 1er alinéa dispose que ces aéronefs pourront survoler le territoire des Etats neutres et précise notamment qu'«ils ne seront à l'abri des attaques que durant leur vol à des altitudes, à des heures et suivant un itinéraire spécifiquement convenus entre les Parties au conflit et les Puissances neutres intéressées». L'alinéa 2 stipule que «les Puissances neutres pourront fixer des conditions ou restrictions quant au survol de leur territoire par les aéronefs sanitaires ou à leur atterrissage. Ces conditions ou restrictions éventuelles seront appliquées d'une manière égale à toutes les Parties au conflit». Il ressort de ces dispositions que tout survol des territoires d'Etats neutres par des aéronefs sanitaires doit faire préalablement l'objet d'accords entre tous les gouvernements intéressés et qu'en outre les Etats neutres peuvent appliquer des limitations au survol desdits avions. En ce qui concerne la Suisse, il appartient au Conseil fédéral de se prononcer sur l'opportunité d'admettre de tels survols ainsi que, le cas échéant, sur les accords qu'il y aurait lieu de passer à ce sujet avec les deux parties belligérantes. En tout état de cause, les mesures à prendre ne sauraient être de nature à favoriser l'une des Puissances au conflit étant donné que, comme il résulte des dispositions précitées, les dispositions à adopter dans ce domaine doivent être appliquées d'une manière uniforme à tous les belligérants.

c) Autres cas de transports de malades ou blessés.

En règle générale, les transports de militaires blessés ou malades qui ne rentrent pas dans le cadre des actions humanitaires proprement dites doivent être considérés comme ayant un caractère essentiellement militaire. Les autorisations de survol doivent donc être refusées. Il n'y a pas de doute, en effet, que l'organisation de ces transports fait partie du dispositif militaire et que les buts qu'elle cherche à atteindre sont d'ordre militaire. Ceci est particulièrement vrai lorsque les transports en question assument un rythme fréquent et régulier. Ce sont alors de véritables mesures d'évacuation destinées incontestablement au renforcement du dispositif militaire. Ce fut notamment le cas lors des nombreux survols de notre territoire par des avions militaires américains au cours du mois de juillet, au moment des opérations au Liban.

Le fait d'accorder des autorisations de survol dans ces cas ne se révèle pas contraire, il est vrai, au droit de neutralité, mais n'est cependant pas en harmonie avec notre politique de neutralité. En effet, celle-ci nous oblige à éviter tout ce qui pourrait mettre en cause notre position d'Etat neutre en cas de guerre. L'interdiction des survols ayant un caractère militaire, prévue par les instructions du Conseil fédéral du 4 juillet 1958[6], se situe précisément dans le cadre des mesures inhérentes à la politique de neutralité. Cette manière de procéder est d'autant plus justifiée dans les temps de «guerre froide» que nous traversons. Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, qu'en ce qui concerne le cas

5. *Cf. RO, 1951, p. 209–229.*
6. *Cf. note 1.*

des avions militaires américains transportant des malades et se rendant d'Italie ou du Moyen-Orient en Allemagne à travers notre pays, ces derniers peuvent atteindre leur destination en survolant d'autres Etats, membres de l'OTAN, et en évitant ainsi d'emprunter notre espace aérien. Si l'on tient compte du long trajet effectué du Liban vers l'Allemagne, un léger détour par la France paraît supportable. Il convient d'ajouter que la pratique que nous préconisons n'exclut pas, par ailleurs, la possibilité que, dans des cas d'une réelle urgence, et à titre tout à fait exceptionnel, des autorisations puissent être accordées, car alors l'élément d'ordre humanitaire prévaut sur l'aspect militaire.

III. C'est à la lumière des considérations qui précèdent qu'il convient de se prononcer sur la question soulevée dans la proposition du Département des postes et des chemins de fer. Nous avons montré, en résumé, que l'octroi de permis de survol ou d'atterrissage en faveur d'avions militaires ou d'autres aéronefs d'Etat étrangers ne comporte aucune difficulté s'il s'agit de transports de blessés ou malades en cas d'actions de sauvetage proprement dites. Les autorisations pour les transports de militaires malades ou blessés se heurtent en revanche à des objections: en temps de guerre, les mesures éventuelles à prendre doivent faire l'objet d'accords préalables à conclure par le Conseil fédéral avec les belligérants; en temps de paix, les permis doivent en principe être refusés eu égard à notre politique de neutralité, vu que ces transports revêtent en général un caractère essentiellement militaire. L'octroi des permis doit dès lors être strictement limité aux cas urgents, l'élément humanitaire se révélant alors prépondérant. Cette manière de procéder est d'ailleurs conforme à l'esprit des instructions approuvées par le Conseil fédéral dans sa séance du 4 juillet 1958.

Vu ce qui précède, le Département politique a l'honneur de proposer:

1. Le présent rapport est approuvé.

2. L'Office fédéral de l'air est autorisé à délivrer de son propre chef les permis de survol ou d'atterrissage dans les cas visés sous chiffre IIa) du présent rapport, ayant trait aux vols purement humanitaires.

3. Dans les cas prévus sous IIb) du présent rapport, ayant trait au transport de blessés et malades en cas de guerre, les autorisations nécessaires ne pourront être accordées que dans le cadre d'une action approuvée par le Conseil fédéral.

4. Dans les cas visés sous IIc) du présent rapport, ayant trait aux autres transports de militaires blessés et malades, les autorisations de survol doivent en principe être refusées. Dans les cas qui présentent un caractère exceptionnel ou urgent, l'Office fédéral de l'air devra préalablement consulter, avant toute décision, les Départements politique et militaire.

17

E 1003(-)1970/344/2
[DoDiS-15258]

BUNDESRAT
Verhandlungsprotokoll der 61. Sitzung vom 16. September 1958[1]

[Bern, 16. September 1958]

Mitteilungen des Vorstehers des EPD
Kulturelle Beziehungen zu den kommunistischen Staaten[2]

Im Zusammenhang mit dem chinesischen Pavillon am Comptoir[3] und einer Anfrage, des Direktors der Genfer Museen[4] wegen Ausstellungsofferten von Oststaaten, weist Herr Petitpierre darauf hin, dass er immer wieder veranlasst werde, sich zu äussern über die Wünschbarkeit von Reisen, schweizerischer Wissenschaftler, Künstler usw. in die Oststaaten und von Ausstellungen, Vorführungen und Besuchen mit kulturellen Zwecken aus den kommunistischen Staaten bei uns. Die Haltung des EPD bei der Erteilung von diesbezüglichen Ratschlägen muss die sein, dass wir gegen jede Diskriminierung sind, dabei aber darauf aufmerksam machen, wie unsere öffentliche Meinung in dieser Frage reagiert. Herr Petitpierre fürchtet, dass je länger je mehr die erteilten Ratschläge mit der Reaktion unserer Öffentlichkeit nicht mehr zu vereinbaren sein werden. Dabei suchen die anderen westlichen Länder die kulturellen Beziehungen zu den Oststaaten auszubauen, allen voran die USA. Es wäre gut, wenn der Bundesrat über dieses Problem einmal eine Aussprache auf Grund eines Exposés des Vorstehers des EPD hätte.

An diese Ausführungen schliesst sich eine Aussprache an, woran sich alle Mitglieder des Rates beteiligen. Herr Feldmann stellt fest, dass die kommunistischen Staaten die Pflege der kulturellen Beziehungen benützen als Tarnung oder Vorwand für eine intensive politische Propaganda. Interessant ist, dass die Frauen bei der SAFFA[5] die Versuche einer kommunistischen Infiltration entdeckt und abgestoppt haben, während dies offensichtlich der Leitung des Comptoir in Lausanne nicht gelungen ist. Die Ablehnung jedes kulturellen Austausches allerdings könnte als Angst ausgelegt werden. Deshalb sollte bei der Vereinbarung solcher Veranstaltungen gewisse Kautelen wenigstens im Sinne, der Verhinderung einer augenfälligen politischen Propaganda eingebaut werden. Man sollte sich auch darum kümmern, wie es mit dem Gegenrecht stünde, wenn wir Ausstellungen in den Oststaaten zu politischen Zwecken ausnützen würden! Wir müssen eine Lösung suchen, die uns den Vorwurf erspart, jeden Kontakt meiden zu wollen, die aber verhindert, dass wir überspielt

1. Vorsitz: Bundespräsident Dr. Holenstein. Abwesend: Herren Etter und Streuli. Schriftführer: Oser und Weber.
2. *Zu dieses Thema vgl. auch Nr. 7 in diesem Band.*
3. *Es handelt sich dabei um das jährlich in Lausanne durchgeführte* Comptoir suisse d'exposition.
4. *Es handelt sich mit grosser Wahrscheinlichkeit um M. Noul.*
5. *Schweizerische Ausstellung für Frauenarbeit.*

werden, weil wir sonst den Widerstandswillen und die Wachsamkeit des Volkes beeinträchtigen. Der Herr Bundespräsident weist darauf hin, dass es sich bei den kulturellen Kontakten um ein Gebiet handelt, das ausserhalb der staatlichen Einflusssphäre liegt. Zudem gehen darüber die Auffassungen des Volkes in der deutschen Schweiz und in der Welschschweiz auseinander. Schliesslich aber stelle sich die grundsätzliche Frage, ob man aus der Gegnerschaft zum kommunistischen Regime die Konsequenz ziehen soll, jeden Kontakt zu vermeiden oder ob es richtiger ist, Kontakte zu suchen, in der Hoffnung, dadurch einen gewissen Einfluss auf die Entwicklung hinter dem Eisernen Vorhang auszuüben? Der Redner benützt den Anlass, um der Darstellung des Präsidenten des Comptoir Suisse, Dr. Stadler, gegenüber der Presse, wie sie im *Bund* und in andern Blättern wiedergegeben wurde, entgegenzutreten. Vor allem wird durch diese Darstellung in der Öffentlichkeit völlig zu Unrecht der Eindruck erweckt, als ob der Bundesrat der chinesischen Volksrepublik den Vorzug gegenüber Israel gegeben hätte. Zunächst seien Österreich und Südafrika als Ausstellungsstaaten im Vordergrund gestanden. Im August hätte sich auch Israel darum beworben und man habe damals gefunden, dass bei der bestehenden Spannung im Nahen Osten die Beteiligung Israels nicht gerade erwünscht wäre. Erst gegen Ende des Jahres hin sei eine Kandidatur Rotchinas aufgekommen und wegen Rücktritts Österreichs und Südafrikas die einzige geblieben. Es habe sich dann für den Bundesrat die Frage gestellt, ob man bei dieser Lage China ablehnen könne und diese Frage musste notgedrungen verneint werden. Der Redner fragt sich, ob er nicht bei der Eröffnung des Comptoirs Herrn Stalder diesen Werdegang in Erinnerung rufen solle. Herr Petitpierre ergänzt diese Darstellung noch durch das Détail, dass man vorher schon Sowjetrussland abgelehnt habe. Zur Frage des Gegenrechts sei zu sagen, dass diese Länder ja gar nichts anders wünschen als die Gegenseitigkeit, natürlich in der Form, wie sie sie verstehen. Herr Petitpierre glaubt, dass auf längere Sicht diese Kontakte im Interesse des Westens liegen. Besonders für unsere Wissenschaft besteht ein Interesse zu erfahren, was die russische Wissenschaft erreicht hat. Herr Chaudet berichtet über eine Unterhaltung mit verschiedenen Herren des Comptoirs und deren Befürchtungen, dass die Affäre «chinesischer Pavillon» der Ausstellung schaden werde. Er ist der Auffassung, dass man die ganze Frage grundsätzlich prüfen sollte, und zwar in dem Sinne, ob man die bisherige Politik gegenüber den Oststaaten fortsetzen könne. Herr Lepori ist der Auffassung, dass mit jeder künstlerischen oder technischen Manifestation in einem gewissen Ausmass auch eine politische Propaganda verbunden sei. Den Erfolg der russischen Propaganda betrachtet er als nicht sehr gross, nachdem bei uns aus allen bisherigen Anstrengungen nicht viel herausgeschaut hat. Man kann aber überdies die Hoffnung haben, dass die Kontakte die Wirkung haben, dass sich in den Ostländern allmählich eine andere Meinung entwickelt. Wenn sie in ihrer Presse schreiben, dass in der Schweiz der Arbeiter vom Unternehmer ausgebeutet werde und grosses Elend herrsche, so ist es doch das beste für uns, wenn sie möglichst zahlreich kommen, um sich an Ort und Stelle selbst von der tatsächlichen Lage zu überzeugen. Man sollte gewisse Spielregeln für diese Manifestationen aufstellen. Im übrigen werde man mit unserer öffentlichen Meinung in dieser Frage immer Schwierigkeiten haben. Zum Schlusse schildert

Herr Feldmann, auf welche Art im chinesischen Pavillon politische Propaganda betrieben wird und erinnert an den Prestigezuwachs Hitlers auf Grund der grossen internationalen Beteiligung an der Olympiade von 1936.

18

E 2010(A)1996/397/206
[DoDIS-16091]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli,
et au Chef du Service juridique du Département politique, R. Bindschedler

No *[Berne],* 20 octobre 1958

Je vous remets ci-jointe une proposition confidentielle adressée par le Département de l'Economie publique au Conseil fédéral le 17 octobre 1958[1]. Vous voudrez bien préparer un co-rapport pour le Département politique[2].

A différentes reprises j'ai combattu l'idée contenue dans cette proposition. Il me paraît psychologiquement discutable de vouloir dès maintenant arrêter une liste de personnalités dispensées de tout service en cas de mobilisation[3]. Je comprends d'autre part les raisons qui ont engagé le Département de l'Economie publique à présenter cette proposition. Celle-ci pourrait être reprise au moment où un danger de guerre apparaîtrait plus imminent qu'il ne l'est aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, je vous prie d'examiner cette affaire attentivement et sous tous ses aspects. Nous pourrons ensuite en discuter[4].

---

1. *Cf. la proposition* Vorsorgliche Erteilung von Auslandurlauben an führende Persönlichkeiten der Wirtschaft *du 17 octobre 1958,* E 5001(F)1970/7/R 3701 (DoDIS-16215). *Sur cette affaire, voir aussi la* Liste der zu dispensierenden und zu beurlaubenden Persönlichkeiten *du 1er septembre 1958, ibid.* (DoDIS-16216).

2. *Cf. le rapport-joint du Département politique du 23 octobre 1958,* E 2010(A)1996/397/206 (DoDIS-16094).

3. *Sur cette question, cf. aussi DDS, vol. 19, N° 9* (DoDIS-10164).

4. *Sur la suite de cette affaire, cf. PVCF N° 1112 du 12 juin 1959,* E 1004.1(-)1000/9/626.2, *dont les conclusions sont:* 1. Der Bundesrat erklärt sich grundsätzlich mit der Erteilung von Auslandurlauben einverstanden, ohne damit die dem Antrag beigelegte Liste in Bezug auf den Umfang und die einzelnen Namen zu genehmigen. 2. Der Bundesrat gibt dem Volkswirtschaftsdepartement und dem Militärdepartement den Auftrag, die Erteilung der Auslandurlaube im Sinne dieses Antrages gemeinsam vorzubereiten und die Urlaubslisten à jour zu halten, wobei möglichste Zurückhaltung zu üben ist und nur in jenen Fällen Dienstpflichtige beurlaubt werden sollen, in welchen andere geeignete Vertretungsmöglichkeiten nicht vorhanden sind. 3. Die Urlaube sind von der zuständigen Stelle des Militärdepartements vorsorglicherweise zu erteilen. Sie werden jeweils für ein Jahr bewilligt und sollen, wenn keine besonderen Gründe dagegen vorliegen, jeweils für ein weiteres Jahr verlängert werden. *En mars 1960, après discussions entre le Département militaire fédéral et le Département politique, une nouvelle liste de personnalités dirigeantes de l'économie suisse à dispenser du service militaire en cas de mobilisation est mise au point, cf. la* Liste der zu dispensierenden und zu beurlaubenden Persönlichkeiten *du 23 mars 1960,* E 7310(B)1988/178/158 (DoDIS-16241).

19

E 2300(-)1000/716/353
[DoDiS-15014]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec le Général de Gaulle

L Confidentiel Paris, 24 octobre 1958

Lorsque le Général de Gaulle a pris le pouvoir, j'ai éprouvé quelques scrupules à me précipiter pour obtenir une audience de sa part. J'ai considéré qu'étant donné sa charge écrasante il y avait une certaine discrétion à observer à son égard. Maintenant toutefois qu'il a réussi à établir les bases de son action gouvernementale, le moment m'a paru venu d'aller le voir. J'ai donc sollicité il y a quelques jours un entretien avec lui par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères. Cet entretien me fut rapidement accordé. Il a eu lieu ce matin et j'ai l'honneur de vous en rendre compte ci-après.

Le Général de Gaulle devait me recevoir à midi à l'Hôtel Matignon. J'y suis arrivé quelques minutes avant l'heure. Dans son antichambre, bourrée de monde, j'ai été reçu par le Colonel de Bonneval, son fidèle adjudant. A midi précis, je fus introduit dans le bureau du Président du Conseil: un salon du premier étage donnant sur le jardin doré par le soleil d'automne. Le contraste était saisissant entre l'agitation de l'antichambre, où plusieurs secrétaires, se préparant à faire rapport au Général sur la réaction des journaux après sa conférence de presse, mettaient fébrilement de l'ordre dans leurs dossiers, et le calme qui régnait dans cette pièce harmonieuse aux belles boiseries, à laquelle de grandes tapisseries donnaient un air de majesté.

Le Général était assis derrière une grande table placée de coin, face à la lumière et chargée de peu de papiers. Il se leva pour me recevoir et son accueil fut très cordial. A le voir de près, on est d'abord frappé par l'énormité de son grand corps, un peu flasque, par ses traits plutôt mous, par ses oreilles démesurées, par son nez dont les caricaturistes exagèrent les dimensions, mais qui alourdit son visage, par sa petite bouche et son menton peu accentué. De cet ensemble ne se dégage pas une impression martiale. Il n'a pas le physique du militaire comme l'avaient Foch ou Pétain. Mais pourtant une autorité naturelle se dégage de sa personne. Il a beaucoup d'aisance. Sa parole est lente, mais les termes qu'il choisit sont toujours extrêmement précis. Ce qui m'a fait le plus d'impression en lui est l'humanité de son regard et de son sourire. Il n'a rien de cassant. Son expression est un peu lointaine. Il paraît las et fatigué, non pas intellectuellement, mais physiquement.

Les premières paroles échangées furent les amabilités d'usage, au cours desquelles le Général de Gaulle me déclara que dans le monde bouleversé d'aujourd'hui la Suisse représentait un îlot de calme et de raison. Elle a le privilège de ne pas connaître de divisions intérieures. Elle dispose de tous les éléments, y compris les moyens matériels, pour poursuivre sa voie.

«Je vous prie – a-t-il ajouté – de transmettre mes compliments au Conseil fédéral.»

Le Général de Gaulle poursuivit en me demandant abruptement «que pensez-vous de la zone de libre échange?»

«C'est justement – lui répondis-je – une des deux questions dont je me proposais de vous entretenir».

Conformément à vos instructions, je lui fis part de vos inquiétudes concernant les difficultés que rencontre une entente sur la zone de libre échange. Je lui ai exposé notre position et les préoccupations que nous cause la perspective de l'entrée en vigueur du Marché commun sans une forme de collaboration avec les pays de l'OECE ne faisant pas partie de la communauté[1]. Je lui ai déclaré que la Suisse, qui achetait des six pays beaucoup plus qu'elle ne leur revendait, ne pouvait accepter que ses produits y soient l'objet d'une discrimination. J'ai mis en évidence les dangers d'une division de l'Europe en deux groupes: les pays du Marché commun et les autres, division qui compromettrait la coopération instituée au sein de l'OECE.

J'ai eu l'impression que mes arguments se heurtaient à un mur. Le Général de Gaulle m'a longuement répliqué que le projet de la zone de libre échange, tel qu'il était conçu par la Grande-Bretagne, était inacceptable pour la France. Celle-ci ne pouvait admettre que les produits du Commonwealth aient libre accès sur le Marché commun. La Grande-Bretagne voulait tout avoir, et cela n'était pas possible. Pour la France ce ne sont pas les relations avec la Suisse qui soulèvent des difficultés, mais celles avec l'Angleterre. Avec la Suisse une entente devait pouvoir se faire. «Vos produits – ajouta le Général de Gaulle – paient aujourd'hui des droits d'entrée dans les six pays; s'ils ont des droits de douane à payer à l'entrée du marché commun, il n'y aura rien de changé…»

Je vis alors que le chef du Gouvernement n'avait pas compris ce que nous appelions, la discrimination de nos produits. Je m'efforçai de le lui expliquer. J'insistai aussi sur le fait que la zone de libre échange n'était pas seulement une question qui intéressait l'Angleterre, mais qu'elle intéressait également la Suisse et que celle-ci y attachait une grande importance.

«Pour moi – reprit le Général de Gaulle – si, comme cela paraît probable, une entente n'a pu intervenir au sujet de la zone de libre échange d'ici le 1er janvier, date d'entrée en vigueur du Marché commun, la solution consisterait pour les six pays du Marché commun, à conclure ensemble des accords séparés avec les pays qui n'en font pas partie, tels que la Suisse, l'Autriche, les pays scandinaves, etc.»

Je rétorquai que de tels accords signifieraient un retour au bilatéralisme d'avant-guerre, avec tous ses inconvénients. Les efforts déployés depuis un certain nombre d'années pour en sortir auraient été faits en vain et l'on porterait atteinte aux résultats déjà enregistrés.

Je n'ai cependant pas le sentiment d'avoir ébranlé le Général de Gaulle, dont la position semblait bien arrêtée. Il clôtura cette première partie de notre entretien en me demandant quelle était la seconde question dont je voulais lui parler.

---

1. *Cf. table méthodique:* III. Relations multilatérales *du présent volume.*

Conformément également à vos instructions, j'abordai alors le sujet de l'engagement des mineurs dans la Légion étrangère[2]. Je lui dis que cette question pesait lourdement sur nos relations. Depuis longtemps nous demandions que les dispositions nécessaires fussent prises afin que les ressortissants suisses de moins de vingt ans, donc mineurs d'après notre législation, ne soient plus enrôlés dans la légion. Ces interventions n'avaient jusqu'à maintenant pas abouti. Au cours de ces dernières années, étant donné la guerre en Algérie, nous n'avions pas poursuivi plus loin cette affaire, comprenant que le moment était peu opportun. Néanmoins, elle provoque de vives réactions dans notre opinion publique. Je tenais donc à ce que le Général de Gaulle sache l'importance qu'elle représente pour nous.

Manifestement la question était nouvelle pour le Général. Il m'écouta avec attention et me demanda si ces mineurs étaient nombreux. Sur ma réponse affirmative, il me dit qu'il prenait note de ma démarche.

Nous abordâmes alors le problème de l'Algérie[3]. Comme je demandais au Général de Gaulle s'il était satisfait de sa conférence de presse, il me dit en souriant: «La question n'est pas là; je ne tenais pas cette conférence pour ma satisfaction personnelle.» Il ajouta qu'il y a quelques mois, on ne voyait pas d'issue au conflit algérien, mais que maintenant on percevait une petite porte. Cela était déjà un progrès. Mais parviendra-t-on à la passer? «Voyez-vous – me dit-il – tout est toujours très exagéré avec les Arabes. Ils sont exagérés dans leurs prétentions. Ils exagèrent aussi leurs possibilités. Lorsque Nasser parle avec orgueil du Canal de Suez, il oublie que celui-ci a été creusé par les Français et entretenu pas les Américains. Lorsque les Irakiens parlent avec fierté de leur pétrole, ils oublient qu'il a été découvert et exploité par les Français et par les Anglais. Les Arabes n'ont jusqu'à maintenant rien fait par eux-mêmes. Ils ont beaucoup à apprendre, mais ne l'admettent pas volontiers. Il en est de même avec les Arabes d'Algérie.»

Son ton, en prononçant ces paroles, avait quelque chose de désabusé. C'était comme s'il venait de subir une déception à cet égard.

Comme je m'apprêtais à me retirer, le Général de Gaulle me dit: «toutes les fois que vous aurez une question à me soumettre, je serai heureux de vous recevoir» et il prit congé de moi d'une façon très aimable.

---

2. *Sur cette question, cf. le N° 48 dans le présent volume et la* Réponse à l'interpellation Schütz du 17 mars 1959, *du 19 juin 1959,* E 2800(-)1967/59/41 (DoDIS-10698)*, la lettre de V. Nef à M. Petitpierre du 11 juillet 1959, ibid.* (DoDIS-15126)*, le rapport de R. Godet sur* L'enrôlement des Suisses dans la Légion étrangère pendant l'année 1959 *du 10 février 1960, ibid.* (DoDIS-15128)*, ainsi que la* Note de dossier *de J. Zwahlen du 15 mai 1961*, E 2001(E)1976/17/435 (DoDIS-15129).

20

E 7110(-)1970/113/12
[DoDIS-15116]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, H. Schaffner

L Berne, 11 novembre 1958

J'ai bien reçu une copie de la lettre que vous avez adressée le 7 novembre aux membres de la Délégation permanente[1] au sujet de l'emprunt de 50 millions de francs suisses que la Société Saint-Gobain désire placer auprès d'un consortium de banques suisses[2].

Comme je vous l'ai dit au cours de l'entretien que nous avons eu hier, il me paraît tout à fait inopportun de vouloir lier l'autorisation à donner pour cet emprunt à la reconnaissance de notre nouveau tarif douanier par le Gouvernement français. Il n'y a aucune chance pour que celui-ci modifie son attitude à cause de cet emprunt.

En revanche, je suis d'accord avec vous que, pour des raisons objectives et aussi pour prévenir des critiques de la part de milieux économiques suisses, nous devons faire quelque chose.

La démarche que vous envisagez auprès de M. Baumgartner, Gouverneur de la Banque de France, n'a plus de raison d'être après l'entretien que M. Schwegler a eu avec ce dernier et la promesse qui lui a été faite par M. Baumgartner[3]. Une démarche supplémentaire auprès de celui-ci ne pourrait que l'indisposer.

Quant à la démarche dont vous voudriez charger M. Micheli auprès de M. Pinay, Ministre français des Finances, on ne peut en attendre aucun succès si elle est faite maintenant, alors que l'autorisation pour l'emprunt de Saint-

---

1. *Cf. la lettre de H. Schaffner aux membres de la Délégation économique permanente du 7 novembre 1958,* E 7001(C)1968/72/150. *Schaffner se base sur une notice du 25 septembre 1958 d'O. Long qui écrit notamment:* Je crois savoir que les Français attachent beaucoup d'importance à cet emprunt. Le nouvel attaché financier en Suisse *[Paul Blanc]* déploie une grande activité à ce propos. Il me semble que nous avons là un moyen de faire comprendre à nos amis français qu'il n'est pas de leur intérêt de nous faire trop d'ennuis à propos de l'acceptation du nouveau tarif suisse dans une zone de libre échange, E 7110(-)1970/113/12. *Cette proposition d'entreprendre une démarche auprès des autorités françaises est approuvée lors de la séance du 4 novembre 1958 de la Délégation permanente, cf. la notice du 7 novembre 1958*, E 6100(B)1973/141/36.

2. *Sur cet emprunt, cf. la lettre, non reproduite, de la Banque nationale suisse du 10 octobre 1958. Cf. aussi* E 2001(E)1978/84/719.

3. *Cf. la notice du 10 novembre 1958 de R. Kohli pour M. Petitpierre:* J'ai eu un téléphone de M. Schwegler cet après-midi. Il a rencontré M. Baumgartner hier à la BRI et l'a entretenu de l'emprunt Saint-Gobain. M. Baumgartner est prêt à s'entremettre auprès des autorités françaises pour qu'elles montrent plus de compréhension à l'égard de la demande suisse en ce qui concerne le nouveau tarif douanier. En revanche, M. Baumgartner aurait clairement fait entendre à M. Schwegler qu'il n'accepterait pas qu'on assortît l'emprunt de conditions, et qu'il trouverait facilement l'argent ailleurs. M. Baumgartner a promis une réponse à M. Schwegler. E 2001(E)1978/84/719.

Gobain est encore en suspens. Une telle démarche serait vraisemblablement plus utile si elle était effectuée plus tard, au moment où la reconnaissance de notre nouveau tarif deviendra tout à fait actuelle et devra faire l'objet d'une décision. A ce moment-là, l'autorisation donnée pour l'emprunt de Saint-Gobain pourra être invoquée comme argument en faveur d'un assouplissement de l'attitude française dans la question de notre nouveau tarif douanier.

C'est dans ce sens que cette affaire devrait être réglée[4].

---

4. *A la suite d'une intervention du Directeur général du Crédit suisse, E. Reinhardt* (DoDiS-16672) *du 13 novembre 1958, l'emprunt est autorisé sans conditions et remporte un excellent succès en décembre 1958,* E 7001(C)1968/72/150.
Sur les conséquences de cette affaire, cf. aussi la lettre du 9 décembre 1958 de M. Petitpierre à T. Holenstein et H. Streuli, E 2001(E)1978/84/719 (DoDiS-16672).

21

E 2001(E)1972/33/297
[DoDiS-15205]

L'Ambassadeur de Suisse à La Haye, E. de Haller, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Matériel de guerre suisse pour l'Indonésie

L Confidentiel La Haye, 16 novembre 1958

Comme suite à la communication que j'ai adressée au Département le 15 novembre[1] par une autre voie, j'ai l'honneur de vous rendre compte de mon entretien de la veille avec le Baron van Tuyll, Secrétaire général du Ministère néerlandais des Affaires étrangères.

M. van Tuyll m'a tout d'abord expliqué que M. Luns avait l'intention de me convoquer mais que, ayant dû avancer son départ pour Paris, il l'avait chargé de me parler en son nom. Voici, en substance, ce qu'il m'a dit:

M. Luns souhaiterait que je l'aide à expliquer aux autorités fédérales les inquiétudes que cause à la Hollande la livraison de matériel de guerre suisse à l'Indonésie[2]. Il ne me cache pas que l'écho de l'accueil négatif réservé par le Ministre Kohli à l'Ambassadeur Snouck[3] lorsqu'il a abordé ce sujet avec lui a désappointé le Gouvernement néerlandais.

Le Baron van Tuyll me confirme qu'en dépit des déclarations faites à plusieurs reprises par les dirigeants indonésiens, le Gouvernement néerlan-

---

1. *Cf. le télégramme N° 17 de l'Ambassade de Suisse à La Haye au DPF du 15 novembre 1958, non reproduit.*
2. *Le 2 septembre 1958, le Conseil fédéral donne l'autorisation pour un permis d'exportation de matériel de guerre vers l'Indonésie, cf. la lettre de M. Petitpierre à P. Chaudet du 31 juillet 1958, non reproduite* (DoDiS-15204), *et le PVCF N° 1516 du 2 septembre 1958,* E 1004.1(-)1000/9/617.
3. *Cf. les notices de R. Kohli du 20 et 28 octobre 1958,* E 2808(-)1974/13/36, *et la notice de W. Bossi à M. Petitpierre du 11 novembre 1958, non reproduite.*

dais a toute raison de craindre que, débordé par un courant qu'il a lui-même amorcé, le gouvernement indonésien ne cherche en définitive à s'emparer de la Nouvelle-Guinée par la force[4]. Les renseignements que La Haye possède sur l'état d'esprit qui règne à ce sujet dans les milieux influents de Djakarta sont alarmants. Une personnalité en vue a même, paraît-il, déclaré que l'attaque se ferait au mois de mars prochain. Un tel propos, tenu ailleurs qu'en Indonésie, signifierait qu'on n'a nullement l'intention de se lancer dans une aventure agressive. On ne peut, paraît-il, malheureusement pas appliquer ce raisonnement à l'Indonésie.

En décembre dernier, les Pays-Bas avaient soulevé au sein de l'OTAN la question de la livraison de matériel de guerre à l'Indonésie. Ils avaient demandé à leurs partenaires de ne pas donner suite aux démarches de Djakarta tendant à en obtenir d'eux. Au printemps de cette année, les membres du NATO[5] ont pris position, faisant en principe droit au point de vue hollandais.

Dans le courant de l'été cependant, les Etats-Unis ont décidé de fournir du matériel de guerre à l'Indonésie[6]. Djakarta, en vertu de sa conception de la neutralité, a aussitôt accepté des livraisons correspondantes du bloc communiste afin de faire «contre-poids». La Haye a alors obtenu de Washington une garantie que les armements livrés à Djakarta ne seraient pas utilisés à des fins agressives contre la Nouvelle-Guinée.

De son côté, la Belgique a donné satisfaction à la Hollande. Elle a mis l'embargo sur la livraison d'armes à l'Indonésie.

Le Royaume-Uni a fait de même. Il est allé jusqu'à imposer la rupture du contrat qui avait été conclu avec Djakarta, aux termes duquel devaient être livrés des chasseurs-torpilleurs au maniement desquels des aviateurs indonésiens s'entraînaient depuis quelque temps déjà en Angleterre. Le Gouvernement britannique a indemnisé les firmes intéressées[7].

Les autorités néerlandaises ont donc été alarmées, dit M. van Tuyll, lorsqu'elles ont appris que la Suisse avait autorisé l'exportation de «rockets» en Indonésie. Elles l'ont été davantage encore par le refus de M. Kohli d'entrer dans les vues que M. Snouck lui a soumises récemment.

J'ajoute que M. van Tuyll n'a fait aucune allusion au «gentlemen's agreement» du début de l'année 1955 concernant l'embargo sur l'exportation d'armes de petit calibre, mentionné sous §1 dans la lettre que le Département politique m'a adressée le 5 mars dernier[8].

J'ai donné au Baron van Tuyll les explications qui m'ont paru nécessaires et que je résume comme suit:

---

4. *Sur la question du conflit de la Nouvelle-Guinée, cf.* E 2001(E)1972/33/349, E 2001(E)1976/17/542, *et le rapport de A. Dominicé du 15 avril 1958,* E 2001(E)1976/17/483 (DoDiS-15200).

5. *OTAN.*

6. *Cf. la lettre de E. de Haller à R. Kohli du 21 août 1958 et la lettre de H. de Torrenté à R. Kohli du 17 novembre 1958, non reproduites.*

7. *Cf. la lettre de A. Daeniker à R. Kohli du 19 novembre et la notice secrète du 18 novembre 1958, non reproduites.*

8. *Cf. la lettre de W. Bossi à E. de Haller du 5 mars 1958, non reproduite.*

Me trouvant aux Pays-Bas depuis dix-huit mois, je n'ai pas pu ne pas me rendre compte de la préoccupation que causent au Gouvernement néerlandais les visées de l'Indonésie sur la Nouvelle-Guinée. Je me suis donc renseigné sur la question de la livraison à l'Indonésie de matériel de guerre en provenance de la Suisse. Le Département politique m'a tenu au courant, en particulier, des récents entretiens du Ministre Kohli avec M. Snouck.

Je rappelle en quelques mots les règles observées par la Suisse en matière de fabrication et d'exportation de matériel de guerre destiné à des pays étrangers ainsi que la justification de cette doctrine. J'ajoute que les autorités fédérales n'ont accordé aucune licence de fabrication à l'intention de l'Indonésie depuis 1956[9]. Les récentes livraisons résultent de contrats antérieurement conclus et dont l'exécution avait été suspendue en raison des troubles qui sévirent l'hiver et le printemps dernier en Indonésie[10].

Quant à l'accueil réservé par M. Kohli à M. Snouck, je fais observer qu'il me paraît s'agir d'une réaction normale, «classique» dirais-je, M. Snouck ayant, si je comprends bien, donné à ses démarches le caractère d'une protestation qu'il ne pouvait être question d'accepter.

D'autre part je rappelle qu'au mois d'août dernier, à l'occasion d'un tour d'horizon avec M. van Houten, directeur général des Affaires politiques, au cours duquel il avait été question des livraisons d'armes américaines, lesquelles étaient alors largement commentées dans la presse hollandaise et aux Etats-Généraux, j'avais signalé en passant que la Suisse avait accordé à Hispano Suiza l'autorisation d'exporter en Indonésie une partie du matériel fabriqué en exécution de contrats remontant à 1956. Cette allusion qui aurait, ajoutai-je, pu jouer le rôle d'un test, ne produisit aucune réaction, ni immédiate ni différée.

Je fais ensuite observer à mon interlocuteur que les quantités de «roquettes» incriminées sont relativement insignifiantes (cf. bombardement de l'île de Quemoy). J'ignore d'ailleurs s'il s'agit de projectiles défensifs que l'on lance à partir de positions terrestres ou si ce sont des engins destinés à être chargés à bord d'avions, auquel cas les Etats-Unis, qui ont livré ces derniers, en empêcheraient sans doute l'utilisation dans des buts offensifs. (A quoi M. van Tuyll objecte que les Indonésiens disposent à cet effet d'appareils russes d'un modèle récent.)

Pour terminer, je déclare que je ferai part à mon gouvernement de la démarche dont j'ai été saisi au nom de M. Luns et que je lui expliquerai de mon mieux les appréhensions du Gouvernement néerlandais. J'ajoute ne pouvoir exprimer un avis quant au sort de cette démarche. Cela dit, je souligne qu'à supposer qu'elle ait des chances d'aboutir à un résultat positif, c'est-à-dire à l'ajournement de l'octroi de nouvelles licences d'exportation à destination de l'Indonésie[11], ces chances seraient, à mon avis, sérieusement compromises si la presse ou le Parlement néerlandais s'en mêlaient.

---

9. *Cf.* E 2001(E)1970/217/224 *et* E 2001(E)1972/33/297.

10. *Cf. la notice de W. Bossi du 6 décembre 1957,* E 2001(E)1970/217/224.

11. *Sur les exportations de matériel de guerre vers l'Indonésie, cf. la notice de R. Kohli à M. Petitpierre du 18 février 1959, non reproduite* (DoDiS-15206)*, le rapport joint du DPF du 25 avril 1959,* E 1004.1(-)1000/9/625 (DoDiS-15207) *et le N° 144 dans le présent volume.*

Il me reste à recommander la prière de M. Luns, à votre bienveillant examen. Vous connaissez mon point de vue, qui s'inspire de l'idée que je me fais de l'intérêt bien compris de la Suisse en cette matière. J'ai d'ailleurs pris connaissance avec un soulagement réel du contenu de la dépêche du Département politique du 13 novembre[12]. Elle m'a en effet appris que ma lettre du 28 octobre[13] est à l'examen et qu'il est probable que l'on ajourne l'octroi de nouvelles licences, à moins qu'on ne se refuse purement et simplement à les accorder.

12. *Cf. le télégramme N° 16 du Département politique à l'Ambassade de Suisse à La Haye du 13 novembre 1958, non reproduit.*
13. *Cf. la lettre de E. de Haller à R. Kohli du 28 octobre 1958, non reproduite*

22

E 2001(E)1972/33/347
[DoDIS-15272]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'Ambassadeur de Suisse à Vienne, R. Hohl

L Berne, 25 novembre 1958

J'ai pris connaissance de votre lettre du 21 novembre[1] concernant une démarche éventuelle à faire à Bagdad en faveur des anciens hommes politiques et chefs militaires récemment condamnés à mort[2].

Une considération nous a engagés à renoncer à une démarche, à savoir que celle-ci pourrait rendre plus difficile une décision du chef du Gouvernement[3] d'accorder la grâce aux condamnés.

D'après nos informations, il semble que le Général Kassem serait désireux de prendre une mesure de grâce. Il ne faut pas que celle-ci apparaisse, aux yeux de l'opinion publique irakienne, comme prise sous une pression extérieure.

Nous suivons cette affaire de près et, si nous avons l'impression qu'une démarche de notre part peut être utile et donner un résultat positif, nous reverrons la question. Dans cette éventualité, nous ne manquerions pas d'informer immédiatement le Ministère des Affaires étrangères d'Autriche.

1. *Cf. la lettre de R. Hohl à R. Kohli du 21 novembre 1958, non reproduite.*
2. *Cf. N° 13 dans le présent volume, note 3.*
3. *A. K. Kassem.*

23

E 1001(-)1000/6/288
[DoDiS-14933]

Der Chef des Justiz- und Polizeidepartements, G. Lepori, an den Bundesrat

Betr. Film: «Wege zum Ruhm» – «Les sentiers de la gloire» – Verbot

At Bern, 22. Dezember 1958

1. Seitens kantonaler Amtsstellen wurde die Bundesanwaltschaft auf den amerikanischen Film «Les sentiers de la gloire» – «Wege zum Ruhm»[1] aufmerksam gemacht, mit dem Ersuchen, ihn zu besichtigen und zu prüfen, ob er nicht unter die Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948[2] betreffend staatsgefährliches Propagandamaterial falle und deshalb einzuziehen sei. Die Kantone Basel-Stadt und Genf hatten diesen Film bereits verboten und im Kanton Waadt war mit einem Verbot zu rechnen.

2. Die Bundesanwaltschaft besichtigte den Film am 2. Dezember 1958, in Anwesenheit von Vertretern des Politischen Departementes sowie des Departementes des Innern. In der anschliessenden Besprechung machte der Vertreter des Politischen Departementes darauf aufmerksam, dass der Inhalt des Films geeignet sei, die Beziehungen zu Frankreich zu stören und beantragte deshalb die Beschlagnahme des Filmstreifens. Dieser Antrag wurde von allen Anwesenden unterstützt, und der Bundesanwalt verfügte hierauf gemäss dem vorerwähnten Bundesratsbeschluss vom 29. Dezember 1948 die Beschlagnahme des Films, sofern der Verleiher sich nicht bereit erklären sollte, ihn wieder aus der Schweiz auszuführen. Dem stimmte nun der Verleiher auf Anfrage hin zu.

3. Das Vorgehen der Bundesanwaltschaft hatte eine ausserordentlich heftige Pressekampagne zur Folge und Herr Nationalrat Gitermann reichte im Nationalrat eine Interpellation[3] zur Sache ein. Das veranlasste das Departement den Bundesrat zu ersuchen, den Film selbst zu besichtigen. Die Besichtigung fand dann in Anwesenheit aller amtierender Mitglieder des Bundesrates am 19. Dezember 1958 im Vorführungsraum des Bernerhofes statt.

---

1. Paths of Glory, *gedreht 1957 von S. Kubrick.*
2. *Vgl. AS, 1948, S. 1282.*
3. *Es handelt sich um eine Interpellation vom 8. Dezember 1958, die im Sten. Bull. nicht publiziert wurde. Der Text der Interpellation war folgender:* Der Bundesrat wird gebeten, Auskunft zu erteilen: a. über die Gründe, die die Bundesanwaltschaft kürzlich veranlassten, die öffentliche Vorführung eines ausländischen Filmes zu verbieten; b. über die Frage, ob diese Massnahme der Bundesanwaltschaft mit unserer Rechtsordnung vereinbar sei. *Vgl. den Anhang des Schreibens von M. Petitpierre an F. T. Wahlen vom 17. März 1959,* E 2001(E)1976/17/35. *Die Interpellation wurde vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 26. Mai 1959 diskutiert. Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 36. Sitzung des Bundesrates vom 26. Mai 1959,* E 1003(-)1970/344/3 (R 3108).

II

1. Eine Charakteristik des Films erübrigt sich, weil ihn die Mitglieder des Bundesrates ausnahmslos kennen. Es genügt deshalb die Feststellung, dass der in französischen Armee-Uniformen zum Zeit des ersten Weltkrieges gespielte Film seinem Inhalte nach für Frankreich in hohem Masse beleidigend ist. Er ist deshalb geeignet, die Beziehungen zu ausländischen Staaten zu gefährden. Damit war die Voraussetzung erfüllt, unter welcher die Bundesanwaltschaft gemäss dem Bundesratsbeschluss vom 29. Dezember 1948 einschreiten musste.

2. Gemäss Art. 102, Zif. 8, der Bundesverfassung hat der Bundesrat «die Interessen der Eidgenossenschaft nach aussen, wie namentlich ihre völkerrechtlichen Beziehungen» zu wahren. Es bedarf keiner Erörterung, dass die Vorführung des fraglichen Films in der Schweiz Störungen der völkerrechtlichen Beziehungen zur Folge haben könnte. Das Vorführungsverbot des Films drängt sich damit auf. «Der Bundesrat, der für die völkerrechtlichen Beziehungen der Schweiz verantwortlich ist, kann auch im Innern die dazu nötigen Massnahmen treffen» (Burckhardt, Kommentar zu Art. 102 BV: 739 vgl. auch S. 511). Der gleiche Staatsrechtslehrer kommentiert auch das Verhältnis der individuellen Freiheitsrechte zu den staatlichen Interessen u. a. wie folgt: «Wenn die Beziehungen zu einem andern Staat oder die äussere Sicherheit eine Einschränkung der Vereinsfreiheit der Ausländer oder bestimmter Ausländer verlangt, geht dieses staatliche Interesse dem Vereinsrecht, *wie allen Individualrechten* vor» (Kommentar S. 526).

III

Auf Grund der vorstehenden Erwägungen stellen wir Ihnen den Antrag:

Der Bundesrat möge gestützt auf Art. 102, Zif. 8, der Bundesverfassung sowie in Anwendung des Bundesratsbeschlusses vom 29. Dezember 1948 betreffend staatsgefährliches Propagandamaterial beschliessen:

1. Die Vorführung des Films «Les sentiers de la gloire» – «Wege zum Ruhm» wird in der ganzen Schweiz verboten.

2. Die Bundesanwaltschaft wird beauftragt, den Film zu beschlagnahmen und einzuziehen, falls er wieder in die Schweiz eingeführt werden sollte.

3. Das Vorgehen der Bundesanwaltschaft wird gebilligt.

4. Das vom eidg. Justiz- und Polizeidepartement vorgelegte Communiqué[4] wird genehmigt.

Den im Bundeshaus akkreditierten Journalisten ist Gelegenheit zur möglichst baldigen Besichtigung des Films zu geben[5].

---

4. *Nicht abgedruckt.*

5. *Für weitere Details zur Diskussion des Bundesrates vgl. der Verhandlungsprotokoll der 89. Sitzung des Bundesrates vom 23. Dezember 1958,* E 1003(-)1970/344/2 (DoDiS-14963).

24

E 2200.36(-)1972/18/62
[DoDiS-14868]

Der Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli, an die schweizerische Botschaft in Washington

Militärdienstpflicht von Schweizern in den USA

S Bern, 23. Dezember 1958

Wir beehren uns, auf Ihre Mitteilungen vom 5. d. M.[1] betreffend die Militärdienstpflicht von Schweizern in USA Bezug zu nehmen. Von der Nachricht, wonach das Staatsdepartement beabsichtigt, die amerikanische Gesetzgebung mit den staatsvertraglichen Verpflichtungen, namentlich auch mit dem schweizerisch-amerikanischen Staatsvertrag von 1850[2] in Übereinstimmung zu bringen, haben wir mit grossem Interesse Kenntnis genommen. Für Ihre Bemühungen, denen nun dieser erste, sehr erfreuliche Erfolg beschieden war, sprechen wir Ihnen den verbindlichsten Dank aus.

Wie Sie dem in Kopie angehefteten Schreiben heutigen Datums[3] an die anderen interessierten Bundesstellen entnehmen wollen, haben wir diese über Ihre Mitteilungen orientiert und sie um Ansichtäusserung zur Frage des weiteren Vorgehens im Lichte der neuesten Entwicklung ersucht[4]. Wir dürfen uns vorbehalten, zu gegebener Zeit hierauf zurückzukommen. Soweit an uns, sind wir der Ansicht, dass sich Ihre Bemühungen unter den gegebenen Umständen in erster Linie – aber ohne die anderen Gesichtspunkte aus den Augen zu verlieren – auf die Förderung der Gesetzesanpassung richten sollten.

Wir glauben in diesem Zusammenhang, dass es von Vorteil wäre, wenn Sie die Gelegenheit wahrnehmen könnten, dem Staatsdepartement schon jetzt, bevor noch fertige Entwürfe vorliegen, gewisse schweizerische Wünsche in Bezug auf die Ausgestaltung der neuen Rechtsordnung bekanntzugeben[5]. Vor allem sollte vermieden werden, dass die Befreiung vom Militärdienst, wie dies schon unter der früheren Ordnung vor der «Executive Order» vom 15. Februar 1956[6] praktisch der Fall war, für Immigranten mit dem Verlust der künftigen Einbürgerungsmöglichkeit verbunden wäre. Abgesehen von

---

1. *Vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an M. Petitpierre vom 5. Dezember 1958,* E 2001(E)1972/33/268 (DoDiS-14867).
2. *Vgl. den* Vertrag zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und den Vereinigten Staaten von Amerika*, AS, 1854–1857, Bd. 5, S. 201–228.*
3. *Vgl. das Schreiben des Politischen Departements an die Polizeiabteilung des Justiz- und Polizeidepartements, die Fremdenpolizei, das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, die Steuerverwaltung, H. Bracher und R. Keller vom 23. Dezember 1958, nicht abgedruckt.*
4. *Zur Frage der Stellungnahmen der angeschriebenen Bundesstellen vgl.* E 2001(E)1972/33/268.
5. *Zur Frage des weiteren Vorgehens der schweizerischen Botschaft in Washington vgl.* E 2200.36(-)1972/18/62 *und* 2001(E)1972/33/268.
6. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 81* (DoDiS-11260)*, vor allem Anm. 6.*

den neuen Konfliktsfällen, die dadurch entstünden, würde eine solche Ordnung, wenn auch in anderer Weise als die heutige, u. E. ebenfalls gegen Art. II des schweizerisch-amerikanischen Staatsvertrages[7] verstossen. Die darin niedergelegte gegenseitige Dienstbefreiung enthält in der Tat keinerlei Vorbehalt, und es hat bei den Vertragsparteien im Zeitpunkt des Abschlusses zweifellos die Meinung geherrscht, dass die im Gebiete des Vertragspartners befindlichen Bürger trotz der militärischen Dispensation im vollen Genuss der ihnen zustehenden Rechte bleiben sollten. Es wäre infolgedessen nicht angängig, die Erfüllung der vertraglichen Zusicherung mit einem Nachteil zu verbinden, der im Vertrag nicht vorgesehen war. Wir glauben vielmehr grundsätzlich erwarten zu dürfen, dass die Befreiung der Schweizerbürger von der amerikanischen Dienstpflicht bedingungslos erfolgt. Nun sind wir uns allerdings bewusst, dass die mit der Militärdienstbefreiung verbundenen Nachteile nicht nur eine Frage des «Universal Military Training and Service Act of 1948/51», sondern ebensosehr auch eine solche des amerikanischen Einwanderungs- und Bürgerrechtsgesetzes von 1952 (sog. «McCarran-Walter Act»)[8] sind. Auch wenn also das Militärdienstgesetz auf der ganzen Linie gemäss unseren Wünschen modifiziert werden könnte, wären die einbürgerungsrechtlichen Nachteile gemäss «McCarran-Walter Act» (vgl. insbesondere Sections 315 und 101(a)(19))[9] damit noch nicht aus der Welt geschafft. Vielleicht liesse sich die Schwierigkeit dadurch umgehen, dass die Dienstbefreiung von «treaty aliens» nicht mehr auf ausdrückliches Gesuch hin, sondern, nach Feststellung der Zugehörigkeit solcher Ausländer zu einem Vertragsstaat, die in Zusammenarbeit mit der diplomatischen Vertretung oder den Konsulaten dieses Staates erfolgen könnte, gewissermassen automatisch vorgenommen würde; die Bestimmung in Sect. 315 des «McCarran-Walter Act», wonach jeder Ausländer, der unter Hinweis auf seine ausländische Staatsangehörigkeit um seine Befreiung vom amerikanischen Militärdienst nachsucht oder nachgesucht hat, für immer vom Erwerb des amerikanischen Bürgerrechtes ausgeschlossen ist, könnte damit möglicherweise unwirksam gemacht werden.

Wir möchten Ihnen mit diesen Ausführungen keineswegs vorschreiben, auf welche Weise die Frage schliesslich am zweckmässigsten angepackt wird, sondern lediglich einige Überlegungen festhalten, die Ihnen bei der weiteren Behandlung eventuell nützlich sein könnten. Auf jeden Fall bitten wir Sie aber,

---

7. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 81* (DoDIS-11260)*, vor allem Anmerkung 9 und die Antwort des Bundesrates auf die Interpellation Sauser vom 30. September 1958,* E 2001(E)1976/17/314 (DoDIS-14949).

8. *Zur Frage betreffend die* Universal Military Training and Service Act of 1948/51 *und* McCarran-Walter Act *vgl. den Antrag des Politischen Departements an den Bundesrat vom 6. April 1954,* E 1001(-)1000/6/97 (DoDIS-9226). *Vgl. auch* E 2001(E)1967/113/345 *und* E 2001(E)1969/121/148A.

9. *Das* Immigration and Nationality Act *(auch McCarran-Walter Act) vom 24. Dezember 1952 sah in den Abschnitten 101(a)(19) und 315 vor, dass alle Ausländer, auch die Bürger von sogenannten Vertragsstaaten, die im Hinblick auf ihre ausländische Staatsangehörigkeit von der Militärdienstpflicht befreit worden sind, das amerikanischen Bürgerrecht* (ineligibility to citizenship) *nicht erwerben können. Vgl. das* Immigration and Nationality Act*, ibid.*

diesem Problem in Ihren Kontakten mit dem Staatsdepartement schon jetzt volle Aufmerksamkeit zu schenken.

Ob bei dieser Gelegenheit vielleicht auch eine Lösung für jene Schweizerbürger gefunden werden könnte, die unter der früheren Ordnung wegen ihrer Militärdienstbefreiung mit der «ineligibility to citizenship» behaftet werden, ohne sich den nachteiligen Folgen gestützt auf das Urteil des Obersten Gerichtshofes i. S. Paul Moser vom 9. April 1951[10] entziehen zu können, erscheint auf den ersten Blick eher ungewiss. Doch wären wir Ihnen dankbar, wenn auch diesem nicht unwichtigen Aspekt in den kommenden Besprechungen mit dem Staatsdepartement Beachtung geschenkt werden könnte[11].

---

10. *Im Fall P. Moser fällte das* Supreme Court of the United States *am 9. April 1951 ein Entscheid gegen die amerikanische Regierung. Es handelte sich dabei um die Frage, ob Moser, der während des Krieges ein Gesuchsformular um Befreiung vom Militärdienst in den USA durch die schweizerische Gesandtschaft in Washington eingereicht hatte, von der Naturalisierung ausgeschlossen sei. Vgl. das Gerichtsurteil des* Supreme Court of the United States, No. 301 *vom 9. April 1951,* E 2001(E)1967/113/345.

11. *Vgl. Nr. 136 in diesem Band.*

25

E 2001(E)1979/28/4
[DoDiS-9559]

Der schweizerische Botschafter in Moskau, A. Zehnder, an den Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli

S DZ Moskau, 14. Januar 1959

Sie haben mir mit dem letzten Kurier Photokopien Ihrer Notizen über eine Besprechung mit Bundesrat Petitpierre[1] betreffend die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion übermittelt. Ich danke Ihnen für diese Aufmerksamkeit und möchte meinerseits einen Beitrag zur Frage leisten.

Aus ernsten Gesprächen mit Russen, aus spontan hingeworfenen Bemerkungen oder aus polemischen Auseinandersetzungen mit ihnen scheint mir das Urteil der Sowjetmachthaber über die Schweiz und ihre Aussenpolitik mit ziemlicher Klarheit hervorzugehen. Es handelt sich dabei einerseits um die Kritik der Generallinie der schweizerischen Aussenpolitik und anderseits um die täglichen Erfahrungen in den gegenseitigen Beziehungen.

1) *Generallinie.* Die Schweiz war und ist heute noch im Bewusstsein der Russen ein neutraler Staat, dessen Neutralität und Neutralitätspolitik geschätzt werden. Aber bis anhin wurde diese Neutralität als etwas Gewohntes, ja Selbstverständliches einfach hingenommen, so dass der Begriff «neutral» auch dann bestehen blieb, als die öffentliche Meinung der Schweiz emotional anti-

---

1. *Vgl. die Notiz* Besprechung mit dem Departementschef *von R. Kohli vom 23. Dezember 1958,* E 2808(-)1974/13/5.

sowjetisch reagierte, wie etwa während und nach den ungarischen Ereignissen oder sogar noch im Juli letzten Jahres nach der Verkündung der Exekution von Nagy und Maleter.

Man verstand es, einen Unterschied zu machen zwischen der amtlichen Politik des Bundesrates und den Reaktionen der öffentlichen Meinung oder der Presse.

Es wurde erst anders nach der Bekanntgabe des grundsätzlichen Entscheides des Bundesrates in der Frage der atomaren Bewaffnung der schweizerischen Armee[2]. Selbst der Schweiz so wohl gesinnte Leute wie Botschafter Arutunian konnten nicht einfach über diese neue Tatsache sich hinwegsetzen. Warum eigentlich? Weil eben das Dossier Schweiz, das bisher unter der Etikette «neutral» irgendwo ruhte, hervorgeholt und untersucht werden musste. Dieses Dossier, mit kritischem Blicke nachgeprüft, ergab aber, dass die offizielle schweizerische Politik nach russischer Auffassung vielleicht doch nicht so neutral war, wie es sich diese Russen vorstellten. Man stellte ungefähr folgendes fest:

a) Die offizielle Schweiz betrachtet einen Krieg zwischen USA und der Sowjetunion als unvermeidlich (Artikel von Oberst-Korpskommandant H. Frick in der NZZ[3], gewisse veröffentlichte Reden unserer Stabsoffiziere).

b) Die öffentliche Meinung erachtet diesen Krieg als erwünscht, um mit dem Kommunismus und der Expansion der Sowjetunion ein für allemal Schluss zu machen. Insbesondere werden dabei Artikel aus der Feder von Salvador de Madariaga und gewisse Leitartikel aus der NZZ zitiert.

c) Entgegen anderen neutralen Staaten hat die Schweiz in keinem einzigen Falle etwas unternommen, um die bestehende Spannung zwischen West und Ost zu mildern. Die offizielle Schweiz blieb passiv, um so stärker aber griff die Presse in die Auseinandersetzungen zwischen West und Ost ein und zwar nicht nur im Sinne einer Verschärfung der Spannung, sondern mit guten Ratschlägen an die Atlantikmächte und insbesondere die USA, wie diese am besten den Russen entgegentreten sollten.

d) Schweizerische Regierungsstellen belehren oft die Bevölkerung, wie sie sich im «kommenden» Krieg zu verhalten hätte. Es werden Kurse organisiert für die Handhabung neuer Waffen, Luftschutzübungen, Aufrufe erlassen über die Notwendigkeit der Vorratshaltung in jedem Haushalt, Festungen werden gebaut und Schiessplätze ausgebaut.

e) Die Kredite für die militärische Bereitschaft der Schweiz sind nicht nur im Jahresbudget sehr hoch, sondern werden durch Zusatzkredite im Verlaufe des Jahres noch wesentlich erhöht.

Die Betriebsamkeit auf militärischem und paramilitärischem Gebiet in der Schweiz in Verbindung gebracht mit Reden und Artikeln massgebender Persönlichkeiten des schweizerischen öffentlichen Lebens in der Schweizer Presse sowie mit der allgemeinen Haltung der schweizerischen Bevölkerung

---

2. *Vgl. Nrn. 10, 11, 72 und 73 in diesem Band.*

3. *Vgl. den Artikel von H. Frick* Neutralität der Schweiz und Neutralisierung Mitteleuropas *vom 23. Juni 1958 in der NZZ,* E 2001-05(-)1000/125/77.

gegenüber dem «Staat» Sowjetunion und nicht etwa gegenüber dem Kommunismus, ergeben durch die sowjetische Lupe betrachtet ein Bild der Schweiz, das mit dem russischen Begriff der Neutralität nicht mehr ganz übereinstimmt. Dazu kommt die Konkurrenz der anderen neutralen Staaten in Moskau (als Beispiel die betont russophile Haltung des österreichischen Botschafters[4]), international (etwa die sehr betont freundliche Haltung Indiens, Schwedens, oder sogar Argentiniens) und in den Vereinigten Nationen bei gewissen Abstimmungen.

Ich habe Ihnen den Standpunkt der Russen etwas summarisch und ohne jede Kritik umschrieben. Und trotzdem bin ich der Auffassung, wir sollten diesen Stimmungswechsel, unter dem ich als Botschafter der Schweiz am meisten zu leiden habe, nicht übertrieben tragisch nehmen. Der Durchschnittsrusse und die regierenden Männer in Moskau betrachten die Schweiz als neutral, als ein gutes, ja als ein idyllisches und friedliches Land. Diese traditionelle im russischen Bewusstsein fest verankerte Vorstellung wird auf die Dauer Oberwasser gewinnen.

Was könnte unsererseits gemacht werden, um hier Abhilfe zu schaffen? Ist es überhaupt notwendig, mit den Russen auszukommen, werden wohl die Parlamentarier fragen und sofort auf den Präzedenzfall Hitlerdeutschland und die mutige Haltung der Schweizerpresse hinweisen. Hitlerdeutschland ist aus vielen Gründen kein Präzedenzfall, denn in erster Linie ist die Schweiz gegen den Kommunismus als Ideologie immun. Anders als die Deutschen verstehen es die Russen durchaus, dass man Kommunisten überwacht und einkerkert, und sind bereit, auch in einem solchen Falle recht freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten. Die Russen begreifen den Unterschied zwischen Neutralität und Gesinnungsneutralität, zwischen offizieller Politik und den Reaktionen der öffentlichen Meinung. Wenn ich hohen Ortes erkläre, dass Salvador de Madariaga ein Liberaler sei und die NZZ ihm deshalb ihre Kolonnen öffne, so ist dass für die hiesigen Machthaber ein gültiges Argument, denn sie tun ja genau dasselbe gegenüber ihren eigenen Gesinnungsfreunden im Auslande.

Die UdSSR ist aber heute eine Weltmacht, die Weltpolitik betreibt. Das ist der grosse Unterschied gegenüber der stalinistischen Ära. Auch wir müssen die Sowjetunion als massgeblichen Faktor der Weltpolitik in unsere Neutralitätspolitik einbeziehen. Je grösser die Kriegsgefahr, umso sorgfältiger müssen wir die Politik der Sowjetunion analysieren. Es wäre nämlich möglich, dass sie unsere Neutralität respektiert. Ich glaube es, denn die neutrale Schweiz ist, wie ich bereits erwähnt habe, im Bewusstsein des Russen tief verankert. Es wäre einfach nicht klug, diese uns so günstige Voraussetzung zu erschüttern. Weshalb auch? Nur um zu zeigen, wie antikommunistisch mutig wir uns gebärden! Es geht ja aber nicht um die Gesinnung, sondern um die politische Generallinie.

Ich kann Ihnen keinen praktischen Rat geben, es sei denn ruhig und konsequent unsere Neutralitätspolitik weiter aufbauen, als wäre die Sowjetunion nicht unbedingt der potentielle Feind Nr. 1, und in der Öffentlichkeit weniger vom Krieg sprechen und weniger Ratschläge an andere erteilen. Die Zeit und das Gefühl der Achtung der Russen vor der schweizerischen Neutralität wer-

4. *N. Bischoff.*

den im übrigen ihre heilsame Wirkung ausüben. Um beim Bilde zu bleiben: das Dossier Schweiz wird unter diesen Voraussetzungen wieder in einem Aktenschrank mit der Überschrift «neutral» verschwinden. Für den Augenblick wünsche ich nicht mehr als das.

2) Um vollständig zu sein, darf ich die *Routinegeschäfte*, d. h. die alltäglichen bilateralen Einzelbeziehungen nicht übergehen. Auf diesem Gebiete sieht es leider ganz bedenklich aus. Russische Staatsminister und Beamte, die berufen sind, sich mit diesen Alltäglichkeiten zu befassen, sind zur Zeit auf die Schweiz sehr schlecht zu sprechen. Vorfälle wie mit der russischen Hockeymannschaft in Genf oder den russischen Beamten der Weltgesundheitsorganisation in Bern, die stagnierenden Wirtschaftsbeziehungen, die vollständig ruhenden kulturellen Beziehungen im Vergleich zu dem immer intensiver werdenden kulturellen Austausch der Russen mit den Ländern des Atlantikpaktes, ja sogar mit Westdeutschland, sind für die hiesigen Beamten Tatsachen, die den Stand des Verhältnisses der Schweiz zur Sowjetunion charakterisieren. Die Bilanz, die man hier zieht, sieht für uns schlecht aus. Was auf diesem Gebiet getan werden kann, werden Sie aus der Perspektive Bern besser beurteilen können als ich. Ein Minimum sollte aber zur Auflockerung der Atmosphäre getan werden.

Bisher haben die Beamten noch keine Weisungen von «oben» erhalten, die Schweiz unfreundlich zu behandeln. Meine letzten Gespräche mit Mitgliedern des Präsidiums, der Regierung, mit Gromyko und Zorin mahnen noch nicht zum Aufsehen.

26

E 2001(E)1976/17/99
[DoDiS-14842]

Der schweizerische Botschafter in Washington, H. de Torrenté, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

Angebote der «United States Army Research and Development Liaison Group» in Frankfurt a. M. an schweizerische Wissenschaftler zur Finanzierung von Forschungsarbeiten

S Washington, 15. Januar 1959

Am 29. Oktober 1958[1] liess mir das Politische Departement eine Kopie eines Beschlusses des Bundesrates vom 17. Oktober 1958[2] zusammen mit Mitberichten der verschiedenen Departemente[3] zukommen. Dieser Beschluss erklärt den Abschluss von Subventionsverträgen mit ausländischen staatlichen Stellen als unerwünscht.

1. *Vgl. die Aktennotiz von W. Bossi vom 29. Oktober 1958, nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. den Bundesratsbeschluss vom 17. Oktober 1958,* E 1004.1(-)-/618 (DoDiS-14826).
3. *Vgl. die Mitberichte der Departemente, nicht abgedruckt. Sowie den Mitbericht des Militärdepartements vom 15. September 1958,* E 5001(F)1970/4/19 (DoDiS-14825).

Nach dem beleuchtenden Bericht und den Vernehmlassungen wurde er hauptsächlich durch die Tätigkeit amerikanischer Dienststellen in Europa verursacht, die verschiedenen Schweizer Wissenschaftlern Subventionen zur Unterstützung ihrer Forschungen anboten[4]. Zweck des Beschlusses ist die Bewahrung der schweizerischen Wissenschaft vor einer Abhängigkeit von ausländischen Mächten, die Verhinderung der Rekrutierung fähiger junger Schweizer durch das Ausland (Bericht des Nationalfonds[5]) und die Unterbindung der aktiven Unterstützung der Rüstungsbestrebungen von ausländischen Staaten durch Schweizer.

Die Frage stellt sich, wie sich dieser Beschluss auswirkt, vor allem ob die genannten Ziele durch ihn erreicht werden und welche Nebenfolgen er für die schweizerische Wissenschaft hat. Dazu muss zuerst näher darauf eingegangen werden, welche Tätigkeit die amerikanischen Dienststellen bisher in der Schweiz entfaltet haben. Hier ist zu bemerken, dass diese Aktivität nach den Informationen meines wissenschaftlichen Attachés[6] wesentlich grösser war als es der beleuchtende Bericht vermuten lässt.

Die «United States Army Research and Development Liaison Group» ist nur eine der Dienststellen, die solche Subventionsverträge angeboten hat, und ihre Tätigkeit ist neueren Datums. Daneben besitzt auch die «US Air Force» eine entsprechende sehr grosse Organisation in Brüssel[7], die eine Vielzahl von Forschungsbeiträgen an die europäische Wissenschaft gegeben hat und noch gibt, die von kleinen Zuschüssen für die Publikation von Arbeiten auf dem Gebiete der reinen Mathematik bis zur Finanzierung von grossen Windkanalanlagen für Überschallversuche (z. B. in Italien) geht. Eine dritte Stelle, die als erste in Europa tätig war und ebenfalls eine sehr rege und umfangreiche Aktivität aufweist, ist das «Office of Naval Research (ONR), European Branch» in London. Eine vierte, jedoch zivile Agentur, die ebenfalls Forschungsaufträge im Ausland vergeben kann, ist die «National Science Foundation» hier in Washington.

Die militärischen Stellen beschränken sich nicht nur auf die Administration der Subventionsgelder, sondern befassen sich auch mit der Berichterstattung über die europäischen wissenschaftlichen Entwicklungen und Fortschritte. Das «Office of Naval Research» in London besitzt beispielsweise einen Stab von Wissenschaftlern, die die Universitäten und Laboratorien, sowie oft auch Privatfirmen in Europa regelmässig besuchen und die gesammelten Informationen in Form eines Mitteilungsblattes an amerikanische Interessenten weiterleiten. Die Subventionsverträge, die diese Stellen offerieren, sind meist sehr grosszügig formuliert und erlauben meistens eine freie Publikation der gewonnenen Resultate in einer freigewählten Fachzeitschrift. Eine besondere Attraktion an ihnen ist der Umstand, dass sie den Begünstigten erlauben, gratis

---

4. *Zur Frage der Tätigkeiten der amerikanischen Dienststellen in der Schweiz vgl. auch* E 3001(B)1978/31/77.

5. *Vgl. das Schreiben von A. v. Muralt an das Departement des Innern vom 1. Oktober 1957, nicht abgedruckt.*

6. *U. Hochstrasser.*

7. *Es handelt sich um die europäische Zentralstelle des* Air Research and Development Command.

mit dem «Military Air Transport Service» an wissenschaftliche Kongresse in den USA zu fliegen. Es ist hier auch zu bemerken, dass die amerikanischen militärischen Stellen die Grundlagenforschung unabhängig von ihrer unmittelbaren militärischen Anwendbarkeit in den verschiedensten wissenschaftlichen Disziplinen mit wesentlichen Beiträgen unterstützen. Dies beruht auf der Erkenntnis, dass die Entwicklung fundamental neuer Waffen wesentlich die allgemeinen Resultate der modernen Grundlagenforschung benützen muss, und dass immer wieder Gebiete, die vom waffentechnischen Standpunkt aus als uninteressant betrachtet werden, plötzlich militärisch sehr wertvolle Beiträge liefern. Beispielsweise sind die amerikanischen militärischen Stellen auf dem Gebiete der reinen und angewandten Mathematik sehr aktiv, was sich nicht nur in Geldbeiträgen, sondern auch in der Organisation von Symposia und anderen wissenschaftlichen Konferenzen unter Beiziehung der namhaftesten Spezialisten aus der westlichen Welt ausdrückt.

In Bezug auf die Erreichung der drei anfangs erwähnten Ziele ist folgendes zu bemerken:

1. Bewahrung der schweizerischen Wissenschaft vor einer Abhängigkeit von ausländischen Mächten. Zweifelsohne besteht eine Gefahr, dass gewisse Zweige der Schweizer Forschung durch vom Ausland gelenkte Subventionen in Bahnen gelenkt werden könnten, die dem Interesse unseres Landes abträglich sind. Der erwähnte Beschluss scheint jedoch dieser Gefahr nicht wirksam entgegenzutreten, da er, und allfällig daraus resultierende Verbote, leicht umgangen werden können.

Die amerikanischen Dienststellen beabsichtigen in Zukunft, anstelle von direkten Verträgen mit Schweizern, Forschungsaufträge an Wissenschaftler oder Universitäten benachbarter Länder zu vergeben, die dann unter ihrem Namen die Zusammenarbeit mit Schweizern organisieren. Diese Regelung ist für die Universitäten sehr attraktiv, da sie gewöhnlich einen gewissen Prozentsatz des Auftrages als Beitrag für allgemeine Unkosten für sich behalten können. Bereits besteht eine solche Zusammenarbeit zwischen einer deutschen Universität und einem Basler Forscher[8]; über ein weiteres Projekt, des die Universität Mailand und einen Schweizer Mathematiker betreffen, wird gegenwärtig verhandelt.

2. Verhinderung der Rekrutierung fähiger junger Schweizer durch das Ausland. Wie bereits erwähnt, wird die Schweiz regelmässig von amerikanischen Wissenschaftlern des ONR in London besucht. Sporadisch schickt auch die «Air Force» Spezialisten zur Information in die Schweiz. Daneben wird die schweizerische Fachliteratur in Amerika zum Teil sorgfältig gelesen, sodass auf Grund von Veröffentlichungen oft Beziehungen zwischen Amerikanern und Schweizer Forschern angeknüpft werden, die manchmal zu Einladungen nach Amerika führen. Es ist deshalb sehr zweifelhaft, ob die zur Diskussion stehenden Subventionsverträge eine wesentliche Förderung der Abwanderung von Schweizer Fachleuten zur Folge haben. Im Gegenteil, mancher Schweizer Forscher könnte seine fähigsten Schüler behalten, wenn er ihnen

---

8. *Es handelt sich um eine Zusammenarbeit von Dr. P. Miescher mit der Universität von Marburg, vgl. das Schreiben von M. E. Freeman an R. Schwind vom 18. Dezember 1958, nicht abgedruckt.*

eine gutbezahlte Mitarbeit an interessanten Projekten offerieren könnte. Die Geldmittel die dem Nationalfonds zur Verfügung stehen sind noch nicht ausreichend, sodass auch der tüchtige junge Forscher im Vergleich mit seinen Altersgenossen im Handel in finanziell sehr bescheidenen Verhältnissen leben muss. Auch der Vergleich mit seinen Fachkollegen in den USA fällt für ihn oft nicht sehr befriedigend aus. (Beispielsweise offeriert gegenwärtig das «National Bureau of Standards» hier in Washington für Mathematiker mit Doktortitel im Anschluss an ihre Studien ein Stipendium von 7'510 $ pro Jahr, das nur mit der Verpflichtung verbunden ist, dass sie auf einem von ihnen selbst gewählten Gebiet Forschung betreiben.)

Der Abwanderung von jungen Schweizer Forschern kann nur durch die Schaffung besserer Arbeitsmöglichkeiten und durch eine finanzielle Besserstellung gesteuert werden.

3. Unterbindung der aktiven Unterstützung der Rüstungsbestrebungen eines einzelnen ausländischen Staates. In Anbetracht der Neutralitätspolitik der Schweiz würde dieses Ziel allein schon den Beschluss rechtfertigen. Nun ist es aber nach den vorherigen Ausführungen offensichtlich, dass eine grosse Kategorie von Forschungsaufträgen existiert, die Gebiete betreffen, die von ganz allgemeinem wissenschaftlichem Interesse sind und die ausdrücklich gestatten, dass die Resultate in einer beliebigen Fachzeitschrift veröffentlicht werden. Mit der Erlaubnis zur Publikation fällt der Vorwurf der Begünstigung einer einzelnen Macht dahin, da die freie Ausfuhr wissenschaftlicher Fachzeitschriften meines Wissens bis jetzt von keinem Kulturstaat unterbunden worden ist. Im Hinblick auf unsere Neutralitätsverpflichtungen bietet deshalb diese Erlaubnis ein leicht entscheidbares Kriterium für die Wünschbarkeit eines Subventionsvertrages.

Abschliessend ist zu sagen, dass der erwähnte Beschluss des Bundesrates in seiner gegenwärtigen Form zu ernsthaften Nachteilen für die schweizerische Wissenschaft führen kann, die sich nicht als Opfer für unsere Neutralitätspolitik rechtfertigen lassen. Zudem werden zwei der drei angestrebten Ziele auf diesem Wege nicht wirklich erreicht.

Der Beschluss bedeutet nicht nur eine materielle Einbusse für manche Schweizer Forscher, sondern nimmt ihnen auch die Möglichkeit, an wichtigen wissenschaftlichen Anlässen und Diskussionen teilzunehmen, die für ihre Forschung von wesentlicher Bedeutung sind. Indirekt besteht auch die Gefahr, dass auf diese Weise sogar eine erhöhte Abwanderung der tüchtigsten jungen Wissenschaftler eintritt, da entsprechend den neuesten Entwicklungen nun auch manche Universitäten in Europa Arbeitsmöglichkeiten offerieren können, die im gleichen Ausmasse in der Schweiz vielleicht nicht vorhanden sind.

Es erhebt sich deshalb die Frage, ob es nicht von Vorteil wäre, wenn der Bundesrat seine Stellungnahme nochmals in Betracht ziehen würde[9] und im

---

9. *Das Politische Departement sah unmittelbar nach dem oben erwähnten Schreiben keine Veranlassung, eine Änderung des Bundesratsbeschlusses vom 17. Oktober 1958 zu beantragen, vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an H. de Torrenté vom 7. April 1959,* E 2200.36(-)1972/18/70. *Im Jahre 1960 fasst das Politische Departement dann aber eine allfällige Überprüfung des Bundesratsbeschlusses ins Auge, vgl. das Schreiben R. Bindschedler an H. de Torrenté vom*

Sinne des Vorschlages des Volkswirtschaftsdepartementes[10] auf Subventionsverträge, die rein militärischen Charakter haben (in Berücksichtigung des vorher erwähnten Kriteriums) beschränken könnte.

Vielleicht wäre es zweckmässig, den Schweizer Forschern in irgend einer Form eine Melde- und Genehmigungspflicht für solche Forschungsaufträge aufzuerlegen, womit auf wirksamerem Wege eine ungünstige Beeinflussung unserer Forschung vermieden werden könnte[11].

Ich wäre Ihnen auch dankbar, wenn ich in Zukunft vorgängig zu einem Beschluss Gelegenheit zur Stellungnahme in solchen Fragen erhielte, da diese mit der zunehmenden Bedeutung der Wissenschaften in unseren Beziehungen mit den Vereinigten Staaten eine immer wichtigere Rolle spielen.

---

12. Januar 1960, ibid. und das Antwortschreiben von H. de Torrenté an R. Bindschedler vom 22. Januar 1960, nicht abgedruckt (DoDIS-14843). *Im Sommer 1960 beschloss der Bundesrat den Bundesratsbeschluss vom 17. Oktober 1958 aufzuheben und nur Subventionen ausländischer staatlicher Stellen zu verbieten, die die Entwicklung von Waffen und Kriegsmaterial bezwecken, vgl. den BR-Prot. Nr. 1103 vom 27. Juni 1960,* E 1004.1(-)1000/9/638 (DoDIS-14848).

10. *Vgl. den Mitbericht des Volkswirtschaftsdepartements vom 1. Oktober 1958, nicht abgedruckt.* E 3001(B)1978/31/77.

11. *Die ausländischen Regierungen wurden ersucht, dem Politischen Departement alle Forschungsprojekte, die sie in der Schweiz finanziell unterstützten, offiziell zu melden, vgl. den BR-Prot. Nr. 1103 vom 27. Juni 1960,* E 1004.1(-)1000/9/638 (DoDIS-14848).

27

E 2808(-)1974/13/4
[DoDIS-15647]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
à la Division des Affaires administratives du Département politique

L Paris, 2 février 1959

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 27 janvier[1] par laquelle vous soulevez diverses questions au sujet de notre représentation en Guinée.

Le problème que nous pose l'accession à l'indépendance de cette ancienne colonie doit être examiné dans le contexte plus vaste de l'ex-Afrique Noire française. Divers indices laissent entrevoir que les Etats membres de la communauté considèrent comme transitoire seulement cette forme nouvelle d'association avec la France, et que leur objectif à terme est un lien plus lâche dont la relation Ghana-Royaume Uni leur fournit l'exemple. Il en découle que nous pourrons être appelés à réviser notre représentation dans cette partie du continent africain, à bref – Togo et Cameroun sur lesquels le mandat français vient à expiration, Nigeria britannique – ou à plus lointain délai.

1. J'abonde dans votre sens en ce qui concerne le statut de notre représentation à Conakry. Un poste indépendant s'impose sous forme d'un consulat

---

1. *Non retrouvée.*

honoraire. J'écarte un consulat général, en dépit du précédent créé au Ghana[2] et au Liberia[3], car nous limiterions par trop notre champ de manœuvre au regard des territoires dont on peut soupçonner la vocation à l'indépendance. Notre agent consulaire, M. André Albrecht, s'est présenté récemment à l'Ambassade. Il nous a fait bonne impression, paraît s'accommoder fort bien du régime de M. Sékou Touré (voir lettre politique du 17 décembre dernier[4]), et croit à la possibilité de rendre à la communauté suisse le tonus qu'elle a perdu ces derniers temps. Sauf contre-indication – vous tiendrez à entendre les consuls Falquier et Rist – M. Albrecht me semble réunir les conditions requises pour être nommé consul honoraire et obtenir l'exequatur.

2. Pouvons-nous dans ces circonstances maintenir notre poste à Abidjan (Côte d'Ivoire) au rang de vice-consulat? La rivalité entre M. Houphouët-Boigny, leader de la Côte d'Ivoire et M. Sékou Touré, est notoire. La promotion de notre représentation à Conakry risque donc d'être mal accueillie à Abidjan, si nous y laissons les choses en l'état.

Vu les préventions que les dirigeants de la Côte d'Ivoire nourrissent contre Dakar (voir mon RP N° 3 du 22 janvier[5]), j'inclinerais à proposer que le vice-consulat soit élevé au rang de consulat honoraire, rattaché à l'Ambassade, n'était mon souci de voir le consulat de carrière que M. Rist dirige avec beaucoup de compétence perdre un second fleuron.

La Guinée et la Côte d'Ivoire sont les régions les plus fertiles et les plus riches de l'ancienne AOF[6]. Détacher l'un et l'autre de Dakar serait amputer singulièrement les attributions de M. Rist, dont l'activité et l'information me paraissent remarquables. Je voudrais en conséquence vous proposer un compromis: Abidjan demeure vice-consulat subordonné à Dakar, mais M. Wimmer est nommé consul titulaire. Sur ce point également, M. Falquier, dont l'avis est désintéressé, pourrait être de bon conseil.

3. Organisée selon cette épure, notre représentation en Afrique noire souffrira dans sa partie indépendante d'un cloisonnage contraire à la vue d'ensemble, et d'un décalage par rapport aux missions diplomatiques étrangères. La coordination éminemment souhaitable il me semble, assortie de satisfactions d'amour propre à ces jeunes Etats, pourrait se faire par un agent diplomatique accrédité à Accra, Monrovia et Conakry, liste à laquelle Lagos (Nigeria britannique) s'ajouterait dès l'automne 1960. Aucune de ces capitales ne se prêterait à abritrer le siège permanent de l'envoyé, étant données les rivalités qui les opposent. Mais on peut recourir à une mission existante. Entre Rabat, Tunis, Le Caire, Addis-Abeba et Pretoria, mon choix se porte tout naturellement sur la première: affinités entre anciens membres de l'empire français, bons moyens de

---

2. *Cf. la proposition du Chef du Département de l'Economie publique, Th. Holenstein, au Conseil fédéral du 27 mars 1957,* E 1004.1(-)1000/9/600 (DoDIS-12655).

3. *Cf. le PVCF N° 1603 du 26 août 1957,* E 1004.1(-)1000/9/604 *ainsi que* E 2200.189(-)1971/191/1.

4. *Cf. la lettre de P. Micheli à R. Kohli du 17 décembre 1958,* E 2300(-)1000/716/353.

5. *Cf. le rapport politique N° 3 de P. Micheli à M. Petitpierre du 22 janvier 1959,* E 2300(-)1000/716/354.

6. *Afrique occidentale française.*

transport entre le Maroc et ce qui fut l'AOF, possibilité pour l'envoyé itinérant de faire la synthèse de l'évolution.

A première vue, rien ne presse. Cependant, l'accélération que connaît l'histoire de cette partie du monde est telle qu'il paraît judicieux d'approfondir la question, d'autant que l'ouverture de relations diplomatiques nécessite l'approbation des Chambres, et implique par conséquent des délais.

28

E 2300(-)1000/716/354
[DoDiS-15032]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Michel Debré, Premier Ministre

RP Confidentiel Paris, 23 février 1959

Lorsque le Général de Gaulle reçut pour la première fois le Corps diplomatique à l'Elysée, le 22 janvier, j'eus l'occasion de bavarder un moment avec le Premier Ministre, M. Michel Debré. Celui-ci m'avait parlé de ses amis suisses, entre autres du Ministre Olivier Long, avec lequel il est lié depuis longtemps, et du Ministre Gérard Bauer, pour qui il a beaucoup d'estime. Je lui avais demandé quand je pourrais lui rendre visite. Il m'avait répondu que dans les prochaines semaines il avait un programme très chargé, mais qu'après le 15 février il me ferait signe. Effectivement, quelque temps après, il me donna rendez-vous pour le 20 février.

Vous connaissez assez le curriculum vitae du chef du Gouvernement français pour que je ne vous rappelle pas longuement ses antécédents. Il est encore jeune, à peine 47 ans. Son aspect grave, réfléchi et doux cache une grande passion, qui s'est exprimée souvent d'une façon violente lorsqu'il était dans l'opposition. Sa fidélité au Général de Gaulle est absolue, dit-on, et lui a valu d'être choisi comme Premier Ministre. Il a joué un rôle important dans les événements du 13 mai 1958. La nouvelle constitution gaulliste est en grande partie son œuvre. Même ses adversaires reconnaissent sa probité intellectuelle et son patriotisme.

La puissance de travail de M. Debré est grande. Le système actuel, qui fait converger toutes les questions importantes vers le sommet de la pyramide gouvernementale, amène sur sa table – son conseiller diplomatique me l'avait confirmé avant que je ne sois introduit chez son chef – un nombre considérable d'affaires. En quelques mots, le Premier Ministre commença par me décrire l'ampleur des réformes entreprises: celles-ci touchent à la structure de l'Etat, à l'administration, aux finances, à l'économie, à la promotion sociale et, naturellement, au problème algérien. Il fit aussi allusion aux difficultés de sa tâche, non seulement à cause de l'étendue des réformes en cours, mais parce qu'il doit en quelque sorte interpréter et exécuter la pensée du Général de Gaulle. Bien

qu'il ne l'ait pas dit expressément, il me laissa entendre – ce dont nous avions déjà l'impression – que sur certains points sa propre pensée ne coïncidait pas exactement avec celle du Général.

Comme nous parlions de la situation économique, j'abordai le sujet de la zone de libre échange[1]. Je lui répétai ce que j'avais déjà déclaré au Général de Gaulle[2] concernant les préoccupations que nous cause l'opposition de la France à une solution multilatérale du problème de l'association au Marché commun des pays tiers membres de l'OECE. Je lui dis que même si on parvenait à établir un modus vivendi provisoire par des pourparlers bilatéraux – qui devraient d'ailleurs s'inscrire dans un cadre multilatéral –, une telle voie nous paraissait sans issue si l'on voulait arriver à un arrangement définitif. Je lui expliquai que pour éliminer les discriminations dont nous étions l'objet et contre lesquelles nous nous élevions, il fallait qu'un régime préférentiel fût également reconnu aux membres de l'OECE ne faisant pas partie du Marché commun. Or, dans le domaine tarifaire les règles du GATT ne prévoyaient de régime préférentiel que dans les deux cas déterminés d'une union douanière et d'une zone de libre échange. Si le gouvernement français écartait la zone de libre échange, comment concevait-il dans ces conditions l'octroi d'une préférence tarifaire à des pays comme la Suisse? Le Général de Gaulle, ajoutai-je, m'avait déclaré que cela pourrait se faire par des accords bilatéraux. Mais quant à nous, abstraction faite des inconvénients que présentait à nos yeux une méthode qui porterait atteinte aux principes ayant gouverné pendant dix ans les relations entre les pays au sein de l'OECE, nous ne voyions pas comment de tels accords seraient possibles puisqu'ils se heurteraient non seulement aux dispositions du GATT, mais encore à celles du Marché commun.

M. Debré me fit une réponse qui me surprit. Il me dit avec une grande franchise: «Vous connaissez la position personnelle que j'avais prise à l'égard de la CECA et du Marché commun. Vous savez que j'ai combattu ces institutions. Mon opinion n'a pas changé. Je n'y ai jamais cru et n'y crois pas plus maintenant. De deux choses l'une: ou ces institutions prendront vraiment corps et conduiront à une étroite fusion de leurs membres, ou elles ne parviendront pas à ce but et chacun des membres conservera sa personnalité politique et économique. Dans le premier cas, j'en conviens, se posera le problème qui vous inquiète. Dans le second cas – et M. Debré paraissait croire que c'est ce qui se produirait – tout serait remis en question et les relations avec les pays tiers seraient reprises sur une autre base. Pour le moment, ne considérons donc que l'arrangement provisoire».

Cette déclaration m'étonna. Elle est en effet en contradiction avec ce qui a été affirmé du côté français après les entrevues entre le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer. On avait alors souligné le ralliement complet du Général à l'intégration européenne. Les idées du Premier Ministre et du Président de la République sont-elles donc divergentes sur ce point?

Le Premier Ministre continua en me disant qu'il désirait prochainement m'entretenir de deux questions dans les détails desquelles il n'était pas encore

---

1. *Cf. la table méthodique:* III. Relations multilatérales *dans le présent volume.*
2. *Cf. N° 19 dans le présent volume.*

prêt d'entrer, mais dont néanmoins il voulait me faire part: l'investissement de capitaux suisses en France et les opérations financières faites en Suisse par le FLN[3].

Sur le premier point il m'expliqua que le développement économique de la France nécessitait des capitaux considérables, entre autres pour améliorer l'équipement industriel. Il songeait à faire appel au marché suisse, soit pour des emprunts d'entreprises privées, soit éventuellement pour un emprunt d'Etat. Je lui demandai si dans son idée il s'agissait d'investissements en France même ou aussi dans les territoires d'outre-mer. Il précisa qu'il s'agissait principalement de la France métropolitaine et peut-être, le cas échéant, de l'Algérie et du Sahara. Je m'abstins de tout commentaire, mais pensai à part moi que nous aurions peut-être là un moyen de pression pour nos pourparlers économiques.

Sur le second point, M. Debré me déclara qu'il voulait mener la lutte contre le FLN sur tous les fronts et qu'il cherchait aussi à entraver ses achats à l'étranger. Il savait que le FLN avait des fonds importants dans des banques suisses – il mentionna l'Union de Banques Suisses – et qu'avec ces fonds les rebelles effectuaient de nombreux paiements. Il se demandait comment de semblables opérations pourraient être empêchées. Je répliquai de suite qu'une interdiction aux banques suisses d'effectuer des opérations financières pour le compte du FLN était sans doute exclue. Même si certains banquiers, par sympathie pour la France, se laissaient persuader de ne pas accepter des dépôts du FLN, jamais l'ensemble des banques suisses ne prendrait des mesures générales dans le sens désiré par lui.

Comme il est probable qu'au cours des prochaines semaines M. Debré reprendra la conversation avec moi sur ces deux questions, je vous serais reconnaissant de me dire dans quel sens je devrai lui répondre.

A la fin de mon entrevue et conformément à vos instructions, j'entretins M. Debré de l'engagement des mineurs dans la Légion étrangère[4]. L'affaire manifestement ne lui était pas connue et ne semblait pas retenir son attention. J'insistai donc en lui disant que j'en avais parlé au Général de Gaulle[5] parce qu'elle pesait sur les relations franco-suisses et que nous y attachions beaucoup d'importance. M. Debré me dit alors qu'une modification du règlement de la Légion serait sans doute impossible, mais que nous pourrions peut-être obtenir satisfaction dans des cas particuliers si nous en saisissions les autorités compétentes. Je lui répondis que c'est ce que nous faisions toujours, malheureusement sans succès jusqu'à présent. M. Debré fit une notice à ce sujet sur ses papiers.

---

3. *Cf. N° 14 dans le présent volume.*
4. *Cf. N° 19, note 2, dans le présent volume.*
5. *Cf. N° 19 dans le présent volume.*

29

E 2001(E)1972/33/C191
[DoDiS-15485]

L'Ambassadeur de Suisse à Madrid, Ph. Zutter,
à la Division des Affaires politiques du Département politique

L Confidentielle Madrid, 24 février 1959

Me référant à votre lettre du 11 février[1] concernant l'affaire de la Société de Banque Suisse[2], je m'empresse de porter à votre connaissance que j'ai rencontré hier soir le Juge des délits monétaires, M. Villarias, qui m'a fourni certains renseignements sur l'état de la procédure. Je l'ai écouté attentivement, car tant de bruits incontrôlables courent les rues qu'il est difficile de se faire une idée exacte de la situation.

M. Villarias m'a dit que le Conseil des Ministres avait décidé, en principe, que la liste des délinquants et des condamnations respectives serait publiée au Bulletin officiel de l'Etat[3]. Cette liste comporte un peu moins de six cents noms. Le Juge lui-même estime cependant que cette manière de faire n'est pas indiquée et il n'a pu se résoudre jusqu'ici à prendre les dispositions effectives en vue de sa réalisation. Ses hésitations, soit dit en passant, sont fort compréhensibles, car les listes saisies comportaient un plus grand nombre d'adresses et si l'on n'en publie qu'une partie, il faut bien qu'on en ait escamoté un certain nombre pour des raisons faciles à comprendre.

Quant à la personne de Rivara, le Juge m'a solennellement répété que notre compatriote ne s'est pas vendu aux autorités espagnoles, mais a bel et bien été attrapé par la police[4]. Cette manière de voir confirme mon impression qui semble ne pas être partagée par la Société de Banque Suisse, laquelle, selon les renseignements qui me sont parvenus, croit pouvoir rejeter sur Rivara la responsabilité tout entière du scandale. Je crois que ces considérations sont de nature à intéresser le Ministère public fédéral et à lui faire examiner la question de savoir si réellement Rivara peut être accusé d'espionnage économique. Il me semble que pour justifier une telle accusation, il faudrait qu'il ait pris une initiative. Si sa faute consiste seulement dans le fait d'avoir répondu aux inter-

---

1. *Cf. la lettre de la Division des Affaires politiques du Département politique à Ph. Zutter du 11 février 1959, non reproduite.*
2. *L'arrestation à Barcelone, le 30 novembre 1958, de G. Rivara, mandataire commercial de la SBS de Genève, en possession d'une liste contenant plusieurs centaines de noms de clients espagnols de la banque.*
3. *Cf. effectivement le* Boletin oficial del Estado *n° 58 du 9 mars 1959, pp. 3896 ss., dont un exemplaire se trouve in* E 2001(E)1972/33/C 191.
4. *Sur cette affaire, cf. la notice* Angelegenheit Rivara *de M. Gelzer du 22 janvier 1959, non reproduite* (DoDiS-15486), *la notice* Visite de M. Schweizer, Directeur général de la Société de Banque Suisse à Bâle, à M. le Ministre Kohli *du 23 mars 1959,* E 2200.38(-)1979/3/18 (DoDiS-15489), *la lettre de R. Kohli à Ph. Zutter du 25 mars 1959, ibid.* (DoDiS-15488), *la lettre de S. Schweizer à R. Kohli du 8 janvier 1960, non reproduite* (DoDiS-15491), *et le N° 67 dans le présent volume.*

rogatoires des autorités espagnoles, en ne dissimulant pas indéfiniment la vérité pour sauver les clients de la banque, je me demande si elle peut être sanctionnée judiciairement en Suisse. Rivara a-t-il «rendu accessible un secret d'affaires à un organisme officiel étranger» en ne se refusant pas systématiquement à répondre à une enquête menée conformément à la législation du pays où une infraction avait été commise? Ou bien devait-il nier «usque ad effusionem sanguinis»? – Rivara a commis une faute contre la législation espagnole en aidant les clients de la banque à administrer des fonds qu'ils avaient déposés en Suisse sans les avoir déclarés. Mais la banque elle-même savait à quoi elle s'exposait en envoyant un agent en Espagne. Si je m'étends un peu longuement sur ce point spécial, c'est que j'aimerais éviter une injustice à l'égard de Rivara qui n'avait sans doute pas les qualités, les compétences et la résistance morale que nécessitait la fonction qu'on lui avait confiée. Son cas me fait parfois penser aux «Animaux malades de la peste». On s'acharne sur le baudet.

J'ai pu déceler des propos du Juge que les noms de plusieurs mandataires itinérants de banques suisses étaient connus. Celui des Kern[5] est particulièrement surveillé. La police avait d'ailleurs raconté à Rivara que c'est Pierre Kern qui l'avait vendu. (Pierre Kern est au siège de Genève de la Société de Banque Suisse et est un ancien fonctionnaire du Département politique). Il va de soi que ce propos ne saurait être retenu et qu'il s'agissait sans doute d'un aiguillon destiné à faire perdre son calme à Rivara. D'autre part, le Juge a prononcé le nom de M. Souviron du Crédit Suisse[6] qui est pourtant un des agents les plus discrets qu'envoyaient nos banques. M. Villarias a ajouté que les banques ne semblaient pas très prudentes puisque la police s'était saisie d'un extrait de compte envoyé récemment par une banque (sauf erreur le Crédit Suisse ou l'Union de Banques Suisses) à un client par la poste. Le client a été immédiatement mis sur la liste des délinquants. Ce manque de précaution rend la clientèle espagnole absolument furieuse. Ces histoires se répètent et s'exagèrent. Les intéressés ont l'impression que leurs intérêts sont traités avec légèreté et la plupart d'entre eux, dans le cas de la Société de Banque Suisse, sont décidés à demander une indemnisation à la banque.

Pour terminer, je serais heureux de connaître la suite qui a été donnée à ma demande concernant le paiement des frais de Rivara[7]. Il va de soi que, si ce dernier est obligé de laisser des dettes à Madrid, cela ferait une impression détestable et attaquerait encore le prestige déjà bien ébranlé de la Société de Banque Suisse.

---

5. *Alfred et son fils Pierre Kern.*

6. *Cette information est transmise par R. Kohli le 27 février 1959 à la direction du Crédit Suisse, avec le conseil à C. Souviron de ne plus se rendre en Espagne à l'avenir. Non reproduit.*

7. *Cf. le télégramme de Ph. Zutter au Département politique du 21 février 1959, le priant d'inviter la SBS à payer les frais de l'hôtel où Rivara est en résidence forcée. Non reproduit.*

30

E 7111(B)1972/168/202
[DoDiS-15940]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Directeur de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, H. Schaffner

L Berne, 16 mars 1959

J'ai bien reçu votre lettre du 11 mars[1] concernant les mesures que j'ai envisagées et dont nous nous sommes entretenus mardi dernier au sujet de l'élaboration d'une doctrine suisse en matière d'intégration européenne. J'ai pris connaissance de la note que vous avez rédigée pour la Délégation permanente[2]. Je suis d'accord avec le texte de cette note, à l'exception de la dernière phrase du deuxième alinéa.

Il va de soi que la Délégation permanente sera tenue au courant et qu'elle doit avoir l'occasion de discuter des propositions que je serai amené à faire. Mon intention est de discuter personnellement de ces propositions avec vous-même et MM. Kohli et Homberger. Sous cette réserve j'entends garder ma liberté quant à la procédure à suivre. Il s'agit, en effet, d'une affaire qui dépasse les négociations sur une zone de libre échange. Celles-ci sont d'ailleurs terminées, ou tout au moins suspendues.

J'ai informé MM. les Conseillers fédéraux Streuli et Holenstein de ce que nous avons prévu par une note dont je vous remets ci-jointe une copie[3]. Cette note vous renseignera aussi sur mes intentions, sur lesquelles je suis prêt en tout temps à m'entretenir avec vous[4].

---

1. *Cf.* E 2800(-)1990/106/15.
2. *Notice pour la délégation économique permanente du 10 mars 1959, non reproduite* (DoDiS-16876). *Sur la cette délégation, cf.* E 7111(B)1972/168/205.
3. *Notice de M. Petitpierre à H. Streuli et Th. Holenstein du 12 mars 1959, non reproduite* (DoDiS-16877).
4. *Au sujet de l'intégration européenne, cf. aussi la déclaration de Th. Holenstein au Conseil national le 19 mars 1959, non reproduite* (DoDiS-16878).

31

E 2800(-)1990/106/11
[DoDiS-16004]

Notice interne du Département politique

Première Séance du groupe de travail pour les questions d'intégration européenne, lundi, 16 mars 1959[1]

Berne, 21 mars 1959

Le président expose d'abord le but qu'il poursuit en créant ce groupe de travail. Il s'agit avant tout de rechercher, avec un esprit nouveau, une solution multilatérale d'association entre les 6 et les 11, en partant de ce qu'il y a de commun entre les 17. Ensuite, il y aurait lieu d'examiner quelle attitude la Suisse devrait adopter dans l'éventualité où l'association multilatérale ne se réaliserait pas. En dernier lieu, il s'agit d'étudier les conséquences qu'aurait pour la Suisse l'adhésion au Marché commun (des points de vue de la neutralité, de l'indépendance, constitutionnel, économique, financier et social). Sur ces dernières questions, des avis pourraient être demandés à des personnalités en dehors de l'administration.

Le groupe de travail a été unanime à estimer qu'une telle étude générale est nécessaire et que le moment est bien choisi pour y procéder. Etant donné les derniers développements (rapport Hallstein, difficultés au sein des Six, renouveau du nationalisme français), il faut repenser le problème dans son ensemble, arrêter l'attitude que la Suisse doit adopter et, si possible, élaborer des propositions nouvelles. Une telle étude est nécessaire aussi du point de vue interne suisse, puisqu'une assez grande confusion règne dans l'opinion publique au sujet des problèmes d'intégration. On sait très bien ce que nous ne voulons pas, mais nous n'avons jamais clairement dit ce que nous voulons.

Il serait souhaitable en même temps de fixer la conception politique suisse de l'intégration européenne. Jusqu'à présent, nous n'avons examiné l'intégration que sous l'angle économique, tandis que les Six parlent un langage politique. Il y a une certaine contradiction dans notre attitude: en pratique nous sommes très coopératifs, mais juridiquement nous ne voulons pas nous engager.

En ce qui concerne la méthode de travail du groupe, il a été décidé de suivre le «questionnaire»[2] établi par M. Stopper, étant entendu qu'on pourrait y apporter certaines modifications. On discutera donc d'abord les principes de base, puis les possibilités d'une solution. On ne procèdera à la rédaction de textes que dans une phase ultérieure[3].

---

1. *Présidence: M. Petitpierre. Présents: V. Umbricht, E. Stopper, A. Hay, Ch. Müller.*
2. *Cf. le document non daté, non reproduit,* Skizze eines Diskussionsprogramms über die Integrationsprobleme.
3. *Sur les activités de ce groupe de travail, cf. aussi* E 2001(E)1972/33/C122.

32

E 2500(-)1990/6/100
[DoDiS-15164]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Voyage en Algérie

R Paris, 23 mars 1959

Ainsi que vous m'y avez autorisé[1], je viens de passer une semaine en Algérie. Mon voyage avait essentiellement pour but de visiter nos compatriotes. Ceux-ci étant surtout groupés à Alger et à Oran, je n'ai séjourné que dans ces deux villes. Je suis arrivé à Alger le 12 mars et y suis resté jusqu'au 17. Les notables de la colonie étaient venus m'attendre à l'aérodrome et nous avons passé ensemble la soirée. La journée de vendredi a été consacrée à des visites officielles à M. Paul Delouvrier, Délégué général du Gouvernement, à M. le Préfet Roger Richardot, Administrateur général de la Ville d'Alger, à M. Raymond Deugnier, Préfet d'Alger, et au Général de division Jacques Massu, Commandant de Corps d'Alger et exerçant les fonctions d'IGAME (Inspection Générale de l'Administration en Mission Extraordinaire). Le soir, notre Consul général, M. Voirier, avait réuni à dîner le Général d'Armée aérienne Maurice Challe, Commandant en chef des forces françaises en Algérie, le Général de division Massu, M. Deugnier, M. Richardot et quelques membres du Corps consulaire, ainsi que leurs épouses. En compagnie de plusieurs compatriotes et sous la conduite du directeur de l'urbanisme de la Municipalité, j'ai visité la ville d'Alger le samedi matin. A 13 heures, le comité de la société Helvétique de Bienfaisance – unique association suisse d'Alger – et le personnel du Consulat général m'offraient un méchoui au stand suisse de la Bouzaréa. Le soir, je suis allé chez les Sœurs de Grandchamp, qui ont deux petites Fraternités dans la banlieue d'Alger, l'une dans un bidonville et l'autre dans une cité où ont été relogés les habitants d'un autre bidonville qui a été rasé. Le dimanche a été entièrement réservé à notre colonie, qui s'était réunie nombreuse au stand de la Bouzaréa. Le lundi, avec un petit groupe de compatriotes, nous avons fait une excursion aux ruines romaines de Tipasa. Le mardi, nous devions, avec M. Voirier, nous rendre à Oran en voiture. Comme la route n'était pas sûre, les autorités militaires nous ont conseillé de faire le voyage en avion. M. Gehrig, notre agent consulaire dans cette ville, et M. Scheidegger, président de la Société Helvétique de Bienfaisance, qui est également l'unique association suisse d'Oran, nous attendaient à l'aérodrome. Le mercredi, j'ai rendu visite à M. Rigal, premier adjoint de M. Fouques-Duparc, député-maire, qui était absent, au Général Gambiez, précédemment Commandant des troupes françaises en Tunisie et depuis peu IGAME d'Oran, au Général Pasteur, qui remplissait encore pour deux jours les fonctions de Préfet, et à M. Jeay[2], nouveau Préfet civil. Dans l'après-midi,

1. *Cf. lettre de R. Kohli à P. Micheli du 26 janvier 1959,* E 2808(-)1974/13/4.
2. *Il s'agit de M. Gey.*

nous avons été jusqu'à Mostaganem, où une dizaine de Suisses sont installés et s'étaient réunis pour nous recevoir. Le soir, la colonie suisse d'Oran, à laquelle s'étaient joints quelques compatriotes de Sidi Bel Abbès, avait organisé un grand banquet et la réunion s'est prolongée fort avant dans la nuit. Le jeudi, j'ai eu l'occasion de voir un neveu de ma femme qui fait son service militaire en Afrique. Il est stationné à proximité de la frontière marocaine et m'a raconté un peu sa vie au milieu des indigènes dans une région exposée.

Impressions générales.

Ce n'est pas en une semaine que l'on peut se faire un jugement définitif sur le drame algérien. Néanmoins, au cours de mon voyage, qui fut des plus intéressants, j'ai recueilli un grand nombre d'impressions, que je tenterai de vous rapporter aussi fidèlement que possible. Je me rends bien compte qu'elles sont imprécises et parfois contradictoires. N'ayant pas eu le temps d'en contrôler l'exactitude, elles reflètent surtout ce que j'ai éprouvé personnellement.

Il faut se rendre en Algérie pour réaliser toute la complexité du problème algérien. De loin, on le simplifie d'une façon qui ne tient pas compte des réalités. On a tendance à le ramener à un dilemme et l'on s'étonne qu'il soit si difficile d'en sortir. Sur place, cependant, il s'étend devant vous dans toute sa tragique insolubilité.

Avant mon voyage j'avais toujours de la peine à comprendre la «légitimité française» sur laquelle insiste tellement M. Michel Debré chaque fois qu'il parle de l'Algérie. Ce terme me paraissait dénué de sens lorsqu'il était opposé aux aspirations à l'indépendance des populations indigènes. Or, je dois reconnaître que j'en saisis maintenant la signification, après m'être trouvé en présence de familles fixées dans ce pays depuis 130 ans et qui y ont plongé des racines profondes. L'Algérie est leur terre natale, avec tout ce que cela comporte de liens affectifs. Ils se différencient fondamentalement des Européens que j'ai connus en Extrême-Orient. Ces derniers, à quelques rares exceptions près, retournaient toujours chez eux lorsqu'ils atteignaient l'âge de la retraite. Les pays où ils avaient passé leur vie restaient pour eux des lieux de passage. Les Européens d'Algérie au contraire aiment cette côte nord-africaine où ils sont nés et où, avant eux, sont nées deux ou trois générations d'ascendants. Ils sont devenus Algériens.

Le terme de légitimité a acquis aussi pour moi de la signification lorsque j'ai eu sous les yeux ce qui a été réalisé par la France. Ces réalisations ont été, il est vrai, tardives puisque la plupart sont récentes. Elles sont néanmoins considérables et forcent l'admiration.

M. René Keller, au retour d'une tournée d'information il y a quinze mois, vous avait écrit: «L'Algérie est un vaste chantier»[3]. En effet, nulle part ailleurs je crois on a autant construit. De ces chantiers, qui demeurent en pleine activité, sont sortis des logements par dizaine de milliers. D'ignobles bidonvilles, dont quelques-uns subsistent encore mais sont appelés à disparaître, ont fait place à des cités salubres. Cet effort gigantesque n'a cependant atténué qu'en partie

3. *Cf. le rapport* Voyage en Algérie *de R. Keller, non daté (probablement rédigé à fin décembre 1957),* E 2001(E)1972/33/338.

la misère de la population indigène, qui demeure sans gagne-pain suffisant. Les Sœurs de Grandchamp m'ont dit que celle-ci était obligée de payer maintenant des loyers relativement élevés parce qu'ils sont calculés de façon à amortir rapidement le prix des nouvelles constructions. Ces loyers dépassent les moyens de la plupart des gens. Leur alimentation en souffre et par conséquent leurs conditions de vie demeurent très précaires.

Cette légitimité va bien au-delà des «droits» d'une classe de colons qui ne veut pas être dépouillée de ses privilèges. Elle trouve sa justification dans tout ce qui a été entrepris pour mettre en valeur le pays et dans les sommes énormes qui y ont été investies par la métropole. L'Algérie a toujours coûté à celle-ci beaucoup plus qu'elle ne lui a rapporté. C'est donc une œuvre commune qui est en jeu, à laquelle tient la Nation française dans sa majorité. Lorsque M. Michel Debré déclare: «L'Algérie colle à la peau de tout Français», il exprime ce que ressentent sans doute un très grand nombre de ses compatriotes.

Mais, vis-à-vis de la légitimité française s'en dresse une autre, tout aussi ardente et convaincue, ayant en outre l'avantage d'être portée par un fort courant général: le désir de liberté des populations autochtones. Le heurt entre ces deux légitimités a amené la lutte à laquelle nous assistons. Celle-ci est encore plus impitoyable que je ne le pensais. C'est une lutte sans pitié et sans merci, dans laquelle aucune des forces en présence ne parvient à faire céder l'autre.

Lorsqu'on parcourt le Musée des Antiquités d'Alger, on ne peut qu'être frappé par l'analogie entre la situation actuelle et celle qui se présentait au début de notre ère. De même que les Français, les Romains avaient pris pied dans le pays, l'avaient mis en valeur en repoussant les indigènes vers les montagnes. Ceux-ci cependant n'ont pas plus accepté la présence romaine qu'ils n'ont accepté la présence française. Toute l'histoire de la colonisation romaine, comme toute l'histoire de la colonisation française, est une succession de rébellions réprimées par la force, mais jamais complètement étouffées. La similitude est si grande que les lieux où Numides et Romains s'affrontaient sont ceux mêmes où fellaghas et Français luttent aujourd'hui. L'assassinat de l'instituteur français et de l'institutrice en Kabylie qui a été le début du soulèvement actuel[4] s'est produit exactement dans la localité où avait pris naissance la grande rébellion du IIe siècle. Les stèles des légionnaires appelés pour mater celle-ci montrent l'importance des forces que les Romains avaient dû mobiliser alors et qui venaient de toutes les parties de l'Empire. Les places fortifiées par les Romains étaient aux mêmes endroits où se trouvent aujourd'hui les centres d'opérations militaires français. Le conservateur du musée a dressé la carte des lieux où ont été trouvés des trésors. Il partait de l'idée que ceux-ci ayant probablement été enfouis au moment d'un acte de guerre qui obligeait la population à s'enfuir, il serait peut-être intéressant de déterminer où ces agressions s'étaient produites. La carte a révélé que tous ces lieux, sans exception, ont été attaqués par les fellaghas. En me la montrant, le conservateur me disait: «Vous voyez, en faisant de l'archéologie je vis dans l'actualité, et en ouvrant mon journal

4. *Cf. DDS, vol. 18, Nº 133* (DoDıS-9399).

chaque matin je fais de l'archéologie». Alors, comme aujourd'hui, les rebelles descendaient des montagnes et recevaient le ravitaillement de l'actuelle Tunisie et de l'actuel Maroc.

Ces constantes de l'histoire se retrouvent pendant la domination arabe. De toutes les conquêtes que réalisèrent les musulmans, celle de l'Algérie fut sans doute la plus laborieuse. Les Berbères n'ont pas cessé de se soulever contre les nouveaux envahisseurs. Il y a quelque chose de pathétique dans cette lutte millénaire d'une race fière, qui n'est jamais parvenue à constituer un Etat durable et indépendant. Aujourd'hui, pour la première fois, Berbères et Arabes se trouvent unis contre les Français.

L'état actuel de la rébellion peut, je crois, se résumer de la façon suivante: pendant le jour, l'armée française domine à peu près partout; pendant la nuit par contre la campagne est aux trois quarts aux mains des fellaghas et les villes seules demeurent sous le contrôle des Français.

Ceux-ci ont réussi à éliminer complètement le terrorisme dans les villes. Il ne s'y produit pratiquement plus d'attentats. A Alger ou à Oran on circule avec la même sécurité qu'à Marseille ou à Nice. A Alger, le couvre-feu subsiste, mais il n'y en a pas à Oran. En revanche, dans la campagne, où que ce soit, il est dangereux de s'aventurer après le crépuscule.

Je disais tout à l'heure que la lutte était impitoyable. C'est une des impressions les plus marquantes et aussi les plus pénibles que j'ai retirées de mon voyage. De part et d'autre, on abat, le plus souvent sans grande forme de procès, tous ceux qui sont suspectés d'apporter une aide à l'adversaire. La population civile en est littéralement décimée. On m'a affirmé que dans certaines régions 55% des hommes ont été tués, soit par les uns, soit par les autres. Ce chiffre monterait même jusqu'à 95% à quelques endroits.

Le FLN mène son action sur le double plan militaire et civil. Il dispose d'une armée en uniforme qui a ses bases les plus importantes en Tunisie ou au Maroc. De là, des groupes pénètrent en territoire algérien malgré les barrages de frontière (le renforcement de ces barrages rend actuellement le passage plus difficile, à la frontière marocaine tout au moins), y opèrent pendant trois semaines environ, puis retournent à leurs bases pour s'y refaire et s'y reposer. Une fois en Algérie, ils évitent autant que possible les accrochages avec l'armée française. C'est la raison pour laquelle ils circulent surtout la nuit. De jour, ils se dissimulent dans des grottes ou des cavités. A la moindre alerte, ils se dispersent en petites unités de trois hommes et se terrent comme des taupes dans des trous préparés d'avance par la population civile. Ils n'en bougent plus jusqu'à ce que le danger ait passé. L'armée française cherche à déceler ces caches avec l'aide d'indigènes gagnés à sa cause. Lorsqu'elle en découvre, elle en fait le siège. Elle essaie d'y faire pénétrer des prisonniers ou des ralliés pour obtenir la reddition des hommes qui s'y trouvent. Ces pourparlers aboutissent rarement. Les parlementaires sont souvent tués par les rebelles, qui refusent de sortir. Les détachements français enfument alors la cache ou y versent du pétrole qu'ils enflamment. Lorsque les fellaghas voient qu'ils n'ont pas de chance d'échapper, ils préfèrent en général se suicider plutôt que de se rendre.

A côté de ces troupes régulières, le FLN dispose d'une organisation civile et secrète, qui s'étend partout. Elle agit sur la population, collecte des fonds, as-

sure le ravitaillement des troupes, leur prépare des caches. Les Français tentent toujours de démolir cette organisation, sans y parvenir de façon durable.

Comme l'aide que l'armée du FLN trouve ainsi dans le pays lui facilite extrêmement ses opérations, l'armée française cherche à la juguler en groupant la population de certaines zones dans des centres où elle peut mieux la surveiller. Ces groupements comprennent de 1000 à 2000 personnes chacun. Le matin les paysans vont à leurs champs qu'ils cultivent, puis doivent rentrer le soir au centre. Cette méthode aurait donné, paraît-il, d'appréciables résultats. L'armée française, comme les fellaghas d'ailleurs, use largement de la terreur sur la population civile. Toutefois il serait faux de penser qu'elle n'agit que par la brutalité. Elle déploie de grands efforts pour gagner les musulmans par la persuasion et par une aide matérielle. Les officiers en charge de ces groupements, s'ils n'hésitent pas à supprimer un suspect, se donnent aussi avec passion à leurs tâches sociales. Ils jouissent, et je veux bien le croire, d'un certain prestige sur les populations primitives des montagnes.

Albert Camus a écrit une phrase à laquelle j'ai repensé constamment pendant que j'étais en Algérie: «Il y a pour les hommes d'aujourd'hui un chemin intérieur que je connais bien pour l'avoir parcouru dans les deux sens et qui va des collines de l'esprit aux capitales du crime». C'est ce chemin que de nombreux officiers parcourent journellement. Comme Camus, «ils tressent de fils blancs et de fils noirs une même corde tendue à se rompre». Cette corde parviendra-t-elle à retenir l'Algérie et n'est-elle pas affaiblie par les fils noirs, qui entretiennent la haine et appellent la vengeance?

Cette juxtaposition de brutalité et d'humanité se trouve incarnée chez le Général Massu, qui est une étonnante personnalité, anachronique peut-être. S'il avait vécu à une autre époque, il aurait été probablement un de ces constructeurs d'empires dont l'histoire nous enseigne les noms. D'un courage exceptionnel, d'une grande dureté envers lui-même (pendant sept ans il n'a jamais couché dans un lit, nous a-t-il raconté) comme envers les autres, il allie un idéal certain avec des méthodes qui font frémir. Il a adopté deux enfants fellaghas, qu'il élève avec sa propre fille (il a perdu un garçon). Sa femme déploie une activité intense en faveur des musulmans et dirige un grand nombre d'œuvres auxquelles elle consacre dix à douze heures par jour. Ni l'un ni l'autre ne s'accordent jamais de repos. Ils ne peuvent concevoir la vie ailleurs qu'en Afrique, à laquelle ils sont profondément attachés.

Au cours de la visite que je lui ai rendue, M. Delouvrier, Délégué général du Gouvernement pour l'Algérie, s'est exprimé avec une grande franchise: «Si j'ai accepté la tâche à laquelle m'a appelé le Général de Gaulle, c'est parce que je suis intimement convaincu que la voie suivie par lui est la seule qui nous soit ouverte dans les circonstances actuelles. Des négociations avec le FLN sont impossibles. L'écrasement de la subversion l'est tout autant. La population musulmane est écartelée entre nous, qui représentons pour elle l'ordre, la sécurité, la possibilité d'un mieux-être et le FLN, vers lequel la pousse un sentiment de fraternité. Il ne nous reste donc pas d'autre choix que de mener à chef ce que nous avons entrepris et développer économiquement et socialement le pays, en espérant créer ainsi des conditions qui rallieront les musulmans.»

Cette idée est à l'origine du plan de Constantine qui doit promouvoir l'industrialisation de l'Algérie. A Bône, un grand ensemble sidérurgique doit être installé. De nombreux avantages seront accordés aux industriels métropolitains et étrangers qui se fixeront dans le pays. Avec le gaz d'Hassi-R'Mel ils sont assurés d'une énergie très bon marché. L'œuvre est immense. Elle nécessitera des capitaux considérables. Elle représente certainement un acte de foi. On peut se demander toutefois quelles sont ses chances de succès.

Aucune des personnalités dirigeantes d'Algérie n'a affiché devant moi un optimisme factice comme avait coutume de le faire M. Lacoste. Toutes au contraire, y compris le Général Massu, ont parlé de leurs difficultés. Mais chez aucune non plus je n'ai décelé de découragement ou de pessimisme. Elles m'ont toutes parues réalistes et déterminées.

Dans un article du dernier numéro de «sélection du Reader's Digest», on raconte que lors des récents entretiens à Paris, le secrétaire d'Etat américain, Foster Dulles, interrogea le Général de Gaulle sur ce qu'il comptait faire pour régler le problème algérien[5].

«Il y a des problèmes que l'on ne résout pas – aurait répondu de Gaulle – il faut vivre avec eux.»

Puis, après un silence:

«Monsieur Dulles, avez-vous trouvé la solution du problème noir aux Etats-Unis?»

Effectivement, en Algérie on vit avec le problème.

Je ne pense pas que la paix soit rétablie dans un proche avenir, ni même qu'un cessez-le-feu ait lieu bientôt. Mais la situation actuelle peut, me semble-t-il, se prolonger longtemps encore si la métropole reste dans les mêmes dispositions qu'à présent et accepte l'effort qui lui est demandé.

Colonie suisse.

Comme le nombre de nos compatriotes établis dans la campagne est très restreint, peu sont touchés matériellement par les événements. Au contraire, la plupart bénéficie de l'essor économique actuel. J'ai eu l'impression que beaucoup faisaient même de brillantes affaires. Ils ne sont donc nullement démoralisés. Ils n'ont pas non plus besoin d'être réconfortés. Ma visite cependant leur a fait plaisir je crois, car ils y ont vu un témoignage de l'intérêt des autorités fédérales. Ils m'ont paru très unis, attachés à l'Algérie où beaucoup sont fixés depuis longtemps, et ne songeant pas à la quitter. Je n'ai recueilli aucune doléance de leur part. Leur accueil a été chaleureux et ils se sont mis en quatre pour rendre notre séjour, à ma femme qui m'accompagnait dans ce voyage, et à moi-même aussi plaisant que possible.

Consulat général d'Alger et Agence consulaire d'Oran.

Vous connaissez suffisamment M. Voirier pour que je n'aie pas besoin de vous faire son éloge. Comme partout où il a été précédemment, il est apprécié à Alger. Il jouit de l'affection et de l'estime de la colonie. Il est bien secondé par ses collaborateurs et son Consulat général fait une excellente impression.

---

5. *Ces entretiens ont lieu les 6 et 7 février 1959.*

M. Gehrig, notre agent consulaire à Oran, est très actif et remplit sa tâche avec un grand dévouement. Il a de l'autorité sur la colonie, dont, à côté de M. Scheidegger, le président de la Société Helvétique de Bienfaisance qui doit quitter prochainement l'Algérie, il est le véritable chef[6].

6. *Après réception du rapport, M. Petitpierre adresse à son auteur ces commentaires:* J'ai bien reçu le rapport que vous m'avez adressé le 23 mars sur votre voyage en Algérie. Je l'ai lu avec un grand intérêt et mis en circulation auprès des autres membres du Conseil fédéral. Vos impressions correspondent aux renseignements que nous avons d'autres sources sur la situation en Algérie et sur l'impossibilité de trouver une solution satisfaisante aux problèmes que posent les relations entre l'Algérie et la France. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à P. Micheli du 25 mars 1959,* E 2001(E)1972/33/338.

33

E 2001(E)1978/84/450
[DoDiS-14964]

Das Politische Departement an die schweizerische Botschaft in Washington[1]

S GZ Bern, 31. März 1959

Im Hinblick auf das am 21. März 1959[2] vom Internationalen Gerichtshof in Den Haag in der Angelegenheit Interhandel[3] gefällte Urteil beehren wir uns, Ihnen nachstehend zu Ihrer Orientierung einen kurzen Überblick über den bisherigen Verlauf des Verfahrens sowie über Inhalt und Tragweite des soeben ergangenen Entscheides zu vermitteln.

I.

Am 30. September 1957[4] hatte der Bundesrat beschlossen, den Streitfall betreffend die in den USA gesperrten Vermögenswerte der Interhandel dem Internationalen Gerichtshof in Den Haag zu unterbreiten mit dem Begehren

a) er möge materiell über den Streitgegenstand befinden, und

b) subsidiär über die Verpflichtung der Vereinigten Staaten entscheiden, den Rechtsstreit entweder der internationalen Gerichtsbarkeit, einem Schiedsgericht oder einem Vergleichsverfahren zu unterstellen.

Überdies wurde in Aussicht genommen, dem Gerichtshof zu beantragen, er möge im Sinne vorsorglicher Massnahmen die USA Regierung veranlassen,

1. *Dieses Schreiben wurde auch an die schweizerischen Generalkonsulate in New York und San Francisco, an den schweizerischen Beobachter bei der UNO in New York, an die schweizerische Delegation in Berlin und an die Kanzlei der schweizerischen Gesandtschaft in Quito gesandt.*
2. *Vgl. das Urteil des Internationalen Gerichtshofes in Den Haag vom 21. März 1959,* K VII(-) 1000/1419/283 *und die Telephonnotiz von R. Kohli vom 21. März 1959,* E 2808(-) 1974/13/38.
3. *Zur Frage Interhandel vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 65* (DoDiS-11115), *vor allem Anm. 2 und 6.*
4. *Vgl. das BR-Protokoll Nr. 1852 vom 30. September 1957,* E 1004.1(-)1000/9/605.

dass sie die der Interhandel gehörenden Aktien der General Aniline and Film Corporation (GAF) nicht veräussere, bevor ein materieller Entscheid über den Streitgegenstand vorliege.

Zu diesem Vorgehen sah sich der Bundesrat damals gezwungen, weil das Amerikanische Staatsdepartement in einer am 11. Januar 1957 an die Schweizerische Gesandtschaft in Washington gerichteten Note[5], die ihm unterbreitete Anregung auf Einleitung eines Schieds- und Vergleichsverfahrens abgelehnt und gleichzeitig erklärt hatte, dass auch dem Begehren um Aufrechterhaltung des status quo in Bezug auf das Vermögen der Interhandel in den Vereinigten Staaten nicht stattgegeben werden könne.

II.

Nachdem die amerikanische Regierung über die Absicht des Bundesrates unterrichtet worden war[6], reichten die schweizerischen Agenten[7] dem Internationalen Gerichtshof am 2. Oktober 1957 die prozesseinleitende Klage[8] und am 3. Oktober 1957 ein Gesuch[9] um Anordnung vorsorglicher Massnahmen ein. Die mündlichen Verhandlungen über dieses letztere Begehren fanden bereits am 12. und 14. Oktober 1957[10] statt.

Wie erinnerlich erklärte der Internationale Gerichtshof damals, dass kein Anlass bestehe, einstweilige Massnahmen anzuordnen. Dieser Entscheid stützte sich im wesentlichen auf zwei Tatsachen, die beide erst nach Einreichen des schweizerischen Begehrens eingetreten waren. Einmal handelte es sich um einen während der mündlichen Verhandlungen in Den Haag ergangenen Entscheid des Obersten Amerikanischen Gerichtshofes, durch den der Interhandel gestattet wurde, dieser Instanz die Frage vorzulegen, ob das Bezirksgericht und der Appellationshof des Distrikts von Columbia endgültig entschieden hätten, als sie gewisse Anträge der erwähnten Gesellschaft ablehnten[11]. Zum andern hatte die amerikanische Regierung am 19. Oktober 1957, also im Anschluss an die mündlichen Verhandlungen, dem Gerichtshof gegenüber eine Erklärung[12]

---

5. *Vgl. die Note des amerikanischen Staatsdepartements an die Schweizer Gesandtschaft in Washington und das Memorandum vom 11. Januar 1957,* E 2001(E)1978/84/448 *und die Mitteilung vom 8. Februar 1957, ibid* (DoDiS-11116).

6. *Vgl. die Note der Schweizer Botschaft in Washington an das amerikanische Staatsdepartement vom 1. Oktober 1957,* E 2001(E)1978/84/444.

7. *Es handelt sich bei den Agenten des Bundesrates um G. Sauser-Hall und P. Guggenheim. Die prozesseinleitende Klage wurde von P. Guggenheim eingereicht.*

8. *Vgl. die Klageschrift der Schweizer Regierung an den Internationalen Gerichtshof in Den Haag vom 1. Oktober 1957,* E 2001(E)1978/84/449 *und die Pressemitteilung des Poltitischen Departements vom 2. Oktober 1957, ibid.*

9. *Vgl. die Anordnung vorsorglicher Massnahmen der Schweizer Regierung an den Internationalen Gerichtshof vom 3. Oktober 1957, ibid.*

10. *Vgl.* Affaire de l'Interhandel (Suisse c. Etats-Unis d'Amérique), Procédure orale (12 et 14 octobre 1957), *ibid.*

11. *Zur Frage des Gerichtsverfahrens in den Vereinigten Staaten vor 1957 vgl.* E 2001(E) 1978/84/468–469.

12. *Vgl. das Telegramm der Schweizer Botschaft in Washington ans Politische Departement vom 19. Oktober 1957,* E 2001(E)1978/84/449.

abgegeben, wonach sie nicht beabsichtige, einen Termin für den Verkauf der Aktien der GAF anzusetzen.

III.

Gleichzeitig mit der Ablehnung des Begehrens um vorsorgliche Massnahmen hat der Internationale Gerichtshof damals die Frist für die Einreichung der schweizerischen Denkschrift zur materiellen Begründung der Klage sowie auch den Termin für die amerikanische Klagebeantwortung festgesetzt. Am 13. März 1958 unterbreiteten hierauf die schweizerischen Agenten dem Gericht in Den Haag ein Memorandum[13], das die in der prozesseinleitenden Klage vom 2. Oktober 1957[14] geltend gemachten Rechtsbegehren ergänzte und einlässlich begründete. Die amerikanische Regierung beantwortete diese Prozesseingabe am 16. Juni 1958[15] mit fünf sogenannten vorgängigen Einwendungen, mit welchen sie die Zuständigkeit des Internationalen Gerichtshofes bestritt, wobei sie im einzelnen geltend machte,

1) der Rechtsstreit sei entstanden, bevor die USA-Regierung die obligatorische Gerichtsbarkeit gemäss Art. 36 des Statuts des Internationalen Gerichtshofes anerkannt habe (14. August 1946);

2) der Streitfall sei entstanden, bevor die obligatorische Gerichtsbarkeit für die Schweiz Rechtskraft erlangt habe (Hinterlegung der schweizerischen Beitrittsurkunde 28. Juli 1948);

3) der Instanzenzug vor den amerikanischen Gerichten sei noch nicht erschöpft;

4) die Frage eines Verkaufs der GAF-Aktien unterstehe ausschliesslich der nationalen Zuständigkeit der Vereinigten Staaten;

5) der Klageanspruch der Schweiz falle nicht in den Bereich des Völkerrechts, sondern in denjenigen des Landesrechts (domaine réservé).

Die mündlichen Verhandlungen betreffend diese vorgängigen Einwendungen fanden vom 5.–17. November 1958[16] in Den Haag statt.

IV.

Mit Urteil vom 21. März 1959[17] hat der Internationale Gerichtshof die erste (mit 10 gegen 5 Stimmen), die zweite (einstimmig) und die fünfte (mit 14 gegen 1 Stimme) der oben erwähnten Einreden zurückgewiesen. Auf die vierte Einwendung ist er mit 10 gegen 5 Stimmen nicht eingetreten, während er die dritte amerikanische Einrede mit 10 gegen 6 Stimmen guthiess.

Der Gerichtshof hat damit seine Zuständigkeit für die Beantwortung des

---

13. *Vgl.* Affaire de l'Interhandel, Suisse c/ Etats-Unis d'Amérique, Mémoire du Gouvernement de la Confédération suisse *vom 20. Februar 1958,* E 4001(D)1973/125/142.

14. *Vgl. Anm. 6.*

15. *Vgl. die* Preliminary Objections of the Government of the United States of America *an den Internationalen Gerichtshof vom 16. Juni 1958 und das Schreiben von H. de Torrenté an R. Kohli vom 17. Juni 1958,* E 2001(E)1978/84/449.

16. *Zur Frage der mündlichen Verhandlungen der Einwendungen vgl.* E 2001(E)1978/84/450 *und* E 2815(-)1990/4/8. *Vgl. auch den Bericht von G. Sauser-Hall und P. Guggenheim an M. Petitpierre vom 26. November 1958,* E 2800(-)1967/59/56.

17. *Vgl. Anm. 2.*

Streitfalles betreffend die in USA gesperrten Vermögenswerte der Interhandel zwar implicite anerkannt, die schweizerische Klage jedoch im gegenwärtigen Zeitpunkt zur Behandlung noch nicht zugelassen, weil der nationale Instanzenzug in den USA nicht erschöpft sei. Dieser Entscheid hat zur Folge, dass zunächst der Ausgang der durch die Interhandel vor den amerikanischen Gerichten eingeleiteten Verfahren abgewartet werden muss, bevor sich der Internationale Gerichtshof erneut mit dem Streitfall befassen kann.

Was die Feststellung des Gerichtshofes betreffend die Nichterschöpfung des Instanzenzuges anbelangt, so hat der Bundesrat den Internationalen Gerichtshof erst angerufen, nachdem die amerikanische Regierung in ihrer Note vom 11. Januar 1957[18] ausdrücklich erklärt hatte, dass die Eigentumsfrage betreffend die Vermögenswerte der Interhandel durch die amerikanischen Gerichte endgültig zu Ungunsten der schweizerischen Firma entschieden worden sei. Der Oberste Amerikanische Gerichtshof hat denn in der Tat auch erst nach Anhängigmachung des Prozesses in Den Haag die Rückweisung des Falles an das Bezirksgericht von Washington verfügt[19]. Dieser Beschluss vermochte nicht eine automatische Einstellung des bereits beim Internationalen Gerichtshof anhängig gemachten Prozesses zu bewirken.

Wie oben erwähnt, hat die amerikanische Regierung im Rahmen ihrer vorgängigen Einreden unter anderm auch geltend gemacht, dass ihr Recht auf Veräusserung der gesperrten Vermögenswerte der Interhandel der Jurisdiktion des Internationalen Gerichtshofes entzogen sei. Im Anschluss an das seinerzeitige schweizerische Begehren um Anordnung vorsorglicher Massnahmen hatte sie allerdings ausdrücklich erklärt, dass sie nicht beabsichtige, eine Frist für den Verkauf der GAF-Aktien anzusetzen. Der Umstand, dass der Gerichtshof auf die Einwendung betreffend das Recht auf den Verkauf der gesperrten Vermögenswerte nicht eingetreten ist, lässt der Schweiz die Möglichkeit offen, sofern dies notwendig und tunlich erscheinen sollte, das Begehren um einstweilige Massnahmen zu erneuern, um den status quo aufrechtzuerhalten, bis ein endgültiger Entscheid vorliegt.

Bei der schweizerischen Presse hatte das Urteil des Internationalen Gerichtshofes im allgemeinen eine nicht ungünstige Aufnahme gefunden. Die Zeitungskommentare weisen insbesondere darauf hin, dass der Gerichtshof sich grundsätzlich nicht für unzuständig erklärt habe, so dass der Schweiz die Möglichkeit offen stehe, vor das Haager Gericht zurückzukehren für den Fall der Erschöpfung des Rechtsweges in USA. Überdies wird der Erwartung oder doch zum mindesten der Hoffnung Ausdruck gegeben, der vorliegende Entscheid werde dazu beitragen, die seit einiger Zeit im Gange befindlichen Vergleichsverhandlungen zwischen der Interhandel und dem amerikanischen Feindgutsverwalter im günstigen Sinne zu beeinflussen[20].

---

18. *Vgl. Anm. 5.*

19. *Vgl. das Schreiben von H. de Torrenté an R. Kohli vom 17. Juni 1958,* E 2001(E)1978/84/449 *und der Gerichtsentscheid des Obersten amerikanischen Gerichtshof vom 16. Juni 1958,* E 2001(E)1978/84/469.

20. *Zur Frage der weiteren Entwicklung der Angelegenheit Interhandel vgl. Nr. 120 in diesem Band.*

34

E 2001(E)1978/84/617
[DoDiS-14965]

L'Ambassadeur de Suisse à La Havane, W. Bossi, au Département politique

L Confidentielle La Havane, 31 mars 1959

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 18 de ce mois[1] dont je vous remercie.

J'ai pris note avec satisfaction que les autorités suisses ont répondu une nouvelle fois d'une manière négative au sondage entrepris par le général Batista par l'entremise de notre Ambassade à Washington[2] et que le Gouvernement du Liechtenstein s'est rallié à notre manière de voir[3].

Je suis heureux que votre ligne de conduite dans cette affaire n'ait pas changé entre-temps; en effet, un séjour en Suisse de l'ex-dictateur cubain aurait représenté un fardeau pour les relations entre la Suisse et le nouveau Gouvernement de mon pays de résidence. Le général Batista paraissant disposer d'une fortune très considérable à l'étranger – ses avoirs aux États-Unis sont évalués à une centaine de millions de dollars –, il finira peut-être par trouver d'une manière ou d'une autre un pays lui offrant l'hospitalité. Il semble cependant, jusqu'à ce moment, que tous les Etats auxquels il se serait adressé pour obtenir un permis de séjour le lui auraient refusé. Même le Gouvernement de la République dominicaine, avec lequel il entretenait pourtant des relations très amicales, voire intimes, exercerait une pression assez forte sur lui pour qu'il quitte la ville de Ciudad Trujillo où il mène apparemment une vie plutôt retirée.

---

1. *Cf. la lettre de R. Probst à W. Bossi du 18 mars 1959, non reproduite.*

2. *Cf. la notice* Einreisegesuch Batista *de R. Kohli à M. Petitpierre du 23 février 1959, non reproduite* (DoDiS-14966)*, ainsi que la lettre de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 18 mars 1959, non reproduite. La position du Département d'Etat américain par rapport à l'éventuel asile en Suisse de Batista est illustrée dans un télégramme de H. de Torrenté à M. Petitpierre du 4 août 1959:* Lors conversation privée le 25 juillet, puis au cours visite d'information au Département d'Etat *[le]* 31, Assistant Secretary of State Rubottom, chef de la division Amérique latine, m'a représenté intérêt qu'il y aurait pour diminuer tension politique dans Mer des Caraïbes que Batista puisse séjourner en Suisse. J'ai répondu que cela n'entrait pas en ligne de compte, E 2001(E)1978/84/617.

3. *Cf. note 1, ainsi que le télégramme du Département politique à l'Ambassade de Suisse à Washington du 13 mars 1959, non reproduit.*

35

E 2001(E)1976/17/49
[DoDiS-15145]

L'Ambassadeur de Suisse au Caire, J.-L. Pahud,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

T N° 35 Très confidentiel — Le Caire, 1er avril 1959, 21 h 09

Ferhat Abbas ayant manifesté le désir me rencontrer sans indiquer motif, ai préalablement délégué un de mes collaborateurs son domicile privé. Voici en résumé rapport de mon collaborateur sur entretien qu'il vient d'avoir avec prénommé.

Selon Ferhat Abbas, Général de Gaulle a déclaré au cours récente conférence de presse qu'il n'excluait pas possibilité prendre contacts avec FLN. De fait émissaires de second ordre, parlant au nom partie entourage de de Gaulle qui serait favorable à négociations avec Gouvernement provisoire algérien, ont abordé membres dudit Gouvernement au Caire il y a quelques jours. Ferhat Abbas était alors absent, à Tunis. Selon ces émissaires, de Gaulle serait disposé à déléguer officieusement un ou deux de ses ministres pour rencontrer en secret membres Gouvernement provisoire soit en Suisse soit en Espagne. Ferhat Abbas donne préférence à Suisse déclarant qu'il a plus grande confiance dans nos services sécurité ainsi que dans dispositions qu'autorités suisses prendraient pour assurer à cette rencontre secret nécessaire. Devant partir lundi 6 avril pour Inde, il ne sera personnellement pas disponible pour cette rencontre. Il envisage cependant d'y déléguer trois membres son Gouvernement pour lesquels il demande octroi visas quelques jours. S'agit de Boussouf, ministre liaisons générales à Rabat, et de Mohamed Yazid, ministre information, Krim, vice-président Gouvernement et ministre défense, tous deux à Tunis.

Ferhat Abbas a précisé que représentants de Paris viendraient sans mandat officiel de de Gaulle. Il s'agirait de ministres partageant politique personnelle du Général de Gaulle, politique combattue par ministres ultras opposés à toute négociation. Selon Ferhat Abbas, cette rencontre secrète devrait permettre aux deux parties de s'orienter sur leurs positions respectives. Il ne s'agirait donc que d'un contact préliminaire qui, en cas succès, pourrait être suivi d'entretiens caractère officiel et non secret. Ferhat Abbas insiste pour que la plus absolue discrétion soit observée côté suisse sur ce projet et en particulier égard Gouvernement français étant donné opinions divergentes au sein dudit Gouvernement. Il demanda notamment avec insistance qu'ambassade France Berne ne soit saisie de rien. D'autre part, Ferhat Abbas a exprimé espoir qu'autorités suisses soient disposées accorder visas sans discrimination aux trois personnages mentionnés plus haut ou à d'autres membres Gouvernement provisoire qui, selon circonstances, devraient les remplacer dernier moment. Après avoir admis possibilité que visas soient délivrés aux intéressés par nos légations Rabat et Tunis, Ferhat Abbas exprime préférence, dans but réduire risques fuites, que visas soient délivrés au Caire auquel cas il ferait venir ici passeports des intéressés. Ferhat Abbas est même allé jusqu'à dire que pour renforcer secret,

pourrait, moyennant accord autorités suisses, présenter ambassade pour trois prénommés passeports indiquant identités d'emprunt. Si Gouvernement suisse autorisait octroi visas, Ferhat Abbas indiquerait aux émissaires français avant son départ 6 avril qu'il est d'accord avec rencontre en Suisse.

En m'envoyant vos instructions, vous saurais gré me communiquer si estimez opportun que je fais part personnellement votre décision à Ferhat Abbas, entrevue pouvant avoir lieu dans ma résidence privée[1].

---

1. *La réponse suivante est donnée par télégramme:* Pouvez délivrer visas huit jours pour un voyage à personnages mentionnés votre 35 ou leurs remplaçants éventuels. Ne pourrions accepter identités d'emprunt. Vous recommandons lui envoyer votre collaborateur plutôt que de le recevoir vous-même. Faudrait le rendre attentif au risque fuites si personnages en question atterrissent Kloten ou Cointrin où presse toujours à l'affût. Interviendrons cependant administration aérodrome si sommes informés à temps de lieu et heure atterrissage sans toutefois pouvoir garantir secret absolu. Nous organiserons surveillance discrète. *Cf. le télégramme N° 26 du Département politique à l'Ambassade de Suisse au Caire du 3 avril 1959, non reproduit.*

36

E 1001(-)1000/6/660
[DoDiS-15547]

Der Chef des Volkswirtschaftsdepartements, Th. Holenstein, an den Bundesrat

Ausfuhr von Textilmaschinen nach Ägypten

At *[Bern],* 1. April 1959

Infolge seiner weitgespannten Entwicklungspläne ist Ägypten, einer unserer wichtigsten Handelspartner der arabischen Welt, in eine schwierige Lage geraten, welche durch die Suez-Krise noch verschärft wurde. Für die Finanzierung seiner industriellen Projekte stehen Ägypten neben ausländischen Krediten, die ihm insbesondere von der Sowjetunion und der Deutschen Bundesrepublik in beträchtlichem Umfang gewährt werden, die Erlöse aus seinen Exporten zur Verfügung. In letzterer Hinsicht hängt Ägypten als Land mit einer ausgesprochenen Monokultur fast ausschliesslich von seinen Einkünften aus den Baumwollverkäufen ab. In den letzten Jahren haben sich jedoch die Möglichkeiten, ägyptische Baumwolle gegen Devisen oder im Rahmen von Wirtschaftsabkommen mit westlichen Ländern abzusetzen, stark verschlechtert, weil die von der Regierung festgesetzten Preise ziemlich über dem Weltmarktniveau lagen und weil die im Zusammenhang mit der Agrarreform erfolgte Aufteilung des Grossgrundbesitzes für gewisse Sorten eine Qualitätseinbusse nach sich zog. Anstatt seine Preise anzupassen, ging Ägypten mehr und mehr dazu über, seine Baumwolle in Kompensation an die Staaten des Ostblocks zu verkaufen, welche die hohen Preise ohne weiteres bezahlten und sich dafür bei ihren Gegenlieferungen schadlos hielten.

Diese ganze Entwicklung führte dazu, dass Ägypten auch seine Bezüge in zunehmendem Masse auf den Ostblock verlagerte. Importe von Produktionsgütern aus westlichen Ländern werden fast nur noch auf Grund entsprechender Staatskredite zugelassen, während für Konsumgüter scharfe Einfuhrbeschränkungen, wenn nicht sogar Importsperren verfügt werden.

Die Schweiz mit ihrer ohnehin begrenzten Aufnahmekapazität für ägyptische Baumwolle wurde durch diese Massnahmen besonders hart getroffen. Während der Gesamtwert unserer Einfuhren aus Ägypten 1954 noch 61 Mio. Franken (wovon 58 Mio. Franken Baumwolle) betrug, belief er sich 1958 nur noch auf 25,7 Mio. Franken, wobei die Baumwollbezüge sogar auf 16,7 Mio. Franken zurückgingen. Im gleichen Zeitraum fielen die schweizerischen Exporte von 78 Mio. Franken im Jahr 1954 und 116 Mio. Franken im Jahr 1955 bis auf 59 Mio. Franken für das Jahr 1958. Besonders ausgeprägt war dieser Rückgang bei den Maschinen (Durchschnitt 1954/56: 35 Mio. Franken; 1957/58: 14 Mio. Franken). Ein spezielles Problem bilden in dieser Hinsicht die Textilmaschinen. Ägypten ist entschlossen, seine Textilindustrie auszubauen und die erforderlichen Maschinen zu möglichst günstigen Zahlungsbedingungen zu beschaffen. Dafür stehen ihm die Kredite der Bundesrepublik Deutschland sowie der Sowjetunion und die Kompensationsmöglichkeiten mit den Oststaaten offen. Die ägyptischen Importeure stehen daher vor der Wahl, ihre Maschinen in diesen Gebieten zu kaufen oder überhaupt keine Lizenzen zu erhalten, auch wenn sie durchaus bereit wären, ihre Aufträge in der Schweiz zu vergeben[1].

Bei dieser Sachlage gelangten wir im Einvernehmen mit dem Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller zur Überzeugung, dass sich eine besondere Aktion aufdränge, wenn unser Land nicht Gefahr laufen wollte, auf Jahre hinaus vom ägyptischen Markt verdrängt zu werden. Der ägyptischen Regierung werden daher Vorschläge unterbreitet, die nach längeren Verhandlungen zu folgender Verständigung führten:

In einer Regierungsvereinbarung erklärt sich Ägypten bereit, in den kommenden Monaten für die Einfuhr von schweizerischen Textilmaschinen Lizenzen bis zum Betrage von 25 Mio. Franken zu verabfolgen. Die Bezahlung erfolgt in freien Schweizerfranken, mit Transfergarantie der ägyptischen Regierung. Die Zahlungsbedingungen lauten: 10% nach Erteilung der Einfuhrlizenz, 10% gegen Versanddokumente, 80% in 9 gleichen halbjährlichen Raten, beginnend 6 Monate nach Zahlung der zweiten 10%. Die beiden Teilzahlungen von je 10% werden direkt an den Lieferanten geleistet. Die restlichen 80% werden durch die drei schweizerischen Grossbanken finanziert, welche die Lieferanten auszahlen und ihrerseits den ägyptischen Abnehmern den erforderlichen Kredit auf viereinhalb Jahre gewähren. Als Sicherheiten dienen ihnen einerseits die Exportrisikogarantie des Bundes und anderseits eine Vereinbarung mit der ägyptischen Nationalbank, welche die von den Abnehmern zu eröffnenden

---

1. *Zur Frage der Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Ägypten vgl. den sehr detaillierten Bericht,* Die gegenwärtige Wirtschaftspolitik Ägyptens – ihr Einfluss auf den Handelsverkehr mit der Schweiz*, von P. Nussbaumer, von Mitte Mai 1960*, E 2001(E)1972/33/C189 (DoDIS-15559)*, sowie das BR-Prot. Nr. 1844 vom 28. Oktober 1960,* E 1004.1(-)1000/9/642 (DoDIS-15558).

Akkreditive bestätigt und damit die Haftung übernimmt. Die Zinsen von 5% gehen zu Lasten der ägyptischen Importeure. Da sich die ganze Transaktion unter dem demnächst in Kraft tretenden neuen Bundesgesetz über die Exportrisikogarantie[2] abwickeln wird, kann auf Grund der erwähnten Bestätigung der Akkreditive seitens der ägyptischen Zentralbank auch das private Schuldnerrisiko durch die Garantie gedeckt werden. Die Gewährung des Kredites von 20 Mio. Franken (80% von 25 Mio. Franken) fällt unter die Bestimmungen von Art. 8 des Bankengesetzes. Mit Rücksicht auf das schweizerische Interesse an der Durchführung dieser Vereinbarungen wäre dem Gesuch, das die Bankengruppe wie üblich über die Schweizerische Nationalbank an die zuständigen Departemente richten wird, zuzustimmen.

Dank der Zusammenarbeit zwischen Industrie, Banken und Bund ist es gelungen, einem bedeutenden Zweig der schweizerischen Wirtschaft einen wichtigen Markt offen zu halten. Darüber hinaus geht aber die Vereinbarung auch durchaus in der Richtung der schweizerischen Bestrebungen einer Hilfe an die in Entwicklung begriffenen Länder. Es zeigt sich hier einmal mehr, dass unser Land auf diesem Wege einen wertvollen Beitrag leisten kann, ohne direkte Staatskredite einsetzen zu müssen.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen beantragen wir Ihnen, von diesem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen[3].

---

2. *Vgl. das* Bundesgesetz über die Exportrisikogarantie *vom 26. September 1958, BBl, 1958, Bd. II, S. 799–803.*

3. *An der Sitzung vom 3. April 1959 wurde dieser Antrag vom Bundesrat angenommen. Vgl. BR-Prot. Nr. 657 vom 3. April 1959,* E 1004.1(-)1000/9/624.1.

37

E 2800(-)1990/106/1
[DoDiS-14395]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Exp Confidentielle Berne, 15 avril 1959

La Suisse et les Suisses mènent une vie relativement tranquille et exempte de soucis majeurs. Nos institutions politiques fonctionnent d'une manière satisfaisante. Notre situation économique et financière – malgré un ralentissement certain des affaires – est encore bonne. Sur le plan social, nous réalisons constamment des progrès. Le principe du maintien d'une défense nationale répondant aux exigences actuelles n'est pas contesté. La politique extérieure de la Confédération, fondée sur la neutralité, est généralement approuvée par l'opinion publique. Nos rapports avec les pays étrangers sont bons avec la plupart d'entre eux, corrects avec les autres.

Cependant cette image rassurante de l'état présent où se trouve notre pays ne doit pas nous faire méconnaître ce qui se passe autour de nous et la

transformation – pour ne pas dire le bouleversement – que le monde est en train de subir. J'ai souvent le sentiment que nous vivons en fonction du passé et d'après des conceptions qui sont devenues des habitudes, plutôt que dans la perspective d'un avenir incertain et difficilement prévisible, mais qui sera en grande partie conditionné – pour la Suisse comme pour les autres pays – par les solutions qui seront données à des problèmes déjà posés actuellement. Ces problèmes ne seront d'ailleurs pas résolus d'un coup, mais se manifestent plutôt sous la forme d'une évolution qui aura, semble-t-il, tendance à s'accélérer. On doit donc les considérer comme urgents. Comme les plus importants d'entre eux ne touchent pas directement et immédiatement nos intérêts, il est assez normal que nous ayons tendance à les ignorer ou à les aborder avec un peu de mollesse, ce qui peut s'expliquer en outre par le fait qu'un petit pays comme le nôtre ne peut prétendre exercer une influence déterminante sur des événements qui le dépassent. D'où une certaine disposition d'esprit à considérer que notre politique doit se limiter à la défense de nos intérêts immédiats, quand ceux-ci sont menacés. Je crois que dans la situation actuelle du monde et de l'Europe, ce n'est plus suffisant. Aussi me paraît-il nécessaire que le Conseil fédéral fasse le point et cherche à se former une opinion sur des questions générales qui sortent du cadre des affaires courantes, ainsi que sur les méthodes de travail à appliquer, dans la mesure où elles ne répondent plus aux exigences actuelles.

Je voudrais essayer d'indiquer quelques-unes des questions qui me paraissent devoir retenir notre attention. Ce sont celles qui m'intéressent le plus parce qu'elles mettent en cause la position que notre pays occupe dans le monde et me semblent concerner notre avenir, que nous avons le devoir de chercher à préparer. Les opinions que j'émettrai, en m'inspirant d'expériences faites depuis quatorze ans, n'impliquent – je tiens à le préciser – aucune critique à l'égard de qui que ce soit. Il s'agit essentiellement d'amorcer une discussion dans laquelle il y aura sans doute des opinions divergentes et qui n'aboutira pas d'un coup à des résultats définitifs.

I.

Il faudra réexaminer simultanément la question de notre adhésion aux Nations Unies[1] et celle de notre participation à des institutions européennes[2]: Conseil de l'Europe ou autre organe parlementaire qui serait créé pour couvrir une coopération économique à dix-sept, comme celle de l'OECE. Il est, en effet, plus dans notre ligne politique traditionnelle de participer à une organisation de tendance universelle qu'à une organisation qui s'identifie plus ou moins à un bloc.

En outre, si un accord qui aujourd'hui paraît improbable devait intervenir entre l'URSS et les occidentaux sur la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne (ou les deux Allemagne), la Suisse devrait, si possible, adhérer aux Nations Unies avant plutôt qu'après une adhésion éventuelle de l'Allemagne. La neutralité ne serait vraisemblablement plus un obstacle à notre entrée dans les Nations Unies si nous faisons les réserves nécessaires. En revanche, il est

1. *Cf. DDS, vol. 16–20, table méthodique:* III. La Suisse et l'ONU.
2. *Cf. DDS, vol. 17–20, table méthodique:* III. La Suisse et l'Europe.

peu probable que nous puissions obtenir une déclaration du genre de celle qui nous a été accordée en 1920 lors de l'accession de la Suisse à la Société des Nations[3].

La question a d'ailleurs un autre aspect qu'immédiatement après la guerre. L'Organisation des Nations Unies fut officiellement créée le 24 octobre 1945 après que la Charte de San Francisco, du 26 juin 1945, eût été ratifiée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et par la majorité des Etats signataires, Elle groupait, à cette époque, 51 membres. Elle en compte aujourd'hui 82. Demain, avec l'accession à l'indépendance de nouveaux Etats africains, le nombre des pays membres pourrait dépasser 90. Cette organisation tend donc à l'universalité. Plus ce but devient proche, plus se singularisent les Etats souverains qui restent à l'écart. Il pourrait en résulter à la longue un affaiblissement de la position internationale de la Suisse.

Ce problème, s'il n'est pas urgent, doit rester présent à notre esprit. L'opinion publique suisse devrait être préparée si un jour notre adhésion aux Nations Unies devait être envisagée.

II.

Le problème le plus important et le plus grave de l'heure actuelle est celui de la coopération économique sur le plan européen. Dans les milieux économiques, on ne l'a pas pris au sérieux assez tôt. On n'a pas cru à la réalisation du marché commun. Au lieu de se préparer à affronter les problèmes qu'il poserait pour nous, on a pris à son égard une attitude négative avec l'espoir que, grâce à une zone de libre échange[4], ses effets négatifs pour notre économie pourraient être écartés. Il faut reconnaître d'ailleurs que nous avions de bonnes raisons de penser qu'une zone de libre échange pourrait être réalisée. C'est l'avènement de la Ve République en France qui a marqué le tournant. Aujourd'hui, l'idée d'une zone de libre échange est écartée. Les perspectives pour un accord multilatéral dans le cadre de l'OECE sont pour le moment peu favorables. Mais elles ne sont pas nulles, à condition de trouver des solutions constructives qui puissent être opposées à celles que la Commission économique européenne voudrait imposer.

Nous avons considéré – d'ailleurs avec d'autres – les problèmes posés par le marché commun comme des problèmes de politique commerciale à traiter suivant les méthodes traditionnelles valables dans ce domaine. Il s'agit en réalité d'autre chose. Et nous voyons aujourd'hui se former dans le cadre de l'Europe des Six, non seulement une politique tout court (avec des objectifs politiques), mais une collaboration industrielle et commerciale sur le plan privé qui peut constituer pour notre économie, à longue échéance, un danger au moins aussi grand que les discriminations tarifaires ou contingentaires dont nous pourrions être l'objet.

La coopération économique instituée depuis onze ans par l'OECE est actuellement dans une impasse. Les propositions élaborées jusqu'à présent par la Communauté économique européenne sont inacceptables.

---

3. *Pour la déclaration de Londres du 13 février 1920, cf. DDS, vol. 7-II, N° 247.*
4. *Cf. N°s 5, 19 et 28 dans le présent volume.*

Il devient urgent de chercher à élaborer une doctrine suisse en cette matière. Sans doute elle existe déjà dans ses très grandes lignes et a été formulée dans un mémoire de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique, remis à tous les membres du Conseil fédéral[5]. Mais cela ne suffit plus.

C'est une véritable politique européenne qu'il faudrait chercher à opposer à celle des Six de la Petite Europe en vue de trouver une nouvelle base sur laquelle la discussion pourrait reprendre dans le cadre de l'OECE. Un groupe de travail créé d'entente avec la Délégation économique et financière du Conseil fédéral s'efforcera de rédiger un document[6] qui sera examiné par les organes existants (Délégation économique permanente, Délégation du Conseil fédéral), puis, s'il y a lieu, présenté au Conseil fédéral. C'est là une entreprise difficile, mais elle doit être tentée.

Sur un autre plan, la recherche de solutions doit se poursuivre dans les réunions périodiques auxquelles participent M. le Ministre Schaffner et ses collègues d'autres pays de l'OECE non-membres de la Communauté économique européenne.

Il faudra avoir beaucoup de patience, les problèmes posés par le marché commun ne seront pas résolus rapidement. Les solutions peuvent dépendre dans une large mesure de l'évolution du marché commun lui-même. Mais si celui-ci devait atteindre les objectifs qu'il poursuit, notre avenir économique et même politique pourrait être dangereusement mis en cause.

Lorsque le Conseil fédéral aura pu définir au moins provisoirement sa doctrine, je ferai des suggestions sur la suite de la procédure. En particulier j'envisage une consultation avec des personnalités représentatives des différents milieux intéressés (science, économie, etc.). Sur le plan extérieur, je pense que le moment sera venu de prendre une initiative.

III.

Un problème plus général qui intéresse tout le monde occidental, par conséquent aussi la Suisse, est celui de l'offensive économique engagée par l'URSS et ses satellites et, dans une moindre mesure pour le moment, par la Chine dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique latine, et des moyens qu'a l'Occident de répondre à cette offensive dirigée contre lui. Le problème est d'importance puisque l'évolution des pays sous-développés pourrait, selon le camp auquel ils se rangeraient, changer en définitive complètement l'équilibre mondial des puissances tel qu'il existe à l'heure actuelle. Il est de l'intérêt de l'Occident d'aider les pays économiquement sous-développés à devenir des partenaires commerciaux de plus en plus forts.

---

5. *Cf. le rapport transmis le 10 janvier 1959,* E 7111(B)1972/68/202 (DoDiS-16879).

6. *Pour la création de ce groupe de travail, cf. N° 31 dans le présent volume et la notice de Ch. Müller du 15 mai 1959,* E 2001(E)1972/33/C122 (DoDiS-16003)*; pour l'élaboration et la version définitive en français et en allemand du rapport sur* La position de la Suisse à l'égard de la coopération économique européenne, *cf. ibid. Pour la version française du document, cf. le rapport du 13 juillet 1959, ibid.* (DoDiS-16572).

Il serait trop long de développer ici ce thème connu, mais il me paraît indispensable que nous nous en occupions une fois sérieusement avec l'économie privée directement intéressée à l'expansion de notre commerce extérieur, et avec les milieux scientifiques de notre Pays.

L'aide aux pays sous-développés[7] se présente en effet sous diverses formes:

a) L'assistance financière sous la forme d'investissements, prêts, etc. Dans le domaine multilatéral, elle est assurée par le Fonds monétaire international et la Banque internationale de reconstruction et de développement, ainsi que la Société financière de développement. La Suisse ne fait pas partie de ces institutions. L'an dernier, j'ai demandé que nous examinions la question de notre adhésion aux deux premières. Un rapport nous a été promis. Cette étude pourrait également s'étendre à la Société financière de développement.

b) L'assistance économique: Ce problème rejoint celui de la coopération économique européenne. C'est dans ce cadre qu'il conviendra donc de le réexaminer au cours des discussions futures pour la création d'une Association européenne économique au sens large. Mais nous devons aussi l'examiner du point de vue d'une action unilatérale de la Suisse.

c) L'assistance technique a été appliquée jusqu'ici restrictivement pour parfaire les connaissances professionnelles de *techniciens* étrangers utiles à *l'économie* de leur pays; elle s'est faite par la formation de boursiers ou l'envoi d'experts suisses dans des pays sous-développés. Cette forme d'assistance est assurément nécessaire, mais elle ne devrait pas exclure la possibilité, pour notre pays, de répondre favorablement à des demandes d'assistance technique portant sur d'autres domaines, ceux de la formation de cadres administratifs, de l'instruction scolaire et de la formation universitaire par exemple.

d) Dans d'autres pays – l'Allemagne occidentale notamment – l'aide apportée dans le domaine *scientifique et culturel* aux pays en voie de développement joue un rôle très important. Or, la Suisse jouirait, elle, d'un avantage certain puisqu'elle n'a pas de «passé colonialiste» et qu'elle est considérée par bien des pays sous-développés comme une démocratie modèle. Nous n'attachons pas assez d'importance au rayonnement culturel de notre pays et les crédits dont nous disposons sont très modestes comparés à ceux d'autres Etats. L'Autriche, la Belgique (1'200'000 frs), les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, d'après les renseignements que nous possédons, consacrent à cette activité des fonds supérieurs à ceux que la Confédération accorde annuellement à Pro Helvetia (1/2 million de francs). Les grands pays dépensent des montants considérables pour leur rayonnement culturel (République fédérale d'Allemagne 18 millions de marks!).

Malgré les difficultés que notre structure fédéraliste soulève quant aux possibilités d'étendre notre aide dans le domaine scientifique et culturel, nous devons examiner si nous pouvons faire davantage de ce côté-ci également.

Il faut reconnaître, il est vrai, que ces différentes formes d'assistance exigent non seulement des fonds considérables, mais encore du personnel

---

7. *Cf. DDS, vol. 20, table méthodique:* VI.2. Aide au développement *et table méthodique:* VI.3 Aide au développement *dans le présent volume.*

qualifié, notamment des professeurs, des experts et des techniciens. Or nous en manquons.

Cette situation appelle une autre question: l'URSS forme chaque année un nombre impressionnant d'ingénieurs, de techniciens, d'hommes de science. En juin 1958, il y avait dans ce pays 290'000 diplômés de l'enseignement supérieur, dont 90'000 ingénieurs (pour 37'000 aux USA). Il y a 2'100'000 élèves faisant des études universitaires en Russie, dont 880'000 poursuivent en même temps leurs occupations. Ils ont ainsi la double formation pratique et scientifique.

Si l'on pense que la Chine s'engage dans une évolution analogue, on doit se demander s'il n'y a pas là le danger le plus grave qui menace le monde libre. Ce n'est plus des armées qui feront des conquêtes, mais des troupes de techniciens envoyés dans les pays qui en manquent.

Certes la Suisse ne peut pas songer à rivaliser avec ce que de grandes puissances sont en mesure d'entreprendre. Cependant, elle doit songer à maintenir la position qu'elle occupe sur le plan industriel et technique. Cela n'implique-t-il pas une révision de nos conceptions traditionnelles en matière d'enseignement universitaire et technique? Ne devrions-nous pas, compte tenu de nos propres besoins, augmenter le nombre de nos écoles techniques, de nos laboratoires, de nos institutions, faciliter l'accès aux études scientifiques d'un plus grand nombre de jeunes hommes et femmes?

A titre de comparaison, voici le nombre d'ingénieurs formés annuellement dans les pays suivants:

URSS	1 ingénieur par an pour	3'500 habitants
USA	1 ingénieur par an pour	7'400 habitants
Europe occidentale	1 ingénieur par an pour	15'000 habitants
Grande-Bretagne	1 ingénieur par an pour	17'500 habitants
France	1 ingénieur par an pour	10'000 habitants
Suisse	1 ingénieur par an pour	12'000 habitants

Quoi qu'il en soit, j'estime que le problème de l'aide aux pays sous-développés doit faire l'objet d'une étude d'ensemble. Il constitue indubitablement une partie importante de notre politique extérieure d'où découlent, me semble-t-il, les deux conséquences suivantes:

1) la nécessité de mettre au point et d'énoncer une politique d'ensemble qui tienne compte de la possibilité de combiner les différentes formes d'aide aux pays sous-développés;

2) l'opportunité de réorganiser les services s'occupant de ces questions dans le sens d'une meilleure coordination entre les départements intéressés, L'on pourrait même se demander s'il ne conviendrait pas de confier à l'avenir cette tâche soit au Département politique soit à un délégué du Conseil fédéral qui continuerait en somme, en l'adaptant aux nouvelles conceptions, l'œuvre d'entraide internationale que la Suisse avait mise sur pied à la fin de la dernière guerre.

IV.

Un problème plus limité me préoccupe, dont j'ai déjà entretenu le Conseil fédéral: celui de nos relations avec les pays communistes, en particulier avec

l'URSS. Je laisse de côté les relations économiques. Il ne me semble pas que nous ayons un grand intérêt à les développer avec l'URSS, qui ne peut guère constituer un débouché durable pour nos produits. C'est au Département de l'Economie publique et à nos milieux industriels à apprécier la situation. Il n'y a qu'un intérêt politique limité à des échanges commerciaux.

En revanche, le «boycott» dont sont l'objet les pays communistes de la part de la Suisse dans les domaines les plus divers, notamment scientifiques, culturels et sportifs, pourrait avoir de graves inconvénients pour notre pays. Pour prévenir toute équivoque, je tiens à relever que l'attitude ferme de notre opinion publique à l'égard du comportement de l'URSS en Hongrie en 1956[8], puis plus récemment de l'exécution d'Imre Nagy et du général Maleter, me paraît contraster heureusement avec l'oubli dans lequel ces événements sont tombés presque partout ailleurs. Une visite de M. Khrouchtchev ou de M. Mikoyan en Suisse serait aussi peu imaginable qu'un voyage d'un membre du Conseil fédéral à Moscou. Nous ne devons imiter sur ce point aucun autre pays, ni les USA ou l'Angleterre, ni les pays scandinaves ou l'Autriche, dont la position n'est pas comparable à la nôtre.

Mais le refus de recevoir en Suisse:

a) des délégations soviétiques à des congrès d'associations internationales scientifiques qui se tiennent en Suisse;

b) des ressortissants soviétiques envoyés dans notre pays par une organisation internationale dont ils font partie pour suivre des cours ou assister à des colloques dans nos universités, ne me paraît pas compatible avec notre politique en matière de collaboration internationale et avec notre désir que la Suisse soit un centre international et le siège d'institutions internationales. Les incidents qui se sont produits ces dernières années ne peuvent qu'affaiblir notre position à cet égard.

En outre, sur le plan scientifique, nous nous faisons du tort à nous-mêmes en renonçant à ce que des échanges puissent avoir lieu qui seraient profitables à notre développement scientifique et à notre industrie.

La lutte que nous devons mener contre le communisme devrait être moins négative, plus constructive et plus intelligente qu'elle ne l'est actuellement. Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet, que je me borne à esquisser ici.

V.

Dans le domaine de l'énergie atomique[9], nous aurons encore de grands efforts à accomplir qui imposeront des charges financières appréciables à la Confédération. Prochainement le Conseil fédéral devra se prononcer sur l'octroi de crédits s'élevant à 80 millions environ pour la construction de réacteurs expérimentaux.

Je m'excuse de la longueur de cette lettre et du caractère disparate des questions que je soulève et qui sont d'ailleurs d'inégale importance. Il me semblerait utile que nous ayons sur elles un échange de vues général, dont

---

8. *Cf. DDS, vol. 20, table méthodique:* I.6. Les crises de Suez et de Hongrie.

9. *Cf. DDS, vol. 20, table méthodique:* VII.2. La politique militaire suisse.

pourraient être tirées des conclusions et qui permettrait ensuite de formuler des propositions.

Le Conseil fédéral aura prochainement à se prononcer sur les propositions contenues dans le «livre vert» que lui a remis la Commission de défense nationale[10]. Si ces propositions étaient admises, elles impliqueraient une augmentation très sensible de nos dépenses militaires. Les discussions qui ont lieu actuellement sur Berlin[11] démontrent que la situation internationale reste précaire et que nous ne devons pas relâcher notre effort pour maintenir notre défense nationale à la hauteur des circonstances. Néanmoins, je crois que notre indépendance est menacée aujourd'hui davantage sur d'autres plans que le plan militaire. D'où la nécessité de ne pas traiter les problèmes de défense nationale indépendamment de ceux dont peut dépendre l'avenir politique et économique de notre pays. Nos ressources ne sont pas illimitées et nous devons faire de celles-ci un usage aussi judicieux que possible, en cherchant à sortir des sentiers de la routine et des habitudes pour prendre conscience des problèmes entièrement nouveaux que le bouleversement actuel pose à chaque pays.

Si la Suisse veut garder sa place dans le monde, sauvegarder son indépendance et chercher à assurer son avenir, elle ne pourra le faire qu'au prix d'un effort prolongé et de sacrifices qui ne me paraissent d'ailleurs pas au-dessus de la portée de notre peuple.

Je me permets de faire la suggestion que le Conseil fédéral consacre une de ses séances, éventuellement une séance extraordinaire, à une discussion sur l'ensemble de ces problèmes.

---

10. *Cf. la proposition du Département militaire fédéral au Conseil fédéral du 24 décembre 1958,* E 1001(-)1000/6/415. *Cette proposition est discutée avec d'autres documents, lors de la séance commune qui réunit le 27 février 1959, le Conseil fédéral et la Commission de défense nationale, cf.* Protokoll der gemeinsamen Sitzung des Bundesrates und der Landesverteidigungskommission vom 27. Februar 1959, 15.00 Uhr, E 2800(-)1967/59/36. *Pour la suite des discussions sur la réorganisation de l'armée, cf. notamment PVCF N° 2183 du 14 décembre 1959,* E 1004.1(-)1000/9/632.1. *Après cette réunion élargie avec des représentants du Département militaire, le Conseil fédéral discute à nouveau de la réorganisation de l'armée lors de sa séance du 6 mai 1960, cf. PVCF-D daté du même jour,* E 1003(-)1970/344/4 (DoDıS-16832). *Cf. aussi PVCF N° 1132 du 19 juin 1961,* E 1004.1(-)1000/9/650.2

11. *Il s'agit des contacts préparatoires à la conférence des ministres des Affaires étrangères des Quatre Grands sur la question allemande, qui aura lieu à Genève dès le 11 mai 1959, à cause de la crise ouverte par l'initiative de N. Khrouchtchev du 27 novembre 1958 proposant la création d'une «ville libre de Berlin».*

38

E 2001(E)1972/33/76
[DoDiS-15230]

Interne Notiz[1] *des Politischen Departements*

Telephon des Herrn Generaldirektor Iklé,
Schweizerische Nationalbank, Zürich

KI Bern, 16. April 1959

Die Deutsche Notenbank (DDR) hat sich an die Nationalbank gewandt. Sie hat angekündigt, dass ein Rudolf Trebuth demnächst bei der Bank vorsprechen möchte. Es handle sich um Fragen der Erleichterung des Zahlungsverkehrs. Herr Dr. Iklé wünscht zu wissen, wie sich die Nationalbank gegenüber diesem Begehren zu verhalten hat.

Ich gebe ihm folgende Antwort: Bekanntlich haben wir erhebliche Schwierigkeiten mit der DDR was die Erteilung von Visa an die dort niedergelassenen Schweizer anbetrifft[2]. Daneben hätte die Schweiz noch eine Reihe von anderen Gravamina. Im Anschluss an den Zwischenfall Kantorowicz[3] hat sich der Delegierte der DDR bei der Europäischen Wirtschaftskommission der UNO in Genf[4] mit dem Politischen Departement in Verbindung gesetzt. Auch von Seiten der DDR sind verschiedene Wünsche vorgebracht worden, unter anderem namentlich der, in der Schweiz wenigstens eine sogenannte Handelskammervertretung errichten zu können. Meine Fühlungnahme mit der Handelsabteilung hat aber ergeben, dass in der schweizerischen Wirtschaft für eine Extension unseres Handelsverkehrs mit der DDR offenbar kaum Interesse besteht. Diese Geschäfte sind mehr oder minder von einigen wenigen Firmen monopolisiert. Ihre Abwicklung ist kompliziert. Zudem wünschen offenbar viele Schweizerfirmen aus grundsätzlichen Erwägungen nicht mit der DDR Handel zu treiben.

Ich empfehle Herrn Dr. Iklé, den Abgesandten der Deutschen Notenbank empfangen und ihn anhören zu lassen. Dabei ist darauf Rücksicht zu nehmen, dass die DDR jeden Kontakt mit dem Ausland propagandistisch zur Stärkung des Regimes auszunützen sucht. Ich würde also nicht dazu raten, dass Herr Trebuth vom Direktionspräsidenten oder gar vom Direktorium empfangen werde. Hingegen besteht gegen eine Kontaktnahme mit untergeordneten Organen kein Bedenken. Je nach den Begehren des Herrn Trebuth kann die

1. *Diese Notiz wurde von R. Kohli verfasst.*
2. *Vgl. den Antrag des EPD an den Bundesrat vom 25. August 1958,* E 2001(E)1972/33/76 (DoDiS-15229).
3. *Das EJPD verweigerte der Korrespondentin des Allgemeinen Deutschen Nachrichtendienstes, Frieda Kantorowicz, am 7. Februar 1959 die Aufenthaltsbewilligung, worauf diese Rekurs einlegte, welchem der Bundesrat am 20. Februar 1959 aufschiebende Wirkung zuerkannte. Vgl.* E 2001(E)1976/17/267 *sowie die Notiz G. Buchers vom 3. Juni 1959. Nicht abgedruckt* (DoDiS-15237).
4. *Es handelt sich dabei um den weiter unten erwähnten Josef Zimmering.*

Nationalbank übrigens erklären, es handle sich hier um eine Frage, die in den allgemeinen Rahmen der Beziehungen zwischen der Schweiz und der DDR gehöre und deshalb im Zuge der Besprechungen des Herrn Dr. Zimmering mit dem Politischen Departement vorzubringen sei.

Herr Dr. Iklé will in diesem Sinne vorgehen. Die Nationalbank ist übrigens im Zahlungsverkehr nur Beauftragte der Schweizerischen Verrechnungsstelle. Sie handelt also nicht aus eigenem Recht.

39

E 2001(E)1973/157/2
[DoDiS-15165]

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Tunis, L. Guillaume, au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli

L Secret Tunis, 17 avril 1959

Me référant à ma lettre du 9 avril[1] concernant nos compatriotes tombés en mains du FLN, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'au cours de l'entrevue préparée pour le 13 de ce mois par l'entremise de l'Ambassade de Libye à Tunis, j'eus l'occasion de rencontrer à la date prévue, dans un local de cette Représentation, Me Bouzida, se disant haut fonctionnaire du Gouvernement provisoire de la République algérienne et chargé depuis deux ans notamment de questions touchant à la recherche de prisonniers étrangers.

Me Bouzida était accompagné d'un autre Algérien, dont le nom ne fut pas prononcé d'une façon suffisamment distincte (M. Ben Musa, qui m'avait présenté à ces deux Algériens, n'a pas non plus compris le nom de ce deuxième personnage ainsi que j'ai pu m'en assurer au cours d'une conversation que j'ai tenu à avoir encore avec lui à ce sujet avant de vous envoyer la présente lettre). Quoi qu'il en soit, ce dernier est resté silencieux durant tout l'entretien. Je crois cependant me souvenir l'avoir vu prendre part au repas offert par la Municipalité de Sousse lors du Congrès néo-destourien qui eut lieu dans cette ville au début du mois de mars, en compagnie d'autres Algériens également invités.

Me Bouzida commença par déclarer que la Suisse représentait pour les Algériens un idéal de démocratie et de liberté. Elle jouissait à ce titre de l'estime générale des Algériens, qui nourrissaient à son endroit une amitié très sincère et profonde. Poursuivant ses déclarations dans le même style, mon interlocuteur n'a pu s'abstenir de faire le panégyrique de l'action du FLN qui doit amener son pays à l'indépendance. Je dois dire qu'il l'a fait en termes modérés et sans trop insister. Prenant la parole à mon tour, je lui ai répété qu'en aucun cas cette entrevue n'avait un caractère officiel, ou même simplement officieux, duquel on pourrait inférer d'une manière ou d'une autre que les autorités fédérales étaient désireuses d'entrer en relations avec le Gouvernement provisoire algé-

1. *Cf. la lettre secrète de L. Guillaume à R. Kohli du 9 avril 1959, non reproduite.*

rien ou les forces du FLN. Il s'agissait d'une conversation d'homme à homme au sujet de questions éminemment humanitaires. Me Bouzida acquiesça à ces vues, dont il avait été tenu parfaitement informé par l'entremise de l'Ambassade de Libye.

Passant à l'objet même de notre entretien, je lui ai fait part du désir des familles suisses Nufer, Duc, Bourgue et Grob, d'être renseignées sur le sort d'un des leurs enlevés par le FLN[2]. Je me suis également permis de reprendre le cas de M. Spiro, en relevant quelles étaient peut-être les contradictions qui avaient laissé à un membre de sa famille une lueur d'espoir et pouvaient peut-être justifier certains doutes quant à la véracité de la douloureuse nouvelle de la mort de ce jeune homme. Mon interlocuteur a promis de revoir également ce cas, en me donnant si possible des détails, mais tout en laissant entendre que malheureusement l'information relative au décès de Spiro devait bel et bien être conforme à la réalité. En effet, c'est de lui-même – a encore déclaré cet Algérien – que M. Bourguiba jeune, Ambassadeur de Tunisie à Paris, avait obtenu la triste nouvelle que ce dernier transmit à M. Micheli, notre Ambassadeur en France[3].

Me Bouzida m'a encore assuré que des instructions seraient données pour prévenir tout enlèvement de ressortissants suisses. Il émit à ce propos le vœu que les nationaux de notre pays s'abstiennent de se mêler d'affaires touchant au litige entre la France et les Algériens, une telle attitude neutre étant la plus propre à leur éviter des ennuis.

En fin de conversation, le prénommé a promis qu'il me communiquerait la réponse au sujet des demandes de renseignements afférents à nos compatriotes.

---

2. *Sur l'enlèvement des ressortissants suisses (W. Nufer, M. Duc, H. Bourgue et R. Grob), cf. la lettre secrète de L. Guillaume à R. Kohli du 29 avril 1959, non reproduite* (DoDiS-15166).
3. *Non retrouvé.*

40

E 2001(E)1972/33/54
[DoDiS-15123]

Notice interne du Département politique

Note concernant le régime actuel des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex[1]

RV Berne, 22 avril 1959

Le régime actuel est réglé sur la base de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, du 7 juin 1932[2]; cet arrêt dispose que:

a) entre la Suisse et la France demeurent valables les dispositions du Protocole des Conférences de Paris du 3 novembre 1815, du Traité de Paris du

---

1. *Note rédigée par G. Riva.*
2. *Cf. DDS, vol. 10, rubrique* 11.5: Affaire des zones.

20 novembre 1815, du Traité de Turin du 16 mars 1816, et du Manifeste de la Cour des Comptes de Sardaigne du 9 septembre 1829, relatives à la structure douanière et économique des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex;

b) le Gouvernement français doit reculer sa ligne de douanes conformément aux stipulations desdits traités et actes, ce régime devant rester en vigueur tant qu'il n'aura pas été modifié par l'accord des Parties;

c) le recul de la ligne des douanes ne préjuge pas du droit, pour le Gouvernement français, de percevoir, à la frontière politique, des droits fiscaux n'ayant pas le caractère de droits de douanes;

d) il y a lieu de prévoir, les zones franches étant maintenues, en faveur des produits des zones, une importation de marchandises en franchise ou à droits réduits à travers la ligne des douanes fédérales.

L'exécution du point d) fut confiée à trois experts, choisis parmi les ressortissants de pays tiers, agissant en qualité d'arbitres, qui, le 1er décembre 1933, rendirent ce qu'on appelle la «sentence de Territet» et arrêtèrent un «règlement concernant les importations en Suisse des produits des zones franches»[3]. Aux termes de ce dernier, il y a lieu de distinguer entre produits agricoles et naturels d'une part et produits fabriqués ou manufacturés d'autre part. Les premiers peuvent être admis en franchise en Suisse sans limitation de quantité, sauf pour certains produits, comme le lait, le beurre, le fromage et le vin, qui sont soumis à un contingentement. Pour les produits fabriqués ou manufacturés, le principe est leur admission en franchise dans la limite de contingents révisée périodiquement en tenant compte notamment du développement industriel normal des zones.

II

Nous nous trouvons donc aujourd'hui en présence d'un système prévoyant, d'une part, la franchise douanière totale pour les produits suisses exportés dans les zones et, d'autre part, la franchise douanière partielle pour les produits des zones importés en Suisse, mais à condition qu'ils soient originaires de celles-ci.

Cette situation est théoriquement, du point de vue économique, favorable à notre pays. Les échanges entre la Suisse et les zones franches dénotent cependant un net déséquilibre à notre désavantage. Les statistiques relatives aux trois dernières années sont en effet les suivantes:

	Importations des zones en Suisse	Exportations de Suisse en zones
1956	10'017'716.–	2'141'684.–
1957	11'040'357.–	1'953'569.–
1958	9'092'075.–	1'868'715.–

Si on considère que la population de la région de Genève est sensiblement plus élevée que celle des zones, il est en quelque sorte naturel que les

3. *Cf. RO, 1933, p. 1028.*

importations en Suisse soient supérieures à nos exportations vers les zones. Mais, comme il ressort des chiffres ci-dessus, la différence entre exportations et importations s'est accentuée à un tel point qu'elle est considérée, du côté suisse, comme constituant une sérieuse anomalie dans le fonctionnement du régime.

Les motifs de cette situation peu satisfaisante peuvent être résumés de la manière suivante:

Les droits fiscaux que, d'après l'arrêt de La Haye, la France peut prélever à la frontière politique, s'élèvent aujourd'hui à plus du 25% de la valeur des produits importés. D'autre part, les autorités françaises ont adopté, après la dernière guerre le contingentement des devises nécessaires au paiement de nos livraisons commerciales; les «plafonds» fixés à cet effet par l'Office des changes s'avèrent souvent insuffisants. Ces mesures constituent une grave entrave à nos exportations et se révèlent même plus onéreuses que si on prélevait des taxes douanières. Les obstacles que l'arrêt de La Haye avait voulu supprimer sont, dans ces conditions, rétablis sous une autre forme et même rendus plus lourds.

III

A ces inconvénients, d'ordre économique, s'en ajoutent d'autres de nature différente. L'application de ce système impose de lourds frais administratifs aux autorités françaises; celles-ci doivent, en effet, maintenir un double cordon, fiscal à la frontière et douanier à l'intérieur. En outre, elles se trouvent devant un problème difficile à résoudre lorsqu'il s'agit d'empêcher que les produits suisses entrés en franchise dans les zones ne passent en fraude à l'intérieur de la France ou de certifier l'origine des produits des zones admis en franchise en Suisse. Il est compréhensible que, dans ces circonstances, la France essaie de se libérer de ce coûteux et compliqué apparat administratif.

Du côté suisse, et plus spécialement du côté des autorités genevoises, on souligne l'entrave que représente pour le tourisme l'obligation de franchir successivement trois contrôles: la douane suisse, le cordon fiscal français et le contrôle douanier français. On a fait notamment remarquer à ce propos que le courant de voyageurs et marchandises empruntant le futur tunnel du Mont-Blanc[4] devra, pour se rendre d'Italie en France, ou vice versa, en passant par Genève, franchir, sur une courte distance, six cordons administratifs. Il faut reconnaître qu'à une époque d'intense circulation routière cette situation est loin d'être satisfaisante.

IV

Le 7 août 1921, la Suisse et la France avaient conclu une convention prévoyant la suppression du régime des zones franches, tel qu'il existait antérieurement, et l'introduction d'un régime de bon voisinage et d'un régime de

---

4. *Cf. DDS, vol. 20, N° 18* (DoDiS-11534)*, ainsi que la lettre de P. Micheli à la Division des organisations internationales du Département politique du 20 décembre 1957,* E 2001(E)1970/217/59 (DoDiS-12375).

commerce spécial[5]. Par bon voisinage, on entendait principalement l'assouplissement des formalités pour le passage de la frontière, tandis que le régime de commerce spécial comportait l'admission en franchise de part et d'autre de diverses catégories de marchandises, soit en quantité illimitée, soit dans le cadre de contingents. La validité de certaines dispositions de cette convention était limitée à 10 ans, d'autres étaient d'une durée indéterminée. Un référendum fut lancé contre cet accord et aboutit, le 18 février 1923, au rejet de la convention. Les auteurs du référendum avaient souligné les imperfections du nouveau système et, surtout, le fait que la Suisse renonçait, par là, à un droit de caractère permanent en échange d'une solution qui ne présentait pas le même caractère de stabilité.

Il est utile de rappeler ce précédent aujourd'hui où il est de nouveau question d'une révision du régime des zones franches. Ce dernier comporte, en premier lieu, le droit pour la Suisse au recul du cordon douanier français au-delà de la limite des zones. Ce droit a un caractère permanent et territorial et peut être en quelque sorte assimilé à un droit réel: il est fondé sur des traités internationaux qui remontent à 1815 et a été consacré par un arrêt de la Cour permanente de Justice internationale. Notre pays ne saurait y renoncer qu'en échange d'une solution qui offre les mêmes garanties, au triple point de vue juridique, économique et politique. Toute solution différente risquerait de ne pas être approuvée par les Chambres ou d'être rejetée par le peuple comme non-conforme aux intérêts du pays.

Il convient de souligner, par ailleurs, que les principes sur lesquels se base le régime actuel trouvent leur origine dans l'histoire – les zones furent instituées en 1815 à titre de compensation accordée à Genève pour le refus opposé à sa demande d'agrandissement territorial – et ils s'avèrent encore aujourd'hui propres à assurer des échanges aussi libres que possibles entre deux régions qui forment un tout du point de vue géographique et économique, mais qui sont séparées sur le plan politique. Les inconvénients auxquels a donné lieu le régime actuel ne nous paraissent pas devoir mettre en cause les principes eux-mêmes, mais plutôt les moyens qui ont été mis en œuvre pour les appliquer. La voie à suivre devrait donc consister dans la recherche d'une nouvelle méthode d'application qui puisse mieux répondre aux besoins des régions intéressées.

V

Du point de vue pratique, nous suggérons de donner à cette affaire la suite que voici:

1. prendre acte des propositions qui seront formulées à ce sujet par les autorités genevoises;

2. les examiner sur le plan des administrations fédérales intéressées (Départements de l'Economie publique, des Finances et des Douanes et de Justice et Police);

3. discuter ensuite les conclusions auxquelles on sera arrivé sur le plan fédéral, avec les associations économiques intéressées à cette question (asso-

5. *Cf. DDS, vol. 8, rubrique* 12.1: La question des Zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex.

ciation suisse des paysans, Vorort, chambre de commerce genevoise, chambre d'agriculture genevoise, etc.);

4. saisir le Conseil fédéral en vue d'arrêter définitivement la position de la Suisse à l'égard des négociations éventuelles franco-suisses [6].

---

6. *Cf. la proposition sur les* Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex *du Département politique au Conseil fédéral du 16 mars 1960,* E 1001(-)1000/6/112 (DoDiS-15124). *La proposition est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 22 avril 1960, cf. PVCF N° 659 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/636.2.

41

E 1001(-)1000/6/660
[DoDiS-15117]

Le Chef du Département de l'Economie publique, Th. Holenstein, au Conseil fédéral

Accord commercial avec la France

P Confidentiel Berne, 23 avril 1959

L'accord commercial relatif au trafic des marchandises avec la France, du 29 octobre 1955, qui faisait l'objet de notre proposition du 4 novembre 1955[1], a été prorogé à plusieurs reprises, la dernière fois jusqu'au 30 juin 1959.

L'entrée en vigueur de la première étape du Traité instituant la Communauté Economique Européenne (CEE), la libération de l'importation en France dès le 1er janvier 1959 de 90% du commerce privé avec les pays de l'OECE sur la base de l'année 1948, ainsi qu'une dévaluation du franc français de 17 2/3% ont amené des changements substantiels dans les relations commerciales franco-suisses.

Parmi les mesures à appliquer aux pays tiers, le Conseil de la CEE avait prévu, par une décision de Bruxelles du 3 décembre 1958, que les Etats membres de la CEE feraient bénéficier leurs partenaires de l'OECE d'une augmentation de 20% de la valeur totale des contingents industriels subsistants, sous réserve de réciprocité. En exécution de cette décision, la France offrait une augmentation linéaire de 10%, la deuxième tranche de 10% ne pouvant être affectée, sous réserve de réciprocité, qu'aux contingents dits «faibles» ou «nuls».

Lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'OECE, du 15 décembre 1958, le régime provisoire valable à partir du 1er janvier 1959 fut longuement discuté, sans que l'on parvienne à l'entente multilatérale entre les 17 pays membres de l'OECE préconisée par les «non-Six». Le Conseil de l'OECE

---

1. *Sur les négociations économiques de 1955, cf. DDS, vol. 20, N° 16* (DoDiS-11514). *La proposition du 4 novembre 1955* (DoDiS-10964) *a été approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 8 novembre 1955, cf. PVCF N° 1863 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/583 (DoDiS-10963).

décida de s'ajourner et de tenir une nouvelle séance à fin janvier 1959; qui n'eut toutefois pas lieu[2].

Faisant suite au désir exprimé par la France de procéder à des arrangements bilatéraux pour éviter des difficultés entre les pays de la CEE et les «non-Six», une délégation britannique entama en janvier 1959 des conversations avec une délégation française afin d'explorer les possibilités d'accord. La demande britannique tendant à globaliser ou multilatéraliser les contingents dits 3% (contingents faibles ou nuls devant être portés, vis-à-vis des pays membres de la CEE, à 3% de la production nationale), fut catégoriquement refusée du côté français. Ces conversations s'étant transformées, dans le courant du mois de février, en négociations bilatérales, les pays non-membres de la CEE se déclarèrent prêts à entrer en discussion avec la France en vue de parapher des ententes bilatérales concernant le régime des contingents d'une durée d'un an.

La France, de son côté, nous avait laissé entendre, dès le mois de janvier 1959, qu'elle était prête à faire des concessions à la Suisse en ce qui concerne les produits restant contingentés après la libération de décembre 1958. A ce moment-là, nous ne disposions de renseignements suffisants ni sur les marchandises touchées par la règle dite des 3%, ni sur le montant des contingents subsistants après la libération de décembre 1958. Une commission d'experts franco-suisse dut procéder à des exercices techniques extrêmement laborieux, vu la complexité des mesures de libération de la France, afin de déterminer les incidences de la libération sur les contingents de la liste B1 ainsi que les adjonctions devant être opérées pour les marchandises non libérées, englobées précédemment dans des contingents globaux OECE (secteur dit «ex-libéré»). Les experts n'aboutirent que le 17 mars 1959 à une entente concrétisée dans un procès-verbal.

Par la même occasion, les experts procédèrent à l'examen des contingents «faibles ou nuls» touchés par la règle de 3%. Nous avons constaté que ces contingents ne portaient que sur 9% de nos exportations contingentées. La quasi totalité de celles-ci (91%) entrent en France au titre de contingents «normaux». Seul un petit nombre de contingents «faibles ou nuls» aurait nécessité une augmentation spéciale, supérieure à 20%.

Nous avons, dès lors, procédé à des sondages auprès de la Direction des accords commerciaux du Ministère français des affaires économiques, afin de connaître les intentions des Autorités françaises et de chercher une formule d'arrangement pouvant nous donner satisfaction. Une formule comportant une augmentation linéaire de 20% des contingents industriels nous paraissait la plus intéressante du point de vue suisse. Une discussion de chaque contingent aurait provoqué une négociation interminable, semblable à la négociation franco-britannique qui, après trois mois, et bien qu'un accord ait été paraphé, ne semble pas encore définitivement terminée. En outre, l'avantage matériel d'une augmentation de 20% sur l'ensemble de nos exportations contingentées en France l'emportait nettement sur le «manque à gagner» au titre des contingents 3%.

Du côté français, on a fait valoir qu'une augmentation linéaire de 20% reviendrait à accorder un traitement plus favorable à la Suisse qu'aux parte-

---

2. *Sur les négociations au sein de l'OECE en 1958, cf.* E 2001(E)1972/33/C 40.

naires de la Communauté Economique Européenne. En outre, la délégation française craignait de recevoir des demandes semblables des autres membres de l'OECE. Il a toutefois été possible de persuader la délégation française qu'une augmentation linéaire comportait des avantages pour les deux pays, notamment un gain de temps considérable, et écartait les difficultés inhérentes à une négociation individuelle de chaque contingent.

Au moment d'arriver à un accord sur une formule de ce genre, des difficultés se sont présentées au sujet de l'exportation des produits horlogers. En effet, les associations horlogères françaises et suisses avaient pris l'initiative de négocier un accord professionnel franco-suisse dans lequel elles envisageaient, entre autres mesures, une augmentation de 20% des contingents horlogers français, en échange de l'ouverture d'un contingent, par les organisations horlogères suisses, de droit privé, de 3 millions de francs de pièces constitutives de la montre de provenance française.

La délégation française entendait faire dépendre l'augmentation de 20% des contingents horlogers de la réalisation des engagements pris par les professionnels suisses. De leur côté, les associations horlogères suisses se refusaient à être discriminées par rapport au reste de l'industrie suisse et entendaient bénéficier, comme elle, d'une augmentation de 20% sans condition.

Il fallut des négociations très laborieuses pour aider l'industrie horlogère à sortir de ses difficultés. Il a finalement été possible d'obtenir pour le secteur horloger comme pour les autres secteurs, et pour l'année 1959, une augmentation inconditionnelle de 20% des contingents. La Commission mixte franco-suisse examinera, à la fin de l'année 1959, si les dispositions de l'accord professionnel signé entre-temps à Baden-Baden, ont fait l'objet d'une application normale. Dans le cas où cette Commission mixte constaterait que l'engagement portant sur les pièces constitutives de la montre, n'a pas été tenu par les associations horlogères suisses, le Gouvernement français pourrait réduire, en 1960, de la moitié au maximum, l'augmentation de 20% des contingents horlogers assurée en 1959.

D'un commun accord les contingents agricoles ont été prorogés sans changement. Ils font l'objet d'un régime très spécial au sein du Marché Commun et ne semblent pas, pour le moment, devoir être élargis entre les Six. D'ailleurs, une offre d'augmentation des contingents agricoles du côté français nous aurait mis dans une situation gênante puisque la Suisse est dans l'impossibilité d'offrir la réciprocité dans ce domaine (par exemple: augmentation de 20% du contingent des vins).

Dans l'ensemble, l'accord conclu avec la France est très favorable puisqu'il permet une augmentation, en 1959, de 20% (environ 30 millions de francs suisses de toutes les exportations industrielles contingentées de Suisse en France), sans que nous ayons à fournir une contrepartie.

Pratiquement, toute discrimination par rapport aux pays membres de la CEE est éliminée dans le secteur contingentaire. Il n'en reste pas moins que le problème de la discrimination tarifaire, qui ne peut être réglé que dans un cadre multilatéral, reste entièrement posé[3].

---

3. *Pour une vue d'ensemble, cf. le rapport* Les relations économiques franco-suisses en 1960

La reconduction de l'accord commercial franco-suisse jusqu'au 31 décembre 1959 a été fixée dans un procès-verbal du 18 avril 1959, dont un exemplaire est annexé[4].

Au procès-verbal précité sont jointes les nouvelles listes B1 (Métropole), B2 (Algérie) et B4 (Départements d'outre-mer) comportant une augmentation de 20% des contingents subsistants après déduction des incidences de libération. Est également jointe une liste B4 (Territoires d'outre-mer) qui n'a pas subi de modifications, l'augmentation de contingents n'ayant pas été étendue à ces territoires.

Les questions ayant trait aux problèmes spécifiquement horlogers ont été reprises dans la lettre confidentielle ci-jointe.

Le procès-verbal et la lettre confidentielle ont été, pour le moment, paraphés. La signature de ces documents interviendra d'entente avec les autres pays de l'OECE non-membres de la Communauté Economique Européenne.

A part les modifications qui précèdent, les dispositions de l'accord commercial du 29 octobre 1955[5] et de ses annexes demeurent applicables, sans changement.

Un communiqué a déjà été remis à la presse.

Au bénéfice de ces considérations, nous vous proposons:

1) d'approuver le rapport ci-dessus

2) d'approuver le procès-verbal paraphé à Paris le 18 avril 1959 et ses annexes, ainsi que la lettre confidentielle ayant trait aux produits horlogers

3) d'autoriser M. le Ministre Olivier Long à signer ces textes[6].

---

présenté par P. Gilliand à l'assemblée générale des chambres de commerce suisses à l'étranger, à Bâle, le 20 avril 1961, E 2200.41(-)1977/93/11 (DoDIS-15118).

4. *Non reproduit.*

5. *Cf. RO, 1955, pp. 1092–1111* (DoDIS-10534).

6. *Le Conseil fédéral approuve la proposition le 27 avril 1959, cf. PVCF N° 805 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/624.2.

42

E 2010(A)1996/397/212
[DoDIS-16090]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Sitzverlegung

PO Bern, 1. Mai 1959

1. Gestützt auf Art. 16 des Bundesgesetzes vom 30. September 1955 über die wirtschaftliche Kriegsvorsorge[2] fasste der Bundesrat am 12. April 1957 folgende Beschlüsse:

---

1. *Diese Notiz wurde zu handen von R. Kohli von R. Probst verfasst.*

2. *Artikel 16 des* Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Kriegsvorsorge *vom 30. April 1955*

a) Bundesratsbeschluss betreffend vorsorgliche Schutzmassnahmen für juristische Personen, Personengesellschaften und Einzelfirmen (Sitzverlegungsbeschluss)[3];

b) Bundesratsbeschluss über den Schutz von Wertpapieren une ähnlichen Urkunden durch vorsorgliche Massnahmen (Wertpapierbeschluss)[4].

Der Sitzverlegungsbeschluss, der am 4. Juli 1958[5] in einigen Nebenpunkten noch leicht abgeändert wurde, wird durch eine Vollziehungsverordnung[6] ergänzt. Die genannten Texte sind beigeheftet (Beilagen 1–3)[7]. Vorgeschichte, Werdegang und Bedeutung dieser neuartigen gesetzlichen Vorbereitung auf den Kriegsfall sind in einem ausführlichen Bericht des Justiz- und Polizeidepartementes, der auf Prof. Sauser-Hall als Verfasser zurückgeht, eingehend dargelegt (Beilage 4)[8]. Den schweizerischen Auslandvertretungen wurde ausserdem eine Instruktion betreffend die Handelsregisterführung im Ausland im Fall von internationalen Konflikten zugestellt (Beilage 5)[9].

2. Auf eine kurze Formel gebracht liegt Sinn une Zweck der Sitzverlegung darin, einerseits schweizerische Firmen und die, in ihnen verkörperten Interessen im Kriegsfall unserer Volkswirtschaft zu erhalten und dem eventuellen Zugriff einer Besetzungsmacht zu entziehen, anderseits aber auch, die Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass schweizerische Vermögenswerte im Falle einer Okkupation unseres Territoriums durch eine Kriegspartei von der Gegenpartei nicht als Feindesgut behandelt werden. Dieses Ziel soll dadurch erreicht werden, dass die, ihren Sitz im Rahmen des Sitzverlegungsbeschlusses ins Ausland verlegenden Gesellschaften grundsätzlich überall den im Zeitpunkt der Sitzverlegung geltenden Bestimmungen des schweizerischen Rechts, namentlich hinsichtlich ihrer Errichtung und ihres Personalstatuts, unterworfen bleiben sollen; lediglich in Bezug auf die wirtschaftliche Tätigkeit der fraglichen Firmen am neuen Sitz bleiben die dort geltenden Bestimmungen des öffentlichen Rechts vorbehalten.

Die Anmeldung der Sitzverlegung durch eine Firma bedeutet nicht die sofortige Verlegung des Sitzes. Es handelt sich vielmehr um eine für die Zukunft

---

hält fest: Der Bundesrat erlässt alle notwendigen Bestimmungen zum Schutze der Güter, der Rechte, der wirtschaftlichen und finanziellen Interessen des Schweizervolkes im In- und Ausland für den Fall, dass die Schweiz in internationale Verwicklungen hineingezogen würde. *Vgl. BBl, 1955, S. 596–609.*

3. *Vgl. AS, 1957, S. 337–348.*

4. *Vgl. AS, 1957, S. 354–358.*

5. *Vgl. AS, 1958, S. 409 f.*

6. *Vgl. AS, 1957, S. 349–353.*

7. *Nicht abgedruckt.*

8. *Vgl. den* Rapport du Département fédéral de Justice et Police concernant les Arrêtés du Conseil fédéral du 12 avril 1957 / 4 juillet 1958 relatifs à la protection par des mesures conservatoires: a) des personnes morales, sociétés de personnes et raisons individuelles; b) des papiers-valeurs et titres analogues *vom Oktober 1958, nicht abgedruckt.*

9. *Vgl. das Kreisschreiben Nr. 271 von E. Diez vom 8. Dezember 1958 und die* Instruktion betreffend die Handelsregisterführung bei den schweizerischen diplomatischen und konsularischen Vertretungen im Ausland für den Fall von internationalen Konflikten *vom Oktober 1958, nicht abgedruckt.*

gedachte Vorsichtsmassnahme. Der Zeitpunkt, in dem sie Rechtswirksamkeit erlangt, wird in einem späteren Beschluss durch den Bundesrat bei Eintritt der vorgesehenen Gefährdung bestimmt; ist der Bundesrat infolge Krieges dazu nicht mehr in der Lage, so wird die Sitzverlegung, die nur temporär und transitorisch sein soll, ipso iure rechtswirksam.

3. Schon vor Erlass des Sitzverlegungsbeschlusses wurde vom Politischen Departement geprüft, welche Länder als Asylstaaten praktisch in Frage kommen könnten. Unsere Umfrage erstreckte sich auf Lateinamerika (unstabile politische Lage), die USA (kompliziertes Rechtssystem, Ungewissheit der künftigen Haltung des Kongresses, der sich nach amerikanischer Konzeption an zeitlich vorausgegangene zwischenstaatliche Abmachungen nicht gebunden fühlt), Curaçao[10] (Gefahr einer Loslösung vom Mutterland), Südafrika (Rassenproblem), Australien[11] (allzu exzentrische geographische Lage) und Kanada[12]. Man gelangte zum Schluss, dass in Kanada die besten wirtschaftlichen, politischen, geographischen und juristischen Voraussetzungen für die Aufnahme sitzverlegter schweizerischer Firmen vorliegen würden.

Da der Sitzverlegungsbeschluss naturgemäss auf die schweizerische Rechtsordnung zugeschnitten wurde, ist es erforderlich zu prüfen, inwiefern der gewünschte Erfolg im Rahmen der Rechtsordnung eines Asylstaates auch wirklich erreicht werden könnte. Wir sind zu diesem Zweck seit Ende 1957[13] an die kanadischen Behörden herangetreten und haben dort zwar viel Sympathie für unser Anliegen, aber bekanntlich auch gewisse Hemmungen angetroffen (Präjudiz, Steuerfrage etc.). Es wäre uns daran gelegen, von Kanada, eventuell im Rahmen eines Notenwechsels, gewisse generelle Zusicherungen zu erhalten, dass den Zwecken unseres Sitzverlegungsgesetzes im Ernstfall von kanadischer Seite Rechnung getragen würde. – Wir hoffen, spätestens im Herbst mit den zuständigen kanadischen Stellen Expertenbesprechungen in Ottawa aufnehmen zu können[14]. Unsere Anliegen sind: Anerkennung der Sitzverlegung ohne vorherige Liquidation und Reorganisation, Anerkennung des schweizerischen Personalstatuts, Regelung gewisser Steueraspekte zwecks Vermeidung von Doppelbesteuerung, wenn möglich gewisse Zusicherungen in Bezug auf eine künftige Feindsgutgesetzgebung.

Parallel dazu ist es gelungen, in Panama, durch Einflussnahme unseres Honorarkonsuls[15], der gleichzeitig Nestlé-Vertreter (Unilac) ist, den Erlass eines sog. Auffanggesetzes zu provozieren, das bewusst auf den schweizerischen

---

10. *Zur Frage der Sitzverlegung auf die niederländischen Antillen und Curaçao vgl.* E 2010 (A)1996/397/219.

11. *Zur Frage der Sitzverlegung nach Australien vgl.* E 2010(A)1996/397/214.

12. *Zur Frage der Sitzverlegung nach Kanada vgl.* E 2010(A)1996/397/217.

13. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 129 und den Bericht von R. Probst vom 3. November 1958, nicht abgedruckt.*

14. *Tatsächlich finden vom 6. bis 15. Oktober 1959 Gespräche über eine mögliche Sitzverlegung schweizerischer Gesellschaften nach Kanada statt, vgl. das Schreiben von R. Probst an R. Kohli vom 9. Oktober 1959,* E 2808(-)1974/13/4 (DoDıS-15203) *und das BR-Prot. Nr. 22 vom 8. Januar 1960,* E 1004.1(-)1000/9/633 (DoDıS-15560).

15. *R. Eindiguer.*

Sitzverlegungsbeschluss zugeschnitten wurde[16]. – Ähnliche Bemühungen in Curaçao haben noch nicht zum Ziele geführt.

4. Das Interesse für die Sitzverlegung scheint in den schweizerischen Wirtschaftskreisen vorderhand noch gering zu sein. Bisher liegen erst rund ein Dutzend Anmeldungen vor, wobei als Asylstaaten Kanada (Nestlé u. a. m.), Südafrika, Panama, USA, Curaçao (niederländ. Antillen) und Moçambique (portug. Ostafrika) gewählt wurden. Im Falle einer Zuspitzung der internationalen Lage müsste aber wohl mit einer rapiden Zunahme der Anmeldungen gerechnet werden.

43

E 2200.36(-)1972/18/10
[DoDiS-14802]

Interne Notiz des Politischen Departements

Kriegsmaterial-Transit durch die Schweiz, Export von Kriegsmaterial aus der Schweiz

TH[1] Vertraulich *[Washington,]* 8. Mai 1959

I. Aus der vertraulichen Notiz über eine Besprechung bei Minister Kohli vom 25. April d. J.[2] sowie den uns übermittelten Beilagen ergibt sich:

1. dass kürzlich 58 amerikanische Panzerwagen durch die Schweiz transportiert worden sind[3];

2. dass der Transit von 79 amerikanischen Raupen-Truppentransportwagen mit Panzertransportwagen der schweizerischen Armee bewilligt worden ist[4];

3. dass der Bundesrat das Politische Departement beauftragt hat, über den Komplex des Kriegsmaterial-Transits, speziell von amerikanischem bzw. NATO-Armeematerial, einen grundsätzlichen Bericht[5] auszuarbeiten.

II. Grundsätzliche Bemerkungen von Minister Kohli

«Rein neutralitätsrechtlich sind solche Transite an sich zulässig. Eine andere Frage ist es, ob sie politisch klug sind, namentlich wenn sie in grösserem Ausmasse und in Zeiten erhöhter Spannung erfolgen. Man sollte auch dafür Sorge tragen, sie für die NATO nicht zur Gewohnheit werden zu lassen; wir würden uns ansonst der Gefahr eines amerikanischen Druckes in Momenten aussetzen, in denen den Amerikanern an solchen Transporten am meisten und uns am wenigsten gelegen wäre.»

III. Diese Bemerkungen von Minister Kohli, verbunden mit der Tatsache, dass der Bundesrat über die Frage einen Bericht ausarbeiten lässt, zeigen, dass man sich in Bern über die politische Problematik des Transits von Kriegsmaterial Rechenschaft ablegt.

---

1. *Diese Notiz wurde mit grosser Wahrscheinlichtkeit von H. de Torrenté verfasst.*
2. *Vgl. die Notiz von R. Probst vom 27. April 1959, nicht abgedruckt.*
3. *Vgl. die Notiz von R. Kohli vom 21. April 1959,* E 2001(E)1972/33/298.
4. *Vgl. das Schreiben von A. Kaech an J. Annasohn vom 25. April 1959, ibid.*
5. *Vgl. den Bericht von J.-P. Monnier vom November 1959, ibid.*

Das es sich in den erwähnten konkreten Fällen durchwegs um amerikanisches Kriegsmaterial gehandelt hat, wäre es wünschenswert gewesen, wenn der Botschafter in Washington[6] konsultiert worden wäre.

IV. Von hier aus gesehen drängen sich folgende Feststellungen auf:

Im Zusammenhang mit verschiedenen Verletzungen unseres Luftraumes durch amerikanische Militärflugzeuge im Laufe des Monats Juli 1958[7] übergab das Departement am 5. August 1958 der USA-Botschaft in Bern eine Note[8], in welcher u. a. ausgeführt wurde:

«D'une manière générale, et pour des motifs inhérents à la sauvegarde de la souveraineté et la politique de neutralité, aucune autorisation de survoler le territoire suisse ou d'y atterrir n'est accordée dans les cas qui revêtent un caractère essentiellement militaire. Des permis peuvent, en revanche, être délivrés lorsque le vol a un caractère représentatif, comme par exemple le transport de personnalités officielles et la participation à des manifestations aéronautiques, ou de nature humanitaire, comme dans les cas d'opérations de sauvetage et de transports urgents de blessés ou malades.»

Diese Erklärung, die alle Züge einer Prinzipien-Deklaration trägt, visiert zwar nur Flugzeuge. Es ist aber schwer einsusehen, warum andere Kampf-Fahrzeuge grundsätzlich anders behandelt werden sollten. Man sollte auch annehmen dürfen, dass die blosse Tatsache der Bezahlung für den Transit von Kriegsmaterial[9] die Schweiz nicht veranlassen kann, von ihren Prinzipien abzuweichen!

Das entscheidende Kriterium ist wohl im Satze zu suchen «… les cas qui revêtent un caractère essentiellement militaire». Der Transport von 58 Panzerwagen und von 79 Raupen-Truppentransportwagen stellt eine Kriegsmaterialverschiebung dar, deren militärischer Charakter nicht verkannt werden kann. Bezeichnend ist in dieser Hinsicht, dass der Transport gerade im Zeitpunkt erfolgt, wo das Deutschlandproblem akut ist und in Richtung von Italien nach Deutschland. (Dies trifft jedenfalls für die Truppentransportwagen zu; von den Tanks wissen wir es nicht, doch gehen wir in der Annahme, es sei so, kaum fehl).

V. Auf unser Begehren hin hat uns das Departement über die Frage des Kriegsmaterialexports nach Kuba unterrichtet.

Aus den uns zur Verfügung stehenden Unterlagen ergibt sich, dass zum Teil vor, zum Teil nach dem Sturze von Batista[10], von der Schweiz Kriegsmaterial

---

6. *H. de Torrenté.*

7. *Zur Frage des Überflugsrechts des schweizerischen Territoriums vgl. Nrn. 16 und 18 in diesem Band und* E 2001(E)1979/28/3. *Betreffend die Verletzung des schweizerischen Luftraums durch amerikanische Militärflugzeuge, vgl.* E 2001(E)1979/28/7.

8 *Vgl. die Note des Politischen Departements an die Botschaft der Vereinigten Staaten vom 5. August 1958,* E 2001(E)1979/28/3. *Dieselbe Note ging ebenfalls an die Botschaften von Österreich, Grossbritannien, Frankreich, Italien, der Sowjetunion und der Bundesrepublik Deutschland.*

9. *Die Totaleinnahmen der SBB aus dem Transit mit der US-Army beliefen sich 1958 auf 2 Millionen Franken, vgl. die Notiz von R. Probst vom 27. April 1959, nicht abgedruckt.*

10. *F. Batista wurde am 1. Januar 1959 von F. Castro gestürzt, vgl. das Schreiben von F. Brenni an R. Kohli vom 20. Januar 1959,* E 2300(-)1000/716/155 (DoDıS-14972).

im Werte von annähernd 1 Million Franken nach Kuba geliefert worden ist[11]. In seinem Schreiben vom 25. März d. J.[12] führt hierzu der Generalsekretär des Departements[13] aus:

«… dass seit anfangs 1958 gewisse Verbindungsmittel und optische Geräte, die bewilligungspflichtiges Kriegsmaterial darstellen, nach Kuba ausgeführt wurden …»

Es wird also expressis verbis anerkannt, dass es sich um Kriegsmaterial handelt, und es tönt wenig überzeugend, wenn im gleichen Schreiben weiter unten gesagt wird:

«Da dieses Material nicht als Kriegsmaterial im engern Sinne angesehen werden kann, zu dem Waffen, Munition und Sprengstoffe gezählt werden, wurden die entsprechenden Ausfuhrbewilligungen erteilt.»

Die Liste des exportierten Materials beseitigt im übrigen alle Zweifel über dessen rein militärischen Charakter: Kleinfunkgeräte, Handgeneratoren, tragbare Sende- und Empfangsgeräte, Infrarot-Beobachtungs- und Zielanlagen etc.

Am 29. April d. J.[14] wurde uns vom Staatsdepartement ein vertrauliches Aide-Mémoire übergeben, in welchem der Schweiz nahegelegt wird, in der Lieferung von Kriegsmaterial nach der karaibischen Zone Zurückhaltung zu zeigen. Der Zusammenhang mit den tatsächlich erfolgten schweizerischen Kriegsmateriallieferungen ist offenkundig.

---

11. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an F. Brenni vom 6. April 1959, nicht abgedruckt.*
12. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an H. de Torrenté vom 25. März 1959, nicht abgedruckt.*
13. *R. Kohli.*
14. *Vgl. das Aide-Mémoire des amerikanischen Staatsdepartements vom 29. April 1959, nicht abgedruckt. Zur Frage der Waffenausfuhr nach der karaibischen Zone vgl. auch das Schreiben von R. Kohli an H. de Torrenté vom 11. Mai 1959, nicht abgedruckt* (DoDiS-15100)

44

E 2200.41(-)1972/157/7
[DoDiS-15144]

Le Chef de la Division des organisations internationales du Département politique, J. de Rham, à l'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli

L RH Berne, 19 juin 1959

Vous êtes au courant, croyons-nous, de l'aide-mémoire qu'un représentant de l'Ambassade de France a remis, le 12 juin[1], à M. le Ministre Kohli et qui ne faisait d'ailleurs que reproduire la déclaration faite par le Gouvernement français le jour précédent pour rappeler et définir sa position concernant le problème des Français originaires d'Algérie que les circonstances ont contraints à se replier en Tunisie et au Maroc.

---

1. *Cf. l'aide-mémoire de l'Ambassade de France à Berne du 12 juin 1959 (remis à R. Kohli le même jour par l'attaché de presse de l'Ambassade), non reproduit.*

Comme vous le savez, la Suisse, c'est-à-dire la Confédération, en collaboration tout d'abord avec le CICR, le Haut-Commissaire des Nations Unies et la Croix-rouge suisse a déjà contribué pour quelque 600'000 francs aux actions de secours en faveur des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc. A l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, il est prévu de faire bien davantage encore et l'on a même songé à une collecte spéciale qui devrait se faire au mois d'octobre par la voie de la presse et de la radio en faveur des enfants réfugiés en Afrique du Nord. A la veille de ces préparatifs la déclaration du Gouvernement français a naturellement jeté un certain froid[2]. La question sera sans doute débattue dans les coulisses à Genève où se déroulent cette semaine les travaux du Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Nous aurons certainement l'occasion d'examiner à nouveau la question sous peu.

Pour le moment, nous estimons que notre attitude est tout à fait claire en ce qui concerne les réfugiés d'Algérie. A maintes reprises nous avons déclaré qu'il ne s'agissait nullement d'un problème de nature politique mais que notre seul but était de venir au secours de ces réfugiés, où qu'ils se trouvent. S'il était donc possible, comme semble l'indiquer la dernière phrase du communiqué du Gouvernement français, d'organiser une action de secours en faveur de ces personnes d'entente avec les Autorités françaises, nous n'y verrions aucun inconvénient, au contraire. En revanche si, pour des raisons dont le Gouvernement français n'est pas maître, il ne lui est pas possible de secourir des réfugiés se trouvant actuellement hors d'Algérie, nous pensons que nous devons réserver notre liberté d'action sur un plan purement humanitaire bien entendu, en tous les cas en ce qui concerne les femmes et les enfants.

Il nous intéresserait vivement de connaître votre opinion au sujet de cette question assez délicate étant donné le désir qui s'était manifesté un peu partout en Suisse, surtout en Suisse allemande, de faire un effort complémentaire en faveur de ces réfugiés. A ce propos nous croyons encore utile de vous signaler une suggestion faite par M. le Consul général Voirier qui préconisait une collaboration de la Croix-rouge suisse avec la Croix-rouge française en faveur des Algériens déplacés que le Gouvernement français se préoccupe de regrouper en Algérie. Nous en avons parlé confidentiellement à la Croix-rouge suisse, qui serait prête à collaborer à condition que le Gouvernement suisse lui procure les fonds nécessaires. De notre côté nous envisagerions volontiers cette possibilité au cas où les autorités françaises désireraient véritablement cette collaboration, qui serait faite de Croix-rouge à Croix-rouge. Peut-être pourriez-vous sonder discrètement les milieux de la Croix-rouge française à ce sujet ou même les autorités officielles si vous pensez que vous puissiez le faire. Nous ne prendrons en tous les cas aucune initiative avant de connaître les réactions[3].

---

2. *Cf. la lettre confidentielle de H. Voirier à P. Micheli du 14 mai 1959,* E 2200.41(-)1972/157/7 (DoDiS-15143).

3. *Cf. PVCF N° 226 du 9 février 1960,* E 1004.1(-)1000/9/634.1 (DoDiS-15142).

45

E 2800(-)1990/106/15
[DoDiS-15942]

Notiz des Direktors der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, H. Schaffner[1]

Aktenaufzeichnung

Vertraulich Bern, 30. Juni 1959

Der Präsident der Generaldirektion der Schweizerischen Bankgesellschaft, Herr Dr. Schaefer, teilt mir telephonisch mit, er hätte Gelegenheit gehabt, sich mit den höchsten Finanzkreisen in Belgien über die gemeinsamen Probleme der Wirtschaft auszusprechen. Hierbei sei ihm von einem der bedeutendsten belgischen Finanzleuten (Camu, Banque de Bruxelles), der auch als Konsulent der Regierung eine bedeutende Rolle spiele, gesagt worden, es herrsche in der EWG eine ziemliche Konsternation.

Der Plan der andern Sieben von Saltsjöbaden hätte einen nachhaltigen Eindruck gemacht, namentlich, da innerhalb der EWG die Dinge sehr schlecht stehen, die Auseinandersetzungen immer gehässiger werden und in neuer Form der Protektionismus der Grossen sich auch innerhalb der EWG sehr unliebsam fühlbar mache. In Belgien, aber auch in den Niederlanden herrsche ausgesprochene Freude, dass die EWG durch eine allfällige Gründung einer Siebnerzone ihre Politik werde in der Richtung der liberalen Kräfte ändern müssen. In diesem Sinne verdiene die Siebnerzone die grösste Ermutigung; es sei der einzige Weg, um den liberalen Kräften unter den Sechs Auftrieb zu geben und vor allem den «in der Communauté gefangenen Kleinstaaten» eine Aussicht auf Erfolg zu geben. Nach Ansicht dieser Beneluxkreisen hätte der rigide französisch/deutsche Allianzcharakter, den die EWG seit Kreuznach angenommen habe, ohnehin sehr verstimmt. Man habe Herrn Generaldirektor Schaefer sehr nahegelegt doch den schweizerischen Regierungskreisen zu sagen, wie sehr die freiheitlich Gesinnten der Benelux die Gründung der Siebnerzone «als eine erlösende Tat» betrachten. Ich habe Herrn Präsident Schaefer diese Mitteilung sehr verdankt und gebe sie so weiter, wie sie mir zugekommen ist. Erfreulicher als diese Ermutigungen der Benelux wäre es, wenn diese innerhalb der EWG etwas tapferer wären.

---

1. *Diese Aktennotiz wurde als Kopie an M. Petitpierre übermittelt.*

46

E 1001(-)1000/6/526
[DoDiS-14577]

Das Politische Departement an den Bundesrat

Mitbericht zum Antrag des Finanz- und Zolldepartements vom 29. Juni 1959 betreffend Unterzeichnung eines Abkommens mit Pakistan zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern von Einkommen

WR Bern, 3. Juli 1959

Das Politische Departement hat sich bereits in seinen Mitberichten vom 11. Juni[1] und 27. Dezember 1958[2] in zustimmendem Sinne zum Abschluss von Doppelbesteuerungsabkommen mit den in Entwicklung begriffenen Staaten Asiens geäussert. Es geht mit den Erwägungen des Finanz- und Zolldepartemente einig und unterstützt dessen Antrag[3]. Das vorliegende Abkommen mit Pakistan weicht nur unbedeutend von den Grundsätzen ab, die die Schweiz auf dem Gebiet der Doppelbesteuerung den hochindustriealisierten europäischen Staaten gegenüber befolgt; diese Abweichung kann im Verhältnis zu einem in Entwicklung begriffenen Staat ohne weiteres verantwortet werden.

Das Abkommen bringt für die zwar wenig zahlreichen, jedoch bedeutenden Schweizerfirmen[4], die Geschäftsbeziehungen mit Pakistan unterhalten, auf fiskalischem Gebiet eine bemerkenswerte Erleichterung. Es ist damit zu rechnen, dass das Abkommen dazu beiträgt, unseren Export nach Pakistan zu fördern. Pakistan seinerseits erhofft sich durch das Abkommen eine Intensivierung der schweizerischen Investitionen in seinem Lande; in dieser Beziehung stellt das Abkommen eine wünschenswerte indirekte Wirtschaftshilfe dar.

Das nunmehr unterzeichnungsreife Abkommen bringt zahlreiche Verbesserungen gegenüber den früheren Entwürfen und ist insbesondere auch bedeutend vorteilhafter als die Vertragsentwürfe, die Indien und Ceylon heute zu unterzeichnen bereit wären. Ob Pakistan auch in Zukunft gewillt

---

1. *Vgl. den Mitbericht des Politischen Departements vom 11. Juni 1958,* E 1001(-)1000/6/523, *sowie den Antrag des Finanz- und Zolldepartements vom 7. Juni und den Bundesratsbeschluss vom 13. Juni 1958,* E 1004.1(-)1000/9/614 (DoDiS-14576).
2. *Vgl. den Mitbericht des Politischen Departements vom 27. Dezember 1958,* E 1004.1(-)1000/9/620.
3. *Vgl. den Antrag des Finanz-und Zolldepartements vom 29. Juni 1959,* E 1004.1(-)1000/9/526 (DoDiS-14578).
4. *Bei den in Pakistan tätigen Schweizerfirmen handelt es sich um die CIBA Aktiengesellschaft, Gebr. Volkart, LUWA, Favre Leuba SA, INTRAFIN AG, Société Générale de Surveillance SA u. a., vgl. die Zusammenstellung der Sektion für internationales Steuerrecht und Doppelbesteuerungssachen vom 16. Mai 1958,* E 2001(E)1972/33/235.
5. *Vgl. die von der Steuerverwaltung erstellte* Zusammenfassung der von Behörden und Verbänden zu dem am 4. März 1959 paraphierten Entwurf zu einem schweizerisch-pakistanischen Doppelbesteuerungsabkommen abgegebenen Vernehmlassungen *vom 16. Juni 1959, ibid.*

wäre, ein Abkommen wie das vorliegende abzuschliessen, ist fraglich. Die Vorbehalte, die der Kanton Schaffhausen und die Bankiervereinigung[5] gegen den Abschluss derartiger Abkommen angebracht haben, scheinen jedenfalls nicht gerechtfertigt.

Dem Antrag des Finanz- und Zolldepartements vom 29. Juni 1959 wird somit zugestimmt[6].

---

6. *Das Abkommen wurde im Dezember 1959 in Bern unterzeichnet, vgl. das* Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Pakistan zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiet der Steuern, AS, 1960, S. 1011–1024.

47

E 2800(-)1990/106/15
[DoDiS-15943]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Directeur de la Division du commerce
du Département de l'Economie publique, H. Schaffner

L Berne, 10 juillet 1959

J'aurais désiré avoir un entretien avec vous au sujet de la préparation de la conférence des Ministres qui se tiendra à Stockholm le 20 juillet prochain[1]. Votre bureau m'a fait savoir que vous étiez en vacances et que vous ne reviendriez à Berne qu'à la fin de la semaine prochaine. Je prendrai donc contact avec vos collaborateurs.

Je saisis cette occasion pour vous remercier des différents papiers que vous m'avez adressés à la fin du mois de juin[2]. L'un d'eux, une note que vous avez envoyée le 25 juin à M. le Conseiller fédéral Holenstein[3], contient une indication inexacte que je tiens à rectifier. Vous y faites allusion à des doutes «an der Richtigkeit der Bestrebungen der Sieben» que j'aurais exprimés. Je n'ai jamais éprouvé de doute sur la nécessité pour les sept pays non membres du Marché commun de chercher à réaliser une zone de libre échange. Comme la Délégation économique et financière du Conseil fédéral l'a admis unanimement, c'est pour le moment la seule voie à suivre pour espérer aboutir à une reprise des négociations en vue d'une association multilatérale à dix-sept[4].

En revanche, j'ai exprimé, au cours d'une séance du Conseil fédéral[5] et dans un entretien téléphonique que j'ai eu avec le Professeur Bachmann, mon

---

1. *Dans sa séance du 3 juillet 1959, le Conseil fédéral approuve les instructions pour la délégation suisse à la Conférence de Stockholm, préparatoire à la création d'une Association européenne de libre échange, cf. PVCF N° 1236 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/627.1 (DoDiS-14494).
2. *Cf. N° 45 dans le présent volume.*
3. *Non reproduit.*
4. *Cf. le procès-verbal de la réunion de la Délégation économique et financière du Conseil fédéral du 26 mai 1959,* E 7111(B)1972/168/205.
5. *Cf. PVCF-D du 22 juin 1959,* E 1003(-)1970/344/3 (R 3108).

inquiétude de voir certaines personnalités, comme le Professeur Hallstein, M. Etzel, des Français, tous très attachés au Marché commun et hostiles à une zone de libre échange à dix-sept, se prononcer en faveur du projet des Sept, alors que d'autres personnalités, comme le Professeur Erhard, se montraient réservés à l'égard de ce projet. La position de M. Erhard a été entre temps précisée par les déclarations privées qu'il a faites à Zurich. De ces différents éléments, j'ai tiré la conclusion qu'on pouvait craindre qu'une fois la petite zone de libre échange créée, ceux qui s'opposent pour le moment à une association multilatérale n'expriment l'avis qu'il n'est pas urgent de reprendre des négociations puisque les pays restés en dehors du marché commun auraient pris les mesures qu'ils jugeaient nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts. Si cette éventualité devait se produire, l'objectif que nous poursuivons n'aurait pas été atteint et reculerait devant nous. Il faudrait donc se contenter de la petite zone de libre échange pendant un temps indéterminé.

Le rapport du 6 juillet que nous avons reçu de notre Ambassade à Bonn[6] sur les conversations Pinay/Erhard du 3 juillet, qui se sont soldées par un échec, et en particulier les déclarations faites par M. Pinay, me paraissent confirmer que la crainte que j'ai exprimée est justifiée.

Cela ne signifie pas pour autant que nous devions renoncer à une petite zone de libre échange, au contraire. Le fait qu'elle semble devoir se réaliser a déjà eu des résultats positifs. On peut espérer que, si les Sept ont la patience nécessaire et ne montrent pas de signe de faiblesse, les alliés que nous avons dans les pays du Marché commun et auxquels la «petite zone» fournira des arguments de poids, finiront par avoir raison de l'opposition française.

6. *Non reproduit.*

48

E 2800(-)1967/59/41
[DoDiS-15127]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, à l'Ambassadeur de Suisse à Ottawa, V. Nef

L Berne, 29 juillet 1959

J'ai bien reçu votre lettre personnelle et confidentielle du 11 juillet[1] et vous remercie des renseignements que vous me donnez sur l'entretien qu'a eu récemment un de vos collaborateurs avec deux diplomates français au sujet de ma réponse à l'interpellation Schütz sur la Légion étrangère[2].

L'opinion publique, surtout en Suisse alémanique, est très hostile à la Légion étrangère. Une active propagande est faite contre celle-ci. En outre, un jeune

1. *Non reproduite.*
2. *A ce sujet, cf. N° 19, note 2, dans le présent volume.*

Suisse qui a déserté la Légion a fait devant un tribunal militaire le récit d'actes de cruauté dont il aurait été le témoin. Les renseignements qu'il a donnés sont contestés par les autorités de la Légion. Quoi qu'il en soit, devant répondre aux questions posées par M. Schütz, il m'a fallu faire allusion aux conditions dans lesquelles se déroulent actuellement les hostilités en Algérie. Les indications que j'ai données sont tirées de renseignements fournis par la presse française d'une honorabilité au-dessus de tout soupçon. Mes déclarations au Conseil national n'impliquaient aucune critique du Conseil fédéral à l'égard de la politique française en Algérie.

Je déplore que nos relations avec la France ne soient actuellement pas satisfaisantes, et cela non seulement à cause de la Légion et des griefs formulés contre les banques suisses à propos de l'activité du FLN, mais encore en raison de l'attitude négative prise par le Gouvernement français à l'égard d'une association économique multilatérale qui compléterait le marché commun et dont pourraient faire partie tous les pays membres de l'OECE[3].

3. *Sur la négociation en vue d'établir une grande zone de libre échange, cf. la table méthodique:* III.1.1. La Suisse et l'Europe *dans le présent volume.*

49

E 2001(E)1972/33/C231
[DoDiS-15580]

Notice interne du Département politique[1]

Turquie, Conférence chez M. le Ministre Stopper, 29. 7. 1959[2]

VN *[Berne, 29 juillet 1959]*

Deux questions sont posées:

1. Convient-il de faire de nouveau crédit à la Turquie, de mettre l'ERG[3] à contribution, pour ne pas se trouver un jour en retard sur les autres pays industriels, pour créer à temps un effet de «good will» favorable à nos exportations, et tout cela malgré les expériences fâcheuses faites jusqu'ici et qui, probablement, se répéteront?

2. L'Eurofima envisage de lancer en Suisse un emprunt d'environ 30 mio. de frs., dont 5 mio. environ serviraient à l'achat de locomotives Diesel-électriques (3 ou 4 commandées à Sulzer et mises ensuite par Eurofima à la disposition de la Turquie (location-vente)). Sulzer envisage de suggérer à l'Eurofima de porter l'emprunt envisagé à 40 mio.; Sulzer garantirait la souscription des

1. *Notice signée par E. Vallotton. Copie adressée à R. Kohli et M. Gelzer.*
2. *Ont pris part à cette conférence: E. Kessler, T. Frey, H. Bühler, E. H. Léchot, W. Eggenschwiler, A. Grübel, H. Steffen et E. Vallotton.*
3. *Exportrisikogarantie.*

10 mio. supplémentaires, à condition que ces 10 mio. servent à l'achat de 6 ou 7 locomotives supplémentaires, de sa construction. Sulzer se demande si l'ERG pourrait être mise à contribution dans ce cas.

D'un commun accord, il est décidé:

ad 1) L'industrie elle-même ne manifestant pas encore un désir très vif de se lancer à nouveau dans des affaires hasardeuses avec la Turquie, M. Kessler ayant relevé d'autre part qu'on ne sait pas encore quelle sera l'attitude des autres pays industriels (à l'exception de l'Italie qui est la seule pour le moment à avoir de nouveau accordé un crédit à la Turquie), ni quel sera le résultat de la visite très prochaine de M. Erhard en Turquie, ni enfin si cette dernière n'entrera pas avec la Grèce dans le Marché commun ainsi que le bruit court, il est convenu de ne rien hâter et de se réunir à nouveau lorsqu'on verra plus clair.

ad 2) L'ERG ne saurait jouer pour un emprunt destiné à l'achat par l'Eurofima, pour elle-même, de locomotives suisses. En revanche, l'ERG pourrait être accordée à l'Eurofima pour la location-vente desdites locomotives à la Turquie.

M. Steffen devant assister ces jours prochains à une conférence entre Eurofima et Sulzer, M. Stopper le prie de préciser ce point et de tenter d'en apprendre plus long sur les risques que l'Eurofima serait, elle, prête à courir. Sulzer et les banques qu'il intéresserait à la chose n'en courent guère puisque le prêt supplémentaire de 10 mio. serait accordé à l'Eurofima, non à la Turquie[4].

4. *Sur la suite de l'affaire, cf.* E 2001(E)1972/33/C 88.

50

E 2200.28(-)1974/100/5
[DoDIS-15420]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Besprechung mit dem Griechischen Botschafter[2]

KO Bern, 3. August 1959

Herr Contoumas hat um eine Audienz nachgesucht.

I. Er erklärt einleitend, dass dieselbe Demarche, die er in Bern zu unternehmen Auftrag habe, von seinen Kollegen auch in den Hauptstädten der übrigen «Nicht Sechs» unternommen werde. Desgleichen seien die Botschafter der betreffenden Länder in Athen vom Aussenministerium informiert worden.

Die griechische Regierung hat es sehr empfunden, dass sie bei den Verhandlungen über die Schaffung einer Freihandelsassoziation von den «Nicht Sechs» völlig auf der Seite gelassen wurde. Griechenland hat sich stets für die

1. *Diese Notiz wurde von R. Kohli unterzeichnet.*
2. *A. Contoumas.*

Ideologie der OECE eingesetzt. Herr Contoumas erinnert an die verschiedenen Demarchen, die er beim Politischen Departement unternommen hat, als sich die Bildung einer Gruppe ausserhalb der EWG abzeichnete, insbesondere als die hohen Funktionäre erstmals in Genf zusammentraten.

Griechenland war durch das Vorgehen der «Nicht Sechs» in eine völlige Isolation geraten. Die griechische Regierung musste deshalb rasche Entschlüsse fassen. Wie das Politsche Departement sicher aus den Pressemeldungen weiss, hat sie sich mit der EWG in Verbindung gesetzt und um die Angliederung an die EWG ersucht. Dieser Entschluss wurde ihr durch die Tatsache erleichtert, dass der Warenaustausch Griechenlands mit den «Sechs» der EWG viel bedeutender ist, als derjenige mit den «Nicht Sechs».

In London hat anscheinend die neue Orientierung Griechenlands etwas verstimmt.

Herr Contoumas ist nun von seiner Regierung beauftragt, dem Politischen Departement zu erklären, dass sich Griechenland weiterhin für die Ziele der OECE einsetzen will. Die griechische Regierung betrachtet jede Aufspaltung Europas in Blöcke angesichts der russischen Drohung als verderblich. Eine Beruhigung und Stärkung wird erst eintreten, wenn die 17 der OECE (oder nun die 18, mit Spanien) derselben Gemeinschaft angehören.

II. Wegen der Ferienabwesenheiten bin ich nicht in der Lage, zu dem Schritte Griechenlands schon eine offizielle Stellungnahme der Schweiz bekanntzugeben. Was ich weiter ausführe, ist lediglich meine eigene persönliche Meinung, die für die Bundesbehörden nicht verpflichtend sein kann.

Vor allem frage ich mich, ob Griechenland nicht etwas vorschnell sich einem Gefühl der Isolierung hingegeben hat. Die Gruppierung der «Nicht Sechs» hat sich ganz natürlich aus ihrer besonderen Interessenlage als hochentwickelte Industriestaaten ergeben (der Fall Dänemarks immerhin ausgenommen). Irgendwelche Absicht, die übrigen Mitglieder der OECE, die nicht der EWG angehörten, zu isolieren, bestand bei den «Nicht Sechs» von Anfang an nie. Es darf aber doch Verständnis dafür vorausgesetzt werden, dass in Anbetracht der strikten Weigerung der EWG (lies: Frankreichs), mit den übrigen Mitgliedern der OECE über die Schaffung einer Freihandelszone überhaupt Verhandlungen weiterzuführen, auch die «Nicht Sechs» ihre Aufgabe der Schaffung einer Freihandelsassoziation nicht noch weiter komplizieren konnten. Die Probleme der Länder, deren Wirtschaftsstruktur ein Sonderstatut erfordert, wären sicher rechtzeitig ebenfalls an die Reihe gekommen. Zum Beweis gebe ich Herrn Contoumas Kenntnis von den Punkten 1 und 2 des Aide-Mémoire, das ich heute dem irländischen Gesandten, Frau McNeill, übergeben habe. Übrigens haben z. B. mit Dänemark inzwischen bereits bilaterale Verhandlungen zur Regelung seiner Sonderprobleme stattgefunden – weil eben diese Probleme wegen der skandinavischen Verhältnisse vordringlich waren. Auch Finnland ist im Begriff, den Weg zur Freihandelsassoziation zu finden[3], trotzdem es nicht einmal Mitglied der OECE war. Natürlich legt die geographische Lage Finnlands seiner Regierung andere Beschlüsse nahe, als das im Falle Griechenlands zutrifft.

---

3. *Vgl. dazu Nr. 109 in diesem Band.*

Ich denke doch, dass nicht die Ideologien, sondern die Realitäten auch für den neuesten Entschluss Griechenlands ausschlaggebend waren. Wenn die griechischen Produkte ihren Hauptabsatz in den Ländern der EWG finden, insbesondere natürlich in Deutschland, so sehe ich nicht ein, weshalb wir den Beschluss der griechischen Regierung unfreundlich aufnehmen sollten.

Falls sich Griechenland, wie mir der Botschafter ausdrücklich erklärte, weiterhin für die Ideale der alten OECE, d. h. für eine ganz Europa umfassende Freihandelszone, auch im Lager der EWG in Zukunft einsetzen wird, so kann uns die Stärkung dieser Tendenz innerhalb der EWG nur willkommen sein, da auch die Schweiz weiterhin dieses Ziel vorbehaltlos anerkennt.

III. (Selbstverständlich wird auch in der EWG die Stimme Griechenlands kein besonderes Gewicht haben. Zudem können wir doch wohl froh sein, wenn die Sonderwünsche und der Geldbedarf Griechenlands und der Türkei zunächst einmal die EWG und nicht die Freihandelsassoziation belasten. Aber die Grundsätze, mit denen die griechische Regierung ihren Entschluss rechtfertigt, erforderten von mir eine entsprechende Antwort.)

51

E 2001(E)1972/33/371
[DoDiS-15493]

L'Ambassadeur de Suisse à Athènes, E. Feer,
au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli

L Confidentiel Athènes, 12 août 1959

J'ai l'honneur de vous confirmer réception de votre lettre du 3 août[1] concernant le rôle que le mouvement du Réarmement moral, à Caux, prétend avoir joué dans les négociations pour trouver une solution du problème de Chypre.

Je savais depuis des semaines que le Réarmement moral revendiquait une part du succès obtenu dans les conférences de Zurich et de Londres, mais j'ignorais les détails tels qu'ils sont racontés dans la note confidentielle[2] que vous avez bien voulu me faire parvenir.

J'ai eu, au courant de ces derniers jours, l'occasion de discuter la question que vous venez de me soumettre dans tous ses détails avec M. Georges Pesmazoglou, Ambassadeur de Grèce à Ankara et avec le Ministre Dimitri Bitsios, chargé des affaires de Chypre au Ministère des Affaires étrangères.

M. Bitsios m'a confirmé que M. Rossides, conseiller de l'archevêque Makarios, est connu comme adhérent du Réarmement moral. Il m'a aussi confirmé l'exactitude de la description des événements donnée dans la note confidentielle en ce qui concerne les entretiens de Rossides avec Macmillan et l'influence que Rossides a pu exercer sur l'attitude de l'archevêque Makarios.

---

1. *Cf. la lettre de R. Kohli à E. Feer du 3 août 1959, non reproduite.*
2. *Cf. la* Note confidentielle sur Chypre *de Ph. Mottu du 24 juillet 1959, non reproduite.*

La faiblesse du rapport du Réarmement moral se trouve dans le fait qu'il néglige complètement les rapports entre les Turcs et les Grecs. Si au cours des négociations pour arriver à une solution à Chypre on a pu constater un fait, c'est que les Anglais étaient liés dès le commencement par une promesse de ne pas faire des concessions en faveur de l'élément grec sans l'assentiment préalable des Turcs. L'autre fait connu est celui que si la solution aurait unilatéralement dû dépendre de Londres et d'Athènes, la question de Chypre aurait pu être réglée depuis longtemps.

Le plus grand obstacle d'une entente a toujours été l'animosité entre l'élément turc et grec sur l'île même et l'esprit de guerre froide qui dominait depuis des années les relations entre Ankara et Athènes. Comme M. Pesmazoglou me l'a confirmé, c'est certainement pas le Réarmement moral qui aurait contribué à aplanir les difficultés entre Turcs et Grecs. L'élément décisif qui a provoqué une volte-face du côté turc était la pression des événements qui menaçaient de conduire la Turquie dans un isolement politique complet, chose d'autant plus sérieuse au moment où le gouvernement d'Ankara se trouvait en face d'une crise économique menaçant la paix intérieure. Etant donné cette situation, les Turcs se sont montrés, à la fin de l'année dernière, plus accessibles aux instances de leurs alliés du NATO et surtout du gouvernement de Washington qui a toujours prêché la raison à Ankara. Ainsi le terrain était mûr pour la rencontre entre les deux Ministres des Affaires étrangères à New York, MM. Avéroff et Zorlou, qui, comme M. Avéroff me l'a dit personnellement, s'est développée comme une vraie révélation. Les deux ministres découvrirent qu'ils pouvaient s'entendre à merveille et ainsi ils ont préparé l'esprit de Zurich et de Londres.

La conclusion est que le Réarmement moral a certainement exercé une influence bienfaisante sur l'archevêque Makarios et dans certains cercles de Londres, mais qu'elle n'était pas décisive – en tout cas d'après l'opinion grecque – quant à l'esprit des relations entre les deux gouvernements, d'Athènes et d'Ankara. Aussi on est convaincu à Athènes qu'un changement du gouvernement grec, dont on parle maintenant beaucoup en face des intrigues du Général Grivas, pourrait être néfaste pour la paix à Chypre et pour conduire à une bonne fin les négociations sur la constitution de ce nouvel Etat.

52

E 2300(-)1000/716/467
[DoDiS-15057]

L'Ambassadeur de Suisse à Tokyo, M. Troendle,
au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli

Relations avec la Corée du Sud

LP Confidentiel Tokyo, 24 août 1959

J'ai l'honneur de vous informer que le chef de la Mission Coréenne à Tokyo, l'Ambassadeur Tai Ha Yiu, m'a invité à déjeuner en tête à tête dans l'intention manifeste de s'entretenir du problème du rapatriement en Corée du Nord

d'un certain nombre de Coréens résidant au Japon[1], ainsi que de la décision prise par le Comité International de la Croix Rouge de prêter son appui à la Croix-Rouge japonaise[2].

L'Ambassadeur fit tout d'abord appel à la compréhension du Gouvernement suisse pour la situation délicate dans laquelle son pays se trouve. Je lui ai répondu par quelques mots aimables tout en exprimant ma satisfaction quant au récent développement de nos relations, qui se sont améliorées après que le Gouvernement de M. Syngman Rhee eut renoncé à s'opposer à l'activité de la NNSC[3] à Panmunjom. J'ai mentionné aussi l'extension relativement satisfaisante de nos échanges commerciaux et le fait que les quelques commerçants suisses établis à Séoul peuvent exercer leur profession sans difficultés. Mon interlocuteur m'a invité à visiter prochainement la Corée, mais il n'a abordé en aucune manière le problème de l'établissement éventuel de relations diplomatiques. Comme vous le savez, les trois pays scandinaves viennent d'accréditer leurs chefs de mission à Tokyo également à Séoul, le Président Syngman Rhee ayant finalement laissé tomber son opposition à pareille solution. Je ne vois aucun élément qui pourrait changer mon point de vue exprimé dans de précédents rapports[4], à savoir que la situation politique et économique de la Corée du Sud ne justifie pas l'ouverture d'une représentation officielle suisse à Séoul, même pas au niveau consulaire. Il y a d'ailleurs lieu d'admettre que les Coréens ne seraient guère disposés à accepter un simple Consulat général, mais préféreraient voir arriver chez eux une mission diplomatique suisse, à l'instar de la solution adoptée par les pays scandinaves.

Passant alors au problème qui l'intéressait plus particulièrement, l'Ambassadeur Yiu me fit part tout d'abord de sa surprise que le CICR ait pris récemment une décision positive[5], alors qu'à Séoul on s'attendait à ce qu'il continue à examiner la situation pendant quelques semaines encore. En me référant au communiqué officiel, j'ai attiré l'attention de mon interlocuteur sur le fait que le Comité n'a pas approuvé, comme le désirait initialement la Croix-Rouge japonaise, l'arrangement conclu par elle avec la Croix-Rouge de la Corée du Nord. Il a tout simplement offert ses services, conformément aux principes qui sont à la base de toute son activité, pour vérifier, notamment, si les ressortissants coréens à rapatrier partent réellement de leur propre gré. M. Yiu eut l'air de comprendre mon explication, qui a dû être traduite par son interprète. Il ajouta toutefois que les conditions d'existence des Coréens internés dans les camps nippons sont si misérables que certains d'entre eux ne voient d'autre issue que dans leur rapatriement au Nord. J'ai naturellement évité de prolonger la discussion sur ce point et par conséquent renoncé à lui

---

1. *Cf. N° 54 dans le présent volume.*
2. *Cf. le communiqué N° 682 du Comité international de la Croix-Rouge du 11 août 1959,* E 2001(A)1971/44/96.
3. *Sur la question de la Corée et les activités de la NNSC, cf. DDS. vol. 18, table méthodique:* II.8 Corée, *vol. 19, table méthodique:* I.5 Bons Offices *et* II.9. Corée, *et vol. 20, table méthodique:* II.8 Corée.
4. *Cf. le rapport de M. Troendle à R. Kohli du 4 mars 1959,* E 2004(B)1978/136/24.
5. *Cf. la note 2.*

demander de m'exposer les raisons pour lesquelles son Gouvernement n'est pas prêt à les recevoir.

Ensuite, l'Ambassadeur coréen me demanda de plus amples renseignements sur la mission qui vient d'être confiée au vice-président du Comité, le Dr Junod. J'ai pu lui répondre qu'il s'agit pour le moment uniquement d'une mission d'information, à la suite de laquelle les détails de la collaboration du Comité International pourront être fixés sur la base de l'assurance formelle donnée par le Gouvernement japonais qu'aucun Coréen ne sera rapatrié au Nord contre sa propre volonté. M. Yiu a aussi exprimé l'espoir d'avoir l'occasion de prendre personnellement contact avec M. Junod[6].

Par comparaison avec les vives protestations de la presse coréenne et certaines déclarations officielles faites à Séoul, l'Ambassadeur Yiu a fait preuve d'une certaine compréhension pour l'attitude du Comité International. Sans être certain que l'interprète a été à même de traduire fidèlement toutes mes paroles, j'ai tout de même emporté l'impression d'avoir réussi, jusqu'à un certain point, à convaincre mon interlocuteur que la décision du CICR n'a aucune portée politique et qu'il s'agit uniquement d'une collaboration offerte dans un but humanitaire.

---

6. *Une rencontre entre l'Ambassadeur sud-coréen, T. H. Yiu, et le vice-président du CICR, M. Junod, a eu lieu à l'Ambassade de Suisse à Tokyo, cf. la lettre de M. Troendle à R. Kohli du 8 septembre 1959,* E 2003(A)1971/44/96.

53

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-15044]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Dennery, Ambassadeur de France, le mercredi 2 septembre 1959, à 11 h 30

[Berne, 2 septembre 1959]

M. Dennery m'expose que pendant les vacances plusieurs problèmes se sont posés en relation avec l'activité du FLN en Suisse. Il ne sollicite rien. Les points qu'il soulève sont les suivants:

1) Reportages, publiés dans la «Gazette de Lausanne», de M. Charles-Henri Favrod et d'un autre journaliste dont il a oublié le nom, reproduisant sans commentaires critiques des déclarations faites par des dirigeants du FLN.

2) Vente en Suisse, avec une grande publicité, du livre *La Gangrène*[1], qui a fait l'objet d'un démenti de la Présidence du Conseil.

---

1. La Gangrène*, recueil de sept témoignages d'Algériens, six étudiants et un journaliste, arrêtés et torturés en France par la police française, est paru en juillet 1959 (aux Editions de Minuit) et rapidement saisi par la Justice française. L'ouvrage est alors réédité à Lausanne aux éditions*

3) Séjour prolongé en Suisse de M. Fehrat Abbas, qui est à Genève depuis le 1er août et paraît vouloir résider définitivement dans notre pays[2].

4) Intention des étudiants algériens faisant partie de l'UGEMA[3] à Lausanne de créer une nouvelle association dont les statuts devraient être présentés aux autorités. Sous le couvert de cette association devrait se développer une propagande et se traiter des affaires dans l'intérêt du FLN.

L'Ambassadeur se rend compte lui-même qu'il n'est pas possible aux autorités d'intervenir en ce qui concerne des articles publiés dans la presse ou la vente d'un livre comme *La Gangrène*.

A propos de Fehrat Abbas, je relève qu'il ne nous est pas possible d'accéder au désir français que nous refusions l'accès et le séjour en Suisse à des dirigeants du FLN, pour autant que ceux-ci respectent les conditions qui leur sont imposées et en particulier s'abstiennent de toute activité politique. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de plainte à formuler à l'égard de M. Fehrat Abbas. Quant à l'association, en voie de formation, d'étudiants algériens, cette affaire paraît être de la compétence des autorités universitaires ou des autorités cantonales. En principe, le droit d'association est reconnu aux étudiants, il va de soi cependant que ceux-ci ne doivent pas exercer une activité politique, sous le couvert de cette association, contre un pays voisin et ami. Je prie l'Ambassadeur de me confirmer par un aide-mémoire les indications de fait qu'il m'a données[4].

Je relève que nous comprenons les soucis et les difficultés de la France et que, de notre côté, nous avons le désir d'éviter tout ce qui pourrait rendre plus malaisée la solution du problème algérien. Nous souhaitons vivement qu'une solution satisfaisante puisse être trouvée aussi rapidement que possible. Toutefois nous ne pouvons pas renoncer aux principes que nous appliquons traditionnellement dans l'hospitalité que nous accordons à des étrangers. Le Gouvernement français fait erreur quand il pense que le FLN trouve un appui dans l'opinion publique suisse. Sans doute il y a plusieurs tendances dans celle-ci, mais le souhait général est que la France trouve le moyen de régler le problème de l'Algérie.

Cet après-midi, j'ai rencontré dans un des corridors du Palais M. Humbert, Inspecteur de la Police fédérale, qui a vu très récemment M. Fehrat Abbas. Il l'a trouvé beaucoup plus raisonnable et plus enclin à s'entendre avec le Gouvernement français que précédemment. De son côté, il serait prêt à envisager des négociations, mais il semble que du côté français on ait pris une attitude plus rigide. M. Fehrat Abbas se tient très tranquille. Il n'a pas d'activité politique et consacre son temps à la rédaction d'un ouvrage. M. Humbert trouve que les plaintes françaises sont excessives. Il ne comprend pas que la police française puisse recourir à la torture.

La Cité: La presse romande en donne un large écho.

2. *A ce sujet, cf. la lettre confidentielle de J.-L. Pahud à M. Petitpierre du 4 avril 1959,* E 2001(E)1976/17/49*, et la notice* Besuch des Herrn Girard, französischen Geschäftsträgers, *de R. Kohli du 1er août 1959, ibid.*

3. *Union générale des étudiants musulmans d'Algérie.*

4. *Non retrouvé.*

54

E 2003(A)1971/44/96
[DoDiS-15012]

L'Ambassadeur de Suisse à Tokyo, M. Troendle,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entrevue avec le Ministre des Affaires étrangères japonais

L Tokyo, 9 septembre 1959

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai eu dernièrement un entretien avec M. Fujiyama, Ministre des Affaires étrangères, qui a porté, d'une manière générale, sur les relations entre nos deux pays. Quoiqu'il ne soit pas usuel à Tokyo de procéder à des tours d'horizon avec le Chef du Gaimusho[1] et ses collaborateurs les plus proches, j'ai insisté pour être reçu après mon retour de vacances, d'autant plus que, depuis janvier 1958, je n'avais plus eu avec lui un tête à tête officiel.

M. Fujiyama me reçut en présence du Directeur des affaires européennes[2] et exprima tout d'abord sa vive gratitude envers le Comité International de la Croix-Rouge, qui a bien voulu consentir à prêter son concours pour l'action de rapatriement des Coréens du Japon[3]. Je crois savoir que le CICR a hésité sur le parti à prendre dans cette affaire, où il est en effet extrêmement difficile de séparer nettement les aspects politiques et humanitaires. La décision positive qui a finalement été prise me semble heureuse, car elle contribue certainement à rehausser le prestige du Comité dans les pays asiatiques et particulièrement au Japon. Les négociations que le Vice-Président du Comité, M. Marcel Junod[4], a entamées avec la Croix-Rouge japonaise se sont développées jusqu'à présent de manière tout à fait satisfaisante et il y a lieu de penser que l'œuvre de rapatriement en Corée du Nord pourra être mise à exécution au début du mois de novembre, malgré les protestations ininterrompues de la part de la Corée du Sud[5]. Après avoir souligné que le CICR a agi en toute indépendance, j'ai ajouté que les Autorités fédérales sont également satisfaites de ce que l'organisation de Genève ait trouvé une formule lui permettant de rendre des services au Japon et aux ressortissants coréens désireux de retourner dans leur patrie.

Passant alors aux relations nippo-suisses, j'ai fait part à mon interlocuteur du haut prestige dont le Japon d'aujourd'hui jouit en Suisse, grâce à ses fructueux efforts de reconstruction économique et à sa volonté de servir la cause de la paix. En faisant allusion au nombre considérable de chefs d'Etat et de Gou-

1. *Il s'agit du Ministère des Affaires étrangères japonais.*
2. *Non identifié.*
3. *Cf. le communiqué N° 682 du Comité international de la Croix-Rouge du 11 août 1959, non reproduit.*
4. *M. Junod arrive le 23 août 1959 à Tokyo. Cf. la lettre de M. Troendle à R. Kohli du 8 septembre 1959, non reproduite.*
5. *Cf. la note verbale de la Mission coréenne au Japon du 4 septembre 1959,* E 2200.136(-) 1973/35/5 *ainsi que le N° 52 dans le présent volume.*

vernement qui ont récemment visité le Japon, j'ai indiqué que, par tradition, les membres du Conseil fédéral n'ont pas l'habitude de se rendre à l'étranger pour des missions de *goodwill* et j'ai prié mon interlocuteur de ne pas conclure à un manque d'intérêt pour les rapports entre nos deux pays, noués il y a bientôt 100 ans[6] et qui se sont harmonieusement développés depuis lors.

Comme il arrive de temps à autre que les services du Ministère du Commerce refusent des permis d'importation de marchandises suisses, en prétextant l'absence d'un arrangement bilatéral sur les échanges de marchandises, j'ai exprimé le vœu que le Ministre des Affaires étrangères rappelle à ces services l'existence d'un traité d'établissement et de commerce qui date du 21 juin 1911[7]. Si les autorités japonaises jugeaient nécessaire de procéder à une révision de ce traité, le Gouvernement suisse, ai-je mentionné, ne s'y opposerait certainement pas. Toutefois, il n'en voit pas à vrai dire la nécessité pour le moment, étant donné que la Suisse pratique à l'endroit du Japon une politique de la porte ouverte, de sorte que toutes les marchandises japonaises peuvent être vendues en Suisse sans aucune restriction[8].

J'ai ensuite rendu attentif le chef du Gaimusho au fait que la Suisse se trouve, à certains égards, dans une situation défavorable, parce qu'elle n'est pas co-signataire du Traité de Paix de San Francisco[9]. J'ai risqué cette remarque pour soulever un problème qui intéresse particulièrement la Swissair. En effet notre Société de navigation aérienne n'a pas obtenu jusqu'à présent des autorités nippones la cinquième liberté[10] pour le parcours Tokyo-Hong-Kong de sa ligne d'Extrême-Orient, concession qui a été accordée à plusieurs pays parties au dit Traité. J'ai prié M. Fujiyama de faire examiner ce problème non seulement du point de vue strictement commercial, mais compte tenu aussi de son aspect politique. Il rétorqua qu'à son avis, le problème n'a pas d'aspect politique, mais qu'il est de nature strictement économique. J'ai insisté pour qu'il soit réexaminé de plus près, car le Gouvernement suisse ne comprend pas pourquoi Swissair est privée d'une facilité qui a été consentie à d'autres sociétés de navigation étrangères.

Je poursuivrai la discussion sur ces deux questions avec les services compétents du Gaimusho et j'en informerai le moment venu la Division des Organisations internationales et la Division du Commerce[11].

---

6. *Sur les premiers contacts diplomatiques et consulaires et la négociation du Traité d'Amitié et de Commerce entre le Japon et la Suisse, signé le 6 fevrier 1864, cf. DDS, vol. 1, table méthodique:* I.12. Japon.

7. *Cf. RO, 1912, vol. 28, pp. 64–77.*

8. *Sur la question d'échanges de marchandises entre la Suisse et le Japon, cf. N° 149 dans le présent volume.*

9. *Le Traité de Paix de San Francisco, conclu le 8 septembre 1951 entre le Japon et 48 pays, est entré en vigueur le 28 avril 1952.*

10. *Sur la question du droit de transport d'un Etat vers un autre, cf. la* Convention relative à l'aviation civile internationale*, conclue à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée par la Suisse le 13 décembre 1946, RO, 1947, vol. 63, pp. 1377–1411. Cf. aussi l'*Accord relatif aux services aériens entre la Suisse et le Japon*, conclu à Tokyo le 24 mai 1956, entré en vigueur le 3 avril 1957, RO, 1957, pp. 439–446.*

11. *Sur la question de l'aide du CICR au Japon concernant le rapatriement des ressortis-*

J'ai tenu à vous informer de l'objet de mon entrevue avec M. Fujiyama et j'espère qu'elle aura été d'une certaine utilité.

---

sants coréens, cf. E 2003(A)1971/44/96 *et* E 2200.136(-)1973/35/5. *Sur la question des vols Swissair au Japon, cf.* E 2003(A)1971/44/197, E 2200.136(-)1976/177/32, E 7110(-)1970/114/154, E 7110(-)1970/304/154 *et* E 7110(-)1972/32/140.

55

E 2001(E)1972/33/346
[DoDiS-15618]

Notice interne du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec Mgr. Maillat, Evêque de N'Zérékoré (Guinée), originaire du Jura bernois, et son vicaire, Mgr. Salamin, de Sierre, le jeudi 22 octobre 1959, à 10 heures

Confidentiel *[Berne, 22 octobre 1959]*

Mes deux interlocuteurs exercent leur activité de missionnaire en Afrique Noire, notamment en Guinée. Ils sont inquiets de l'évolution qui se poursuit dans ce pays. Ils dirigent eux-mêmes des écoles, en particulier professionnelles, qui ne peuvent pas continuer leur activité faute de moyens financiers. Le Gouvernement entend nationaliser la formation de tous les cadres. Dans ces écoles, on préparait notamment des mécaniciens et des ouvriers qualifiés pour le bâtiment. Le chef du Gouvernement, Sékou Touré, est un tribun, intelligent, pas doctrinaire. En revanche, il a dans son Gouvernement plusieurs militants marxistes, dont le Ministre de l'Intérieur[1], que j'ai reçu il y a quelques mois[2]. La Guinée représente la tête de pont du communisme en Afrique. Les Guinéens sont fascinés par l'effort économique de la Chine. Le Gouvernement est en train d'instaurer le travail forcé. Il semble que l'on aille vers un régime de communes populaires comme en Chine.

L'Occident reste passif devant cette évolution. Pourtant le problème crucial est la formation des élites. Celle-ci est décisive pour l'avenir. L'URSS a offert cette année 10'000 bourses à des Africains pour la formation de cadres. Après l'indépendance, les pays de l'Est ont été les premiers à ouvrir des Ambassades (URSS, Allemagne de l'Est, Pologne, etc). L'Allemagne de l'Ouest et les Pays-Bas ont suivi. Les Etats-Unis sont venus trop tard. L'Ambassade de l'URSS comprend 200 à 300 personnes, dont beaucoup de techniciens du marxisme. Les Etats-Unis ont quelques attachés. Leur personnel est de 20 à 30 personnes. Ils considèrent les problèmes essentiellement sous leur angle commercial.

---

1. *F. Keita.*
2. *Prenant part à une mission officielle de la République de Guinée, F. Keita a été reçu par M. Petitpierre le 23 février 1959, selon son agenda, cf.* E 2800(-)1990/106/23.

Mes interlocuteurs ne sont pas du tout d'accord avec les émissions données à la radio[3], notamment à Sottens sous la rubrique «Le Miroir du monde», par des journalistes internationaux du genre de Fernand Gigon. Son émission sur la Chine fourmillait de renseignements tout à fait faux. De même les indications contenues dans son ouvrage sur «La Guinée Etat-pilote»[4]. Radio Sottens est écoutée à l'étranger. La Suisse rend un très mauvais service à l'Occident en renseignant l'opinion publique mondiale d'une manière tendancieuse et inexacte.

Mes interlocuteurs sont convaincus que tout ira très vite en Afrique. D'autres pays vont accéder à l'indépendance et risquent de suivre l'exemple de la Guinée.

Je demande à mes interlocuteurs ce que la Suisse pourrait faire au titre d'aide aux pays sous-développés[5]. Je les prie de m'adresser un rapport avec des suggestions que je promets de faire examiner.

---

3. *Pour d'autres critiques adressées à la radio, cf. N° 10, note 3, dans le présent volume.*
4. *Paru à Paris (chez Plon) en 1959.*
5. *Cf. aussi N° 10 dans le présent volume.*

56

E 2001(E)1972/33/76
[DoDIS-15241]

Der Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli, an den schweizerischen Botschafter in Moskau, A. Zehnder

S Vertraulich — Bern, 4. November 1959

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 14. Oktober 1959[1] anzuzeigen, mit welchem Sie uns über Ihre Unterhaltung mit Herrn Kreisky, dem österreichischen Aussenminister, betreffend die Nichtanerkennung der Deutschen Demokratischen Republik unterrichteten.

Unser Verhalten in dieser Angelegenheit ist Ihnen bekannt. Wir möchten lediglich hinzufügen, dass trotz einer Anzahl Vorstösse seitens der DDR wir vorläufig nicht die Absicht haben, den Fragenkomplex neu zu überprüfen. Es ist uns jedoch aufgefallen, dass die ständigen Bemühungen der ostdeutschen Regierung, sich der westlichen Welt anzunähern und schliesslich eine de facto Anerkennung zu erwirken, nicht vollständig erfolglos waren. So wurden z. B. mit Grossbritannien, Belgien und Schweden gewisse, allerdings noch sehr lockere und inoffizielle Verbindungen aufgenommen, in erster Linie zur Förderung der gegenseitigen wirtschaftlichen Beziehungen. Aus rein praktischen Gründen sieht sich sogar die Verwaltung der Bundesrepublik Deutschland zu einer recht engen Zusammenarbeit mit gewissen Organen der DDR gezwungen.

---

1. *Nicht abgedruckt.*

Um Fragen, wie z. B. Erteilung von Ausreisevisa seitens der DDR, Bewilligung zur Versendung von Liebesgabenpaketen, Überschneidung eines ostdeutschen Senders mit Radio Beromünster, zu besprechen, sahen auch wir uns veranlasst, mit dem Verbindungsmann der DDR bei der Europäischen Wirtschaftskommission in Genf Kontakte aufzunehmen[2]. Wie sehr diese Gelegenheiten von den Ostdeutschen jeweilen ausgenützt werden, um einer de facto Anerkennung näher zu kommen, geht aus der beiliegenden Notiz über die letzte Unterredung zwischen dem Unterzeichneten und dem «Vertreter der DDR» in Genf hervor[3].

2. *Beim Verbindungsmann handelt es sich um J. Zimmering. Vgl. die Notiz von G. Bucher vom 5. August 1959, nicht abgedruckt* (DoDIS-15238).
3. *Nicht abgedruckt. Vgl. auch die Notiz von G. Bucher vom 28. Oktober 1959,* E 2001(E) 1972/33/186 (DoDIS-15240).

57

E 2808(-)1974/13/3
[DoDIS-15291]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, à l'Ambassadeur de Suisse à Pékin, R. Naville[1]

Copie
L KI

Berne, 6 novembre 1959

Lors de notre entretien du 30 octobre[2], vous avez relevé que la Suisse était à peu près le seul pays à n'avoir pas conclu de traité de commerce avec la Chine. Vous avez pensé qu'il serait opportun d'engager des négociations sur un traité dont les dispositions pourraient être de portée très générale et qui nous mettrait au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Je vous ai dit les raisons pour lesquelles le Département politique et la Division du commerce sont opposés à l'idée d'entamer des négociations commerciales avec la Chine[3]. Le Gouvernement chinois demanderait très certainement que le bilan des échanges soit égalisé. Cela équivaudrait à réduire nos exportations au niveau des importations possibles de marchandises chinoises en Suisse. D'autre part, de même que l'Union Soviétique, la Chine demanderait le droit d'entretenir une agence commerciale en Suisse par laquelle elle monopoliserait toutes les commandes qu'elle pourrait avoir à passer en Suisse. Or, nous ne sommes pas disposés à accorder un pareil monopole à un autre

1. *Une copie a été adressée à la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique.*
2. *Cf. la notice* Besprechung mit Herrn Botschafter Naville *de R. Kohli du 30 octobre 1959, non reproduite.*
3. *Cf. note précédente.*

Etat communiste à part l'Union Soviétique avec laquelle cette institution a été convenue lors de la reprise de nos relations diplomatiques en 1946[4].

J'ai tenu à vous donner ces informations après que le Chef du Département[5] m'eut informé que vous aviez soulevé la même question auprès de lui.

4. *Cf. DDS, vol. 16, N° 64* (DoDIS-50), *le PVCF N° 693 du 16 mars 1948,* E 1004.1(-)1000/9/491 (DoDIS-2795) *et l'*Accord entre la Confédération suisse et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes concernant la Représentation commerciale de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes en Suisse *du 17 mars 1948, RO, 1948, pp. 360–362,* (DoDIS-2173).
5. *M. Petitpierre.*

58

E 2800(-)1967/59/7–8
[DoDIS-15944]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
à la Conférence des Ministres de l'Association européenne de libre échange

Association européenne de libre échange

Décl [Stockholm, 19 novembre 1959]

Lors de notre réunion de cet été[1], mon Gouvernement comme les vôtres avait donné son accord à l'établissement d'une Association européenne de libre échange groupant nos sept pays[2]. Des négociations ont été engagées cet automne pour transposer notre entente de principe dans un texte juridique. Nous savons par les expériences faites au cours de ces dernières années qu'un tel exercice est hérissé de difficultés. Aussi suis-je particulièrement heureux de constater que l'accord a pu se faire sur un texte substantiel dans un délai aussi bref. Les auteurs de ce texte, j'allais dire les héros de cette performance, les chefs de délégations et leurs collaborateurs, qui ont travaillé d'arrache-pied sous la présidence de leur collègue suédois M. de Besche, méritent d'en être chaleureusement remerciés. Et aussi notre collègue suédois M. Lange et son Gouvernement qui ont su créer le climat et les conditions favorables dans lesquels ce travail s'est accompli.

Une fois de plus, nous avons la démonstration que, lorsque la volonté politique de s'entendre existe, il est toujours possible de trouver les moyens techniques de résoudre les problèmes les plus complexes.

La Convention qui nous est soumise ainsi est à la fois un aboutissement et un nouveau départ. Elle est la consécration d'un effort de coopération entre nos pays grâce auquel les points de vue se sont rapprochés, qui a permis de les comprendre lorsqu'ils étaient différents, et qui nous a habitué à avoir

1. *Il s'agit de la Conférence des 20–21 juillet 1959, à Stockholm.*
2. *Outre la Suisse, il s'agit des pays suivants: Royaume-Uni, Danemark, Norvège, Suède, Portugal et Autriche.*

confiance dans les mécanismes de consultation et de travail en commun. C'est aussi un nouveau départ puisqu'en nous attaquant aux barrières douanières, nous entendons supprimer les dernières cloisons à vrai dire souvent encore impressionnantes qui séparent nos économies. Nous allons éliminer entre nous la protection tarifaire comme instrument de politique économique. C'est une décision capitale et pour que nos pays épris de leur indépendance et légitimement soucieux de leurs intérêts nationaux puissent accepter de la prendre, il importe que nous étudions avec un soin particulier avant de les arrêter les conditions dans lesquelles cette étape vers l'intégration économique sera franchie.

L'examen du projet de Convention a conduit mon gouvernement à la conclusion qu'il ne contient pas de charges excessives et que dans l'ensemble les droits et les obligations qui en résultent constituent un équilibre satisfaisant. Sans doute la solution adoptée dans l'un ou l'autre des secteurs économiques ne comble pas tous les vœux d'un pays dont les exportations vers ses partenaires dans l'Association ne s'élèvent qu'à 16% de leur total. Mais mon Gouvernement espère qu'à la lumière de l'expérience et grâce à la collaboration de plus en plus étroite qui s'instituera, il deviendra possible d'élargir encore la place faite dans notre Association à l'activité des diverses branches de nos économies. Aussi la révision des règles de l'origine, afin de rendre celles-ci plus libérales et plus simples, doit-elle devenir notre souci constant.

Permettez-moi de relever encore l'importance que mon Gouvernement attache à la signature d'un texte authentique en langue française. Nous ne formulons pas cette demande parce que le français est une de nos langues nationales. Mais il nous semble que ce serait une erreur politique et psychologique que de vouloir, pour des raisons de commodité, rédiger notre Convention seulement en anglais. Nous devons suivre dans ce domaine la pratique de l'OECE et démontrer ainsi que nous entendons travailler dans son esprit. Ce sont des considérations de même nature qui nous engageront peut-être à établir le siège de notre Association à Paris. Mes services ont préparé un projet de texte français qui vous a été remis à tous. Les conditions matérielles nécessaires sont ainsi remplies, me semble-t-il, pour que ce texte puisse être examiné en commun très rapidement et signé en même temps que le texte anglais.

Au nom de mon Gouvernement et sous réserve de la ratification parlementaire, je déclare que la Suisse approuve et accepte le projet de Convention tel qu'il nous est soumis. Elle est prête à le signer le moment venu.

La Convention une fois adoptée, notre tâche véritable ne fera que commencer. L'évolution de la situation économique en Europe et dans le monde ne nous laissera aucun répit. D'une part, nous devons faire de notre Association un organisme vivant et capable de surmonter les multiples difficultés que fera surgir l'abolition des obstacles aux échanges. Je suis convaincu que les représentants de nos pays seront animés à la fois de l'esprit de compréhension et de la ferme volonté qui seront indispensables pour traduire les textes juridiques dans la réalité économique de tous les jours. D'autre part, nous devons dès maintenant consacrer tous nos efforts à réaliser le but ultime

que nous poursuivons, c'est-à-dire le rétablissement de l'unité entre les pays membres de l'OECE. Mon gouvernement comme les vôtres attache une très grande importance à ce problème sur lequel je me réserve de revenir lors de l'examen du point 5 de notre ordre du jour[3].

---

3. *Le texte de la Convention établissant l'AELE est paraphé à l'issue de cette conférence, le 20 novembre 1959. Il sera officiellement adopté le 4 janvier 1960 à Stockholm (ratifié par le Parlement suisse le 23 mars 1960) et entrera en vigueur le 3 mai 1960. Cf. la* Convention instituant l'Association Européenne de Libre Echange *du 4 janvier 1960, RO, 1960, pp. 635–699.*

59

E 1001(-)1000/6/111
[DoDiS-15565]

Der Chef des politischen Departements, M. Petitpierre, an den Bundesrat

Anerkennung der Republik Kamerun und Entsendung einer Sondermission

At Dringend — Bern, 9. Dezember 1959

I. Das Gebiet des Kamerun im westlichen Äquatorialafrika war von 1884 bis zum Ersten Weltkrieg eine deutsche Kolonie. Nachdem Deutschland 1919 im Vertrag von Versailles auf seine sämtlichen Rechte gegenüber Kamerun verzichtet hatte, wurde das Land auf Grund einer Vereinbarung zwischen Frankreich und Grossbritannien noch im gleichen Jahre aufgeteilt. Während der grössere Teil mit einer Oberfläche von rund 430'000 km^2 und gegenwärtig 3,5 Millionen Einwohnern Frankreich zufiel, kam der kleinere Teil mit 81'000 km^2 und zurzeit rund einer Million Einwohnern unter britische Verwaltung. Im Jahre 1922 bestätigte der inzwischen ins Leben gerufene Völkerbund dieses Abkommen und erklärte die ausdrückliche Unterstellung der betreffenden Gebiete unter das Völkerbundsmandat der sie verwaltenden Mächte.

II. Im vorliegenden Zusammenhang steht der französische Teil des Kamerun im Vordergrund. Nachdem er bis Ende des Zweiten Weltkriegs unter französischem Mandat verblieben war, wurde er 1946 gemäss den neuen, in der Satzung der Vereinigten Nationen niedergelegten Formen wiederum unter französische Treuhandschaft gestellt, wobei Frankreich sich zu verpflichten hatte, das Territorium auf seine Autonomie und seine spätere Unabhängigkeit vorzubereiten. Im April 1957 wurde Kamerun zu einem autonomen Staatswesen, nachdem ein Parlament gewählt und konstituiert worden war, ohne aber damit seine Souveränität zu erlangen. Im März 1959 beschloss die Generalversammlung der Vereinigten Nationen im Einvernehmen mit der französischen Regierung die Aufhebung der Treuhandsdhaft für den Beginn des Jahres 1960. Französisch Kamerun ist deshalb nunmehr in der Lage, seine Unabhängigkeit zu proklamieren. Der entsprechende Staatsakt findet in den

ersten Januartagen 1960 in der Hauptstadt Yaoundé statt. Eine Einladung des Premierministers von Kamerun, Ahmadou Ahidjo, zur Teilnahme an den Feierlichkeiten ist uns am 26. November 1959 zugekommen[1].

III. Die Bildung des neuen Staates vollzieht sich, wie aus dem Gesagten hervorgeht, in geregelten Rechtsformen. Die Republik Kamerun wird am 1. Januar 1960 ihre Unabhängigkeit erlangen. Die zukünftige Existenz des neuen Staates erscheint gesichert. Es ist zwar denkbar, dass die Republik nach Durchführung der für Februar/März 1960 geplanten Neuwahlen in das Parlament mit der «Communauté française» einen Assoziationsvertrag eingehen wird. Doch würde Kamerun – anders als bei einem Beitritt zur «Communauté» in der Eigenschaft als Gliedstaat – dadurch die ihm von den Vereinigten Nationen zugedachte Völkerrechtssubjektivität und Souveränität kaum einbüssen. Im übrigen ist es möglich, dass sich Britisch Kamerun, oder doch wenigstens der südliche Teil dieses Treuhandschaftsgebietes, in einem späteren Zeitpunkt dem neuen Staate anschliessen wird.

IV. Die universelle Anerkennung der Republik Kamerun ist nach den vom Politischen Departement bei den Vereinigten Nationen, sowie in verschiedenen Kapitalen eingezogenen Informationen zu erwarten. Zahlreiche Staaten gedenken, an die Unabhängigkeitsfeierlichkeiten von anfangs Januar, an denen auch der Generalsekretär der Vereinigten Nationen, Hammarskjöld, persönlich teilnehmen wird, Delegationen zu entsenden. Es erscheint angebracht, dass sich die Schweiz, der an sie ergangenen Einladung Folge gebend, an diesen Feierlichkeiten ebenfalls vertreten lässt. Eine solche Teilnahme würde, im Sinne eines konkludenten Handelns, einer Anerkennung des neuen Staates gleichkommen. Wegen des zeitlichen Zusammenfallens dieser Feierlichkeiten mit der Amtseinsetzung von Präsident Tubman in Liberia, wird es leider nicht möglich sein, Minister Stopper, der den Bundesrat an dieser zweiten Veranstaltung vertritt, gleichzeitig auch an die Feiern in Kamerun zu entsenden[2]. Das Politische Departement hat sich deshalb an den ehemaligen schweizerischen Gesandten in Belgien, Herrn Henri Vallotton, gewandt, der sich entgegenkommenderweise bereit erklärte die Mission zu übernehmen. Das Departement schlägt deshalb vor, Herrn Vallotton zum ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter in Sondermission und Chef der schweizerischen Delegation zu ernennen. Als zweites Mitglied wäre der Delegation Herr Generalkonsul Théodore Curchod, der für Kamerun zuständig ist, zuzuteilen und ihm für die Dauer der Mission der persönliche Titel eines Botschaftsrates zu verleihen.

Die den beiden Delegierten auszurichtende Entschädigung wird in der Folge gestützt auf ihre effektiven Auslagen festzusetzen sein. Für Herrn Vallotton, der nicht mehr im Bundesdienst steht, sollte ausserdem eine Globalentschädigung für seine Dienste in Aussicht genommen werden.

V. Es wäre am Platz, gleichzeitig mit der Entsendung der Sondermission eine telegraphische Glückwunschbotschaft des Bundespräsidenten an den Ministerpräsidenten der Republik Kamerun zu richten. Dieses Vorgehen würde

---

1. *Vgl.* E 2001(E)1972/33/77.
2. *Über die Reise von E. Stopper in Westafrika vom 1. Januar bis 19. Februar 1960, vgl. Bericht in zwei Teilen von März 1960,* E 2004(B)1971/13/7–8.

der von uns schon bisher verfolgten Politik gegenüber den ihre Unabhängigkeit neu erlangenden afrikanischen und asiatischen Staaten, in denen die Schweiz u. a. beträchtliche wirtschaftliche Interessen zu verfechten hat, entsprechen.

VI. Die Frage unserer diplomatischen bzw. konsularischen Beziehungen zum neuen Staate wird im Zusammenhang mit der Gesamtfrage unseres künftigen Vertretungsnetzes in Afrika, die den Gegenstand einer Botschaft an die eidgenössischen Räte bildet, geregelt werden.

Antragsgemäss und mit Zustimmung des EFZD wird beschlossen[3]:

1. Die Republik Kamerun wird auf den Zeitpunkt hin, an dem sie ihre Unabhängigkeit erlangt (1. Januar 1960), vom Bundesrat anerkannt.

2.

a) Die Einladung des Ministerpräsidenten der Republik Kamerun an den Bundesrat, sich an den Unabhängigkeitsfeiern in Yaoundé vertreten zu lassen, wird angenommen.

b) Zum Delegationschef wird Herr Henri Vallotton, ehemaliger schweizerischer Gesandter, ernannt und ihm für die Dauer dieses Mandates der Titel eines ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafters in Sondermission verliehen. Der Delegation wird als zweites Mitglied Herr Théodore Curchod, schweizerischer Generalkonsul in Brazzaville, mit dem Titel eines Botschaftsrates zugeteilt.

c) Die den beiden Delegierten auszurichtende Entschädigung wird in der Folge, gestützt auf ihre effektiven Auslagen, im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement festzusetzen sein. Für Herrn Vallotton ist ausserdem eine Globalentschädigung für seine Dienste in Aussicht zu nehmen.

3. Das Politische Departement wird ermächtigt und beauftragt, eine Glückwunschbotschaft vorzubereiten, die anlässlich der Unabhängigkeitsfeierlichkeiten vom Bundespräsidenten an den Ministerpräsidenten der Republik Kamerun zu richten ist.

---

3. *Vgl. BR-Prot. Nr. 2171 vom 14. Dezember 1959,* E 1004.1(-)1000/9/632.1.

60

E 2001(E)1976/17/334
[DoDiS-14895]

Der schweizerische Botschafter in Buenos Aires, O. Seifert, an den Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli

Aufenthaltsbewilligung für Ex-Präsident Perón[1]

S Vertraulich Buenos Aires, 21. Dezember 1959

In Beantwortung Ihrer Anfrage vom 11. Dezember[2] betreffend die Ablehnung eines Aufenthaltbewilligungs-Gesuchs für den Ex-Diktator Argentiniens, Juan Perón[3], beehre ich mich folgendes mitzuteilen:

1. Es trifft zweifellos zu, dass grosse Massen der argentinischen Wählerschaft heute noch dem Manne nachweinen, der den Arbeitern mit schrecklich leichtsinniger Demagogie und in vollständiger Verkennung der elementarsten Wirtschaftsgrundsätze beibrachte, möglichst wenig zu arbeiten, möglichst oft zu streiken (die Streiktage mussten, wie der Streit auch entschieden wurde, stets von den Unternehmern nachbezahlt werden, woraus sich ergab, dass streiken ein einträgliches Geschäft war, bis das Unternehmen finanziell zusammenbrach), im Alter von 50 Jahren pensionsberechtigt zu sein, für die öffentlichen Dienste (Tram, Bahnen, Post, elektrischer Strom, Gas, etc.) weit unter den Kosten stehende Tarife zu bezahlen, also auf Kosten des Staates gut zu leben, da ja die Reichen mit ihren Steuern für die Staatsausgaben aufzukommen hätten. Dank dieser Politik gelang es dem Diktator in weniger als 9 Jahren 1½ Milliarden US-Dollar, d. h. den gesamten Devisenbestand des Landes zu verschleudern, die Hinterlagen der Pensionskassen auszurauben und den Staat an den Rand des Bankrotts zu bringen. Ich kann mir keinen bessern Wegbereiter des Kommunismus vorstellen und nur in einem Lande wo die grosse Masse des Stadt- und Provinzproletariats grösstenteils noch aus Einwanderern oder Söhnen von Eingewanderten besteht, die zum Staat noch keine feste innere Bindung haben, konnte eine so offensichtlich zum Scheitern verurteilte Staatspolitik überhaupt versucht werden. Die Massen, welche heute noch Perón nachtrauern, sind nicht in der Lage, die primitivsten Voraussetzungen der Wirtschaft zu verstehen.

---

1. *Handschriftliche Anmerkung von R. Probst vom 12. Januar 1960:* Herr Cramer. Lässt sich feststellen, von wem die angeblichen Presseinformationen (vgl. Schreiben vom 31. 12. 1959) stammen?

2. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an O. Seifert vom 11. Dezember 1959, nicht abgedruckt.*

3. *In seiner Sitzung vom 28. März 1958 hat der Bundesrat beschlossen,* die Angelegenheit in der Schwebe zu lassen, bis Expräsident Perón ein formelles Einreisegesuch stellt. *Vgl. das Verhandlungsprotokoll der 24. Sitzung des Bundesrates vom 28. März 1958,* E 1003(-) 1970/344/2 (R 3107). *Siehe auch die Notiz* Einreise von Ex-Präsident Perón *vom 28. Januar 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-14943)*:* Der Bundesrat hat am 24. März 1958 *[28. März 1958]* beschlossen, bis auf weiteres die Einreise von Perón (P.) in die Schweiz ohne vorgehende ausdrückliche Genehmigung durch die Bundesbehörden nicht zu gestatten; diese Weisung gilt auch für kurzfristige Aufenthalte.

2. Der von Präsident Frondizi verkündete Wirtschaftsplan hat zum Ziele, die Währung zu stabilisieren, die grossen Petroleumvorkommen gegen den Willen fanatischer Nationalisten und mit Hilfe ausländischer Techniker und ausländischen Kapitals auszubeuten, das Land zu industrialisieren, die landwirtschaftliche Erzeugung zu heben, wenn nötig mittels Landwirtschaftsreformen, den Sparsinn der Arbeitenden zu erwecken, die Produktivität der industriellen Gütererzeugung mittels Wiedereinführung von Leistungsprämien zu fördern, die ruinösen Staatsbetriebe abzustossen, die Privatinitiative und das ausländische Kapital zur Teilnahme am Wiederaufbau und an der Entwicklung des potentiell so reichen Argentiniens zu ermutigen. Dies bedingt Opfer, welche vorläufig hauptsächlich von den arbeitenden Massen getragen werden müssen, denen sie schwer fallen und gegen die die peronistisch-kommunistischen Gewerkschaften Sturm laufen. Die entstehende Unzufriedenheit gibt manchen skrupellosen Politikern Gelegenheit im Trüben zu fischen und Wähler zu ködern, indem die mutigen Männer, die sich ohne Rücksicht auf ihre politische Laufbahn der Unpopularität aussetzen und sich dem Präsidenten zur Verfügung stellen, verdächtigt und verleumdet werden. Und dies unbekümmert um die Tatsache, dass es keine Alternative gibt als Inflation, Chaos und kommunistische oder rechtsextreme Diktatur.

3. Das argentinische Militär, welches seinerzeit Perón beseitigte, verfolgt aufmerksam die Entwicklung, unterstützt den Wirtschaftsplan Frondizis und ist bereit, gegen jede ernsthafte Störaktion offen zu intervenieren und die aus den Wahlen hervorgegangene konstitutionelle Regierung Frondizis zu schützen. Es scheint beim heutigen Stand der Dinge gänzlich ausgeschlossen werden zu können, dass der Ex-Diktator Perón hier je wieder an die Macht gelangt, es sei denn als Folge eines von seinen Anhängern anzuzettelnden und zu gewinnenden Bürgerkrieges. Unzufriedene Militärs gibt es zwar auch heute noch in Argentinien, die Nationalisten machen sich immer noch mit ihren schwärmerischen und fanatischen Tendenzen gegen jeden fremden Einfluss im Lande geltend, ja es heisst sogar, dass ein geheimes Wahlbündnis zwischen Nationalisten und Peronisten im Einblick auf die nächsten Wahlen im März 1960 zustandegekommen sei; aber trotzdem fällt es schwer, an eine Rückkehr Peróns zu glauben und noch schwerer anzunehmen, dass sich eine organisierte bewaffnete Opposition finden liesse, welche in einem Bürgerkrieg für den Ex-Diktator tatsächlich zu kämpfen bereit wäre. Die kommunistisch beeinflussten Gewerkschaftsführer haben starke Prestigeeinbussen erlitten und es hat den Anschein, als ob unter den qualifizierten Arbeiterkreisen das Interesse für die Revalorisierung des Leistungsprinzips erwache, dass man einigermassen zur Vernunft gelangt sei und dass das Verständnis für wirtschaftliche Zusammenhänge zunehme. Die Vorträge, welche Wirtschaftsminister Alsogaray wöchentlich zur Erläuterung der Wirtschaftspolitik der Regierung an Radio und Television hält und die sehr einfach und für die breiten Massen gehalten werden, tragen zur Verbesserung dieses Verständnisses bei.

4. Ich glaube, dass eine Asylgewährung an Perón oder auch nur die Erteilung einer vorübergehenden Aufenthaltsbewilligung unsere Beziehungen zum aufstrebenden demokratischen Argentinien trüben könnte. Wir hören schon genug leichtfertige Gerüchte, über die von Perón in der Schweiz angeblich deponierten

Millionen, als dass ihnen nun noch durch sein persönliches Erscheinen neuer Auftrieb gegeben werden müsste[4]. Gewisse Leute wollen übrigens wissen, dass der Ex-Diktator über die unter einem Nummern-Konto deponierten Gelder in der Schweiz nur mit der Unterschrift seines berüchtigten Geschäftemachers Jorge Antonio verfügen kann, der ihm für seine politische Kampagne in Argentinien nicht genügend Mittel gewähren wolle. Wenn diese Gerüchte stimmen, wäre nicht auszuschliessen, dass sich der persönliche Aufenthalt Peróns in der Schweiz vielleicht mit der Absicht deckt, gewisser Fonds habhaft zu werden, um seine Kampagne im Hinblick auf die teilweisen Erneuerungswahlen zum Parlament vom März 1960 besser finanzieren zu können. Ein Grund mehr, sein Gesuch abzuschlagen.

5. Juan Perón ist nun 64 Jahre alt und soll selbst nicht mehr den Wunsch haben, nach Argentinien zurückzukehren, was allerdings nicht besagen will, dass er nicht einen seiner Anhänger zum Nachfolger ernannt haben könnte. Auf jeden Fall befasst er sich weiterhin mit Politik und es ist undenkbar, dass er diese Tätigkeit anlässlich eines Aufenthaltes in der Schweiz unterbrechen könnte.

Perón war nie ein Freund der Schweiz. Es ist meines Erachtens naiv zu glauben, dass seine Sympathie für unser Land mit einer Aufenthaltsbewilligung erkauft werden könnte.

6. Die Möglichkeit einer Rückkehr Peróns erscheint mir heute mehr denn je problematisch. Man weist zwar manchmal auf den Fall des brasilianischen Diktators Getulio Vargas hin, der mit 75 Jahren nach Brasilien zurückkehrte, um dann so zu enden, wie jedermann weiss[5]. Ob dies auch im Falle Peróns möglich wäre, ist überaus schwierig zu beurteilen.

7. Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen möchte ich vor einer Annahme des Gesuches warnen und im Gegenteil empfehlen, die Ablehnung öffentlich bekanntzugeben.

---

4. *Vgl. zum Beispiel DDS, Bd. 20, Nr. 63* (DoDiS-11138) *und BR-Prot. Nr. 1741 vom 12. Oktober 1956,* E 1004.1(-)1000/9/594 (DoDiS-11057).

5. *G. Vargas hat am 24. August 1954 im Präsidentschaftspalast Selbstmord begangen. Vgl. den politischen Bericht Nr. 7 von E. Feer an M. Petitpierre vom 26. August 1954,* E 2300(-)1000/716/387 (DoDiS-9130).

61

E 2300(-)1000/716/379
[DoDiS-15793]

Le Ministre de Suisse à Rabat, C. A. de Tschudi,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP Confidentiel Rabat, 30 décembre 1959

Ce sera mon dernier rapport sur la situation au Maroc[1]. «On pourrait dire bien des choses, en somme», dirait Cyrano de Bergerac. Je ne vous en dirai que l'essentiel.

Contrairement à son habitude – il est très renfermé et secret –, le Président du Conseil[2], au cours de notre entretien d'adieu, a vivement réagi à l'allusion que j'ai cru pouvoir lui faire à notre devise suisse «l'union fait la force». Il a bien voulu m'exposer ses idées pendant près de 3/4 d'heure; mais je résume:

M. Ibrahim a été non seulement en prison à Casablanca, mais encore torturé à plusieurs reprises. Il estime cependant que la rancœur est mauvaise conseillère et il efface ce souvenir quand il a maintenant affaire aux Français. Ceci pour expliquer dès l'abord son «Einstellung»; il a assumé la charge du Gouvernement à un moment particulièrement critique: la rébellion du Rif où il fallait prendre des décisions graves touchant des compatriotes. «Chaque frère rifain tué pèse sur mes épaules», me dit-il.

A cette époque, les problèmes étaient les suivants:

1) Sur le plan extérieur, relativement faciles. Il s'agissait de faire savoir au monde que le Maroc œuvrait pour la paix, ne cherchait à s'allier à aucun bloc, et, pour des raisons d'ordre plus sentimental que politique, préconisait la paix en Algérie. Les revendications périodiques concernant les territoires encore occupés et la présence de troupes étrangères faisaient partie, inévitablement, du programme gouvernemental.

2) Sur le plan intérieur, la situation était bien plus délicate. «Notre division, à laquelle vous faites allusion, est surtout artificielle. Si nous avions deux ou trois partis avec un programme défini, on pourrait discuter, faire des concessions, s'entendre finalement, mais ce sont des ambitions personnelles qui jouent et qui empêchent toute entente pour le moment». Après avoir cherché et proposé un nouveau Gouvernement Balafrej, un Gouvernement Allal El Fassi et d'autres combinaisons, c'est finalement M. Ibrahim, de tendance gauche, comme vous le savez, que le Roi[3] a choisi et quoi qu'on en dise – car on prédit sa chute depuis six mois –, ce n'était pas la plus mauvaise solution. Si, un jour, M. Ibrahim s'en va, ce sera moins à cause de sa personnalité qu'à cause de la médiocrité de son entourage. Ce n'est, pour le moment encore, pas le Roi qui

1. *C. A. de Tschudi a été consul général depuis 1947, puis ministre de Suisse à Rabat depuis octobre 1956.*
2. *A. Ibrahim, en fonction depuis décembre 1958.*
3. *Mohammed V.*

voudrait s'en débarrasser, ce sont plutôt certains de ses amis qui lui reprochent de s'être amolli dans sa position de Président du Conseil.

Revenant à l'opinion publique, M. Ibrahim a dit que le peuple marocain était sévère, rendu dur et exigeant par le Protectorat; qu'il jugeait le Gouvernement et le Palais Royal (sous-entendu la vie fastueuse et coûteuse des princes et princesses), et qu'il fallait être prudent et attentif.

Nous avons naturellement été amenés à parler des élections. «Elles devraient se faire librement, m'a dit le Président du Conseil, mais il nous faudrait une atmosphère dépassionnée… si seulement nous pouvions suivre l'exemple de la Suisse».

Il y a dans ce problème marocain un point névralgique: le problème économique. Je vous ai écrit un jour que, malgré toutes les conventions entre la Tunisie et le Maroc, il y aurait inévitablement des difficultés pour synchroniser les intérêts de ces deux pays (difficultés qui, d'ailleurs, caractérisent tous les pays arabes et sur lesquelles l'Occident pourrait jouer d'une façon plus habile). La Tunisie se rend parfaitement compte de son intérêt de rester dans la zone franc. Le Maroc, au contraire, parle tout le temps de se libérer du sillage français, de quitter la zone franc, etc. Mais quels sont les faits? C'est la France et seulement la France qui achète le blé marocain à fr. 4'000 le quintal, alors que son prix sur le marché mondial ne dépasse pas fr. 2'800. «Alors, m'a dit mon ami, l'Ambassadeur de Tunisie, nous, nous sommes décomplexés et nous n'avons plus besoin de ces slogans nationalistes dont se gargarisent les Marocains».

Les négociations économiques franco-marocaines, qui ont débuté récemment, seront un test intéressant. «Elles s'annoncent difficiles, me dit M. Parodi[4], parce que les Marocains, négociateurs habiles, utilisent comme principal atout la pression que leur permet d'exercer la présence et les intérêts de 200'000 Français qui restent au Maroc».

Le Gouvernement marocain suit naturellement avec intérêt l'évolution en Afrique Noire, sans oublier toutefois sa position géographique et ses intérêts qui rapprochent le Maroc de l'Occident. Ce sont précisément ces intérêts et certaines tendances pro-occidentales que lui reproche notamment Le Caire et c'est pour aplanir certaines frictions que le Roi entreprend, non sans appréhensions, son «pèlerinage» au début de l'année prochaine.

Voilà les problèmes essentiels qui se posent en cette fin d'année pour le Maroc, avec ceux des investissements ardemment souhaités.

La popularité du Roi est encore considérable, mais elle commence à s'effriter, notamment dans les villes et surtout à Casablanca.

Je me permets de vous dire en terminant que le Président du Conseil, lui aussi, a bien voulu me déclarer: «Vous laissez un souvenir exceptionnel chez les Marocains et mon amitié personnelle vous reste acquise».

---

3. *A Parodi, ambassadeur de France au Maroc.*

62

E 2001(E)1972/33/341
[DoDiS-15244]

Le Consul général de Suisse à Léopoldville, Th. Curchod, au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli

L Confidentielle Léopoldville, 5 janvier 1960

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. Kasavubu, Président général du Cartel Abako à Léopoldville, m'a demandé de le rencontrer discrètement à Brazzaville. Il désirait surtout m'entretenir du voyage en Suisse qu'il va entreprendre ces prochains jours, accompagné de deux collaborateurs, et me demander de faciliter les choses dans la mesure du possible.

Malgré mon désir de rencontrer M. Kasavubu et de m'entretenir librement avec lui, je n'ai pas estimé devoir me rendre à ce rendez-vous dans la crainte d'indisposer les autorités belges. En revanche, j'ai saisi le prétexte de mon absence au Cameroun pour déléguer mon collaborateur, M. Jaccaud, dont les déplacements à Brazzaville attirent moins l'attention.

L'entrevue, organisée avec toute la discrétion nécessaire et l'aide manifeste de l'Abbé Fulbert Youlou, Président de la République du Congo, a eu lieu hier. M. Kasavubu désirait surtout présenter son conseiller privé, M. Yves de Halu, ressortissant belge, porteur du passeport N° 767.969, qui quitte aujourd'hui Brazzaville pour se rendre d'abord à Paris puis en Suisse, afin de prendre contact avec vos services et certaines personnalités suisses, notamment un ou des juristes, spécialistes en matière de droit constitutionnel, dont les noms n'ont pas été révélés. M. Kasavubu et un autre de ses collaborateurs se rendront en Suisse quelques jours plus tard, avant de gagner Bruxelles où ils participeront à la Conférence de la table ronde, prévue pour mi-janvier. Selon la lettre de recommandation qui lui a été remise, M. de Halu est chargé plus particulièrement de prendre contact officieusement avec des membres du Gouvernement suisse afin d'établir, avec leur accord, des projets concernant l'avenir immédiat du Congo et notamment:

1) «la participation de la Suisse à une industrialisation plus poussée des nouvelles Républiques fédérées;

2) la participation de juristes suisses à l'élaboration de l'organisation politique et juridique du futur Etat;

3) la participation d'un juriste suisse, chargé officiellement par le Cartel Abako de l'assister durant les conversations de la Table ronde à Bruxelles;

4) de solliciter du Gouvernement suisse l'aide de son expérience, l'appui de son autorité internationale et d'établir entre la Suisse et les jeunes Républiques du Congo des liens profonds d'amitié qui uniront, dans la liberté, les peuples suisse et congolais pour le bien-être de ceux-ci.»

Selon les renseignements que M. Jaccaud a pu recueillir au cours de l'entretien d'hier, des contacts auraient d'ailleurs déjà été pris en Suisse, et il semblerait qu'un juriste suisse se serait déclaré disposé à prêter le concours sollicité.

Je tiens à relever que M. Kasavubu peut être considéré actuellement comme

un des politiciens noirs les plus importants du Congo. Il est suivi avec fanatisme par toute la population du Bas-Congo qui comprend, comme vous le savez, les villes de Léopoldville et Matadi, c'est-à-dire la principale porte du Congo Belge. Bien que l'action de ses partisans dépasse parfois les limites qu'il s'est fixées, il doit être considéré comme un politicien désirant agir dans le calme et avec ordre. C'est sans doute la raison pour laquelle il déclare avoir beaucoup d'admiration pour notre pays, dont l'organisation politique, qui retient toute son attention, pourrait servir de modèle lorsque l'indépendance sera acquise. La lettre de l'Ambassade de Suisse à Bruxelles, dont je vous remercie de m'avoir transmis une copie[1], vous renseignait d'ailleurs déjà sur l'intérêt que M. Kasavubu voue à notre fédéralisme.

J'ajoute enfin qu'il ne fait pas de doute que M. Kasavubu sera appelé à jouer un rôle de premier ordre dans la politique du futur Etat indépendant du Congo. Il importe toutefois que les entretiens qu'il aura en Suisse fassent pour le moment l'objet de toute la discrétion nécessaire, et vous m'obligeriez beaucoup en les résumant ensuite à mon intention, tout en me faisant connaître votre manière de voir à ce sujet.[2]

1. *Cf. la lettre de G. Jaccard à R. Kohli du 11 décembre 1959, non reproduite* (DoDiS-15245).
2. *Cf. la notice confidentielle* Verbal *de R. Kohli du 18 janvier 1960, dont une copie est envoyée à Th. Curchod, non reproduite* (DoDiS-15246).

63

E 2200.41(-)1972/157/87
[DoDiS-15563]

Le Département politique aux représentations diplomatiques suisses (et à certaines représentations consulaires)

Assistance technique aux pays sous-développés[1]

Ction BE — Berne, 8 janvier 1960

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que par arrêté du 8 janvier 1960 (publié dans la Feuille fédérale)[2], le Conseil fédéral a décidé de concentrer auprès du Département politique toutes les questions d'assistance technique aux pays sous-développés et de lui attribuer les fonctions précédemment exercées en la matière par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Cette décision s'appuie sur l'arrêté fédéral du 1er octobre 1959 augmentant sensiblement, pour la prochaine période de trois ans (1960–1962),

1. *A ce sujet, cf. aussi N° 37 dans le présent volume.*
2. *Cf. l'*Arrêté du Conseil fédéral concernant l'assistance technique fournie par la Suisse aux pays sous-développés *du 8 janvier 1960, FF, 1960, vol. I, p. 111.*

les crédits affectés à l'assistance technique[3]. Trois fonctionnaires de l'ancien service d'assistance technique de l'OFIAMT, à savoir M. Erich Messmer, Chef de ce service, M. Hans Hauri et Mme Adelina Nachmann ont été transférés à notre Département le 1er janvier 1960 pour faire partie du nouveau service d'assistance technique.

Ce service, qui appartient désormais à la Division des organisations internationales, dispose pour commencer d'un effectif d'une douzaine de personnes. Son chef a été désigné en la personne de M. Keller, actuellement chargé d'affaires à Colombo. M. Messmer continuera, au sein de ce service, à diriger le secteur opérationnel comprenant les questions techniques d'exécution. Des bureaux ont été loués à la Christoffelgasse 5, à Berne, et l'ensemble du service s'y installera dès que les travaux de rénovation actuellement en cours seront terminés, soit vraisemblablement vers le 1er février 1960.

Nous vous prions d'ores et déjà de ne plus adresser votre correspondance concernant l'assistance technique à 1'OFIAMT, mais de tout envoyer dorénavant

A la Division des organisations internationales
du Département politique fédéral,
Service d'assistance technique
Berne
(en allemand: Dienst für technische Hilfe)

La décision du Conseil fédéral proroge par ailleurs jusqu'à nouvel avis l'arrêté du Conseil fédéral du 15 janvier 1957 concernant l'assistance technique bilatérale fournie par la Suisse aux pays dont l'économie est insuffisamment développée[4]. Le maintien provisoire de ces dispositions nous donnera le temps nécessaire pour préparer un nouvel arrêté et de nouveaux règlements d'exécution concernant notamment les boursiers et les experts.

Nous vous saurions gré de bien vouloir continuer à nous renseigner dans toute la mesure du possible sur l'assistance technique bilatérale et multilatérale fournie ou reçue par votre pays de résidence. De tels renseignements sont précieux pour notre service d'assistance technique, car ils permettent d'établir d'utiles comparaisons et de tirer des conclusions valables pour notre pays.

En ce qui concerne l'extension désirable de notre assistance technique bilatérale, nous tenterons de faire au mieux avec les moyens financiers à notre disposition. Toutefois, il est évident qu'un crédit annuel d'un million de francs ne saurait permettre à la Suisse d'agir d'une manière suffisamment efficace dans toutes les parties du monde à la fois. Nous devrons donc opérer une sélection non seulement pour limiter les cas individuels (boursiers notamment) mais pour répartir géographiquement notre aide en fonction des besoins les plus urgents, de nos possibilités pratiques et des distances ainsi que de nos propres intérêts politiques et économiques. Si nous sommes ainsi amenés à écarter certaines demandes provenant de pays ou de régions qui ne sont pas encore inclus dans

---

3. *Cf. l'*Arrêté fédéral concernant l'assistance technique fournie par la Suisse aux pays sous-développés *du 1er octobre 1959, FF, 1959, vol. II, pp. 697–698.*

4. *Cf. l'*Arrêté du Conseil fédéral concernant l'assistance technique bilatérale aux pays dont l'économie est insuffisamment développée *du 15 janvier 1957, FF, 1957, vol. I, pp. 85–92.*

notre sphère d'activité, nous espérons que nos représentations diplomatiques et consulaires voudront bien faire preuve de compréhension en raison de la nécessité où nous nous trouvons d'éviter une trop grande dispersion de nos ressources. En principe, nous continuerons, comme par le passé, à ne prendre en considération que les demandes d'assistance technique présentées ou appuyées officiellement par les gouvernements des pays sous-développés et parvenant à notre service par l'entremise de la représentation diplomatique suisse compétente ou, à défaut, de notre représentation consulaire.

Comme les questions d'assistance technique se présentent sous un jour sensiblement différent à Berne et à l'étranger, il est souhaitable de procéder aussi souvent que possible à des échanges de vues non seulement écrits mais verbaux entre le personnel central et celui de nos postes extérieurs. Nous serons donc reconnaissants à tous ceux de nos représentants diplomatiques et consulaires qui voudront bien saisir l'occasion de chaque passage à Berne, que ce soit à titre officiel ou privé, pour prendre personnellement contact avec notre service d'assistance technique[5].

5. *Ce service est réorganisé par décision du Conseil fédéral du 17 mars 1961. Son chef porte désormais le titre de* Délégué du Conseil fédéral à la coopération technique*, cf.* E 2500(-) 1990/6/69.

64

E 7111(B)1972/168/188
[DoDiS-15948]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Chef adjoint de la Mission suisse auprès des Communautés européennes
à Bruxelles, P. H. Würth[1]

L Berne, 18 janvier 1960

Lors des réunions du «Comité économique spécial» qui se sont tenues à Paris la semaine dernière[2], la question de la forme dans laquelle la Commission de la Communauté économique européenne serait associée à l'étude des problèmes commerciaux, parmi lesquels la priorité a été accordée aux relations entre la CEE et l'AELE, a également fait l'objet d'une discussion. Les interventions suisses ayant – comme M. l'Ambassadeur Soldati vous en a déjà informé[3] – prêté à des malentendus, nous tenons à vous préciser notre attitude, afin que vous puissiez en faire état lors de vos entretiens avec les fonctionnaires de la Commission de la CEE.

1. *Une copie est adressée à H. Schaffner, Directeur de la Division du commerce.*
2. *Réunions des 12 et 13 janvier 1960, cf.* E 2808(-)1944/13/15. *Pour un rapport sur ces réunions au Conseil fédéral ainsi qu'un compte rendu adressé à toutes les missions diplomatiques suisses à l'étranger, cf.* E 2001(E)1972/33/C 139.
3. *Non reproduit.*

Nous ne sommes nullement opposés à ce que la Commission de la CEE collabore aux comités qui seront institués pour traiter ces problèmes. Preuve en est que nous avons accepté le texte de résolution proposé par le groupe de travail (voir document CES/4 révisé), qui prévoit que les groupes de travail comprendront la CEE dans les domaines où celle-ci a des responsabilités institutionnelles. En revanche, la délégation suisse s'est prononcée contre la proposition de la délégation allemande et du professeur Hallstein d'inclure la Commission de la CEE dans le Comité spécial au même titre que les vingt gouvernements intéressés. Cela pose en effet des questions de droit international entièrement nouvelles que nous n'avions pas eu l'occasion d'étudier: double représentation des six gouvernements, mise sur le même plan de la Commission et des gouvernements. Il s'agit donc d'une question juridique et de forme, et non pas – je le répète – de la question de savoir si la Commission doit être exclue ou non des travaux qui seront entrepris dans ce domaine. Il n'est pas question non plus de mettre en cause les compétences dévolues à la Commission en vertu du traité de Rome.

Il est donc complètement erroné de vouloir attribuer nos interventions à une attitude hostile de la Suisse à l'égard de la Communauté économique européenne. Pour qu'un texte commun puisse être adopté, nous avons d'ailleurs renoncé à faire opposition à la proposition allemande qui a été finalement adoptée (voir document CES/4 révisé/final).

Nous pensons que nous pouvons considérer cette question comme liquidée. Le point de vue suisse à ce sujet a par ailleurs été exposé ce matin par le soussigné lors d'une conférence de presse[4] en réponse à une question posée par un journaliste qui se référait à l'article paru dans le «Monde» du 16 janvier[5].

4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*

65

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-14424]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. N. Korioukine, Ambassadeur de l'URSS, le mardi 19 janvier 1960, à 11 h.

[Berne, 19 janvier 1960]

L'Ambassadeur est accompagné d'un interprète. Il m'expose en russe la raison de sa démarche, qui est de me remettre, à l'intention du Gouvernement et du Parlement suisses, le texte de l'appel du Soviet suprême de l'URSS aux Parlements et Gouvernements de tous les Etats du monde, du 15 janvier 1960[1].

1. *Cf. l'*Appel du Soviet Suprême de l'URSS aux parlements et gouvernements de tous les

Une brève discussion s'engage. Je relève que la Suisse a toujours souhaité l'établissement d'une paix durable, mais que celle-ci dépend presque exclusivement des grandes Puissances et de leur accord sur les problèmes qui font actuellement obstacle à la paix.

M. Korioukine fait allusion à l'augmentation des dépenses militaires, qui doivent être supportées par le peuple et qui provoquent une augmentation du coût de la vie, etc. Tous les pays devraient imiter l'URSS.

Je rétorque que la Suisse est un des pays où le coût de la vie est le plus stable, que M. Khrouchtchev a déclaré récemment que les réductions opérées sur l'armée soviétique ne diminuaient pas la puissance militaire du pays et que, par conséquent, nous ne pouvions pas envisager d'opérer des réductions dans le domaine de la défense nationale. Nous n'avons pas à disposition des fusées pour compenser des réductions d'effectifs.

M. Korioukine s'est encore plaint qu'une résolution du même ordre remise en septembre 1959 au Parlement suisse, ayant pour objet le désarmement général, n'ait pas fait l'objet d'une discussion. La Suisse pourrait contribuer à la création d'une atmosphère favorable à la paix.

Je réponds à l'Ambassadeur qu'il n'est pas d'usage que les Chambres fédérales ouvrent une discussion sur les appels ou les requêtes qu'elles reçoivent. Ceux-ci sont en général déposés sur le bureau, à la disposition des parlementaires.

Etats du monde sur la réduction des forces armées existantes et des armements *du 15 janvier 1960,* E 2001(E)1972/33/366.

66

E 2808(-)1974/13/52
[DoDIS-15945]

Notice interne du Département des Finances et des Douanes[1]

Berne, 19 janvier 1960

Les 12 et 13 janvier 1960 se sont réunis à Paris des représentants des six pays membres du Marché commun, des sept pays membres de la zone de libre échange (EFTA = European Free Trade Association)[2], au total 13 pays de la Communauté Economique Européenne[3], ainsi que des Etats-Unis et du Canada.

Les points principaux qui ont été discutés à cette réunion concernaient:

a) la réorganisation ou la reconstitution de l'OECE;

b) l'aide aux pays sous-développés[4];

---

1. *Notice rédigée par V. Umbricht et destinée à J. Bourgknecht.*
2. *Cf. N° 58 dans le présent volume.*
3. *Cette dénomination ne caractérise ici aucune institution existante.*
4. *Cf. N° 63 dans le présent volume.*

c) l'examen des problèmes économiques particuliers intéressant notamment les relations entre la Zone de libre échange et la Communauté économique européenne.

Comme vous le savez, la délégation suisse était présidée par M. Petitpierre, Président de la Confédération, accompagné de M. Wahlen et de quelques collaborateurs, dont le soussigné.

M. Petitpierre fera sans doute rapport au Conseil fédéral sur cette réunion[5]. Je tiens cependant à vous donner déjà quelques détails et impressions personnelles.

Le but de la conférence n'était pas de résoudre les problèmes complexes inscrits à l'ordre du jour, mais plutôt de rechercher la meilleure façon d'arriver à une solution. Aucune des questions n'a donc été résolue, mais on en est arrivé cependant à des résultats intéressants que l'on peut qualifier de satisfaisants.

a) *Réorganisation de l'OECE*

Les attaques de la France et de l'Amérique contre cette organisation ont été très vives. Ces pays voudraient son remplacement par une nouvelle organisation atlantique. Parmi les petits pays, la voix de la Suisse a été l'une de celles qui a été le plus écoutée. C'est en grande partie au chef de la délégation suisse que l'on doit l'adoption d'une résolution qui recommande de laisser à l'OECE elle-même le soin de décider de sa réorganisation et de la manière dont les USA et le Canada deviendraient membres. A cet effet, un rapport lui sera soumis par un comité de quatre «sages». Cette solution est acceptable pour la Suisse.

b) *Aide aux pays sous-développés*

Un comité ad hoc sera créé pour examiner cette question. Il comprendra principalement des représentants des pays en état d'apporter une aide et d'exporter des capitaux. La Suisse n'en est pas membre, mais pourrait être invitée plus tard à coopérer au sein de ce comité.

c) *Problèmes économiques*

Un comité ad hoc sera nommé pour étudier les problèmes économiques entre les pays européens et entre l'Europe et l'Amérique du Nord. La priorité du point de vue de l'importance aussi bien que du temps est accordée à l'étude des relations entre l'EFTA et la Communauté Economique Européenne.

Je tiens à ajouter qu'un membre américain et un membre belge sont venus me trouver après la conférence pour me dire au nom du chef de leurs délégations respectives combien celles-ci avaient été impressionnées par les inter-

---

5. *Cf. PVCF-D du 22 janvier 1960,* E 1003(-)1970/344/4 (R 3109)*:* M. le Président de la Confédération annonce un rapport sur les deux conférences de Paris. Il constate qu'on peut être assez satisfait du résultat, compte tenu du point de départ. Les USA, la France et la commission Hallstein voulaient la liquidation de l'OECE et son remplacement par une organisation nouvelle. Ils voulaient aussi empêcher la reprise de négociations entre les «Six» et les «Sept». Les USA ayant modifié leur manière de voir, on a obtenu certaines satisfactions. Le problème des relations des «Six» et des «Sept» sera traité par priorité. Mais il reste de grosses difficultés sur le fond. Dillon a bien voulu déclarer, dans une conversation, que la délégation USA dans le groupe de travail saura tenir compte des préoccupations autrichiennes et suisses. Parmi les délégations des «Sept», la délégation suisse a été la plus ferme. Il était bon que deux conseillers fédéraux se rendent à Paris.

ventions claires, précises et impartiales de M. Petitpierre. Les Américains en particulier m'ont déclaré que s'ils ont été amenés à lénifier considérablement leur résolution négative concernant l'avenir de l'OECE, c'était uniquement après avoir entendu M. Petitpierre.

67

E 2001(E)1972/33/C191
[DoDiS-15490]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, au Directeur général de la Société de Banque Suisse, S. Schweizer

Affaire gouvernement espagnol / clients espagnols de la Société de Banque Suisse, Genève[1]

L Berne, 3 février 1960

Je me réfère à votre lettre du 8 janvier[2] et à ma réponse provisoire du 16 du même mois[3] et vous donne connaissance ci-dessous des conclusions auxquelles nous sommes arrivés, après un examen approfondi de votre demande concernant une éventuelle démarche de notre Ambassade à Madrid dans l'affaire citée en marge.

Vous avez fort bien compris, je vous en ai su gré, les raisons que nous avons eues de ne pas intervenir jusqu'ici, officiellement ou officieusement, dans la procédure introduite en Espagne contre M. Rivara. L'examen auquel nous avons procédé nous a persuadés qu'une démarche de notre part, dans la nouvelle phase où cette affaire est maintenant entrée, ne serait pas plus justifiée, pour les mêmes raisons.

En effet, ce que vous désirez c'est amener le Gouvernement espagnol à modifier le décret-loi d'amnistie du 21 juillet 1959[4]. Or, cette amnistie est une décision formelle prise en toute souveraineté par le Gouvernement de Madrid et contre laquelle un gouvernement étranger ne saurait intervenir que si elle

1. *Sur cette affaire, cf. N° 29 dans le présent volume.*
2. *Cf. la lettre de S. Schweizer à R. Kohli du 8 janvier 1960, non reproduite* (DoDiS-15491).
3. *Non reproduite.*
4. *Décret-loi n° 10 du 21 juillet 1959 concernant l'organisation économique, dont l'article 7 prévoit que:* Les personnes indiquées dans l'article précédent [Espagnols résidant en Espagne et personnes juridiques de nationalité espagnole qui détiennent des devises étrangères] qui, sans avoir satisfait aux obligations imposées par les articles 1er et 3 de la loi du 4 mai 1948 concernant la déclaration et la cession de devises étrangères, vendent sur le marché ou cèdent leurs devises étrangères à l'Etat dans les cas prévus par l'article précédent, et cela dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent décret, seront libérées de la responsabilité fixée par la législation sur les délits monétaires et le régime fiscal […]. *Cf. la traduction du texte original établie par l'Ambassade de Suisse à Madrid et envoyée à la Division du commerce du Département de l'économie publique le 22 juillet 1959,* E 2001(E)1972/33/C 66.

était contraire au droit des gens et lésait ses ressortissants. Vous estimez que l'exception que prévoit cette amnistie est contraire aux principes reconnus en matière de droit pénal et à la tradition observée dans presque tous les pays civilisés. Nous ne saurions guère, quant à nous, fonder une intervention sur cette seule considération, car non seulement nous ne pensons pas que le droit des gens s'oppose à ce qu'un gouvernement limite le bénéfice d'une amnistie à certaines personnes, selon un critère objectif, mais en outre, même s'il était possible dans le cas présent d'établir que le critère ne fut pas objectif et que l'exception ne visait qu'un groupe précis de personnes, il n'en demeurerait pas moins que les personnes touchées ne sont pas des ressortissants suisses. Dès lors, plus qu'à nous, liés par les règles du droit des gens, ce serait en premier lieu aux clients espagnols de votre banque, directement lésés par l'exception en cause, ou éventuellement à votre banque, indirectement touchée par cette mesure, qu'il appartiendrait d'intervenir; en s'attaquant à cette exception, seul un jurisconsulte espagnol pourrait trancher ce point.

A ces considérations d'ordre purement juridique s'ajoutent d'autres considérations qui nous conduisent à la même conclusion, soit qu'une intervention de notre part ne serait pas indiquée. Ainsi, à notre avis, une démarche même officieuse venant d'une mission étrangère risquerait fort de buter les autorités madrilènes, de les figer dans une attitude défensive; cela d'autant plus que les remous que pourrait aisément provoquer cette affaire sur le plan politique interne ne peuvent qu'inciter ces autorités à une prudence extrême. Il y aurait au contraire tout intérêt à ne fermer aucune porte, à traiter «en souplesse», sans faire appel à de grands principes juridiques, une affaire aussi délicate et dont personne ne peut dire aujourd'hui de quelle façon elle pourra être finalement résolue.

D'autre part, on peut se demander s'il ne serait pas hasardeux d'avancer certains des arguments sur lesquels vous estimez qu'une éventuelle démarche pourrait être fondée. Certes, il est clair que la sentence de confiscation espagnole est inexécutable en Suisse, tant en vertu du droit international public que, comme l'a fort bien démontré M. le Professeur Secrétan, en vertu du droit international privé; mais serait-ce véritablement dans votre intérêt d'opposer, d'entrée de cause, une telle fin de non-recevoir qui risquerait fort d'indisposer définitivement les autorités espagnoles? Quant à l'argument concernant l'aide financière apportée à l'Espagne et au Gouvernement du Général Franco en 1938[5], il n'est pas d'un poids décisif, tant il est vrai qu'on ne pourrait l'avancer que très prudemment, dans le cours d'une conversation et au moment opportun.

Ainsi donc, tant du point de vue juridique que du point de vue tactique, nous estimons qu'une intervention officielle ou officieuse de notre part ne serait ni justifiable ni recommandable.

Cela dit, je saisis parfaitement les soucis que vous cause cette affaire et vous assure que nous souhaitons sincèrement, dans votre intérêt comme dans celui des banques suisses en général, qu'une solution soit trouvée qui permette de sortir de cette impasse. Dans toute la mesure du possible, mais donc à l'exclu-

5. *Cf. DDS, vol. 13, N°s 59 et annexes et 255.*

sion d'une démarche directe de notre Ambassade, nous sommes prêts à vous aider dans la recherche d'une telle solution. Notre Ambassadeur[6] pourra par exemple faciliter vos démarches à Madrid, ainsi d'ailleurs qu'il s'y est toujours prêté jusqu'ici, en organisant par exemple le dîner suggéré par M. Nuñez, lors de son entretien à Paris avec M. Umbricht[7], et où vous rencontreriez le Ministre du Commerce[8] et le Ministre des Finances[9]. De cette façon, notre Ambassade donnera à entendre aux autorités espagnoles que nous ne sommes pas indifférents aux développements de cette affaire et souhaitons qu'une solution intervienne qui satisfasse chacune des parties.

Je me réfère, à propos de l'appui que vous savez pouvoir trouver à notre Ambassade à Madrid, à mon récent téléphone et vous confirme que M. Fumasoli a eu l'occasion de s'entretenir avec M. Manuel Arburua, président du Banco Exterior de España[10]. Voici comment M. Fumasoli nous a rapporté ce que M. Arburua lui a confié:

«M. Schweizer est venu me voir le jour de son départ avant Noël et il me déclara que d'après ce qu'il avait pu apprendre les plus grandes difficultés au règlement de l'affaire seraient faites par le Ministre du «Mouvement» (Phalange), M. José Solis Ruiz, et qu'il se demandait comment il allait surmonter cet écueil de nature politique. Je lui répondis que je me chargeais de M. Solis et qu'il ne devait pas le craindre. En effet, j'ai parlé avec Solis et je lui ai dit qu'on répète partout que c'est lui qui s'oppose à l'arrangement du problème avec la banque suisse; que cela est dangereux parce que les capitaux étrangers se méfient de nous; qu'il fallait donc, dans son intérêt, qu'il détruise cette rumeur qui nuit à la Phalange et qu'il accepte de régler l'affaire. M. Solis donna dans le panneau et me dit que j'avais raison, qu'il était tout disposé à étudier une solution et à la discuter avec les banquiers suisses s'ils allaient le voir. Il faut donc que M. Schweizer revienne et je suis tout prêt à l'accompagner chez le Ministre Solis avec vous si vous voulez venir et à vous aider à trouver une sortie.»

A cela, M. Fumasoli a répondu que vous alliez sans doute arriver d'un moment à l'autre et qu'on verrait alors ce qu'il conviendrait de faire.

Il m'intéressera d'apprendre, le moment venu, quelle solution se dessine. Je serai, bien entendu toujours à votre disposition pour examiner tout nouveau développement de cette affaire qui pourrait, le cas échéant, nécessiter et justifier une intervention plus directe de notre part[11].

---

6. *M. Fumasoli.*
7. *Cf. la lettre de V. Umbricht à M. Petitpierre du 27 janvier 1960, non reproduite.*
8. *A. Ullastres.*
9. *M. Navarro Rubio.*
10. *Cf. la lettre de M. Fumasoli à R. Kohli du 26 janvier 1960, non reproduite.*
11. *Sur la suite de l'affaire, cf.* E 2001(E)1988/16/734.

68

E 5001(G)1970/5/5
[DoDiS-15417]

Notice interne du Département militaire[1]

Résumé de l'entretien du Maréchal Lord Montgomery of Alamein

Confidentiel *[Berne],* 4 février 1960

Comme l'année dernière[2], un entretien animé par le Maréchal Montgomery s'est déroulé, le 26 janvier 1960 lors d'un dîner à l'Ambassade de Grande-Bretagne. Ont assisté à cet entretien, outre le Chef du Département militaire fédéral[3], le chef de l'Etat-major général[4], le chef de l'instruction[5], le directeur de l'administration militaire[6], le sous-chef EM front[7] et le colonel brigadier Bracher. L'orateur était d'excellente humeur, paraissait en bonne santé et semblait être convaincu plus que jamais de l'infaillibilité de son jugement. Les commentaires peuvent être résumés comme suit:

1. *Les deux étapes*. Deux étapes ont nettement marqué la période d'après-guerre. La première a été celle de la guerre froide en Europe. Il fallait pour les Occidentaux relever et réorganiser économiquement, politiquement et militairement l'Europe affaiblie. Ce but est atteint. La première étape constitue ainsi une victoire pour l'Ouest. Elle a pris fin avec la création de l'OTAN et à la mort de Staline.

La deuxième étape est placée sous le signe de l'équilibre des forces, ce qui exclut une guerre en Europe, et met en relief la nécessité de trouver une forme de coexistence. A cet égard, la «diplomatie de la visite», inaugurée par le voyage de Boulganine et Khrouchtchev en Angleterre, en est une manifestation typique.

Montgomery s'est rendu à l'évidence que, dans cette seconde phase, les problèmes de sécurité mondiale ne pourront plus être résolus dans le cadre d'une organisation défensive, telle que celle de l'OTAN, mais qu'il s'agit d'une affaire globale. Il a par conséquent décidé de résilier ses fonctions et, libre de tout lien, de s'informer en hauts lieux. Au cours de l'année dernière, il a rencontré Eisenhower, Herter, Khrouchtchev et Nehru.

Il sera reçu en mai prochain par Mao-Tse-Tung.

---

1. *Notice signée par A. Käch.*
2. *Le Maréchal Montgomery a séjourné en Suisse en janvier-février 1959 (cf.* E 5001(F)1970/4/18*), mais aucun compte rendu de l'entretien organisé à cette époque à l'Ambassade de Grande-Bretagne n'a pu être retrouvé. En revanche, sur la visite de Montgomery à P. Chaudet du 26 février 1958, cf. la notice* Secret *de A. Käch transmise à tous les membres du Conseil fédéral le 18 mars 1958,* E 5001(F)1970/7/R 3698 (DoDiS-16392).
3. *P. Chaudet.*
4. *J. Annasohn.*
5. *R. Frick.*
6. *A. Käch.*
7. *P. L. Burckhardt.*

2. *Les questions à Khrouchtchev*. Au cours de son voyage à Moscou, Montgomery a tenu *[sic]* d'obtenir, en s'entretenant avec Khrouchtchev et d'autres interlocuteurs, notamment avec des maréchaux, une réponse aux 3 questions ci-après qu'il s'est posées. Il attache du prix au fait qu'au cours de sa conversation avec Khrouchtchev il était seul et que l'interprète était Russe et non pas Anglais. Khrouchtchev a pu dès lors s'exprimer plus librement.

a. *La Russie veut-elle faire la guerre?*

Montgomery a trouvé l'état d'esprit en Russie, qu'il avait visitée la dernière fois en 1947 sur l'invitation de Staline, très différent et détendu. Khrouchtchev a assuré que le but essentiel de la politique russe est d'assurer la paix. Pour les deux camps, les conséquences d'une guerre seraient par trop désastreuses. La Russie est pressée d'avoir des biens de consommation et d'élever son standard de vie. Les gens veulent des appareils de télévision, des machines à laver, des radios, de bons logements, etc. Le temps est venu pour la Russie de rattraper son retard aussi bien dans ce domaine que dans celui de l'économie civile. Une guerre réduirait à néant ces aspirations.

Montgomery a retiré la même impression de ses entretiens avec les maréchaux. De plus, il a eu aussi le sentiment, dans ce milieu, que la Russie n'était pas organisée pour une guerre qui pourrait se transformer en conflit mondial.

Montgomery en a donc conclu que la Russie ne voulait pas la guerre.

b. *Quelle opinion les Russes ont-ils des Allemands?*

Khrouchtchev a très nettement déclaré que les Allemands réunis à nouveau sous une même direction centrale redeviendraient un danger tout comme avant. L'Allemagne ne doit donc pas être réunifiée si l'on veut préserver la paix. La Russie ne doit pas abandonner ce point de vue.

c. *Que pense la Russie de la Chine?*

Khrouchtchev a commencé par affirmer que la Chine et la Russie, attachées à la même idéologie, ne peuvent pratiquement en venir aux mains. Montgomery dit alors à Khrouchtchev son étonnement d'une crainte plus grande face à 70 millions d'Allemands qu'à 700 millions de Chinois, qui dans 10 à 20 ans seront 1000 millions. Ce fut le seul moment dans l'entretien où Khrouchtchev eut un instant d'hésitation avant de répondre. Il dit alors que la Russie considérait *actuellement* l'Allemagne comme une plus grande menace que la Chine. Ce que sera la situation dans 20 ans, personne ne peut le dire aujourd'hui.

3. *Les erreurs des hommes d'Etat occidentaux*. Selon Montgomery, l'Ouest n'aurait ni plan, ni chef pour déterminer sa politique dans la seconde phase, dans laquelle nous nous trouvons maintenant. Les hommes d'Etat occidentaux seraient enferrés dans des idées dépassées et prendraient volontiers leurs désirs pour des réalités. Ils seraient avides de popularité et n'auraient pas le courage d'innover. A l'appui de ses constatations, Montgomery cite 3 exemples:

a. Il est illogique de ne pas reconnaître la République démocratique d'Allemagne. Cet Etat existe et il faut s'accommoder de cette réalité.

b. Aucune entente ne peut être scellée, à moins de renoncer à la réunification de l'Allemagne. Les occidentaux devraient le faire comprendre à Adenauer.

c. Il est complètement illogique d'ignorer l'existence du plus grand pays du monde, la Chine, et d'agir comme si sa capitale serait Taipeh et non Pékin.

4. *Le problème Inde-Chine*[8]. Montgomery ne croit pas que la Chine veut faire la guerre à l'Inde. En revanche, l'opinion publique en Inde est très agitée et influe très fortement sur son gouvernement. La réception enthousiaste et indescriptible qui a été ménagée à Eisenhower à la Nouvelle Delhi s'explique par le fait que le peuple était persuadé que sa présence représentait l'aide américaine apportée à l'Inde dans le conflit avec la Chine avec toutes les conséquences que cela comporte.

Le commandant en chef de l'Inde a expliqué à Montgomery que les Chinois exercent une pression sur le territoire indien dans des régions impraticables ou ont pénétré sur le territoire indien avec des forces insignifiantes. Cette affaire en soi n'a pas grande importance. Sous la pression de l'opinion, l'Inde a dû cependant réagir fermement. Un corps d'armée au complet fut déplacé vers la région frontière menacée. II a fallu donc établir les liaisons, construire des baraquements, etc., travaux dont le coût est évalué à 200 millions de livres. Dans les cercles gouvernementaux indiens, on a l'impression que la Chine chercherait avant tout à forcer l'Inde à faire de telles dépenses pour empêcher, ou tout au moins retarder, son renforcement économique et financier et, notamment, faire échouer le deuxième plan quinquennal. La Chine est non seulement supérieure à l'Inde par le chiffre de sa population, mais avant tout parce qu'elle a une idéologie, une discipline et un chef, tandis que l'Inde, si elle a aussi une idéologie, fondée sur une personnalité (Gandhi), n'a en revanche ni discipline, ni direction ferme.

Montgomery est de plus en plus fortifié dans son idée que les Chinois détiennent la clé de la paix mondiale. Il a donc décidé de visiter la Chine. Pendant sa visite de 4 jours à La Nouvelle Delhi, il en a fait la demande par le canal de l'Ambassade de Chine et a reçu la réponse sur place encore: Mao-Tse-Tung est prêt à le recevoir.

5. *La vie pendant la deuxième phase.* Montgomery estime qu'une guerre en Europe ou une guerre mondiale est exclue. Il appuie sa thèse sur les effets effroyables des armes nucléaires et bactério-biologiques. La règle pour l'Europe est de défendre et de maintenir les positions acquises et, pour le reste, de s'organiser sous le signe de la coexistence. La guerre froide continue, mais principalement en Asie et en Afrique.

Pendant la première phase, les préoccupations du monde occidental ont été, pour ainsi dire, d'ordre interne. Cette étape s'est achevée sur un succès pour l'Occident. Ce qu'il faut maintenant, c'est regarder vers l'extérieur et combattre les actions de la guerre froide, notamment en Asie et en Afrique. Pour cela, l'Ouest n'a ni plan, ni organisation. Il s'agit dans l'ensemble non seulement d'une question de puissance militaire, mais aussi et avant tout d'une question d'idéologie et de moral.

---

8. *Sur les tensions entre la Chine et l'Inde, cf. notamment la lettre de J.-A. Cuttat à R. Kohli du 24 mars 1960*, E 2300(-)1000/716/302 (DoDIS-14425).

69

E 2800(-)1967/59/58
[DoDiS-15497]

Notice interne du Département politique

Note sur l'adoption éventuelle de l'avion français «Mirage IV»[1]

Confidentielle Berne, 5 février 1960

Le directeur de l'Administration militaire fédérale, M. A. Kaech, a bien voulu me dire que la Commission de défense nationale s'est prononcée en faveur de l'adoption de l'avion français «Mirage IV», plutôt que de l'appareil suédois «Draken». La question doit maintenant être soumise au Conseil fédéral.

Il y a lieu à ce propos de faire les remarques suivantes:

Relations franco-suisses

Une appréciation réaliste des relations bilatérales franco-suisses laisse peu d'espoir d'obtenir des avantages pour la Suisse du fait de l'adoption, par notre aviation, du «Mirage IV». Il s'agit là de défense nationale. Cela se prête mal à des arrangements économiques et commerciaux, même à titre officieux. Du côté français on risque fort de considérer que l'on rend un service à la Suisse en lui permettant de bénéficier d'un des plus beaux produits de la construction aéronautique française. D'autre part, la France mise, en ce moment, sur le Marché commun. Elle est liée par ses obligations envers ses 5 partenaires et se déclare dans l'impossibilité de donner à un pays tiers, comme la Suisse, un traitement qui s'écarterait des règles du Marché commun, même pour tenir compte de la structure particulière des exportations suisses vers la France.

L'adoption du «Mirage IV», prenant la forme d'une fabrication sous licence, sera une opération à long terme, dont les effets se dérouleront pendant plusieurs années. Il y a lieu de relever à ce propos que le redressement économique et la stabilité politique de la France sont loin d'être chose acquise. Si chacun espère une consolidation, personne ne peut affirmer que la réalisation d'une opération à long terme, comme celle qui est envisagée, ne risquerait pas d'être entravée par des soubresauts politiques du genre de ceux qui viennent de se manifester[2].

Quant à la valeur d'engagements pris du côté français, il est regrettable de constater que l'accord tarifaire franco-suisse[3], n'est pas appliqué par la France. La note de protestation remise par l'Ambassadeur de Suisse au Ministère français des Affaires étrangères le 19 janvier 1960[4], est restée, jusqu'à ce jour,

1. *Note signée par O. Long.*
2. *Allusion à la «semaine des barricades», à Alger, du 24 janvier au 1er février 1960, provoquée par le rappel en France du Général Massu.*
3. *A ce sujet, cf.* E 2001(E)1972/33/C 195.
4. *Le texte de la note n'a pas été retrouvé. Celle-ci visait à protester* contre le retard apporté à la mise en application des concessions tarifaires, *cf. le télégramme N° 3 de W. Senger à O. Long du 20 janvier 1960,* E 2001(E)1972/33/C 195.

sans résultat. La violation d'un engagement aussi important qu'un accord tarifaire ne doit pas être négligée dans l'appréciation de la situation présente et des perspectives d'avenir.

Relations entre les Six et les Sept

L'adoption du «Mirage IV» par la Suisse risque d'avoir des répercussions fâcheuses sur la collaboration entre les Sept au moment où tout doit être fait pour assurer l'édification et un démarrage vigoureux de l'Association européenne de libre échange[5]. Ceci d'autant plus que le «Mirage IV» sera préféré à un appareil suédois.

L'AELE n'implique pas seulement l'élimination des obstacles aux échanges mais aussi le resserrement des liens économiques et industriels entre les pays membres. Il sera difficile de faire comprendre à la Suède pourquoi la Suisse s'adresse à un pays du Marché commun pour une affaire qui porte sur plusieurs centaines de millions de francs, au moment où les industries des Sept doivent faire un grand effort pour développer leur coopération au sein de l'AELE. Ceci d'autant plus que les échanges commerciaux avec la Suède laissent à la Suisse, année après année, un solde créditeur important (1958: fr. 100 millions, 1959: fr. 75 millions). A l'inverse, les échanges de la Suisse avec la France sont toujours fortement déficitaires (1958: fr. 262 millions, 1959: fr. 432 millions).

D'autre part, la Suisse créera, au sein de l'AELE, un dangereux précédent qui risque d'ouvrir la voie à d'autres opérations du même genre. Par exemple, le Danemark envisageait, au moment de la conclusion du Traité de Stockholm, de créer une grande usine de montage «Volkswagen» au Danemark. La Suède s'efforce de l'en dissuader au profit de la voiture suédoise «Volvo» et au nom de la solidarité entre les Sept.

Il est à craindre que la réalisation de l'opération «Mirage IV» par la Suisse ne provoque un certain malaise au sein de l'AELE. De l'autre côté, cette opération alimentera la propagande de ceux des Six qui cherchent à présenter l'AELE comme quantité négligeable. La France y verra une preuve de cette thèse et s'en servira pour montrer que les Six n'ont rien à craindre sur les marchés des Sept. Les Pays-Bas et l'industrie allemande, qui sont nos meilleurs soutiens chez les Six, se trouveront désarmés.

Enfin, le Département d'Etat des Etats-Unis et M. Dillon trouveront aussi dans cette opération une confirmation de leur opinion selon laquelle il n'y a pas lieu de craindre une division économique de l'Europe et que les arguments des Sept à cet égard relèvent essentiellement de la propagande.

En conclusion, l'adoption du «Mirage IV» risquerait fort d'affaiblir la position de l'AELE vis-à-vis des Six et des Etats-Unis d'Amérique au moment où s'engagent des négociations difficiles et importantes pour l'avenir de la coopération économique européenne[6]. D'autre part, on ne peut guère en espérer des avantages sur le plan des relations économiques et commerciales franco-suisses.

---

5. *Cf. N° 58 dans le présent volume.*
6. *Cf. N° 66 dans le présent volume.*

70

E 2004(B)1971/13/7–8
[DoDiS-15792]

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Rabat, R. Stoudmann, au Chef de la Division des Affaires administratives du Département politique, P. Clottu

Rang de notre représentation diplomatique à Rabat et de celle du Maroc à Berne

L Confidentielle Rabat, 26 février 1960

Avant mon départ pour le Maroc, vous m'avez entretenu du futur rang de notre représentation à Rabat et de celle du Maroc en Suisse[1]. De mon côté, je vous ai rapporté les réactions du Ministre Long, lorsqu'il apprit que M. de Tschudi serait remplacé provisoirement par un Chargé d'affaires intérimaire[2].

Comme vous me l'aviez demandé, j'ai fait un sondage officieux à ce sujet auprès du Directeur de la Division «Europe» au Ministère des Affaires étrangères. La conversation s'est déroulée de part et d'autre sur un plan strictement personnel, ce qui convenait certainement mieux à ce stade préliminaire.

M. Chorfi m'a confié:

a) que la Légation du Maroc à Berne aurait été élevée au rang d'Ambassade, déjà lors du séjour de Sa Majesté Mohamed V en Suisse, si le Souverain n'avait pas dû précipitamment regagner Rabat[3],

b) que le Roi souhaitait cette transformation en raison de l'estime dans laquelle il tient notre pays (le secrétaire particulier du Souverain, que j'ai rencontré cette semaine, m'a dit que le monarque cherchait à acquérir une villa en Suisse dans la région de Vevey-Montreux, où il espère pouvoir venir se reposer chaque année) et afin de resserrer encore les liens qui unissent la Suisse et le Maroc. De son côté, le Maroc accueillerait naturellement avec beaucoup de satisfaction la transformation de notre Légation en Ambassade. Faute de diplomates disponibles, vu la conjoncture politique actuelle (mais mon interlocuteur a ajouté confidentiellement que la situation pourrait évoluer rapidement, ce qui permettrait de faire appel à des personnalités présentement à l'écart), M. Chorfi m'a laissé entendre que la transformation projetée n'entraînerait peut-être pas immédiatement l'envoi à Berne d'un Ambassadeur du Maroc, mais que le principe de la réciprocité serait certainement accepté sans autre.

En passant, M. Chorfi m'a prévenu, sous le couvert du secret, que le Portugal élèverait sous peu sa Légation au Maroc en Ambassade, de sorte que nous serions, a-t-il ajouté, les derniers, avec la Grèce et le Danemark, à entretenir une Légation à Rabat.

---

1. *Pour les échanges à ce sujet, cf.* E 2004(B)1971/13/7–8.
2. *R. Stoudmann.*
3. *Sur le séjour du Roi du Maroc en Suisse, où il s'est soumis à une intervention chirurgicale, cf.* E 2001(E)1972/33/289.

Dans ces conditions, et compte tenu aussi de l'opinion du Ministre Long à l'égard de nos intérêts économiques et des prochaines négociations qu'il entamera avec les autorités marocaines, je crois que si la transformation de notre Légation en Ambassade intervenait à brève échéance, même sans que nous soyons en mesure, à ce moment-là déjà, de solliciter l'agrément pour le successeur de M. de Tschudi, nous en tirerions certainement avantage, sans que, du point de vue budgétaire, il s'en suive une augmentation de dépenses pour la caisse fédérale.

Je vous serais dès lors très obligé de me faire connaître les vues du Département à ce sujet et de me communiquer, le cas échéant, ses instructions[4].

---

4. *Dans sa séance du 18 mars 1960, le Conseil fédéral décide d'élever au rang d'Ambassade la Légation de Suisse à Rabat et désigne E. Bernath en qualité d'Ambassadeur au Maroc, cf. PVCF N° 474 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/635 (DoDIS-15795).

71

E 2200.19(-)1972/16/23
[DoDIS-14886]

L'Ambassadeur de Suisse à Rome, Ph. Zutter, au Chef de la Division des organisations internationales du Département politique, J. Burckhardt

L Berne, 12 mars 1960

Par lettres du 9[1] et du 26 février[2], vous avez bien voulu me remettre le programme de l'Aide suisse à l'étranger pour 1960 et le programme général de cette association pour les années 1961 à 1963. Vous me demandez mes observations.

J'ai pris connaissance de cette documentation avec d'autant plus d'attention que je me suis personnellement beaucoup intéressé aux œuvres d'entraide, notamment lorsque je dirigeais les Organisations internationales[3]. En ce qui concerne l'action de l'Aide suisse à l'Europe en Italie, je n'ai pas de remarques importantes à formuler sur l'affectation des montants attribués à ce pays. J'appelle cependant votre attention sur le fait qu'en Italie ce ne sont pas uniquement les besoins immédiats à soulager qui constituent le problème essentiel. Dans ce pays, les contrastes sont fortement marqués et il y a d'énormes différences entre les régions du Nord et celles du Sud. La Lombardie, par exemple, peut être considérée comme un des pays techniquement les plus avancés d'Europe, tandis que certaines contrées du «Mezzogiorno» appartiennent à la catégorie des pays sous-développés. Que le Gouvernement

---

1. *Cf. la lettre de J. de Rahm à Ph. Zutter du 9 février 1959, non reproduite.*
2. *Cf. la lettre de B. Turrettini à Ph. Zutter du 26 février 1959, non reproduite.*
3. *Ph. Zutter a dirigé la Division des organisations internationales du Département politique d'avril 1948 à juillet 1949.*

ne puisse remédier utilement à cette situation, c'est un fait qui ne rentre pas dans le champ des présentes considérations. Le problème est d'ailleurs extrêmement compliqué, car, en Italie, il semble que les régions favorisées deviennent de plus en plus riches alors que celles qui sont naturellement déshéritées vont toujours en s'appauvrissant. Les autorités font de louables efforts, mais la situation générale du pays est obérée par l'existence de deux millions de chômeurs, ce qui ne facilite pas les opérations. Il ne faut pas oublier, en outre, que la présence d'un parti communiste extrêmement nombreux et cherchant à semer des obstacles sous les pas du Gouvernement ne facilite pas l'entente indispensable à toute œuvre d'entraide.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir séparément avec les dirigeants de l'«Unione nazionale per la lotta contro l'analfabetismo», d'une part, et avec Mlle Balmelli, déléguée pour l'Italie de l'Aide suisse à l'Europe, d'autre part. Mes conversations avec ces personnes m'ont fait une bonne impression. Les dames qui président l'Union nationale pour la lutte contre l'analphabétisme ont compris que le problème du combat contre la misère en Italie doit être attaqué à la racine. C'est, en réalité, le manque d'instruction et d'éducation de larges secteurs de la population auquel il faut remédier. Au fond, les illettrés sont exposés à la misère non pas seulement parce qu'ils ne savent pas lire, mais parce qu'ils ne sont pas éduqués. C'est la raison pour laquelle l'Union attache un grand prix aux contacts qui avaient été établis entre certains membres du corps enseignant italien des régions du Sud et le canton du Tessin où les visites de maîtres avaient lieu. Il est clair que seule la Suisse, où l'italien est parlé, peut offrir à des maîtres d'écoles élémentaires du Sud de l'Italie le moyen de voir ce qu'est une école bien comprise. L'Italie a fait de semblables essais avec le Danemark où, naturellement, faute d'un langage commun, le résultat a été décevant. Je crois donc qu'il serait heureux que l'on puisse poursuivre cette entreprise qui avait été heureusement commencée et avait donné de bons résultats. C'est sur place que l'on peut en juger le mieux. Il semble que la succession pratique de la Délégation de l'Aide suisse à l'Europe sera confiée à Caritas, qui procéderait à la répartition de l'aide de notre pays. Loin de moi l'idée de vouloir soulever une question confessionnelle, car je sais trop tout le bien que l'Eglise fait dans le monde. Cependant, dans un pays comme l'Italie, il est à prévoir que l'aide canalisée par Caritas sera distribuée par l'intermédiaire des religieux de différentes catégories et touchera surtout un public déterminé. Or, ce ne sont pas seulement les familles chrétiennes qui reçoivent déjà un enseignement qui ont besoin d'être secourues physiquement et moralement, ce sont plutôt les milieux où l'Eglise ne peut pénétrer et où ses bienfaits sont méconnus.

J'ai prié Mlle Balmelli, à l'issue de la conversation que nous eûmes ensemble, de consigner les remarques qu'elle m'avait exposées dans un bref mémoire. Elle vient de me l'envoyer et je vous le soumets sous ce pli[4]. J'ajoute que Mlle Balmelli, dans la lettre d'envoi[5], me confirme que la décision de supprimer

---

4. *Cf. le rapport* Informations sur l'activité de la Délégation de l'ASE en Italie *de C. Balmelli du 8 mars 1960, non reproduit.*

5. *Cf. la lettre de C. Balmelli à Ph. Zutter du 9 mars 1960, non reproduite.*

la Délégation de l'Aide suisse à partir de cette année a causé de l'inquiétude dans différents milieux italiens, à tel point que les associations italiennes intéressées ont suggéré la formation d'un petit groupe d'experts italiens et d'un groupe tessinois pour pouvoir poursuivre, dans la limite du possible, l'organisation des voyages d'études en Suisse, dans le cas, bien entendu, où l'Aide suisse à l'Europe renoncerait définitivement à s'occuper de cette tâche.

Je tiens à souligner, avant de terminer, qu'aussi bien les dirigeants de l'Union nationale de la lutte contre l'analphabétisme que Mlle Balmelli ont été d'une parfaite objectivité dans les explications qu'elles m'ont fournies. Il ne s'agit nullement de questions personnelles; Mlle Balmelli me paraît animée d'un bon esprit. C'est pourquoi je regretterais la suppression de la Délégation de l'Aide suisse à l'Europe en Italie, où elle pourrait encore déployer une activité fort utile.

72

E 2800(-)1967/59/36
[DoDiS-16060]

Le Chef du Département militaire, P. Chaudet,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Acquisition d'armes nucléaires

L Secret — Berne, 21 mars 1960

Par décision du 23. 12. 58[1], le Conseil fédéral a, entre autres, chargé le Département militaire d'étudier la possibilité de l'acquisition d'armes nucléaires; il a précisé que des sondages à l'étranger devaient se faire en étroite collaboration avec votre département afin que soient pleinement sauvegardés les principes de notre politique de neutralité.

Si nous n'avons pas encore abordé la question jusqu'à ce jour, c'est pour diverses raisons: d'une part, il nous importait avant tout de mener à leur conclusion des travaux concernant la réorganisation de l'armée[2]; d'autre part, les probabilités de contacts fructueux tendant à l'acquisition d'armes nucléaires nous paraissaient des plus aléatoires; enfin, nous avons pensé qu'il s'imposait d'attendre quelque peu après la déclaration de principe du Conseil fédéral, de juillet 1958[3], aussi bien pour laisser le temps à l'opinion suisse de se faire à l'idée de notre armement nucléaire que pour nous permettre de mieux apprécier les réactions de l'étranger[4]. Cela, non pas pour nous laisser influencer par l'opinion – car même des réactions défavorables ne sauraient nous pousser à l'abstention – mais seulement pour agir en meilleure connaissance de cause.

---

1. *Cf. PVCF No 2252 du 23 décembre 1958,* E 1004.1(-)1000/9/620.1*, ainsi que le PVCF-D du 23 décembre 1958,* E 1003(-)1970/344/2 (DoDiS-14963).
2. *Cf. No 37, note 10, dans le présent volume.*
3. *Cf. No 10 dans le présent volume.*
4. *Cf. No 11 dans le présent volume.*

En revanche, les experts chargés de la recherche d'un nouveau type d'avion[5] et de celle concernant des fusées sol-air pour notre armée ont déjà également porté leur attention sur la possibilité de dispositifs de lancement de bombes atomiques, respectivement sur la possibilité de remplacer l'explosif conventionnel par une tête nucléaire. La même question a été examinée dans des études préliminaires portant sur les engins sol-sol.

Les Etats-Unis d'Amérique sont en train d'étudier un élargissement et un assouplissement de leur doctrine en matière de mise à disposition d'armes nucléaires à leurs alliés, de même que dans le domaine de la communication de certains secrets[6]; la France vient de faire éclater sa première bombe nucléaire et par conséquent, d'accroître de facto le nombre des membres du club atomique; le bruit court que la Chine communiste aurait, d'ici deux ou trois ans, sa propre arme nucléaire. Ainsi s'étend, irrésistiblement, le nombre des détenteurs de l'arme nucléaire. Le fait étant maintenant acquis, le moment nous paraît venu d'effectuer les sondages dont le Conseil fédéral a chargé le Département militaire[7].

Nous proposons que ces sondages touchent tous les pays susceptibles d'être fournisseurs ou qui auraient un intérêt à une collaboration et participation de notre part. Nous posons en principe que dans un cas comme dans l'autre, nous n'accepterions la discussion que sur une base strictement commerciale à l'exclusion de toutes conditions qui auraient pour effet de nous lier militairement ou politiquement. L'obligation dans laquelle nous serions très probablement d'envoyer à l'étranger des équipes pour leur instruction devrait elle-même faire l'objet d'un accord sauvegardant le principe de notre indépendance. Une telle obligation résultera d'ailleurs déjà de l'introduction de fusées, même si elles ne sont pas munies de têtes nucléaires.

Nous proposons que soient établis, sans tenir compte du dépôt des deux initiatives concernant notre armement atomique[8], les contacts suivants:

1. Avec les USA, la Grande-Bretagne, l'URSS – pour faire connaître que nous nous intéresserions à l'achat, sous conditions strictement commerciales, d'armes nucléaires. Chaque pays étant en outre informé qu'une démarche semblable est faite auprès des deux autres.

2. Avec la France, pour l'informer que nous nous intéresserions à l'achat, sous conditions strictement commerciales, d'armes nucléaires et que nous serions prêts à examiner dans quelles limites nous pourrions participer aux frais des essais à condition de pouvoir également prendre part à ces essais.

3. Avec la Suède, pour l'informer que nous serions prêts à examiner dans quelles limites nous pourrions participer, financièrement également, aux recherches et essais en vue de la fabrication d'armes nucléaires.

---

5. *Cf. la table méthodique:* IV.2. Exportations et importations d'armes et de matériel de guerre.

6. *A ce sujet, cf. N° 147 dans le présent volume.*

7. *Cf. note 1.*

8. *Il s'agit de l'initiative populaire* pour l'interdiction des armes atomiques, *déposée le 29 avril 1959 et ayant abouti le 19 mai 1959 (FF, 1959, vol. I, pp. 1411–1413), et de l'initiative populaire* sur le droit du peuple de décider de l'équipement de l'armée suisse en armes atomiques, *déposée le 24 juillet 1959 et ayant abouti le 18 août 1959 (FF, 1959, vol. II, pp. 329–331).*

Il va de soi qu'au cas où un accord international intervenait concernant l'armement nucléaire, nous réviserions notre position à la lumière de cet accord. Il va également de soi que nous conformerons notre attitude au sort que pourraient nous imposer les initiatives concernant l'armement atomique.

73

E 2800(-)1967/59/36
[DoDiS-16061]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Chef du Département militaire, P. Chaudet

Acquisition d'Armes nucléaires

L Secret Berne, 30 mars 1960

J'ai bien reçu votre lettre du 21 mars[1] concernant des sondages qui pourraient être effectués auprès des Gouvernements américain, anglais et soviétique en vue de l'achat d'armes nucléaires. Vous prévoyez aussi des démarches auprès des Gouvernements français et suédois.

Tout en comprenant votre souci de ne pas perdre de temps et votre désir de doter notre armée d'armes nucléaires, je pense que le moment n'est pas encore venu de procéder aux sondages et démarches que vous envisagez.

L'interdiction des armes atomiques demeure un problème hautement politique. Deux conférences internationales s'en occupent actuellement. Elle sera discutée à la conférence au sommet qui doit se tenir en mai prochain[2].

Des démarches de notre part ne seraient aujourd'hui pas comprises. Elles susciteraient de vives critiques à l'étranger, où l'on nous accuserait de vouloir saboter les conférences en cours et où nous nous exposerions à être ridiculisés puisque nous donnerions l'impression de vouloir imiter la France en cherchant à entrer dans le club atomique. Sur le plan intérieur, on nous reprocherait de vouloir prévenir la votation sur les initiatives populaires en suspens[3] et nous compromettrions le résultat de cette votation.

Enfin et surtout ces démarches se heurteraient vraisemblablement à un échec auprès des trois puissances atomiques auxquelles nous nous adresserions, à moins que – ce qui serait encore pire – seule l'URSS se déclare prête à entrer dans nos vues, pour nous mettre dans l'embarras.

Les risques et les inconvénients de sondages entrepris actuellement l'emportent largement sur les avantages très problématiques que pourrait en retirer notre défense nationale.

---

1. *Cf. N° 72 dans le présent volume.*
2. *Convoquée à Paris, le 16 mai 1960, la conférence réunissant autour du Général de Gaulle, D. Eisenhower, N. Khrouchtchev et H. Macmillan a été ajournée à la première rencontre, à cause de la tension provoquée par l'abattage d'un avion-espion américain.*
3. *Cf. N° 72, note 8, dans le présent volume.*

Je suis donc tout à fait opposé à ce que le Département militaire entreprenne aujourd'hui quoi que ce soit dans ce domaine. Peut-être pourriez-vous soumettre la question au Conseil fédéral à l'occasion d'une de ses prochaines séances[4].

---

4. *Cf. PVCF-D du 5 avril 1960,* E 1003(-)1970/344/4 (DoDIS-16077). *A l'issue de la discussion du Conseil fédéral, le Président de la Confédération, M. Petitpierre,* tire la conclusion que, dans les discussions sur la réforme militaire, le chef du Département militaire devra déclarer que le Conseil fédéral tient des sondages pour inopportuns actuellement, mais que la décision de 1958 subsiste. Il est entendu que les deux départements intéressés ne feront pas de sondages à l'étranger sans une nouvelle décision du Conseil fédéral. *Cf. aussi PVCF N° 585 du 5 avril 1960,* E 1004.1(-)1000/9/636.1*:* Auf Grund einer vom Vorsteher des Militärdepartements eingeleiteten Aussprache wird beschlossen: Die unter Ziffer 3 des Bundesratsbeschlusses vom 23. Dezember 1958 betreffend Abklärung der Möglichkeiten zur Beschaffung von Atomwaffen vorgesehenen Abklärungen bei ausländischen Stellen dürfen erst auf Grund eines späteren Bundesratsbeschlusses vorgenommen werden. *Le 5 avril 1960, après la séance du Conseil fédéral, M. Petitpierre rédige une nouvelle lettre pour son collègue P. Chaudet, qui remplace celle qu'il lui a adressée le 30 mars, cf. N° 73 dans le présent volume, et où il a modifié ou biffé les passages jugés* trop énergiques. *Nous reproduisons ci-dessous la nouvelle version de la lettre – datée toujours du 30 mars 1960 – à partir du 4ème paragraphe:* Des démarches de notre part ne seraient aujourd'hui pas comprises. Elles susciteraient de vives critiques à l'étranger, où l'on pourrait nous accuser de vouloir saboter les conférences en cours. Sur le plan intérieur, on ne manquerait pas de nous reprocher d'ignorer les initiatives populaires en suspens et nous pourrions compromettre ainsi le résultat des votations sur ces initiatives. Enfin et surtout, ces démarches se heurteraient vraisemblablement à un échec auprès des trois puissances atomiques auxquelles nous nous adresserions. *Cf. la lettre (classée secrète) de M. Petitpierre à P. Chaudet du 30 mars 1960,* E 2800(-)1967/59/36.

74

E 2200.48(-)1978/37/38
[DoDIS-14740]

Der schweizerische Botschafter in Belgrad, A. Ganz, an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements[1]

S Belgrad, 9. April 1960

Heute früh liess mich der mit den Wirtschaftsfragen betraute Unterstaatssekretär im Aussenministerium, Crnobrnja, zu sich kommen, um mir den Wunsch seiner Regierung auszudrücken, mit der schweizerischen Regierung Besprechungen über eine eventuelle Verbindung Jugoslawiens mit der EFTA zu führen. Er führte zu diesem Thema ungefähr folgendes aus:

«Wie Sie bereits wissen, interessieren wir uns seit geraumer Zeit um Beziehungen zu der EFTA, weil uns durch die Integrationsbestrebungen in Westeuropa die Gefahr ernstzunehmender Diskrimination droht. Nachdem die sieben Staaten nun ratifiziert haben und das Sekretariat in Genf eingerichtet

---

1. *Kopie an die Handelsabteilung des EVD zur Kenntnisnahme.*

ist, nachdem sich Aussenminister Kreisky bei den kürzlichen Besprechungen in Belgrad positiv ausgesprochen hat und unser Botschafter in Bern[2] ebenfalls eine konstruktive Stellungnahme der zuständigen Stellen im Bundeshaus meldet, sind wir der Meinung, dass nun zu bilateralen Unterhaltungen mit den einzelnen Mitgliedstaaten der EFTA geschritten werden sollte. Wir verfolgen die Bemühungen Finnlands um eine Assoziation mit der EFTA, doch ist es uns bisher leider nicht gelungen, zu erfahren, welche Resultate die ersten Genfer Besprechungen gehabt haben. Auch wir denken an eine lockere Verbindung mit der EFTA, haben aber dafür weder eine Formel noch haben wir bisher konkrete Vorschläge ausarbeiten können. Unser Wunsch ginge dahin, etwa Ende dieses Monats sei es in Bern, sei es in Belgrad, Besprechungen mit schweizerischen Bevollmächtigten zu führen, die in erster Linie einer Fühlungnahme und einem Gedankenaustausch in der fraglichen Angelegenheit zu dienen hätte. Ich werde mich in den nächsten Tagen ebenfalls an den österreichischen Botschafter (Goertz) wenden, später auch an den schwedischen[3], möchte Sie aber bitten, Ihre Regierung unverzüglich von unserem Wunsch zu unterrichten und mir deren Stellungnahme mitzuteilen.»

Ich habe die Gelegenheit benützt, Herrn Crnobrnja über die Beziehungen Jugoslawiens zum Gemeinsamen Markt (EWG) auszufragen. Er antwortete was folgt:

«Schon vor ca. 6 Monaten haben wir uns angesichts des grossen Handelsvolumens zwischen unserem Lande und Italien mit der Bitte an die Italiener gewandt, über die möglichen Auswirkungen des EWG-Vertrages auf unseren Handel Besprechungen zu führen. Die Italiener zeigten sich im Prinzip bereit, zogen die Sache dann aber in die Länge, so dass Unterhaltungen bis jetzt nicht stattfanden. In neuester Zeit erfolgte aber ein Wandel; die Italiener erklärten sich nunmehr bereit, die Frage der Diskrimination mit uns einer Prüfung zu unterziehen. Wir werden in Bälde auf gewöhnlichem diplomatischem Wege in Rom Besprechungen führen und dabei danach trachten, einen Weg zu finden, auf dem uns Italien für die wesentlichen jugoslawischen Lieferungen in der Zollfrage entgegenkommen könnte. Auch andere Botschafter der EWG-Gruppe in Belgrad haben uns erklärt, dass ihre Länder bereit wären, in ähnlicher Weise vorzugehen. Natürlich handelt es sich hier ausschliesslich um bilaterale Möglichkeiten. Eine irgendwie geartete Assoziierung mit der EWG kommt für uns aus den gleichen Gründen nicht in Frage, die schon für die Schweiz und andere Mitglieder der EFTA massgebend waren. Solche Rücksichten bestehen für uns hinsichtlich der EFTA jedoch nicht. Darum ergreifen wir hier die Initiative.»

Auf meine Frage der möglichen Auswirkungen einer solchen Initiative auf die Haltung des Ostblocks erwiderte Crnobrnja:

«Nach der wiederholten negativen Einstellung des SEV[4] uns gegenüber, und angesichts der konsequenten Weigerung der Russen, uns die versprochenen industriellen Einrichtungen zu liefern oder auch nur gewöhnliche Lieferkredite

---

2. *S. Smodlaka befindet sich bis und mit dem 22. April in Belgrad.*
3. *Unger (Vorname nicht ermittelt) ist bis 18. April im Urlaub abwesend.*
4. *Es handelt sich um den Comecon (Rat für gegenseitige Wirtschaftshilfe).*

zu gewähren, haben wir keinerlei Rücksichten auf den Ostblock zu nehmen. Für die nächste Zeit rechnen wir auch nicht mit einer Änderung dieser unfreundlichen Politik, und wir müssen uns deshalb unabhängig von derselben um günstigere wirtschaftliche Beziehungen zu Westeuropa bemühen.»

Da die vorstehende Unterredung heute um 12 Uhr zu Ende ging, unser Kurier jedoch heute abend nach Bern abgeht, war es mir natürlich nicht mehr möglich, meinen österreichischen Kollegen Goertz zu konsultieren. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn sie mich innert nützlicher Frist über die Stellungnahme unserer Behörden zu dieser Initiative wie auch namentlich über die bisherigen, Jugoslawien betreffenden Unterredungen oder Fühlungnahmen orientieren würden[5]. In den letzten Monaten wurden wir von Bern aus nur sehr spärlich über die Angelegenheit orientiert, obwohl dieselbe meines Wissens mehrfach Gegenstand von Meldungen unserer Botschaft gewesen ist.

Eine Kopie dieses Schreibens geht an die Handelsabteilung des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes zur Kenntnisnahme.

5. *Vgl. Nr. 77 in diesem Band.*

75

E 2800(-)1967/59/24
[DoDiS-14426]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. René Bühler, ancien Conseiller national, le vendredi 29 avril 1960, à 16 h 30

[Berne, 29 avril 1960]

M. Bühler me pose la question suivante:

BBC[1] voudrait faire une affaire de quelques millions avec l'URSS. Cette affaire implique un crédit remboursable en cinq ans. BBC aimerait bénéficier de la garantie des risques à l'exportation[2]. L'Union des fabricants de machines s'est prononcée négativement. Il est possible que de tels cas se répètent. M. Bühler aimerait connaître mon avis.

Je lui réponds qu'à première vue, il n'y a pas un grand intérêt à trop développer les échanges avec l'URSS. Ce pays renoncera à traiter avec nous quand

1. *Brown Boveri & Cie.*
2. *L'application de la garantie des risques à l'exportation vis-à-vis de l'URSS est discutée à maintes reprises dans l'après-guerre. Cf. notamment la notice de M. Kaufmann à W. Stampfli du 24 mai 1945,* E 7110(-)-/2/1 (DoDiS-1913)*, ainsi que le* Protokoll der Sitzung der ständerätlichen Kommission zur Beratung der Botschaft des Bundesrates über die Revision des Bundesgesetzes betreffend die Exportrisikogarantie *du 8 septembre 1958,* E 7110(-)1970/113/9 (DoDiS-14507).

il n'y aura plus intérêt. En l'aidant, nous contribuons à lui faciliter la lutte qu'il mène contre les pays occidentaux dans ceux en voie de développement, auxquels il accorde également des crédits. Si un certain courant d'échanges se justifie, il n'y a pas un intérêt général pour que la Confédération assume des risques.

M. Bühler réplique que ce point de vue est celui de l'Union. A l'occasion, il reviendra sur la question.

76

E 1001(-)1000/6/113
[DoDIS-15520]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Participation de parlementaires suisses à certains travaux du Conseil de l'Europe

P Berne, 3 mai 1960

Le 21 juin 1959[1], M. Benvenuti, Secrétaire général du Conseil de l'Europe, a adressé aux Chambres fédérales, par l'intermédiaire du Département politique, une invitation du Conseil des Ministres et de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, à désigner des représentants qui assisteraient aux débats de cette Assemblée relatifs à l'activité de l'OECE et, d'une manière générale, aux problèmes économiques, et cela dans le cadre du rapprochement souhaité entre l'OECE et le Conseil de l'Europe.

Une réponse provisoire fut envoyée alors à M. Benvenuti[2], pour l'informer que l'ensemble de la question exigeait de notre part une étude approfondie et que notre décision lui serait communiquée ultérieurement. Le Département politique prépara, dans le courant de l'été dernier, une proposition au Conseil fédéral, dont un exemplaire est annexé[3], exposant les raisons que nous aurions de participer – ou de ne pas participer – aux travaux du Conseil de l'Europe. Cette proposition était basée sur une étude – également annexée[4] – faite le 12 mai 1958 par le Département politique.

Le 25 septembre 1959, le Conseil fédéral prit acte de ces considérations et laissa le soin au Département politique de juger – en tenant compte du développement que prendrait le mouvement d'intégration européenne – à quel moment il serait opportun de répondre définitivement au Conseil de l'Europe[5]. Le Conseil fédéral désirait, en effet, éviter de s'engager dans une voie nouvelle, en un moment où l'avenir de l'intégration européenne n'apparaissait pas encore clairement défini. D'un autre côté, sa réponse aurait pu placer le Conseil de

1. *Non reproduit. Cf. aussi* E 2001(E)1972/33/C 41.
2. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à L. Benvenuti du 13 juillet 1959,* E 2800(-)1967/60/15.
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Dans la séance du Conseil fédéral du 25 septembre 1959, cf. PVCF N° 1677 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/629.2.

l'Europe dans une situation embarrassante, l'entrée de l'Espagne à l'OECE, en juillet 1959, ayant donné un aspect nouveau au problème. Il est rappelé à ce propos que le Portugal, autre membre de l'OECE ne faisant pas partie du Conseil de l'Europe, avait été également invité, en juin 1959, à envoyer des parlementaires à Strasbourg. L'entrée de l'Espagne à l'OECE, en juillet 1959, plaça alors le Conseil de l'Europe devant un dilemme. En effet, en acceptant la présence de parlementaires suisses et portugais, le Conseil de l'Europe ne pouvait pas s'opposer à celle des Espagnols, devenus membres de l'OECE. Or, de nombreux parlementaires des pays présents à Strasbourg accepteraient difficilement de siéger avec des membres des Cortès.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir s'il est intervenu depuis l'automne passé des événements susceptibles de modifier notre attitude. Tel semble être le cas. Tout d'abord, le Conseil de l'Europe ne saurait plus prétendre être le Parlement européen de l'organisation économique qui va se créer vraisemblablement en lieu et place de l'OECE puisqu'elle comprendra les Etats-Unis et le Canada. Les objections, tenant à la présence de l'Espagne à l'OECE, perdent ainsi de leur actualité.

Il est évident, en effet, que l'évolution observée ces derniers temps dans la politique d'intégration entraînera tôt ou tard une modification radicale, sinon la suppression de l'OECE. La Suisse, le cas échéant, verra ainsi lui échapper une des seules occasions qu'elle avait de collaborer sur un plan largement européen. Le Département politique est d'avis que cette perte pourrait être partiellement compensée, au moins du point de vue psychologique, par notre présence à Strasbourg, sous la forme proposée par M. Benvenuti. Notre attitude générale devant tous les problèmes de l'intégration va d'ailleurs en faveur d'une Grande Europe qui ressemble assez à celle de l'Assemblée consultative. Si nous pouvons commencer à coopérer avec celle-ci dans une certaine mesure sur le plan économique, l'occasion devrait en être saisie et, si possible, sans trop tarder.

Vu ce qui précède, le Département politique estime maintenant souhaitable que des parlementaires prennent part à certains débats économiques de l'Assemblée consultative dans le cadre de l'invitation transmise le 21 juin 1959 par le Conseil de l'Europe. Ces derniers temps, celui-ci s'est toujours montré favorable aux thèses qui sont également les nôtres concernant l'intégration économique européenne, c'est-à-dire s'efforcer de trouver une entente entre les Six et les Sept. Une collaboration pourrait, selon nous, être fructueuse et si les arguments avancés par notre proposition de septembre 1959 – pour et contre l'acceptation des ouvertures faites par le Conseil de l'Europe – s'équilibraient à peu près, les considérations qui précèdent permettent d'envisager dorénavant une prise de position positive.

Le Département politique a donc l'honneur de proposer:

1) Le Conseil fédéral décide de recommander aux Chambres d'accepter l'invitation émanant du Conseil de l'Europe et de les inviter à désigner les représentants pour assister aux débats de l'Assemblée consultative sur les questions économiques.

2) La Chancellerie fédérale communiquera la décision du Conseil fédéral aux Présidents du Conseil National et du Conseil des Etats, lorsque les Com-

missions des Affaires étrangères auront été informées de la prise de position du Conseil fédéral à l'égard de l'invitation du Conseil de l'Europe.

Le Conseil fédéral, par l'entremise du Département politique, se chargera de communiquer la réponse des Chambres fédérales au Conseil de l'Europe[6].

6. *Dans sa séance du 10 mai 1960, le Conseil fédéral approuve la proposition du Département politique, cf. PVCF N° 817 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/637.

77

E 2200.48(-)1978/37/38
[DoDiS-14681]

Le Chef du Secrétariat de la Division du commerce du Département de l'Economie publique, P. Languetin, à l'Ambassade de Suisse à Belgrade

L Berne, 4 mai 1960

Nous nous référons à votre lettre du 9 avril[1] dans laquelle vous nous informiez du désir des autorités yougoslaves d'engager, soit à Berne soit à Belgrade, des discussions avec des représentants suisses en vue d'explorer les possibilités d'une association éventuelle de la Yougoslavie à l'AELE.

Ainsi que nous l'avions relevé dans une de nos précédentes communications[2], la Yougoslavie ne ressentira pas ou très peu les effets discriminatoires de l'AELE vu qu'elle exporte principalement des matières premières, des produits industriellement peu élaborés ou des produits agricoles. Le problème d'une association de ce pays avec l'AELE ne nous paraît pas, dès lors, revêtir une urgence particulière.

L'AELE a pour objet de provoquer une association de tous les pays membres de l'OECE. C'est à la réalisation de cet objectif que les Sept vont s'attacher par priorité. Il semble dès lors que ce qui faciliterait à plus long terme une participation de la Yougoslavie à l'intégration économique européenne serait son adhésion plus complète à l'OECE ou à l'Organisation reconstituée qui en dériverait. C'est dans cet esprit que la Suisse a appuyé la requête de la Yougoslavie en vue de prendre part aux discussions sur la réorganisation de l'OECE. La Suisse a noté avec satisfaction qu'une invitation avait été adressée par le Gouvernement français à la Yougoslavie.

Nous ne pensons pas cependant qu'une discussion entre la Yougoslavie et la Suisse telle qu'elle est suggérée par les autorités yougoslaves puisse être utile au stade actuel. Rien n'exclut toutefois la possibilité pour la Yougoslavie de réexaminer cette question lorsque la situation sur le plan de l'intégration économique de l'Europe se trouvera éclaircie. Le cas échéant, il pourra apparaître plus avantageux d'engager des discussions avec le Conseil de l'AELE.

1. *Cf. N° 74 dans le présent volume.*
2. *Non reproduites.*

78

E 2200.173(-)1975/26/6
[DoDiS-15251]

Der schweizerische Geschäftsträger in Sofia, W. Jäggi, an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements

S[1] Vertraulich Sofia, 5. Mai 1960

Am 4. Mai sprach Herr Pierre Grandjean, stellvertretender Direktor der schweizerischen Bankgesellschaft, Zürich, auf der Gesandtschaft vor. Der Genannte befindet sich auf einer Reise durch alle Oststaaten. Er hat bereits die DDR, Polen, Tschechoslowakei, Ungarn und Rumänien besucht und wird nach einem 24 stündigen Aufenthalt in der bulgarischen Hauptstadt auch noch in Belgrad Besprechungen führen betreffend die Gewährung von Krediten an Oststaaten zur ausschliesslichen Beschaffung schweizerischer Ausfuhrprodukte.

In Sofia wurden von Herrn Grandjean die vor Jahresfrist in Zürich angeknüpften und seither mit dem bulgarischen Handelsrat in Bern, Marin Kralev, weitergeführten Verhandlungen besprochen. Wie ich dem Gespräch, das ich mit ihm führte, entnehmen konnte, scheint die schweizerische Bankgesellschaft bereit zu sein, der bulgarischen Nationalbank kurz, mittel und eventuell sogar langfristige Darlehen zu gewähren, die indessen ausschliesslich zum Kaufe schweizerischer Produkte Verwendung finden dürften.

Mein Gesprächspartner erwähnte in diesem Zusammenhang, dass die Zugehörigkeit der Schweiz zum EFTA-Klub den Banken gewisse Sorgen bereite; denn sie befürchteten einen baldigen Rückgang des Warenaustausches zwischen der Schweiz und den OEEC Ländern. Es müsse deshalb rechtzeitig Vorsorge getroffen werden, um diesen voraussichtlichen Marktausfall auf irgendeine Weise wettzumachen. Seines Erachtens gingen die Banken bei der Kreditgewährung an Oststaaten weniger grosse Risiken ein als in bezug auf Entwicklungsländer in Asien, Afrika und Südamerika, wo bereits schlechte Erfahrungen gemacht worden seien. Überdies würden anstelle der Schweiz andere EFTA oder OEEC Länder nach den Oststaaten liefern, wenn sich die Banken nicht bereit finden könnten, Kredite zu gewähren. Leider werde aber noch jeder Schweizerbürger, der sich mit Geschäften mit den Oststaaten befasse, in der Heimat als «Kommunist» verdächtigt. Ich erklärte hierauf meinem Besucher, dass die schweizerischen Behörden und das Volk gegen einen Handelsverkehr mit Oststaaten, mit welchen der Bundesrat diplomatische Beziehungen unterhält, kaum Einwände erheben könnten. Dem wirtschaftlichen Fortschritt dieser Staaten könne ohnehin heute durch Exportdrosselung westlicher Produkte kein Einhalt mehr geboten werden. Die Verbesserung des Volkswohlstandes habe, wenigstens in Bulgarien, bisher eher zur Bourgeoisierung, jedenfalls nicht zur

1. *Eine Kopie dieses Schreibens ging an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements.*

Verschärfung des Kommunismus beigetragen. Meinerseits würde ich deshalb einen noch regeren Handelsverkehr zwischen der Schweiz und Bulgarien nur begrüssen. Immerhin seien die Auffassungen in bezug auf die Kreditgewährung in den Reihen meiner Kollegen geteilt. Insbesondere der österreichische Geschäftsträger in Sofia[2], ein guter Kenner kommunistischer Staaten, lehne eine solche als mit vielen Risiken verbunden ab.

2. *L. Steiner.*

79

E 2001(E)1976/17/95
[DoDIS-15293]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Besuch von Herrn Lai, chinesischer Botschaftsrat

BU Bern, 13. Mai 1960

Auf seinen Wunsch spricht Herr Lai mit einem Übersetzer[2] vor.

Zur Einführung teilt er mit, dass er wegen der immer stärker werdenden antichinesischen Kampagne komme. Im besondern hebt er folgende Punkte hervor, die alle im Zusammenhang mit Tibet[3] stehen:

l. Es findet in der Schweiz eine offenbar gestattete Geldsammlung statt zugunsten des Tibet-Hauses des Kinderdorfes Pestalozzi[4]. Dieses soll von Tibetanern betreut werden, die gegen ihr Vaterland Hochverrat begangen haben. Solche Initiativen sind für die Beziehungen zweier Staaten offensichtlich schädlich.

2. Die NZZ vom 14. April d. J.[5] spricht von der verständnisvollen Unterstützung des Politischen Departements für das Tibet-Haus. Er bittet um Aufklärung.

Die «Gazette de Lausanne» vom 5. und 6. Mai[6] spricht, dass man bei der Errichtung dieses Tibet-Hauses auch mit der Unterstützung des schweizerischen Botschafters in New Delhi[7] rechne. Auch zu dieser Meldung wünscht Herr Lai die Stellungnahme des EPD.

1. *Diese Notiz wurde von G. E. Bucher unterzeichnet und als Kopie an die Botschaft in Peking, an J. de Rham und an J.-A. Cuttat zur Kenntnisnahme weitergeleitet.*
2. *Nicht identifiziert.*
3. *Zur Frage Tibets und im besonderen der tibetischen Flüchtlinge vgl. Nrn. 106 und 123 in diesem Band und das Schreiben von J.-A. Cuttat an R. Kohli vom 24. März 1960,* E 2300(-) 1000/716/302 (DoDIS-14425).
4. *Zur Frage der Aufnahme von tibetischen Kindern im Kinderdorf Pestalozzi vgl.* E 2003(A) 1971/44/96.
5. *Vgl. den Zeitungsausschnitt der NZZ* Tibetkinder in der Schweiz? Aktion für ein neues Haus im Pestalozzidorf *vom 14. April 1960, ibid.*
6. *Es handelt sich um den Beitrag* Pour une maison tibétaine au Village suisse Pestalozzi *vom 5. Mai 1960 und den Leserbrief* 20 enfants au Village Pestalozzi *vom 6. Mai 1960.*
7. *J.-A. Cuttat.*

3. In der letzten Zeit sollen briefmarkenähnliche Zettel mit der Aufschrift «Tibet ruft Hilfe» verbreitet werden. Diese sollen auf Briefumschlägen von der Bundespost ausgetragen werden. Tibet ist und bleibt ein chinesisches Territorium. Das Volk führe jetzt ein glückliches Leben im Aufbau. Die Aktion «Tibet ruft Hilfe» sei eine antichinesische Aktion und werde sicherlich ihre Wirkung auf die Beziehungen zwischen den beiden Ländern haben.

4. Um eine eventuelle antichinesische Tätigkeit des Herrn Norbu, Bruder des Dalai Lama, zu verhindern, haben im letzten Herbst verantwortliche Beamte der Botschaft[8] beim EPD und solche des Generalkonsulats[9] in Genf bei den dortigen Behörden vorgesprochen. Man habe ihnen immer geantwortet, Norbu werde nicht gestattet werden, Angriffe gegen die chinesische Regierung und das chinesische Volk zu unternehmen. Im Widerspruch dazu habe nun die Schweiz Letzterem schon mehrmals die Einreisebewilligung erteilt und Norbu habe in der Schweiz antichinesische Aktionen unternommen.

Was die Punkte 1 und 2 betrifft, erwidere ich Herrn Lai, dass das Kinderdorf Pestalozzi eine absolut unpolitische Organisation ist, dass es dort schon sehr viele Häuser aller Rassen der Welt gebe und, dass deren Sinn rein humanitär und völkerannähernd sei. Die Angelegenheit werde auch nicht als politisch betrachtet, sodass unsere Abteilung mit der Sache ohnehin nichts zu tun habe. Herr Lai ist mit dieser Antwort nicht zufrieden und behauptet erneut, die Errichtung des Tibet-Hauses bedeute für sie eine gewollte politische Aktion gegen China. Er erwartet Aufschluss.

Zu Punkt 3 teile ich meinem Gesprächspartner mit, dass ich die betreffenden «Marken» noch nie gesehen hätte, dass es aber üblich sei, in der Schweiz solche Aktionen durchzuführen und dass die Post m. E. dafür nicht verantwortlich sei. Letztere habe nur zu prüfen, ob die Briefumschläge richtig frankiert seien. Immerhin verspreche ich ihm, auch diesen Punkt näher zu prüfen.

Was Herrn Norbu betrifft, teile ich Herrn Lai mit, dass wir diesem die Einreise in die Schweiz nur bewilligen unter der Bedingung, dass er hier keine politische Tätigkeit ausübt[10]. Es sei mir bisher auch nicht zu Ohren gekommen, dass er sich nicht korrekt verhalten habe[11]. Ich ersuche Herrn Lai um nähere Angaben. Dieser erklärt mir darauf, dass schon allein die Anwesenheit des Herrn Norbu in der Schweiz für China ein Affront bedeute. Dazu komme noch, dass er sich hier aktiv mit der Errichtung des Tibet-Hauses im Pestalozzidorf befasse. Ich muss erwidern, dass es immer eine schöne Aufgabe der Schweiz

---

8. *Botschaftsrat Y. Lai intervenierte am 3. September 1959 gegen die Einreisebewilligung von Th. Norbu, vgl. die Notiz von O. Rossetti vom 3. September 1959, nicht abgedruckt. Am 7. September 1959 sprach der chinesische Botschafter Ch. Li in gleicher Sache bei R. Kohli vor, vgl. die Notizen von R. Kohli vom 7. und 8. September 1959,* E 2808(-)1974/13/41.

9. *P. Shen.*

10. *Vgl. die Notiz von R. Kohli vom 11. August 1959,* E 2808(-)1974/13/41 *und das Telegramm der Fremdenpolizei an die Schweizer Botschaft in Wien vom 11. August 1959, nicht abgedruckt.*

11. *Th. Norbu erhielt vom Justizdepartement des Kantons Genf eine Redebewilligung, um am 14. September 1959 bei der* Conférence permanente des Agences bénévoles travaillant pour les réfugiés *einen Vortrag zum Thema der Probleme der tibetischen Flüchtlinge zu halten, vgl. die Notiz von C. Rossetti an R Kohli vom 14. September 1959, nicht abgedruckt.*

gewesen ist, ausländische Flüchtlinge aufzunehmen und erwähne zum Beispiel Lenin.

Zu seiner Tätigkeit im Zusammenhang mit dem Pestalozzidorf wiederhole ich, dass diese nicht politisch ist.

Zum Abschluss erklärt Herr Lai nochmals, dass er demnächst eine befriedigendere Antwort des Politischen Departements in dieser Frage erwarte, denn er hoffe, dass die Beziehungen zwischen China und der Schweiz durch solche Sachen nicht getrübt werden. Ich verspreche ihm, ihn nochmals zu empfangen[12].

---

12. *Im August 1960 spricht der chinesische Botschafter Ch. Li anlässlich der bevorstehenden Aufnahme von tibetischen Kindern im Kinderdorf Pestalozzi bei R. Kohli vor, vgl. die Notiz von R. Kohli vom 12. August 1960,* E 2808(-)1974/13/47. *Im Dezember 1960 wiederholt die Chinesische Regierung ihre Forderungen, vgl. die diplomatische Note der Volksrepublik China vom 21. Dezember 1960 und die Antwort des Politischen Departements vom 28. Januar 1961,* E 2001(E)1978/84/1012.

80

E 2001(E)1972/33/90
[DoDiS-14897]

Interne Notiz des politischen Departements[1]

Besuch des Präsidenten der argentinischen Republik, hängige Fragen im Gebiet des Finanzverkehrs

MB Bern, 30. Mai 1960

In Beantwortung Ihrer Notiz vom 21. v. M.[2] beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass im Finanzverkehr mit Argentinien keine akuten Ausstände bestehen. Der Streitfall zwischen der argentinischen Regierung und der CHADE (Compania Hispano-Argentina de Electricidad), durch den bedeutende schweizerische Interessen bedroht wurden[3], fand im Herbst 1958 dank einer persönlichen Initiative von Staatspräsident Frondizi eine allseitig befriedigende Lösung. Sie sah die Umwandlung der CHADE in ein gemischt privatwirtschaftlich staatliches Unternehmen (SEGBA) vor, das die argentinische Regierung durch den Rückkauf des privaten Aktienkapitals innert 10 Jahren erwerben kann. Gleichzeitig sicherte eine Tarifanpassung die Rentabilität des Betriebes und schaffte die Voraussetzung für einen raschen Ausbau der Anlagen mit dem Ziel, den steigenden Energiebedürfnissen von

---

1. *Diese Notiz zuhanden des Protokolldienstes des politischen Departements wurde von M. Gelzer verfasst.*
2. *Vgl. die Notiz von R. Aman vom 21. April 1960, nicht abgedruckt.*
3. *Zu dieser Angelegenheit vgl. DDS, Bd. 16, Nr. 108* (DoDiS-1703) *und DDS, Bd. 20, Nr. 12* (DoDiS-11134), *sowie das* Mémorandum concernant la Compania Argentina de Electricidad (CADE) à Buenos Aires *vom 1. Oktober 1956,* E 2001(E)1970/217/437 (DoDiS-11400).

Buenos Aires gerecht zu werden. Sämtliche Bestimmungen des Vertrags sind argentinischerseits bisher anstandslos eingehalten worden.

In der Schwebe befindet sich hingegen noch die Angelegenheit der CIAE (Compania Italo-Argentina de Electricidad)[4], deren Konzession noch bis Ende 1962 läuft. Die Gesellschaft steht bereits im Genuss eines gleichen, den Kosten angepassten Tarifregimes wie die SEGBA. Schweizerischerseits wird erwartet, dass noch vor Ablauf der Konzession auch für dieses Unternehmen eine befriedigende Lösung gefunden werden kann.

Die von der argentinischen Regierung ergriffenen Massnahmen zum Schutze des fremden Eigentums lassen auch die Hoffnung zu, dass für weniger bedeutende Unternehmungen, bei deren sich die Frage der Übernahme durch argentinische öffentliche Dienste stellt, Regelungen getroffen werden, die den schweizerischen Interessen gebührend Rechnung tragen.

Der Besuch von Herrn Frondizi bietet die Gelegenheit, ihm die Anerkennung und den Dank der schweizerischen Behörden für seine ebenso mutige wie verständnisvolle Haltung zum Schutz der ausländischen Interessen in der argentinischen Energiewirtschaft auszudrücken.

Andererseits darf hervorgehoben werden, dass schweizerische Grossbanken sich Ende des vergangenen Jahres einer weltumspannenden Aktion der Kredithilfe an Argentinien anschlossen, in deren Rahmen der argentinischen Notenbank von europäischen Banken insgesamt 75 Millionen Dollars zur Verfügung gestellt wurden[5]. Der internationale Finanzbeistand soll es der argentinischen Regierung ermöglichen, ihren Plan der wirtschaftlichen Sanierung, der bereits greifbare Resultate gezeitigt hat, erfolgreich durchzuführen.

---

4. *Zur Angelegenheit CIAE vgl. Nrn. 1 und 80 in diesem Band und DDS, Bd. 19, Nrn. 76* (DoDiS-9066) *und 106* (DoDiS-9070)*, sowie DDS, Bd. 15, Nr. 163.*

5. *Vgl. die* Aktennotiz betreffend Kredit der europäischen Banken an Argentinien *vom 26. November 1959,* E 2001(E)1972/33/C174 (DoDiS-16071).

81

E 2001(E)1972/33/132
[DoDiS-15162]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, au Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Rabat, R. Stoudmann

Relations avec le GPRA

L Confidentielle — Berne, 30 mai 1960

Nous avons l'honneur d'accuser la réception de votre lettre du 5 mai 1960[1] concernant le problème que soulèvent les relations à l'étranger entre représentants de la Suisse et délégués du GPRA.

---

1. *Cf. la lettre de R. Stoudmann à R. Kohli du 5 mai 1960, non reproduite* (DoDiS-15161).

Ce Gouvernement cherche par des voies diverses à faire reconnaître son existence; si ce n'est «de jure», du moins «de facto». Les moyens qu'il emploie pour arriver à ses fins sont multiples et parfois subtils.

Comme toutefois la Suisse n'a, dans les conditions présentes, aucune intention d'accomplir un acte politique ou diplomatique dans le sens d'une reconnaissance du GPRA – voire même pour s'assurer des avantages futurs –, une certaine réserve doit par conséquent s'imposer dans les relations entre nos représentants et ceux du FLN. Cela ne signifie point qu'il faille ignorer ces derniers. Certains contacts peuvent être utiles et ceux par exemple que M. Guillaume a eus nous ont permis d'intervenir en faveur de Suisses d'Algérie que des rebelles avaient enlevés[2]. En bref, un entretien chez des tiers, même dans le cas extrême un tête-à-tête dans votre bureau, ne nous paraît pas dépasser les limites de cette réserve. En revanche, prendre l'initiative d'inviter un délégué du GPRA et, particulièrement, l'avoir à sa table ou répondre affirmativement à une invitation d'un membre FLN a une toute autre portée et pourrait laisser supposer un ordre de relations que précisément nous ne jugeons pas nécessaire de créer pour l'instant.

Au demeurant, nous ne pensons pas que la réserve que nous prônons puisse faire naître de sérieuses susceptibilités. Les membres du GPRA connaissent parfaitement l'attitude neutre de la Suisse à l'égard des problèmes algériens[3]. Ils savent d'autre part que notre hospitalité profite largement aux quelques 600–700 Algériens qui vivent actuellement en Suisse. Enfin, ils ont pu constater que les autorités fédérales et cantonales se sont montrées très libérales dans l'octroi d'autorisations d'entrée et de séjour à certaines personnalités du FLN.

M. de Tschudi nous avait entretenus de ce problème de vive voix lors d'un passage à Berne, mais nous n'avons pas correspondu à ce propos. C'est la raison pour laquelle les dossiers de votre Légation vous ont paru incomplets sur ce point-là.

---

2. *Cf. Nº 39 dans le présent volume.*

3. *Sur l'attitude de la Suisse notamment envers les membres du GPRA, cf.* E 2001(E) 1976/17/49.

82

E 1001(-)1000/6/529
[DoDiS-14891]

Der Chef des Finanz- und Zolldepartements, J. Bourgknecht, an den Bundesrat

Betr. Forderungen des Bundes gegenüber FIAT/ITALNAVI

At Bern, 16. Juni 1960

1. Im Zusammenhang mit der Liquidation den aus der Kriegszeit stammenden Forderungen des Bundes gegenüber Italien von rund 145 Mio. Franken wurde im Jahre 1948 ein Betrag von 4 Mrd Lire (22,5 Mio. SFr. zum Kurs

von 100 Lire = 0,56 Fr.) den beiden Firmen FIAT AG, Turin, und Schiffahrtsgesellschaft ITALNAVI AG, Genua, zu Investitionszwecken zur Verfügung gestellt[1].

In der am 22. November 1948 unterzeichneten Konvention zwischen der schweizerischen Eidgenossenschaft und den genannten beiden Gesellschaften wurde die Rückzahlungspflicht auf 22,5 Mio. Schweizerfranken festgelegt[2]. Das Darlehen ist weder zeitlich befristet, noch kündbar, noch verzinslich, noch sind minimale Amortisationszahlungen vorgesehen.

Hinsichtlich der Amortisation ist folgendes vereinbart worden:

a) Die Schuld ist durch Abspaltung von 10–40% (40% ab 1. 1. 1952) auf Frachtzahlungen für Transporte auf ITALNAVI-Schiffen von für die Schweiz bestimmter Waren zu tilgen.

b) In einem separaten Briefwechsel vom 21. Oktober 1950[3] wurde ferner vorgesehen, dass im Einzelfall 20% auf Zahlungen an FIAT zur Amortisation herangezogen worden können, sofern es sich um Lieferungen dieser Firma an den Bund handelt.

In einem Briefwechsel vom 30. November 1955[4] wurde die erwähnte Amortisationsquote von 40 auf 60% erhöht. Ferner wurde die Regelung in dem Sinne ausgedehnt, dass auch Frachtzahlungen für Transporte nach Drittländern für die Amortisation unserer Forderung beigezogen werden können. Schliesslich erklärte sich FIAT bereit, die Erhöhung der Amortisationsquote von 20 auf 40% für Zahlungen aus FIAT-Lieferungen zu prüfen, sofern grössere Aufträge zur Diskussion stünden.

Endlich ist zu vermerken, dass sich die ITALNAVI verpflichtete, dem Bund und privaten Firmen jährlich mindestens 120'000 t Schiffsraum zur Verfügung zu stellen, vorzugsweise für Transporte aus Südamerika.

2. Beim Abschluss des Vertrages im Jahre 1948 wurde damit gerechnet, dass das Darlehen innerhalb von etwa 10 Jahren zurückbezahlt werde. Diese Erwartungen haben sich nicht erfüllt. Vom Darlehensbetrag von ursprünglich 22,5 Mio. Franken sind innert 12 Jahren lediglich 15,3 Mio. Franken zurückbezahlt worden. Davon entfallen 116'000 Franken auf Amortisationen im Zusammenhang mit FIAT-Lieferungen und 15,2 Mio. Franken auf Amortisationen im Zusammenhang mit Charterungen von ITALNAVI-Schiffen. Heute sind noch 7,1 Mio. Franken ausstehend.

Der Problematik des im Vertrag vorgesehenen Rückzahlungsmodus war man sich bereits bei der Unterzeichnung bewusst. Man konnte im Jahre

---

1. *Vgl. DDS, Bd. 17, Nr. 70* (DoDIS-4260)*, sowie das* Procès-verbal sommaire de la 1ère Conférence interdépartementale relative aux créances de la Confédération envers l'Italie. Samedi, le 5 juin 1948, à 10.00 heures, à la salle des conférences du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer *vom 22. Juni 1948,* E 2001(E)-/1/361 (DoDIS-6302) *und das BR-Prot. Nr. 2191 vom 24. September 1948,* E 1004.1(-)1000/9/497 (DoDIS-6301).

2. *Vgl.* E 6100(B)1972/96/16. *Siehe auch DDS, Bd. 18, Nr. 123* (DoDIS-8821).

3. *Vgl. das Schreiben von U. Grazzi an J. Hotz vom 21. Oktober 1950,* E 6100(B)1972/96/16.

4. *Vgl. das Schreiben der Gesellschaften Fiat und Italnavi an die Eidgenössische Finanzverwaltung vom 30. November 1955,* E 6100(B)1972/96/16.

1948 den Importbedarf für Getreide, vor allem aus Argentinien, welches die Grundlage der Rückzahlung bilden sollte, nicht voraussehen. Tatsächlich ist die Getreideeinfuhr aus diesem Lande von Anfang an weit hinter den Erwartungen zurückgeblieben, teilweise wegen schlechten Ernten und teilweise wegen handelspolitischen Schwierigkeiten und übersetzten Preisen. Auch musste erfahrungsgemäss mit starken Schwankungen der Seefrachten gerechnet werden. Auf Grund der Aktenlage war es aber offenbar nicht möglich, einen festen Amortisationsplan zu verwirklichen. Das Abkommen lässt sich deshalb nur aus der Situation der Nachkriegszeit herauserklären; eine Forderung gegenüber dem italienischen Staat hatte damals einen dubiosen Aspekt und eine Umlegung auf private, gute Schuldner schien für den Bund wünschbar zu sein. Zudem konnte mit der Transaktion Schiffsraum für schweizerische Importe sichergestellt und auf italienischer Seite die Charterung von ITALNAVI-Schiffen bzw. die Lieferung von FIAT-Produkten mit einer Arbeitsbeschaffung verbunden werden.

3. Die Aussichten einer rascheren Amortisation können für die nächste Zukunft nicht zuversichtlich beurteilt werden; im Gegenteil – sie sind ausgesprochen ungünstig.

Ausschlaggebend ist dabei, dass die Eidg. Getreideverwaltung in Zukunft bedeutend weniger importieren wird als in der Vergangenheit. Sie kann nach dem neuen Getreidegesetz vom 20. März 1959[5] nur noch das für die Anlegung und Erneuerung ihrer Vorräte benötigte Brotgetreide einkaufen und einführen. Je nach dem Ausfall der inländischen Getreideernte dürfte es sich dabei jährlich um 50'000 bis höchstens 130'000 t Weizen handeln. Unsere Kontakte mit privaten Firmen, die wir zur Benützung des Frachtangebotes ITALNAVI und damit zur Mithilfe an der Amortisation eingeladen haben, zeigen, dass es nicht möglich sein wird, die Ausfälle der Getreideverwaltung auf diesem Wege zu kompensieren. Zudem ist bei solchen Einladungen durch die Bundesverwaltung grosse Zurückhaltung am Platz, da die Konkurrenz solche Kontakte sehr kritisch betrachtet.

Falls sich die Amortisation weiterhin auf der vertraglichen Grundlage abzuwickeln hätte, müsste bis zur endgültigen Tilgung der Schuld mit einer weitern und langen Amortisationsdauer gerechnet werden, wenigstens 10 oder mehr Jahre, zinslos und ohne feste Rückzahlungsraten.

4. Bei dieser Sachlage hat sich das Finanz- und Zolldepartement mit den beiden Schuldner-Firmen in Verbindung gesetzt, mit dem Ziel, Mittel und Wege einer rascheren Amortisation der Schuld zu finden. Wir waren uns dabei bewusst, dass unsere Rechtslage zur Durchsetzung unserer Begehren durchaus schwach ist.

Auf unseren Vorschlag, die Restschuld von 7,1 Mio. Franken in Abweichung von der Konvention in bar zu begleichen, reagierten unsere italienischen Gesprächspartner zunächst negativ. Sie legten dar, dass eine solche Tilgungsart dem Geiste der Konvention widersprechen würde, indem die beiden Firmen

5. *Vgl. BBl, 1959, Bd. 1, S. 526–547.*

auch heute noch Wert darauf legen, die Schuld durch Arbeitsleistungen zu tilgen. Schliesslich willigten sie aber ein, die Frage wohlwollend zu prüfen, unter der Bedingung allerdings, dass der Bund im Falle einer Barzahlung einen Diskont gewähren müsste, der unter Berücksichtigung der italienischen Zinsverhältnisse auf 5% beziffert wurde.

Obwohl es eigenartig erscheint, für die Barzahlung einer zinslosen Schuld einen Diskont zu bezahlen, so kann im Hinblick auf die Vertragslage die Berechtigung eines Diskonts nicht abgesprochen werden. Zweifelsohne wäre die ITALNAVI bei sofortiger Rückzahlung gehalten, bei schweizerischen Banken einen mittelfristigen Kredit aufzunehmen, um mit den auf diese Weise erhaltenen Mitteln den Bund zu befriedigen. Dieser Bankenkredit müsste selbstverständlich verzinst werden, weshalb es verständlich ist, dass die ITALNAVI diese zusätzlichen Kosten nicht auch noch tragen will, wenn die Gesellschaft entgegenkommenderweise zu einer Barzahlung bereit ist. Abgesehen von dieser Überlegung ist ein Diskont bei jeglicher Vorauszahlung ein an sich unbestrittenes Prinzip.

Wir sind deshalb der Auffassung, dass grundsätzlich auf das italienische Begehren eingetreten werden sollte, um das Geschäft ein für alle Male zu liquidieren. Wie unter Ziffer 3 erwähnt, muss andernfalls damit gerechnet werden, dass sich die Amortisation noch jahrelang hinzieht, wodurch der Bund weitere substantielle Zinsverluste zu tragen hatte. Unsere Erfahrungen haben ergeben, dass private Firmen für die Charterung von ITALNAVI-Schiffen in der Regel nur interessiert werden können, wenn eine bestimmte Prämie zur Verbilligung der Transporte vergütet wird. Wir bezahlten in den vergangenen Jahren an solchen Prämien rund Fr. 155'000.– und hatten in diesem Ausmass zusätzliche Kosten.

In den Verhandlungen mit FIAT/ITALNAVI wäre zu erstreben, den Diskontsatz auf 3% bis maximal 4½% zu beschränken, was den schweizerischen Zinsverhältnissen entsprechen würde. Auch müsste angestrebt werden, die Diskontgewährung auf etwa 4–5 Jahre zu limitieren.

Sofern sich eine Barzahlung nicht verwirklichen lässt, wäre die Aufstellung eines kurzfristigen Amortisationsplanes ins Auge zu fassen.

5. Die nachstehenden Zahlen geben Aufschluss über die Grössenordnung eines allfällig zu gewährenden Diskonts bei Barzahlung:

	3%	4%	5%
Diskont für 4 Jahre	507'891.70	664'447.05	815'152.55
Diskont für 5 Jahre	603'639.40	787'312.15	963'029.35

Wird die Schuld sofort bezahlt, so kann der Bund theoretisch das Geld für die Rückzahlung seiner Schulden verwenden, wodurch für ihn ein Zinsersparnis resultieren würde. Unter Berücksichtigung eines Zinssatzes von 3%, welcher ungefähr dem durschnittlichen Selbstkostenzinsfuss der Bundesschulden entspricht, würde die Nettobelastung des zu gewährenden Diskonts demnach betragen:

	3%	4%	5%
Diskont für 4 Jahre	–	156'555.35	307'260.85
Diskont für 5 Jahre	–	183'672.75	359'389.95

6. Bevor wir die Gespräche mit unseren italienischen Partnern wieder aufnehmen, erachten wir es als notwendig abzuklären, ob der Bund in nächster Zeit in die Lage kommen könnte, der Firma FIAT Aufträge zuzuweisen. Gegebenenfalls könnten solche Lieferungen – wie unter Ziffer 1 dargelegt – zur Tilgung der Bundesforderung herangezogen werden, was die Gewährung eines Diskonts überflüssig machen würde. In Frage kämen in erster Linie Lieferungen für militärische Zwecke[6] und für die Bedürfnisse der PTT (Kampfflugzeuge, Jeeps, Personen- und Lastwagen). Im Falle der ITALNAVI sollte auch die Möglichkeit des Transportes von Militärmaterial (z. B. Tanks, Munition aus USA) geprüft werden.

Wir wären den interessierten Departemente für eine neuerliche Untersuchung der Angelegenheit verbunden und verweisen auf frühere Kontakte und Korrespondenzen. Allfällige Angaben sind direkt der Eidg. Finanzverwaltung zur Verfügung zu stellen.

7. Wir beehren uns, Ihnen zu beantragen:

a) Das Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, die Verhandlungen mit den Firmen FIAT und ITALNAVI weiterzuführen und die Restforderung des Bundes von 7,1 Mio. Franken in Form einer Barzahlung mit Gewährung eines Diskonts einzukassieren oder eventuell mit den Schuldnerfirmen einen kurzfristigen Amortisationsplan zu vereinbaren.

b) Die interessierten Departemente, insbesondere das Militärdepartement und das Post- und Eisenbahndepartement werden eingeladen, der Eidg. Finanzverwaltung bis Ende Juni 1960 im Sinne von Ziffer 6 hievor über voraussichtliche Bestellungen oder Transportmöglichkeiten Bericht zu erstatten[7].

---

6. *Vgl. das Schreiben von P. Chaudet an H. Streuli vom 28. Januar 1959,* E 5001(G)1970/5/87.

7. *Zur Annahme des Antrages vgl. BR-Prot. Nr. 1063 vom 20. Juni 1960,* E 1004.1(-)1000/9/638.2.

83

E 2001(E)1972/33/C 61
[DoDiS-15322]

Le Département politique au Ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique[1]

Aide-Mémoire

[Berne, 28 juin 1960]

Le Gouvernement suisse a pris connaissance du second aide-mémoire du Gouvernement de l'URSS concernant la participation de la Suisse à l'Association européenne de libre échange, qui a été remis le 18 mai à l'Ambassade de Suisse à Moscou[2].

Les considérations de l'aide-mémoire soviétique ont été l'objet d'un examen attentif du Gouvernement suisse. Lors de la signature et de la ratification de la convention instituant l'Association européenne de libre échange, celui-ci a, conformément à sa politique constante, pris en considération les intérêts des Etats tiers ainsi que les obligations que la Suisse avait assumées à leur égard. Aussi, l'examen des arguments développés dans le second aide-mémoire soviétique n'a pu que confirmer le Gouvernement suisse dans l'attitude qu'il avait prise dans sa réponse au premier aide-mémoire[3].

Le Gouvernement suisse estime qu'en participant à l'AELE, la Suisse ne s'est nullement écartée de sa politique traditionnelle. Vivant dans une large mesure de sa participation active aux échanges internationaux, la Suisse n'a jamais cessé d'être favorable aux efforts tendant à une ouverture plus large des marchés sur une base de réciprocité. C'est pourquoi la Suisse a, parmi d'autres manifestations de cette politique, pris part et contribué à l'œuvre de l'OECE dont ont résulté la libération d'une grande partie des échanges ainsi que la convertibilité des monnaies dans une zone comprenant un nombre considérable de pays de l'Europe.

En prévoyant l'abolition réciproque des droits de douane, l'AELE continue les efforts faits dans l'après-guerre en vue de donner aux producteurs l'accès à des marchés toujours plus vastes et plus libres. L'Union soviétique, qui connaît elle-même les avantages incontestables d'un grand marché permettant une utilisation plus rationnelle des facteurs de production, est certainement en mesure de comprendre que la Suisse, en participant à l'AELE, veuille donner à son économie un cadre élargi correspondant aux exigences de la technique moderne, ce qui n'exclut pas le maintien des liens commerciaux existant avec les autres pays.

---

1. *Cet aide-mémoire est envoyé par télégramme à l'Ambassade de Suisse à Moscou, qui a été chargée de transmettre le document au Ministère concerné.*
2. *Non reproduit. Un premier aide-mémoire du Gouvernement soviétique sur le même sujet date du 29 janvier 1960. Cf. l'annexe de la lettre de A. Zehnder à M. Petitpierre du 3 février 1960,* E 2001(E)1972/33/C 61 (DoDiS-15323).
3. *Cf. la lettre mentionnée dans la note précédente.*

Le Gouvernement suisse désire attirer l'attention sur le fait qu'il est généralement admis en droit des gens que la création de plus grands marchés, en dérogation à la clause de la nation la plus favorisée, est légitime à certaines conditions. Les clauses qui se trouvent dans plusieurs accords conclus par l'URSS constituent une confirmation de ce principe. La Suisse a d'ailleurs pris soin de choisir, dans la zone de libre échange, une forme de collaboration sans doute sensiblement plus avantageuse pour les pays tiers qu'une union douanière au sens étroit du terme. C'est pourquoi le Gouvernement suisse ne pense pas que l'on puisse lui reprocher de ne pas s'être entouré avec ses partenaires, d'un tarif douanier unique. Il estime plutôt que le maintien de son tarif bas et de son autonomie tarifaire et commerciale devrait être apprécié à sa juste valeur parce qu'il permet de tenir compte, dans les meilleures conditions possibles, de la situation et des intérêts des pays tiers.

C'est pourquoi, le Gouvernement suisse ne croit pas que le Gouvernement soviétique ait lieu de redouter qu'il résulte des répercussions défavorables sur le commerce soviéto-suisse du fait que la Suisse n'étend pas à l'URSS les avantages qui seront consentis, dès le 1er juillet 1960, aux autres membres de l'AELE sur une base de réciprocité. Le Gouvernement suisse est au contraire convaincu que l'expansion économique et l'amélioration du niveau de vie qui résulteront de la création d'un plus grand marché ne peuvent qu'influer favorablement sur les possibilités de débouchés des pays tiers. Contrairement au système prévalant dans d'autres types d'organisation et de coopération économique, l'AELE laisse entière la liberté des Etats membres de s'approvisionner dans les pays tiers.

84

E 1001(-)1000/6/418
[DoDIS-15555]

Das Militärdepartement an den Bundesrat

Centurion-Panzer aus Südafrika

At Bern, 14. Juli 1960

An Ihrer Sitzung vom 17. Mai 1960[1] hatte Sie der Unterzeichnete[2] mündlich über die Möglichkeit zum Ankauf von rund 200 gebrauchten Centurion-Panzern zu verhältnismässig günstigen Bedingungen von der Regierung der Südafrikanischen Union orientiert[3] und um Ihre Zustimmung nachgesucht, die Angelegenheit weiter verfolgen zu dürfen.

---

1. *Vgl. das* Verhandlungsprotokoll der 34. Sitzung des Bundesrates vom 17. Mai 1960, E 1003 (-)1970/344/3.
2. *P. Chaudet.*
3. *Zur Frage des Kaufs von Centurion-Panzer von der Südafrikanischen Union vgl.* E 2001(E)1976/17/255, E 5001(G)1972/47/R3744, E 5150(C)1970/185/68, E 5150(C)1971/201/54, E 5155(-)1971/202/100, E 5802(-)1983/57/6, E 6100(B)1970/314/15 *und* E 2200.178(-)1976/181/13.

Sie haben sich hierauf grundsätzlich damit einverstanden erklärt, dass die angebahnten Verhandlungen durch das Militärdepartement weitergeführt werden, wobei jedoch ein Ankauf von lediglich rund 100 dieser Panzerfahrzeuge in Aussicht genommen werden sollte. Zu gegebener Zeit sollte Ihnen vom Militärdepartement ein schriftlicher Antrag bzw. Botschaftsentwurf eingereicht werden.

Wir beehren uns, Ihnen nunmehr in der Beilage die Entwürfe zu einer Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung[4] und zu einem Bundesbeschluss «über die Beschaffung von Panzern»[5] sowie zu einem entsprechenden Pressecommuniqué in deutscher und französischer Sprache mit dem Antrag auf Genehmigung zu unterbreiten.

Zur Begründung unseres Antrages erlauben wir uns, auf die Ausführungen im Botschaftsentwurf zu verweisen. Ergänzend möchten wir Ihnen lediglich die Gründe bekanntgeben, welche die Regierung der Südafrikanischen Union zum Verkaufe der in Frage stehenden Panzerwagen veranlassten. Diese waren in den Jahren 1951–1956 zur Erfüllung eines im Rahmen der atlantischen Verteidigung der Südafrikanischen Union zugedachten Einsatzauftrages beschafft worden. Seither ist die diesem Lande übertragene operative Aufgabe abgeändert worden, weshalb dessen Armee das beschaffte Material nicht mehr benötigt.

Wir hielten es nicht für angezeigt, diese Angaben auch in den Botschaftstext aufzunehmen. Selbstverständlich kann jedoch im Schosse der vorberatenden parlamentarischen Kommissionen auf Wunsch die entsprechende Auskunft erteilt werden.

---

4. *Vgl. BBl., 1960, II, S. 514–523.*

5. *Der Bundesrat beschliesst die Beschaffung von 100 mittelschweren Panzern im Gesamtaufwand von 66 Mio. Franken, vgl. den BRB Nr. 1254 vom 19. Juli 1960,* E 1004.1(-)1000/9/639.2 *und BBl., 1960, II, S. 1069 f.*

85

E 2001(E)1973/157/2
[DoDiS-15248]

Le Consul général de Suisse à Léopoldville, R. Boetschi, au Département politique[1]

Déroulement des événements à Léopoldville

L Léopoldville, 18 juillet 1960

C'est de façon inattendue, après l'euphorie des fêtes par lesquelles on avait célébré l'accession du Congo à l'indépendance, que les troubles graves au milieu desquels nous vivons à présent ont éclaté.

---

1. *Une copie de cette lettre a été envoyée à R. Maurice, Ambassadeur de Suisse en Belgique.*

Le mardi 5 juillet après-midi, lorsque Monsieur le Ministre Stopper quittait Léopoldville[2], tout était encore calme et rien ne laissait prévoir que le lendemain des désordres se produiraient à Thysville, dans le Bas-Congo, où la Force publique (l'armée congolaise) se révolterait contre ses officiers blancs.

Ces désordres se propagèrent rapidement, et dans le courant de la journée l'on apprenait qu'une agitation vive régnait au camp militaire principal de Léopoldville. Il semblait alors que l'origine des troubles résidait dans le fait que les soldats et sous-officiers congolais ne voulaient plus servir sous les ordres d'officiers belges. Le Premier Ministre[3] se rendit au camp militaire en compagnie du Chef de l'Etat[4] pour y haranguer les soldats. Il promit des promotions d'un grade à tous, jusqu'au grade d'adjudant. Ces promesses se révélèrent insuffisantes et l'agitation s'intensifia.

Le jeudi 7 juillet, au début de l'après-midi, le Général Janssens, Commandant en Chef de la Force publique, démissionnait, comme le prétendaient certains, était limogé, comme l'entendaient d'autres. Cela fut le signal de l'anarchie totale au sein de la Force publique qui se mutina ouvertement. Des patrouilles se déversèrent sur la ville européenne, arrêtèrent des Européens, les fouillèrent ainsi que leurs voitures, sous le prétexte de rechercher des armes, les brutalisèrent souvent. Vers la fin de la soirée, un exode en masse commença en direction du «beach», l'embarcadère des bacs assurant le passage à Brazzaville. Ces bacs qui ne fonctionnent normalement que le jour, furent remis en service en pleine nuit et passèrent à Brazzaville des centaines de fuyards.

A 5 heures du matin, l'Ambassadeur de Belgique[5] convoqua à l'Ambassade les chefs des Missions diplomatiques et consulaires. Il leur expliqua la situation et émit l'opinion que les femmes et les enfants devraient être évacués d'urgence de Léopoldville où ils couraient les plus grands dangers. En effet, le Premier Ministre lui aurait déclaré, au cours d'un long entretien qu'il eut avec lui de minuit à 2 h 30 du matin, que l'on avait voulu attenter à ses jours, que les auteurs de cet attentat manqué étaient belges et qu'il allait faire dès le lendemain matin une déclaration dans ce sens à la presse internationale. L'Ambassadeur de Belgique pensait que cela pourrait déclencher un mouvement de foule dirigé contre les Européens en général, la foule ne sachant distinguer entre Belges et non Belges.

Les Ambassadeurs de France[6], d'Allemagne[7], de Grande-Bretagne[8] et des Etats-Unis[9] émirent le vœu qu'avant de prendre une décision à cet égard le

---

2. *Le 17 juin, E. Stopper avait été chargé par le Conseil fédéral de représenter la Suisse – avec le consul Boetschi – aux cérémonies célébrant l'indépendance du Congo, du 29 juin au 2 juillet. Cf. PVCF N° 1040 du 17 juin 1960,* E 1004.1(-)1000/9/638.2 (DoDIS-15249). *Cf. aussi le rapport* Eindrücke von Kongo, Aufenthalt von E. Stopper in Leopoldville vom 28. Juni bis 4. Juli 1960*, non daté,* E 2001(E)1972/33/341 (DoDIS-15252).
3. *P. E. Lumumba.*
4. *J. Kasavubu.*
5. *J. Van den Bosch.*
6. *P. Charpentier.*
7. *H.-J. Soehring.*
8. *I. D. Scott.*
9. *C. H. Timberlake.*

Corps diplomatique tentât de rencontrer le Premier Ministre en présence du Ministre des Affaires étrangères et que l'Ambassadeur des Etats-Unis demandât, au nom du Corps diplomatique, que des mesures immédiates soient prises pour assurer la sécurité des étrangers. L'on convint que les Chefs de Mission se réuniraient en effet à 8 heures du matin pour apprendre s'il a été possible d'atteindre le Premier Ministre et d'obtenir l'audience collective souhaitée. Mais à 8 heures, l'Ambassadeur de Belgique n'a pas paru, et le projet dut être abandonné. La situation s'était d'ailleurs aggravée entre-temps. Les patrouilles de la Force publique, de la gendarmerie et de la police congolaises devenaient de plus en plus nombreuses et agressives. C'est ainsi que pour parvenir de ma résidence privée au lieu de réunion, j'ai dû chaque fois passer par quatre ou cinq contrôles, dont certains peu agréables.

Dans le courant du vendredi 8 juillet, le Gouvernement procéda à de nombreuses nominations dans les cadres supérieurs de la Force publique. Un sergent-major fut nommé général commandant en chef, plusieurs autres sous-officiers colonels, capitaines, etc. Les mutins rentrèrent dans l'ordre et l'on put croire samedi matin que les esprits se tranquilliseraient. Mais, dès 9 heures, on signalait des perquisitions à domicile, souvent très pénibles, et l'effervescence dans la ville revenait et s'accentuait. Devant le désir répété de nombreux compatriotes, je vous ai alors demandé d'envisager l'envoi immédiat à Léopoldville ou à Brazzaville d'un avion de Swissair chargé d'évacuer les femmes et les enfants suisses désireux de rentrer au pays[10]. L'avion devant arriver mardi, j'ai délégué à Brazzaville dès lundi midi, l'un de mes collaborateurs, M. Oriez, pour y organiser le rapatriement, en collaboration avec M. Nanchen, que vous aviez chargé de s'occuper sur place des réfugiés suisses.

Malgré de très nombreuses difficultés – la ville de Brazzaville abritait environ six à sept mille réfugiés – mon collaborateur s'acquitta parfaitement de sa mission. L'avion est entre-temps arrivé en Suisse.

A Léopoldville, la situation continua à se détériorer le dimanche 10 juillet, et l'inquiétude de la population blanche restée sur place à augmenter. Au début de la semaine, des réfugiés suisses commencèrent à affluer de l'intérieur. Certains, des femmes et des enfants surtout, ont pu continuer presque immédiatement sur Bruxelles, à bord d'avions de la Sabena. Je vous ai transmis au fur et à mesure des nouvelles les concernant en utilisant, soit la voie passant par notre Ambassade à Bruxelles, que vous m'aviez fait indiquer, soit celle de messages par ondes courtes pour lesquels des compatriotes amateurs s'étaient obligeamment mis à ma disposition. Le télégraphe officiel ne fonctionnait en effet que par intermittences, et la transmission d'un télégramme dans un seul sens prenait de deux à trois jours.

Le mercredi matin 13 juillet, la situation redevint tout à fait critique. Des patrouilles de la Force publique recommencèrent à circuler en ville et à fouiller les passants européens, à en arrêter certains et à les emmener comme otages. Des incidents se produisirent à l'aéroport entre les troupes congolaises et les

---

10. *Cf. la lettre de R. Boetschi à R. Kohli du 11 juillet 1960, non reproduite, ainsi que la notice* Zusammenfassung meiner Vorkehren am 12. Juli 1960 zur Evakuation via Swissair der Schweizerbürger aus Brazzaville *de M. Jaccard du 13 juillet 1960, non reproduite.*

détachements de parachutistes belges qui contrôlaient le champ d'aviation. A 13 heures, j'ai été prévenu de ce qu'une opération militaire serait déclenchée par les Belges à 14 heures ayant pour but de s'emparer des quartiers européens de la ville situés entre le Boulevard Albert Ier et le fleuve et d'assurer la liaison de ces quartiers avec l'aéroport.

L'opération se déroula sans incidents majeurs, et le soir une entente intervenait entre les deux troupes en présence. Les troupes congolaises assurèrent la sécurité dans les quartiers africains, et les troupes belges dans les quartiers européens du centre de la ville.

On apprenait en même temps que le Gouvernement congolais avait demandé à l'ONU d'envoyer des troupes internationales au Congo pour y assurer la paix et la sécurité, et aux Etats-Unis d'envoyer sans délai une avant-garde de ces troupes. Les Etats-Unis refusèrent, mais le Conseil de sécurité accepta, de sorte que l'on attendait les premiers contingents internationaux vers la fin de la semaine.

Ces contingents sont entre-temps arrivés et ont commencé à prendre la relève des para-commandos belges.

Jeudi après-midi, 14 juillet, j'ai réussi à établir avec vos services une liaison téléphonique directe. J'ai pu exposer à mon interlocuteur les divers problèmes qui se posaient à moi[11]. Votre réponse télégraphique du 15 juillet, N° 26[12], m'est parvenue il y a deux heures.

11. *Cf. la notice* Telephonischer Anruf von Herrn Boetschi aus Leopoldville *de R. Probst du 14 juillet 1960, non reproduite.*

12. *Cf. le télégramme du Département politique à R. Boetschi du 15 juillet 1960, non reproduit.*

86

E 2001(E)1972/33/341
[DoDiS-15335]

Le Département politique aux Ambassades de Suisse[1]

T Berne, 18 juillet 1960, 15 h

[Le] Président *[de la]* Confédération[2] reçut hier de Hammarskjöld *[la]* demande suivante:

«Comme vous le savez, je viens d'appeler à quelques Etats membres de délivrer d'urgence, à titre de don, des aliments au Congo.

Cet appel a trouvé une réponse très favorable. Nous utilisons Pisa, en Italie, comme centre de rassemblement. De Pisa nous devons arranger le transport aérien jusqu'à Léopoldville. Dans une large mesure, nous comptons sur la force aérienne des Etats-Unis. Cependant ceci ne doit pas se transformer en

1. *Ce télégramme est envoyé au Bureau de l'observateur suisse auprès de l'ONU et aux Ambassades de Washington, Londres, Paris, Moscou, Rome et Bruxelles.*

2. *M. Petitpierre.*

une opération exclusivement américaine. J'ai cru que peut-être cela serait un point sur lequel le Gouvernement suisse ou en son nom la Swissair pourrait nous assister. Et c'est pourquoi je me permets de vous soumettre cette suggestion. Je vous serais obligé d'examiner d'urgence la question étant donné que les livraisons d'aliments à Pisa commencent déjà à se dérouler. En vue de la forte réponse que nous avons eue à notre appel aux Etats membres de l'ONU, j'estime que je ne devrais pas maintenant adresser un appel à la Suisse, bien que j'aie envisagé cette possibilité connaissant l'intérêt de la Suisse de participer, sur une base neutre, aux opérations de l'ONU pour le maintien de la paix et de la sécurité. Si vous vouliez bien présenter des commentaires sur cet aspect de la question je serais naturellement heureux de connaître votre réaction.»

Président Petitpierre répondit même jour: «ai bien reçu votre message et me félicite que vouliez associer Suisse aux efforts pour assurer envoi vivres au Congo. Le Gouvernement suisse donne suite favorable à cet appel qu'il considère avec vous dans l'intérêt maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Ai pris immédiatement contact avec président Swissair[3] qui m'a assuré que celle-ci participerait dans mesure aussi large que possible au transport des vivres. Me donnera précisions demain matin[4].

Sommes aussi prêts à participer à fourniture de vivres ou autres produits. Serons en mesure de faire demain propositions concrètes[5].»

Avons publié communiqué dans presse ce matin[6].

---

3. *E. Schmidheiny.*

4. *Sur l'accord de la Swissair de participer au transport de vivres pour le Congo, cf. la notice de R. Kohli des 17–18 juillet 1960,* E 2001(E)1973/157/2 (DoDIS-15336). *Cf. aussi la proposition du Département politique du 6 septembre 1960,* E 1004.1(-)1000/9/641 (DoDIS-15345), *le N° 95 dans le présent volume et* E 2003(A)1971/44/100.

5. *Cf. la notice de E. Diez à M. Petitpierre du 22 juillet 1960,* E 2003(A)1971/44/99 (DoDIS-15337) *et la notice de G. Bonnant du 29 août 1960, ibid* (DoDIS-15340).

6. *Cf. E 2001(E)1972/33/40.*

87

E 2200.157(-)1978/129/8
[DoDIS-14428]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, à l'Ambassadeur de Suisse à Moscou, A. Zehnder[1]

L MJ Berne, 20 juillet 1960

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 29 juin 1960[2], par laquelle vous nous avez fait parvenir la traduction française de la note du 27 juin adressée par le Gouvernement soviétique au Conseil

---

1. *Note en marge:* M. Rappard. J'approuve!

2. *Cf. la lettre de A. Zehnder à R. Kohli du 29 juin 1960, non reproduite.*

fédéral au sujet des négociations de Genève au sein du Comité des Dix sur le désarmement[3].

Si nous inclinions à répondre à la lettre que le Président Khrouchtev a adressée le 2 juin au Président de la Confédération au sujet du nouveau plan soviétique de désarmement[4], la note du 27 juin[5] nous a amené à modifier notre opinion. Nous avons estimé préférable de ne pas répondre à la lettre du 2 juin ni à la note du 27 juin pour les raisons suivantes:

Alors que la lettre du 2 juin n'était pas dépourvue de toute objectivité dans la mesure où elle exposait les éléments essentiels du plan de désarmement soviétique, la note du 27 juin se révèle être de pure propagande. Celle-là exprimait des doutes quant à la volonté de désarmement des puissances occidentales; celle-ci accuse maintenant de façon expresse l'Occident d'avoir torpillé les travaux du Comité des Dix et cherche à rallier le plus grand nombre d'Etats possible à la thèse soviétique sur l'échec des négociations de Genève. Ces deux démarches s'inscrivent dans le cadre de la vaste action diplomatique menée actuellement par l'URSS contre l'Occident et plus particulièrement contre les Etats-Unis. Dans la période de tension politique que nous traversons et qui est caractérisée par l'immixtion de l'Union Soviétique dans les affaires cubaine et congolaise, notre intérêt nous commande de ne pas prendre position dans cette nouvelle phase du conflit Est-Ouest.

Nous partons de l'idée que vous avez déjà accusé réception au Ministère des Affaires étrangères de la lettre du 2 juin ainsi que de la note du 27 juin[6].

---

3. *Cf. l'annexe de la lettre mentionnée à la note précédente.*
4. *Cf. la lettre de N. Khrouchtchev à M. Petitpierre du 2 juin 1960, non reproduite.*
5. *Cf. note 3.*
6. *Note en marge:* 27 juin – oui. 2 juin non, mais j'ai reçu la note de Zorine auquel j'ai promis de la transmettre à Berne.

88

E 2800(-)1990/106/19
[DoDiS-15120]

Notice de l'Ambassadeur de Suisse à Paris[1]

Compte rendu de l'entretien de M. Petitpierre avec le Général de Gaulle le 22 juillet 1960

[Paris, 22 juillet 1960]

Le Général de Gaulle commence par faire allusion à nos divergences de vue au sujet de la réforme de l'OECE[2]. Je sais, dit-il, que vous n'êtes pas satisfaits des compétences qu'aura la nouvelle organisation. Mais il y a maintenant le Marché commun et il faut en tenir compte.

---

1. *Notice rédigée par P. Micheli.*
2. *Cf. N°s 28 et 41 dans le présent volume.*

Monsieur Petitpierre fait observer que la Suisse n'est nullement hostile au Marché commun. Mais celui-ci tend vers la supranationalité et il a un caractère politique. Aussi la Suisse doit-elle se tenir à l'écart de cette organisation. Elle souhaite toutefois qu'une entente soit trouvée entre le Marché commun et l'Association de libre échange, car elle déplore la division économique actuelle de l'Europe.

Le Général de Gaulle déclare que la France ne veut pas que le Marché commun devienne une organisation supranationale. Ses idées à ce sujet sont connues. Le Marché commun ne va donc certainement pas dans cette direction. S'il avait une tendance à y aller, la France saura s'y opposer. Le Général de Gaulle reconnaît que le marché commun a des buts politiques. L'un est de lier solidement l'Allemagne et la France. L'autre est de combler une lacune. Il n'y a pas à l'heure présente à proprement parler d'organisation politique occidentale valable. L'ONU n'est qu'une foire et le deviendra de plus en plus. Elle est dominée par des Etats africains et asiatiques qui ne sont des Etats que nominalement. Ils sont presque tous incapables de vivre par eux-mêmes et ne peuvent subsister que d'aumônes. L'OTAN est en réalité une organisation américaine. Aussi la France prend-elle le large. Que reste-t-il donc? Le Marché commun. Le Général de Gaulle élude la question des relations entre les Six et les Sept. Sans insister, il déclare que les rapports entre le Marché commun et les pays tiers devraient se régler par des accords bilatéraux.

Le Général de Gaulle parle ensuite de la visite que lui a faite M. Khrouchtchev. Celui-ci a beaucoup insisté sur le danger allemand. Le Général de Gaulle lui a répondu que ce danger n'existait pas actuellement. Il lui a dit: «Laissez-moi tranquille avec l'Allemagne». Pour le Général de Gaulle, la Russie affecte la crainte à l'égard de l'Allemagne. Cette crainte ne peut être sérieuse, car les moyens de l'URSS et ceux de l'Allemagne sont trop disproportionnés. Khrouchtchev est un communiste qui n'a que le communisme en vue. Il est un homme politique. En cela il est très différent de Staline, qui était un tyran. Khrouchtchev est aussi un porte-parole. Il subit certainement des influences. Toutefois il abuse des menaces. Lorsqu'on profère des menaces et que celles-ci ne sont pas suivies d'effets, on est très vite dégonflé. C'est ce qui pourrait arriver à Khrouchtchev. On ne peut jouer au Hitler sans faire la guerre.

Le Général de Gaulle aborde alors le sujet de l'Afrique. La situation au Congo est grave[3]. Il y a un risque que les troubles se propagent dans les Etats environnants. On peut déjà constater que la Guinée est devenue un foyer d'infection. La Chine est particulièrement active. Il appartient aux nouveaux Etats de se défendre. La France a en effet décolonisé ses anciens territoires d'Afrique. C'est également une action de décolonisation qu'elle poursuit en Algérie. Mais là, le problème est différent. Ce que la France cherche à faire, c'est à organiser ces pays. Il ne suffit pas de donner l'indépendance à une ancienne colonie et à se retirer: l'exemple du Congo montre où cela peut mener. Il ne suffit pas non plus de distribuer à ces pays de l'argent comme le font les Américains. En Algérie le problème est le plus complexe et le plus difficile. La France s'en tiendra au principe de l'autodétermination. Elle croit que l'Algérie choisira

3. *Cf. N° 85 dans le présent volume.*

d'être, pour un certain temps du moins, liée à elle. Si toutefois l'Afrique préférait la sécession, la France n'y ferait pas obstacle. Mais dans ce cas, les Français et les Algériens qui veulent demeurer français le resteront et ne quitteront pas le pays. Ils seront regroupés dans les centres (Alger, Oran), où ils sont déjà en majeure partie. Les autres auront à «se débrouiller» avec le reste.

Le Général de Gaulle interroge ensuite M. Petitpierre sur les problèmes suisses. Il lui demande ce qu'il pense de l'Allemagne et de l'Italie. M. Petitpierre ayant mentionné l'effort de l'Allemagne envers les pays sous-développés, le Général de Gaulle corrige: il s'agit moins d'une aide que d'une recherche de nouveaux marchés.

Le Général de Gaulle clôt l'entretien par quelques mots aimables sur l'amitié entre la France et la Suisse.[4]

4. *Note en marge de M. Petitpierre:* A l'arrivée: vous venez sans apparat. Critique de mes instructions, en relation avec grande zone de libre échange.

89

E 2001(E)1972/33/C137
[DoDiS-15962]

Der schweizerische Botschafter in London, A. Daeniker, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

L Vertraulich London, 23. Juli 1960

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben vom 8. d. M.[1] beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich gestern Gelegenheit hatte, mich mit Herrn Staatsminister D. Ormsby-Gore zu unterhalten, dem ich die Bemerkungen zur Kenntnis gebracht habe, zu denen Ihnen die von britischer Seite bekundete Bereitschaft, die Stellungnahme gegenüber der Montanunion und Euratom einer erneuten Prüfung zu unterziehen, Anlass gegeben hat. Mr. Ormsby-Gore hat von diesen Erwägungen zuhanden des Aussenministers Kenntnis genommen und die Erwartung ausgesprochen, dass anlässlich der zu gleicher Zeit tagenden Pariserkonferenz dieselben zwischen den Ministern der EFTA-Länder zur Sprache gekommen seien.

Der Staatsminister hat zugegeben, dass bei der Art und Weise, wie die Regierungen der EFTA-Mitgliedstaaten von den neulichen Schreiben der britischen Regierung in Kenntnis gesetzt worden sind, unerwünschte Rückwirkungen betreffend die Tragweite der britischen Haltung nicht verhindert werden konnten, und dass deshalb eine gründlichere vorherige Konsultation zwischen den interessierten Regierungen am Platz gewesen wäre. Die heute nachmittag stattfindende Unterhausdebatte werde Gelegenheit bieten, über den britischen Standpunkt eine volle Abklärung zu verschaffen, und er möchte den

1. *Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an A. Daeniker vom 8. Juli 1960, nicht abgedruckt.*

Erklärungen, mit denen der Staatssekretär des Äussern die Debatte eröffnen werde, nicht vorgreifen. Diese wird sich mit einer soeben veröffentlichten, von 7 konservativen, 3 Labour- und 4 liberalen Unterhausmitgliedern unterzeichneten Erklärung, in welcher der Anschluss Grossbritanniens an die EWG befürwortet wird, zu befassen haben (s. Beilage)[2]. Ich werde Ihnen über die Debatte und deren Ergebnis unverzüglich berichten[3].

Ich habe mich bei Mr. Ormsby-Gore erkundigt, welche weitere Folge die vom Ministerrat der Westeuropäischen Union einem ad hoc eingesetzten Ausschuss übertragene Prüfung der Frage ergeben habe, welche Aufnahme allenfalls ein britisches Gesuch zum Anschluss an Euratom und eventuell die Montanunion finden würde. Er hat mir bestätigt, was mir schon von Mitgliedern des Ausschusses mitgeteilt worden war, dass die Beratungen mangels Instruktionen der beteiligten Regierungen nicht weiter gekommen seien.

Mr. Ormsby-Gore hat selbst den Eindruck, dass die Reaktion der Sechs eine sehr gemischte und jedenfalls nicht positiv sei. Er glaubte indessen die britische Haltung mit dem m. E. nicht sehr überzeugenden Argument verteidigen zu können, ein allfälliger Anschluss Grossbritanniens an die eine oder zwei der Organisationen hätte die psychologische Atmosphäre gegenüber den Sechs doch immerhin in einer Weise beeinflussen können, die sich in günstigem Sinne auf eine Regelung der wirtschaftlichen Probleme mit dem Common Market ausgewirkt hätte. Er musste freilich zugeben, dass das britische Vorgehen nicht geeignet gewesen sei, das noch vorhandene Misstrauen betreffend die Einstellung Grossbritanniens zur EWG zu beheben.

P. S. vom 25. Juli

Drei Stunden bevor Mr. Selwyn Lloyd seine Rede im Unterhaus gehalten hat, hat der stellvertretende Unterstaatssekretär im Foreign Office, Sir Paul Gore Booth, die Botschafter der EFTA-Länder empfangen um ihnen von den Grundzügen der Rede Kenntnis zu geben; diese stellt indessen eher eine Zusammenfassung der britischen Stellungnahme dar als dass sie neue Ausblicke eröffnen würde; ich darf annehmen, dass die Rede Ihnen bei Empfang dieses Schreibens bereits aus der Presse bekannt geworden sei.

---

2. *Artikel* Tariff policy by the Six: Dangerous situation for Britain *in* Manchester Guardian, *nicht abgedruckt.*

3. *Vgl. den Bericht von A. Daeniker an M. Petitpierre vom 26. Juli 1960,* E 2300(-)1000/716/249.

90

E 2001(E)1972/33/C187
[DoDiS-15003]

Der schweizerische Botschafter in Havanna, W. Bossi, an die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements

S Havanna, 10. August 1960

Wie ich Ihnen bereits kurz in Aussicht gestellt habe[1], wurde ich gestern Abend in Begleitung von Herrn Mock in der Angelegenheit der geplanten Textilkompensation erneut von Dr. Guevara, Präsident der Nationalbank, empfangen.

Anlässlich dieser dreiviertelstündigen Unterredung habe ich meinem Gesprächspartner nochmals das uns beschäftigende Problem eingehend auseinandergesetzt und ihn eindringlich um eine baldmögliche Bekanntgabe eines endgültigen, wohlwollenden Entscheides gebeten, besonders auch im Hinblick auf die Tatsache, dass er mir bei meiner ersten Vorsprache vom 17. Juni eine Stellungnahme innert kurzem in Aussicht gestellt hatte[2].

«Che» Guevara's Haltung war auch diesmal betont freundlich und er entschuldigte sich für die Verzögerung mit dem Hinweis auf die verschiedenen wichtigen Ereignisse der letzten Wochen, an denen er massgebend beteiligt war und die ihn in der Tat, angesichts deren Tragweite, wohl voll in Anspruch genommen haben dürften. (Ohne es näher zu umschreiben, dachte er wohl neben den wichtigen Verhandlungen mit Rotchina vor allem an die entschädigungslose Konfiskation von Vermögenswerten der USA in Kuba im Werte von über 800 Millionen Dollars!) Auf unseren Vorschlag zurückkommend, bemerkte er, dass er uns nach Möglichkeit gerne seine Unterstützung beim Suchen nach einer befriedigenden Regelung unseres Vorschlages leihe. Er fügte allerdings hinzu, dass durch die Öffnung massiver neuer Märkte (Russland 1 Mio. t jährlich, China 500'000 t usw.) der Zucker für Kuba zu einer eigentlichen Hartwährung geworden sei, sodass erwartet werden könne, dass Ende des Jahres die vollständige diesjährige Zuckerernte (ca. 5'700'000 t) verkauft sein werde. Anderseits seien, wie er lächelnd bemerkte, die in Frage stehenden schweizerischen Textilien im heutigen Zeitpunkt für Kuba, eine Luxusware, die bei der derzeitigen Austerity und bei dem den Vorrang geniessenden forcierten Industrialisierungsprogramm etwas aus dem Rahmen falle. Er gebe sich jedoch wohl Rechenschaft über die von mir nun bereits zum zweiten Mal im Sinne Ihrer Weisungen mündlich vorgebrachten Gründe, die unseren Vorschlag einer Regelung auf dem Kompensationsweg als gerechtfertigt und für beide Teile angemessen erscheinen lassen. Er musste auch mein Argument gelten lassen, dass der kubanische Exportmarkt eben ausser dem Zucker, dazu noch

1. *Vgl. das Schreiben von W. Bossi an H. Schaffner vom 5. August 1960,* E 7110(-)1970/304/133.
2. *Vgl. das Schreiben von W. Bossi an H. Schaffner vom 18. Juni 1960,* E 7110(-)1970/304/133.

raffiniert in Kuba, kaum über andere Produkte verfüge, die es einem kleinen Land wie die Schweiz erlauben würden, die rund $ 450'000 auf dem Kompensationswege rasch zu liquidieren. Er gab auch zu, dass die Schweiz, auf den Kopf der Bevölkerung gerechnet, seit jeher ein traditionell ausgezeichneter Kunde für kubanischen Zucker war und zeigte sich auch angenehm überrascht durch meinen Hinweis auf die in der ersten Hälfte dieses Jahres nun wieder für Kuba um etwa 2 Mio. Franken aktive Handelsbilanz[3].

Dr. Guevara versprach dann, die Sache in wohlwollendem Sinne mit den anderen zuständigen Stellen, vor allem dem kubanischen Zuckerinstitut und dem Währungsstabilisierungsfonds, zu prüfen. Er könne allerdings nichts endgültiges versprechen, aber er hoffe doch, dass wenigstens eine teilweise Lösung gemäss unserem Vorschlag gefunden werden könne. Er fügte dann bei, dass er als bestimmt voraussetzen müsse, dass einerseits das in dem Kompensationsgeschäft erworbene Quantum Zucker ausschliesslich für den schweizerischen Innenkonsum verwendet werde und dass anderseits ein solches Geschäft nicht einen Präzedenzfall für die Zukunft darstelle.

Abschliessend hat mich mein Gesprächspartner gebeten, ihm eine kurze schriftliche Zusammenfassung der Grundlinien unseres Vorschlages zuzustellen, welchem Wunsche ich unverzüglich nachgekommen bin. Zu Ihrer Kenntnisnahme finden Sie Kopie meines diesbezüglichen Schreibens in der Beilage[4].

Es bleibt nun abzuwarten, was dieser neuerliche Vorstoss zur Folge haben wird. Wie ich Ihnen schon nach meinem ersten Besuch beim kubanischen Wirtschaftslenker und «Hirn» der Regierung berichtet habe, dürfte ein gewisses Wohlwollen seinerseits in der vorliegenden Angelegenheit vorhanden sein. Tatsache bleibt allerdings, dass das geplante Geschäft für Kuba heute nicht sehr «interessant» ist, und dieses Kriterium fällt leider hier mehr ins Gewicht als etwa rechtliche oder gar moralische Verpflichtungen, über die sich die Revolutionsregierung seit langem mehr und mehr hinwegsetzt. Ich werde Sie über die weitere Entwicklung jeweils sofort unterrichten[5].

PS. Das amerikanische *Time-Magazin* widmet in seiner Ausgabe vom 8. August 1960 Titelblatt und den Leitartikel «Che» Guevara. Der Artikel ist verhältnismässig objektiv abgefasst und ist für jemand, der sich für die wirtschaftlichen und politischen Wege Kubas interessiert, sehr lesenswert und lehrreich.

---

3. *Für weitere Angaben betreffend die Frage des kubanischen Zuckerexportes in die Schweiz vgl. die diplomatische Note der Handelsabteilung des EVD an die kubanische Botschaft in Bern vom 25. Januar 1961,* E 2001(E)1976/17/395 (DoDIS-14980).

4. *Nicht abgedruckt.*

5. *Es wurde kein weiteres Dokument zu dieser Angelegenheit gefunden.*

91

E 2200.29(-)1977/57/23
[DoDIS-14497]

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die schweizerische Botschaft in Karachi

Transferkreditabkommen Indien

S Bern, 11. August 1960

Wir verdanken Ihren Bericht vom 3. d. M. betreffend das soeben abgeschlossene Transferkreditabkommen mit Indien und die Probleme einer allfälligen Kreditgewährung an Pakistan[1]. Es ist durchaus richtig, dass Sie auf den Wunsch von Herrn Müller um Vermittlung einer Unterredung mit dem Finanzminister[2] nicht eingetreten sind, da es nicht Aufgabe der Botschaft sein kann, einem Vertreter der Privatwirtschaft die Gelegenheit zu einer Diskussion mit offiziellen Stellen über die Frage einer schweizerischen Kreditgewährung zu verschaffen.

Wir sind uns absolut klar, dass das Abkommen mit Indien[3] den Wunsch nach analogen Lösungen hervorrufen wird, und zwar nicht nur bei anderen Entwicklungsländern sondern auch bei den lokalen Vertretern schweizerischer Firmen, die sich davon eine Erleichterung ihrer Tätigkeit versprechen. Nachdem auch Pakistan zu diesen Staaten gehört, erachten wir es als nützlich, Ihnen das erwähnte Abkommen, den Antrag an den Bundesrat und das Pressematerial zuzustellen[4]. Wir weisen jedoch darauf hin, dass der Bundesrat dieses Geschäft erst gegen Ende August behandeln und das Abkommen zwischen der indischen Regierung und der schweizerischen Bankengruppe[5] über den eigentlichen Transferkredit nicht vor Mitte September abgeschlossen werden wird[6].

Aus diesen Unterlagen geht klar hervor, dass dem Abkommen nur Investitionsgüterlieferungen grösseren Umfangs für besondere indische Entwicklungsprojekte unterstellt werden sollen. In einem speziellen Briefwechsel[7] gibt Indien die Erklärung ab, dass es laufende Importe schweizerischer Waren im Lichte seiner jeweiligen Zahlungsbilanzlage und allgemeinen Einfuhrpolitik

---

1. *Vgl. das Schreiben von Ch.-A. Dubois an H. Schaffner vom 3. August 1960,* E 7110(-)1970/304/166.
2. *M. Shoaib.*
3. *Vgl. das* Abkommen zwischen der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Regierung Indiens über die Eröffnung von Transferkrediten *vom 30. Juli 1960*, AS, 1960, S. 1617–1622, (DoDIS-10038) *und die Mitteilung* Accord avec l'Inde concernant l'ouverture de crédits de transfert *vom 1. August 1960,* E 7110(-)1970/304/158 (DoDIS-14427).
4. *Nicht abgedruckt.*
5. *Es handelt sich bei dieser Bankengruppe um die Schweizerische Volksbank, die Schweizerische Kreditanstalt, den Schweizerischen Bankverein und die Schweizerische Bankgesellschaft, vgl. das BR-Prot. Nr. 1578* Abkommen mit Indien über die Gewährung von Transferkrediten *vom 16. September 1960,* E 1004.1(-)1000/9/641 (DoDIS-14498).
6. *Ibid.*
7. *Vgl. Fussnote 4.*

weiterhin ohne Diskriminierung im Rahmen multilateraler Kontingente zu normalen Zahlungsbedingungen zulassen werde. Dies hat die Meinung, dass Exporte von beispielsweise Textilmaschinen, Elektromotoren, Werkzeugmaschinen usw. nicht unter das Abkommen fallen, ausgenommen es handle sich um die Lieferung ganzer Anlagen. Weder die schweizerische Industrie noch die Banken wären bereit, zu einer generellen Verschlechterung der Zahlungsbedingungen für normale Exporte Hand zu bieten.

Im Zusammenhang mit dem schweizerisch-indischen Abkommen sprach gestern auch der pakistanische Botschafter in Bern, Herr Baig, bei uns vor. Er erklärte, obwohl ihm seine Regierung keine Instruktionen erteilt habe, möchte er doch Auskunft über die Vereinbarung mit Indien erhalten und die Frage stellen, ob mit Pakistan ein ähnliches Abkommen möglich wäre. In erster Linie wiesen wir darauf hin, dass die Vereinbarung mit Indien erst nach sehr langwierigen Vorbereitungen, die über zwei Jahre in Anspruch nahmen, zustandegekommen sei[8]. Dies sei eine Folge der Grundkonzeption des Abkommens, die eine Kreditgewährung durch Exporteure und Banken (also nicht durch die Eidgenossenschaft) vorsehe, während der Beitrag des Bundes in der Erteilung der Exportrisikogarantie für die einzelnen Geschäfte bestehe. Für eine gleichlautende Vereinbarung mit Pakistan müsste nach unseren Erfahrungen ebenfalls mit langen Vorbereitungen gerechnet werden, da auch hier eine sehr eingehende Abklärung mit Industrie und Banken vorausgehen müsste. Für eine Lösung mit Pakistan sollte daher eher eine andere Formel gewählt werden, die in der Festsetzung eines Plafonds für die Gewährung von Exportrisikogarantien bestehen würde, wobei für die schweizerischen Lieferungen Kreditfristen bis zu maximal 6 Jahren nach Bestellung (d. h. in den meisten Fällen 5 Jahre nach Verschiffung) eingeräumt würden. Eine solche Vereinbarung wäre leichter und auch rascher realisierbar als ein Abkommen vom Typ Indien. Auch hier käme es aber vor allem auf die Haltung der schweizerischen Industrie an. Herr Baig verdankte diese Erläuterungen, wies aber darauf hin, dass er die Kreditfrist etwas kurz finde. Er werde nun seiner Regierung Bericht erstatten.

Wie Sie aus diesem Gespräch ersehen, müssen wir vermeiden, mit den übrigen Entwicklungsländern nun einfach analoge Vereinbarungen wie mit Indien zu treffen. Dies wäre u. E. nach den bei der Vorbereitung dieses Abkommens gemachten Erfahrungen auch gar nicht denkbar, da sowohl die Industrie als auch die Banken sich weigern würden, die Lösung Indien zu verallgemeinern; die Industrie, weil sie nicht das geringste Interesse hat, ohne zwingende Notwendigkeit ihre Zahlungsbedingungen generell zu verschlechtern, und die Banken, weil sie nicht Investitionsbanken, sondern Handelsbanken sind und sich ihre Mittel daher nicht langfristig sondern kurz- bis mittelfristig beschaffen.

Man wird nun abwarten müssen, ob die pakistanischen Behörden mit dem Vorschlag einer Vereinbarung an uns herantreten. Sollten sie in diesem Sinne an Ihre Botschaft gelangen, so bitten wir Sie, ein allfälliges Gesuch lediglich zur Prüfung und Weiterleitung an uns entgegenzunehmen, in Ihren Gesprä-

---

8. *Die Verhandlungen begannen 1958, vgl. das BR-Prot. Nr. 441 vom 7. März 1958* Erleichterung der Ausfuhr nach Indien von Kapitalgütern mit langen Zahlungsfristen, E 1004.1(-)1000/9/611 (DoDIS-11635 und 11636).

chen aber soweit nötig den oben dargelegten Standpunkt zu vertreten, d. h. durchblicken zu lassen, dass die erwähnte andere Formel eher Aussicht biete, in absehbarer Zeit zu einer Verständigung zu gelangen[9].

Was nun die in Ihrem Bericht erwähnten Kreditgewährungen anderer Länder anbelangt, so werden Sie mit uns darin einig gehen, dass man sie nicht ohne weiteres als Masstab für die Schweiz anwenden darf. Grossbritannien verfügt im Rahmen seines «Export Guarantee Act» bereits über die gesetzliche Grundlage für die Gewährung von Krediten an Commonwealthländer. Die Bundesrepublik Deutschland kann die aus ERP[10]-Mitteln geäufneten Gelder für diese Zwecke heranziehen. Bei Italien, Frankreich, Japan und Belgien spricht man wohl von Krediten, doch scheinen die Verhandlungen noch zu keinem Ergebnis geführt zu haben. Wenn wir auch diese Offerten bei unseren Überlegungen in Betracht ziehen müssen, so dürfen wir sie doch nicht als Richtschnur für unsere eigene Politik nehmen, da es sich nicht zuletzt auch um eine Frage der Proportionen handelt.

---

9. *Das pakistanische Begehren um schweizerische Kredithilfe wurde am 27. Oktober 1960 vorgetragen, vgl. den Bericht von H. Bühler vom 22. November 1960. Nicht abgedruckt* (DoDiS-14581). *Im Zusammenhang mit der Frage der Finanzierung des Fünfjahresplans 1960–1965 trat die pakistanische Regierung erneut an die Schweiz heran. Die Schweiz erklärte sich im Mai 1962 bereit, Pakistan einen Transferkredit zu gewähren. Das Abkommen wurde 1964 abgeschlossen, vgl. das* Abkommen zwischen der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Regierung Pakistans über die Eröffnung von Transferkrediten *vom 22. Juni 1964,* AS, 1965, S. 61–65.

10. *European Recovery Program (Europäisches Wiederaufbauprogramm, Marshall-Plan).*

92

E 2001(E)1978/84/363
[DoDiS-16078]

Die Finanz- und Wirtschaftsdelegation des Bundesrates an das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank

Gewährung eines Bankkredites vom 30 Millionen Schweizerfranken an die Südafrikanische Union

Kopie
S[1]

Bern, 18. August 1960

Mit Schreiben vom 22. Juli 1960 orientieren Sie uns über die Absicht des Schweizerischen Bankvereins, der Schweizerischen Kreditanstalt und der Schweizerischen Bankgesellschaft, der Südafrikanischen Union für die Dauer von 2 Jahren einen Kredit von 30 Millionen Schweizerfranken zur Verfügung zu stellen[2]. Wie wir Ihren Ausführungen entnehmen, erheben Sie dagegen keine Einwendungen.

---

1. *Das Schreiben wurde von V. Umbricht unterzeichnet. Vgl. auch* E 6100 (B) 1972/96/19.

2. *Nicht abgedruckt. Das Schreiben vom 22. Juli 1960 wurde an die drei zuständigen Departe-*

Die zuständigen Bundesbehörden haben bereits vor Jahresfrist zum vorliegenden Kreditprojekt im positiven Sinne Stellung bezogen. Der südafrikanischen Regierung schienen aber damals die seitens der Schweizerbanken offerierten Kreditbedingungen zu wenig günstig, weshalb die Angelegenheit bis heute in der Schwebe blieb.

Während unser Departement dem Gesuch vor Jahresfrist noch ohne grössere Bedenken zustimmen konnte, wird heute unsere Stellungnahme durch die neueste politische Entwicklung im schwarzen Erdteil erschwert[3]. Obwohl das Bankengesetz in Art. 8 ausdrücklich erwähnt, dass die Prüfung der Sicherheit der Anlage nicht Aufgabe der Nationalbank ist und damit implizite auch nicht Sache der Bundesbehörden, so scheinen uns die Behörden unter dem Gesichtspunkt der Wahrung des wirtschaftlichen Allgemeininteresses doch eine gewisse Verantwortung dafür zu haben, dass schweizerisches Kapital nach Möglichkeit nicht in Gebiete abfliesst, in denen es einem besonderen politischen Risiko ausgesetzt ist[4]. Derartige Bedenken können aber unseres Erachtens im Falle eines Bankenkredites eher zurückgestellt werden, als wenn es sich um die Auflage eines öffentlichen Anleihens handeln würde. In diesem Fall wäre im Interesse der Anlegerschaft und insbesondere im Interesse der kleinen einheimischen Sparer eine grössere Zurückhaltung angezeigt. Es ist anzunehmen, dass die Südafrikanische Regierung die Kreditgewährung wohl auch politisch als Vertrauensbeweis des Auslandes auswerten wird.

Diesen mehr negativen Aspekten stehen nun allerdings gewichtigere positive Erwägungen gegenüber. Einmal ist bei der gegenwärtigen Konjunkturlage und der grossen Flüssigkeit am Geld- und Kapitalmarkt der zur Diskussion stehende Kapitalexport überaus willkommen, dies umsomehr, als die Schweiz in den vergangenen Wochen das Ziel eines aussergewöhnlich umfangreichen Mittelzuflusses aus dem Ausland war. Die Grossbanken verfügen heute über beträchtliche liquide Mittel. Nachdem die gesuchstellenden Banken das Risiko offenbar als tragbar befunden haben, ginge es im vorliegenden Fall wohl zu weit, wenn die Operation aus Sicherheitserwägungen nicht bewilligt würde. Bei dieser Sachlage müsste eine behördliche Verweigerung des Kredits von der südafrikanischen Regierung als ein unfreundlicher Akt empfunden werden. Es scheint uns, dass unsere Beweggründe zu wenig triftig wären, um ein solches Vorgehen gegenüber einem Staate, mit dem wir beste Beziehungen unterhalten, zu rechtfertigen. Es ist im besondern zu berücksichtigen, dass

---

mente (EPD, EVD und EFZD), deren Vorsteher die Wirtschafts- und Finanzdelegation des Bundesrates bilden, adressiert. R. Kohli schreibt: Der Departementschef wünscht, dass eine negative Antwort erteilt wird. *Vgl. die Notiz R. Kohli an M. Petitpierre vom 27. Juli 1960, nicht abgedrukt. Zu den Argumenten für und wider diese Genehmigung, vgl. die Notiz des Politischen Departements vom 30. Juli 1960, nicht abgedruckt* (DoDIS-16418).

3. *Zum politischen Konflikt in Afrika und im besonderen zum Massaker von Sharpeville vom 21. März 1960 vgl. den politischen Bericht Nr. 30 vom 30. März 1960* (DoDIS-16420) *und die folgenden politischen Berichte,* E 2300(-)1000/716/375.

4. *Zu den Kompetenzen der Bundesbehörden betreffend die Kapitalausfuhr vgl. den Bericht des Finanz- und Zolldepartements vom 12. Dezember 1958 über die Frage von Anleihen und Krediten zugunsten des Auslandes, dem der Bundesrat am 15. Dezember 1958 zustimmt,* E 6100(B)1972/96/18 (DoDIS-16752).

unsere Wirtschaftsbeziehungen mit der südafrikanischen Union durchaus erfreulich sind und sich die dortige Regierung unseres Wissens gerade auf diesem Gebiete immer korrekt verhalten hat[5]. In diesem Zusammenhang sei auch erwähnt, dass unsere Handelsbilanz mit Südafrika in den letzten Jahren stets mit ansehnlichen Überschüssen abschloss. Im Jahre 1959 betrug dieser z. B. 68 und im 1. Halbjahr 1960 36 Millionen Franken. Auch dieser Umstand scheint uns eher für eine entgegenkommende Behandlung des südafrikanischen Kreditbegehrens zu sprechen. Zudem handelt es sich hier um ein Land, dessen Wirtschaft im Ausbau begriffen ist, und diese Bestrebungen verdienen auch seitens der Schweiz unterstützt zu werden.

Nach Abwägen der verschiedenen Elemente gelangen wir daher zum Schluss, dass wir der vorliegenden Kredittransaktion nicht mit Begeisterung zustimmen können, aber aus den für unser Departement in Betracht fallenden Gesichtspunkten keine Einwendungen erheben möchten[6].

---

5. *Handschriftliche Anmerkung:* Quatsch! das geht die F*[inanz]* V*[erwaltung]* nichts an!

6. *Nach dem negativen Entscheid der drei Bundesräte vom 29. Juli 1960, schreibt Bourgknecht einen Brief um auf die Ablehnung zurückzukommen und die Bewilligung zu erteilen, vgl. das Schreiben von J. Bourgknecht an M. Petitpierre und F. T. Wahlen vom 5. August 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-16415). *Seine beiden Kollegen folgen seinem Vorschlag. Dieser neue Entscheid wird vorerst den leitenden Beamten und später der Nationalbank mitgeteilt, vgl. die Briefe vom 19. und 25. August 1960, nicht abgedruckt.*

93

E 2300(-)1000/716/119
[DoDiS-15221]

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Colombo, Th. Curchod, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec le Gouverneur général de Ceylan

R Colombo, 22 août 1960

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que nous avons été reçus, mon prédécesseur M. Jean Revilliod et moi-même, le 19 août, par Sir Oliver Goonetilleke, Gouverneur général de Ceylan.

Une particularité frappa d'emblée M. Revilliod, grand connaisseur des usages de l'Extrême-Orient et de Ceylan: au lieu d'être conduits dans l'antichambre du cabinet de travail de Sir Oliver, comme le veut la tradition appliquée ici aux Chargés d'affaires a. i., nous fûmes introduits dans le vaste salon de réception, réservé en pareilles circonstances aux Chefs de Mission de rang plus élevé. Cette entorse au protocole local nous surprit agréablement, surtout que l'accueil du Représentant de la Reine fut des plus affables.

Il me souhaita d'abord la bienvenue à Ceylan, puis exprima ses regrets de voir partir M. Revilliod dont le tact et la distinction furent appréciés de tous.

Il sembla intéressé d'apprendre que je venais de Léopoldville[1]. A ce propos, je dois dire que la plupart des personnes rencontrées depuis mon arrivée témoignent un vif intérêt pour l'Afrique et les connaissances acquises au cours de mon séjour dans ce continent facilitent souvent mes entretiens. Sir Oliver ne cacha pas ses préoccupations au sujet de la République du Congo[2]. Il compare les difficultés actuelles à celles de Corée et il nourrit même à leur endroit des sentiments empreints d'un lourd pessimisme. Il craint surtout la pénétration soviétique dans une contrée jusqu'ici préservée du communisme. Selon lui, l'URSS appuie Lumumba dans ses revendications et dans son combat contre le Katanga. Il se demande en définitive si, à la suite des affaires congolaises, l'Afrique noire ne sera pas entraînée tôt ou tard dans une politique à la fois préjudiciable à ses propres intérêts et à ceux de l'Europe comme de l'Asie.

Quel dommage, poursuivit le Gouverneur général, que les dirigeants des nouveaux Etats ne s'inspirent pas davantage de l'exemple suisse[3], que Ceylan essaie et désire suivre pour régler ses épineux problèmes de races et de langues. Au demeurant, Ceylan et la Suisse ont de nombreux points communs et suivent une ligne de conduite qui se rapproche: ce sont des pays neutres – l'un situé au centre de l'Europe, l'autre à mi-chemin du Proche et de l'Extrême-Orient – qui pourraient jouer en cas de conflit un rôle utile et bienfaisant pour l'humanité.

A la pensée d'un conflit mondial, l'expression de Sir Oliver se modifia soudainement. Il parut réellement effrayé et, plaçant sa tête entre les mains, nous confia son angoisse de savoir que la majorité des avoirs de son pays sont déposés à Londres au lieu d'être répartis dans d'autres capitales financières. Il estime donc indispensable de procéder à une meilleure distribution des risques et il pense à la Suisse comme l'un des centres de dépôt des fonds nationaux.

Aussi, pour ces différentes raisons, auxquelles s'ajoutent les liens d'amitié qui nous unissent, aimerait-il qu'un Ambassadeur de Ceylan fût nommé à Berne; il nous demanda si ce Chef de Mission pourrait être accrédité dans d'autres Etats comme le Vatican par exemple. Nous répondîmes affirmativement.

L'entretien se termina par des paroles aimables tant pour M. Revilliod que pour moi-même. Le Gouverneur général nous accompagna jusqu'au bas de l'escalier d'honneur et nous salua encore au moment de notre départ. Notre visite avait duré 25 minutes.

La question relative au placement d'une partie des fonds de Ceylan en Suisse n'est pas nouvelle. En novembre 1959, le Gouverneur général avait exprimé le même point de vue à M. l'Ambassadeur Rezzonico[4]. La Banque nationale, consultée à l'époque, nous avait fait connaître ses conditions tout en insistant

---

1. *Th. Curchod a été nommé consul à Léopoldville le 6 octobre 1953, cf. PVCF N° 1653 du 6 octobre 1953,* E 1004.1(-)1000/9/558. *Il reste en fonction jusqu'au 13 février 1960 (en qualité de consul général à partir du 7 février 1958), cf. PVCF N° 233 du 7 février 1958,* E 1004.1(-)1000/9/610.

2. *Sur la situation au Congo, cf. les N°s 62, 85, 86, 95, 107, 122 et 128 dans le présent volume.*

3. *Cf. la lettre de H. Keller à R. Kohli du 25 février 1958, non reproduite* (DoDiS-11633), *et la lettre de H. Keller à R. Bindschedler du 22 septembre 1958,* E 2001(E)1972/33/230 (DoDiS-15215).

4. *Cf. la lettre de C. Rezzonico à R. Kohli du 7 novembre 1959,* E 2001(E)1972/33/C 37.

sur le fait que la situation exigeait une certaine réserve de notre part[5]. Les précisions fournies par notre Institut d'émission avaient été communiquées en son temps à Sir Oliver[6]. Ce dernier connaissait ainsi notre position. Il faut donc croire que ce problème le préoccupe tout spécialement puisqu'il le développa une seconde fois devant nous. Comme il s'agissait d'un simple désir et non d'une requête précise, nous nous sommes abstenus, M. Revilliod et moi-même, d'informer le Représentant de Sa Majesté des récentes mesures prises par la Suisse pour enrayer l'afflux de capitaux étrangers. Il est clair, cependant, que la Légation ne manquerait pas de suivre les instructions qui lui sont parvenues pour répondre à une nouvelle demande éventuelle des Autorités ceylanaises.

Enfin, en ce qui concerne la nomination d'un Ambassadeur à Berne, je présume qu'une décision ne sera pas prise avant un certain temps. Le Ministère des Affaires étrangères dispose d'un nombre limité de diplomates, juste suffisants pour accomplir les tâches courantes. Il ne semble donc guère possible de créer, dans le courant de ces prochains mois, une mission diplomatique indépendante en Suisse, à moins que celle-ci revête une importance particulière.

---

5. *Cf. la lettre de la Banque nationale suisse à R. Kohli du 1er décembre 1959, ibid.*

6. *Sir Oliver a été informé par H. Keller le 24 décembre 1959 au sujet des conditions de la Banque nationale suisse concernant le placement de fonds du Gouvernement ceylanais, cf. la lettre de H. Keller à R. Kohli du 24 décembre 1959, ibid.*

94

E 1001(-)1000/6/113
[DoDiS-16053]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Essai de définition d'une politique dans le domaine de la collaboration scientifique future

P Berne, 29 août 1960

Le Département des Finances ayant fait des réserves au sujet de notre participation à la recherche spatiale, le Département politique a essayé de définir une politique à suivre dans le domaine de la collaboration scientifique future.

I

Quels sont les traits qui marquent principalement la recherche scientifique d'aujourd'hui?

– L'accélération du rythme des découvertes. Il suffirait de citer les découvertes de la science atomique et celles de l'espace; il y a seulement trois ans que le premier spoutnik a été lancé.
– La multiplication et l'élargissement des domaines de la recherche.

– La spécialisation toujours plus poussée des diverses disciplines.
– L'application rapide et souvent très directe des découvertes à la technique et à l'industrie; les progrès économiques se trouvent ainsi de plus en plus étroitement liés au progrès scientifique.
– Les ressources élevées en hommes et en matériel qu'exige l'effort des savants qui ne peuvent plus, comme leurs prédécesseurs, poursuivre leurs expériences dans des laboratoires personnels ou même dans ceux des universités. En conséquence, l'intervention de l'Etat sous des formes diverses est devenue un facteur inéluctable.
– Les ressources individuelles d'un Etat pour certaines entreprises particulièrement coûteuses ne suffisent pas non plus; la mise en commun des apports de plusieurs nations s'impose alors.
– L'importance militaire de l'activité scientifique a conduit les Grandes Puissances à vouer une attention particulière à l'exploitation des travaux à des fins non pacifiques. Il s'ensuit que ces Etats peuvent estimer avoir intérêt à entreprendre leurs efforts en commun plutôt dans le cadre d'alliances politiques ou militaires; nombre de savants se trouvent ainsi mobilisés dans le conflit Est-Ouest,
– Des organisations à caractère politico-économique, telles que les Communautés[1], cherchent également à étendre leur coopération à des domaines scientifiques.

Nous voyons donc, d'une part, l'accroissement des incidences de la recherche scientifique sur le développement technique, économique, militaire et politique, d'autre part, vu l'importance des ressources devant être mises en œuvre, la nécessité d'une collaboration intergouvernementale.

II

L'importance grandissante de la recherche scientifique est telle qu'on peut soutenir que l'indépendance économique – et politique – d'un Etat pourra en dépendre de plus en plus. Pour cette raison, elle rend impératives sur le plan interne la coordination et sur le plan externe la coopération. Une telle évolution place des pays comme le nôtre, qui n'appartiennent ni à un bloc ni à un autre, devant le problème de trouver un cadre approprié à une coopération conforme à nos institutions et correspondant à nos intérêts.

Les dix à quinze dernières années pendant lesquelles la coopération internationale dans le secteur scientifique s'est beaucoup développée, nous fournissent des précédents qui peuvent nous servir à dégager une ligne de conduite pour l'avenir.

Nous avons vu notamment la création d'entreprises communes de l'Agence européenne de l'énergie nucléaire de l'OECE (Halder, Eurochemic et Dragon), du CERN, de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, de l'EURATOM, de l'UNESCO, de la CEE, et suivi leurs efforts dans le domaine scientifique.

A la lumière de ces expériences, nous avons remarqué que, sur le plan scientifique et technique, la collaboration internationale, lorsqu'elle s'exerce

1. *Il s'agit sans doute de la CEE et de l'Euratom.*

à l'échelle universelle, tend à devenir inefficace; elle se trouve entravée par la multiplicité et la variété des éléments composants. C'est, en effet, le cas de l'UNESCO, de l'AIEA; leurs résultats ne correspondent pas aux ressources matérielles et humaines dont elles disposent. On s'aperçoit dès lors que leur principale activité consiste à fournir une assistance technique aux pays sous-développés. Mais il est clair que des pays économiquement développés de l'Europe ne tirent pour ainsi dire aucun avantage pratique de ce genre de collaboration.

Sur le plan régional, les organisations européennes bénéficiant d'un terrain plus homogène peuvent donner de meilleurs résultats, mais c'est alors la structure de ces organisations qui doit retenir l'attention. Des organismes tels que la Commission économique pour l'Europe, embrassant un nombre trop vaste d'Etats aux régimes politiques divers, se trouvent également entravés dans leur activité. En revanche, des organisations exclusives à caractère supranational, comme les Communautés, de par leur nature ne permettent pas la participation de certains Etats.

Seuls les organismes tels que l'Agence européenne de l'énergie nucléaire de l'OECE et le CERN ont donné des résultats relativement satisfaisants.

C'est surtout l'exemple du CERN qui devrait retenir notre attention: non seulement le CERN a permis à treize Etats de collaborer fructueusement et rapidement, mais il a donné à l'Europe sa première et retentissante réussite sur le plan scientifique, dépassant celles des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS.

Ce succès lui a valu non seulement de jouer le rôle pour lequel il avait été créé[2], celui de laboratoire européen pour la recherche nucléaire, mais également de devenir le pôle d'attraction des savants du monde entier et le lieu de rencontre de l'Est et de l'Ouest (plus d'une centaine de savants russes et américains assistent annuellement aux symposiums organisés par le CERN).

C'est cette démonstration de la réussite du CERN qui nous a amenés à envisager une collaboration européenne pour la recherche spatiale sur le modèle de cette organisation[3].

III

Nous avons vu, au cours des réunions destinées à jeter les premières bases d'une collaboration dans le domaine spatial, que des pays qui ont des vues concrètes et une volonté au sujet d'un certain mode de collaboration, ont des chances, sinon d'imposer leur façon de voir, du moins d'influencer celle des autres. Il pourrait être utile dès lors, aussitôt qu'une collaboration internationale dans le domaine scientifique apparaît nécessaire, de prendre l'initiative et de chercher à l'organiser selon nos principes.

Nous pensons que de telles initiatives prises par notre pays pourraient être bien reçues et auraient plus de chance d'être suivies que si elles émanaient de pays qui n'ont pas l'avantage, comme le nôtre, de suivre une politique de neutralité.

---

2. *Sur la création et les débuts du CERN, cf. DDS, vol. 19, N°s 35 et 77.*

3. *Sur les débuts de la recherche spatiale en Suisse, cf.* E 2003(A)1971/44/94.

Nous voyons de multiples avantages à organiser la collaboration future de l'Europe sur le plan scientifique de la manière proposée. En effet, les mérites d'une collaboration européenne dans le secteur scientifique, – voire une intégration scientifique de l'Europe – sont évidents:

Pour les branches nouvelles, il est plus facile de créer une telle coopération que dans des secteurs où les pays ont eu le temps de s'organiser sur une base nationale.

D'autre part, la recherche scientifique, dont souvent il est difficile de prévoir l'utilité pratique ou bien définie, échappe plus qu'une autre aux préoccupations concurrentielles.

La collaboration des Etats européens sur le modèle du CERN pourrait exercer une action analogue, en tant qu'elle serait à même de démontrer le caractère non politique et non militaire de cette collaboration et d'agir comme élément de rapprochement entre l'Est et l'Ouest.

Par ailleurs, loin d'être exclusive, elle permettrait à l'Europe de venir en aide d'une manière plus efficace et impartiale aux pays sous-développés par le moyen d'octroi de bourses, d'échanges d'informations, etc.

Ce genre de collaboration convient aux pays européens non avancés qui peuvent mieux y «camoufler» leur retard.

On peut aussi espérer que la recherche scientifique dans ce cadre européen, en donnant l'occasion notamment à des pays comme le nôtre d'exercer sur elle une certaine influence, évite les excès et s'achemine vers des buts conformes à nos conceptions humanitaires,

Au cours des négociations en vue de créer l'organisation pour la recherche spatiale, nous avons constaté que l'initiative prise par la Suisse dès le début des pourparlers lui a permis de jouer un rôle qui ne correspondait nullement à l'avancement des recherches spatiales dans notre pays. Le seul fait que nous ayons pris des initiatives en proposant certaines formules a retenu l'attention des autres Etats qui nous ont semblé être prêts à nous écouter et au besoin à se laisser guider. C'est la méthode que nous pourrions suivre à l'avenir, Il serait nécessaire que, si nous l'adoptions, nous fassions connaître nos vues au Fonds national suisse pour la recherche scientifique, à nos savants en général, pour que, aussitôt qu'une collaboration s'avère indispensable dans un domaine scientifique, nous puissions tenter de coordonner les efforts des Etats européens dans le sens indiqué.

Ainsi, nous pourrions espérer contribuer au redressement de l'Europe, au rehaussement de son prestige, sans que pour cela les autres parties du monde puissent y voir des visées qui leur seraient hostiles.

Le Département politique a dès lors l'honneur de proposer que le Conseil fédéral procède à un échange de vues sur ce problème et arrête une ligne de conduite à l'intention des départements intéressés[4].

---

4. *La proposition du Département politique est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 6 septembre 1960, cf. PVCF N° 1490,* E 1004.1(-)1000/9/641.1.

95

E 2003(A)1971/44/99
[DoDiS-15341]

Notice interne du Département politique[1]

NOTES POUR LE CHEF DU DÉPARTEMENT POLITIQUE
EN VUE DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU 8 SEPTEMBRE 1960

TU *[Berne],* 7 septembre 1960

I – Action de la Suisse au Congo[2]

Opération Swissair – Télégramme du 17 juillet de M. Hammarskjöld[3] demandant l'aide de la Swissair pour transporter des vivres au Congo, vivres rassemblés de tous les pays d'Europe à Pise.

Nous avons estimé qu'il était souhaitable que la Suisse participe à cette œuvre de solidarité internationale aussi rapidement que possible[4]. Grâce à l'efficacité de la Swissair, le 18 juillet déjà, son premier avion partait pour Léopoldville transportant du lait en poudre, don de la Suisse pour la distribution de vivres aux populations nécessiteuses du Congo.

Les semaines qui suivirent, Swissair effectua 9 vols de l'Europe vers le Congo transportant des marchandises stockées à Pise. A leur retour, certains de ces avions rapatrièrent des réfugiés.

Dans le courant du mois d'août, soit entre le 2 et le 24, toujours à la demande de l'ONU, Swissair mit à disposition deux avions pour effectuer depuis Léopoldville des vols à l'intérieur du pays. Ces vols, grâce à la compétence des équipages commandés par le Capitaine Heiz, purent se faire sans incidents majeurs malgré les conditions très instables et les installations techniques insuffisantes (voir rapport Capitaine Heiz)[5].

Les vols de la Swissair au Congo ont pris momentanément fin. Nous tenons à remercier notre compagnie de son action là-bas faite avec beaucoup d'efficacité malgré que la saison touristique battait son plein.

Les frais de l'action de la Swissair au Congo seront supportés par la Confédération. Ils s'élèvent à environ 1'400'000 francs.

Il vous intéressera également de savoir que cette Compagnie, indépendamment de cette action, effectua, le 13 juillet, un vol pour rapatrier les Suisses du Congo qui avaient exprimé le désir de quitter ce pays.

---

1. *Cette notice a été redigée par B. Turrettini.*
2. *Pour une vue d'ensemble sur cette aide, cf. la proposition du Département politique du 6 septembre 1960,* E 1004.1(-)1000/9/641 (DoDiS-15345).
3. *Cf. N° 86 dans le présent volume.*
4. *Ibid.*
5. *Non reproduit.*

II – Unité médicale civile

Le 19 juillet, nouveau télégramme de M. Hammarskjöld demandant l'envoi d'urgence d'une équipe médicale civile mise à disposition de l'ONU (voir texte télégramme annexé)[6].

Nous avons également estimé que nous devions donner une suite immédiate à cette requête de caractère humanitaire[7]. Nous avons donné mandat à la Croix-Rouge suisse d'organiser et d'assumer le fonctionnement de cette unité.

Le 28 juillet, une mission préparatoire sous la direction du Dr Rubli partit pour Léopoldville. Elle fut suivie dès le début du mois d'août d'une équipe qui compte maintenant 25 personnes dont 11 médecins. Cette dernière dirige un hôpital à Léopoldville divisé en deux parties: une, de 200 lits, est réservée aux troupes de l'ONU, l'autre, de 450 lits, est réservée à la population congolaise. Alors qu'il y a peu de malades dans la partie militaire, ceux qui se trouvent dans la partie civile augmentent de jour en jour[8].

La durée de cette mission dépendra des événements.

Les frais en sont assumés par la Confédération et se montent à environ 110'000 francs par mois.

III – Aide alimentaire

10 tonnes de lait en poudre furent expédiées avec les avions Swissair.

Un deuxième envoi de 10 tonnes partit le 23 juillet à la demande du CICR.

Un troisième envoi de 10 tonnes fut expédié à la mi-août à la demande de l'UNICEF.

Ces dons de la Confédération lui coûteront environ 130'000 francs.

IV – Envoi d'experts au Congo

Le 26 juillet, M. Hammarskjöld nous demande deux experts suisses[9] qui feraient partie du groupe consultatif civil de l'ONU et s'occuperaient, l'un de questions juridiques, l'autre de la supervision des instructeurs des Nations Unies prévus pour l'entraînement des officiers de la force publique congolaise.

Là encore, le Conseil fédéral a estimé que nous devions donner une suite favorable à cette requête et nous efforcer de trouver le plus rapidement possible les personnes qualifiées.

Le 10 août, le Colonel Fricker, chaudement recommandé par le Département militaire, partit pour Léopoldville. Sa mission, comme vous le savez, fut de courte durée, la situation ayant évolué de manière différente que celle prévue au moment de la demande de M. Hammarskjöld. Dans ces conditions, le

---

6. *Non reproduit.*

7. *Cf. la notice de E Diez à M. Petitpierre du 22 juillet 1960, non reproduite* (DoDiS-15337).

8. *Sur la mission préparatoire du Dr Rubli, cf. la notice de G. Bonnant du 29 août 1960, non reproduite* (DoDiS-15340).

9. *Cf. la lettre de l'Office de l'Observateur permanent de Suisse auprès des Nations Unies au Département politique du 26 juillet 1960, non reproduite.*

Colonel Fricker se décida, d'entente avec les Nations Unies, à rentrer le 16 août (voir annexe télégramme M. Hammarskjöld)[10]. Nous eûmes, par contre, plus de peine à trouver un juriste. Après plusieurs essais infructueux, nous sommes finalement parvenus à mettre à disposition de l'ONU une personnalité qui doit partir pour Léopoldville incessamment. Il s'agit de M. Grossen, Professeur de droit civil et de procédure civile à l'Université de Neuchâtel.

Dans un domaine plus technique, nous avons pu – toujours à la demande du Secrétaire général des Nations Unies[11] – envoyer à Léopoldville le directeur des téléphones de Lausanne, M. Henri Challet, qui arriva au Congo le 6 août et qui dirige maintenant la réorganisation du service des télécommunications dans ce pays. Il a sous ses ordres des ressortissants de divers pays et également un certain nombre de techniciens suisses des PTT et de maisons privées (une quinzaine environ) qui sont partis là-bas.

Tous ces experts ont été engagés directement par l'ONU et sont rétribués par elle. Ils ont en général signé des contrats allant jusqu'à six mois, mais qui sont éventuellement renouvelables.

L'ONU, toujours avec notre accord, a engagé directement certains ressortissants suisses pour des travaux divers (magasiniers, chauffeurs, etc).

D'autre part, quelques maisons suisses de Léopoldville ont mis du personnel de leur firme à la disposition des Nations Unies.

Il y a eu d'autres experts suisses qui ont été engagés par l'ONU sans qu'un contact préalable ait été pris avec la Confédération (MM. Knecht et Bachmann). Nous devons nous attendre, si la situation politique ne se gâte pas complètement, à être sollicités encore très souvent pour des tâches plus ou moins importantes au Congo, soit dans le cadre de l'action de l'ONU, soit dans celui de l'assistance technique bilatérale. En ce qui concerne notre action du point de vue de l'assistance technique, bien que nous soyons en principe positifs, nous resterons prudents tant que la situation intérieure au Congo ne sera pas stabilisée. Actuellement notre ligne est d'appuyer avant tout l'action des Nations Unies.

Nous devons être reconnaissants à M. Hammarskjöld, qui connaît bien la Suisse et ses institutions, de nous avoir demandé une aide à laquelle nous ayons pu répondre sans hésiter. Comme nous vous le disions, pour que notre action soit efficace elle devait être rapide et nous devions mettre à disposition de l'ONU des personnes compétentes. Nous croyons pouvoir dire que jusqu'ici ces deux conditions ont été remplies.

---

10. *Cf. le télégramme de M. Petitpierre du 19 août 1960, non reproduit.*

11. *Cf. le télégramme de l'Union internationale des télécommunications à M. Petitpierre du 1er août 1960, non reproduit.*

96

E 5001(G)1972/47/109
[DoDiS-15556]

Der Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre, an den Vorsteher des Militärdepartements, P. Chaudet

S Bern, 9. September 1960

Wir danken Ihnen für Ihr Schreiben vom 29. August[1] betreffend die Eingabe der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon vom 8. August[2]. Ihrem Wunsche gemäss teilen wir Ihnen zu den von der Firma Bührle aufgeworfenen Fragen folgendes mit:

Im Jahre 1959 unterbreiteten die Pilatus Flugzeugwerke AG in Stans der Kriegstechnischen Abteilung tatsächlich die Frage, ob sie die Ausfuhrbewilligung für 5 Trainingsflugzeuge Pilatus P-3, die an die tunesische Regierung geliefert werden sollten[3], erhalten könnten. Nach Rücksprache mit uns äusserte die KTA dem Gesuchsteller gegenüber die Ansicht, dass gemäss Beschluss des Bundesrates vom 8. November 1955[4] (Embargo-Beschluss gegenüber Israel und den arabischen Staaten) die als Kriegsmaterial zu betrachtenden Pilatus P-3 nicht zur Ausfuhr zugelassen werden könnten.

Was eventuelle Ausfuhrmöglichkeiten von Kriegsmaterial nach Südafrika gewissermassen als Gegenleistung für den vorgesehenen Ankauf von Centurion-Panzern aus diesem Land anbetrifft[5], müssten im gegebenen Zeitpunkt konkrete Ausfuhrgesuche im Hinblick auf die politische Lage einer Prüfung unterzogen werden.

---

1. *Nicht abgedruckt.*
2. *Vgl. das Schreiben von D. Bührle an das Militärdepartement vom 8. August 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-15780).
3. *Nicht ermittelt.*
4. *Vgl. das BR-Prot. Nr. 1854 vom 8. November 1955,* E 1004.1(-)1000/9/583 (DoDiS-10961).
5. *Vgl. Nrn. 2 und 84 in diesem Band.*

97

E 1001(-)1000/6/666
[DoDiS-14929]

Le Chef du Département de l'Economie publique, F. T. Wahlen, au Conseil fédéral

Accord concernant l'ouverture au Chili de crédits de reconstruction

P Berne, 13 septembre 1960

Après la catastrophe qui a ravagé le Sud du Chili en mai, le Gouvernement de ce pays a demandé à plusieurs pays européens de lui accorder des crédits à long terme, pour la reconstruction[1]. La requête adressée à la Suisse porte sur 10 millions de dollars, remboursables en 15 ans.

Dès le début, nous avons été d'avis qu'une collaboration suisse à cette reconstruction, sous forme de facilités de crédit, s'impose indépendamment des dons divers mis spontanément à disposition du Chili ou qui le seront encore[2]. Il s'agit de témoigner de notre solidarité à l'égard d'un pays très gravement touché et cela d'autant plus que le Chili, pays sous-développé et très isolé, a de toute manière besoin d'une aide extérieure accrue pour affermir son économie et améliorer sa situation sociale. L'Ambassade de Suisse à Santiago est, elle aussi, très positive à ce propos[3].

En revanche, la somme précitée de 10 millions de dollars paraît surfaite. Un montant sensiblement plus faible correspond mieux au volume des échanges économiques entre les deux pays et à l'importance que revêt le marché chilien pour l'économie suisse. De ce point de vue, nous estimons suffisantes des facilités de crédit d'un montant de 15 à 20 millions de francs, avec une durée exceptionnelle de 10 ans environ, pour l'achat de biens de reconstruction fabriqués en Suisse.

Nous aurions souhaité que les pays européens, ou tout au moins ceux de l'AELE, s'entendent entre eux pour synchroniser quelque peu la nature et les conditions des facilités qu'ils accorderont au Chili. Les essais faits dans ce sens par la Grande-Bretagne ont échoué. Maintenant, chaque pays paraît adopter une attitude individuelle. Les grands préfèrent agir chacun dans le sens de ses intérêts propres, tandis que quelques petits pays sont encore hésitants.

L'état actuel des pourparlers chiliens avec l'Europe est le suivant:

Grande-Bretagne:

Crédit du Gouvernement, de 2 millions de livres, sur 10 ans; intérêt environ 6%; utilisation en Grande-Bretagne.

---

1. *Cf. le rapport politique N° 2 de S. Stiner à M. Petitpierre du 22 juin 1960,* E 2300(-)1000/716/428.
2. *Cf. la lettre de J. de Rham à S. Stiner du 23 juin 1960,* E 2001(E)1976/17/368 (DoDiS-14932).
3. *Cf. note 1. Voir aussi la lettre de S. Stiner à J. de Rham du 10 août 1960,* E 2001(E)1976/17/368.

France:

Crédit du Gouvernement, de 20 millions de NF, sur 15 ans; intérêt environ 3½%; utilisation en France.

Italie:

Garantie du Gouvernement, de 10 millions de dollars, qui s'ajoutent à 20 millions de dollars accordés l'année passée pour l'achat de matériel ferroviaire italien. Durée pour les 20 millions: 5 ans, pour les 10 millions: 10 ans.

Allemagne:

Don du Gouvernement: 10 millions de DM. Crédits après retour d'une commission d'experts: peu avant la catastrophe, l'Allemagne a accordé des facilités de crédits, avec garantie de l'Etat, pour 300 millions de DM, dont 125 millions avec une durée de 10 ans après livraison, 50 millions avec une durée de 6 ans et 125 millions avec une durée allant jusqu'à 5 ans.

Hollande:

Envoi au Chili d'une délégation d'experts; garantie officielle à l'examen pour 50 millions de florins.

La *Belgique* et la *Suède* ne paraissent pas disposées à donner des facilités dépassant 5 ans, la première en raison des conséquences de la situation au Congo[4]. Pour le moment, le Chili a refusé les crédits offerts pour cette durée, qu'il juge beaucoup trop courte.

La *Norvège* et le *Danemark*, peut-être même l'Autriche bien qu'elle n'ait pas été sollicitée, prennent une attitude positive mais n'ont pas encore précisé leurs intentions.

A en croire l'Ambassadeur du Chili à Berne[5] et selon l'impression que nous avons gagnée au cours d'une enquête de nos Ambassades en Europe, il semble probable que quelques-uns des derniers pays cités, notamment de l'AELE, se laisseront influencer par l'attitude de la Suisse. Ainsi, une double responsabilité incomberait à notre pays.

D'entente avec l'Administration fédérale des Finances, le Département politique fédéral, un groupe de banques et les représentants des principales industries intéressées, nous sommes convenus d'offrir au Gouvernement chilien, sous réserve de votre approbation, l'opération suivante qui présente assez d'analogie avec «l'opération Inde»[6] que nous vous avons soumise récemment:

But: contribuer à la reconstruction des régions dévastées

Moyens: par l'octroi de la garantie de la Confédération dans les limites de la loi sur la garantie contre les risques à l'exportation[7], rendre possible l'ouverture de crédits bancaires à long terme devant faciliter l'achat de biens de reconstruction d'origine suisse

Montant du crédit bancaire: 15 à 20 millions de francs.

Étendue de la garantie de la Confédération: pour chaque affaire, intérêt et

---

4. *Cf. notamment N° 85 dans le présent volume.*

5. *F. García-Oldini.*

6. *Cf. N° 91 dans le présent volume.*

7. *Cf. la* Loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation *du 26 septembre 1958, FF, 1958, vol. 2, pp. 817–821.*

principal, taux de garantie légal maximum de 85%. En outre, le débiteur ayant un caractère officiel, le risque de ducroire sera couvert.

Créancier: consortium de banques suisses, formé du Crédit Suisse, de l'Union de Banques Suisses et de la Société de Banque Suisse et, éventuellement, de la Banque Populaire Suisse.

Débiteur du crédit: Banque centrale du Chili, avec garantie du Gouvernement, ou l'Etat chilien.

Durée du crédit: en principe, 10 ans à partir de l'expédition de la marchandise, le crédit pouvant néanmoins servir au financement des paiements antérieurs à l'expédition (par exemple 10% lors de la commande).

Amortissement du crédit: à partir de la fin de la troisième année après l'expédition, en quatorze tranches semestrielles (7 ans).

Intérêt: à fixer entre l'Etat chilien et les banques.

Désignation des affaires pouvant bénéficier des facilités de crédit: par les autorités compétentes des deux pays.

Un accord sera conclu entre le Gouvernement suisse et le Gouvernement chilien pour fixer l'essentiel de l'entente qui doit intervenir[8]. En outre, des contrats de crédits seront passés entre les banques et le débiteur chilien, de même que des contrats de livraison seront conclus entre les fournisseurs suisses et les acheteurs chiliens.

Pour tenir compte du caractère d'urgence donné à la demande d'aide étrangère formulée par le Chili et empêcher que l'opération envisagée ne traîne en longueur, nous vous proposons de la limiter dans le temps. Nous prévoyons de fixer à un an, à partir de la signature de l'accord, le délai de passation des commandes, l'examen de demandes de prorogation restant réservé.

S'agissant de l'octroi de la garantie de la Confédération dans les limites de la loi du 26 septembre 1958 sur la garantie contre les risques d'exportation[9], le Conseil fédéral peut prendre sa décision en l'occurrence sans en référer aux Chambres.

Pour nous permettre de poursuivre les discussions avec notre partenaire chilien, nous vous proposons:

1. de prendre connaissance de ce qui précède et de l'approuver,

2. d'autoriser le Ministre Stopper, Délégué aux accords commerciaux, à conclure l'arrangement envisagé,

3. de faire établir par la Chancellerie fédérale les pouvoirs nécessaires à cette fin.

---

8. *Cf. l'*Echange de lettres du 24 novembre 1961 entre la Suisse et le Chili concernant des crédits accordés par un consortium de banques suisses au Chili en vue du redressement de son économie*, RO, 1962, pp. 75–77.*

9. *Cf. note 7.*

98

E 2001(E)1976/17/393
[DoDiS-14968]

Der schweizerische Botschafter in Havanna, W. Bossi, an den Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli

S Vertraulich Havanna, 6. Oktober 1960

Vor einigen Tagen hat die amerikanische Regierung allen in Kuba wohnhaften amerikanischen Staatsangehörigen angeraten, das Land unverzüglich zu verlassen, sofern nicht zwingende Gründe ein weiteres Verbleiben notwendig machten. Dieser Aufruf erfolgte kurz nach einem internen Entscheid der hiesigen USA-Botschaft, wonach alle Familienangehörigen des Botschaftspersonals nach den Vereinigten Staaten zurückbeordert wurden. Dem ebenfalls vom Staatsdepartement ausgehenden Rat an Touristen, Kuba als Reiseland zu meiden, kommt infolge des ohnehin schon fast versiegten Touristenstromes aus dem nördlichen Nachbarland nur mehr propagandistische Bedeutung zu. (Meine europäischen Kollegen und der Vertreter Kanadas, mit denen ich die neue Lage eingehend besprochen habe, beabsichtigen einstweilen keinerlei besondere Massnahmen zugunsten ihrer Staatsangehörigen. Der deutsche Botschafter lebt allerdings ständig in der Ungewissheit über eine allfällige Anerkennung der ostdeutschen Regierung durch Kuba, was voraussichtlich den Abbruch der Beziehungen Bonn's mit Havanna, mit allen sich daraus ergebenden Folgen, nach sich ziehen würde. Der französische Botschafter seinerseits sieht mit verständlichem Unbehagen der kommenden Algerien-Debatte in der UNO entgegen, wo die Haltung der kubanischen Delegation ebenfalls sein Schicksal als Vertreter de Gaulle's bei Fidel Castro besiegeln könnte.)

Die erwähnten, fast gleichzeitig bekanntgegebenen Massnahmen Washingtons haben begreiflicherweise unter den hiesigen Ausländern – und auch unter den Kubanern – eine sichtliche Verschärfung der bereits seit längerer Zeit äusserst nervösen Stimmung geschaffen, besonders wenn man bedenkt, dass bei meiner Ankunft[1] in Havanna im März 1959 noch über 10'000 Amerikaner in Kuba ständigen Wohnsitz hatten. Im Zuge der fast vollständigen Übernahme aller amerikanisch beherrschten Wirtschaftszweige und Landbesitztümer durch die Revolutionsregierung, ist diese Zahl allerdings bereits um mehr als die Hälfte zusammengeschrumpft. Immerhin ist der nun einsetzende, massive Exodus der Amerikaner in diesen Tagen recht eindrücklich, alles reisst sich um einen Platz auf einem der nordwärts ziehenden Flugzeuge der wenigen von Havanna aus noch operierenden Fluglinien.

Es ist müssig, näher auf eine Beurteilung der Massnahme Washingtons einzugehen. Im Hinblick auf die dadurch hier ausgelöste Schockwirkung wird sie auch nicht von allen hiesigen Amerikanern uneingeschränkt begrüsst, es sei denn, dass sie der Auftakt eines Abbruchs der diplomatischen Beziehungen zwischen den beiden früher so eng verbundenen Ländern, oder der Beginn

1. *Vgl. den Politischen Bericht Nr. 1 von W. Bossi an M. Petitpierre vom 16. April 1959,* E 2300 (-)1000/716/155.

einer schon längere Zeit gemunkelten totalen Wirtschaftsblockade der USA gegen Kuba, oder gar das Vorspiel eines direkten oder indirekten militärischen Eingreifens von Seiten der Vereinigten Staaten wäre. Letzteres wage ich allerdings zu bezweifeln, da das durch Fidel Castro aufgeworfene Problem seit langem den rein kubanisch-nordamerikanischen Rahmen gesprengt hat, und ein direktes militärisches Eingreifen der Vereinigten Staaten offensichtlich allzu weite, unübersichtliche Folgen nach sich ziehen könnte; ich denke dabei nicht nur an die wohl eher nach einem propagandistischen Bluff aussehende Drohung von Chruschtschew, im Falle eines Angriffs auf Kuba die USA mit Raketen zu bekämpfen.

Tatsache ist allerdings, dass seit mehr als Monatsfrist in der *Sierra del Escambray* in Zentralkuba eine anscheinend recht zahlreiche, gut bewaffnete und ausgerüstete Rebellengruppe gegen die Ordnungstruppen der Revolutionsregierung in sporadische Gefechte verwickelt ist, wobei Waffen und Verpflegung für diese Guerillakämpfer hauptsächlich auf dem Luftweg aus dem benachbarten Florida in der unwirtlichen, waldigen Sierra abgeworfen werden sollen. Da allein in Miami und Umgebung, knapp 150 km von Kuba entfernt, gegen 50'000 meist rabiat castrofeindliche Exilkubaner leben, die zum Teil über beträchtliche Geldmittel verfügen und von amerikanischer Seite neben moralischer wohl auch materielle Unterstützung erhalten, sind in Zukunft grössere Scharmützel auf dem langgestreckten Inselland oder intensivierte Terroraktionen wohl möglich oder, sogar wahrscheinlich. Einstweilen beschränkt sich der Nervenkrieg, abgesehen von der erwähnten Guerillatätigkeit, meist auf Gerüchteverbreitung aller Art, sowie auf kleinere, aber psychologisch doch recht wirksame Bombenattentate, die fast jede Nacht in irgend einem Stadtteil zu hören sind, bisher jedoch im allgemeinen nicht allzu viel Menschen- und Sachschaden angerichtet haben, ausgenommen die Riesenexplosion eines Munitionsschiffes im Hafen von Havanna in diesem Frühjahr mit über 100 Toten, sowie die kürzliche Sprengung eines grossen Munitionsdepots an der Peripherie der Stadt, die sehr erhebliche Sachschäden und auch den Verlust von Menschenleben zur Folge hatte. Als Fidel Castro hier nach seiner Rückkehr von New York vor über 100'000 Getreuen eine seiner berüchtigten Brandreden hielt, platzte in der Nähe des versammelten Volkes eine weit herum hörbare Bombe. Nach viertelstündiger Unterbrechung verkündete Castro wutentbrannt, für jede weitere Bombe werde er eine amerikanische Bank konfiszieren. Nachdem in der Zwischenzeit alle Bankinstitute der Vereinigten Staaten in Kuba vom Staat übernommen worden sind, fragt man sich, woran er sich inskünftig schadlos halten werde?

Auf die erwähnte Evakuationsmassnahme der Amerikaner zurückkommend, ist zu bemerken, dass als offizielle Begründung die sich mehrende Belästigung von Amerikanern durch die Polizei (nicht durch die Bevölkerung!), sowie die kürzliche Verhaftung und anschliessende Ausweisung mehrerer Angestellter und Beamten der hiesigen USA-Botschaft angeführt wird. Man gewinnt den bestimmten Eindruck – der amerikanische Botschafter bestätigte mir kürzlich diese Ansicht – dass die hiesige Regierung seit längerer Zeit alles versucht, um Washington zu einem Abbruch der diplomatischen Beziehungen zu provozieren, um sich dann noch ostentativer als bisher als Märtyrer und Op-

fer des nördlichen Imperialismus gebärden zu können. Bisher hat Washington diesem Druck widerstanden und Botschafter Bonsal ist auf seinem undankbaren, fast zur Untätigkeit verurteilten Posten geblieben, obwohl Kuba bereits seit Jahresfrist keinen Botschafter mehr in Washington hat. (Der dafür auf dem Papier ausersehene Miró Cardona, einst Premierminister in der Regierung Fidel Castros, hat bereits vor drei Monaten auf der hiesigen argentinischen Botschaft Asyl gesucht, wo er infolge Verweigerung sicheren Geleites ein Dauergast zu werden verspricht. Dieser hat übrigens letzte Woche in der Person des Rechtsberaters des Staatspräsidenten einen asylsuchenden Zimmernachbarn erhalten.) In diesem Zusammenhang darf ich darauf hinweisen, dass der kürzlich mit grossem Pomp hier eingetroffene Sowjetbotschafter Kudriávtsev, der in der bekannten Spionageaffäre um Igor Gusenko in Kanada im Jahre 1945 eine führende Rolle gespielt hatte, anlässlich seines mehr als einstündigen Antrittsbesuchs bei mir die Frage eines eventuellen Abbruchs der kubanisch-amerikanischen diplomatischen Beziehungen angeschnitten hat. Er betonte mit einem gewissen Nachdruck, dass eine solche Tatsache (er dachte sichtlich an eine Initiative von Seiten der USA) sehr bedauerlich wäre, da dadurch die im karibischen Raum herrschende Spannung noch mehr verschärft würde. Auf meinen Hinweis, dass er unter den heutigen Umständen wohl in der Lage wäre, hier in Havanna einen mässigenden Einfluss auszuüben, verschanzte er sich, wie zu erwarten war, hinter der These, dass Moskau sich nie in die internen Angelegenheiten unabhängiger Staaten einmische.

Der Abgesandte des Kremls, der während der letzten Besuche Chruschtschews in Paris auf der dortigen Botschaft tätig war, fand dann, etwas überraschenderweise, recht lobende Worte für die französische Regierung, mit welcher Moskau «sehr gute» Beziehungen unterhalte, sowie für Grossbritannien, das, im Gegensatz zu den USA, eine «vernünftige» internationale Politik betreibe.

Abschliessend möchte ich noch auf einen unsere hiesigen Landsleute betreffenden Aspekt der amerikanischen Evakuierung und der dadurch hervorgerufenen gespannten, um nicht zu sagen Panik-Stimmung hinzuweisen.

Unsere Kolonie ist zurzeit infolge der allgemeinen Lage in den letzten Monaten von gesamthaft ca. 170 Personen im vergangenen Jahr auf ungefähr 125 zusammengeschmolzen, wovon etwa 60 Nur-Schweizer sind. Unsere Landsleute haben im allgemeinen recht ruhig Blut bewahrt, sind jedoch verständlicherweise besorgt um die künftige Entwicklung der Lage in Kuba. (Ich werde oft recht ungläubig angeschaut, wenn ich meinen Bekannten freudig mitteile, dass in den nächsten Tagen meine Frau mit den zwei Kindern nach Havanna zurückkehren werde.) Dabei taucht innerhalb der Kolonie immer wieder die Frage nach einer allfälligen Abgabe von Schutzbriefen auf. Nun bin ich mir über die Problematik dieser Frage wohl bewusst, wie sie ja auch in dem geheimen Kreisschreiben Nr. 229 vom 25. 3. 1952[2] klar umschrieben ist. Eine eventuelle Abgabe solcher Dokumente käme hier ohnehin nur im äussersten Fall in Frage, etwa bei drohender Gefahr des bevorstehenden Ausbruchs eines eigentlichen Bürgerkrieges oder beim militärischen Eingreifen

2. *Vgl. das* Kreisschreiben Nr. 229 an die diplomatischen und konsularischen Vertretungen *von A. Zehnder vom 25. März 1952,* E 2001(E)1973/157/1.

einer ausländischen Macht. Welcher Schaden bei einem verfrühten Vorgehen angerichtet werden kann, habe ich Ihnen in meinem vertraulichen Schreiben vom 18. Juni d. J.[3], Seite 3, beschrieben, wo sich die USA-Botschaft durch das publik gewordene Drucken von Schutzbriefformularen den Zorn und die propagandistisch extrem aus geschlachtete Entrüstung der Regierung und ihrer gelenkten Presse zugezogen hat.

Daneben würde die Abgabe von Schutzbriefen hier insofern eine delikate Lage innerhalb der Schweizerkolonie schaffen, als gut die Hälfte unserer Landsleute, darunter der Präsident und mehrere Vorstandsmitglieder des Schweizervereins, kubanisch-schweizerische Doppelbürger sind, denen schweizerische Schutzbriefe hier in Kuba nicht ausgehändigt werden können.

Obwohl ich, wie angedeutet, den Wert von Schutzbriefen auf Grund früherer Erfahrungen im allgemeinen nicht überschätze, könnte deren Abgabe unter gewissen Umständen doch wertvoll werden, besonders auch aus psychologischen Gründen. Um daher rechtzeitig für alle Eventualitäten gewappnet zu sein, wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie mir in Ergänzung des Vorrats, den Sie mir mit Ihrem Schreiben vom 6. Mai d. J.[4] im Hinblick auf den Schutz der hiesigen Nestlé-Interessen übermittelt haben, noch weitere 30 Exemplare zukommen lassen wollten. Ich wiederhole, dass ich an eine tatsächliche Abgabe nur im wirklichen Notfall schreiten würde und mich dabei grundsätzlich von Ihren Weisungen im erwähnten Kreisschreiben Nr. 229[5] leiten lasse.

Besonders in Anbetracht dieser Bemerkungen betreffend Schutzbriefe, sende ich einen Durchschlag dieses Schreibens direkt an den Chef der Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten.

---

3. *Vgl. das Schreiben von W. Bossi an R. Kohli vom 18. Juni 1960, nicht abgedruckt* (DoDIS-14970).

4. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an W. Bossi vom 6. Mai 1960,* E 2001(E)1976/17/392.

5. *Vgl. Anm. 2.*

99

E 2001(E)1976/17/49
[DoDIS-15154]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Verhaftung von Francis Jeanson

PO Vertraulich — Bern, 8. Oktober 1960

Am Abend des 6. Oktober sind von der Bundespolizei, nach minutiöser Überwachung, mehrere Personen festgenommen worden, darunter die französischen Staatsangehörigen

- Francis Jeanson;
- Cécile-Rose (dite Marion) Regagnon, Schauspielerin, offenbar die Maitresse von Jeanson;

---

1. *Diese Aktennotiz wurde von R. Probst verfasst und an M. Petitpierre weitergeleitet.*

– Rosette Curiel.

Für Einzelheiten vgl. die Beilage[2].

Gleichzeitig konnte umfangreiches Material über die Tätigkeit der Genannten beschlagnahmt werden. Eine erste Sichtung ergab, dass es offenbar gelungen ist, die Hand auf die schweizerische Zweigstelle des von Jeanson geleiteten «Réseau de soutien» (Jeune Résistance, Comité d'aide au FLN) zu legen, der bekanntlich zum Ziele hat, junge Franzosen zur Desertion aus der französischen Armee zu veranlassen und sie nach dem Ausland durchzuschleusen. Die hauptsächlichsten ausländischen Zweigstellen liegen offenbar, wie sich auch aus dem Material ergibt, in Belgien, Luxemburg und der Schweiz. Jeanson und die Regagnon sind dieser Tage im bekannten «Jeanson-Prozess» in Paris wegen dieser Machenschaften zu je 10 Jahren Gefängnis verurteilt worden[3].

Das sichergestellte Material wird noch weiter ausgewertet werden. Doch wird dies angesichts des Umfangs noch einige Zeit erfordern. Schon jetzt steht fest, dass der «Réseau» sich nach verschiedenen Schweizer Städten weiter verzweigte (Lausanne, Neuenburg, Freiburg u. a. m.). Aus den Einvernahmen von Jeanson und Regagnon war indessen nicht viel herauszuholen. Sie weigerten sich konsequent, irgend jemanden blosszustellen. Ein deliktisches Verhalten nach schweizerischem Recht (Nachrichtendienst u. ä.) scheint ihnen, abgesehen von der fremdenpolizeilichen Seite, nicht vorgeworfen werden zu können. Es stellt sich die Frage, was mit ihnen weiter geschehen soll, umso mehr, als die Angelegenheit durch den in der gleichen Sache vorübergehend verhafteten, dann aber wieder freigelassenen italienischen Journalisten Silvano Villani, Korrespondent der «Corriere della Sera», bereits in die Presse gedrungen ist.

Diese Frage bildet am 7. Oktober, 14 Uhr 30, Gegenstand einer Aussprache auf der Bundesanwaltschaft (Dr. Dick, Dr. Amstein, die Kommissäre Maurer und Müller, welcher die Aktion in Genf leitete, sowie der Unterzeichnete). Vom polizeilichen Standpunkt hätte man Jeanson gern einige Tage zurückgehalten, um von ihm vielleicht doch noch nähere Aufschlüsse über den «Réseau» in der Schweiz zu erhalten. Gegen ein solches Vorgehen sprechen indessen folgende Gründe:

– Bleibt Jeanson in der Schweiz, so wäre – unter dem Vorwand eines Delikts des gemeinen Rechts – wohl schon bald mit einem französischen Auslieferungsbegehren zu rechnen. Dieses müsste zwar abgelehnt werden; es erscheint aber zweckmässig, ihm von vorneherein aus dem Weg zu gehen.
– Wird Jeansons Ausreise aus der Schweiz verzögert, so besteht die Gefahr, dass die anderen Länder Einreisesperren verfügen und wir ihn nicht mehr loswerden können.
– In einem solchen Falle müsste Jeanson, gegen den seit dem 23. August 1960 eine Einreisesperre besteht, interniert werden; abgesehen von der dauernden Belastung, die dies für uns darstellen würde, wäre von Seiten eines nicht unbeträchtlichen Teils der Schweizerpresse mit recht heftiger Kritik an einer solchen Massnahme zu rechnen.

---

2. *Nicht abgedruckt.*

3. *Hinsichtlich des* «Jeanson-Prozesses», *vgl. den Politischen Bericht Nr. 64 von P. Micheli an M. Petitpierre vom 6. Oktober 1960,* E 2300(-)1000/716/355 (DoDIS-15153).

Die Anwesenden kommen deshalb überein, dass es das kleinste Übel wäre, Jeanson, der den Wunsch geäussert hat, sich nach der BRD zu begeben, und die Regagnon unverzüglich auszuschaffen, d. h. sie an die deutsche Grenze zu verbringen, wo sie vermittelst ihrer gültigen französischen Pässe in ihrem eigenen Auto legal nach der Bundesrepublik einreisen könnten. Es soll dies wenn möglich noch in der Nacht auf Freitag auf den Samstag oder dann spätestens am Samstag vormittag geschehen. Voraussetzung für das Gelingen ist allerdings, dass die deutschen Grenzorgane sich der Einreise nicht widersetzen.

Formell würde sich die Massnahme hinsichtlich Jeansons auf die gegen ihn schon am 23. August d. J. verfügte Einreisesperre stützen (Art. 23 ANG)[4], während gegen «Marion» Regagnon eine gleiche Sperre sofort angeordnet wird. (Die Sperre gegen Jeanson, von der er Kenntnis hatte, die ihm aber bisher formell noch nicht eröffnet werden konnte, hat ihn nicht davon abgehalten, sich praktisch ununterbrochen seit dem 20. Juli in unserem Lande auzuhalten.) Anderseits werden gegen die ebenfalls noch festgehaltene Rosette Curiel von Bundes wegen keine Massnahmen getroffen. Es wird vielmehr den Genfer kantonalen Behörden überlassen, sie wegen Verwendung eines falschen Passes zur Verantwortung zu ziehen.

Dr. Dick wird, bevor an die Durchführung geschritten wird, noch Bundesrat von Moos konsultieren. Ich benachrichtige meinerseits den Herrn Bundespräsidenten, der sich einverstanden erklärt.

Die Orientierung der Presse ist vereinbarungsgemäss Sache der Justiz- und Polizeidepartements[5].

P. S. Jeanson und die Regagnon haben die Schweiz heute morgen 4 Uhr bei Basel Richtung Deutschland verlassen. Der Grenzübertritt erfolgte in legaler Weise.

---

4. *Vgl.* Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer *vom 26. März 1931, abgeändert und ergänzt durch das Bundesgesetz vom 8. Oktober 1948, AS 1949, S. 221–227.*
5. *Vgl.* Mitgeteilt *vom 8. Oktober 1960, E 2001(E)1972/33/40.*

100

E 2001(E)1972/33/186
[DoDIS-15402]

Interne Notiz des Generalsekretärs des Politischen Departements, R. Kohli

Besuch des deutschen Botschafters

KI Bern, 12. Oktober 1960

Ich empfange Herrn Dr. Mohr auf seinen Wunsch hin. Er hat um eine dringende Audienz nachgesucht.

1. Vertretung der deutschen Interessen in Kuba?

Herr Botschafter Mohr ist von seiner Regierung beauftragt worden, beim Politischen Departement anzufragen, ob die schweizerische Regierung bereit

wäre, die Wahrung der deutschen Interessen in Kuba zu übernehmen für den Fall, dass Bonn die diplomatischen Beziehungen mit Havanna unterbrechen sollte. Anscheinend rechne man in Bonn damit, dass die Regierung Castro die DDR demnächst anerkenne. Für den Fall des Eintritts dieses Ereignisses sei er mit der obigen Anfrage beauftragt worden.

Ich erwidere, dass ich Herrn Bundespräsident Petitpierre sofort informieren werde. Derzeit seien unsere Beziehungen zu Kuba durchaus normal. Das könnte sich aber ändern, wenn gewisse schweizerische Interessen in Kuba erheblich tangiert werden sollten. Irgendwelche Anzeichen hiefür lägen aber nicht vor.

Herr Botschafter Mohr ersucht noch besonders um eine möglichst baldige, vielleicht sogar provisorische Antwort[1].

Es ist mir kein Fall bekannt, wo die Schweiz die Wahrung fremder Interessen abgelehnt hatte. Willkommen kann uns ein deutscher Auftrag kaum sein. Kuba wird wohl viel heftiger auf den Abbruch der Beziehungen durch Bonn reagieren, als dies für Jugoslawien der Fall war. Deutschland und Jugoslawien haben bekanntlich ihre Konsulate weiterhin aufrechterhalten; mit der Wahrung der diplomatischen Interessen hat Deutschland Frankreich betraut. Es erscheint nicht völlig ausgeschlossen, dass die Stellung der schweizerischen Interessen in Kuba, die ganz bedeutend sind, durch die Übernahme der Interessenvertretung für Deutschland tangiert wird.

– Kopie an Herrn Dr. Probst zur Vorbereitung einer telegraphischen Anfrage an Herrn Botschafter Bossi über seine Stellungnahme und über den ungefähren Umfang der Interessen in Kuba (Personaldotierungen).

2. Verlegung des Sitzes der UNO

Herr Dr. Mohr erkundigt sich, welches die Haltung der Schweiz wäre, wenn sich die Frage der Verlegung des Sitzes nach Genf stellen sollte, womit auf Grund der politischen Entwicklungen in der Generalversammlung der UNO zu rechnen sei.

Ich antworte ausweichend: Bis jetzt habe sich für die Schweiz diese Frage praktisch gar nicht gestellt.

– Kopie an Herrn Minister de Rham.

3. EFTA-Konferenz[2]

Herr Dr. Mohr möchte erfahren, was ich ihm hierüber sagen könne.

Da ich heute eben erst von meiner Reise zurückgekehrt bin und an der Konferenz nicht teilnehmen konnte, bin ich im Moment nicht in der Lage, ihm irgendwelche Auskünfte zu erteilen.

---

1. *Eine solche provisorische Antwort erhielten die Vereinigten Staaten betreffend die Übernahme der amerikanischen Interessen in Kuba, vgl. das BR-Protokoll Nr. 1833 vom 28. Oktober 1960,* E 1004.1(-)1000/9/642 (DoDIS-14974).

2. *Gemeint ist die Sitzung des EFTA-Ministerrats vom 11. und 12. Oktober 1960 in Bern, vgl. Nr. 101 in diesem Band.*

101

E 2001(E)1972/33/C66
[DoDiS-15426]

Die Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements an die schweizerischen diplomatischen Missionen

Europäische Freihandelsassoziation. Ministerrat in Bern vom 11. und 12. Oktober 1960

Circ Vertraulich Bern, 13. Oktober 1960

Der Ministerrat der Europäischen Freihandelsassoziation trat am 11. und 12. Oktober in Bern, unter dem Vorsitz von Herrn Bundesrat Wahlen, zusammen. Es war das erste Mal, dass sich die höchsten Vertreter der EFTA-Staaten über die praktischen Auswirkungen der EFTA-Bestimmungen aussprechen konnten, da seit dem Wirksamwerden der ersten Zollreduktion und der Kontingentserhöhungen doch schon ein Vierteljahr vergangen ist. Gleichzeitig konnten die Minister den neuen Generalsekretär der EFTA, Frank Figgures, in ihrer Mitte begrüssen. Obwohl die Tagung in keiner Beziehung aufsehenerregende Ergebnisse zeitigte, muss unterstrichen werden, dass sich die Beratungen im Geiste grössten gegenseitigen Verständnisses vollzogen. Mehrere Minister erklärten, sich als Mitarbeiter eines Teams zu fühlen.

Nachdem wir nach Abschluss der Besprechungen den Posten in den OECE-Ländern, in Washington und in Ottawa die wichtigsten Stellen des Schluss-Communiqués auf schnellstem Wege übermittelten, möchten wir im Folgenden auf jene zwei Punkte näher eingehen, die im Zentrum der Besprechungen standen.

1. Beschleunigung des Zollabbaues innerhalb der EFTA.

Wie Ihnen bekannt ist, haben die Minister der EWG am 12. Mai d. J. beschlossen, die Binnenzölle bereits am 1. Januar 1961 anstatt am 1. Januar 1962 um 30% zu senken. Demgegenüber sehen die EFTA-Bestimmungen vor, dass die nächste 10%ige Senkung nach der am 1. Juli d. J. wirksam gewordenen 20%igen Reduktion erst am 1. Januar 1962 erfolgen soll. Aus diesem Grunde hatte die Schweiz bereits an der EFTA-Ministertagung in Lissabon vom 19. und 20. Mai 1960 vorgeschlagen (vergl. unser Zirkular Nr. 16)[1], dass auch in der EFTA der Zollabbau beschleunigt werden solle, damit in jedem Zeitpunkt der Gleichschritt mit der EWG gewahrt bleibe. Grossbritannien und Schweden hatten diesen Gedanken unterstützt.

In der Zwischenzeit hat sich nun allerdings gezeigt, dass die Regierungen von drei EFTA-Staaten (Norwegen, Dänemark und Österreich) gewisse Schwierigkeiten haben, diesem Prinzip ihre Zustimmung zu geben. Teilweise sind diese Bedenken protektionistischer Natur (Befürchtungen der inländischen Industrie) teilweise innenpolitischen Charakters (bevorstehende

1. *Cf.* E 7111(B)1972/168/252.

Wahlen), und teilweise wird die Zustimmung zu einem beschleunigten industriellen Zollabbau von Konzessionen auf andern Gebieten abhängig gemacht (zusätzliche Verpflichtungen im Landwirtschafts- und Fischerei-Sektor).

Anlässlich der Berner Tagung erhob sich allerdings kein Widerspruch gegenüber der von schweizerischer Seite gemachten Feststellung, dass die in allen EFTA-Ländern herrschende gute Konjunktur die besten Voraussetzungen für einen Schritt nach vorwärts verbürge. Auch wurde grundsätzlich nicht mehr bestritten – wie dies in einzelnen von den zögernden Ländern eingereichten Memoranden der Fall war –, dass ein dauerndes Nachhinken der EFTA gegenüber der EWG als bedenkliches Schwächezeichen ausgelegt werden könne. Anderseits müssten jene Länder, die die Beschleunigung befürworten, zugeben, dass die seit dem Wirksamwerden der ersten Zollreduktion verstrichene Zeitspanne noch etwas kurz sei, damit die Regierungen der zögernden Partner die interessierten Wirtschaftskreise in ihren Ländern von der relativen Harmlosigkeit einer weitern Zollherabsetzung überzeugen können. Auch wurde allgemein anerkannt, dass es im Interesse von Produktion und Handel läge, wenn der Zeitplan für die weitern zukünftigen Senkungen einigermassen fest beschlossen werden könnte. So kamen denn die Minister zum Schlusse, dass die Angelegenheit zu Beginn des Jahres 1961 von neuem behandelt werden sollte. Schon jetzt konnte aber festgestellt werden, dass die Vorverlegung der nächsten Zollsenkung um ein halbes Jahr, das heisst auf den 1. Juli 1961, kaum grösseren Schwierigkeiten begegnen wird. Indessen werden die Vorverhandlungen über die Festlegung einer Beschleunigung nach der nächsten Etappe recht heikel werden, nicht zuletzt deshalb, weil dabei auch zusätzliche Verpflichtungen im Agrarsektor und möglicherweise hinsichtlich der Wettbewerbsbestimmungen zur Sprache kommen werden.

Die Schweiz hätte eine zusätzliche Zollsenkung auf den 1. Januar 1961 begrüsst. Dadurch wäre auch unsere Verhandlungsposition gegenüber der EWG in den GATT-Verhandlungen gestärkt worden. Das EFTA-Abkommen hatte es auch erlaubt, dass einzelne EFTA-Staaten, die sich dafür stark genug fühlen, von sich aus die Beschleunigung autonom durchgeführt hätten. Die Minister fanden indessen, dass ein solcher Schritt in der Aussenwelt hätte Zweifel an der Solidarität aller EFTA-Partner hervorrufen können. Die nunmehr angenommene Formel, die auf eine eher langfristige Festlegung der Beschleunigung hinzielt, hat für uns immerhin den nicht zu unterschätzenden Vorteil, dass wir nur einmal mit unsern interessierten EFTA-Partnern über die Implementierung der Agrarverpflichtungen zu verhandeIn brauchen. Wiederholte, kurzfristige Beschleunigungsbeschlüsse wären in dieser Beziehung wahrscheinlich ungünstiger gewesen.

2. Die britischen Bemühungen um eine Auflockerung der Positionen, in der europäischen Integrationsfrage.

Der britische Lordsiegelbewahrer Heath unterbreitete dem EFTA-Rat einen umfassenden Bericht über die Kontakte, welche die britische Regierung während der letzten Monate mit andern europäischen Regierungen und mit den Commonwealth-Ländern gepflogen hatte. Die britische Regierung ging bei ihrer Initiative davon aus, dass die internationale Lage, besonders in

Europa, seit dem Scheitern der Gipfelkonferenz[2] eine Verschärfung erfahren hat und dass deshalb alles unternommen werden müsse, damit die wirtschaftlichen Differenzen zwischen EFTA und EWG die politische Kohärenz des Westens in der kommenden kritischen Zeit nicht schwächen. Die Kontakte, die deshalb mit Adenauer, Fanfani und Couve de Murville aufgenommen wurden, dienten vorerst dem Ziel, die grundsätzliche politische Bereitschaft zu einer Wiederaufnahme der Ende 1958 abgebrochenen Verhandlungen abzutasten. Darüber hinaus sollten die Besprechungen mit den Finanzministern des Commonwealth Anhaltspunkte vermitteln, inwieweit von dieser Seite die Zustimmung zu neuen britischen, wirtschaftlichen Verpflichtungen in Europa erreicht werden könnte.

Nach den Erklärungen von Lordsiegelbewahrer Heath verliefen die europäischen Fühlungnahmen recht ermutigend. In Bonn und Rom würde eine baldige Wiederaufnahme der Gespräche begrüsst. Auch in Paris sei man nicht mehr jeder Assoziation zwischen Grossbritannien und der EWG abgeneigt. Man anerkenne auch dort, dass die zwischen Grossbritannien und dem Commonwealth bestehenden politischen und wirtschaftlichen Bande für Europa von Bedeutung seien, was bei irgendwelchen Assoziationsformen zwischen EWG und EFTA berücksichtigt werden müsse. Indessen glaube man in Frankreich, dass die Zeit zu wirklich erfolgversprechenden Verhandlungen noch nicht gekommen sei.

Was die Besprechungen mit den Finanzministern des Commonwealth anbelangt, so bezeichnete Minister Heath die in der Presse geäusserte Meinung, die negative Reaktion des Commonwealth erschwere die Fortsetzung der britischen Bemühungen, als irreführend. Tatsächlich hätte die britische Regierung keine andere Antwort auf die von ihr vorgelegten Fragen erwartet. Die Stellungnahme des Commonwealth, die im übrigen recht allgemeiner Natur gewesen sei, würde ihr aber bei der zukünftigen Behandlung der Probleme eine bessere Isolierung der wirklich kritischen Punkte erlauben.

In praktischer Hinsicht sei bis jetzt äusserst wenig geschehen. Die Deutschen hätten es übernommen, allgemeine Formeln zu studieren und mit ihren EWG-Partnern zu besprechen, die als Ausgangspunkt einer neuen gesamteuropäischen Assoziations-Verhandlung dienen könnten. Sie würden darüber mit England einen informellen Gedankenaustausch pflegen, und Grossbritannien würde seinerseits seine EFTA-Partner über die Entwicklung auf dem Laufenden halten. Nach welcher Richtung die deutschen Studienvorschläge konkret gehen (Beitritt der EWG zur EFTA oder Übernahme eines gemeinsamen Tarifs durch die EFTA), ist bis jetzt noch nicht bekannt. Jedenfalls hält die britische Regierung daran fest

- dass jeder Vorschlag auf Wiederaufnahme der gesamteuropäischen Assoziationsverhandlungen von Seiten der EWG kommen muss und
- dass England bei den vorbereitenden Sondierungen in engster Zusammenarbeit mit seinen EFTA-Partnern vorzugehen gewillt ist.

Die EFTA-Minister nahmen dieses Exposé mit grösstem Interesse entgegen. Eine eigentliche Aussprache konnte in diesem Stadium noch nicht stattfinden,

---

2. *Vgl. Nr. 31, Anm. 2, in diesem Band.*

jedoch wurde der Wunsch unterstrichen, dass die Zusammenarbeit der EFTA-Staaten in dieser Angelegenheit bestmöglich ausgebaut werden sollte, damit niemand zu irgendeiner Phase der Entwicklung vor vollendete Tatsachen gestellt würde.

102

E 1003(-)1970/344/4 (R 3109)
[DoDiS-10192]

BUNDESRAT
Beilage zum Verhandlungsprotokoll der 68. Sitzung vom 25. Oktober 1960

Zusammenfassung der Aussprache über die internationale Lage[1]

Vertraulich *[Bern, 25. Oktober 1960]*

Herr Petitpierre nimmt in seinem einleitenden Referat zu einer Reihe von Problemen Stellung, wovon in knappester Form das Folgende festzuhalten ist:

Die Angriffe der Sowjetunion gegen die USA und den Westen im kalten Krieg haben sich verstärkt. Die Sowjetunion hat in Afrika und Kuba Fuss gefasst mit dem Ziel, in diesen Gebieten ihren Einfluss auszubreiten. Man weiss nicht, inwieweit die Politik des Kreml von der Differenz mit China beeinflusst ist. Diese Differenz scheint sich auf die Frage des Vorgehens zu beziehen. Kann das Ziel «Sieg des Kommunismus über den Kapitalismus» mit friedlichen Mitteln erreicht werden oder braucht es dafür einen Krieg?

Der Westen ist immer mehr zersplittert. Die *USA* ist geschwächt durch die Vorbereitungen für die Präsidentenwahl.

Der Einfluss *Grossbritanniens* ist gering, weil man der Politik Macmillans, der seine Hoffnung auf immer neue Kontakte mit Chruschtschow setzt, misstraut. In der Frage der Freigabe der Kolonien ist jedoch die englische Politik anzuerkennen.

Frankreich hat einen eigentlichen Staatsmann als Chef. In der Algerienpolitik hat er aber die Armee nicht in den Fingern. Ein wichtiger Teil der Armee ist gegen ihn. Wenn General de Gaulle hier frei wäre, würde er das Algerienproblem vernünftig erledigen. Es kommt dazu, dass er bei den Besprechungen mit den algerischen Vertretern von seinen Untergebenen vielleicht überspielt worden ist.

Was die NATO betrifft, isoliert sich der General mit seiner Politik in Frankreich und er isoliert gleichzeitig Frankreich in Europa und in der Welt. In Frankreich besteht eine grosse Unsicherheit was die nächste Zeit politisch bringen wird.

Italien und *Deutschland* spielen in der Welt politisch keine Rolle. Die Annäherung zwischen Deutschland und Grossbritannien, die man einmal feststellen konnte, ist wieder in Frage gestellt. Italien ist durch seine innen-

1. *Diese Zusammenfassung ist dem Verhandlungsprotokoll als Beilage zugefügt. Sie wurde von allen Mitgliedern des Bundesrates genehmigt.*

politische Lage, vor allem die Stärke des Kommunismus in diesem Lande, geschwächt.

Folgende neuralgische Punkte sind in der Welt festzustellen:

Berlin ist ein latenter Gefahrenherd. Ein Konflikt kann jederzeit losbrechen.

Zwischen *Arabien, Israel und Jordanien* kann jederzeit ein schwerer Konflikt ausbrechen.

Iran ist intern geschwächt.

Laos / Formosa. In diesen Regionen ist in nächster Zeit nicht viel zu erwarten, aber China bereitet immer etwas vor.

Der Grenzkonflikt zwischen *China und Indien* scheint einzuschlafen.

Südamerika. Man fürchtet die Ausdehnung der Bewegung des Fidel Castro. Die Regierungen sind zwar gegen ihn, doch spielt er eine grosse Rolle bei den Massen. Er glaubt selbst, er erfülle eine Weltmission und ist ein sehr gefährlicher Fanatiker.

Afrika ist momentan der gefährlichste Herd.

Mit der angekündigten Hilfeleistung durch die Sowjetunion und China an Algerien, wobei die chinesische Hilfe über Tunis und Marokko kommen dürfte, wird ganz Nordafrika zum Gefahrenherd.

Besonders akut ist die Gefahr im schwarzen Afrika mit dem Kampf um den Kongo. Die Sowjets sind in Guinea, Ghana und Mali schon gut installiert. Der kalte Krieg wird sich in nächster Zeit verschärfen. Ein Gegengewicht bildet der Wille der neuen unabhängigen Staaten, nicht in den kalten Krieg hineingezogen zu werden.

Über die Kongopolitik besteht der Konflikt zwischen UNO und Sowjetunion. Der UNO-Generalsekretär hat viel Geschick gezeigt. Wenn aber nicht bald eine endgültige Lösung für den Kongo kommt, kann die Folge eine Schwächung der Stellung des Generalsekretärs sein. Solange Lumumba eine Rolle spielt, kann es im Kongo keinen Frieden geben.

Weder USA noch die Sowjetunion wollen einen Krieg. Es ist aber nicht ausgeschlossen, dass ein Ereignis eintritt, das die eine oder andere der beiden grossen Nationen zwingt, zu intervenieren und dass dies die Intervention der andern nach sich zieht.

Die Lage ist prekär. Ein positives Element ist der Umstand, dass die Offensive Chruschtschows und seine Anhänger in der UNO vorläufig abgeschlagen wurde. Aber die Offensive ist nicht abgeblasen. Die UNO ist zwar noch nicht zerstört, aber geschwächt. Das Schlimmste war, dass sich die Westmächte nicht auf eine gemeinsame Politik einigen konnten. Der Westen hat noch an keiner Session der UNO eine solche Schwäche gezeigt wie diesmal. Aufgetreten sind nur immer wieder Chruschtschow und Fidel Castro.

Die Welt ist in folgende Gruppen aufgespalten:

Die Gruppe, die im kalten Krieg die Offensive führt, besteht aus den kommunistischen Staaten und den kommunistischen Parteien in der übrigen Welt.

Die Gruppe in der Defensive besteht aus den Staaten des Westens. Sie ist nicht geeinigt.

Die letzte Gruppe besteht aus den Ländern, die noch nicht eingagiert sind, die aber jede der beiden erstgenannten Gruppen in ihre Lager ziehen will.

Diese Gruppe besteht aus der Untergruppe der Neutralisten: Indien, Burma, Indonesien, Arabien und Jugoslawien. Die Chefs[2], besonders der letztgenannten drei Staaten, sind darauf aus, eine Rolle in der Welt zu spielen. Ferner ist da die Untergruppe der neuen Länder, d. h. die Länder Afrikas. Unter diesen hat es solche, die schon Partei bezogen haben.

Die eigentlich neutralen Länder: die Schweiz, Schweden und Österreich sind durch die Lage in gleicher Weise bedroht wie der ganze Westen. Die schweizerische Neutralitätspolitik betraf jahrelang in erster Linie das Verhältnis zu unseren Nachbarstaaten. Wie hatten damit zu rechnen, dass wir uns im Kriegsfall allenfalls gegen einen von ihnen hätten wehren müssen. Heute haben wir die gleichen Interessen wie unsere Nachbarn und verteidigen die gleichen Ideale wie sie. Unsere Neutralität hat eine andere Richtung bekommen, sie hat aber die gleiche Bedeutung behalten.

Mann kann nicht wissen, ob in einem Kriege die Sowjets unsere Neutralität nicht doch respektieren werden. Es ist nicht sicher, ob die ein Interesse hätten, uns anzugreifen. Wir könnten uns aber in einem Krieg in einer viel schwierigeren Position befinden, wenn wir nämlich ohne selbst in den Krieg zu geraten, eingeschlossen würden. Deshalb sollten wir auch mit der Eventualität rechnen, dass wir durch kommunistische Nachbarn infiltriert und infisziert werden könnten.

Die Richtung für unser Verhalten muss uns unsere Neutralitätspolitik weisen. Wenn wir davon nichts mehr wissen wollten, müssten wir z. B. die Politik der USA oder Frankreichs mitmachen. Wir müssen aber unsere Neutralität verdienen, wenn auch Risiken damit verbunden sein können. Der Redner erinnert an unsere Mitarbeit in Korea und im Kongo. Im Kongo wird erklärt, die Aktion der UNO sei eine Aktion der Imperialisten. Mit unserer Mitarbeit nehmen wir das Risiko auf uns, dass man uns vielleicht einmal vorwerfen wird, dass wir Komplizen der Imperialisten gewesen seien.

Der Redner ist überzeugt, dass wir unsere Neutralitätspolitik fortsetzen müssen.

Innerhalb unserer Neutralitätspolitik haben wir internationale Verpflichtungen im Sinne der Solidarität zu erfüllen. Diese gehen dahin, dem Frieden zu dienen, aber auch der Einheit Europas.

Man empfiehlt uns immer mehr, uns überall anzuschliessen. Vielleicht wäre es möglich der UNO beizutreten, mit dem Vorbehalt unserer Neutralität. Es würde aber weder im Interesse der UNO noch in unserem Interesse liegen, dass wir beitreten. Wir schwächen nur unsere politische Stellung. Wir sind allen Organisationen politischen Charakters fern geblieben. Wir müssen dagegen der Weltbank und dem internationalen Währungsfonds beitreten.

Was die Weltorganisationen betrifft, können wir nicht mehr tun. Wir können auch jetzt keine Initiative ergreifen im Interesse des Friedens. Wir haben die Initiative ergriffen für die Ausdehnung der Schiedsgerichtsbarkeit durch weitere Abkommen.

Die Hilfe an die in Entwicklung begriffenen Länder muss verstärkt werden. Das Problem ist sehr komplex und schwer systematisch zu lösen.

---

2. *Es handelt sich dabei um J. Nehru, U Nu, A. Sukarno, G. A. Nasser und J. Tito.*

Die schwierigste Frage ist das Problem der europäischen Integration. Wir wünschen, dass die europäischen Länder sich einigen. Sie würden eine Macht darstellen, die 300 Mio. Einwohner vertritt. Ökonomisch, intellektuell und kulturell könnten sie an der Spitze stehen.

Nun treiben aber gewisse dieser Länder eine nationale Politik und ihre politischen Interessen sind sehr verschieden. Die Schweiz kann sich deshalb nicht einfach in die europäische Politik stürzen. Sie muss von Fall zu Fall Möglichkeiten der Zusammenarbeit suchen, ohne ein politisches Bündnis. In der OECE haben wir unsere Rolle gespielt. Vom Europarat haben wir uns seinerzeit distanziert, weil wir seine Zukunftsaussichten nicht gut beurteilen und weil er sich zuerst auch mit militärischen Fragen abgab. Heute ist er nicht mehr offensiv. Wir müssen uns aber begnügen mit der Abordnung einer parlamentarischen Delegation. Dieser Schritt war aus psychologischen Gründen nötig, vor allem wegen des grossen Interesses das unsere Jugend für die europäischen Probleme zeigt. Die von den Räten bestellte Abordnung wurde leider nach parteipolitischen Gesichtspunkten und weniger mit Rücksicht auf die Persönlichkeiten zusammengesetzt.

Zum Problem EWG und EFTA wird ausgeführt: Unsere Wirtschaft war der EWG gegenüber ursprünglich feindlich eingestellt. Wenn sich eine Annäherung ergibt und sich die Integration fortsetzt, dann könnte sich die Schweiz vor die Alternative gestellt sehen, zwischen der Neutralität und Europa zu wählen. Unser Streben muss dahin zielen, auf wirtschaftlichem Gebiete eine Einigung herbeizuführen, bei der wir möglichst viel Freiheit behalten. Der Sprechende habe gehofft, die Schweiz könnte eine Art Schiedsrichterrolle zwischen den beiden Gruppen spielen. Als Mitbegründer der EFTA sind wir bei den Ländern der EWG etwas suspekt. Man muss auch feststellen, dass für die EWG eigentlich nicht die EFTA interessant ist, sondern England. Wir müssen uns aber gegen die Auffassung wehren, dass die EFTA ein Unternehmen Englands sei, das von einigen kleineren Ländern unterstützt werde. Die Schweiz muss, zusammengefasst gesagt, die Integration Europas wünschen; sie gerät aber in eine immer schwierigere Lage je mehr diese Integration verwirklicht wird.

Über die Beziehungen mit der Sowjetunion, der Satellitenstaaten und China erklärt der Sprechende, dass wir mit China keine grossen Probleme haben, ausgenommen die Interessen gewisser schweizerischer Geschäfte, die bei der Nationalisierung zu schaden gekommen sind. Unsere Beziehungen zur Sowjetunion waren bis vor drei Jahren korrekt. Die schweizerische Neutralität wurde anerkannt, weil man damals daran interessiert war, dass es möglichst viele Neutrale gibt. Unser Neutralitätswillen wurde ein erstes Mal angezweifelt, als die bundesrätliche Erklärung herauskam wegen der Bewaffnung unserer Armee mit Atomwaffen.

Der Redner erwähnt die Haltung unserer Presse gegen die kommunistischen Staaten, verschiedene boykottartige Vorkommnisse bei Veranstaltungen wissenschaftlicher und sportlicher Art, bei denen unsere Abneigung gegen das kommunistische System sehr deutlich bekundet wurde. Das sei vor allem heikel, wenn es sich um Veranstaltungen handle, die durch internationale Organisationen vorbereitet waren, denen sowohl wie, als auch die Sowjetunion und andere kommunistische Staaten angehören und zu denen die Sowjetvertreter offiziell

eingeladen worden sind. Die Schweiz sei beinahe das einzige Land, das diese Haltung einnehme. So fördern z. B. die USA und andere Staaten, die sich offen als Gegner der Sowjetunion bekennen, die kulturellen Beziehungen. Diese, unsere systematisch ablehnende Haltung steht im Widerspruch zur Rolle, die wir als Sitz internationaler Organisationen und Konferenzen spielen wollen. Damit schliessen wir uns aber auch auf dem Gebiete der Wissenschaft von dem aus, was uns die russische Wissenschaft bieten könnte. Wir verzichten auch auf die Chance, die Entwicklung eines Mittelstandes in der Sowjetunion zu beeinflussen. Es kann für uns nicht schädlich sein, wenn wir diese Leute mit unseren freiheitlichen Institutionen bekannt machen können. Heute sind wir es, die einen Vorhang herunterlassen. Es ist aber sogleich festzustellen, dass die Politik, die als logisch richtig erscheint, im Widerspruch steht zu den durchaus legitimen Gefühlen unseres Volkes.

Zusammenfassend stellt Herr Petitpierre fest, dass die Phase der friedlichen Koexistenz aufgehört hat. Die UNO ist gefährdet. Niemand will den Krieg, aber die zahlreichen Gefahrenherde lokaler Konflikte können sich bei einer Intervention der einen oder andern Macht zum Weltbrand ausdehnen. Unser Land muss vermehrt mitwirken bei der Hilfe an die Entwicklungsländer. Wir müssen mitarbeiten bei den Bestrebungen zur Integration Europas und versuchen, diese in einem liberalen Sinne zu beeinflussen, um möglichst selbständig bleiben zu können. Schliesslich müssen wir vor allem die wissenschaftliche und technische Entwicklung in unserem eigenen Lande fördern, um konkurrenzfähig zu bleiben.

Diskussion

Herr Wahlen stellt fest, dass die Konfliktgefahr gross sei. Die Situation sei gekennzeichnet durch die langsamen und stetigen Fortschritte des Kommunismus, der wegen der Schwäche des Westens im Vormarsch sei. Bei der Integration Europas spielen wir keine grosse Rolle. Es kommt auf die Initiative Grossbritanniens, Frankreichs und Deutschlands an. Die Amerikaner haben mit der Idee der atlantischen Wirtschaftsgemeinschaft einen Vorstoss gemacht, der als Idee gross ist, aber daran scheitern wird, dass der amerikanische Kongress das nicht ratifizieren wird. Es ist deshalb bedauerlich, dass man sich so lange Zeit mit solchen Hypothesen auseinandersetzen muss, die am «non possumus» der Initianten selbst scheitern müssen.

Was die Beziehung zur Sowjetunion betrifft, sei es schwierig, unserer Öffentlichkeit klar zu machen, dass die kulturellen Beziehungen eher in unserem Interesse liegen als im Interesse der Sowjetunion. Nach etwa 20 bis 30 Jahren wird man feststellen können, dass die wirtschaftliche Entwicklung im Westen und Osten dahin führt, dass jedermann sowohl Arbeitnehmer wie Kapitalist ist. Man werde plötzlich entdecken, dass die Wirklichkeit über die Grenzen der Ideologie hinweggeschritten sei.

Was den Osthandel betrifft, hat Herr Wahlen gegenwärtig Bedenken wegen eines Auftrages für Rotationsdruckmaschinen der Sowjetunion für Grossbritannien, wegen des Umfanges dieses Geschäftes und dem damit verbundenen Exportrisiko.

Herr Chaudet beurteilt die Lage ähnlich. Man übersehe, dass die Sowjetunion nicht frei sei und von einer Macht getrieben werde, die den Krieg nicht fürchte. So provoziere heute Russland ein Kriegsrisiko. Es sei nicht undenkbar, dass ein nächster Krieg von den USA ausgelöst werden könnte, weil das Mass an Provokation voll wird. Zudem sei es fraglich, wie lange noch das Übergewicht der USA an Atomwaffen anhalte. Ebenso bestehe ein Kriegsrisiko im Zusammenhang mit allfälligen Interventionen der Grossmächte in lokalen Konflikten.

Die gefährlichste Hypothese aber scheine dem Redner das Risiko des technischen Zwischenfalls. In den Armeen beider Blöcke sei der einzige Gedanke der, dass man nicht der erste sein will, der dran kommt. Man glaube, das Hauptpotential des Gegners in 3 Tagen zerstören zu können. Die Gefahr beim heutigen Stand der Kriegsbereitschaft ist die, dass der Mechanismus an der einen oder andern Seite zu früh los gehen könnte, z. B. wegen einer Rakete für Versuche, die ihr Ziel verfehlt.

De Gaulle scheint, nach gewissen Informationen, einen Krieg zwischen West und Ost für unvermeidlich zu halten.

Was unsere Landesverteidigung betrifft, sei es wichtig, dass wir die Armee personell reduzieren, aber in den materiellen Mitteln verstärken. Wir brauchen die frei werdenden Leute für Zivilschutz, Kriegswirtschaft etc.

Wichtig ist die Frage der geistigen Landesverteidigung, das Problem Heer und Haus. Wir können eine gewisse Verbesserung unserer Fernsehprogramme feststellen. Wir müssen mehr Einfluss ausüben auf unser Volk, damit die schweizerischen Sendungen angehört werden. Ein grosser Teil der Fernsehabonnenten lässt sich von der französischen Emission beeinflussen. Diese ist staatlich gelenkt und beurteilt die internationale Lage natürlich nicht nach schweizerischem Gesichtspunkt. Wir sollten unser Volk über unsere Auffassung orientieren.

Herr Bourgknecht hält die Lage deshalb für gefährlich, weil es sich um einen ideologischen Konflikt handle, so dass eine friedliche Einigung viel weniger möglich erscheine als sonst. Die sog. friedliche Koexistenz bedeute nichts anderes als den Wunsch, billiger zum gleichen Ziel der Weltherrschaft zu kommen. Man schwächt dabei ständig die innere Kohäsion der westlichen Staaten. Wenn man nicht mit friedlichen Mitteln Erfolg habe, werde man den Krieg wählen. An dieser Situation können wir Schweizer nichts ändern.

Es frägt sich, wie weit die Neutralen das alles wie uninteressierte Zuschauer mitmachen sollen, oder ob sie versuchen sollten, eine friedliche Lösung zu erreichen. Die Natur der Konflikte lässt wenig Aussicht für Initiativen von neutraler Seite. Diese würden auch nicht immer von unserer öffentlichen Meinung begriffen.

Was die zu befolgende Aussenpolitik der Schweiz betreffe, geht der Sprechende im allgemeinen mit den Ausführungen des Vorstehers des EPD einig. Er ist ein Gegner des Beitritts der Schweiz zur UNO und befürwortet die Mitgliedschaft bei der Weltbank und dem internationalen Währungsfonds.

Die Hilfe an die Entwicklungsländer ist nötig, doch muss unsere öffentliche Meinung besser aufgeklärt werden. Man hört immer wieder die Meinung, man

habe Geld für die Hilfe nach Aussen, für unsere eigenen Interessen habe man aber immer zu wenig.

Die europäische Integration kann einmal die Stufe erreichen, wo es für uns heissen wird: «Neutralität oder Europa?» Allerdings müsste dann Europa anders aussehen als heute.

Der Europarat hat keine grosse Bedeutung. Es stelle sich aber die Frage, ob man unsern Beobachtern nicht bestimmte Richtlinien für ihr Verhalten geben sollte.

Die Beziehungen zu Sowjetrussland sind schlecht. Der Grund ist in einer Reaktion unseres Volkes zu suchen, die zum Teil eine recht gesunde ist. Die Russen werden, wenn es in ihre Politik passt, immer Gründe finden, um uns als nicht neutral zu betrachten.

Weil so viel in der Welt geschieht, wozu wir nichts zu sagen haben, fahren wir am besten mit unserer Neutralität fort.

Herr Spühler teilt im allgemeinen ebenfalls die bisher vertretenen Auffassungen. Besonders auffällig sei, dass man in der grossen Politik so häufig tue als ob. Man spricht z. B. von der Wiedervereinigung der beiden Teile Deutschlands als eines der wichtigsten Probleme, obwohl es allen Verantwortlichen klar sein müsse, dass das auf viele Jahre hinaus ganz unmöglich sein werde.

Was die Schweiz betrifft, sei sie eingespannt in das Schicksal der übrigen Welt. Die Vorherrschaft des Westens sei endgültig vorbei. Mit dem Ende des Kolonialismus sei auch die Vorherrschaft Europas dahingegangen. Man sei auf der Suche nach einem neuen internationalen Gleichgewicht.

Es wäre nicht richtig, wenn wir uns der UNO anschliessen würden. Der Redner erklärt sich mit dem Exposé von Prof. Bindschedler[3] einverstanden. Die Schweiz sei zu klein, um eine Initiative für eine friedliche Lösung des Weltkonfliktes zu ergreifen, die Erfolg haben könnte. Minister Andrews, der Herr Spühler besucht hat, hat von solchen Initiativen gesprochen.

Was wir auf internationalem Boden machen können, ist die Hilfe an die in Entwicklung begriffenen Länder. Hier müssen wir mehr machen, aber nicht nur mit Geld. Wir müssen unsere Vertrauensstllung ausnützen. Wir sollten versuchen, unternehmende und tüchtige Leute dafür zu gewinnen, dass sie selbst in diese Länder gehen.

Was die Beziehungen zur Sowjetunion anbelange, befinde sich jeder Schweizer in einem Zwiespalt. Innerlich lehne man das Sowjet-Regime in jeder Hinsicht ab, wolle mit dem Kommunismus nichts zu tun haben, während die politische Vernunft, die Pflege normaler Beziehungen verlange. Man glaube aus dieser Einstellung heraus, man würde der schweizerischen Sache untreu, wenn man kulturelle Kontakte pflege. Der Redner glaubt, dass unsere Stellung bei solchen Kontakten die stärkere wäre. Die Gefahr für uns, durch die russische Auffassung infisziert zu werden, sei kleiner als die Gefahr einer «Infiszierung» der Russen durch westliches Gedankengut. Die wirtschaftliche Entwicklung in der Sowjetunion gehe ähnliche Wege wie in der westlichen Welt. Das Entscheidende liegt nicht in der Frage des Eigentums, sondern auf

---

3. *Es handelt sich dabei um den Bericht* Der Beitritt der Schweiz zu den Vereinigten Nationen *vom 11. Juli 1960, vgl.* J1.223(-)1000/1318/54.

der Konsumseite und dort sei der Sowjetmensch am anfälligsten gegen die Einflüsse des Westens.

Herr von Moos verzichtet darauf, Feststellungen früherer Votanten, mit denen er einig gehe, zu wiederholen. Was vor allem bedenklich stimmt, sei die Feststellung, dass offenbar für viele Amerikaner die Auseinandersetzung mit Sowjetrussland und dem Kommunismus als ein Problem der Zahl, der Macht usw. erscheine und nicht als eine Frage der Ideologie, der Weltanschauung und persönlichen Einstellung.

Er teile die Auffassung über unsere Neutralitätspolitik und sei gegen den Eintritt in die UNO. In diesem Zusammenhang möchte der Redner auch auf die sehr bescheidene Nützlichkeit der Interparlamentarischen Union hinweisen.

Was die Initiative über die Ausdehnung der Schiedsgerichtsbarkeit anbelange, sei er überrascht gewesen, als er davon durch die Presse erfahren habe. Überrascht habe ihn auch die heutige Formulierung im Exposé des Herrn Bundespräsidenten, wonach die schweizerische Wirtschaft gegen den Beitritt zur EWG gewesen sei. War das wirklich das ausschlaggebende Moment oder war es nicht vielmehr die grundsätzliche andere Zielsetzung? Besteht dieser Unterschied in der Zielsetzung zwischen EWG und EFTA heute noch? Wenn erklärt worden sei, wir werden einmal zu wählen haben zwischen Neutralität und Integration, dann frage er, ob wir uns nicht bereits durch unseren Beitritt zur EFTA für eine Tendenz zur Integration entschieden haben. Das führe automatisch zu einer Bindung, die auch politischer Natur sein könne.

Was die Stellung zur Sowjetunion anbelange, erklärt der Sprechende eine andere Auffassung über die Kontakte zu haben. Kunst, Wissenschaft, Recht, Kultur und Sport, alles wurde in den Dienst der Ausbreitung der kommunistischen Ideologie gestellt. Wenn man in der USA für solche Kontakte sei, dann beweise das nur, dass man dort die ideologische Gefahr nicht erkannt habe. Alles was die Kommunisten auf dem Gebiete dieser Kontakte unternehmen, liege im Interesse ihrer Politik. Wir begeben uns damit in die Gefahr eines Doppeldenkens. In dieser Auffassung wir Herr von Moos noch bestärkt durch die Bedeutung, die auch die Sowjetbotschaft in Bern diesen Kontakten beimesse. Man suche diese Kontakte, um in der Aufweichung fortzuschreiten.

Herr Tschudi stimmt ebenfalls in der Lagebeurteilung mit den Vorrednern überein. Der Gegensatz China / Sowjetunion soll nur darauf zurückzuführen sein, dass Russland den Chinesen die Atombombe vorenthalten habe.

Über die Notwendigkeit der Hilfe an die in Entwicklung begriffenen Länder müssen wir unsere Öffentlichkeit noch viel besser orientieren und die Hilfe verknüpfen mit der Lösung der eigenen sozialen Probleme. Was unsere Einflussmöglichkeiten auf die Weltlage und gegenüber der europäischen Integration betrifft, teilt der Sprechende die Auffassung der Vorredner. Herr Tschudi hat den Eindruck, dass der Höhepunkt der Konjunktur vorüber sei. Wenn wirtschaftliche Schwierigkeiten entstehen werden, werde man vielleicht sagen, man sei bei der EFTA in den falschen Zug eingestiegen.

Was die Jugend betreffe, müsse man ihr Bestreben nach europäischen Kontakten fördern und ihr die Teilnahme an europäischen Tagungen erleichtern.

Man dürfe Antikommunismus nicht gleichsetzen mit der Bekämpfung Russlands. Der russische Staat hat vor dem Kommunismus bestanden und wird nach dem Verschwinden dieser Ideologie weiter bestehen. Somit können wir auf bestimmte Kontakte mit Russland nicht verzichten. Der Redner befürchtet nicht, dass wissenschaftliche und kulturelle Veranstaltungen politische Auswirkungen haben werden. Die kommunistische Ideologie hatte besonders bei der Jugend ihre Anziehungskraft verloren. Endlich wäre darauf hinzuweisen, dass nicht nur in der Haltung der Bevölkerung gewisse Gegensätze bestehen, sondern auch in derjenigen der Behörden. Einerseits werden kulturelle, wissenschaftliche und wirtschaftliche Beziehungen zu Russland befürwortet und andererseits subventionieren wir den Aufklärungsdienst und die Osteuropabibliothek.

Herr Petitpierre stellt in den wesentlichen Punkten Übereinstimmung fest, insbesondere dass man keine weltweite Initiative im Sinne der Friedensförderung ergreifen solle und dass man die Hilfe an die Entwicklungsländer fortsetzen müsse, wobei es sich weniger um eine Geld-, als um eine Personenfrage handle.

Was die interparlamentarische Union betreffe, so sei es, trotzdem der Nutzen nicht sehr gross sei, wegen der Kontaktmöglichkeiten richtig, dass die Schweiz dabei sei.

Was die Initiative für die Ausdehnung der Schiedsgerichtsbarkeit betreffe, handle es sich um die Ausführung eines Beschlusses des Bundesrates vom letzten Jahr[4]. Herr Petitpierre will Herrn von Moos die entsprechende Dokumentation schicken.

Die Feindschaft unserer Wirtschaft gegen die EWG bestand im Moment, als sich diese bildete. Damals gab es eine skeptische und eigentlich feindliche Einstellung. Sie war aber nicht der Grund, warum wir nicht beigetreten sind. Der Eindruck, dass wir das gegen die EWG am feindlichsten eingestellte Land sind, ist geblieben, obwohl dies nicht stimmt. Es war richtig, dass wir den Weg der Zusammenarbeit in der EFTA gewählt haben.

Herr Petitpierre misst den wissenschaftlichen Beziehungen zur Sowjetunion grössere Bedeutung bei, als den kulturellen. Die Schweiz habe ein Interesse, in der russischen Mittelklasse die Wissbegierde und das Freiheitsgefühl zu entwickeln. Man darf auch nicht vergessen, dass in den Satellitenstaaten das Regime in Hauptsache einer ihrer feindlichen Bevölkerung gegenübersteht. Es ist aber schwer, das Schweizervolk vom Vorhandensein dieser Sachlage zu überzeugen.

Herr Wahlen kommt nochmals auf das Maschinengeschäft mit Sowjetrussland zu sprechen.

Der *Herr Bundespräsident* erklärt, dass der Rat die Anträge des EVD erwarte.

---

4. *Vgl. das BR-Prot. Nr. 331 vom 20. Februar 1959,* E 1004.1(-)1000/9/622.1. *Vgl. auch den Antrag des Politischen Departements vom 21. Juni 1958,* E 2001(E)1976/17/59 (DoDIS-10999).

103

E 2001(E)1998/199/2
[DoDiS-15498]

Der Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli, an den schweizerischen Botschafter in Paris, P. Micheli

Ankauf von Mirage-Kampfflugzeugen. Schweizerische Desiderata

L[1] PO Streng vertraulich Bern, 26. Oktober 1960

Wie Ihnen bekannt sein dürfte, befassen sich das Militärdepartement und der Bundesrat schon seit einiger Zeit mit der Frage der Beschaffung neuer Kampfflugzeuge[2], wobei zunächst der Ankauf oder noch eher der Lizenzbau einer Hunderterserie solcher Flugzeuge zur Diskussion steht. Nach eingehenden Vergleichen und Untersuchungen verschiedener ausländischer Modelle[3] ist das Militärdepartement zur Überzeugung gelangt, dass das französische «Mirage III-C»-Kampfflugzeug für die schweizerischen Verhältnisse technisch und taktisch am besten geeignet wäre. Eine vor wenigen Tagen aus Paris datierte UPI-Meldung, wonach der Entscheid zugunsten des «Mirage» schon gefallen sei, war zwar noch verfrüht und möglicherweise eine zweckbedingte Indiskretion interessierter französischer Kreise. Es ist aber denkbar, dass der Bundesrat ungeachtet beträchtlicher handelspolitischer Hemmungen – in handelspolitischer Hinsicht wäre der Ankauf des schwedischen «Draken» besonders erwünscht gewesen[4] – demnächst den Beschluss zur Beschaffung einer ersten Hundertserie «Mirage» fassen wird[5]. Die Gesamtauslage für die Serie würde sich auf über 1 Milliarde SFr. belaufen, wovon auch im Falle eines Lizenzbaus in der Schweiz immerhin noch 150–200 Millionen SFr. nach Frankreich ausbezahlt würden.

Wir glauben annehmen zu können, dass Frankreich nicht nur aus wirtschaftlichen, sondern offenbar auch aus Prestigegründen grossen Wert auf die Lieferung seiner Flugzeuge an andere europäische Länder legt. Sie berichteten uns Ihrerseits am 10. Juni 1960[6], dass nach Feststellungen der belgischen Botschaft in Paris Freilassungen minderjähriger belgischer Fremdenlegionäre immer dann erfolgten, wenn Frankreich Belgien günstig zu stimmen wünschte; während der Zeit, als Belgien mit Frankreich über den Ankauf französischer Flugzeuge verhandelte, sei es beispielsweise ganz unerwartet zur Freilassung

1. *Das Schreiben wurde von R. Probst verfasst und von R. Kohli unterzeichnet.*
2. *Zur Frage der Flugzeugbeschaffung vgl. Nrn. 69, 115, 152 in diesem Band.*
3. *Neben der französischen* Dassault Mirage III *wurden der schwedische* Saab Draken, *die amerikanische* Lockheed Starfighter, *der amerikanische* Grumman Supertiger *und der italienische* Fiat G-91 *von der schweizerischen Armee getestet.*
4. *Vgl. die Notizen von M. Petitpierre vom 24. März 1960,* E 2800(-)1990/106/20 (DoDiS-8619), *vom 17. Oktober 1960,* E 2800(-)1990/106/21 (DoDiS-15515), *vom 28. Februar 1961,* E 2800(-)1990/106/20 (DoDiS-8620) *und Nr. 69 in diesem Band.*
5. *Der Entscheid des Bundesrates für den Kauf der Mirage fällt am 28. Dezember 1960, vgl. Nr. 115 in diesem Band.*
6. *Nicht abgedruckt.*

von sechs Fremdenlegionären gekommen. Aus einem ähnlichen Bestreben heraus wurde dem Herrn Bundespräsidenten[7] schon vor einiger Zeit seitens des Generals de Bénouville zu verstehen gegeben, dass er bereit wäre, sich bei den französischen Behörden zur Förderung gewisser im schweizerisch-französischen Verhältnis hängiger Fragen zu verwenden[8]. Wir sind auf diesen – schon zeitlich verfrühten und auch sonst etwas heiklen – Vorschlag zwar damals im Einvernehmen mit Volkswirtschafts- und Militärdepartement nicht eingetreten. Wir fragen uns aber doch, ob bei Anlass der Verwirklichung unserer Flugzeugbeschaffungspläne nicht versucht werden könnte, im geeigneten Zeitpunkt gewisse mit Frankreich hängige Differenzen ins Reine zu bringen.

Wir möchten es allerdings vermeiden, zwischen dem Flugzeugankauf und unseren Desiderata anderer Natur ein direktes Junktim herzustellen. Indessen könnte die im Hinblick auf das Flugzeuggeschäft eventuell erhöhte französische Bereitschaft zu einem Entgegenkommen in anderen Fragen vielleicht zu einer gleichzeitigen Förderung unserer Belange benützt werden.

Unsere Wunschliste soll dabei keineswegs überladen werden. Vor allem wäre es uns daran gelegen, wenn die Angelegenheit Bernard[9], die uns beträchtliche Sorgen bereitet, aus der Welt geschafft werden könnte. Die französische Leistung sollte dabei wenn möglich unserer Forderung einer Entschädigungszahlung in der Höhe von 260'000 Fr. entsprechen. Sie finden in der Beilage[10] eine kurze, für den skizzierten Zweck verwendbare Aufzeichnung über den Fall.

Sodann hoffen wir, dass auch die Angelegenheit Mertz[11] (Aufzeichnung ebenfalls beiliegend[12]), die rechtlich schon seit einiger Zeit geregelt erscheint, aber wegen des Ihnen bekannten französischen Widerstandes immer noch blockiert ist, endlich ordnungsgemäss erledigt wird.

Schliesslich ist es eines unserer ständigen Anliegen, dass die Rekrutierung minderjähriger Schweizer (unter 20 Jahren) zu Fremdenlegion unterbleibt und dass die noch Dienst leistenden Minderjährigen aus der Legion entlassen werden[13]. Sie haben erst dieser Tage wieder einen zeitlich günstig fallenden Vorstoss in dieser Richtung unternommen. Wir haben uns auch gefragt, ob nicht die Information aus Mülhausen, wonach von Paris aus Weisung gegeben worden sei, keine minderjährigen Schweizer mehr anzuwerben, irgendwie

---

7. *M. Petitpierre.*

8. *Vgl. die Notiz von O. Long vom 29. November 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-15509)*, die dazugehörenden Beilagen vom 28. November 1960, ibid.* (DoDiS-15510) *und das Schreiben von P. Micheli an M. Petitpierre vom 5. Januar 1961,* E 2200.42(-)1977/93/11 (DoDiS-15034).

9. *Vgl. die Beilagen vom 28. November 1960, nicht abgedruckt* (DoDiS-15510).

10. *Nicht abgedruckt.*

11. *Vgl. Anm. 9.*

12. *Nicht abgedruckt.*

13. *Zur Frage der Rekrutierung minderjähriger Schweizer für die Fremdenlegion vgl. DDS, Bd. 18, Nr. 81* (DoDiS-8634)*, DDS, Bd. 19, Nr. 83* (DoDiS-8956)*, DDS, Bd. 20, Nr. 27* (DoDiS-11517)*, das Schreiben von V. Nef an M. Petitpierre vom 11. Juli 1959,* E 2800(-)1967/59/41 (DoDiS-15126)*, den Bericht von R. Godet vom 10. Februar 1960, ibid* (DoDiS-15128)*, das Schreiben von P. Micheli an M. Petitpierre vom 5. Januar 1961,* E 2200.41(-)1977/93/11 (DoDiS-15034)*, die Notiz von J. Zwahlen vom 15. Mai 1961,* E 2001(E)1976/17/435 (DoDiS-15129) *und die Nrn. 19 und 48 in diesem Band.*

mit der Flugzeugfrage zusammenhängt. Jedenfalls könnte der Anlass benutzt werden, auch in dieser Hinsicht Ihre Demarchen zu sekundieren. Die nötigen Unterlagen befinden sich bereits in Ihren Händen. Wir lassen Ihnen trotzdem anbei noch eine neue Zusammenstellung der in Betracht kommenden Fälle zukommen[14].

Was die Art des Vorgehens anbelangt, so möchten wir es Ihnen überlassen, die geeignete Wahl zu treffen. Wir würden es aber vorziehen, wenn Sie an diesem etwas ungewohnten Prozedere, das sich für Sie unter Umständen unangenehm auswirken könnte, keinen persönlichen Anteil nehmen. Ein möglicher Weg bestünde darin, dass Ihr Militärattaché[15] mit General de Bénouville zu gegebender Zeit Kontakt suchen würde, um diesen über die beiden ersterwähnten Geschäfte in passender Weise zu orientieren, während die Fremdenlegionsfrage von Oberst Musy wohl eher direkt bei den zuständigen Militärstellen anhängig zu machen wäre. Jedenfalls glauben wir, dass es angesichts des Umfangs der in Aussicht stehenden schweizerischen Flugzeugbestellung den französischen Behörden eigentlich möglich sein sollte, in allen drei angeführten Fragen, die für sie im ganzen gesehen doch nur untergeordnete Bedeutung aufweisen, unseren Wünschen Rechnung zu tragen. – Wir behalten uns im übrigen vor, Ihnen demnächst eventuell noch einen vierten Fall («Electricité de France»)[16] für den vorliegenden Zusammenhang zu melden.

Was den Zeitpunkt eines eventuellen Vorgehens im oben angedeuteten Sinne anbelangt, wo wird zunächst der formelle Beschluss des Bundesrates über die Flugzeugbeschaffung[17] abzuwarten sein. Wir werden Sie darüber, wenn es so weit ist, unverzüglich benachrichtigen. Es ist also für den Moment noch nichts zu unternehmen. Doch lag uns daran, Ihnen vorsorglicherweise schon jetzt die allenfalls benötigten Angaben und Unterlagen zur Verfügung zu stellen.

P. S. Wir erhalten soeben von der Firma Brown Boveri & Cie. eine Darstellung ihrer Schwierigkeiten bei der Lieferung von Turbinen ihrer französischen Tochtergesellschaft «Compagnie Electro-Mécanique (CEM)» an die «Electricité de France»[18]. Diese Angelegenheit erschiene uns ebenfalls geeignet, im Hinblick auf einen eventuellen Abschluss der «Mirage»-Bestellung schweizerischerseits geltend gemacht zu werden. Beide Angelegenheiten liegen zudem auf einer ähnlichen, vergleichbaren Ebene. Wir wären Ihnen deshalb dankbar, wenn Sie auch diesen Fall nach Möglichkeit berücksichtigen und fördern wollten.

---

14. *Nicht abgedruckt.*
15. *P. Musy.*
16. *Vgl. Anm. 9.*
17. *Vgl. Anm. 5.*
18. *Vgl. Anm. 9.*

104

E 2001(E)1972/33/48
[DoDiS-15174]

Rapport au Chef du Service de la Police fédérale, F. Dick[1]

Guerre d'Algérie et ses répercussions en Suisse

L Berne, 27 octobre 1960

Depuis 6 ans que dure le conflit entre la France et les révolutionnaires algériens, nos services eurent à s'occuper durant ces années de nombreux cas ayant pour origine la guerre d'Algérie.

En 1954 et 1955, nous n'avions, pour ainsi dire, aucun Algérien domicilié en Suisse, mais nous décelions toutefois le passage de quelques Nordafricains, nationalistes arabes, tels que Salah Ben Youssef, Tunisien, Ahmed Balafredj, Marocain, Ben Bella, Algérien, lesquels étaient en rapport avec la Légation d'Egypte à Berne ou se rencontraient à Genève dans certains milieux internationaux.

C'est surtout à partir de 1956 que les Algériens commencèrent à venir en Suisse. Nous décelions à cette époque plusieurs agents de renseignements venus de France ou d'Afrique du Nord, ou des trafiquants d'armes, séjournant dans notre pays, d'où ils se rendaient en Allemagne, en Belgique, en Scandinavie pour y faire des achats pour le compte de l'Armée de libération nationale algérienne. Certains se lièrent avec des ressortissants suisses, qui les aidèrent à se procurer des armes ou des explosifs (cas Léopold/Guinand[2], Aregger, etc.).

Bien que de nombreuses interdictions d'entrée aient été prises à l'égard de ces agents nationalistes, les Algériens dont l'activité politique était suspectée par les autorités françaises commencèrent peu à peu à venir se réfugier en Suisse.

Au printemps 1956, Ferhat Abbas et son adjoint le Dr Francis Ahmed, de même que diverses personnalités politiques algériennes, rejoignent au Caire les dirigeants FLN, en passant par Genève. Abbas et Francis reviennent en Suisse et séjournent à Berne. Ils ont des contacts suivis avec la légation d'Egypte. Ils entreprennent des voyages à l'étranger, et reçoivent des émissaires venant de France à leur QG qui se trouve à la Pension Bois Fleuri à Berne.

Tandis que plusieurs personnalités ou émissaires du FLN se rencontrent en Suisse, l'Etat-Major quitte Berne et une sorte de permanence s'établit à Montreux à l'Hôtel des Palmiers, dès avril 1957, qui a été repris par l'ancien propriétaire de la Pension du Bois Fleuri. Quelque temps plus tard, Ferhat Abbas, qui a fait venir de Paris sa femme et son fils, se fixe à Montreux, tout

1. *Ce rapport est signé par l'inspecteur René Humbert.*
2. *Sur l'affaire du trafic d'explosifs au profit des nationalistes algériens organisé avec l'aide de Marcel Léopold et Georges Guinand, cf.* E 2001(E)1976/17/49. *Sur l'assassinat de M. Léopold, cf.* E 2200.82(-)1977/120/20, *la proposition du DFJP au CF du 24 avril 1957,* E 1001(-)1000/6/285, *ainsi que* E 4320(B)1990/266/335 à 339. *Sur G. Guinand, cf.* E 4320(B)1990/266/16.

en continuant d'entreprendre de nombreux voyages à l'étranger pour le Comité de coordination extérieur du FLN, dont il est le président.

C'est pendant cette période que de nombreux Algériens arrivent en Suisse. Ils sont généralement munis de passeports français ou de simples cartes d'identité. Certains désirent se rendre en Algérie, d'autres préfèrent rester en Suisse. Le QG de Montreux et un certain Boulharouf Tayeb, séjournant avec un passeport tunisien à Ouchy, s'intéressent, en liaison avec le Dr Bentami Djilali, qui s'intitule délégué officieux du Croissant-Rouge Algérien à Genève, à tous leurs compatriotes domiciliés en Suisse.

A fin 1957 et dès le début de 1958, date de la dissolution de l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie par un décret du Gouvernement français, de nombreux étudiants algériens quittent la France et se fixent à Lausanne tout d'abord, puis à Genève pour suivre les cours des universités. Le comité exécutif de l'UGEMA s'est fixé à Lausanne et entreprend des démarches pour obtenir des bourses qui leur sont données pour la Suisse par le WUS[3], qui a reçu un don important de la fondation Ford et par les gouvernements marocain et tunisien, tandis que d'autres sont obtenues par l'intermédiaire de la Fédération internationale des étudiants et le «Cosec»[4] ou leur sont octroyées par la plupart des gouvernements des pays de l'Est, mais aussi par les USA.

Le Comité exécutif de l'UGEMA qui, officiellement, a son siège à Tunis depuis l'été 1960, a réussi de grouper dans cette union générale tous les étudiants ayant quitté la France et ne reconnaît comme membres que ceux qui se déclarent favorables à la cause du FLN.

A partir de 1958, et durant les premiers mois de 1959, nos services, en collaboration avec les polices de nos cantons, purent établir que des cotisations étaient perçues auprès des Algériens résidant régulièrement en Suisse. Un montant variant entre 20 et 30 francs devait être versé chaque mois et celui qui ne se soumettait pas à cette obligation ou avait du retard dans ses cotisations était menacé[5]. Un bureau de Suisse du FLN, dont le siège se trouvait à Lausanne, était chargé de faire les encaissements, de distribuer des secours, de réceptionner les Algériens venant de France, de prendre des informations sur leurs antécédents, de leur faire obtenir des cartes de légitimation, passeports de complaisance ou de les faire acheminer sur l'Afrique du Nord[6].

Les interventions que nous avons faites, perquisitions, mesures d'expulsion et mises en garde ont eu pour effet que les dirigeants du GPRA donnèrent comme instructions à leurs partisans de cesser toutes cotisations.

Il n'en demeure pas moins que des représentants du GPRA tels que le Dr Bentami à Genève et plusieurs émissaires du FLN séjournant clandestinement en Suisse, continuent de s'occuper des réfugiés venant de France, des étudiants, de se procurer des adresses de ressortissants suisses favorables à la cause du FLN et, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, du

---

3. *World University Service.*

4. *Coordinating Secretariat of National Unions of Students.*

5. *Cf. la notice de R. Godet pour M. Petitpierre du 10 juillet 1959,* E 2001(E)1972/33/48 (DoDIS-15171).

6. *Cf. PVCF N° 1716 du 2 octobre 1959,* E 1004.1(-)1000/9/630 (DoDIS-15173).

journal «El Moudjahid», de leurs amis journalistes ou radioreporters, de faire une intense propagande anti-française et favorable aux révolutionnaires d'Algérie. Grâce à nos nombreuses interventions et aux mises en garde faites aux Algériens qui viennent séjourner en Suisse pour étudier ou travailler dans diverses entreprises en qualité d'ouvriers d'usine, manœuvres, employés dans l'hôtellerie, etc., nous estimons qu'actuellement ils subissent moins de pression de la part de leurs responsables et sont, dans l'ensemble, plus tranquilles.

Toutefois, nous devons remarquer qu'à la suite de la propagande habile menée par les dirigeants de la rébellion qui ont réussi à toucher les milieux les plus divers, une partie de l'opinion publique suisse a pris fait et cause pour le FLN. Preuve en est la récente réunion tenue à Berne, à l'occasion de laquelle fut créé le comité «Suisse-Algérie» qui ne sera qu'une organisation de soutien du FLN.

Plusieurs ressortissants suisses apportent aussi une aide efficace aux réseaux de soutien du FLN, tels que ceux de «Jeune Résistance», «Mouvement anticolonialiste français», «MAF», dont le professeur Francis Jeanson, qui séjourna plusieurs mois clandestinement en Suisse, en est un des dirigeants les plus influents.

Ces diverses organisations, qui ont dans leurs attributions de favoriser la désertion et l'insoumission des jeunes soldats français, possèdent de nombreux amis dans les milieux d'intellectuels de gauche, religieux et pacifistes de notre pays. Le «MAF» a mis à disposition de citoyens suisses des automobiles, dont nous connaissons l'existence et qui circulent sous des noms et avec des numéros d'immatriculation suisses, servant au transport de déserteurs français ou algériens, de documents, de propagande ou de fonds, passant la frontière franco-suisse clandestinement.

L'enquête faite récemment à Genève dans l'affaire «Jeanson» nous a prouvé que ces organisations ont une activité clandestine en Suisse et disposent de fonds importants[7]. Mme Curiel, dont le mari vient d'être arrêté à Paris, déclara qu'elle possédait plus de 500'000.– francs dans une banque en Suisse, lorsqu'elle fut interrogée à Genève, où elle a été vue alors qu'elle remettait Fr. 10'000.– à Jeanson. Ne s'agit-il pas d'un dépôt du «MAF»?

De nombreux écrits, journaux, revues, livres de propagande sont imprimés en Suisse par les sympathisants à la cause du FLN[8].

Si, au début de la rébellion en Algérie, on a vu que les Egyptiens apportaient une certaine aide aux Algériens de passage en Suisse, ce sont maintenant les représentations diplomatiques de Tunisie et du Maroc qui se dévouent sans compter pour les réfugiés se trouvant dans notre pays. En effet, nous constatons que les Algériens non immatriculés dans les Consulats de France – et ce sont les plus nombreux – obtiennent facilement des passeports tunisiens ou marocains. Ces tous derniers jours encore, un représentant de l'UGEMA se trouvant à Lausanne s'adressait à la Légation de Tunisie à Berne pour récla-

7. *Cf.* E 2001(E)1976/17/49.

8. *Il s'agit notamment des publications des éditions La Cité, à Lausanne, de l'impression du texte de la plate-forme de la Soumame par l'imprimerie Cornaz à Yverdon, ainsi que de l'impression de quelques numéros du journal El Moudjahid sur les presses de l'imprimerie du Pré-Jérôme à Genève.*

mer les 21 passeports tunisiens destinés aux étudiants algériens. Ces derniers désirent avoir une protection nationale pour le renouvellement de leur permis de séjour. Les Marocains agissent aussi de la même manière.

L'octroi de ces passeports de complaisance, qui changent la nationalité des Algériens avec celle d'un autre pays, alors même que le titulaire n'a jamais mis les pieds dans son pays d'adoption, est-elle régulière? De toute manière, les étrangers bénéficiant de cette faveur demeurent toujours des nationalistes algériens, mais il devient de plus en plus difficile, pour nos services, de différencier quels sont les véritables Marocains et Tunisiens.

Les représentants diplomatiques et les autorités de ces pays ne devront pas s'étonner si parfois leurs nationaux seront considérés comme suspects d'appartenir au FLN et que nous soyons appelés à les interroger ou à contrôler certaines de leurs activités.

Plusieurs membres du GPRA ont reçu un visa pour venir en Suisse. Les raisons invoquées lors de leur demande mentionnaient généralement: séjour ou santé. C'est ainsi que Ferhat Abbas, président, a fait dernièrement un bref séjour à Montreux, au sujet duquel un rapport a été établi[9], Belkacem Krim, vice-président et membre du Comité interministériel de la guerre a passé à Zurich, où il est resté un après-midi et a rencontré deux Algériens résidant en Suisse, El Khodja Omar et Sahia Robert, avant de continuer son voyage sur New-York. Ahmed Francis, Ministre des finances a séjourné à plusieurs reprises à Genève, où sa femme occupe un appartement, Abdelhafid Boussouf, Ministre de l'Armement, Abdelhamid Mahri, Ministre des Affaires culturelles, ont tous deux aussi obtenu un visa, mais leur présence en Suisse n'a pas pu être décelée. D'autres personnalités du FLN, telles que Boumendjel Ahmed, porte-parole du GPRA et émissaire de ce dernier à Melun, a séjourné plusieurs semaines en Suisse pendant l'été 1960 et s'apprête à y revenir, Benyahia Mohamed, qui l'accompagnait à Melun et s'intitule secrétaire de Ferhat Abbas, a obtenu ce mois un visa de deux mois, Dahlab Saad, qui s'est rendu de Suisse à Moscou en septembre 1960 avec Francis et s'apprête à partir pour New-York, a séjourné aussi plusieurs mois en Suisse.

D'autres personnalités, moins connues mais qui travaillent pour le FLN, passent parfois en Suisse, généralement à Genève. C'est toujours par l'intermédiaire du Dr Bentami que s'organisent les entrevues des leaders du FLN. Nous ignorons en général ce que font exactement ces étrangers lorsqu'ils sont dans notre pays où ils se sentent en sécurité, mais nous avons pu nous rendre compte qu'ils n'y viennent certainement pas uniquement pour se reposer ou se faire soigner.

Dans la mesure où nous le pouvons, nous prenons contact avec ces diverses personnalités et organisons parfois des surveillances, en collaboration avec les polices des cantons, dans le but de déceler leur activité et en même temps pour assurer un discret service de protection afin d'éviter un attentat éventuel, alors même que les dirigeants FLN n'aient, pour ainsi dire, jamais remarqué qu'ils soient suivis ou espionnés par des personnes étrangères à la police lorsqu'ils séjournent en Suisse et ne nous aient jamais requis pour les protéger.

---

9. Cf. le rapport de l'inspecteur R. Humbert du 23 septembre 1960, E 2001(E)1976/47/49.

La situation en France ne semble pas s'améliorer beaucoup et, d'après nos constatations personnelles, on se rend compte qu'une certaine lassitude commence à se faire sentir dans l'ensemble de la population, qui désirerait voir se terminer cette longue guerre.

Les pacifistes intellectuels de gauche, sans parler du parti communiste, désirent la négociation et la paix en Algérie. D'un autre côté, ce qu'on appelle les «Ultras» d'Alger, soutenus par une partie de la droite française et de l'armée, semblent s'opposer à l'autodétermination, offerte par de Gaulle aux Algériens.

Certains Français vont jusqu'à craindre une guerre civile dans leur pays et nous devons aussi mentionner que les mouvements de soutien au FLN recrutent des adeptes dans l'Administration française et les milieux gouvernementaux.

Si, comme nous le mentionnons plus haut, une certaine partie de notre population paraît prendre fait et cause pour le FLN, il ne faut pas oublier que la majeure partie de notre population suit aussi la politique du général de Gaulle et se rend compte que ce dernier paraît sincèrement vouloir accorder l'indépendance à l'Algérie si le peuple algérien se prononce pour elle. Les contacts pris récemment avec Moscou et Pékin par les leaders du FLN ne sont pas pour rendre la cause des rebelles plus sympathique, car on se rend compte que ces derniers désirent obtenir «leur» indépendance et gouverner ensuite le pays à leur manière. Les nombreux attentats qui continuent à se perpétrer en Algérie et en Métropole, où sont souvent tuées des personnes innocentes, portent également préjudice à la cause révolutionnaire.

Relevons encore la question déposée sur le bureau du Grand Conseil neuchâtelois par le député Edouard Lauener, le 26 septembre 1960, au sujet des émissions de radio Sottens du «Miroir du Monde» considérées comme «particulièrement susceptibles de ternir nos bonnes relations avec une puissance amie fort peu conformes avec la neutralité helvétique si souvent rappelée par le Conseil fédéral».

Nos services, en collaboration avec les organes de police des cantons, continuent à vouer une attention particulière au développement et aux répercussions que pourra encore nous apporter la guerre d'Algérie.

105

E 1001(-)1000/6/114
[DoDiS-14866]

Das Politische Departement an den Bundesrat

Uhren-Antitrustprozess USA

At PO Vertraulich Dringend — Bern, 1. November 1960

I.

Ende 1954 ist bekanntlich vom amerikanischen Justizdepartement gegen eine Anzahl amerikanischer Importeure schweizerischer Uhren sowie namentlich gegen Organisationen und Firmen der schweizerischen Uhrenindustrie Zivilklage wegen Verletzung der amerikanischen Antitrustgesetze erhoben

worden[1]. Nach den üblichen Vorverfahren wurde zunächst geprüft, ob es nicht möglich wäre, die Differenz durch einen gerichtlich zu sanktionierenden Vergleich (sog. «consent decree») aus der Welt zu schaffen[2]. Der zweite dieser Versuche unter dem Vorsitz des zuständigen amerikanischen Richters[3] erstreckte sich über das ganze Jahr 1959 und führte im März 1960 tatsächlich zu einem Vergleich zwischen dem Justizdepartement und den amerikanischen Beklagten[4]. Dagegen zerschlug er sich in Bezug auf die schweizerischen Hauptbeklagten (insbesondere «Fédération Horlogère» und Ebauches SA). Der eigentliche Prozessbeginn gegen die letzteren vor dem New Yorker Distriktsrichter[5] (Bundesrichter) ist deshalb nunmehr auf den 6. November angesetzt[6].

II.

Wir haben den Antitrustprozess seit jeher als eine private Angelegenheit der betroffenen Organisationen und Firmen der schweizerischen Uhrenindustrie betrachtet. Indessen ist nicht zu Übersehen, dass manche amerikanische Klagepunkte gegen Massnahmen und Handlungen gerichtet sind, die auf dem Uhrenstatut (Bundesbeschluss vom 22. Juni 1951[7] samt Vollziehungsverordnung[8]) und auf der in das Statut eingebetteten Kollektivkonvention der Uhrenindustrie beruhen. Nun lässt sich zwar nicht bestreiten, dass die Uhrenindustrie, wenn sie ihre Produkte auf dem amerikanischen Markt abzusetzen und dort Niederlassungen zu unterhalten wünscht, dies im Rahmen der amerikanischen Gesetzesvorschriften zu tun hat. Problematischer wird die amerikanische Klage dort, wo sie darauf ausgeht, unsere Uhrenindustrie von Amerika aus zu einem bestimmten Verhalten in der Schweiz oder im Verhältnis zu Drittstaaten zu verpflichten, das unter Umständen den Leitgedanken unserer eigenen Ordnung des Uhrensektors zuwiderlaufen könnte. Es stellt sich hier eine Frage der sachlichen und räumlichen Zuständigkeit zweier verschiedenartiger staatlicher Rechtsordnungen und ihrer gegenseitigen Abgrenzung, die sich zwar bei der heutigen weltwirtschaftlichen Verflechtung durch das Prinzip der reinen Territorialität nicht lösen lässt und einer subtilen Prüfung bedarf, wo es aber gleichzeitig allfälligen Übergriffen eines fremden Staates in die eigene Hoheitssphäre zu wehren gilt. Ausserdem ist in den letztjährigen «consent de-

---

1. *Vgl. DDS, Bd. 19, Nrn. 118* (DoDiS-9215)*, 130* (DoDiS-9217)*, 136* (DoDiS-9219) *und Bd. 20, Nr. 102* (DoDiS-12080).

2. *Für eine Zusammenfassung der Ereignisse im Uhrenantitrustverfahren bis September 1959 vgl. die Notiz von R. Probst an M. Petitpierre vom 28. September 1959,* E 2001(E)1972/33/C170 (DoDiS-14850).

3. *J. M. Cashin.*

4. *Vgl. die Pressemitteilung des amerikanischen Justizdepartements vom 9. März 1960,* E 2200.36(-)1972/18/37.

5. *Vgl. Anm. 3.*

6. *Vorerst wurde der Prozessbeginn auf den 12. September 1960 festgelegt, vgl. die Notiz von R. Probst vom 2. März 1960,* E 2001(E)1972/33/C170 (DoDiS-14865).

7. *Vgl. den* Bundesbeschluss über Massnahmen zur Erhaltung der schweizerischen Uhrenindustrie vom 22. Juni 1951, *AS, 1951, S. 1231–1238.*

8. *Vgl. die* Vollziehungsverordnung zum Bundesbeschluss vom 22. Juni 1951 über Massnahmen zur Erhaltung der schweizerischen Uhrenindustrie vom 21. Dezember 1951, *AS, 1951, S. 1241–1258.*

cree»-Verhandlungen das Bestreben des amerikanischen Justizdepartements offenbar geworden, in den Vergleichstext gewisse Sanktionsmöglichkeiten[9] genereller Natur einzubauen, die sowohl gegen Bestimmungen des GATT[10] wie auch des bilateralen schweizerisch-amerikanischen Handelsabkommens von 1936[11] verstossen würden.

III.

Das Politische Departement ist dieserhalb in verschiedenen Phasen des bisherigen Verfahrens, so namentlich bei der Klageerhebung und dann wieder mehrmals im Laufe der letztjährigen Vergleichsverhandlungen, durch Vermittlung der schweizerischen Botschaft in Washington beim amerikanischen Staatsdepartement vorstellig geworden[12]. Es erscheint notwendig, dies in der bevorstehenden eigentlichen Prozessphase erneut zu tun. Angesichts der auch in den USA streng durchgeführten Gewaltentrennung wird dies indessen gegenüber dem Richter auf dem üblichen diplomatischen Wege über das Staatsdepartement kaum wirksam genug geschehen können. Nun kennt aber das amerikanische Recht das uns in dieser Form unbekannte Institut des «amicus curiae». Nach amerikanischer Theorie und Praxis kann es dort zur Anwendung gelangen, wo sich ein Gerichtsurteil nicht nur auf die direkt beteiligten Parteien, sondern auch auf weitere Kreise auswirken wird. Diese erhalten als «Freunde des Gerichtshofs» Gelegenheit, dem Richter ihre Auffassung zur Sache mitzuteilen. Auch ausländische Regierungen haben schon verschiedentlich von dieser Möglichkeit, direkt an den amerikanischen Richter zu gelangen, Gebrauch gemacht. Wir gedenken nun ebenfalls, das Interesse des Bundesrates am Ausgang des Antitrustprozesses auf diese Weise zu manifestieren. Die volkswirtschaftliche Bedeutung der Uhrenindustrie sowie der Umstand, dass sie auf dem amerikanischen Markt rund ein Drittel ihrer Produktion absetzt, ebenso die völker-, vor allem die souveränitätsrechtlichen Aspekte der Frage

---

9. *Die geforderten Sanktionen sahen im Falle einer Verletzung des* consent decree's *unter anderem das Verbot der Einfuhr schweizerischer Uhrenprodukte in die USA und die Aufhebung der geltenden Beschränkungen in Bezug auf den Verkauf von Uhrenteilen vor, vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an H. de Torrenté vom 1. September 1959,* E 2200.36(-)1972/18/37.

10. *Seit dem 1. Januar 1960 war die Schweiz provisorisches Mitglied der GATT, vgl. den* Bundesbeschluss über die Genehmigung des provisorischen Beitritts der Schweiz zum Allgemeinen Zoll- und Handeslabkommen (GATT) vom 10. Juni 1959, *AS, 1959, S. 1739, die* Deklaration über den provisorischen Beitritt der Schweizerischen Eidgenossenschaft zum Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommen GATT, *(Datum des Inkrafttretens: 1. Januar 1960) AS, 1959, S. 1741–1744 und das* Allgemeine Zoll- und Handelsabkommen, *AS, 1959, S. 1745–1822. Zur Frage der Zolltarifverhandlungen zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten im Rahmen der GATT unter Verzicht der Uhrenposition vgl. das Schreiben von H. Schaffner an H. de Torrenté vom 16. November 1959,* E 2001(E)1972/33/C168 (DoDIS-14803).

11. *Vgl. DDS, Bd. 11, Nr. 197 und den* Bundesbeschluss über das Handelsabkommen zwischen der Schweiz und den Vereinigten Staaten von Amerika vom 23. April 1936, *AS, 1936, Bd. 52, S. 241–271.*

12. *Vgl. die Note an das amerikanische Staatsdepartement betreffend die Sanktionsbestimmungen im* consent decree *vom 24. September 1959,* E 2200.36(-)1972/18/37 *und die Note betreffend das Uhrenantitrustverfahren vom 6. Oktober 1959, ibid. Zur Frage der Intervention der Botschaft in das Uhrenantitrustverfahren vgl.* E 2001(E)1972/33/C170.

dürften uns dazu legitimieren. Wir glauben annehmen zu können, dass auch mit der Einwilligung des Richters, die über das Staatsdepartement einzuholen wäre, gerechnet werden kann. Die Darlegung des schweizerischen behördlichen Standpunktes durch das Institut des «amicus curiae» könnte anderseits in keiner Weise als eine Unterwerfung der Eidgenossenschaft unter die amerikanische Gerichtshoheit ausgelegt werden.

IV.

Konkret erfolgt die Orientierung des Richters, wie die Erfahrung gezeigt hat, am zweckmässigsten durch die Einreichung einer schriftlichen Eingabe, die durch eine als Autorität auf dem betreffenden Gebiet allgemein anerkannte Persönlichkeit zu verfassen wäre, welche mit Psychologie und Technik der amerikanischen Rechtssprechung vertraut sein müsste und gleichzeitig ihr persönliches Prestige in die Waagschale werfen könnte. Die Eingabe würde von dieser Persönlichkeit namens und im Auftrag der schweizerischen Regierung, die selbst als «amicus curiae» gelten würde, unterzeichnet. Die Vorbereitung der Eingabe[13] würde natürlich in engem Einvernehmen mit dem Politischen Departement und den anderen interessierten Bundesstellen erfolgen.

V.

Wir haben nach einer hiefür geeigneten Persönlichkeit Ausschau gehalten und glauben, sie im amerikanischen Professor Willis L. M. Reese, der uns von verschiedenen Seiten empfohlen wurde, gefunden zu haben. Prof. Reese, 47-jährig, ist ein bekannter Spezialist des Internationalen Privatrechts. Nach mehrjähriger Anwalts- und Lehrtätigkeit ist er seit 1955 Direktor der «Parker School» für ausländisches und vergleichendes Recht der Columbia-Universität in New York. 1956 war er Delegierter der USA an der Haager Konferenz für internationales Privatrecht. Er hat zahlreiche Abhandlungen verfasst und fungiert u. a. auch als Vorstandsmitglied der «American Society of International Law».

Prof. Reese hat uns unlängst in Bern unverbindlich besucht[14]. Wir gewannen dabei einen sehr guten Eindruck von ihm und konnten feststellen, dass seine Ansichten mit den unsrigen in allen wesentlichen Punkten übereinstimmen. Wir glauben, dass eine Zusammenarbeit gedeihlich und nützlich sein wird. Der Umstand, dass es sich um einen akademischen Lehrer und

---

13. *Am 22. November 1960 übergab A. Lindt dem amerikanischen Staatsdepartement eine Note betreffend den* amicus curiae*, vgl. die Note an das amerikanische Staatsdepartement vom 22. November 1960,* E 2001(E)1972/33/C171. *Die Antwort des amerikanischen Staatsdepartements erfolgte am 27. Dezember 1960. Das in dieser Frage konsultierte amerikanische Justizdepartement sah davon ab, den schweizerischen Antrag betreffend den* amicus curiae *zu kommentieren. Somit konnte Prof. W. L. M. Reese die Gesichtspunkte der Schweizer Regierung vor Gericht vortragen. Vgl. Verbalnote des amerikanischen Staatsdepartements an A. Lindt vom 27. Dezember 1960,* E 2200.36(-)1972/18/37 *und* E 2001(E)1972/33/C171.

14. *Prof. W. L. M. Reese traf sich am 24. Oktober 1960 mit M. Petitpierre, R. Kohli, Prof. R. Bindschedler, R. Probst, A. Weitnauer und C. Caillat zu einer Aussprache, vgl. das Schreiben von R. Kohli an E. Thalmann vom 26. Oktober 1960,* E 2200.36(-)1972/18/37.

nicht um einen Ahwalt handelt, ist auch insofern ein Vorteil, als damit die schweizerische offizielle Stellungnahme von vorneherein aus der Auseinandersetzung zwischen den Parteien, in die wir uns nicht einzumischen wünschen, herausgehoben wird.

VI.

Die Honorarforderung von Prof. Reese für die ihm zugedachte Aufgabe, die grosse Sachkenntnis, ein sehr umfangreiches Aktenstudium und vielfältige eigene Nachforschungen verlangt, beläuft sich auf 10'000 Dollars (plus eventuelle Reise- und andere Spesen). Für amerikanische Verhältnisse ist dies durchaus angemessen. Wenn wir in der skizzierten Weise vorzugehen wünschen, ist die Mitarbeit eines erstklassigen Spezialisten Voraussetzung. Da Prof. Reese im Auftrag des Bundesrates tätig würde, müsste seine Honorierung durch den Bund erfolgen. Eine andere Lösung wäre, wenn sie bekannt würde, geeignet, unsere Rolle als «amicus curiae» zu gefährden, die Wirkung ins Gegenteil umzuschlagen und den Bundesrat zu kompromittieren.

Vorbehalten bleibt selbstverständlich – wie beispielsweise in Streitfallen vor dem Internationalen Gerichtshof – nach Abschluss des Verfahrens die interne Abrechnung über die dem Bund entstandenen Gesamtkosten mit den Organisationen der Uhrenindustrie. Diese haben sich zur Begleichung dieser Kosten bereit erklärt.

Das Politische Departement beehrt sich daher, dem Bundesrat zu beantragen:

1. Der Standpunkt des Bundesrates wird dem amerikanischen Richter im Uhren-Antitrustprozess durch das Institut des «amicus curiae» zur Kenntnis gebracht.

2. Prof. Willis L. M. Reese wird beauftragt, die Eingabe des Bundesrates an den Richter im Einvernehmen mit dem Politischen Departement, das seinerseits die anderen interessierten Bundesstellen konsultiert, vorzubereiten und einzureichen.

3. Das Honorar von Prof. Reese wird auf 10'000 Dollars (plus eventuelle Reise- und andere Spesen) angesetzt. Die Bezahlung erfolgt durch den Bund. Die spätere interne Rechnungstellung an die Uhrenindustrie für die dem Bund erwachsenen Gesamtkosten des Verfahrens bleibt vorbehalten[15].

---

15. *Vgl. den BR-Beschluss Nr. 1910 vom 8. November 1960,* E 1004.1(-)1000/9/643.

106

E 2300(-)1000/716/302
[DoDiS-14500]

L'Ambassadeur de Suisse à New Delhi, J.-A. Cuttat,
au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli

Entretien Avec M. Nehru

L New Delhi, 2 novembre 1960

A la fin de ma dernière lettre politique, du 26 octobre[1], je vous disais que j'aurai sans doute prochainement l'occasion de préciser au Pandit Nehru que notre neutralité, dont il a expressément reconnu l'utilité dans l'ordre international, doit son caractère propre au fait qu'elle est permanente. Cette occasion s'est présentée ce matin au cours d'une visite que je lui ai faite pour lui demander, notamment, s'il approuvait l'initiative suisse visant à construire dans le Canton de Schwyz, à Rothenthurm, un monastère[2] destiné à recevoir un groupe de lamas tibétains réfugiés en Inde.

Voici comment s'est déroulé l'entretien. Loin de consentir sans autre à autoriser ces lamas à émigrer en Suisse, il m'a dit qu'il demandait à réfléchir pour «absorber» cette idée. Certains milieux lui ont demandé d'accorder un visa de sortie à des lamas pour leur permettre de s'établir aux Etats-Unis. Ce projet ne lui est pas sympathique. Il lui reproche d'abord d'exposer des Tibétains «très arriérés» à subir le «choc» de l'américanisme hypermoderne. Par la suite, il mentionna le fait qu'en Amérique on entretiendrait chez ces lamas le désir utopique de retourner au Tibet, et chercherait ainsi à exploiter leur présence pour des fins politiques. Je lui ai demandé si ce danger ne pourrait pas être conjuré, à l'égard de lamas venant en Suisse, en demandant au Dalaï Lama, leur autorité suprême, de leur interdire toute activité politique[3]. M. Nehru répondit qu'il avait déjà adressé ce désir au Dalaï Lama en ce qui concerne les Tibétains réfugiés en Inde, «avec un succès relatif».

C'est alors que j'ai ouvert une parenthèse sur notre neutralité. A titre d'exemple, je lui ai dit que tout récemment, le gouvernement népalais, désireux d'éviter le reproche de pencher du côté du bloc occidental, avait exprimé le désir que le Comité d'aide aux réfugiés tibétains au Népal, qui est composé d'Américains, d'Anglais, de Suédois et de Suisses, soit dirigé par un groupe de personnes exclusivement suisses, agissant au nom du Comité international de la Croix-Rouge[4]. Ceci montre, ai-je dit à M. Nehru, que la nationalité suisse, et

---

1. *Cf. la lettre de J.-A. Cuttat à R. Kohli du 26 octobre 1960, non reproduite.*
2. *Sur la question du projet de construction d'un monastère tibétain à Rothenthurm, cf. les notices de G. E. Bucher du 12 janvier 1961,* E 2001(E)1976/17/614 (DoDiS-15295) *et de J. de Rham du 9 février 1961, ibid.* (DoDiS-15303) *et* E 2003(A)1974/52/157.
3. *Sur la question des activités politiques des Tibétains en Suisse, cf. N° 79 dans le présent volume.*
4. *En 1961, T. Hagen est nommé délégué du CICR, responsable des réfugiés tibétains au Népal, cf. la notice de H. Keller du 20 avril 1961* E 2003-03(-)1976/44/190. *Sur l'aide suisse*

elle seule, est aux yeux du gouvernement népalais une garantie de parfaite neutralité. C'est que, ai-je ajouté, le caractère permanent de notre neutralité nous «entraîne à pratiquer ce comportement», ce qui n'est pas le cas de la neutralité occasionnelle. La Croix-Rouge internationale, ai-je précisé, ne peut fonctionner que grâce au caractère permanent de cette attitude politique. M. Nehru m'a répondu: «Vous avez raison, grâce à sa neutralité permanente, la Suisse offre à cet égard des garanties qu'aucun autre pays ne peut fournir».

Aussi, à la fin de l'entretien, m'a-t-il dit que le projet susnommé «l'attirait», et m'a conseillé de l'examiner plus en détail avec son secrétaire des Affaires étrangères[5].

Comme vous le savez, le Pandit Nehru a souvent déclaré, qu'à son avis, la neutralité n'avait de sens qu'en temps de guerre et devenait sans objet en temps de paix. Le 21 octobre[6], il a nuancé cette vue en disant que la guerre froide favorisait l'attitude neutre. Aujourd'hui, il me semble avoir fait un pas de plus en reconnaissant la valeur du caractère permanent de notre neutralité.

Les initiateurs du projet suisse indiqué ne semblent pas s'être rendu compte du fait que des lamas réfugiés en Inde, pour pouvoir venir en Suisse, avaient besoin de l'autorisation des autorités indiennes et que celle-ci comportait certains aspects politiques. En recommandant cette belle initiative la presse suisse (NZZ, Weltwoche) aurait dû, pour le moins, mentionner que la mise en œuvre du projet était subordonnée à l'octroi de visa de sortie par le Gouvernement indien.

---

aux réfugiés tibétains au Népal, cf. N° 123 dans le présent volume, E 2003(A)1974/52/157 *et* E 2200.64(-)1983/69/4.

5. *Non identifié.*

6. *Cf. note 1.*

107

E 2800(-)1967/59/90
[DoDiS-10993]

Der schweizerische Botschafter in Washington, A. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

S Persönlich und geheim — Washington, 8. November 1960

Während meines letzten Aufenthaltes in New York als Hochkommissär[1] habe ich zwei Besprechungen mit Hammarskjöld über die Entwickung im Kongo und über das Verhältnis des Generalsekretärs zur Sowjetunion. Da ich diese Gespräche nicht in meiner gegenwärtigen Eigenschaft hielt, wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie meine Ausführungen als nur für Sie persönlich bestimmt betrachten würden.

---

1. *Seit dem 12. Juli 1960 besetzte A. Lindt den Posten des Schweizerischen Botschafters in Washington. Davor war er UNO-Hochkommissar für Flüchtlinge.*

Solange Vize-Aussenminister Kuznetsov im Sicherheitsrat als russischer Vertreter amtete, blieben die Beziehungen zwischen H. und den Russen durchaus freundschaftlich. Die Rückberufung Kuznetsovs und seine Ersetzung durch Zorin brachte vollständig unvermittelt den Umschwung. H. glaubt, dass der russische Entschluss zur Aufnahme des Angriffs gegen den Generalsekretär in Moskau in dem Augenblick gefasst wurde, da der Kreml zur Überzeugung gelangte, dass die Institution des Generalsekretärs zu einer «troisième force» geworden sei, über die er keinen Einfluss ausüben kann. Hätte die Sowjetunion sich darauf beschränkt, den Rücktritt H.'s und seine Ersetzung durch einen Asiaten zu fordern, wäre H. nichts anderes übrig geblieben, als zu demissionieren. Denn die afro-asiatische Gruppe hätte in diesem Falle den sowjetischen Vorschlag unterstützt. Die Russen isolierten sich jedoch, indem sie die Ersetzung des Generalsekretärs durch ein Dreier Komitee verlangten.[2]

H. glaubt, seine Mission so lange erfüllen zu können, als es ihm gelingt, die Unterstützung der geschlossenen Gruppe der Afro-Asiaten aufrecht zu erhalten. Die Russen hatten nicht damit gerechnet, dass ihm diese Unterstützung – auf Grund seiner Rolle im Suezkonflikt[3] und im Fragekomplex des Mittleren Ostens[4] – zuteil werde. Brüchige Stellen, was diese Unterstützung des Generalsekretärs anbelangt, bestehen. Nicht betreffs Sekou Tourés, der – im Gegensatz zur allgemeinen Weltmeinung – durchaus kein Gefolgsmann der Sowjetunion sei, wenn sich auch einige «fellow travelers» in seiner Umgebung fänden, wohl aber bei N'kruma, der sich immer mehr an die Sowjetunion anzulehnen beginne. Gefährlich bleibe Krishna Menon, der zwar in der Generalversammlung, nicht aber bei Nehru an Einfluss verloren habe. Diese Konstellation zwingt H., in allen Fragen, die für die Afro-Asiaten bedeutungsvoll sind, zu grosser Umsicht.

H. zeigte mir seinen Notenwechsel mit der Belgischen Regierung, der auf belgischer Seite Züge äusserster Gereiztheit aufweist. Gegenwärtig träfe im Kongo[5] täglich 260 belgische Experten ein. Was Katanga anbelangt, sind sie direkt finanziert von der Union Minière. Im übrigen Kongo werden die Gehälter dieser Experten zu einem Teil von der Belgischen Regierung bezahlt. H. beharrt auf der Zurückziehung dieser Experten und auf die Einspannung der belgischen Hilfe in den Rahmen der UN aus zwei Gründen:

a) Einzig eine energische Haltung Belgien gegenüber ermöglicht es H., eine ebenso klare Haltung bezüglich der Sowjetunion aufrecht zu erhalten.

---

2. *N. Chruschtschow benutzte seine Rede an der UNO-Generalversammlung im Herbst 1960, um die UN-Aktivitäten im Kongo zu verurteilen und er unterbreitete den Vorschlag, dass das Sekretariat nicht länger allein durch den Generalsekretär geleitet werden sollte, sondern durch drei Mitglieder, die jeweils die westlichen Länder, die sozialistischen und die neutralen Staaten vertreten sollten. D. Hammarskjöld widersetzte sich diesem Vorschlag, worauf N. Chruschtschow am 3. Oktober 1960 den Rücktritt des UN-Generalsekretärs verlangte. D. Hammarskjölds Antwort stiess auf die Unterstützung der Generalversammlung.*

3. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nrn. 76, 77, 83, 88, 99, 131 und 145.*

4. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nrn. 36, 100, 125.*

5. *Zur Frage betreffend den Kongo vgl. Nrn. 62, 85, 86, 95, 122, 127 und 128 in diesem Band.*

b) Die neue belgische Infiltration kann im Kongo eine nationalistische Reaktion auslösen, die eine Rückkehr Lumumba's zur Macht[6] erleichtern mag.

Die Rückkehr Lumumba's, den H. als «Baby Hitler» bezeichnet, kann im gegenwärtigen Zeitpunkt nicht ausgeschlossen werden. «Lumumba, in his old form, is impossible to work with.» In einer neuen Inkarnation könnte er aber einigermassen tragbar sein, worunter sein Einbau in ein parlamentarisches System, stark genug ihn wirksam zu bremsen, zu verstehen ist.

Präsident Kasavubu hat als heute einzige legale politische Persönlichkeit im Kongo sehr starke Karten in der Hand, die er jedoch aus Trägheit nicht auszuspielen versucht.

H. ist getrost, dass er in der neuen Kongo-Debatte der Generalversammlung, in der seine Haltung gegenüber Belgien zur Diskussion steht, wiederum eine starke Mehrheit hinter sich vereinigen kann. Er weiss allerdings, wie schwer es für die meisten Staaten ist, seine vollständig objektive Haltung, die ihn zwingt à tour de rôle Stellung gegen Belgien und die Sowjetunion zu beziehen, zu würdigen. Es ist sein Schicksal, bald vom Osten und bald von Belgien als Verräter bezeichnet zu werden. «Diese Arbeit ist sehr interessant, wenn man sich daran gewöhnt, ungerecht beschimpft zu werden.» H. sieht seine Stellung dadurch erschwert, dass in der diesjährigen Session der Generalversammlung keine eigentliche Politik des Westens zu erkennen ist. Die Vereinigten Staaten haben es nicht vermocht, dem Kongoproblem gegenüber ihre Politik auf eine einigermassen eindeutige Linie auszurichten.

H. macht sich keinerlei Illusion darüber, dass die UN-Aktion im Kongo[7] auch heute noch scheitern könnte.

H. hat sich in der gegenwärtigen Krise seine Klarheit des Geistes bewahrt und zeigt keinerlei Anzeichen der Ermüdung oder der Depression.

---

6. *Zur Frage betreffend Lumumba vgl. den Bericht von E. Stopper vom 4. Juli 1960,* E 2001(E) 1972/33/341 (DoDiS-15252)*, das Verhandlungsprotokoll des Bundesrates vom 2. September 1960,* E 1003(-)1970/344/4 (DoDiS-15342)*, das Referat von M. Petitpierre vom 9. September 1960,* E 2800(-)1967/61/66 (DoDiS-15109)*, die Schreiben von R. Boetschi an R. Kohli vom 21. Oktober 1960 und 5. Dezember 1960,* E 2001(E)1972/33/341 (DoDiS-15261 *und* DoDiS-15263) *und das Schreiben von R. Keller an R. Kohli vom 16. Februar 1961,* E 2300(-)1000/716/4 (DoDiS-15601).

7. *Zur Frage der UN-Aktion im Kongo vgl. Nrn. 85, 86, 95, 122 und 128 in diesem Band.*

108

E 2001(E)1978/84/722
[DoDiS-15517]

Notice interne du Département politique[1]

Relations aéronautiques de la Suisse avec les nouveaux Etats indépendants d'Afrique

Berne, 16 novembre 1960

Pendant cette année, de nombreux pays d'Afrique sont parvenus à l'indépendance. La Suisse les a reconnus sans tarder[2]. Nous savons que la Division des affaires administratives a déjà pris certaines dispositions et en étudie actuellement des autres, en vue de l'ouverture de relations diplomatiques avec un grand nombre de ces nouveaux Etats.

Il vous intéressera peut-être de savoir que, dans le cadre de nos relations aéronautiques avec l'étranger, nous envisageons, d'entente avec l'Office fédéral de l'air, de conclure avec plusieurs de ces Etats d'Afrique des accords relatifs aux transports aériens, afin de créer ainsi une base permettant à la Compagnie Swissair de développer son réseau de lignes aériennes vers le continent noir. Notre politique aéronautique dans ce secteur doit être suivie de près, car la concurrence des autres compagnies de navigation aérienne est déjà très forte. Or, il nous est assez difficile d'entreprendre des démarches en vue de la conclusion desdits accords si nous ne pouvons pas en charger nos représentations diplomatiques. En effet, ces nouveaux Etats sont particulièrement sensibles aux questions de forme et désirent être, non seulement reconnus, mais encore traités sur un pied d'égalité avec les autres membres de la communauté des pays indépendants. Ainsi par exemple, notre consul à Dakar[3], auquel nous avons soumis naguère un projet d'accord aérien, se heurte à des difficultés de la part des autorités sénégalaises, étant donné qu'il ne possède pas un statut diplomatique[4]. C'est la raison pour laquelle, malgré l'intérêt qu'il y aurait pour nous de présenter d'ores et déjà aux autorités du Nigeria et de la Côte d'Ivoire des propositions tendant à la conclusion d'un accord aéronautique, nous avons préféré attendre que la Suisse ait noué des relations diplomatiques avec ces pays. En revanche, notre Ambassadeur à Accra[5] s'occupera, dès qu'il aura présenté ses lettres de créances, de mettre au point un texte d'accord aéronautique avec les autorités du Ghana[6] et du Libéria[7].

---

1. *Note redigée par B. Turrettini et destinée à la Division des Affaires administratives du Département politique.*
2. *Cf. le PVCF N° 927 du 27 mai 1960,* E 1004.1(-)1000/9/637 (DoDiS-15540) *et le PVCF N° 1171 du 8 juillet 1960,* E 1004.1(-)1000/9/639.1 (DoDiS-15541).
3. *O. Rist.*
4. *Pour la question du niveau de la représentation diplomatique avec les nouveaux Etats africains, cf. N° 27 dans le présent volume.*
5. *R. Keller.*
6. *Cf. l'*Accord entre la Confédération suisse et la République du Ghana relatif à l'établis-

Nous attachons donc un grand prix à être tenus au courant de l'évolution de nos relations diplomatiques avec les nouveaux pays indépendants d'Afrique, afin de pouvoir défendre au mieux nos intérêts dans ce domaine.

---

sement et à l'exploitation de services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, *du 17 mai 1961, FF, 1962, vol. II, pp. 429 ss.* (DoDiS-10126).

7. *Cf. l'*Accord entre la Confédération suisse et la République du Libéria relatif à l'établissement et à l'exploitation de services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, *du 31 août 1961, FF, 1962, vol. II, pp. 429–492* (DoDiS-10127).

109

E 2808(-)1974/13/48
[DoDiS-15256]

Interne Notiz des Politischen Departements

KI Bern, 18. November 1960

Herr Minister Long telephoniert mir von Genf aus folgendes:

Nach allen aus Helsinki eintreffenden Nachrichten wird die finnländische Regierung den Warnungen und Ratschlägen der Mitglieder der EFTA bezüglich der Einräumung der Meistbegünstigungsklausel an Russland nicht Rechnung tragen[1]. Präsident Kekkonen reist am Sonntag nach Moskau und wird der Sowjetunion auch in bezug auf das EFTA-Regime, was Finnland anbetrifft, die Meistbegünstigungsklausel einräumen.

Seinerzeit haben es Schweden und Norwegen übernommen, in Helsinki vor derart weitgehenden Konzessionen gegenüber Moskau zu warnen. Dieser Tage ist in der finnländischen Zeitung «Maakansa», die als Sprachrohr des Präsidenten Kekkonen gilt, ein Artikel erschienen, der den Abschluss des Vertrags mit Finnland ankündigt.

Die logische Folge dieses Abkommens müsste es sein, dass die EFTA-Mitglieder die Aufnahme von Finnland in ihren Kreis verweigern. Es ist aber vorauszusehen, dass die drei skandinavischen Staaten aus politischen Gründen trotzdem für Finnland stimmen werden, während es Sache Englands, der Schweiz, Österreichs und Portugals wäre, die Konsequenzen aus dem unannehmbaren Verhalten Finnlands zu ziehen. Dabei wäre die Position Österreichs besonders gefährdet. Die Sowjetunion würde nicht verfehlen, unter Berufung auf den Staatsvertrag mit Österreich[2] und das Abkommen mit Finnland, nun auch von Österreich die Einräumung der Meistbegünstigung zu verlangen.

Der Rat der EFTA hat sich deshalb gefragt, ob nicht nochmals eine letzte dringliche Demarche in Helsinki unternommen werden sollte. Schweden und Norwegen haben erklärt, ihre Möglichkeiten dazu seien durch die vorangehenden Demarchen erschöpft. Der britische Vertreter im Rat hat seiner Regierung

---

1. *Vgl. das Protokoll von F. Pometta vom 9. September 1960,* E 2001(E)1972/33/C137 (DoDiS-15947).

2. *Zur Frage des Staatsvertrages mit Österreich vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 10* (DoDiS-10061).

empfohlen, sofort in Helsinki vorstellig zu werden. Falls sich London dazu entschliesst, würde man es natürlich sehr begrüssen, wenn sich die Schweiz diesem Schritt anschliessen könnte. Eine isolierte Demarche der Schweiz hat Herr Minister Long bereits von sich aus abgelehnt.
Herr Minister Long wird mich im Laufe des Tages darüber unterrichten, welchen Entschluss London fasst. Er möchte wissen, ob das Politische Departement bereit sei, der Botschaft in Helsinki analoge Weisungen zu erteilen, falls sich England zu einer Demarche entschliesst.
Ich habe Herrn Minister Long versprochen, Ihnen[3] die Angelegenheit zu unterbreiten. Die Schweiz könnte jedenfalls nicht allein eine solche Demarche unternehmen, die man in Moskau als eine Durchkreuzung der russisch-finnischen Verhandlungen auffassen wird. Mit Rücksicht auf die exponierte Stellung Österreichs schiene mir dagegen eine kollektive Demarche, zusammen mit England, nicht nur vertretbar, sondern angezeigt.

3. M. Petitpierre.

110

E 2300(-)1000/716/4
[DoDiS-15586]

L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Remise des lettres de créance au Président Nkrumah

RP Confidentiel Accra, 21 novembre 1960

Avec un préavis de 24 heures, j'ai été appelé à présenter mercredi après-midi le 16 novembre mes lettres de créance au Président Kwame Nkrumah. Le Ministre des Affaires étrangères[1] m'attendait dans une antichambre. Au cours d'une conversation à bâtons rompus, j'évoquais le rôle déterminant qu'il avait joué dans l'accession au pouvoir de Nkrumah puisque ce fut lui, Ako Adjei, qui engagea à la fin de 1947 les dirigeants du parti nationaliste bourgeois «United Gold Coast Convention», en quête d'un secrétaire général entreprenant, à faire venir de Londres l'actuel Président. Le Ministre se retrancha derrière la barrière d'humilité que les subalternes élèvent autour du culte de la personnalité.

Or, l'image qu'allait projeter Nkrumah ne répondit en rien à la glorification de sa personne dont l'accusent ses adversaires, intérieurs et étrangers. A l'annonce de mon nom par le Ministre, il se leva de son siège, fit le tour de son bureau, me serra la main, congédia l'introducteur. Je m'assis à ses côtés et lui tendis les lettres de créance, qu'il lut attentivement. Dans cette pose, en tête à tête, j'aurais émis une fausse note en lui détaillant la brève allocution de circonstance que j'avais préparée. Je lui présentai donc le texte dont il prit connaissance avec la même attention. Il parut en approuver les termes et en-

1. *E. Ako Adjei.*

chaîna avec des paroles cordiales à l'adresse de la Suisse et de ses dirigeants. Les propos sur le Congo, sur l'idéal panafricain, n'apportèrent pas d'élément nouveau.

Toujours très détendu, en élégant costume européen, le Président me ramena dans l'antichambre, où nous bûmes à la santé de nos pays. De cette entrevue, marquée d'aucune affectation, j'emporte le souvenir d'une personnalité suffisamment forte et originale pour se donner en toute simplicité devant un visiteur occidental. Si les apparences ne trompent pas, le Président Nkrumah apparaît dans les meilleures dispositions à notre égard.

Comment expliquer ce contraste entre l'impression que je ressentis et la vénération quasi mystique dont «Osagyefo», le Sauveur, se fait entourer depuis la proclamation de la République? Mon analyse remonte aux origines même des mouvements nationalistes africains, éclos peu avant la Seconde Guerre mondiale. L'objectif primaire des agitateurs fut de corriger les rapports inégaux du régime colonial. L'autonomie interne, l'indépendance, s'ajoutèrent en surimpression après la guerre, à l'exemple du processus d'émancipation en Asie. Le premier obstacle à surmonter pour un parti nationaliste avait été de prendre appui sur une plate-forme politique. Or, paradoxalement pour les nationalistes, la conception de nations africaines n'existait pas. Façonnées au gré des rivalités coloniales, qui s'étaient fort peu embarrassées de respecter les ethnies africaines, les colonies ne représentèrent jamais une notion abstraite pour leurs habitants. La réalité charnelle de l'appartenance à une communauté ne suivait pas le tracé des frontières du traité de Berlin (1885), mais bien le contour des tribus. Comme ce «patriotisme» tribal ne pouvait pas rivaliser avec les entités politiques que les puissances coloniales marquaient de leur empreinte propre, force fut aux leaders africains de chercher à donner une personnalité nationale à un simple découpage géographique.

Nkrumah, et c'est là que réside son originalité et son rôle de précurseur, fut sans doute le premier à en prendre conscience. Le nom de «Ghana» qu'il donna à la Côte de l'Or appuie cette hypothèse. Au 8ème siècle, des auteurs arabes signalent l'existence d'un vaste empire, qui tombera en l'espace de 15 ans (1061–1076) sous les coups de Berbères fanatisés par un prédicateur musulman, les Almoravides. L'empire du Mali lui succèdera. Mais ce Ghana plus ou moins mythique s'étendait en pleine savane soudanaise, de la Mauritanie au nord du Nigeria. Jamais, semble-t-il, il n'a franchi la zone de forêt dense tropicale, et à plus forte raison n'atteignit pas la côte. Usurpation de titre, donc, mais supercherie habile puisque Nkrumah dotait ainsi son pays d'une généalogie. Continent sans écriture, à l'exception de la vallée du Nil et de l'Ethiopie, et par conséquent sans histoire écrite, l'Afrique éprouve le besoin de se créer un passé. En réaction contre «le temps des Blancs», elle y cherche les bases d'une conscience historique continue. Certes, l'histoire considérée comme une source de réactions émotives risque d'aboutir à une sélection des événements du passé pour glorifier le jeune Etat. Les outrances prêtent à la raillerie. Des cartes postales illustrant l'histoire du Ghana, en vente publique, dépeignent les Africains enseignant l'alphabet, les mathématiques, la chimie, la médecine, aux Grecs. Esope inculque à ceux-ci la sagesse africaine. Tyron, secrétaire africain de Cicéron, est l'inventeur de la sténographie…

Sur de telles assises, il devenait possible d'édifier une nation. Rien de plus proche de l'âme africaine que l'incarnation de la communauté dans un chef. D'essence divine, intermédiaire entre le passé glorieux des ancêtres et le présent, concentrant en sa personne les forces surnaturelles de la tribu, le chef politique ou religieux est le foyer vers lequel convergent les engagements personnels contractés par serment, hymnes, formules laudatives. N'était-il pas tentant pour Nkrumah auquel douze ans passés dans les universités américaines et anglaises, de 1935 à 1947, avaient révélé les possibilités de l'organisation politique, de mobiliser les émotions innées en vue de tendre les volontés vers l'unité? Qui veut la fin veut les moyens. La fin, c'est d'atteindre en brûlant les étapes cette «efficacité» moderne dont les états totalitaires paraissent posséder la meilleure recette. Les moyens: ériger son propre piédestal, s'y faire jucher puis maintenir par un parti à votre dévotion. Attitude risible aux yeux des leaders africains d'expression française, ouverts aux lumières du cartésianisme, ou des chefs féodaux musulmans, peu enclins à s'en laisser conter. Mais attitude parfaitement naturelle pour l'Africain, demeuré fétichiste même sous un vernis chrétien ou musulman. Nkrumah qui m'a montré sa face européenne est resté africain dans ses fibres profondes. Il peut donc se présenter tout aussi bien sous les traits du chef politique moderne que sous ceux d'un sauveur mystique de l'Afrique.

De cette ambivalence même résulte la difficulté de prédire la direction que prendra le «Nkrumahisme». Il tend à des méthodes totalitaires qui permettent de compenser l'absence d'unité nationale en brisant l'opposition, et de combler le retard attribué au fait colonial. Il concentre le pouvoir entre les mains d'un seul, et le pouvoir absolu risque de corrompre son détenteur. Mais peut-être ne voyons-nous qu'une façade, dont les prétentions, les excès, recouvrent une gestation originale. Si d'une part l'Africain est porté à la mise en commun des ressources et des biens par la tradition tribale, il n'obéit pas d'autre part aux ressorts des formes connues de totalitarisme: opposition de classes sociales, pression démographique, misère physiologique.

111

E 2300(-)1000/716/4
[DoDIS-15809]

L'Ambassadeur de Suisse à Accra, R. Keller,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Présentation des lettres de créance à Monsieur Sylvanus Olympio, Président de la République Togolaise, le 17 novembre 1960

RP Confidentiel — Accra, 24 novembre 1960

Moins de vingt-quatre heures après l'audience du Président Nkrumah[1], je présentai mes lettres à Lomé au Président Olympio.

1. *Cf. N° 110 dans le présent volume.*

La capitale du Togo compte 80'000 habitants. Son aspect provincial n'est pas dénué de charme. Nombre de bâtiments rappellent la colonisation allemande. Le palais dans lequel me reçut le Président avait été occupé tour à tour par le Gouverneur allemand, par le Commissaire de la République, sous le statut de mandat du Type B de la SDN[2], enfin par le Haut Commissaire sous le régime de tutelle des Nations Unies. Au contraire de l'accueil très simple du Président ghanéen[3], je dus affronter en jaquette, sous un soleil de plomb, un protocole qui me prescrivait les pas en avant, arrêts, pas en arrière que j'avais à accomplir. Au moment où retentit notre hymne national, le directeur du cabinet se précipita vers M. Max Grässli, arrivé la veille, pour s'assurer que la fanfare ne jouait pas «God save the Queen».

M. Sylvanus Olympio, dont le nom évoque les métis brésiliens d'origine portugaise particulièrement actifs sur la côte des Esclaves, a l'expérience du monde des affaires. Formé à Londres, il fut directeur de l'«United African Company» (Unilever) à Accra, avant d'entrer dans l'arène politique. Réaliste, Olympio se situe aux antipodes de Nkrumah. Celui-ci avait pu espérer que les affinités du leader voisin avec Londres favoriseraient un rapprochement. Il dut déchanter.

A la fin d'une allocution (annexe[4]) qui dénote une réelle connaissance de la Suisse, M. Olympio a formé ses vœux pour le bonheur personnel du président de la Confédération[5], et pour la prospérité de notre pays. Rien de notable n'est ressorti de la conversation qui suivit. Elle se déroula debout, avec la solennité un peu guindée des Français en de pareilles occasions. Mais le ton fut très cordial. Si j'avais pu craindre qu'on prît ombrage de ma résidence au Ghana, je fus agréablement détrompé.

L'évolution du Togo, pays à peine plus grand que la Suisse, peuplé de moins d'un million et demi d'habitants, présente matière à réflexion.

La position particulière que lui valait la surveillance de la SDN, puis de l'ONU, se traduisit par un net effort d'émancipation de la part de la France. Celle-ci trouva un terrain favorable. Largement scolarisé par les missionnaires allemands, doté d'une petite élite, abritant une population disciplinée et portée au travail administratif, le Togo apparaît dès 1950 comme un pays pilote. Tout d'abord territoire associé, il devient, le 30 août 1956, République autonome, et accède, le 27 avril 1960, à l'indépendance.

En dépit de l'effort fourni par la France, on sent que vingt-neuf ans de colonisation allemande (1885–1914) ont plus marqué le pays que quarante cinq ans de présence française. La qualité de remarquables administrateurs, un Comte Zech, un Duc de Mecklembourg, qui firent du «Schutzgebiet Togo» une «Musterkolonie» y est certainement pour quelque chose. Mais surtout, la période d'avant 1914 était dénuée d'ambiguïté. Le colonisateur européen, fort de sa bonne conscience de civilisateur et de chrétien, appliquait avec autorité et justice son régime paternaliste. Après la guerre, la relation est hybride entre

2. *Société des Nations.*
3. *Cf. note 1.*
4. *Non reproduite.*
5. *M. Petitpierre.*

tuteur et pupille. Aux certitudes simples et constantes du régime colonial fait place l'inquiétude de l'émancipation à terme.

A présent que la crise de croissance est terminée, le Togo possède quelques solides atouts. Il a su résister aux visées expansionnistes du Ghana, qui prennent assises sur l'irrédentisme de la tribu des Ewés. (Après avoir orchestré une campagne accusant le Togo de préparer une invasion du Ghana, le Président Nkrumah porta au mois de juin à Lomé le rameau d'olivier au Président Olympio. Mais ce geste de conciliation demeura sans lendemain. Actuellement, un embargo frappe l'exportation de toutes marchandises ghanéennes à destination du Togo, grand acquéreur de biens de contrebande, singulièrement de cacao). Envers les Etats membres de la Communauté rénovée, M. Olympio marque également ses distances. Des liens tribaux unissent le Togo et le Dahomey, mais une adhésion au Conseil de l'Entente n'est pas envisagée. S'il se vérifiait qu'un petit pays doit se joindre à un ensemble plus vaste, c'est sans doute vers le Nigeria que le Togo se sentirait le plus attiré.

Un autre élément positif est le niveau intellectuel, si l'on peut dire, de la population. Aucun pays d'Afrique occidentale ne compte proportionnellement autant d'habitants sachant lire et écrire. Les Français ont imposé leur langue et leur méthode scolaire aux Togolais dès les premières classes primaires. Le résultat est une connaissance étendue du français. (Au Ghana, les Britanniques furent plus respectueux des idiomes indigènes. C'est sans doute la raison pourquoi l'anglais y est mal parlé.) Un revers à cette médaille: le goût du Togolais pour les «occupations en faux-col blanc» l'éloigne d'activités artisanales, agricoles, manuelles. Durant mon court séjour à Lomé, j'ai reçu des douzaines de demandes d'emploi comme secrétaire et planton, signe d'ailleurs du chômage qui règne dans cette catégorie de salariés depuis que la Côte d'Ivoire a expulsé en mars 1958 les employés togolais. Pas un seul postulant ne s'offrait en revanche comme cuisinier, valet, jardinier, chauffeur.

Enfin le Togo, qui se suffisait à lui même avant 1914, a une économie assez équilibrée.

En dépit de facteurs favorables à l'instauration d'un régime démocratique, le pays paraît s'orienter vers la forme de gouvernement propre à tous les Etats d'Afrique occidentale: le parti unique et le régime présidentiel. Cette tendance obéit à des mobiles d'efficacité, en vue de combler un retard économique et social qui fait sonner creux le vocable d'indépendance, et traduit au demeurant le vieil instinct tribal de se donner un chef. Le parti de M. Olympio, le «Comité de l'Union togolaise», pas plus que M. Olympio lui-même, ne songent à faire place un jour à l'opposition. Celle-ci s'amenuise dans toute «démocratie» africaine à mesure que se prolonge l'exercice du pouvoir par le parti qui s'était trouvé majoritaire le jour de l'indépendance. Les leaders africains ne s'embarrassent pas des droits de la minorité. Pour eux, la majorité exprime la volonté du peuple, et autorise par conséquent une domination sans freins. En limitant les critères de la démocratie à un seul: le pouvoir doit émaner du suffrage universel, les chefs de parti, qui cumulent en sus les fonctions de chefs de l'Etat et du Gouvernement, ne font que rejoindre l'enseignement d'un Robespierre et d'un Lénine.

Induire d'une telle filiation, à considérer d'ailleurs «cum grano salis», que l'Afrique est vouée à la terreur jacobine, serait fortement solliciter la réalité. Le continent ne connaît pas encore, même pas en Guinée, les attributs du totalitarisme, avec son système concentrationnaire, ses autocritiques, aveux, exécutions. Peut-être ces excès lui seront-ils épargnés, tant l'Africain, être essentiellement religieux, paraît peu enclin au matérialisme dialectique et à son cortège de dogmes et de raison. Néanmoins, le monde doit s'attendre en Afrique à un nouveau sous-genre de totalitarisme, moins atroce que les autres, mais liberticide lui aussi.

112

E 2001(E)1976/17/392
[DoDiS-14971]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Nationalisierungen: Nestlé Kuba

PO Vertraulich Bern, 1. Dezember 1960

Anruf von Herrn Dr. Hofer, Handelsabteilung. Er teilt folgendes mit: am gestrigen «Lateinamerika-Tag» in Zürich hat der kubanische Geschäftsträger, Armando Bayo, Herrn Mock, OSEC-Vertreter in Havanna, der ebenfalls anwesend war, gesprächsweise wissen lassen, die kubanische Regierung sei bereit, die Nestlé-Verstaatlichung rückgängig zu machen, sofern der Beweis erbracht werden könne, dass es sich wirklich um schweizerisches Kapital handelt. Herr Mock hat diese Information seinerseits mündlich den Herren Minister Stopper und Dr. Hofer weitergegeben.

Sofern diese Information zutreffend ist, würde sie mit den Meldungen von Herrn Botschafter Bossi, wonach die ganze Angelegenheit Fidel Castro persönlich zur Prüfung vorliege, nicht schlecht übereinstimmen.

Ich orientiere Direktor von Salis vorsorglicherweise unverzüglich telephonisch, wobei ich betone, dass es sich vorderhand selbstverständlich um eine unbestätigte Information handle. Es wäre aber doch gut, wenn sich die Nestlé auf eine solche Eventualität vorbereiten würde. Bekanntlich verfügt die Nestlé in zwei der verstaatlichten Unternehmungen über eine Mehrheit von 64% des Kapitals samt einer bis zur Nationalisierung vollständig schweizerischen Leitung, während es sich bei der dritten Gesellschaft (Conservas Selectas) um eine Minderheitsbeteiligung von 40% mit gemischter schweizerisch-amerikanischer Leitung handelt. Die restlichen 60% bei der dritten Gesellschaft befinden sich – über Zwischenfirmen – in den Händen der amerikanischen Firma Libby. Ich mache Herrn von Salis darauf aufmerksam, dass wir gegebenenfalls wohl kaum darum herum kommen würden, den Kubanern über diese Verhältnisse wahrheitsgetreu Auskunft zu erteilen. Von schweizerischer amtlicher Seite wäre es nicht verantwortbar, unrichtige

1. *Die Notiz richtete sich an R. Kohli und wurde von R. Probst verfasst.*

Angaben zu machen; ausserdem würde dadurch auch die Situation bei den beiden anderen Gesellschaften, wo wir sicheren Boden unter den Füssen haben, gefährdet. Herr von Salis teilt diese Auffassung grundsätzlich. Es bestünden zwei Alternativen:

– entweder Verzicht darauf, die Nationalisierung für die dritte Firma mit Minderheitsbeteiligung rückgängig zu machen; dann müsste aber für die schweizerische Beteiligung von 40% eine angemessene sofortige und transferierbare Entschädigung verlangt werden.
– oder Offerte der Nestlé an die kubanische Regierung, dieser, falls sie die 40% «entnationalisiert», die restlichen 60 nationalisierten Prozente abzukaufen. Es wäre dann Sache der Nestlé, sich ihrerseits mit ihrem amerikanischen Partner in dieser dritten Gesellschaft auseinanderzusetzen.

Ein ähnliches Vorgehen (Abkauf der nicht schweizerischen Beteiligungen) könnte unter Umständen nötigenfalls vielleicht auch für die amerikanischen Minderheitsbeteiligungen an den beiden ersten Gesellschaften erwogen werden, sofern sich Nestlé in Kuba überhaupt noch in diesem Masse finanziell festlegen will. Es sei hier noch bemerkt, dass die «Conservas Selectas», bei der die Nestlé nur 40% kontrolliert, von den drei Unternehmungen in Kuba für die Schweizerfirma die geringste Bedeutung aufweist.

Eine andere Möglichkeit bestünde vielleicht darin (gemäss einem Gespräch von Salis – Prof. Guggenheim), schweizerischerseits den Standpunkt zu vertreten, dass die drei Gesellschaften *einen* wirtschaftlichen Komplex bilden, an welchem die Nestlé-Schweiz kraft Beteiligung, Leitung und Lizenzverträgen ein überwiegendes Interesse besitzt.

113

E 2003(A)1971/44/167
[DoDIS-16064]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Président du Comité international de la Croix-Rouge, L. Boissier

Copie
L BTG / MU

Berne, 5 décembre 1960

Après nous avoir fait connaître, le 10 février 1958[1], les décisions prises à La Nouvelle Delhi par la XIXe Conférence internationale de la Croix-Rouge, vous avez attiré spécialement notre attention, le 12 mai de la même année[2], sur la résolution no XIII adoptée par la Conférence relative au Projet de règles limitant les risques courus par la population civile en temps de guerre. Cette résolution devait entraîner les gouvernements signataires des Conventions

1. *Cf. la lettre de L. Boissier à M. Petitpierre du 10 février 1958,* E 2003(A)1974/52/183. *Pour la documentation sur la Conférence de la Nouvelle Delhi, cf. DDS, vol. 20, N° 128, notes 6 et 7.*
2. *Cf. la lettre de L. Boissier à M. Petitpierre du 12 mai 1958, non reproduite.*

de Genève à procéder à un nouvel examen du projet en cause. C'est ce qu'a fait, de son côté, le Gouvernement suisse et nous avons l'honneur de vous communiquer aujourd'hui les conclusions auxquelles il est arrivé.

Le Conseil fédéral désire réaffirmer d'emblée sa profonde conviction, qui est aussi celle du peuple suisse tout entier, que la guerre n'est pas le moyen de résoudre les différends entre les communautés humaines. Néanmoins, comme les risques d'un recours à la force n'ont pu encore être écartés, il ne faut rien négliger qui soit susceptible de limiter les conséquences désastreuses d'une telle éventualité.

Ainsi que votre Comité l'a relevé à plusieurs reprises, le Projet de règles vise un objectif limité, qui n'est ni le désarmement, ni la mise hors la loi de la guerre. Il a pour seule ambition, comme les Conventions de Genève elles-mêmes, de maintenir certaines valeurs humaines, dans l'hypothèse déplorable où le genre humain ne pourrait renoncer à la voie des armes. C'est donc cette ambition que la conférence de La Nouvelle Delhi approuva en 1957, et le Gouvernement suisse ne peut qu'en éprouver une vive satisfaction.

La situation internationale a cependant évolué depuis lors, et force est de constater qu'il serait malaisé, dans la conjoncture internationale présente, d'obtenir que le Projet de règles soit adopté sans réserves par tous les pays intéressés. C'est pourquoi le Gouvernement suisse, tout en confirmant l'appui que sa délégation à La Nouvelle Delhi avait accordé au Projet de règles, se voit amené à proposer que certaines modifications soient apportées à ce dernier, afin d'augmenter ses chances d'être accepté par les pays signataires des Conventions de Genève.

La première modification suggérée consisterait à diviser le Projet de règles en plusieurs instruments, de telle manière que les gouvernements puissent, s'ils le désirent, ne se lier qu'à une partie des règles. Le Gouvernement suisse est toutefois d'avis que les principes qui ont inspiré l'énonciation des règles devraient rester intangibles. Certes, les formes de la guerre moderne sont en constante évolution et c'est malheureusement un des traits caractéristiques de notre temps que de voir s'affirmer et se développer les concepts de guerre totale et de guerre subversive. Bien que les tentatives de rendre la guerre moins inhumaine soient devenues de plus en plus difficiles, on ne saurait en tirer argument pour justifier un relâchement des efforts tendant à lui imposer des bornes.

Ecartant la notion de guerre totale, on doit donc maintenir fermement la distinction entre objectif militaire et objectif civil, et il faut en tirer la conclusion que les belligérants ne seront pas autorisés à diriger leurs armes contre des objectifs civils, à quelque fin que ce soit.

Ces principes sont incorporés dans l'article premier du Projet de règles; aussi le Gouvernement suisse lui donne-t-il sa pleine approbation. Il se prononce également en faveur de la définition de la population civile, contenue dans l'article 4.

L'article 6 (immunité de la population civile) est la conséquence des principes exposés plus haut; sans aller jusqu'à interdire l'usage d'armes susceptibles d'atteindre indirectement la population civile et à prohiber l'attaque d'objectifs militaires qui ne pourraient être détruits sans que certains éléments

de la population en soient également frappés, il défend toute attaque dirigée contre la population civile comme telle. Le Gouvernement suisse partage cette manière de voir.

En revanche, l'appréciation que l'on peut faire de la situation actuelle dans le domaine militaire donne à penser que la limitation des objectifs attaquables, définie par l'article 7, n'est pas de nature à susciter l'adhésion inconditionnée des gouvernements intéressés. La même réserve est d'ailleurs valable pour les articles 8 et 9 (précautions dans la conception et l'exécution de l'attaque) qui pourraient se heurter aussi, dans leur application pratique, à la difficulté de délimiter exactement la notion d'objectifs militaires. Il y a là des problèmes d'ordre non seulement politique, mais aussi technique, qui risquent de rendre également l'article 14 (moyens de guerre prohibés) inacceptable pour certains gouvernements. C'est pourquoi ces quatre articles, groupés en un instrument séparé, ne devraient être applicables qu'à l'égard des pays qui les auraient eux-mêmes acceptés.

En ce qui concerne l'article 10 (bombardement de zone), il faut remarquer que l'existence des armes de destruction massive, auxquelles certains gouvernements ne sont pas prêts à renoncer, met des obstacles à une définition satisfaisante de la notion même de «bombardement de zone». Cela étant, le Gouvernement suisse suggère que le texte de l'article 10 soit révisé en tenant compte de ces données, de telle façon qu'une nouvelle version puisse obtenir l'approbation de plusieurs gouvernements, sinon de tous.

Le Gouvernement suisse tient à relever l'importance particulière de l'article 11 (précautions «passives») et de l'article 12 (organismes de protection civile), qui pourraient servir de base à une convention séparée. L'article 12 mériterait d'ailleurs d'être renforcé et précisé. Il devrait alors indiquer les types d'organisations de protection civile, les autorités dont dépendent ces dernières et les immunités que les parties au conflit seraient invitées à leur accorder. En outre, le Gouvernement suisse est d'avis qu'il y aurait lieu d'incorporer dans cet article un statut des organismes de protection civile et en particulier une disposition visant l'état d'occupation et stipulant que l'occupant doit laisser en place les services de protection civile en activité dans le territoire occupé et que, par conséquent, il lui est interdit de les déporter. Ces textes pourraient être complétés par l'introduction de normes sur la protection des médecins et du personnel sanitaire civil.

D'ailleurs, les divers problèmes de protection civile, tels qu'ils se posent à la Suisse, font actuellement l'objet de l'attention particulière des autorités. Le Conseil fédéral sera heureux, le moment venu, de communiquer au Comité le résultat des études entreprises.

Un accord sur l'article 15 (mesures de sécurité) paraît nécessaire et réalisable. A cet égard, les expériences de la dernière guerre mondiale ont montré la grande efficacité que peuvent avoir de telles dispositions.

Quant aux articles 16 (villes ouvertes) et 17 (installations contenant des forces dangereuses), on doit les considérer comme spécialement dignes d'approbation. Ces textes, qui se prêtent tout particulièrement à des accords restreints dans leur contenu, mais de grande portée pratique, pourraient constituer les fondements d'une convention spéciale.

En conclusion, le Gouvernement suisse désire relever une nouvelle fois qu'il est entièrement acquis à l'idée humanitaire qui fut à la base du Projet de règles et que c'est en raison même de son attachement à cette idée qu'il a cru devoir suggérer certains remaniements des textes, en vue de rendre plus aisées et peut-être plus généralisées les adhésions des Etats, adhésions sans lesquelles toutes ces dispositions resteraient lettre morte. En effet, l'objectif vers lequel il faut tendre est moins une déclaration de principe quasi dépourvue de force juridique, que des instruments de droit auxquels la majorité des gouvernements puissent accepter de se lier. C'est dans cette vue que les observations qui précèdent ont été formulées; elles ne nous font cependant pas oublier combien l'œuvre entreprise par la Croix-Rouge pour codifier les règles destinées à limiter les risques courus par la population civile en temps de guerre est intéressante. Les études préparatoires dont le Comité a pris l'initiative méritent les plus grands éloges. Nous souhaitons donc qu'elles deviennent la base de conventions dont l'humanité d'aujourd'hui éprouve plus que jamais le besoin.

Le Gouvernement suisse exprime enfin le vif espoir de connaître dans un proche avenir les réponses d'autres Etats, réponses qui permettront au Comité de procéder à un nouvel examen du Projet de règles et de proposer des codifications, dont l'urgence ne saurait être mise en doute[3].

---

3. *Pour la suite de ce dossier, cf.* E 2003(A)1974/52/248 *et* 249.

114

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-14682]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Smodlaka, Ambassadeur de Yougoslavie, le mardi 20 décembre 1960, à 17 h.

No [Berne, 20 décembre 1960]

M. Smodlaka vient m'entretenir de l'action financière en faveur de la Yougoslavie qui a fait l'objet d'une conférence qui s'est tenue le 16 décembre 1960 à Paris. Cette action est dirigée et patronnée par les Etats-Unis. Tous les pays se sont déclarés d'accord d'y participer, sauf la Suisse et peut-être la Suède.

La Yougoslavie aurait aimé une participation de la Suisse de 15 millions de dollars. Les Etats-Unis nous demandent 10 millions. Nous aurions déclaré qu'en principe d'accord de participer, nous contribuerions pour une somme inférieure à 10 millions. Pour les pays qui font partie du Fonds monétaire international, ils interviennent aussi par l'intermédiaire de celui-ci, ce qui n'est pas le cas pour la Suisse.

L'Allemagne occidentale est prête à fournir une aide substantielle bien qu'elle n'ait pas de relations diplomatiques avec la Yougoslavie.

Le Gouvernement yougoslave insiste donc pour que la Suisse fournisse 10 millions et que ce soit un crédit financier et non commercial.

Les relations économiques avec la Suisse se développent. La plupart de l'argent prêté serait dépensé dans notre pays. Une décision est urgente, la réforme monétaire yougoslave devant intervenir le 1er janvier 1961[1].

1. *Pour la suite de l'affaire, cf. PVCF N° 144 du 20 janvier 1961,* E 1004.1(-)1000/9/645.2 (DoDIS-15176) *et la notice de R. Kohli du 8 avril 1961,* E 2808(-)1974/13/4 (DoDIS-15178).

115

E 1003(-)1970/344/4
[DoDIS-15500]

BUNDESRAT
Verhandlungsprotokoll der 86. Sitzung vom 28. Dezember 1960

[Bern, 28. Dezember 1960]

[…][1]

Militärdepartement

Flugzeugbeschaffung[2]

Der Herr Bundespräsident[3] stellt fest, dass es vom Standpunkt der Neutralitätspolitik an sehr wertvoll wäre, wenn man eine Sicherheit dafür hätte, dass man endgültig auf Schiessübungen in Afrika oder Frankreich verzichten könne und wolle.

Unsere Neutralität hindere uns nicht, es sei nochmals festgestellt, Kriegsmaterial zu kaufen von wem wir wollen. So haben wir auch z. B. die Vampires und Hunters von einem Nato-Staate[4] gekauft.

Von unserer Neutralitätspolitik aus gesehen, wäre es allerdings besser gewesen, wenn man in Schweden hätte kaufen können[5] als in Frankreich, doch werde man uns das nicht als eine Annäherung an die NATO auslegen können. Wenn die Kommunisten unsere Neutralität anzweifeln wollten, fänden sie im-

1. *Der Bundesrat befasste sich an dieser Sitzung mit folgenden Themen: AHV-Fonds, Personalfragen in verschiedenen Departementen, Kommissionsbesetzungen, Arbeitszeit in der Bundesverwaltung, Treibstoffzollzuschlag und Warenumsatzsteuer, Sammlung der Stiftung Henri Guisan, Waffenplatz St. Gallen, Darlehen an Jugoslawien, Protest wegen der Hinrichtung von Kindern in Ungarn, Angelegenheit Felix Moumié, Note der chinesischen Botschaft über Tibet, Sitzverlegung der UNO, Schweizerische Landesaustellung und schweizerisches Nationaljahr, Europäische Rektorenkonferenz und mit der Deponierung der Verhandlungsprotokolle und der Notizen der Schriftführer des Bundesrates im Bundesarchiv.*

2. *Zur Frage der Flugzeugbeschaffung vgl. Nrn. 69, 103, 152 in diesem Band.*

3. *M. Petitpierre.*

4. *Die Schweiz kaufte ab 1946 in England* DH-100 Vampire-*Flugzeuge, vgl. das BR-Prot. vom 8. Januar 1948,* E 1004.1(-)1000/9/489 (DoDIS-5862) *und den Bericht vom 10. Januar 1949,* E 1004.1(-)1000/9/501 (DoDIS-6981). *Ebenfalls aus England kamen die* Hunter Mk 6, *deren Kauf 29. Januar 1958 vom Parlament beschlossen wurde, vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 141* (DoDIS-13174).

5. *Vgl. Nr. 103, Anm. 4, in diesem Band.*

mer Gründe. Die systematische Hetze unserer Zeitungen wiege dabei sicher schwerer als dieser Kauf.

Der Rat sollte heute entscheiden, nicht nur weil man uns sagt, dass die Bedingungen schlechter sein werden, wenn wir bis nächstes Jahr warten, sondern weil diese Angelegenheit nun einmal erledigt werden müsse.

Herr Chaudet hat die Frage des Schiessens nochmals geprüft. Man kann darauf verzichten im Ausland zu schiessen. Abgesehen davon, dass die Ausbildung auch ohne das Abschiessen von Kriegsmunition möglich ist, haben wir gewisse Möglichkeiten in unserem Lande in den Gletscherregionen.

Die schwedischen Piloten hatten erklärt, sie hätten nicht die Möglichkeit wie unsere Piloten, das Flugzeug, das ihnen passe, zu wählen. Ihnen sei der Draken vorgeschrieben. Sie fänden ebenfalls, dass der Draken für die Landung eine ungenügende Sicht habe. Man werde den Bundesrat in den militärischen Kreisen nicht verstehen, wenn er nicht das bessere Flugzeug, den Mirage wähle. Schliesslich erwähnt Herr Chaudet nochmals seine Feststellung aus der letzten Sitzung, dass der Mirage weiterentwickelt werden kann, so dass wir auch später beim gewählten Typ bleiben können und eine Maschine bekommen werden, deren neuesten Modelle, den sich stellenden neuesten Anforderungen angepasst sein werden. Man stehe unter einem grossen zeitlichen Druck, wenn man das Beschaffungsprogramm ohne Schwächung unserer Bereitschaft durchführen wolle.

Herr Spühler bestreitet nicht, dass der Mirage das bessere Flugzeug sei. Er möchte aber, wie schon in der letzten Sitzung feststellen, dass man zwei noch bessere Flugzeuge (Gruman-Supertiger und Starfighter) aus andern als militärischen, technischen Gründen nicht gewählt habe. In gleicher Weise könne man auch heute feststellen, dass die Unterschiede in militärisch-technischer Hinsicht nicht so gross seien, dass man deswegen die andern Überlegungen einfach auf die Seite schieben könne. Herr Spühler habe von Vizedirektor des Luftamtes[6] auch noch einen schriftlichen Bericht verlangt. Darin werden die Vorzüge des Mirage, rein militärisch gesehen, anerkannt. Auch die sorgfältige Prüfung durch die Experten werde anerkannt. Wenn aber noch andere Überlegungen eine wichtige Rolle spielen, sei sein Gewährsmann der Auffassung, dass dann in militärisch-technischer Hinsicht zu prüfen sei, ob die Flugzeuge den gestellten Anforderungen genügen. Das sei für beide Typen der Fall. Im Langsamflug sei der Draken aber dem Mirage sogar überlegen. Der Vorsprung des Mirage sei im übrigen nicht so gross, dass man nicht auch politische und handelspolitische Gründe mitberücksichtigen könne. Herr Spühler hält diese Gründe für so gewichtig, dass davon das leichte Übergewicht des Mirage auf der militärisch-technischen Seite übertroffen werde. Er glaube nicht, dass man dem Bundesrat den Vorwurf machen könne, er habe bei seinem Entscheid die Sicherheit der Piloten und militärische Vorzüge des Flugzeuges zurückgestellt. Der Redner gibt nach wie vor dem Draken den Vorzug.

Herr Wahlen wiederholt, dass er nicht auf die wirtschaftlichen Faktoren abstellen könne, wenn es auf der andern Seite um die Sicherheit der Piloten gehe. Durch die Erklärung des Herrn Chaudet seien seine politischen Bedenken

---

6. *A. Münch.*

wegen Schiessen im Ausland beruhigt worden. Er schliesse sich dem Antrag des EMD[7] an.

Herr Bourgknecht stellt fest, dass es sich schliesslich um eine militärische Angelegenheit handle. Er sei nicht in der Lage, den Technikern des EMD zu widersprechen, die für die Sicherheit des Landes verantwortlich seien. Allerdings müsse er erklären, wenn er in Betracht ziehe, wie jetzt die Schweiz wieder von einem EWG-Land (Italien) behandelt werde, dann falle es ihm schwer, nicht für den Draken zu stimmen.

Herr Tschudi erklärt, er müsse für den Mirage stimmen, allerdings mit grösssten Bedenken und dem grössten Widerwillen. Die Verantwortung für die richtige Wahl trage schliesslich der Vorsteher des EMD[8]. Auch Vizedirektor Münch habe ja anerkennen müssen, dass der Mirage das bessere Flugzeug sei. Eine allfällige neue Situation, die bis zu Behandlung der Vorlage im Parlament eintreten könnte, vorbehalten, habe er sich für den Mirage entschieden.

Der *Herr Bundespräsident* stellt fest, dass man den Entscheid gegen die eigene innere Einstellung fällen müsse. Die Angaben von Herrn Spühler seien interessant. Für den Bundesrat massgebend könne aber nur das Urteil der offiziellen technischen Experten sein, das einstimmig war. Es sei möglich, dass der heutige Entscheid negative Auswirkungen sowohl bei der EFTA wie bei der EWG haben könnte.

Herr Bourgknecht präzisiert seine Bemerkungen über die unfreundliche Haltung Italiens. Bei der Behandlung der Rolle, die die Schweiz für den Transit der Waren der EWG-Staaten zu spielen haben werde, soll der Vertreter Italiens an der betreffenden Konferenz[9] erklärt haben, man werde die Schweiz schon einmal auf die Knie zwingen[10]. Man könne Dinge, die heute in Chiasso gemacht werden sehr wohl in Mailand erledigen. Das sei nur ein Beispiel der unfreundlichen Haltung in gewissen Staaten gegen unser Land.

Herr Wahlen hat in der letzten Sitzung erklärt, dass man bei Frankreich wirtschaftlich kein Entgegenkommen gefunden habe. Nur in zwei untergeordneten Punkten (Kontingente für Äpfel und Käse[11]) habe man seither etwas nachgegeben. Diese Haltung habe es auch ihm schwer gemacht zu einem «Ja» zu kommen.

Herr Spühler bemerkt, es sei sehr beeindruckend, dass alle mit schlechtem Gewissen und Unlustgefühl ihren Entscheid treffen müssen. Der Bundesrat sei schliesslich eine politische Behörde und habe daher auch andere als die nur militärisch-technischen Aspekte des Problems zu berücksichtigen. Wenn

---

7. *Vgl. den geheimen 3. Zusatzbericht vom 19. Dezember 1960 zum Antrag des Militärdepartements betreffend die Beschaffung von Kampfflugzeugen,* E 1004.1(-)1000/9/644.

8. *P. Chaudet.*

9. *Es handelt sich wahrscheinlich um die europäische Konferenz der Verkehrsminister, dokumentiert in* E 2001(E)1972/33/C75.

10. *Es wurde keine weitere Information zur Erklärung des italienischen Vertreters gefunden.*

11. *Vgl. das Aide-Mémoire von O. Long für M. Dassault vom 28. November 1960,* E 2001(E) 1998/199/2 (DoDIS-15510).

man heute so konsequent sein wolle, hätte man das seinerzeit bei den beiden amerikanischen Flugzeugtypen auch sein müssen.

Der *Herr Bundespräsident* stellt fest, dass der Draken und der Mirage mehr oder weniger gleichwertig seien in der Leistung und im Preis. Man könne deshalb beide nicht mit der viel teueren amerikanischen Maschine vergleichen.

Herr Chaudet bemerkt, dass neben dem übermässigen Preis der Supertiger auch schwieriger zu führen gewesen sei. Man habe ihn ausgeschlossen, weil er unsere finanziellen Möglichkeiten bei weitem überstieg, aber auch weil die Herstellung in Lizenz schwieriger gewesen wäre.

Entscheidend sei einfach die Sicherheitsfrage. Wenn sich mit dem Draken eine Kette von Unfällen ereignen würde, wäre das für den Bundesrat eine äusserst peinliche Situation. Dazu kommen aber noch die verschiedenen andern technischen Vorteile des Mirage.

Der *Herr Bundespräsident* stellt fest, dass damit der Bundesrat die Anschaffung des Mirage beschlossen habe. Er erinnert daran, dass es in der Presse geheissen habe, man sollte schauen, von Frankreich Gegenleistungen zu erhalten. Man werde jetzt vielleicht kritisieren, dass man keine Bedingungen gestellt habe. Weil wir aber gar nicht mit der französischen Regierung zu verhandeln hatten, hätte man z. B. ein Entgegenkommen in der Frage der Fremdenlegion nicht zur Bedingung stellen können.

Herr Petitpierre habe den Botschafter Schwedens[12] kommen lassen und ihm mitgeteilt, dass der Bundesrat heute entscheiden und wahrscheinlich den Mirage wählen werde.

Herr Chaudet hält dafür, dass für die Orientierung der Öffentlichkeit eine Pressekonferenz nicht nötig sein dürfte. Die Presse ist gut dokumentiert worden und man könnte ihr nicht viel Neues sagen. Deshalb genüge ein Pressecommuniqué.

Es wird beschlossen, das EMD mit der Abfassung der Pressemitteilung zu beauftragen, nach vorheriger Verständigung der Fabrikanten, über den vom Bundesrat getroffenen Entscheid.

[…][13]

---

12. *T. Hammarström.*
13. *Vgl. Anm. 1.*

116

E 2200.36(-)1976/154/7
[DoDiS-15005]

Der amerikanische Staatssekretär, Ch. A. Herter,
an den schweizerischen Botschafter in Washington, A. Lindt

N *[Washington],* 4. Januar 1961

I have the honour to inform Your Excellency the Ambassador of Switzerland[1] that on January 2, 1961 the Government of Cuba decided to limit the personnel of the Embassy and Consulate of the United States in the City of Habana, regardless of nationality, to eleven persons.

This unwarranted action by the Government of Cuba places crippling limitations on the ability of the United States Mission to carry on its normal diplomatic and consular functions. It would consequently appear that it is designed to achieve an effective termination of diplomatic and consular relations between the Government of Cuba and the Government of the United States. Accordingly, the Government of the United States is notifying the Government of Cuba of the termination of such relations[2].

The United States Government would therefore be most grateful if the Swiss Government would assume diplomatic and consular reprensentation in Cuba[3] on behalf of the United States, subject to the agreement by the Government of Cuba to this arrangement[4].

The Department of State wishes to assure the Swiss Government that the United States Government will assume all necessary expenses in connection with the protection of its interests. In that connection the United States Government desires that when possible the Swiss Government render the following services in the Republic of Cuba:

1. In the case of indigent American citizens, to offer such financial assistance as has received prior approval in each case from the Department of State;

2. To answer inquiries concerning welfare and whereabouts of American citizens;

---

1. *A. Lindt.*

2. *Der Abbruch der diplomatischen Beziehungen mit Kuba durch die Regierung der Vereinigten Staaten erfolgte am 3. Januar 1961. Die amerikanische Note hielt fest, dass die Vereinigten Staaten die Schweiz ersucht haben, die amerikanischen Interessen in Kuba zu wahren, vgl. das Telegramm Nr. 8 von A. Lindt vom 3. Januar 1961,* E 2001(E)1976/17/310.

3. *Eine erste Anfrage betreffend die Übernahme der amerikanischen Interessen in Kuba wurde am 25. Oktober 1960 gestellt, vgl. das Telegramm Nr. 141 vom 25. Oktober 1960, ibid. Am 28. Oktober 1960 wurde das Politische Departement vom Bundesrat ermächtigt, dem amerikanischen Staatsdepartement die Bereitschaft der Schweiz zur Übernahme der amerikanischen Interessen in Kuba mitzuteilen, sofern die kubanische Regierung ihr Einverständnis dazu geben würde, vgl. den BR-Prot. Nr. 1833 vom 28. Oktober 1960,* E 1004.1(-)1000/9/642 (DoDiS-14974).

4. *Am 6. Januar 1961 erklärte die kubanische Regierung ihr Einverständnis zur Interessenvertretung der Vereinigten Staaten durch die Schweiz, vgl. das Telegramm vom 6. Januar 1961,* E 2001(E)1976/17/310. *Der schweizerische Botschafter in Havanna, W. Bossi, übernahm unverzüglich den Schutzauftrag, vgl. den Bericht von W. Bossi an R. Kohli vom 19. Januar 1961, ibid* (DoDiS-15006).

3. In the event of distress or physical danger, to render all possible assistance to those persons who have previously established their American citizenship and make detailed reports in each case including death reports to the Department of State;

4. To conserve personal estates of deceased United States citizens, making reports upon request;

5. To perform notarial services on the basis of accommodation;

6. To make payments to the payees of federal benefits;

7. To forward visa and passport applications and correspondence pertaining thereto for processing by the Department of State;

8. To inform the United States Department of State of any requests or representations made by the Government of Cuba under any agreements between the United States and Cuba.

Information concerning United States citizens and their interests in Cuba will be furnished the Swiss Embassy at Habana by the American Embassy at Habana.

The Swiss Government is also requested to accept custody and undertake protection of United States Government property in the Republic of Cuba consisting of real estate and storage items, a list of which will also be provided by the American Embassy at Habana.

It will also be appreciated if the Swiss Government will undertake to supervise to the extent feasible the packing and forwarding of whatever personal effects of United States official personnel remain to be packed.

It is anticipated that the Swiss Government may desire to employ for custodial work some of the non-American personnel who are now in the pay of the United States Embassy at Habana. In that event it is understood that such personnel become Swiss employees who will be responsible to the Swiss authorities and who will be paid with funds which the United States makes available to the Swiss Government for that purpose. These salaries will, of course, not be subject to deductions for United States Civil Service retirement.

The Department of State will be very grateful for early notification that the Republic of Cuba has agreed to permit the Swiss Government to assume diplomatic and consular representation and take other action in behalf of the United States in Cuba as described above.[5]

---

5. *Der überwiegende Teil der amerikanischen Diplomaten verliess am 7. Januar 1961 Kuba, zwei amerikanische Mitarbeiter verblieben mit der Zustimmung der kubanischen Regierung bis am 13. Januar 1961. Die Leitung des Dienstes für fremde Interessen bei der schweizerischen Botschaft in Kuba übernahm G. Jaccard, der am 12. Januar 1961 in Havanna eintraf, vgl. ibid.*

117

E 4001(D)1973/125/39
[DoDIS-15492]

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, L. von Moos, an den Bundespräsidenten, F. T. Wahlen

S Bern, 13. Januar 1961

Herr Georges Duplain, Redaktor der *Gazette de Lausanne* hat sich mit Schreiben vom 9. November 1960[1] an vier Mitglieder des Bundesrates gewandt und um Stellungnahme zu den Problemen ersucht, die im Zusammenhang mit der stets wachsenden Zuwanderung ausländischer Arbeitskräfte für die Schweiz entstehen[2]. Ich habe die Eidgenössische Fremdenpolizei angewiesen, zu den im Schreiben von Herrn Duplain aufgeworfenen Fragen Stellung zu nehmen und beehre mich Ihnen beiliegend den Bericht der Eidgenössischen Fremdenpolizei[3] zu übergeben. Ich gehe mit der Auffassung der genannten Amtsstelle einig, wonach es zurzeit offenbar nicht möglich ist, Herrn Duplain eine definitive Antwort zu geben. Das ganze Geschehen ist vor allem seit circa Jahresfrist derart in Entwicklung, dass es mir zweckmässig erscheint, vorerst einmal eine Standortbestimmung vorzunehmen und zu prüfen, ob wesentliche Grundsätze der Zulassungspolitik aufgegeben und neue Wege eingeschlagen werden müssen. Der Boden für die Beantwortung dieser Fragen soll geschaffen werden durch die im Bericht der Eidgenössischen Fremdenpolizei erwähnte Studienkommission[4]. Erst nachdem diese Kommission ihre Arbeit abgeschlossen haben wird, wird es möglich sein, die Lage einigermassen sicher zu beurteilen und darüber zu befinden, ob und welche neue Wege allenfalls eingeschlagen werden müssen.

---

1. *G. Duplain hält in seinem Schreiben fest, dass die Schweiz eine Art Neo-Kolonialismus ausübe, indem ausländische Arbeitskräfte ins Land geholt würden, während die Aufnahme ihrer Familien und die Assimilierung verwehrt würde. Die Schweiz steht vor der Alternative:* Ou bien nous admettons que cette main-d'œuvre nous est indispensable; il faudra alors des mesures pour l'attirer peut-être, pour la retenir, pour l'assimiler. Cela posera de nombreux problèmes pour l'équilibre de notre pays; pourrons-nous faire face à une assimilation? Ne risquons-nous pas des difficultés sur le plan confessionnel? Comment loger décemment non seulement ces travailleurs, mais leurs familles? Ou bien nous décidons que le danger de perdre nos caractéristiques nationales est trop grand; nous cherchons alors à freiner ou à contenir le nombre des ouvriers étrangers, ce qui implique un certain malthusianisme économique; nous admettons dès lors qu'il vaut mieux accepter une diminution de notre standard de vie pour rester nous-mêmes. *Vgl. das Schreiben von G. Duplain an L. von Moos vom 9. November 1960, nicht abgedruckt* (DoDIS-15495).
2. *Zur Frage der ausländischen Arbeitskräfte in der Schweiz vgl. DDS, Bd. 19, Nr. 56* (DoDIS-9430) *und DDS, Bd. 20, Nrn. 45* (DoDIS-11535), *51* (DoDIS-11536), *53* (DoDIS-12934), *54* (DoDIS-13237), *79* (DoDIS-11581), *139* (DoDIS-13238).
3. *Vgl. den Bericht von E. Mäder an L. von Moos vom 22. Dezember 1960, nicht abgedruckt* (DoDIS-15496).
4. *Diese Studienkommission umfasste* Vertretern der Verwaltung (Fremdenpolizei und Biga), sowie der Bevölkerungs- und Wirtschaftswissenschaft, der Soziologie und kultureller Kreise. *Vgl. den Bericht von E. Mäder an L. von Moos vom 22. Dezember 1960, nicht abgedruckt.*

Ich werde mir gestatten, in den nächsten Tagen mit Ihnen Fühlung zu nehmen um festzulegen, wie Herrn Duplain vorläufig geantwortet werden soll[5].

5. *F. T. Wahlen empfing G. Duplain zu einem Gespräch noch vor Neujahr 1961, vgl. das Schreiben von F. T. Wahlen an L. von Moos vom 16. Januar 1961, nicht abgedruckt. Eine telefonische Rücksprache ergab, dass G. Duplain zu jener Zeit keinen weiteren Bericht von L. von Moos erwartete, vgl. die Aktennotiz A. Riesen an L. von Moos vom 13. Februar 1961, nicht abgedruckt.*

118

E 2200.41(-)1977/93/11
[DoDiS-15035]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli, au Département politique

Rapport sur les relations franco-suisses au cours de l'année 1960

R [Paris, 23 janvier 1961]

Si l'on examine l'évolution des relations franco-suisses, on s'aperçoit que celles-ci provoquent périodiquement de l'irritation dans l'opinion publique suisse. Car le rayonnement de la France et les liens particulièrement nombreux qui existent entre les deux pays, suscitent de notre part une amitié qui se croit facilement trahie lorsque la politique française nous heurte. Actuellement nous traversons une de ces périodes de déception. Notre presse a publié différents articles qui n'étaient pas dénués d'acrimonie à l'égard de la France[1]. Ces articles ont été remarqués au Quai d'Orsay, où l'on a été surpris de leur vivacité. Les sentiments qu'ils reflètent ne se justifient pas, prétendent les Français.

J'ai été ainsi amené à expliquer au Ministre des Affaires étrangères[2] les causes de notre mécontentement. Elles me paraissent être de trois ordres: le problème des Six et des Sept, plusieurs affaires économiques dont nous ne parvenons pas à obtenir le règlement, et l'engagement de mineurs par la Légion étrangère[3]. J'ai attiré l'attention de M. Couve de Murville sur le fait que nous étions parfaitement conscients des difficultés auxquelles se heurte la solution du problème de la division de l'Europe entre Communauté Economique Européenne et Association Européenne de Libre Echange. Nous avions de la

1. *La presse suisse, si elle n'est pas considérée du côté français comme lui étant beaucoup plus contraire que celle de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, est jugée plus inconstante par l'Ambassadeur de France à Berne, E. Dennery. Ce sont surtout les articles publiés par les journaux communistes ainsi que par Die Tat qui ont retenu défavorablement son attention ainsi que celle de ses supérieurs au Quai d'Orsay. Les critiques les plus violentes visent l'armée française, la position française sur la question du Marché commun ainsi que l'enrôlement des jeunes Suisses dans la légion étrangère. Enfin, la position favorable au FLN affichée par nombre de journaux suisses gêne les autorités françaises.*
2. *M. Couve de Murville.*
3. *Sur cette question, cf. N° 48, note 2, dans le présent volume.*

peine cependant – lui ai-je dit – à comprendre pourquoi la France se refusait à l'examiner. Chaque fois que nous avions essayé d'aborder le sujet, soit avec les autres membres de la Commission Economique Européenne, soit à Bruxelles même, nous nous étions heurtés à l'attitude négative de la France. En ce qui concerne les différentes affaires économiques en suspens[4], j'ai à nouveau demandé l'intervention du Ministre des Affaires étrangères pour hâter leur règlement. Enfin, j'ai renouvelé nos plaintes à l'égard des engagements de mineurs par la Légion étrangère, qui, s'ils ne sont pas nombreux, n'ont cependant pas cessé (au cours de l'année 1960 nous avons été appelés à intervenir dans trois nouveaux cas)[5].

Il me semble néanmoins que le bilan de nos relations avec la France au cours de l'année écoulée présente, à côté des éléments négatifs sur lesquels j'ai attiré l'attention du Ministre des Affaires étrangères, de nombreux éléments positifs, qu'il convient de ne pas laisser non plus dans l'ombre. Comme ces derniers ne sont pas toujours connus, je voudrais les passer rapidement ici en revue.

Nos relations avec la France s'étendent particulièrement à quatre domaines différents: le domaine politique, le domaine économique, le domaine social et le domaine culturel.

Dans le domaine politique il faut relever en premier lieu que la Suisse jouit, d'une façon générale, d'une grande estime en France. Sa position particulière et sa neutralité y sont comprises et respectées. Depuis un peu plus de quatre ans que je suis en poste à Paris, j'ai recueilli d'innombrables témoignages d'affection sincère et de reconnaissance envers la Suisse. Cette gratitude m'a été souvent exprimée en termes émouvants. Combien de fois les autorités des villes ou des villages dans lesquels j'étais appelé à me rendre, ont tenu à rendre hommage à notre pays en pavoisant abondamment leurs bâtiments aux couleurs suisses, en faisant exécuter (avec beaucoup de fausses notes d'ailleurs) nos chants nationaux par leurs fanfares municipales et en m'adressant des allocutions touchantes.

En 1958 et en 1959, les activités du FLN en Suisse[6] avaient été la cause de différentes réclamations que m'avaient adressées les autorités françaises. Au cours de 1960 je n'ai plus été saisi de plaintes de ce genre. Au contraire, dans une récente réponse à une question écrite, posée par M. Lauriol, député d'Alger, le Ministre des Affaires étrangères a fait preuve d'une entière objectivité. La question de M. Lauriol avait la teneur suivante:

«M. Lauriol expose à M. le Ministre des Affaires étrangères que le FLN développe en Suisse une propagande intense contre la France. Cette propagande se manifeste notamment par:

1. l'extension que le réseau Jeanson[7] et différentes autres organisations parallèles ont prises dans ce pays voisin;

---

4. *Au sujet de ces différentes affaires économiques en suspens, cf. le télégramme N° 29 de P. Micheli à O. Long et à la Division des Affaires politiques du DPF. Une copie est envoyée à la Division du Commerce du DFEP,* E 2001(E)1976/17/446 (DoDiS-15129).

5. *Sur la question de l'enrôlement des Suisses dans la légion étrangère, cf. la note de J. Zwahlen du 15 mai 1961,* E 2001(E)1976/17/435 (DoDiS-15129) *ainsi que le N° 48 dans le présent volume.*

6. *Cf. N° 104 dans le présent volume.*

2. la création récente d'un comité Suisse-Algérie[8] dont l'activité hostile à la France est notoire. Il lui demande quelles mesures le gouvernement a prises et prendra en vue de redresser une situation aussi alarmante» (question du 24 octobre 1960).

M. Couve de Murville y a répondu en ces termes:

«Notre ambassadeur à Berne[9] intervient auprès des autorités helvétiques, chaque fois que cela apparaît nécessaire, pour attirer leur attention sur les répercussions d'initiatives d'ordre privé préjudiciables aux relations franco-helvétiques. Ces autorités ont d'ailleurs toujours manifesté le souci d'empêcher sur leur territoire les agissements de groupements étrangers susceptibles de porter atteinte à la position traditionnelle de neutralité de la Confédération. Rien ne permet de supposer qu'elles envisagent de modifier leur attitude. A diverses reprises, des sanctions ont été prises contre des agents du FLN ou des groupements inféodés à cette organisation, qui s'étaient livrés à des manifestations hostiles contre la France. C'est ainsi que la police suisse a récemment arrêté et reconduit à la frontière M. Francis Jeanson, ce dernier ayant donné en Suisse une conférence de presse approuvant l'action du FLN[10].»

Dans plusieurs affaires concrètes, l'administration française a témoigné à notre égard d'une bonne volonté évidente. Parmi d'autres, je citerai: des rectifications de frontière (en relation, en particulier, avec l'agrandissement de l'aéroport Genève-Cointrin[11]); l'application de notre convention relative au service militaire des double-nationaux[12]; le refus opposé par les autorités françaises à l'ouverture d'un casino à Annemasse[13]. Nous avons constaté la même bonne volonté dans plusieurs affaires privées: l'amnistie du pasteur Bornand[14], condamné à mort par contumace en 1949 pour dénonciation de Français à la Gestapo pendant la guerre; libération des liens d'allégeance d'un jeune double-national, M. Jean-Pierre Moret[15], etc. Dans le même ordre d'idées, signalons que nos autorités cantonales entretiennent des rapports de bon voisinage très cordiaux avec la plupart des préfets des départements frontières et de certains députés. Les services du Ministère de l'Intérieur, auxquels nous avons souvent recours, ainsi que la police, accueillent toujours nos demandes avec bienveillance. Enfin, la Radiodiffusion Télévision Française a offert récemment à l'Ambassade d'organiser fréquemment des interviews avec des personnalités suisses résidant ou de passage en France sur tous les sujets présentant de l'intérêt pour nous.

---

7. *Cf. N° 99 dans le présent volume.*
8. *Cf. note 6.*
9. *E. R. Dennery.*
10. *Cf. note 7.*
11. *Cf. la lettre de P. Micheli à M. Petitpierre du 20 décembre 1957,* E 2001(E)1970/217/59 (DoDIS-12375).
12. *Cf. la* Convention entre la Suisse et la France relative au service militaire des double-nationaux *du 1er août 1958, RO, 1959, pp. 223–226* (DoDIS-10539).
13. *Cf.* E 2001(E)1972/33/56 *et* E 2200.77(-)1976/32/9.
14. *Cf.* E 2200.41(-)1972/157/30.
15. *Non retrouvé.*

C'est dans le secteur économique que nous avons de tout temps rencontré les plus grandes difficultés, ce qui n'est pas étonnant puisque des intérêts très importants de part et d'autre s'y opposent. Au cours de l'année 1960, ces difficultés ne nous ont pas été épargnées. Néanmoins, nous avons enregistré une augmentation sensible de nos exportations en France. Bien que les chiffres définitifs ne soient pas encore connus, celles-ci peuvent être évaluées à 540 millions de francs suisses (contre 500,9 millions en 1959). Il est vrai que, de leur côté, les exportations françaises en Suisse ont augmenté dans des proportions beaucoup plus importantes encore (1 milliard 200 millions de francs suisses contre 931 millions en 1959). Mais il n'en reste pas moins que nos exportations ont dépassé de quelque 40 millions de francs suisses les exportations enregistrées l'année précédente, qui avaient déjà atteint, elles aussi, un volume jamais réalisé auparavant (la moyenne de nos exportations en France durant les dix dernières années n'étant que de 427,5 millions de francs suisses). En décembre nous avons renouvelé pour la durée d'une année notre accord commercial de 1955 avec la France[16], qui, dans l'ensemble, a bien fonctionné.

Compte tenu du choc psychologique qu'on pouvait craindre de l'entrée en vigueur du Marché commun pour l'exportation des produits suisses en France et des discriminations tarifaires qui en découlaient, ces résultats peuvent être considérés comme satisfaisants. Ils témoignent non seulement de la vitalité de nos industries exportatrices et de leurs facultés d'adaptation, mais ils sont aussi une preuve de la fidélité de la clientèle française à l'égard de leurs fournisseurs suisses.

Ces constatations méritent d'être soulignées au moment où certains milieux suisses parlent de «détérioration des relations économiques franco-suisses». Leur appréciation repose moins sur la situation réelle des échanges commerciaux franco-suisses que sur les divergences de vues existant aujourd'hui entre nos deux pays au sujet de la coopération européenne, et peut-être aussi sur leurs craintes pour l'avenir.

En ce qui concerne les relations du service économique de l'Ambassade avec l'Administration française, notamment avec le Ministère des Finances et des Affaires économiques, Office des Changes, etc., elles sont bonnes. Si des obstacles s'opposent encore à l'importation de certains de nos produits en France et nécessitent parfois, de notre part, de nombreuses interventions, nous avons toujours eu la certitude que les fonctionnaires responsables des services techniques s'efforçaient, dans la limite de leurs compétences et dans le cadre des dispositions de notre accord commercial, de donner satisfaction à nos requêtes.

Dans le domaine social, les difficultés considérables et systématiques que nous avons éprouvées de 1949 à 1955 ont disparu[17]. Le modus vivendi qui s'est établi après de laborieuses négociations est appliqué dans le meilleur esprit.

---

16. *Cf. l'*Accord commercial entre la Suisse et la France *du 29 octobre 1955, RO, 1955, pp. 1092–1111* (DoDiS-10534).

17. *Sur le déroulement des négociations franco-suisses dans le domaine social, cf.* E 2001(E) 1967/113/209 *et* E 2001(E)1972/33/202. *Voir aussi PVCF N° 1250 du 20 juin 1949,* E 1004.1(-) 1000/9/506 (DoDiS-3138).

Nous constatons certes dans quelques cas particuliers des retards administratifs. Ils ne procèdent nullement d'une intention ou de dispositions défavorables à notre égard, mais sont inhérents à la complexité de l'administration française et de sa procédure. Seuls les architectes qui désirent s'établir à leur compte font l'objet de refus systématiques parce que l'administration et l'Ordre professionnel veulent amener la Suisse à conclure une convention. Il en résulte une situation désagréable, mais elle est également imputable à l'administration fédérale qui pendant plusieurs années a laissé cette question de côté. Elle reprend vie actuellement. De toute façon, elle n'intéresse qu'un petit nombre de compatriotes.

En matière de sécurité sociale, tous les problèmes importants ont été résolus depuis longtemps et les quelques problèmes secondaires (frontaliers, allocations familiales, pacages, Fonds national de solidarité aux aveugles, etc.)[18] réglés récemment ou encore en suspens ont été abordés de part et d'autre avec un désir sincère d'entente. Dans l'application quotidienne de nos accords et de la législation française, nous remarquons que nos interventions directes auprès des Ministères, des Caisses de sécurité sociale, etc. sont traitées parfois avec lenteur, mais toujours avec déférence et précision.

Dans le domaine culturel, le courant d'échanges entre la Suisse et la France est toujours intense et ne se ressent aucunement de nos désaccords sur le plan économique. Faisant exception à des règles pourtant rigoureuses, le Musée du Louvre a accepté de prêter le portrait d'Erasme de Holbein à l'exposition de Bâle. A Bâle également les musées français ont prêté de nombreuses toiles pour l'exposition Braque. La participation au festival que la ville de Zurich a consacré à la France en juin 1960, a été particulièrement importante. D'autre part, après l'exposition des chef-d'œuvres français des collections suisses, au Petit Palais, qui a remporté un succès considérable au printemps 1959, le Musée d'Art Moderne a accueilli au début 1960 une importante exposition d'art suisse contemporain, qui a suscité un vif intérêt. De leur côté, les musées suisses ont prêté généreusement plusieurs tableaux à l'exposition Poussin, au Musée du Louvre, à une exposition Apollinaire, organisée par la France à Rome, et à l'exposition consacrée aux «Sources du XXe Siècle», qui est présentée actuellement au Musée d'Art Moderne sous les auspices du Conseil de l'Europe. Le maître Ernest Ansermet a été très applaudi au cours d'un concert consacré à la mémoire d'Arthur Honegger; le «Mystère de la Nativité» de Frank Martin a été créé au Théâtre des Champs-Elysées avec l'Orchestre national de la Radiodiffusion-Télévision Française; le «Roi David» d'Arthur Honegger et René Morax, qui avait été présenté à Toulouse en 1958 dans sa version originale pour la première fois depuis sa création à Mézières, a été repris à l'Opéra de Paris. Enfin, deux pièces de théâtre suisses: «Le Mariage de M. Mississippi», de F. Dürrenmatt, et «M. Biedermann et les Incendiaires», de Max Frisch, ont été représentées à Paris.

A l'assemblée de l'UNESCO, la délégation française a souvent soutenu nos propositions et a constamment fait preuve d'une attitude très amicale envers la délégation suisse.

---

18. *Cf. N° 4 dans le présent volume.*

Il convient peut-être aussi de signaler que, dans nos relations avec les instances militaires françaises, nous avons rencontré beaucoup d'amabilité. L'Etat-Major Général de l'Armée française, rendant l'invitation faite l'an dernier par l'Etat-Major Général suisse au Général Lavaud[19], Chef d'Etat-Major Général des Armées, et au Général du Mesnil de Maricourt, alors Sous-Chef de l'Etat-Major de l'Armée de l'Air, a convié en automne 1960 le Colonel Commandant de Corps Frick, Chef de l'Instruction, et le Colonel-Divisionnaire Primault, Commandant et Chef d'arme des troupes d'aviation et de DCA, à faire un voyage d'information en France[20]. L'Etat-Major de l'Armée française nous réserve pour chaque cycle d'instruction une place de stagiaire à l'Ecole supérieure de Guerre. Chaque année l'Etat-Major de l'Armée de l'Air met également à la disposition de l'armée suisse une place de stagiaire à l'Ecole supérieure de Guerre aérienne. Malheureusement, faute de personnel et probablement de crédits, le Service de l'Aviation et de la DCA suisse n'a pu, durant ces dernières années, envoyer qu'un seul officier à cette Ecole. Deux, voire trois fois par an, l'Etat-Major français de l'Armée de l'Air offre une place à un officier suisse à l'Ecole des Opérations Aériennes Combinées à Baden-Oos pour des cours de courte durée. Dernièrement un officier de la Gendarmerie cantonale vaudoise a commencé un stage de trois mois dans la Gendarmerie française. Les demandes que nous avons été amenés à présenter pour des visites organisées par la Société suisse des officiers ont toujours été accordées dans les délais les plus brefs. Nous recevons à titre gracieux pratiquement toute la documentation française militaire et technique qui peut nous intéresser et il n'y a que les publications spéciales et fort coûteuses éditées par les instances officielles, mais confiées à des maisons d'édition, que nous devons payer au prix coûtant. Les bureaux français nous donnent libéralement tous les renseignements que nous demandons sur les problèmes militaires pouvant nous intéresser. Dans nos commandes de matériel, les services français n'ont jamais ménagé leur peine pour nous donner satisfaction.

Conclusions

Il résulte de ce qui précède que la défense de nos intérêts nous oblige parfois à des prises de position très fermes à l'égard de la France. Cette attitude est tout à fait justifiée.

Mais elle ne doit pas nous faire perdre une juste mesure des choses. Les problèmes qui nous opposent à la France ne sont pas uniquement franco-suisses: la question des relations entre les Six et les Sept intéresse également tous nos partenaires de l'AELE, et celle de l'engagement de mineurs par la Légion étrangère[21] touche plus encore les Belges et les Allemands que nous-mêmes. Dans les relations bilatérales nous devons reconnaître l'effort fait par nos voisins de l'ouest pour que le climat de nos rapports ne souffre pas trop de ces différends. Ce climat est d'une façon générale confiant et amical, comme il se doit d'ailleurs entre deux pays unis par tant de liens.

---

19. *Cf.* E 5560(C)1975/46/170.
20. *Cf.* E 5560(C)1975/46/133 *et* 134.
21. *Cf. note 3.*

119

E 1003(-)1994/26/1
[DoDiS-15567]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal interne de la 6e séance du 24 janvier 1961

Aide aux pays en voie de développement

Extrait *[Berne, 24 janvier 1961]*

[…][1]

M. Petitpierre annonce qu'un message est en préparation[2]. Pour le mettre au point, il faut savoir si l'on doit demander un crédit de 60 millions pour 1961, 1962 et 1963 (3 x 20 millions) ou un crédit de 100 millions pour une durée indéterminée. Cette seconde manière de faire serait plus spectaculaire et donnerait au Conseil fédéral une plus grande liberté de mouvement. Il ne serait pas certain qu'on dépenserait chaque année 20 millions. 100 millions ne représentent qu'un tiers d'un pour-cent du revenu national annuel.

M. Bourgknecht pense que l'effort doit être à la mesure des possibilités, mais qu'il n'y a pas que des principes financiers en cause. Si l'on opte pour la solution «100 millions», il faudrait savoir quelle somme doit être insérée chaque année au budget (20 millions de fr.). La Suisse ne s'est pas distinguée jusqu'à présent par un effort particulier. Il serait intéressant de savoir quelle serait la forme de l'aide (versement à fonds perdu, aide technique, fourniture de produits, formation de personnel étranger en Suisse). Dans la mesure où l'argent reste en Suisse, on pourrait mettre à disposition des sommes plus élevées. Il faudrait savoir si l'aide sera multilatérale ou pas. Une somme de 100 millions n'aurait rien d'excessif. Mais il faut considérer aussi qu'une partie de l'opinion publique suisse attend une intervention semblable en faveur des Suisses. Peut-être conviendrait-il de procéder en deux étapes.

M. Tschudi fait quelques remarques sur les réactions suisses lorsqu'il est question de l'aide aux étrangers et se réfère aux délibérations de la commission du Conseil national pour l'objet «aide aux étudiants étrangers».

M. Spühler pense qu'il y aura toujours des réclamations, qu'il s'agisse de crédits annuels ou globaux. Je serais plutôt pour un crédit global, qui serait plus «spectaculaire» pour l'étranger.

M. Chaudet se prononce aussi pour la forme du crédit global. Il conviendrait de bien délimiter les secteurs d'action. Il serait regrettable que la Confédération ne puisse faire un appel pour les pays en voie de développement sans devoir intervenir parallèlement dans le pays même.

---

1. *Dans cette séance, le Conseil fédéral traite entre autres des sujets suivants: monument Général Guisan, fonctionnaires postaux, taxes postales, informations sur la construction d'une fusée britannique, recettes douanières, désignation d'un délégué atomique, taxes sur la benzine.*
2. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la coopération de la Suisse avec les pays en voie de développement *du 5 mai 1961, FF, 1961, vol. I, pp. 1013–1032.*

M. le Président de la Confédération[3] serait aussi à première vue, pour un crédit global, qui donne plus de liberté de mouvement. La grande difficulté est de trouver des gens qualifiés à mettre à disposition des pays-neufs. Les 100 millions comprendraient-ils les sommes destinées aux œuvres d'entraide (bienfaisance)?

M. Petitpierre répond négativement à cette question et ajoute que la Suisse occupe un très bon rang en ce qui concerne l'aide prêtée dans ce dernier domaine. Et puis, il y a les nombreux experts suisses envoyés dans les pays en voie de développement. La Suisse peut fournir, dans de nombreux secteurs, une aide technique qui n'est pas coûteuse. Il faut recevoir des stagiaires mais aussi et surtout former des cadres sur place. La question des bourses à allouer à des Suisses pourrait-elle être traitée à la conférence des présidents des gouvernements cantonaux? Il y aurait lieu de signaler que la Suisse ne peut s'offrir le luxe de ne pas utiliser tous ceux qui seraient doués pour faire des études. *[…]*

3. *F. T. Wahlen.*

120

E 2808(-)1974/13/49
[DoDiS-14969]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Vorsprache der Herren Generaldirektoren Dr. Reinhardt, Kreditanstalt, und Dr. Pfenninger, Bankverein, beim Chef des Politischen Departements, Donnerstag, den 26. Januar 1961, 10.00 Uhr[2]

GZ Vertraulich — Bern, 26. Januar 1961

Interhandel

Dr. Reinhardt erinnert zunächst an die Umstände, die seinerzeit für den Eintritt der Grossbanken in den Verwaltungsrat der Interhandel massgebend waren[3]. Seither hat sich die Situation geändert, und die Kreditanstalt möchte die Freiheit haben, den Verwaltungsrat wieder zu verlassen. Sie will einen solchen Schritt jedoch nicht ins Auge fassen ohne Einvernehmen mit dem

1. *Eine Kopie dieser Notiz wurde an die Schweizerische Botschaft in Washington gesandt.*
2. *Der Unterredung wohnten R. Kohli sowie M. Gelzer bei. Dauer der Besprechung: 65 Min.*
3. *Im März 1958 schlossen sich die Schweizerische Bankgesellschaft, die Schweizerische Kreditanstalt und der Schweizerische Bankverein zusammen, um den Verwaltungsrat der Interhandel neu zu konstituieren und um eine Lösung der Streitfrage mit den amerikanischen Behörden zu suchen, vgl. die Notiz von M. Petitpierre vom 12. März 1958,* E 2800(-)1967/59/56. *Vgl. auch die Notiz von M. Petitpierre vom 17. Juni 1958, ibid* (DoDiS-14962).

Politischen Departement. Folgende Gründe sind es im wesentlichen, die sie zu Rücktrittsgedanken bewegen:

– Die ungesunde Entwicklung des Kurses der Interhandelaktien, die die ganze Situation als kritisch erscheinen lasse, dies umso mehr als niemand genau weiss, was die GAF[4]-Beteiligung wirklich wert ist.
– Die äusserst rege und nicht immer durchsichtige Tätigkeit des Herrn Brupbacher, der sich Dritten gegenüber mit seinen Reisen in die USA sowie auch mit seinen Kontakten zum EPD sowie zu Botschafter Lindt brüstet.
– Anlässlich der letztjährigen Interhandel-Generalversammlung[5] schliesslich sind die Vertreter der Kreditanstalt und des Bankvereins kritisiert worden, dass sie weiterhin im Verwaltungsrat der Interhandel verbleiben, obwohl die von ihnen vertretenen Grossbanken über keine Interhandelaktien mehr verfügten. Herr Schaefer hat eine Neuwahl des Interhandel-Verwaltungsrates in Aussicht gestellt. In einem solchen Falle werde man Herrn Brupbacher mit Rücksicht auf dessen Aktienbesitz kaum ausschliessen können. Mit diesem gemeinsam im Verwaltungsrat zu sitzen, würde aber für die Vertreter der Grossbanken eine heikle Situation schaffen.

Der Interhandel-Verwaltungsrat beabsichtigt, demnächst eine Delegation in die Vereinigten Staaten zu entsenden, dies namentlich im Hinblick auf die ihm gegenüber immer wieder lautgewordene Kritik, untätig geblieben zu sein. Bei seinem Entscheid befinde sich der Verwaltungsrat allerdings in einem Dilemma. Unternehme er nämlich jetzt nichts, so dürften vor allem anlässlich der bevorstehenden Generalversammlung erneute Vorwürfe laut werden. Werde aber eine Delegation entsandt, so bestehe die Gefahr, dass die Kurse der Interhandelaktien wiederum in ungesunder Weise in die Höhe getrieben werden.

Dr. Pfenninger führt aus, der Bankverein befinde sich in der gleichen Lage wie die Kreditanstalt. Was seine persönliche Funktion als Unterhändler für die Vergleichsverhandlungen anbelange, so habe er seinerzeit die «fifty-fifty»-Lösung[6] vorgeschlagen, ein Vorschlag, der vom Interhandel-Verwaltungsrat abgelehnt worden sei[7]. Sein Mandat als Unterhändler sei damit beendigt. Weiter bestehe allerdings seine Verantwortlichkeit als Mitglied des Verwaltungsrates.

Die derzeitige Lage beurteilt Dr. Pfenninger wie folgt:

Die Prozessaussichten sind, auch nach Ansicht der Interhandel-Anwälte in USA, nicht günstig. Die Vergleichsverhandlungen andererseits kamen namentlich im Hinblick auf den Wechsel in der amerikanischen Administration[8] vor ca. Jahresfrist zum Stillstand. Die Erwartungen, die an die Ernennung des Herrn Charles Wilson als Beauftragter der Interhandel geknüpft wurden, sind

---

4. *General Aniline & Film Corporation.*
5. *Die ordentliche Generalversammlung der Interhandel fand am 30. Juni 1960 statt.*
6. *Bei der* Fifty-fifty *Lösung geht es um die Vergleichsverhandlungen betreffend die Teilung des Erlöses des Verkaufs der GAF-Aktien, vgl.* E 2001(E)1978/84/545 *und die Notiz von R. Kohli und M. Gelzer vom 17. Juni 1959,* E 2808(-)1974/13/40 (DoDıS-14967).
7. *Vgl. die Aktennotiz von M. Gelzer vom 23. Juni 1959, ibid.*
8. *Die Administration Kennedy wurde am 20. Januar 1960 eingesetzt.*

heute zum mindesten in Frage gestellt. Seine besten Verbindungen besitzt der Genannte zu den Republikanern, wie denn auch ganz generell die Chancen für eine Lösung des Interhandelproblems im Falle eines republikanischen Wahlsieges vermutlich besser gewesen wären. Die Aussichten, auf dem Vergleichswege in Bälde zu einer Lösung zu finden, sind auch insofern gering, als die neue Verwaltung sich noch nicht einarbeiten konnte. Eine Erschwerung bedeuten überdies die hohen Kurse der Interhandelaktien. Die deutsch-amerikanischen Verhandlungen betreffend die Rückgabe der deutschen Guthaben vermögen die Situation kaum wesentlich zu beeinflussen. Jedenfalls ist es noch zu früh, dieses Element in den Verhandlungen mit den USA einzusetzen.

Trotzdem erscheint es besonders im Hinblick auf die bevorstehende Interhandel-Generalversammlung notwendig, dass der Verwaltungsrat etwas unternimmt. Deshalb der Plan, eine Delegation nach Washington zu entsenden[9]. Diese hätte keine eigentlichen Verhandlungen zu führen. Ihre Aufgabe wäre es lediglich, Kontakte anzuknüpfen, die Verhandlungsbereitschaft der amerikanischen Seite abzuklären und inskünftige Besprechungen vorzubereiten.

Dr. Pfenninger wäre dankbar, wenn diese Delegation, der er selbst angehören werde, über deren weitere Zusammensetzung aber noch Einverständnis erzielt werden müsse, auf die Unterstützung unserer Botschaft in Washington zählen könnte. Es handle sich namentlich darum, der Delegation bei der Herstellung der notwendigen Kontakte mit den amerikanischen Behörden behilflich zu sein.

Bundesrat Petitpierre erinnert an die dem Verwaltungsrat gegenüber schon mehrfach dargelegte Auffassung, wonach der Bund sich mit dem Interhandelfall möglichst wenig befassen möchte. Unsere Botschaft in Washington hat daher Instruktionen, die notwendige Zurückhaltung zu üben. Auch der Bund ist allerdings interessiert daran, dass die Angelegenheit einer Lösung zugeführt wird, und zwar wenn möglich auf dem Vergleichsweg[10].

Das Departement wird die Botschaft in Washington über den bevorstehenden Besuch einer Delegation des Verwaltungsrats orientieren und ist damit einverstanden, dass unsere Vertretung dieser Delegation im Rahmen des Möglichen mit Rat sowohl als auch bei der Vermittlung von Kontakten mit den USA-Behörden behilflich ist[11]. Wie bisher hat unsere Botschaft indessen sich von den Verhandlungen selbst fernzuhalten. Diese sind ausschliesslich Sache der Interhandel. Das Departement hat sich allerdings von jeher vorbehalten, sich bei Vorliegen einer nach seiner Auffassung annehmbaren Vergleichsofferte, die von Interhandel nicht akzeptiert werden sollte, an der weiteren Verfolgung der Angelegenheit desinteressiert zu erklären.

---

9. *Der Verwaltungsrat von Interhandel beabsichtigte E. Pfenninger und einen Mitarbeiter der Bankgesellschaft als Delegation in die Vereinigten Staaten zu entsenden, vgl. die Notiz von R. Kohli vom 23. Januar 1961, nicht abgedruckt. Schliesslich befand sich A. Schaefer von der Schweizerischen Bankgesellschaft vom 8.–13. Mai 1961 zu Besprechungen in Washington, vgl. den Bericht von A. Schaefer vom 15. Mai 1961,* E 2001(E)1978/84/445.

10. *Vgl. Notiz von M. Petitpierre vom 9 Juni 1959,* E 2800(-)1967/59/56 *und die Notiz von R. Kohli und M. Gelzer vom 17. Juni 1959,* E 2808(-)1974/13/40 (DoDIS-14967).

11. *Vgl. das Schreiben von R. Kohli an A. Lindt vom 28. Januar 1961,* E 2200.36(-)1976/154/28.

Minister Kohli erinnert an den Vergleichsvorschlag Pfenninger auf der Basis «fifty-fifty», der vom Interhandel-Verwaltungsrat seinerzeit zurückgewiesen worden sei, und betont, dass sich das Departement unter diesen Umständen in diese Angelegenheit nicht mehr einzumischen habe.

Zur Tätigkeit des Herrn Brupbacher stellt Bundesrat Petitpierre fest, dass der Genannte nicht im Auftrag des Departements handelt. Herr Brupbacher hat verschiedentlich bei uns vorgesprochen, um uns über seine Aktionen, so namentlich über seine Reisen nach den Vereinigten Staaten[12] auf dem laufenden zu halten, wobei er immer betonte, er unternehme alle seine Schritte in vollem Einverständnis mit Herrn Präsident Schaefer. Herr Brupbacher hat es offenbar verstanden, sich Zugang zu gewissen einflussreichen Persönlichkeiten in USA zu verschaffen. Ob seine Tätigkeit der Sache nützlich ist oder schadet, vermag das Departement nicht zu beurteilen.

Was schliesslich die Frage eines allfälligen Rücktritts der Vertreter der Kreditanstalt und des Bankvereins aus dem Interhandel-Verwaltungsrat anbelangt, so hält Bundesrat Petitpierre den gegenwärtigen Zeitpunkt hierfür nicht für sonderlich opportun. Ein solcher Rücktritt bedürfte jedenfalls einer sorgfältigen Vorbereitung, wobei es auch sehr darauf ankomme, wie er präsentiert werde.

Dr. Pfenninger stellt hierzu fest, dass im Verwaltungsrat des Bankvereins die Rücktrittsfrage bisher noch nicht diskutiert worden sei.[13]

---

12. *Zur Frage der verschiedenen Reisen von Ch. Brupbacher in die Vereinigten Staaten vgl.* E 2800(-)1967/59/56 *und* E 2200.36(-)1976/154/28.

13. *R. Pfenninger des Schweizerischen Bankvereins und E. Reinhardt der Schweizerischen Kreditanstalt traten im Juni 1961 aus dem Verwaltungsrat der Interhandel zurück, vgl. die Schreiben von R. Pfenninger an Ch. de Loës vom 2. Juni 1961 und von E. Reinhardt an Ch. de Loës vom 2. Juni 1961,* E 2001(E)1978/84/445.

121

E 2001(E)1979/28/9
[DoDiS-15578]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Publikation deutscher Akten

PO Bern, 7. Februar 1961

Auf Wunsch des Generalsekretärs sprach heute Botschafter Taylor, begleitet von Botschaftsrat Hooker, auf dem Departement vor. Anlass bildete die uns von den Amerikanern bekanntgegebene Absicht[2], drei deutsche Dokumente, die seinerzeit von den Alliierten erbeutet worden waren und schweizerisch-französische Gespräche aus der Zeit des Zweiten Weltkriegs zum Gegenstand hatten, zu veröffentlichen.

---

1. *Die Notiz wurde von R. Kohli verfasst.*

2. *Vgl. das amerikansiche Memorandum (nicht datiert),* E 2001(E)1979/28/9 (DoDiS-15579).

Minister Kohli legt einleitend die Gründe dar, aus denen wir es vorzögen, wenn amerikanischerseits auf die Publikation der Dokumente verzichtet würde. Nach den Gesprächen, die Miss Willis 1956 mit Ihnen sowie anschliessend mit Minister Zehnder geführt hatte[3], bestand schweizerischerseits der Eindruck, dass mit einer Publikation nicht mehr zu rechnen wäre. Die uns nun bekanntgegebene Absicht einer baldigen Veröffentlichung erscheint uns politisch untunlich. Wir würden Wert darauf legen, wenn sie unterbliebe.

In seiner Antwort weist Herr Taylor darauf hin, dass die Publikation auf einer Abmachung zwischen den drei Westalliierten beruhe und dass somit die Vereinigten Staaten nicht alleine zuständig seien. Die Durchführung der Publikation liege in der Hand eines «Historical Committee», das auf möglichst rasche Veröffentlichung dränge. Auf unsern Wunsch hin sei es dem Staatsdepartement 1956 gelungen, den Abdruck im damals erscheinenden Band X bis zur Veröffentlichung eines neuen Bandes aufzuschieben. Band XI stehe nun aber vor der Herausgabe, und es lasse sich kaum mehr verhindern, dass die drei Dokumente darin aufgenommen würden. Es sei schon als Erfolg zu werten, dass es 1956 gelungen sei, eine zweijährige Verschiebung, die dann effektiv fast fünf Jahre dauerte, zu erwirken. Im übrigen handle es sich, wie schon einleitend erwähnt, um ein Unternehmen der drei Westmächte. Die Amerikaner treffen damit nur ein Teil der Verantwortung. Sie seien übrigens die einzigen gewesen, die daran gedacht hätten, uns vorher zu konsultieren.

Mr. Hooker erinnert seinerseits daran, dass die in diesen Dokumenten enthaltenen Informationen schon verschiedentlich (Memoiren von Weizsäcker, Biographie von Canaris, Aussagen in Nürnberg, Schriften von Peter Dürrenmatt) verwertet werden und somit nicht als unbekannt gelten können.

Auf ausdrückliches Ersuchen von Herrn Minister Kohli erklärt sich Botschafter Taylor bereit, unsere Auffassung dem Staatsdepartement in Washington zur Kenntnis zu bringen.

Offenbar ist die Angelegenheit schon weit fortgeschritten. Aus Andeutungen ergibt sich, dass der Druck bereits erfolgt ist und nur noch die buchbinderische Arbeit beendet werden muss. Es ist schwerlich anzunehmen, dass die zuständigen Stellen auf ihren Entschluss zurückkommen werden. Eine Intervention in London und Paris dürfte unter diesen Umständen kaum mehr praktische Bedeutung aufweisen. Immerhin wissen die Amerikaner nun unmissverständlich, dass die bevorstehende Veröffentlichung unseren Wünschen widerspricht[4].

---

3. *Zur Frage der Publikation der Dokumente aus den deutschen Archiven vgl.* E 2001(E)1979/28/4 *und* E 2800(-)1967/60/9 *und DDS, Bd. 20, Nr. 102* (DoDiS-12080).

4. *Vgl. die Notiz von M. Petitpierre vom 21. April 1961, nicht abgedruckt* (DodiS-15581). *Der Band XI der* Akten zur deutschen auswärtigen Politik (1. September 1940–31. Januar 1941) *erschien am 25. April 1961, vgl.* E 2800(-)1967/60/9.

122

E 2003(A)1974/52/160
[DoDiS-15397]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Secrétaire général des Nations Unies, D. Hammarskjöld

Copie
L Personnelle Berne, 9 février 1961

J'ai bien reçu votre lettre du 3 janvier[1] et regrette de ne pas avoir pu y répondre plus tôt.

Dans cette lettre, vous me demandez si la Suisse serait disposée à verser une contribution au fonds des Nations Unies pour le Congo. J'ai tenu à m'entretenir de cette question avec M. Umbricht, que j'ai vu à fin janvier et dont, d'après ce que vous m'écrivez, l'activité au Congo a été appréciée.

La situation au Congo est jugée ici avec pessimisme. On éprouve la crainte que vos efforts et ceux de vos collaborateurs ne se heurtent à des difficultés sans cesse grandissantes. Des Suisses ont été molestés dans certaines régions du Congo. D'autres qui voudraient rentrer n'ont pas encore pu être rapatriés. L'opinion publique et sans doute aussi les Chambres fédérales, qui sont compétentes pour prendre une décision, seraient aujourd'hui hostiles à un appui financier qui serait donné au Congo. Mon Gouvernement, auquel j'ai soumis la question, est toujours prêt à soutenir vos efforts, mais il donne la préférence à une participation à des actions déterminées de caractère plutôt humanitaire ou technique.

Dans ces conditions, il serait inopportun que le Conseil fédéral soumette aux Chambres des propositions dans un sens positif. Si vous êtes d'accord, je laisserai donc cette affaire en suspens.

Comme vous le savez, entre temps j'ai obtenu un nouveau crédit d'un million pour la fourniture au Congo de prestations en nature[2].

---

1. *Cf. la lettre de D. Hammarskjöld à M. Petitpierre du 3 janvier 1961, non reproduite.*
2. *Il s'agit d'un crédit d'un million de dollars. Cf. la* Note au Chef du Département *de J. de Rahm du 24 janvier 1941, non reproduite, et le PVCF N° 170 du 27 janvier 1961,* E 1004.1(-)1000/9/645 (DoDiS-15346). *Sur l'aide suisse au Congo, voir aussi Nos 86 et 95 dans le présent volume, le PVCF N° 1568 du 16 juin 1960,* E 1004.1(-)1000/9/641 (DoDiS-15345), *la notice de R. Kohli du 25 août 1960,* E 2003(A)1971/44/99 (DoDiS-15344), *ainsi que le PVCF-D du 2 septembre 1960,* E 1003(-)1970/344/4 (DoDiS-15342).

123

E 2003(A)1974/52/173
[DoDiS-14754]

L'Ambassadeur de Suisse à New Delhi, J.-A. Cuttat, au Département politique

Aide suisse à l'étranger. Programme 1961

L New Delhi, 13 février 1961

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre du 27 janvier 1961[1], par laquelle vous m'avez fait parvenir le programme des actions de secours que l'Aide suisse à l'étranger compte entreprendre en 1961 avec la contribution de la Confédération de 900'000 francs[2]. Vous me demandez mon avis sur la partie du programme consacrée au Népal (pages 10 et 11) avant de soumettre le projet à l'approbation de l'Administration fédérale des Finances.

Les informations que j'ai recueillies sur la situation des réfugiés tibétains au Népal au cours de mon voyage à Katmandou en décembre dernier[3] et dans mes conversations avec M. Toni Hagen[4] concordent avec votre exposé. Aussi la contribution fédérale de 100'000 francs que vous envisagez me paraît-elle de l'argent bien utilisé. M. Hagen s'est rendu en hélicoptère, il y a quinze jours, dans les régions népalaises au sud du Mont Everest, où s'est établi un grand nombre de réfugiés tibétains. Ces hauts plateaux sont sans communication avec le reste du pays et si arides que les réfugiés ont à peine de quoi se nourrir. Ils vivent de ce qui leur reste des troupeaux qu'ils ont amenés avec eux du Tibet. L'unique solution paraît être de les faire descendre vers des régions plus fertiles et de les y établir de manière qu'ils puissent vivre des produits de la terre, tout en contribuant d'ailleurs au développement de ces vallées non peuplées.

M. Hagen est la personnalité idéale pour faire face à cette tâche. C'est l'homme qui connaît le mieux le Népal, m'a déclaré M. Koirala[5]. Il réunit les conditions voulues en ce qui concerne aussi bien les rapports avec les réfugiés que les contacts avec les autorités népalaises compétentes.

En ce qui concerne le premier point, M. Hagen a pu, au cours de son récent voyage susmentionné, gagner la confiance des lamas qui dirigent les divers groupes de réfugiés, grâce à ses relations personnelles avec le Dalaï Lama qu'il a été voir à deux reprises à Dharamsala. Il lui a suffi d'exhiber une photographie où il figure avec le chef de l'Eglise tibétaine pour s'assurer une véritable autorité. Il vient, en outre, de faire enregistrer des recommandations du Dalaï Lama à ses fidèles, recommandations dans lesquelles (sur

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. le programme de l'Aide suisse à l'étranger de K. Schmid à J. de Rham du 20 janvier 1961, non reproduit.*
3. *J.-A. Cuttat a séjourné au Népal du 11 au 19 décembre 1960.*
4. *Sur les activités de T. Hagen au Népal, cf.* E 2003(A)1974/52/157 *et* E 2003-03(-)1976/44/190.
5. *B. P. Koirala.*

le conseil de M. Hagen) le Dalaï Lama dissuade les réfugiés de poursuivre leur rêve chimérique de reconquérir le Tibet et les exhorte à chercher une seconde patrie là où ils bénéficient de l'hospitalité du Népal. M. Hagen pense que ces Tibétains sont intelligents et travailleurs et représentent une valeur au point de vue du développement agricole de leur pays de refuge. C'est ce qui me semble justifier, en particulier, la contribution de la Confédération.

Quant à l'appui du gouvernement, il me paraît acquis à M. Hagen. Le rapport de l'Aide suisse à l'étranger soulève le point de savoir si le récent coup d'Etat[6] ne crée pas une situation incertaine à cet égard. Je ne le crois pas. Le secrétaire chargé des Affaires étrangères, quelques jours après la destitution du gouvernement Koirala, m'a déclaré au nom du roi que M. Hagen pourra déployer comme par le passé son activité en faveur des réfugiés. Notre compatriote vient de me dire qu'il a pu effectuer sans difficulté son voyage en hélicoptère il y a quinze jours. Si une contre-révolution devait se produire et ramener au pouvoir M. Koirala, ce qui n'est pas exclu, rien ne serait changé à cet égard, même si la monarchie était renversée, dès lors que M. Koirala et ses collaborateurs avaient été les premiers à exprimer le désir que ce soit un Suisse, à savoir M. Hagen, qui fût chargé d'organiser les secours en faveur des réfugiés tibétains.

6. *Le coup d'Etat du Roi Mahendra contre le Gouvernement Koirala a eu lieu le 15 décembre 1960. Cf. la lettre de J.-A. Cuttat à M. Petitpierre du 21 décembre 1960,* E 2300(-)1000/716/302 (DoDiS-14732).

124

E 2800(-)1967/59/23
[DoDiS-15007]

Der schweizerische Botschafter in Washington, A. Lindt, an den Vorsteher des Politischen Departements, M. Petitpierre

T N° 82 Urgent / Geheim — Washington, 18. Februar 1961, 14 h 30

Ihre Nr. 46[1]. Da ich einen Entschluss[2] für dringend erachte, beantworte ich ihre Fragen, ohne ihren Brief[3] abzuwarten, mir allerdings vorbehaltend, meine Stellungnahme zu modifizieren, sollte dieser Angaben enthalten, die mir heute noch nicht bekannt sind. Seit meinem Nr. 78[4] hat sich die Lage ver-

1. *Vgl. das Telegramm Nr. 46 von M. Petitpierre an A. Lindt vom 18. Februar 1961, nicht abgedruckt.*
2. *Zur Frage der Ernennung von E. Smith zum amerikanischen Botschafter in der Schweiz vgl. das Telegramm Nr. 53 von A. Lindt ans EPD vom 8. Februar 1961, nicht abgedruckt* (DoDiS-14975) *und* E 2001(E)1976/17/308.
3. *Vgl. das Schreiben von M. Petitpierre an A. Lindt vom 17. Februar 1961, nicht abgedruckt.*
4. *Vgl. das Telegramm Nr. 78 von A. Lindt ans EPD vom 17. Februar 1961, nicht abgedruckt.*

ändert. Der Vorschlag Rusk, eine Wartezeit von zwei Wochen einzuschieben[5], beruht auf der Hoffnung, dass sie eine abkühlende Wirkung erzielen würde. Diese Erwartung hat sich nicht erfüllt. Die Pressekampagne in Amerika[6] wird heftiger, wobei auch die Schweiz immer mehr in die Diskussion hineingezogen wird. Die Möglichkeit rückt näher, dass eine amerikanische Zeitung auch auf die besonderen Aspekte des Falles Smith zu sprechen kommt, worüber ich Sie in meinem persönlichen handschriftlichen Brief von gestern informiert habe[7]. Der Präsident[8] könnte uns den Vorwurf machen, dass unser Zögern verantwortlich für die Fortführung dieser Attacken ist. Da aber auch die Schweizer Zeitungen notwendigerweise jeden amerikanischen Artikel abdrucken und dazu Stellung beziehen, hat sich eine recht ausserordentliche Situation herausgebildet: eine amerikanisch-schweizerische Presse-Attacke auf den amerikanischen Präsidenten. Dass unter diesen Umständen auch die Freunde der Nomination Smith zum Gegenangriff schreiten, hat der gestrige unflätige Artikel des *Journal of America*[9] gezeigt. Die Fortdauer dieses Zustandes wird für die Schweiz immer unerträglicher. Ein rascher Entschluss, der diesen Zustand beendigt, scheint mir notwendig. Dies schliesst a priori eine der drei Möglichkeiten aus, nämlich überhaupt keine Antwort zu erteilen. Verbleiben Erteilung oder Verweigerung des Agrément. Die Untersuchung, welcher dieser beiden Schritte für uns in Frage kommt, hat auf drei Ebenen zu erfolgen – der internationalen, derjenigen der amerikanisch-schweizerischen Beziehungen und derjenigen der Vertretung der amerikanischen Interessen in Kuba[10].

Primo: die Erteilung des Agrément. Die Frage der Nomination Smith ist in der ganzen Weltpresse erörtert worden. Dasselbe wird für unsere schliessliche Stellungnahme zutreffen. Die Erteilung des Agrément würde auf dieser Ebene als die Kapitulation des Schwachen vor dem Starken erscheinen, was unserem Ansehen abträglich wäre. Der Präsident würde unser Nachgeben als einen persönlichen Sieg betrachten, ohne dass dies aber seine Achtung für uns steigern würde. Ein Teil der öffentlichen Meinung und die ernst zu nehmende Presse Amerikas würden ähnlich urteilen wie das übrige Ausland. Für unsere zukünftigen Beziehungen mit Amerika wären die Resultante dieses Kräfteparallelogramms nicht förderlich. Denn in Amerika schafft das Nachgeben unter Druck einen Präzedenzfall, der im allgemeinen zur Auswertung reizt. Ein Nachgeben scheint mir aber, allein im Hinblick auf den Artikel des *Journal of*

---

5. *Vgl. das Telegramm Nr. 68 von A. Lindt an M. Petitpierre vom 14. Februar 1961, nicht abgedruckt.*

6. *Zur Pressekampagne vgl. die verschiedenen Zeitungsausschnitte,* E 2001(E)1976 /17/308.

7. *Lindt schreibt in diesem Brief:* Or il ne peut être exclu qu'une allusion ne paraisse tôt ou tard dans la presse. Madame S. *[Smith]* aurait été la maîtresse de K. *[Kennedy]* et il serait intéressé à la voir quitter le pays. On parle également d'un arrangement financier qui se serait effectué entre le père K. *[Kennedy]* et S. *[Smith]. Vgl. das Schreiben von A. Lindt an M. Petitpierre vom 17. Februar 1961, nicht abgedruckt.*

8. *J. F. Kennedy.*

9. *Vgl. den Artikel* Swiss Affront *des* Journal of America *vom 17. Februar 1961,* E 2001(E) 1976/17/308.

10. *Vgl. Nr. 116 in diesem Band.*

America, der übelsten Blackmail darstellt, schwierig. Aber auch mit der Erteilung des Agrement wäre die Angelegenheit nicht erledigt. Die Nomination Smith bedarf der Bestätigung durch die aussenpolitische Kommission des Senats. In diesen Hearings würden, aller Voraussicht nach, die Attacken gegen Smith neu erhoben, was zu einer Wiederbelebung der Pressekampagne, sowohl in Amerika wie in der Schweiz, führen würde. Ich nehme allerdings nicht an, dass die Senatskommission die Bestätigung verweigern würde. Was schliesslich unsere Vertretung der amerikanischen Interessen anbelangt, ist meiner Ansicht nach durch die Presseartikel die Gefahr gesteigert worden, dass Kuba unserer Aufgabe Schwierigkeiten bereiten könnte. Würde Castro die Akkreditierung seines Erzfeindes als amerikanischer Botschafter in Bern zum Anlass nehmen, um unserer Interessenvertretung in Havanna das Agrement zu entziehen? Er könnte sich dabei zur Rechtfertigung unserer eigenen, öffentlich bekannt gewordenen Zweifel an der Weisheit der Ernennung Smith's bedienen.

Secundo: die Verweigerung des Agrement. International würde diese Wahrscheinlichkeit als ein mutiges Zeugnis schweizerischer Unabhängigkeit gewertet. Das Gleiche lässt sich von der grossen amerikanischen Presse, von zahlreichen Mitgliedern des Senats und des Kongresses annehmen. Was wäre die Reaktion des Präsidenten? Die Antwort ist schwierig. Folgende Möglichkeiten lassen sich annehmen:

1. Der Präsident, selbst mutig, hat in seinem Buch *profiles in courage*[11] ein Hohelied auf die menschliche Tapferkeit geschrieben. Rachsüchtigkeit und Kleinlichkeit werden ihm nicht nachgeredet. Er könnte sich zwar im Augenblick erzürnen, würde uns die Sache aber nicht nachtragen.

2. Man hat es bei den Kennedys mit einem irischen Clan zu tun, in dem der Vater[12] versteckt, aber doch wirksam den Einfluss des Ältesten ausübt. Es ist der Vater, der das grösste Interesse an der Nomination Smith zu haben scheint. Würde der Clan Kennedy die Verweigerung des Agrement als einen persönlichen Affront auffassen, müssten wir mit einigen Versuchen rechnen, uns Schwierigkeiten zu machen. Es scheint aber schon heute fest, dass auf dem Gebiet der Presse die Freunde des Smith nicht Eingang in die Spalten der Zeitungen finden können, die ein nationales oder übernationales Ansehen geniessen. Sollten sich die Schikanen auf die Behandlung der bilateralen Fragen zwischen unseren Ländern erstrecken, könnten wir wohl auf eine recht heftige Reaktion der amerikanischen öffentlichen Meinung zu unseren Gunsten zählen – unter der Voraussetzung allerdings, dass die Öffentlichkeit davon Kenntnis erhält. Ich hatte nach meinen Gesprächen mit Kabinettsmitgliedern und hohen Beamten allerdings die Hoffnung erhalten, dass bezüglich unserer festgefrorenen Fragen ein Tauwetter einsetzen könnte. Es lässt sich nicht sagen, ob unser Entscheid dies ändern würde oder nicht. Ich rechne allerdings damit, dass sich wenige der sehr ehrenwerten und aufrechten Mitarbeiter des Präsidenten rückhaltlos mit dem Clan identifizieren würden. Denn die neue Regierung kam zur Macht mit der Forderung nach einer ausschliesslich sachlichen Politik. Ob der Präsident in seiner Verärgerung das Mandat zurückziehen würde, das uns

11. *J. F. Kennedy,* Profiles in courage*, New York 1955.*
12. *J. P. Kennedy.*

die Vereinigten Staaten betreffs ihrer Interessen in Kuba übertragen haben, kann man nicht wissen. Ein solcher Schritt könnte nur ihm und nicht uns zur Last gelegt werden. Es erschiene auch offenkundig als Racheakt, unter dem einzig die amerikanischen Interessen zu leiden hätten. Möglich wäre vielleicht auch, dass der Präsident sein Missfallen dadurch ausdrücken würde, dass er den Berner Posten für längere Zeit unbesetzt liesse. Ich möchte nicht die Möglichkeit ausschliessen, dass sich für uns Schwierigkeiten ergeben können. Nur Spekulationen sind möglich. Aber diese denkbaren Schwierigkeiten wiegen meiner Ansicht nach leichter als die Nachteile, welche sich aus der Erteilung des Agrement bezüglich höheren und ungleich wichtigeren allgemein staatlichen Interessen ergeben würden. Der Entschluss ist uns durch die Art des amerikanischen Vorgehens, für das die amerikanische Regierung allein die Verantwortung trägt, aufgezwungen worden.

Unabhängig von der Art des Entscheides, den der Bundesrat treffen wird, sollte mir genügend Zeit gelassen werden, mit Dean Rusk abzuklären, ob in der Einstellung des Weissen Hauses eine Veränderung eingetreten ist[13].

13. *Vgl. Nr. 126 in diesem Band.*

125

E 2300(-)1000/716/472
[DoDIS-15813]

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Tunis, L. Guillaume, à la Division des Affaires politiques du Département politique

Quelques aspects des relations entre la Suisse et la Tunisie

LP Tunis, 21 février 1961

Le séjour privé que passe actuellement en Suisse le Président Bourguiba et les occasions de contacts personnels qu'une telle circonstance semblent offrir, m'amènent à rappeler certains aspects des relations que nous entretenons avec la Tunisie en passant sous revue quelques questions en suspens.

Comme vous le savez, le Gouvernement tunisien, ses autorités et la population de ce pays manifestent généralement à l'endroit de la Suisse une sympathie très nettement marquée. Les Tunisiens admirent nos institutions démocratiques, notre pondération, notre volonté de rester à l'écart des grands conflits internationaux et sont prêts à nous témoigner leur amitié. Ils voudraient être payés de retour avec plus de spontanéité de notre part. Cependant, leur mentalité à la fois d'adultes, d'adolescents et parfois même de grands enfants, en font des partenaires souvent déconcertants.

Pour les comprendre, et surtout pour maintenir le dialogue et les amener à partager nos vues lorsque nos intérêts sont en cause, il faut une patience presque sans limites. Toute réaction quelque peu violente, ou simplement pressante, les conduit à se dérober, à se rendre inconsistants. Comme me le

disait l'Ambassadeur d'Italie[1], qui est arrivé à force de ténacité à certains résultats en faveur de l'importante colonie de son pays en Tunisie, l'excessive susceptibilité des Tunisiens leur fait vite perdre de vue le fond des problèmes. Il faut prendre les choses avec une patience à toute épreuve, au risque même de paraître ridicule aux yeux de son propre Gouvernement – ajoutait encore ce diplomate non sans un sourire un peu amer

Ce qu'il importe avant tout, c'est de maintenir un climat de confiance et de compréhension, et cela à partir de relations directes, personnelles et humaines.

C'est en cherchant à créer et à entretenir une telle ambiance que les rapports entre nos deux pays ont évolué tout au long de ces dernières années. Ceux-ci ont suivi des fluctuations au gré surtout des difficultés éprouvées par la Tunisie dans ses relations avec l'ancienne Métropole. En ce moment, nous pouvons qualifier nos propres rapports comme généralement bons et même confiants.

Pour la première fois depuis 1952 (hormis les années 1953 et 1954 où les chiffres s'équilibraient), on enregistre plus d'arrivées que de départs dans la colonie suisse. Celle-ci a tendance à changer peu à peu de physionomie. Bon nombre d'anciens résidents sont partis, tandis que des experts, des techniciens, viennent assurer la relève.

D'une statistique récente, il ressort que 29 experts suisses travaillent à des titres divers à l'édification de la nouvelle République. Une vingtaine de jeunes enseignants y ont trouvé un champ d'expérience profitable à leur formation, avant de reprendre au pays le fil de leur carrière. Dix-sept personnes sont occupées dans la branche hôtelière, dont six à sept directeurs d'hôtels. Dans l'ensemble, on peut dire que les Tunisiens ne montrent pas d'esprit tracassier à l'encontre des nouveaux arrivés; certains d'entre eux ont même trouvé un emploi en dépit d'antécédents parfois peu recommandables.

Sur le plan économique cependant, on pourrait faire davantage. En premier lieu, il conviendrait de renouveler les accords commerciaux. Comme vous le savez, cette question est restée pratiquement irrésolue depuis le mois de mai 1960, époque à laquelle une délégation suisse était venue tenter de mettre un accord sur pied[2]. Les Tunisiens nous avaient demandé d'accepter un contingent de vin, au même titre que nous l'accordons pour d'autres pays. Vu la situation difficile dans le domaine vinicole suisse, les autorités fédérales n'ont pas été en mesure d'accéder à cette requête. Même attitude négative de notre part en ce qui concerne l'ouverture d'un pavillon suisse à la Foire internationale de Tunis, ce qui a malheureusement amené nos partenaires tunisiens à adopter une position peu compatible avec des engagements qu'ils avaient pourtant formellement souscrits à propos de l'octroi d'un contingent «foire» pour les importateurs de produits de notre industrie, qui avaient assumé la peine et les frais d'un stand particulier. En liaison avec la question du renouvellement de l'accord commercial, se pose également le problème des relations financières. A ce sujet, il y a lieu de mentionner

1. *Il s'agit d'A. M. Mazio.*
2. *Cf. PVCF N° 689 du 25 avril 1960,* E 1004.1(-)1000/9/636 (DoDiS-15862).

les difficultés rencontrées notamment dans le transfert des cotisations au Fonds de Solidarité.

Signalons encore que dans le domaine des visas, les autorités suisses ont de même opposé un refus à la demande tunisienne de supprimer le visa consulaire en faveur des ressortissants de ce pays. Ne pouvant pas celer leur dépit, les Tunisiens introduisirent assez brutalement un contrôle intransigeant à la frontière à la veille de Noël, contrôle qui fut momentanément interrompu sur demande de la Légation, mais reprit après les fêtes de fin d'année; actuellement, il a tendance à se faire plus souple. Au reste, de conversations engagées avec les autorités tunisiennes à propos de ces visas, il ressort de plus en plus que celles-ci désireraient obtenir des facilités principalement pour en faire bénéficier les Algériens, à qui elles délivrent des passeports tunisiens en nombre malheureusement croissant semble-t-il depuis ces derniers mois.

Dans d'autres domaines, les autorités tunisiennes ont montré apparemment plus de compréhension. Il s'agit notamment de l'autorisation donnée à l'Union Suisse, dont la fondation remonte à l'année 1918 et qui groupe nos compatriotes en une société de secours mutuel. Toutes les associations étrangères, en effet, devaient obtenir une autorisation en vue de continuer leur activité. Une telle autorisation a été provisoirement accordée en faveur de cette Société Suisse, et des assurances données qu'elle le sera bientôt définitivement.

Je ne voudrais pas omettre de citer encore quelques questions mineures touchant aux facilités douanières à l'intention des membres des missions étrangères et qui souffrent de certaines lenteurs. Le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères examine en ce moment le problème dans son ensemble, cela à la suite de démarches tant du Doyen du Corps diplomatique que des Représentations intéressées.

En dépit de ces quelques difficultés, nous cherchons à montrer avec une inlassable patience aux Tunisiens notre volonté d'entraide dans les secteurs de l'activité nationale où nous avons le sentiment d'apporter une contribution modeste, mais si possible efficace. C'est ainsi que dans le tourisme, le Département politique – comme vous le savez – a accordé des bourses permettant à des jeunes Tunisiens de se perfectionner professionnellement dans ce domaine[3]. Les autorités fédérales ont marqué aussi leur intérêt à l'endroit du secteur laitier. Un jeune expert de l'Ecole polytechnique est actuellement sur place afin d'examiner la possibilité de coordonner les efforts des autorités du pays à l'effet d'améliorer le ramassage et l'utilisation rationnelle du lait dans la région du Gouvernorat du Kef. D'autre part, deux jeunes agriculteurs tunisiens se trouvent présentement en stage en Suisse, dont notamment à l'Ecole d'agriculture de Neuchâtel. (L'un d'eux est le frère du Chargé d'affaires de Tunisie à Paris.)

Des efforts ont été entrepris dans le domaine de l'aide à l'enfance et aux réfugiés algériens sur territoire tunisien, sous forme de contributions en espèces

---

3. *Pour ces questions, cf. les dossiers cotés:* F. Œuvres d'entraide *de l'Ambassade de Suisse à Tunis,* E 2200.158(-)1981/75/1–5.

et en nature. Récemment furent inaugurés deux centres destinés à faciliter la distribution de vivres aux réfugiés algériens, centres devant ensuite revenir à la population tunisienne comme dispensaire ou école.

Actuellement sont engagés des pourparlers avec le Vestiaire national tunisien, dont la Présidente est Mme Saïda Sassi, nièce du Président Bourguiba, en vue d'équiper des ateliers avec des machines à tricoter suisses destinées à la fois à donner du travail à des jeunes femmes tunisiennes et à distribuer le produit de cette fabrication à l'enfance déshéritée.

L'Aide suisse à des régions extra-européennes (ASRE) a créé un centre de formation professionnelle à Haffouz pour les «enfants de Bourguiba».

Ces divers gestes de la Suisse en faveur de la Tunisie illustrent bien nos efforts constants, à l'effet de venir en aide à ce jeune pays en voie de développement. Il est hors de doute que si les relations amicales, dont on peut certes se féliciter de part et d'autre, devaient être mises en forme dans un traité d'amitié, nous pourrions nous réserver des perspectives avantageuses pour nos importations, pour l'établissement des membres de la colonie et pour la réalisation de notre politique de solidarité envers les Etats africains nouvellement devenus indépendants.

126

E 2800(-)1967/59/23
[DoDiS-15008]

L'Ambassadeur de Suisse à Washington, A. Lindt, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

T N° 91 Secret — Washington, 22 février 1961, 18 h 15

Le président[1] me convoqua aujourd'hui pour 3.15 pour m'annoncer qu'il avait demandé à Smith de se retirer[2]. Il fera annoncer la nouvelle dans les prochains jours. Très sérieux, il me dit qu'il manquerait de franchise s'il ne m'avouait pas qu'il considère notre réception d'une nomination que le président avait faite lui-même et qui concernait un ami personnel et un homme capable, comme un geste peu amical envers sa personne. Devoir se retirer apporterait un coup très dur à son ami Smith. Il écouta tranquillement mes explications comment l'affaire s'était développée et demanda si les informations qu'il avait reçues selon lesquelles la Suisse serait prête à se décharger du mandat concernant les intérêts américains à Cuba[3] étaient exactes. Je répondis qu'il n'en était rien.

Je considère le fait que le président tint à m'expliquer personnellement ses sentiments de déplaisir et de désappointement digne d'un homme courageux et franc. Subirons-nous les conséquences de ce déplaisir? Il est trop tôt pour

1. *J. F. Kennedy.*
2. *Sur la question de la nomination de E. Smith, cf. N° 124 dans le présent volume.*
3. *Cf. N° 116 dans le présent volume.*

le dire. La presse suisse pourrait aider à aplanir les vagues en arrêtant rapidement toute campagne[4]. Reste à voir sous quelle forme le retrait de Smith sera annoncé ici[5].

4. *Sur la réaction de la presse suisse, cf. les coupures de presse,* E 2001(E) 1976/17/308.
5. *Cf. la note N° 115 de l'Ambassade des Etats-Unis à Berne du 1er mars 1961, ibid. H. J. Taylor, Ambassadeur des Etats-Unis à Berne quitte la Suisse le 28 février 1961. Le 25 juillet 1961, son successeur, R. McKinney, présente ses lettres de créance.*

127

E 2001(E)1976/17/386
[DoDiS-15289]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Katangische Studenten; Banknoten für Katanga und Guinea

PO Bern, 23. Februar 1961

Sie haben gewünscht[2], über die beiden randvermerkten Fragen näher orientiert zu werden. Wir können Ihnen folgendes mitteilen:

1. Studenten aus Katanga

Es ist zutreffend, dass sich junge Katanger in grösserer Zahl in unserem Lande aufhalten. Ihrer Anwesenheit liegt eine von den Behörden in Elisabethville (Tschombé) geförderte und wahrscheinlich von der «Union minière» finanzierte Aktion zugrunde, als deren Trägerin ein «Bureau d'Etudes Belgo-Suisse» auftritt. Leiter der Aktion ist ein Franzose namens Texier. In der Schweiz ist das Bureau vertreten durch den Genfer Anwalt Jean-François Martin, der den Verkehr mit den eidgenössischen, kantonalen und Gemeindebehörden besorgt.

Zweck der Aktion ist, junge Katanger, die in ihrem Lande zur Übernahme von Verwaltungsposten vorgesehen sind, in die administrativen, wirtschaftlichen, sozialen und politischen Aufgaben der Verwaltungsorganisation einzuführen. Zurzeit befinden sich bei uns 77 dieser Studenten in drei auf Fribourg, Neuchâtel und Sion verteilten Gruppen, wo sie in Sammelquartieren untergebracht sind und in speziell für sie organisierten Kursen (vornehmlich an den Universitäten bzw. der Handelsschule von Sion) ausgebildet werden.

Die Einreise dieser Leute erfolgte teils im Oktober, teils im Dezember 1960. Das schweizerische Einreisevisum war ihnen von der Eidg. Fremdenpolizei zum voraus zugesichert worden; es wurde ihnen – da der Delegierte unseres Generalkonsulates in Léopoldville für die Provinz Katanga keine Visumkom-

1. *Diese Notiz für M. Petitpierre wurde von R. Probst verfasst.*
2. *Vgl. die Notiz von M. Petitpierre vom 20. Februar 1961, nicht abgedruckt.*

petenz besitzt – bei der Ankunft in Cointrin ausgestellt. Von einer visumlosen Einreise kann also nicht die Rede sein. Sämtliche 77 Stipendiaten werden unser Land – die Neuenburger und Freiburger Gruppe nach Absolvierung eines sechsmonatigen, die Walliser Gruppe nach Beendigung eines dreimonatigen Zyklus – Ende März verlassen.

Die wesentlichen Vorbereitungen für den Stage waren von Anwalt Martin direkt mit den zuständigen kantonalen Behörden getroffen worden. Die Eidg. Fremdenpolizei hatte ihrerseits vor der Visumerteilung mit unserem Dienst für Technische Hilfe Fühlung genommen, der dem Projekt durchaus fernsteht, aber grundsätzlich keine Einwendungen erhob. Dagegen wurden die Bundespolizei und die Abteilung für politische Angelegenheiten nicht konsultiert. Wir haben inzwischen gemeinsam das Nötige veranlasst, damit Entscheide dieser Art inskünftig unter Mitwirkung aller interessierten Bundesstellen (Frepo, Bupo, Technische Hilfe, Sektion West) und unter Berücksichtigung sämtlicher, auch der politischen Gesichtspunkte erfolgen.

Im Sinne dieser Vereinbarung hat die Eidg. Fremdenpolizei das Departement benachrichtigt, dass ihr zurzeit ein neues Gesuch von Herrn Martin für die Einreise eines zweiten Kontingents von 60 katangischen Stipendiaten vorliegt, die im Rahmen der gleichen Organisation von April bis Juni 1961 in Sion einen dreimonatigen Kurs absolvieren sollen. (Für den Herbst 1961 sind wieder sechsmonatige Kurse in Neuchâtel und Fribourg geplant.) Die Walliser Behörden sind mit dem neuen Projekt einverstanden; der Dienst für Technische Hilfe hat seinerseits nichts dagegen einzuwenden, nachdem sich die Anwesenheit der katangischen Stipendiaten auf die Plazierung seiner eigenen Kandidaten nicht nachteilig ausgewirkt hat.

Wir sind uns, bei der speziellen Stellung Katangas, gewisser politischer Risiken, die mit der Angelegenheit namentlich nach den jüngsten Ereignissen verbunden sind, vollauf bewusst. Anderseits waren die Erfahrungen mit den katangischen Stipendiaten bisher gut. Zu beachten ist auch, dass Katanga der einzige Teil des Kongo ist, in dem unsere dort lebenden Landsleute bisher praktisch nie behelligt wurden, während sie namentlich in den «lumumbistischen» Gebieten (Province Orientale, Kivu) dauernd schweren Anfechtungen ausgesetzt sind. Schon nur aus Rücksicht auf unsere Kolonie und die nicht unbedeutenden schweizerischen Wirtschaftsinteressen in Katanga neigen wir deshalb in Abwägung der verschiedenen Umstände dazu, uns der geplanten Einreise der zweiten Gruppe nicht zu widersetzen; dabei behalten wir uns selbstverständlich vor, die Situation im Herbst neu zu überprüfen. – Dürfen wir Sie um Mitteilung bitten, ob Sie damit einverstanden sind?

2. Banknoten für Katanga und Guinea

Ein erster Druckauftrag für Katanga-Banknoten war, wie Sie wissen, vergangenen Herbst von der katangischen «Regierung» an die Roto-Sadag SA in Genf vergeben worden. Wir hatten, als wir davon Kenntnis erhielten, die Rechtslage geprüft, waren aber zusammen mit der Bundesanwaltschaft zum Schlusse gelangt, dass die Bundesbehörden über keine Handhabe verfügten, um gegen die Übernabme eines solchen Auftrags (privates Rechtsgeschäft)

einzuschreiten. Für Einzelheiten sei auf die Ihnen hierüber von uns am 17. November 1960 erstattete Notiz (Beilage)[3] hingewiesen.

Es hat sich inzwischen gezeigt, dass diese Banknoten hinsichtlich Papier- und Druckqualität ungenügend sind. Es wird deshalb von katangischer Seite ein Neudruck erwogen, wobei der Auftrag möglicherweise an Orell Füssli in Zürich vergeben werden soll. Wir haben der Nationalbank, die von Orell Füssli um Stellungnahme ersucht worden war, mitgeteilt, dass wir gegen die Übernahme des Auftrags durch die Zürcher Firma keine Einwendungen erheben würden, dass aber ein politisches Interesse an der Sache für uns an und für sich nicht bestehe und dass sie somit rein vom kommerziellen Standpunkt aus betrachtet werden müsse.

Von einem Druckauftrag fur Guinea-Banknoten, der von der Schweiz zurückgewiesen worden sei, ist weder dem Politischen Departement noch der Nationalbank (Dir. Hay) irgend etwas bekannt. Das schliesst nicht unbedingt aus, dass eine private Firma ein entsprechendes Angebot aus kommerziellen Gründen abgelehnt haben könnte. Doch erscheint dies unwahracheinlich; denn die Zahl der Firmen, die über das Rüstzeug für den Banknotendruck verfügen, ist gering, und die Nationalbank wird von ihnen in der Regel über solche Geschäfte orientiert gehalten. – Die zur Diskussion stehende Behauptung wegen der Guinea-Banknoten geht übrigens auf die «Voix ouvrière»[4] zurück; die Schweizerische Politische Korrespondenz hat bereits vor zwei Wochen dagegen Stellung genommen (Beilage)[5].

Wegen des erneuten Vorwurfs der «Voix ouvrière» vom 16. Februar (Beilage)[6], wonach Guinea verhindert worden sei «de frapper monnaie chez nous», haben wir uns noch mit der Eidg. Münzstätte (Dir. Schmid) ins Benehmen gesetzt, die schon verschiedentlich ausländische Prägaufträge übernommen hat. Auch sie weiss von einer guineischen Anfrage betreffend die Prägung von Münzen nicht das geringste. Diese Behauptung der «Voix ouvrière» ist also offensichtlich ebenfalls unwahr.

Der Vollständigkeit halber sei erwähnt, dass die Firma Courvoisier in La Chaux-de-Fonds anscheinend ihrerseits mit dem Druck von Katanga-Briefmarken betraut worden ist.

---

3. *Vgl. die Notiz von R. Kohli an M. Petitpierre vom 17. November 1960, nicht abgedruckt* (DoDIS-15332).

4. *Zur Frage der Rolle der* Voix Ouvrière *betreffend die Diskussion um den Druck von Banknoten für Guinea vgl. die Notiz von B. Turrettini vom 14. Oktober 1960,* E 2003(A) 1971/44/98.

5. *Diese Beilagen befinden sich nicht im Dossier* C.41.Congo.121.0 (Allgemeines), E 2001(E) 1976/17/386.

6. *Idem.*

128

E 2003(A)1974/52/166
[DoDiS-15378]

Rapport interne du Département politique

Rapport sur le voyage de service à Léopoldville effectué par M. Ernest Andres, du 7 au 13 février 1961

R AE Berne, 25 février 1961

A la suite de la décision prise par le Conseil fédéral le 27 janvier 1961 au sujet de l'aide à accorder aux quelque 300'000 réfugiés baloubas menacés de famine réfugiés au sud de la province du Kasai au Congo[1], le Chef du Département politique[2] donna son accord à ce que je me rende à Léopoldville à bord du cargo de la Swissair affrété par la Confédération, afin de remettre officiellement aux services des Nations Unies au Congo, chargés de l'action de secours pour les réfugiés baloubas, la première partie du don de la Suisse. Cette courte mission devait être combinée avec diverses tâches en rapport avec le rapatriement de Suisses qui, de la province du Kivu, s'étaient réfugiés au Ruanda Urundi à la suite des événements politiques.

Après plusieurs retards dus à des raisons techniques, le cargo-liner DC 6-A de la Swissair décolla de Kloten le mardi 7 février à 22.20 h. avec à bord huit hommes d'équipage sous la conduite du capitaine Patch, M. Konrad Stäuble, laborant de l'équipe médicale suisse et moi-même, et emportant 5,4 tonnes de lait entier en poudre (108 sacs de 50 kg), 77 colis de médicaments (poids net 2688 kg, poids brut 3284 kg), 14 colis de vivres (404 kg brut) destinés à l'équipe médicale suisse, ainsi que 16 sièges, des couchettes transportables pour enfants et de la nourriture prévus pour le rapatriement des Suisses du Kivu.

Avant l'envol, j'ai été sollicité par la télévision suisse et Radio-Berne de faire deux courtes déclarations sur le but du voyage.

Après deux escales d'environ une heure à Tripoli (02.30 h.) et Kano (09.30 h.), l'avion a atterri à N'Djili, aéroport de Léopoldville, le mercredi 8 février à 15.20 h., soit 17 heures après le départ de Kloten. Nous y avons été accueillis par M. Paul Jaccaud, notre vice-consul à Léopoldville, et notre compatriote M. Huber, qui avait été chargé de faire mettre à bord du cargo environ 2 tonnes d'effets personnels appartenant à des compatriotes de Léopoldville.

Rapatriement des Suisses

Dès mon arrivée à Léopoldville, M. Jaccaud m'informa que le Consulat général était sans nouvelles des Suisses qui, de Goma et de Shangugu, lui avaient fait part de leur désir d'être rapatriés en Suisse. A la suite d'une entrevue qui eut lieu au Consulat général entre M. Boetschi, le capitaine Patch, M. Jaccaud et moi-même, notre consul général décida que, malgré l'absence d'indications

1. *Cf. PVCF N° 170 du 27 janvier 1961,* E 1004.1(-)1000/9/645 (DoDiS-15346).
2. *M. Petitpierre.*

concrètes que ces compatriotes se trouvent déjà à Usumbura (Ruanda Urundi), l'avion poursuivrait sa course comme prévu et il confia à M. Jaccaud la mission de faire profiter le plus grand nombre possible de compatriotes de cette occasion de rentrer en Suisse avec leurs bagages. Je transmis à M. Jaccaud les instructions que j'avais moi-même reçues de M. Probst et de M. Otth, de l'EZAF[3], quant aux renseignements à câbler d'urgence à Zurich, pour l'accueil des rapatriés. J'accompagnai M. Jaccaud à l'aéroport le matin du 9 février; l'avion décolla peu après 7 heures, avec, comme charge, les 2 tonnes d'effets personnels des Suisses de Léopoldville.

Rentré à Léopoldville le soir du vendredi 10 février, M. Jaccaud put informer M. Boetschi du succès de sa mission. Arrivé à Usumbura vers midi le 9 février, il y avait trouvé presque tous les compatriotes prévus pour le rapatriement. Il alla lui-même à la rencontre de deux retardataires et l'avion put décoller d'Usumbura le vendredi 10 février peu après 11.00 h., avec à bord 19 Suisses (dont 9 enfants) et 2 Hollandais, ainsi que 3 tonnes de bagages venant s'ajouter aux 2 tonnes de Léopoldville.

L'EZAF ayant immédiatement reçu les renseignements requis via Swissair-Zurich depuis Usumbura, le nécessaire put être fait pour accueillir nos compatriotes à leur arrivée à Kloten, à 5 heures du matin le samedi 11 février. Pour la plupart de ces rapatriés, des parents se trouvaient déjà sur place pour les ramener chez eux. La radio et la presse étaient également représentées à Kloten lors de cette arrivée.

Réfugiés baloubas au Sud-Kasai

Le mercredi 8 février, vers 18.00 h., soit moins de cinq heures après l'arrivée de l'avion de la Swissair, les marchandises destinées à l'ONUC à Léopoldville avaient été déchargées par des troupes des Nations Unies et entreposées dans des dépôts à proximité de l'aéroport.

Le 9 février, à 11.00 h., M. le consul général Boetschi et moi-même fûmes reçus, en l'absence de M. Sture Linner (qui était parti à Addis Abeba pour assister à la conférence économique d'Afrique) par M. Anthony Balinski, chef par interim des opérations civiles des Nations Unies au Congo et par M. John Grun, coordinateur principal des actions de secours des Nations Unies au Congo, à l'Hôtel Royal, quartier général des Nations Unies au Congo. En remettant à M. Balinski une lettre de notre Département rédigée dans les mêmes termes, j'informai les deux fonctionnaires des Nations Unies que les autorités suisses avaient déjà eu l'occasion d'aviser le Secrétaire général des Nations Unies de la décision du Gouvernement suisse de participer, par un envoi de 50 tonnes de lait en poudre et de médicaments, à l'action de secours engagée en faveur des réfugiés baloubas au Sud-Kasai[4] et que nous étions heureux de pouvoir mettre à leur disposition à l'aéroport de Léopoldville une partie du don de la Confédération, soit 5,5 tonnes de lait entier en poudre et 3,3 tonnes de médicaments dont l'urgente nécessité nous avait été indiquée par l'OMS. Je les ai en outre informés qu'une cargaison de 40 tonnes de lait écrémé en poudre,

3. *Office central fédéral chargé des questions relatives aux Suisses à l'étranger.*
4. *Cf. N° 122 dans le présent volume, note 2.*

de 4,5 tonnes de lait entier en poudre et de 5 tonnes de médicaments serait expédiée par bateau, d'Anvers, le 6 mars, et qu'elle arriverait à Matadi vers le 23 mars, à l'adresse de l'ONUC. J'exprimai en outre l'espoir que ce don du Gouvernement suisse, s'ajoutant aux secours que d'autres pays avaient déjà fait parvenir au Congo, contribuerait à remédier à la situation critique dans laquelle se trouvaient les réfugiés baloubas.

M. Balinski nous remercia de ce don du Gouvernement suisse qui, une fois de plus, rappellera au monde l'admirable générosité du peuple suisse. Il me chargea de transmettre l'expression de sa vive gratitude à nos autorités qui avaient bien voulu s'associer à cette action de secours internationale. Ce qui était important pour ses services n'était pas le plus ou moins grand volume de l'aide apportée par les différents pays, mais bien que des gouvernements offrent spontanément leur concours quand le besoin s'en fait sentir.

Entrant dans le vif du sujet qui m'intéressait plus particulièrement, M. Balinski nous fit savoir que depuis quelques semaines déjà d'importantes quantités de produits de base comme riz, farine de mais, huile de palmiste et du poisson séché avaient pu être acheminées par avion sur Bakwanga, dans le Sud-Kasai, pour y être distribuées aux populations nécessiteuses. Si le lait en poudre suisse serait probablement stocké pour un certain temps à Léopoldville, dans les entrepôts des services de secours de l'ONUC, les médicaments en revanche seraient immédiatement acheminés sur Bakwanga pour y être utilisés dans les centres médicaux dont l'OMS a la responsabilité.

M. Balinski a regretté que la presse mondiale continue à parler du chiffre approximatif de 200 décès par jour parmi la population balouba, quand en fait la mortalité de ces réfugiés était tombée assez rapidement dès les premières distributions de lait en poudre par l'UNICEF pour se situer, à l'heure actuelle, autour du chiffre de 20 personnes, pour autant que ce chiffre signifie quelque chose. M. Grun ajouta que le volume du travail en rapport avec la mise en place de l'appareil de distribution de son service de secours ne lui avait pas permis de tenir au courant les pays donateurs et le public en général de l'amélioration de la situation; un rapport détaillé allait cependant être rédigé à l'intention de New York et un communiqué serait publié dès que possible.

Lors d'un entretien subséquent que j'ai eu avec M. Grun et M. Tobee au sujet de l'organisation des secours aux réfugiés baloubas, la situation, telle que nous la connaissions par les rapports que nous a fait tenir M. Borsinger, délégué spécial du CICR, me fut confirmée, à la différence près que l'ONU, avec l'UNICEF, semble s'attribuer le mérite d'avoir reconnu et remédié à la situation. Devinant ma question de savoir pourquoi les Nations Unies, connaissant depuis le mois de septembre déjà le problème qu'allaient devenir les réfugiés baloubas refoulés dans le «triangle aride» au sud de Luluabourg, n'avaient pas pris plus tôt des mesures effectives pour parer au danger de famine, M. Grun m'expliqua que ses services, dès que fut connue l'ampleur du problème, avaient songé à le faire connaître plus généralement par le canal de la presse mondiale. Or, le correspondant à Léopoldville du «Guardian» se serait vu refuser par sa rédaction un papier sur la famine des réfugiés baloubas, et ceci au mois de novembre 1960 déjà. Ce ne serait que lorsque M. Dayal, rompant avec les règles observées aux Nations Unies,

aurait emmené avec lui un groupe de journalistes lors de la visite éclair qu'il effectua dans le Sud-Kasai peu avant Noël, que la nouvelle de la famine qui régnait dans cette partie de la province de M. Kalondji aurait éclaté comme une bombe.

M. Grun ne me parla pas du rôle que le CICR avait joué dans la distribution des secours avant que les Nations Unies en prennent la responsabilité. Il m'a semblé toutefois que les services civils des Nations Unies au Congo, quoiqu'ils aient proposé au CICR de se charger de la centralisation de l'action de secours en faveur des réfugiés baloubas, se sont très vite rendus compte de l'intérêt politique qu'il pourrait y avoir pour eux d'engager et de mener à bonne fin une action humanitaire au profit de populations congolaises.

M. Jean Guibbert, représentant à Léopoldville de l'UNICEF, avec lequel j'ai pu avoir une longue conversation sur tous les problèmes de la sous-alimentation au Congo, m'a dit son souci de voir l'ONU, après une période d'attente dans l'affaire des réfugiés baloubas, tomber dans l'excès contraire en installant dans le Sud-Kasai une puissante machinerie de distribution qui habituerait ces populations réfugiées à une nourriture trop riche que leurs récoltes attendues pour l'automne ne pourraient plus leur procurer. Si, comme M. Grun avait pu le dire, «l'opinion mondiale veut être choquée et ne le sera pas pour 20 morts par jour», il est triste de penser, selon. M. Guibbert, que des problèmes analogues à ceux posés par les réfugiés baloubas sont en train de se créer dans d'autres provinces du Congo (Province Orientale, Kivu et même certaines parties mal desservies du Kasai), sans que personne ne s'en occupe ou puisse s'en occuper avant que le problème ait atteint la cote d'alarme fixée par la sensibilité ou l'insensibilité de l'opinion mondiale.

Voulant à tout prix éviter la naissance, au Sud-Kasai, d'un problème semblable à celui des réfugiés palestiniens et enrayer la faim au Congo, M. Guibbert m'a parlé d'un plan nutritionnel à longue échéance, actuellement à l'étude, et qui consisterait en la distribution journalière d'une poudre à base de farine de maïs contenant 15% de lait dilapidé, d'acides aminés et de levure. Cette poudre, qui est vendue en Afrique noire sous le nom de «makassy» (signifiant: fort, en langue lingala) et qui est fabriquée à Brazzaville, a une fixation protéinique beaucoup plus grande que le lait en poudre et aurait en outre l'avantage de pouvoir être fabriquée sur place avec le mais indigène à bon marché. Il est évident qu'un tel plan suppose, pour réussir, une certaine stabilité politique dans le pays et plus encore la cessation des luttes tribales qui, en définitive, sont responsables de situations telles que celle qui a pris naissance dans le Sud-Kasai, par exemple.

Lors d'une entrevue que j'ai eue avec le Dr Georges Meilland, chef de l'équipe de l'OMS au Congo, j'ai pu me familiariser quelque peu avec l'aspect médical de la lutte contre la faim dans le Sud-Kasai. J'ai remis au Dr Meilland la liste des médicaments que j'avais apportés et lui ai rappelé que leur choix s'était fait selon la liste que le Dr Loewenstein, de l'OMS, récemment rentré à Genève du Sud-Kasai, avait discutée avec le major Wiesendanger, de la pharmacie de l'armée suisse et membre de la commission d'achat de la Croix-Rouge suisse. Le Dr Meilland s'est déclaré satisfait du choix qui avait été fait, tout en remarquant que pour un des médicaments

fournis il aurait existé un produit moins cher (étranger), parfaitement suffisant pour les équipes de l'OMS.

Pour ce qui est du principe de l'aide aux réfugiés baloubas par l'entremise des Nations Unies, notre consul général M. Boetschi aurait souhaité que des représentants congolais soient également invités à la remise officielle du don de la Suisse aux Nations Unies. M. Boetschi se souciant tout naturellement des relations bilatérales entre la Suisse et le Congo – que ce geste de la Confédération aurait pu intensifier – avait d'ailleurs à l'esprit les manifestations qui s'étaient déroulées quelques jours auparavant lors de la remise directe aux autorités de Léopoldville de dons de gouvernements étrangers pour les réfugiés baloubas, notamment celui du Gouvernement d'Israël. J'ai expliqué à M. Boetschi que dans le cas présent l'intention du Conseil fédéral avait été très nettement d'appuyer l'action civile des Nations Unies au Congo et que le montant de fr. 300'000.– prévu pour l'aide aux réfugiés baloubas, s'ajoutant aux fr. 600'000.– réservés au maintien de l'équipe médicale civile suisse à Léopoldville pendant le premier semestre 1961, représentait, en première ligne, une contribution aux Nations Unies. J'ai ajouté qu'il nous aurait été difficile, dans la situation politique actuelle, d'associer à la remise du don de la Suisse à l'ONUC les représentants du Gouvernement central à Léopoldville, qui n'a pas de lien bien défini avec le Gouvernement Kalondji du Sud-Kasai, pourtant plus directement intéressé à cette aide.

Le Comité international de la Croix-Rouge à Léopoldville

A différentes reprises, j'ai eu l'occasion de prendre contact avec M. Maurice Thudichum, chef de la délégation du CICR au Congo, son adjoint le Dr Andreas Vischer, ainsi qu'avec MM. Georges Hoffmann et Georges Olivet, délégués du CICR. J'ai pu m'entretenir avec eux des différents problèmes qui ont surgi dans l'accomplissement de leur difficile mission et qui ont fait l'objet des télégrammes et parfois des rapports que le chef de la délégation ou ses collaborateurs ont adressés au CICR à Genève par notre entremise.

En ce qui concerne les rapports que la délégation du CICR entretient avec l'ONUC, il semble qu'ils soient bons à l'heure actuelle, mises à part certaines difficultés provoquées par la conception assez personnelle de M. Dayal quant à la mission et au statut du CICR au Congo, difficultés qui ont d'ailleurs été réglées une fois les choses mises au point par M. Thudichum. Si le CICR n'avait pu se charger de centraliser la diffusion des secours aux réfugiés baloubas lorsque l'ONU voulait l'en charger, il faut en chercher la première cause dans l'insuffisance des moyens de transport que l'ONUC avait mis ou aurait pu mettre à sa disposition à ce moment là. Aujourd'hui, pour accomplir sa mission traditionnelle de visites de prisonniers etc, le CICR dispose de suffisamment de moyens de transport et d'autres facilités de la part de l'ONUC. Il lui semble toutefois souvent que malgré les bonnes relations officielles avec l'ONUC, certaines facilités, nécessaires, ne lui sont pas accordées d'aussi bon gré qu'elles pourraient et devraient l'être.

Unité médicale civile suisse à Léopoldville

Invité par le Dr Wilhelm Schürer, chef de l'équipe médicale civile suisse, à visiter l'hôpital de Kintambo et les deux maisons au Parc Hembise qui servent de logement à l'unité, j'ai eu l'occasion de faire connaissance des 21 membres constituant l'équipe à ce moment-là. Les remplacements se faisant à une cadence assez rapide, j'ai été impressionné par l'atmosphère de camaraderie et l'esprit de dévouement qui règnent au sein de cette équipe, composée à parts presque égales de Suisses alémaniques et de Suisses romands. Les médecins et pharmaciens ainsi que le personnel auxiliaire se sont déclarés très satisfaits du travail qu'ils peuvent accomplir au bénéfice d'une population indigène qui a grandement besoin de leur aide.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir au cours de mon bref séjour au Congo, l'unité médicale civile suisse jouit d'un grand prestige tant professionnel qu'humain auprès de la population indigène et des autorités provinciales et centrales de Léopoldville. Le Dr Meilland, de l'OMS, m'a par ailleurs demandé pour combien de temps la Suisse entendait maintenir l'équipe médicale à Léopoldville. Je l'ai informé de la teneur de la décision du Conseil fédéral du 27 janvier 1961, en ajoutant que le maintien en fonction de l'équipe au-delà du 30 juin 1961 dépendait d'éléments qu'il n'était pas encore possible d'apprécier à l'heure actuelle. M. Meilland m'a alors répondu que son organisation serait heureuse de voir l'équipe médicale suisse poursuivre son activité au-delà du premier semestre 1961 (voir à ce sujet l'annexe à un des rapports hebdomadaires de 1961 du Dr Schürer)[5].

Problèmes de personnel au Consulat général

M. le Consul général Boetschi m'a entretenu, au cours des différentes entrevues que j'ai pu avoir avec lui, des difficultés qu'il éprouve à accomplir les tâches accrues de son poste avec un personnel insuffisant en nombre. Il m'a chargé d'exposer la situation à M. le Ministre Clottu et à M. Frochaux dès mon retour à Berne.

Quittant Léopoldville dimanche, 12 février, à 22.45 h. à bord d'un avion de la Sabena, je suis arrivé à Genève-Cointrin le lundi 13 février à 06.15 h. et rentré à Berne à 08.30 h.

---

5. *Cf. l'annexe au rapport de W. Schürer du 21 janvier 1961,* E 2003(A)1974/52/160.

129

E 2001(E)1976/17/361
[DoDiS-15568]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Besuch von Herrn Hyde-Optat Coudoux, Rechtsberater des kamerunischen Aussenministeriums, am 24. und 27. Februar

PO Vertraulich Bern, 27. Februar 1961

C. war ein erstes Mal vom 8. bis 10. Februar in der Schweiz, mit dem Hauptzweck, durch Fühlungnahme mit Untersuchungsrichter Dinichert in Genf ein besseres Bild über die Ermordung Moumiés[2] zu gewinnen. Er ist nun wiedergekommen, wobei sein zweiter Besuch neben dem Fall Moumié gewisse kamerunische Wünsche auf dem Gebiet der technischen und finanziellen Hilfe sowie des Handelsaustausches zum Gegenstand hat. Ich empfange ihn in meinem Büro; zwischenhinein stattet er noch Minister Kohli einen Besuch ab; wir bringen ihn ausserdem mit der Handelsabteilung (Herrn Mayland) und der Finanzsektion (Herrn Gelzer) in Verbindung, während Herr Brügger von der Sektion West anstelle des verhinderten Dr. H. Keller die Anliegen auf dem Sektor der technischen Hilfe ad referendum entgegennimmt. Mittagessen am 24. Februar zusammen mit Herrn Bucher und dem Unterzeichneten (nach Rücksprache mit Minister Kohli). C. wird noch seitens des Dienstes für Information und Presse reichlich über unser Land dokumentiert.

In Bezug auf den Fall Moumié hat sich C. überzeugt, dass der Genfer Untersuchungsrichter Dinichert die Untersuchung technisch vorzüglich durchgeführt hat. Was man in der Schweiz seines Erachtens nicht klar genug erkenne, seien die politischen Implikationen. Es sei ein Irrtum zu glauben, dass Moumié von der «Main Rouge» oder gar von der kamerunischen Regierung aus dem Weg geschafft worden sei. Der Tod Moumiés sei für die kamerunische Regierung viel eher eine unangenehme Überraschung als eine Erlösung gewesen, da man habe hoffen können, mit ihm zu einer Einigung zu gelangen, ihn eventuell sogar zwecks Wiederherstellung der nationalen Einheit in die kamerunische Regierung aufzunehmen. Moumiés von Guinea und Ghana unterstützte Stellvertreter Kingue und Ouandié seien bedeutend extremer als er selbst. Es erscheine den Behörden in Yaoundé heute wahrscheinlich, dass Moumié gerade wegen seiner möglichen Verhandlungsbereitschaft von seinen eigenen Freunden als «zu wenig hart» taxiert und deshalb liquidiert worden sei. Der laute Jammer seiner Freunde nach der Ermordung habe lediglich der Tarnung und der politischen Diskreditierung Yaoundés gedient. Es sei auch bezeichnend, dass die zahlreichen Proteste, die nach Moumiés Tod der kamerunischen Regierung – und, wie ich beifüge, auch uns – zugingen, wobei die Aktion offensichtlich von

1. *Diese Aktennotiz wurde von R. Probst verfasst.*
2. *F. Moumié, kamerunischer Oppositionsführer wurde am 3. November 1960 in Genf vergiftet, vgl.* E 2001(E)1976/17/361 *und* E 4001(D)1973/125/521.

Kairo aus geleitet wurde, aus der VAR, Osteuropa etc., nicht aber aus Ghana und Guinea stammten. (C's Bemühen, mit dieser Theorie für Yaoundé ein Alibi zu schaffen, war offensichtlich. Er hat auch Untersuchungsrichter Dinichert in diesem Sinne zu beeinflussen versucht, wobei er zwar an Bechtels Täterschaft nicht zweifelt, diesen aber als im Dienste der Feinde des profranzösischen Régimes Ahidjo stehend betrachtet.)

C. stellt nicht in Abrede, dass die Verzögerung in der von uns gewünschten Erteilung des Agréments für einen schweizerischen Botschafter mit dem Fall Moumié zusammen hängt. Man würde zwar einen schweizerischen Botschafter sehr gern willkommen heissen und erblickt in der Schweiz in manchem, z. B. in der föderalistischen Struktur, ein Vorbild für Kamerun. Doch müsse man der afrikanischen Mentalität Rechnung tragen und den Eindruck vermeiden, als ob die Zulassung eines schweizerischen Botschafters eine Belohnung von Seiten Kameruns für eine schweizerische Komplizität bei der Beseitigung Moumiés darstelle! Immerhin hofft C., dass sich die Geister beruhigen und das Agrément dann recht bald erteilt werden kann.

Abschliessend sei noch bemerkt, dass es sich bei C. – auch wenn uns seine afrikanische Denkweise manchmal nicht ohne weiteres vertraut ist – um eine im Umgang sehr angenehme, gebildete, wohlorientierte, durchaus westlich gesinnte Persönlichkeit handelt.

130

E 2001(E)1978/84/1045
[DoDiS-14680]

L'Ambassadeur de Suisse à Belgrade, A. Ganz,
au Secrétaire général du Département politique, R. Kohli[1]

L Belgrade, 1er mars 1961

J'ai pris connaissance avec un vif intérêt de votre lettre du 14 de ce mois[2] ainsi que des copies de votre échange de correspondance avec la Police fédérale des étrangers et l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail au sujet de l'engagement éventuel de main-d'œuvre yougoslave saisonnière dans notre pays[3]. Je vous sais particulièrement gré d'avoir, avec toute la netteté souhaitable, remis les choses au point vis-à-vis de la Police fédérale des étrangers (au sujet du dernier paragraphe de la lettre que vous a adressée le 20 janvier 1961 cette dernière administration[4]). En ce qui a trait à l'intention manifestée par les autorités yougoslaves de régler dans le cadre d'un accord en bonne et due forme les diverses questions concernant les modalités d'engagement, les conditions de séjour, etc. de la main-d'œuvre yougoslave en Suisse, j'ajouterai qu'il s'agit là d'une pratique courante de leur part.

1. *Note en marge:* Kopie an BIGA und Frepo.
2. *Cf. la lettre de R. Kohli à A. Ganz du 14 février 1961,* E 2200.48(-)1978/37/14.
3. *Cf. note précédente.*
4. *Non reproduite.*

Conformément à vos instructions[5], je m'abstiendrai donc de toute nouvelle initiative dans ce domaine, sauf à vous tenir informé des démarches dont je pourrais être l'objet de la part de maisons suisses désireuses de se procurer une main-d'œuvre yougoslave. Je veillerai également sur l'activité déployée dans ce domaine par certaines missions diplomatiques et consulaires occidentales, désireuses de procurer aux industries de leurs pays une main-d'œuvre yougoslave, principalement slovène, qualifiée et relativement disponible. Les Allemands de l'Ouest, bien que n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la Yougoslavie, se montrent, paraît-il, particulièrement actifs dans leurs recherches.

Je dois vous dire par ailleurs que je ne partage pas entièrement l'optimisme dont vous faites montre dans votre lettre du 14 février à la Division de Police[6]. Si les réformes économiques entreprises actuellement en Yougoslavie doivent un jour provoquer une pléthore de main-d'œuvre, il ne saurait s'agir de la main-d'œuvre qualifiée, susceptible d'être engagée temporairement en Suisse. Au contraire, l'industrialisation poussée du pays rendra cette main-d'œuvre de plus en plus rare. Le trop plein que le nouveau fonctionnement de l'économie va déverser sur le marché sera essentiellement constitué par des travailleurs peu qualifiés, des manœuvres, des agents mal notés ou inaptes. De cette main-d'œuvre sous-qualifiée, je ne pense pas que l'industrie suisse puisse jamais tirer le moindre profit. Ceci étant, il est à craindre que les conditions auxquelles il serait possible, d'ici quelque temps, de conclure l'accord intergouvernemental souhaité par les Yougoslaves ne soient rendues plus rigoureuses que celles qui nous seraient offertes aujourd'hui.

5. *Cf. note 2.*
6. *Cf. note précédente.*

131

E 2001(E)1976/17/217
[DoDiS-15439]

L'Ambassadeur de Suisse à Washington, A. Lindt, à la Division des Affaires politiques du Département politique[1]

L Washington, 2 mars 1961

Le «Development Assistance Group» (DAG) s'est réuni du 20 au 24 février, à Washington; il avait à son ordre du jour l'assistance technique. Cette réunion était en somme la seconde partie de la session commencée en octobre dernier et dont l'agenda n'avait pu être épuisé.

1. *Une copie de cette lettre a été adressée à la Division du commerce du Département de l'Economie publique, à l'Administration fédérale des finances, à la Délégation suisse à l'OECE à Paris, à la Délégation suisse à l'AELE à Genève et à l'Ambassade de Suisse à Bruxelles.*

On peut mettre à l'actif de ces rencontres le fait que des hauts fonctionnaires, chargés des questions d'aide aux pays sous-développés[2], se retrouvent ou apprennent à se connaître, échangent des informations, des expériences et comparent les programmes d'aide des pays membres du DAG. Des représentants d'organisations internationales comme l'ONU (Philippe de Seynes), la Banque Mondiale et des agences spécialisées participaient également aux séances.

M. Abrams, du Département d'Etat, qui siégeait dans la Délégation américaine au DAG, me donne ses impressions de cette réunion.

Les expériences qu'ont faites les Américains au DAG sont encourageantes. Il leur a permis d'exercer indirectement une pression sur l'Allemagne afin que celle-ci augmente son aide aux pays sous-développés. Le but principal du DAG est de procurer à ces pays en voie de développement les crédits à long terme dont ils ont besoin, alors que jusqu'à présent ils n'ont guère reçu que des crédits à court terme et surtout des crédits à l'exportation des pays industrialisés.

La presse a parlé d'un plan de répartition des contributions qui serait soumis au DAG par les Américains. M. Abrams dit qu'on ne peut pas vraiment parler d'un plan de répartition, mais il est exact que les Américains entendent soumettre à leurs partenaires quelques idées sur une meilleure répartition du fardeau de l'aide aux pays sous-développés. Ils le feront à Londres dès le 27 mars, lors de la prochaine réunion du DAG, où leur délégation sera présidée par M. George Ball. M. Abrams ajoute qu'à l'occasion de la session du DAG, des comités privés ont siégé en dehors des séances officielles, notamment pour l'aide à l'Inde. C'est à cause de la présence à Washington d'experts venus pour le DAG que ces entretiens ont eu lieu à ce moment-là. Il n'y a pas de lieu «institutionnel», néanmoins, les membres du DAG prennent soin de laisser libres certains jours pour faciliter ces travaux dont le but se confond avec celui du DAG. Il s'agit là du même genre de réunion pour porter aide à un pays déterminé que celles organisées par la Banque Mondiale et dont j'ai eu l'occasion de vous parler, après les entretiens de M. Stroehlin avec le vice-président de cette institution, M. Burke Knapp.

Un membre de l'Ambassade de Belgique, qui participait à la réunion du DAG, complète ces informations. Comme aux réunions précédentes, selon lui, les Américains ont été surpris de voir l'importance de l'aide accordée par l'Angleterre dans le cadre du Commonwealth, ou la France dans celui de la Communauté. Il est toujours utile, selon mon informateur, de faire l'éducation des Américains et de leur montrer qu'ils n'ont pas le monopole – et tout le fardeau – de l'aide aux pays sous-développés.

Il m'indique aussi un aspect décevant de ces réunions: rien de concret n'y est réalisé, si l'on excepte des travaux de compilation et des comparaisons.

Depuis ma lettre du 13 octobre[3] dernier où je vous faisais part des intentions de Washington pour le DAG, on peut noter une certaine évolution. Le Dépar-

---

2. *Cf. N° 63 dans le présent volume.*

3. *Cf. la lettre de A. Lindt à la Division des Affaires politiques du Département politique du 13 octobre 1960,* E 2001(E)1972/33/C140.

tement d'Etat voudrait maintenant voir le DAG, doté de compétences élargies, coordonner l'aide aux pays sous-développés. Au cours des auditions consacrées à la convention de l'OCDE devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, M. Ball avait mentionné cette idée, remarquant que l'OCDE permettrait de faire pression sur certains pays membres qui ne participaient pas d'une manière équitable à cette aide. Dans une autre intervention, le Sénateur Javits avait cité à ce propos la Suède et la Suisse.

132

E 2300(-)1000/716/355
[DoDiS-15136]

L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Visite de M. Averell Harriman chez le Président de Gaulle

RP Confidentiel Paris, 8 mars 1961

Mon premier collaborateur, M. de Keller, a eu l'occasion de s'entretenir, aujourd'hui, avec une personnalité bien informée (X.) de la visite de M. Harriman, Ambassadeur itinérant du Président Kennedy, chez le Président de Gaulle à Paris, à la fin de la semaine dernière.

X. explique que la visite de M. Harriman à Paris, comme dans les autres capitales, avait pour but d'expliquer aux chefs de Gouvernements respectifs la philosophie de la nouvelle administration américaine, de faire un tour d'horizon de la politique mondiale, et d'assurer les partenaires de la plus étroite collaboration de Washington. Il s'agit sans doute de persuader les principaux alliés européens du dynamisme de l'administration Kennedy et de son désir de resserrer encore plus que sous l'administration Eisenhower les liens d'amitié et de collaboration. Après des visites préalables chez le Premier Ministre Debré et le Ministre des Affaires étrangères Couve de Murville, M. Harriman a eu un entretien entre quatre yeux (assisté de deux interprètes) avec le Président de Gaulle.

Il ressort de ces entrevues que le problème de l'Algérie figurait au premier plan. Le Président de Gaulle a confirmé sa volonté de négocier avec le GPRA[1] directement et ceci sans poser aucune condition préalable. (Cette information doit être considérée en ce moment comme secrète. C'est une concession très importante du Président de Gaulle, qui devrait faciliter le dénouement du problème algérien.) Par son attitude sereine, le Président de Gaulle a donné l'impression que le problème algérien ne présente plus pour lui d'obstacles insurmontables, à condition que le FLN[2] veuille ou puisse réellement négocier. Mais cette dernière hypothèse laisse entrevoir que le GPRA, surtout son chef Ferhat Abbas, n'est pas entièrement libre dans ses positions. Il est évident que

1. *Gouvernement provisoire de la République algérienne.*
2. *Front de libération nationale.*

Moscou et Le Caire cherchent à s'ingérer dans les négociations entre le GPRA et la France, et il ne semble pas absolument clair si Khrouchtchev et Nasser sont intéressés à une solution du problème algérien, malgré les dispositions libérales du Général de Gaulle.

Le rôle du Président Bourguiba est apprécié et considéré comme utile, mais dont *[sic]* l'importance ne doit pas être exagérée. De Gaulle considère Bourguiba comme un ami de l'Occident avec lequel la France et le monde libre ont tout intérêt à maintenir les meilleures relations.

Au sujet du Sahara, le Président de Gaulle est disposé à élaborer un accord permettant aux Arabes nord-africains et aux pays d'Afrique noire de participer à l'exploitation des richesses naturelles. La question de souveraineté, selon de Gaulle, ne se pose pas en l'absence d'une population autochtone.

A l'égard de l'ONU, de Gaulle a exprimé sa critique connue en l'accusant de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays membres. Il constate que le rôle prédominant réservé aux Cinq Grands au Conseil de Sécurité est inopérant et que le monde libre se trouve placé en minorité par les pays afro-asiatiques.

Les événements au Congo ont donné l'occasion au Général de Gaulle de constater qu'en l'absence d'une politique commune et concertée des Trois Grands – France, Grande-Bretagne, Etats-Unis – la situation là-bas est devenue chaotique. Sans revenir sur ses aspirations d'un directoire à Trois, de Gaulle, en citant des exemples concrets, a su insinuer la nécessité pour la défense des intérêts du monde libre d'établir un concert à Trois. Harriman a expliqué que la création d'un organisme à Trois n'était pas souhaitable, vu l'opposition qu'il rencontrerait auprès des autres membres de l'OTAN. Il a par contre confirmé le désir de l'administration Kennedy d'une plus étroite collaboration avec la France sur le plan bilatéral.

Au sujet du Laos, l'attitude du Gouvernement de Washington a été enregistrée avec satisfaction. Le Général de Gaulle pense que le point de vue américain s'identifie à présent avec les vues de Paris qui cherche à neutraliser ce pays.

Le problème de Berlin ne semble pas préoccuper particulièrement de Gaulle qui croit que les Russes, d'un côté, ne cherchent pas la guerre avec l'Occident, et de l'autre, essaient de créer des situations difficiles plutôt au Moyen et en Extrême-Orient, comme en Amérique latine.

Le Président de Gaulle se félicite des relations avec l'Allemagne fédérale. La présence du Chancelier Adenauer est une garantie pour le maintien de la fidélité à l'Alliance occidentale.

M. Harriman a fait comprendre qu'il sera difficile pour les Etats Unis d'Amérique de défendre le Portugal à propos de ses colonies devant l'ONU. De Gaulle conseille de ne pas exercer une pression sur le Portugal à ce sujet. Selon lui, les événements se chargeront de pourvoir à ce que le Portugal adapte son attitude, dans cette question, à la façon libérale de traiter les problèmes coloniaux choisis par ses alliés.

Les deux interlocuteurs sont d'accord de continuer à s'opposer à l'entrée de la Chine rouge à l'ONU. Une possibilité est à étudier, celle de l'adhésion

à l'ONU des deux Chines de Formose et Pékin. On s'attend que la Chine populaire refuse de siéger à l'ONU avec la Chine de Formose. Une telle attitude négative permettrait de gagner du temps dans cette question.

Le Président de Gaulle a souligné l'importance d'accroître l'aide aux pays sous-développés, sans quoi ces pays, surtout le continent africain, tomberont sous l'influence communiste. La France est disposée à prendre sa part dans cette grande œuvre et considère l'OECD[3] comme un moyen efficace en vue de la réalisation d'un tel projet. De Gaulle a souligné l'aide économique, financière et technique que la France accorde déjà dans une large mesure aux pays africains d'expression française.

Le problème des Six et des Sept n'a été évoqué que dans ses généralités, les deux interlocuteurs se bornant à des déclarations favorables à une entente entre les deux groupes.

La force de frappe française et les essais nucléaires au Sahara n'ont pas été évoqués. M. Harriman semble se rendre compte que le Général est décidé à continuer son programme en toute indépendance. (X. ajoute que d'autres membres du Gouvernement ont fait comprendre que leurs récents progrès considérables dans le domaine nucléaire devaient permettre aux Américains de faire bénéficier la France de leurs expériences dans une beaucoup plus large mesure).

Le Président de Gaulle a exprimé l'opinion que les divergences idéologiques entre Moscou et Pékin ne doivent pas être exagérées et interprétées comme une faiblesse du potentiel communiste.

X. constate que le Général de Gaulle se trouve en excellente forme et a montré une attitude très cordiale à l'égard de son hôte. Il paraît que rien n'a été fixé au sujet d'une rencontre de Gaulle-Kennedy pour un proche avenir. La possibilité d'une rencontre des chefs d'Etat des pays membres de l'OTAN semble, par contre, ne pas être exclue. Cependant X. a laissé entendre qu'une telle réunion n'était pas prévue lors de la session à Oslo, en mai de cette année.

Rien de particulier à signaler au sujet des entrevues de Harriman avec le Premier Ministre et M. Couve de Murville; sauf peut-être que M. Debré a repris avec insistance, comme toujours, l'idée d'un directoire à Trois. A l'appui de cette idée, M. Debré prétend que, faute d'un tel organisme, l'Occident sera toujours plus en perte de vitesse.

D'un collègue italien, mon collaborateur apprend que les paroles prononcées par M. Harriman à la dernière réunion des délégués permanents de l'OTAN à Paris peuvent être considérées comme un message de bonne volonté de l'administration Kennedy. M. Harriman cherche à rassurer les Alliés des USA, inquiets par certains indices laissant supposer qu'à Washington on étudie la nécessité de renforcer, à l'avenir, les armes conventionnelles en Europe. Il paraît que différents membres de l'OTAN ont fait comprendre à M. Harriman qu'une telle tendance ne doit en aucun cas prévaloir au détriment des forces nucléaires protégeant l'Europe en cas de conflit avec Moscou. Toute cette question se trouve à l'étude. Le plan Norstad de doter l'OTAN d'une

3. *Il s'agit de l'OCDE.*

force nucléaire Polaris n'a pas été évoqué. Tous ces problèmes seront discutés à Oslo en mai de cette année.

P. S.: Interrogé par Harriman au sujet d'une éventuelle renaissance d'un pacte méditerranéen, le Général de Gaulle a évité de donner une réponse précise. Selon des rumeurs, le plan du Général de Gaulle consisterait à unir dans un pacte méditerranéen tous les pays situés dans cette région, à l'exception de la République Arabe Unie. L'Algérie, une fois son indépendance acquise, y participerait aux côtés de la Tunisie et du Maroc. Comme amorce, une aide économique importante serait offerte. Je m'efforcerai de vérifier le bien-fondé de ces rumeurs concernant ce pacte méditerranéen, dont le projet me semble plutôt utopique, vu la méfiance des pays arabes à l'égard de tout pacte avec l'Ouest.

133

E 2200.41(-)1977/93/13
[DoDiS-15170]

Le Consul général de Suisse à Alger, H. Voirier, à l'Ambassade de Suisse à Paris

R Confidentiel — Alger, 14 mars 1961

Un nouveau voyage que j'ai entrepris la semaine dernière, pour rendre visite à nos compatriotes du Constantinois, me permet de compléter le tableau que je vous ai fait de la situation en Algérie au début de cette année[1].

Mon itinéraire a suivi jusqu'à Oued Athmenia, à 40 km de Constantine, la route que j'avais empruntée récemment pour aller au Sahara. De ce village, nous avons atteint la capitale de l'Est algérien, puis Bône et Philippeville, pour regagner Constantine et rentrer à Alger par le même chemin.

Sur les routes, j'ai ressenti personnellement la même impression de sécurité que lors de mes deux précédents voyages; le seul fait qui nous ait frappés a été le spectacle de plusieurs voitures automobiles plus ou moins entièrement détruites à la suite d'accidents ordinaires de circulation, plus à craindre actuellement sur les grandes voies que des attentats terroristes. La circulation est interdite toutefois, de façon stricte, entre 17 h ou 17 h 30 et 6 h ou 7 h selon les parcours.

Les personnalités officielles que j'ai rencontrées m'ont toutes assuré que les «forces de l'ordre» avaient la situation bien en main. Ainsi, le Général Gouraud, Commandant le Corps d'Armée de Constantine, se déclarait fort satisfait des progrès de la pacification. A l'en croire, les incidents qui se sont produits à Constantine au cours des derniers mois étaient sans grande gravité (cette assertion a été toutefois démentie, partiellement du moins, par l'un de nos compatriotes qui avait été le spectateur de l'un ou l'autre d'entre eux et en avait conçu une certaine émotion). Pour M. Maxime Roux, inspecteur régional, la période de pacification est achevée; restent les actes de terrorisme, mais, à

1. *Cf. le rapport* Situation en Oranie *de H. Voirier du 24 janvier 1961, non reproduit.*

cet égard, le problème est moins préoccupant dans l'Est que dans l'Algérois. Même écho à Bône, où le Général Ailleret m'a reçu en uniforme de parachutiste, mitraillette posée à sa droite sur son bureau, béret rouge à sa gauche, tout en s'excusant de cette tenue, au retour d'une opération d'un genre bien différent certainement de celles auxquelles il avait présidé à Reggane. Lui aussi s'est félicité de la sécurité toujours plus complète. La ville frontière de la Calle, où l'on n'allait naguère qu'en convoi, est facilement accessible aujourd'hui, même de nuit sous la protection d'une mitrailleuse. Dans le massif de l'Edough, qui surplombe Bône, de petits groupes de fellaghas, possesseurs de quelques armes automatiques, subsistent toujours, se gardant d'intervenir autrement que pour pressurer les populations vivant encore dans cette sauvage région, que j'ai longée par la route de Bône à Philippeville. La station touristique de Bugeaud, dans ce même massif, peut être atteinte une fois par semaine depuis quelque temps, comme nous avons pu le constater nous-mêmes; dans les forêts de chênes-lièges nous avons entrevu de nombreux militaires, qui exerçaient une surveillance assez débonnaire de part et d'autre de la petite route de montagne; le village lui-même paraissait assez délabré, quasiment vidé de sa population européenne. Plus avant dans le massif, à proximité de la mer, les mines de cuivre d'Aïn-Barbar sont derechef exploitées sous la protection de l'armée. Un ressortissant suisse qui dirige, dans cette région, une exploitation agricole, à l'écart il est vrai de la grande route, ne paraissait toutefois pas aussi rassuré; plusieurs Européens ont été tués sur le domaine, que l'on abandonne de plus en plus, personne ne voulant plus y travailler, malgré la protection de l'armée.

Quant au «barrage», le Général Ailleret a admis qu'il s'y produit quelques «incidents», tournant tous cependant à l'avantage des troupes françaises.

La majorité des personnes officielles ou non avec lesquelles je me suis entretenu se sont montrées confiantes dans l'avenir des relations entre musulmans et «Européens». On m'a plusieurs fois assuré que, malgré les «événements», ces relations sont restées si nombreuses et si étroites qu'un changement de structure politique devrait s'opérer beaucoup plus aisément dans l'Est que dans l'Algérois ou l'Oranie, où les contacts ne sont pas empreints du même esprit de compréhension réciproque. Le Préfet Herrenschmidt, que j'avais connu à Vesoul et que j'ai tenu à revoir à Constantine malgré son départ imminent, m'a confié qu'il regrettait infiniment de quitter son département, particulièrement propre à une initiation au monde musulman, ne serait-ce, justement, que par la densité des relations humaines entre les communautés; la veille, à un dîner qu'il avait offert pour son départ, la grande majorité de ses hôtes était ainsi composée de musulmans et il se félicitait vivement de cet état de choses prometteur à ses yeux.

La réalité est-elle vraiment aussi satisfaisante? Le seul fait qu'au Rotary-Club de Bône je ne devais pas rencontrer de musulmans, car aucun n'a accepté d'y entrer jusqu'à présent, m'a donné à penser que ces relations entre communautés ont des limites. Un double national, dont le nom de famille est symbole de «l'Algérie de Papa», m'a fait d'ailleurs part de son angoisse. Reprenant l'argumentation classique des «pieds noirs», il me décrivait l'avenir sous les couleurs les plus sombres; à son avis, le grand danger est constitué

par la jeunesse nationaliste musulmane, qui est le jouet du «communisme international», seul responsable des «événements d'Algérie». Cette inquiétude quant à l'attitude des jeunes musulmans, le Général Gouraud l'avait aussi marquée devant moi. Ils veulent l'indépendance à tout prix, de la manière la plus irréfléchie, nous disait cet officier général, même au prix du communisme. Il faut donc comprendre, dans ces conditions, l'angoisse de tant d'Européens, qui ne pensent pas encore à «l'abandon», mais prennent des mesures normales «d'assurance» (restrictions rigoureuses d'achats, économies, envoie d'argent en métropole ou ailleurs, etc.). Comme je lui demandais si cette angoisse ne conduisait pas certains Européens, dans l'Est, à des actes de provocation, le Général Gouraud l'a dénié avec énergie. Les Européens sont sans reproches à ses yeux, en tout cas dans la région qu'il commande; seuls des communistes ont pu commettre des actes semblables et il ne partage aucunement les hypothèses propagées, comme il le sait, par de hautes personnalités de la Délégation générale, désireuses de voiler leur insuccès à maintenir l'ordre. D'ailleurs, bien qu'il faille faire du nouveau, il n'en reste pas moins que les «colons» ont accompli de grandes choses en Algérie, créé ce pays tel qu'il est. Les plus graves erreurs ont été commises par les «politiques», par exemple l'ancien Gouverneur général Naegelen, qui avait faussé les élections algériennes pour cacher une évolution dont l'ampleur devait se manifester quelques années plus tard, lors de la rébellion de 1954. Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas pris, dans le passé, les précautions nécessaires en Algérie pour maintenir l'ordre tant parmi les Européens que chez les musulmans: les gendarmes y étaient ainsi beaucoup moins nombreux qu'en Métropole.

Une telle franchise de parole, un tel éloge, en somme, de l'Algérie française, m'ont passablement surpris dans les circonstances actuelles, je dois le dire, car je les avais à peine provoqués, et le Général Gouraud s'exprimait sur un ton fort aimable.

Mes divers interlocuteurs m'ont parlé avec un certain optimisme, en général, de la situation économique dans l'Est. M. M. Roux, inspecteur régional, m'a décrit un Constantinois en plein essor, et le Préfet de Bône, M. Jacques Saunier, est entré dans le détail des entreprises pour le succès desquelles il se dépense: complexe sidérurgique de Bône, barrage de la Bou-Namoussa, usine d'enrichissement des phosphates, prospection du pétrole – et du gaz – au Djebel Onk dans des conditions de sécurité satisfaisantes et avec des premiers résultats très encourageants.

Selon diverses personnalités privées, les affaires subiraient moins dans l'Est qu'ailleurs en Algérie le contrecoup des événements politiques, à l'exception de certaines branches très sensibles de l'économie (appareils ménagers, automobiles). A vues lointaines, le complexe sidérurgique ne paraît pas pouvoir devenir rentable, mais on pense qu'il est tout de même nécessaire, dans l'immédiat, de le créer; on pense d'ailleurs qu'avec les autres activités qui doivent naître dans cette partie de l'Algérie, il devrait procurer à l'exportation suisse des possibilités d'affaires que nous ne devrions pas négliger.

L'agriculture, en revanche, paraît très menacée par la sécheresse qui persiste depuis plusieurs semaines. Dans l'Est en particulier, le bétail a parfois péri de famine faute de fourrage.

J'ai rencontré partout, dans l'ensemble, un accueil très aimable, prévenant, et de la compréhension pour notre pays. Le Général Gouraud s'est montré attentif à ce que je lui ai dit de la situation politique et économique de la Suisse, qu'il connaît et apprécie; mes explications sur notre appartenance à l'Association de Libre Echange[2] ont paru notamment l'intéresser. Le Préfet Herrenschmidt, qui a, par sa femme, des relations de famille en Suisse, à Genève particulièrement, se réjouissait de se rapprocher de notre pays – il allait partir pour les Vosges. En revanche, j'ai quelquefois retrouvé chez l'un ou l'autre de nos compatriotes, comme à Alger, de l'amertume à l'égard de notre presse et de notre radio[3], M. René Payot étant particulièrement critiqué en ce moment.

---

2. *Cf. la table méthodique:* III.1.5. La Suisse et l'Association de libre échange.
3. *Pour d'autres critiques adressées à la radio, cf. N° 10, note 3 et N° 12, note 6 dans le présent volume.*

134

E 2800(-)1967/60/8
[DoDiS-15149]

Le Département politique à la Légation de Suisse à Tunis

T N° 19 Secret — Berne, 20 mars 1961, 18 h 00

Prière ne pas interroger les membres du GPRA demandant visa suisse. Nous désirons une attitude compréhensive vis-à-vis membres GPRA[1], ne demandez pas date voyage comme vous l'avez fait pour Boulharouf[2]. En ligne générale, accordez visa désiré à personnes pour lesquelles le GPRA prend la responsabilité et veuillez nous aviser ensuite télégraphiquement. Déléguez collaborateur auprès Francis Ahmed, ministre Finances GPRA, pour lui demander en retour passeport en vue octroi d'un visa 3 mois nombre de voyages illimité.

---

1. *Sur le départ de la délégation algérienne pour Genève, cf. la lettre politique de L. Guillaume à R. Kohli du 19 mai 1961,* E 2300(-)1000/716/472 (DoDiS-15881).
2. *Sur T. Boulharouf et la délégation du GPRA en Suisse, cf.* E 2001(E)1976/17/263.

des colons angolais, ainsi que celle des industriels, des commerçants, des propriétaires et d'autres catégories, ont adressé au Gouvernement portugais, le 16 mars déjà, des télégrammes urgents et péremptoires demandant aide et protection. On exige des renforts de troupes et des armes; on réclame aussi une amélioration des conditions de vie des indigènes, sutout en ce qui concerne les salaires et l'assistance sociale. Les télégrammes demandent, en outre, le transfert du Ministère de l'Outre-mer à Luanda, la proclamation de l'état d'urgence, la soumission du territoire à un commandement militaire et la formation d'une milice armée. Pareille requête, qui coûtera de gros sacrifices financiers au Gouvernement, contribue à renforcer dans la métropole aussi bien que dans les provinces d'outre-mer le courant des durs, à savoir de ceux qui veulent résister à tout prix. En Angola donc, comme cela a été le cas pour l'Algérie, on verra peut-être se former le parti des ultras. C'est en tout cas à la suite de ces télégrammes et dans le but d'apaiser un peu les esprits que le Ministre de l'Outre-mer s'est rendu il y a quelques jours en Angola, accompagné de plusieurs fonctionnaires supérieurs du Ministère. Le déplacement du Ministre Lopes Alves s'est fait dans des conditions vraiment exceptionnelles à cause de son état de santé. Le professeur qui le soignait avait adressé une lettre au Ministre des Affaires étrangères[3] pour l'informer du grave danger auquel s'exposait son patient avec ce déplacement. Malgré cela, le Ministre de l'Outre-mer est parti avec sa femme entre autres et son médecin personnel. On avait parlé avec persistance, comme vous le savez, d'un remaniement au sein du Conseil des Ministres, mais il paraît qu'on hésite beaucoup en haut lieu à effectuer n'importe quel changement.

A ce propos, qu'il me soit permis incidemment de mentionner encore une fois les divergences qui partagent les membres du Conseil des Ministres. Il y a les «durs», ceux qui insistent pour faire bloc autour de la personne de Salazar, décidés à ne point lâcher ou fléchir, et ceux qui prônent une politique plus conciliante tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Comme je l'ai déjà relevé, il semble que la ligne des «durs» ait des chances de l'emporter.

D'autre part, des bruits courent au sujet des provinces de l'outre-mer, avec lesquelles on envisagerait de créer une espèce de confédération avec la métropole, à l'instar de ce qu'a entrepris de Gaulle en fondant la Communauté française. Il ne s'agit toutefois que de rumeurs difficiles à contrôler. En tout cas, le Ministre de l'Outre-mer, une fois fixé en Angola, jouit, d'après la Constitution portugaise même, de pouvoirs législatifs. Il n'est donc pas exclu qu'il soit amené à prendre des décisions de principe, surtout si l'on considère que les blancs de l'Angola ont clairement fait entendre au Ministre qu'il ne devait pas venir chez eux pour faire des discours, mais pour agir.

Les télégrammes précités définissent la situation en Angola comme désespérée et reprochent au Gouvernement central d'avoir trop négligé l'étude et la solution de problèmes urgents signalés depuis longtemps.

PS. (28 mars 1961) – Une deuxième liste mentionnant les noms des victimes vient d'être publiée. Elle comprend 45 blancs et 3 métis. Toujours pas de noms d'officiers ou de soldats portugais.

---

3. *M. Mathias.*

136

E 2001(E)1976/17/314
[DoDiS-14961]

Der schweizerische Botschafter in Washington, A. Lindt, an die Abteilung für Politische Angelegenheiten des Politischen Departements[1]

Ineligibility to citizenship

S Washington, 11. April 1961

Ich beehre mich den Empfang Ihres Schreibens vom 30. März[2] anzuzeigen. Was die Interessenahme des Herrn Dr. Halbheer an der Militärdienstfrage sowie die beiden mir unterbreiteten Fälle (Ivor Lüthy und Samuel Ryffe[3]) betrifft, so werde ich darauf noch zurückkommen.

Was mir Anlass gibt, Ihnen sogleich zu schreiben, ist die Mitteilung, wonach Sie Herrn Dr. Halbheer u. a. in dem Sinne orientierten, die Militärdienstfrage wäre wirklich nur dann gelöst, wenn die Dienstbefreiung nicht mit irgendeiner Bedingung hinsichtlich des Rechts auf Erwerb des amerikanischen Bürgerrechts verhaftet wäre. Solche Eröffnungen gegenüber Privatpersonen sind nicht ungefährlich, erwecken sie doch Hoffnungen, die gegenwärtig durch nichts gerechtfertigt sind.

Ihr Schreiben hat sich mit meinem Brief vom 29. März (ad s.B.37.21.0)[4] gekreuzt, in dem ich Ihnen über die Lösung zur Anpassung der Gesetzgebung an den Vertrag berichtete, wie sie von den massgebenden Stellen der amerikanischen Administration ins Auge gefasst wird. Wie Sie inzwischen gesehen haben werden, würde der gegenwärtige (voll befriedigende) Zustand für die Nicht-Immigranten nicht geändert, während die Immigranten erneut die Möglichkeit erhielten, sich vom Dienst befreien zu lassen, dadurch aber das Recht auf Einbürgerung verlören.

Ich gebe mir vollständig Rechenschaft darüber, dass eine solche Lösung mit Bezug auf die Immigranten nicht gänzlich zu befriedigen vermag, und ich kenne auch die Argumentation, wonach der Verlust der «eligibility to citizenship» als Folge der Militärdienstbefreiung nicht mit dem Geist des Vertrages von 1850[5] harmoniere. Die Frage ist aber die, ob uns der Wortlaut des Vertrags tatsächlich eine Handhabe gibt, um die Dienstbefreiung ohne jene Folge zu verlangen. Wie Sie sich erinnern, wurde schon im Moser-Urteil vom Supreme Court erklärt «The Treaty makes no provision respecting citizenship. On the contrary, it expressly provides that the privileges guaranteed by each country to resident citizens of the other shall not extend to the exercise of political rights.»[6] Dies ist auch durchwegs die Auffassung der amerikanischen Verwal-

1. *Anmerkung im Text:* pour M. Tripet, qu'il m'en parle dès son retour. Se 14.4.
2. *Vgl. das Schreiben von J. U. Schneeberger an A. Lindt vom 30. März 1961, nicht abgedruckt.*
3. *Zur Frage der Militärdienstpflicht von I. Lüthy und S. Ryffe vgl. die persönlichen Dossiers,* E 2001(E)1976/17/315.
4. *Vgl. das Schreiben von A. Lindt an R. Kohli vom 29. März 1961, nicht abgedruckt.*
5. *Vgl. Nr. 24, Anm. 2.*
6. *Vgl. Nr. 24, Anm. 10.*

tungsbehörden, die sich mit der Angelegenheit befassen. Sie gehen einhellig davon aus, dass es Sache der amerikanischen Gesetzgebung sei, zu bestimmen, unter welchen Voraussetzungen ein Ausländer das amerikanische Bürgerrecht erwerben könne (was unbestreitbar ist), und dass ein Staatsvertrag, der die Dienstbefreiung vorsieht[7], sie nicht hindere, die Dienstleistung als Bedingung für den Bürgerrechtserwerb zu setzen. Aus dem Wortlaut des Vertrags heraus lässt sich dieser Ansicht kaum entgegentreten.

Ich übersehe nicht, dass die «ineligibility» nicht nur den Erwerb des amerikanischen Bürgerrechts verunmöglicht, sondern auch nach Verlassen der USA, die Rückkehr zur «permanent residence» (mit der Milderung gemäss Section 212c des Immigration and Nationality Act)[8]. Dies ist aber m. E. eine Frage der Niederlassungsfreiheit, wie sie ja längst nicht mehr besteht; sie wurde bereits durch die Einführung des Quotensystems hinfällig.

Wie dem auch sei, so stehen wir heute vor der Situation, dass sich als Resultat der fortgesetzten Bemühungen zur Wiederherstellung des Vertragszustandes eine konkrete Lösung abzeichnet. Wir sind hier immer wieder vorstellig geworden, um den Anstrengungen des Staatsdepartements Antrieb zu geben, und es ist denkbar, dass ich dies erneut tun muss. Nachdem wir aber wissen, wie die von der Administration geplante Lösung aussieht, erhebt sich die Frage, wie ich mich dazu verhalten soll. Es wäre kaum angängig, dass ich mich zur Beschleunigung einer Lösung einsetzen würde, die von den schweizerischen Behörden als ungenügend bezeichnet wurde (worauf Ihr Schreiben vom 30. März hindeutet)[9]. In diesem Zusammenhang darf ich mich auf die Besprechung beziehen, die ich im Dezember 1960 mit Herrn Minister Kohli und Herrn Dr. Probst hatte[10]. Es wurde damals festgehalten, dass als Maximal-Lösung die generelle Dienstbefreiung aller Schweizerbürger in den USA ohne nachteilige Konsequenzen einbürgerungs- und einwanderungsrechtlicher Art anzusehen wäre und als Minimal-Lösung eine solche akzeptiert werden könnte, wie sie nun effektiv vom Staatsdepartement umrissen wurde[11]. Ich möchte wiederholen, dass eine für schweizerische Immigranten günstigere Lösung ausserhalb des Bereichs des Möglichen zu liegen scheint.[12]

---

7. *Anmerkung im Text:* ohne jede einschränkende Bedingung vorsieht.

8. *Vgl. das* Immigration and Nationality Act *vom 24. Dezember 1952,* E 2001(E)1969/121/148A.

9. *Vgl. Anm. 2.*

10. *Botschafter A. Lindt traf die Herren R. Kohli und R. Probst am 13. Dezember 1960 zu einer Besprechung betreffend Uhrenantitrust, Uhrenmaschinenantitrust und Militärdienstpflicht, vgl. die Aktennotiz von R. Probst vom 15. Dezember 1960,* E 2001(E)1972/33/C171.

11. *Diese Minimal-Lösung sah die Beibehaltung des status quo für Nichtimmigranten und die Dienstbefreiung unter Inkaufnahme der* ineligibility to citizenship *für Immigranten vor, vgl. das Schreiben von A. Lindt an R. Kohli vom 29. März 1961, nicht abgedruckt.*

12. *Das Politische Departement schrieb zur Frage des Gesetzesentwurfes des amerikanischen Staatsdepartements:* Sofern Ihr jedoch glaubt, dass ineligibility nicht eliminierbar ist, könnten wir uns, wenn auch ohne Begeisterung, mit Minimallösung gemäss Eurem Schreiben 11. April, die immerhin wesentliche Verbesserung gegenwärtiger Situation bedeuten würde, aus praktischen Erwägungen abfinden. *Vgl. das Telegramm Nr. 137 an die Schweizerische Botschaft in Washington vom 12. Mai 1961,* E 2200.36(-)1976/154/157.

137

E 2300(-)1000/716/152
[DoDiS-15004]

Der schweizerische Gesandte in Guatemala, M. Koenig, an den Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli

Ausbildung von kubanischen Guerillas in Guatemala?

PB Vertraulich Guatemala-City, 11. April 1961

Die einem Freund des Präsidenten gehörende Kaffee-Plantage «Finca Helvetia» genoss während einiger Zeit die Aufmerksamkeit der Weltpresse, weil angeblich dort kubanische Flüchtlinge in der Taktik des Kleinkrieges ausgebildet werden. Der Name der Pflanzung rührt daher, dass sie vor mehr als 40 Jahren von Schweizern geschaffen worden war. Wegen unglücklicher finanzieller Dispositionen geriet dann das Unternehmen in Schwierigkeiten und wurde schliesslich von Roberto Alejos, der dem Präsidenten Ydígoras Fuentes nahe steht und das Ehrenamt eines Gesandten des Malteserordens bekleidet, erworben. Wohl um den für Guatemala unangenehmen Pressekommentaren entgegenzutreten, lud Alejos das diplomatische Corps für einen Tagesausflug nach der Finca Helvetia ein. Präsident Ydígoras Fuentes, der auch zugegen war, führte uns zu einem Ausbildungslager für etwa 200 Soldaten mit Schiessanlagen usw., wobei er darauf hinweisen konnte, dass es sich lediglich um guatemaltekische Soldaten handelt, die allerdings von amerikanischen Instruktoren unterrichtet werden. Von einem Schweizerbürger, der Nachbar der Finca Helvetia ist, vernahm ich kurz darauf, dass uns Präsident Ydígoras nur einen Teil des Ausbildungslagers gezeigt habe. Versteckt im Dschungel seien noch weitere Baracken und dort handle es sich tatsächlich um eine Kriegsschule für kubanische Emigranten.

Dieser Tage ist der Korrespondent der *New York Times* aus Guatemala ausgewiesen worden, weil er diese letztere Tatsache gemeldet hatte, zusammen mit einem Bericht über den letzten September eingeweihten neuen Flugplatz von Retalhuleu (in der Nähe der Finca Helvetia), auf dem angeblich Strahlflugzeuge landen können. Tatsächlich handelt es sich um einen modernen Flugplatz von 1,5 km Länge, mit harter Piste. Kleinere militärische Jet-Flugzeuge werden dort ohne weiteres landen und aufsteigen können.

Die Empfindlichkeit des Präsidenten, auf dessen persönliche Anordnung der amerikanische Korrespondenz das Land verlassen musste, überrascht um so mehr, als er selber in seinen Äusserungen nicht gerade vorsichtig ist. Herrn Dumur, Korrespondent der *Gazette de Lausanne*, der hier fünf Tage weilte, sagte er nämlich, es befänden sich kubanische Freiheitskämpfer in Guatemala und er habe kürzlich einige Flugzeuge nach Kuba geschickt, um deren Familienangehörige herauszuholen. Die kubanischen Flüchtlinge, so fuhr er allerdings fort, stellen nach seiner Auffassung keine genügende Kraft dar, um Castro zu stürzen. Sie seien vielfach Maulhelden und zudem unter sich uneinig.

138

E 2200.170(-)1977/124/5
[DoDiS-15403]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, à l'Ambassade de Suisse à Tel-Aviv

L CT Confidentiel Berne, 11 avril 1961

Par une lettre du 24 février 1961[1], nous vous avions donné connaissance d'une note de l'Ambassade d'Israël à Berne concernant la place mise à votre disposition par le Ministère de la Justice dans la salle d'audience du procès contre A. Eichmann[2].

Nous avions exprimé à ce propos le désir de recevoir de vous certaines informations touchant au déroulement du procès.

Depuis lors, les négociations que nous menons depuis plusieurs années avec la République fédérale allemande au sujet de l'indemnisation des victimes de la persécution nationale-socialiste ont repris après une assez longue suspension[3]. A l'origine, l'Allemagne n'envisageait que la réparation d'une partie très restreinte des dommages subis par nos ressortissants. Bien que des progrès aient pu être réalisés, aucun accord n'a encore été conclu. Nous avons quelque raison de penser que l'imminence du procès contre Eichmann, l'intérêt qu'il a suscité à l'étranger et notamment parmi les alliés de l'Allemagne, et le regain de publicité donné à la persécution nationale-socialiste n'ont pas été étrangers à l'attitude conciliante dont a fait preuve la délégation allemande.

Les négociations reprendront d'ici quelques semaines. L'attitude allemande sera sans doute influencée par le déroulement du procès et les réactions de l'opinion publique internationale. C'est pourquoi il nous intéresserait vivement de connaître, à côté de vos impressions sur l'atmosphère des audiences, votre sentiment sur la position des représentants de la grande presse internationale, notamment celle des grands alliés de l'Allemagne. Nous serions également heureux de connaître l'écho que le procès peut produire dans les milieux diplomatiques. Les négociations avec l'Allemagne ont jusqu'à présent été menées de façon fort discrète; des concessions ne peuvent être espérées de l'Allemagne, qui craint de créer un précédent en acceptant nos réclamations, que si ses bonnes dispositions ne reçoivent aucune publicité. C'est pourquoi nous nous permettons de vous prier de ne pas faire état des pourparlers en cours[4].

---

1. *Non reproduite.*
2. *Sur l'organisation du procès Eichmann, cf. la notice de E. Diez du 5 avril 1961,* Besuch von Herrn Generalkonsul Lutz, Bregenz, E 2500(-)1982/120/61 (DoDiS-15545).
3. *A ce sujet, cf.* E 2001-08(-)1978/107/11, *la notice de A. Ammann du 9 juillet 1958,* E 2001(E)1972/33/238 (DoDiS-15407), *la lettre de A. Janner à R. Kohli du 1er avril 1960,* E 2001(E)1972/33/238 (DoDiS-15542) *ainsi que DDS, vol. 19, N° 106* (DoDiS-9457) *et DDS, vol. 20, N° 75* (DoDiS-12634).
4. *Sur les résultats des pourparlers en question, cf. N° 153 dans le présent volume.*

139

E 2001(E)1976/17/419
[DoDiS-15212]

L'Ambassadeur de Suisse à Madrid, M. Fumasoli,
à la Division des Affaires politiques du Département politique

L Confidentielle Madrid, 17 avril 1961

Pour votre information j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le journal espagnol *Ya* a publié, le 14 de ce mois, un entrefilet annonçant la présence à Madrid de M. B. G. Renk, directeur à l'Union de Banques Suisses, accompagné de M. Richard Schait, sous-directeur auprès du même institut financier, en disant que ces deux personnes avaient assisté à une séance de la Bourse et qu'elles avaient acheté des actions pour un montant de cent millions de pesetas. L'entrefilet ajoutait que ces deux banquiers avaient eu plusieurs conversations avec des représentants de la Banque espagnole, afin de leur offrir des crédits à long terme pour l'industrie espagnole. La *Hoja del Lunes* de ce matin annonce également que ces deux banquiers ont offert des crédits pour certaines industries de ce pays.

J'ai en effet rencontré MM. Renk et Schait chez notre compatriote M. Victor Oswald qui est un important industriel et qui représente en quelque sorte la Banque précitée en Espagne. Ils m'ont confirmé qu'ils ont acheté pour environ huit millions de francs suisses de titres espagnols et qu'ils allaient poursuivre ces achats prochainement, mais d'une façon prudente afin de ne pas modifier d'une façon trop brusque les cotations boursières. Cette collaboration de la Banque de Zurich a été très appréciée à Madrid. Lors d'une visite que je fis en novembre 1959[1] au Ministre espagnol des Finances, M. Navarro Rubio, celui-ci m'avait dit, entre autres choses, que la Suisse ferait une excellente affaire tout en rendant un service à l'Espagne, en achetant des valeurs cotées en bourse dont le prix était très bas et qui laissaient donc une marge de gain très importante pour ceux qui auraient su profiter des circonstances. Déjà en ce moment-là, M. Oswald avait promis au Général Franco lui-même que l'Union de Banques Suisses étudierait l'opportunité pour elle de faire des opérations de bourse en Espagne. Comme vous le savez, les Autorités espagnoles étaient passablement préoccupées par la dégringolade qu'avait subie la bourse et souhaitaient une intervention positive de la part de la Banque étrangère. C'est cette collaboration que l'Union de Banques Suisses vient de fournir à l'Espagne. En plus de ça, l'Union de Banques Suisses étudie la possibilité d'ouvrir un crédit de vingt millions de francs suisses à quinze ans et avec un intérêt de 5% à la Compañia Sevillana de Electricidad[2].

Au sujet des opérations auxquelles je viens de faire allusion ci-dessus à titre confidentiel, M. E. G. Renk m'a écrit, le 14 de ce mois[3], ce qui suit:

---

1. *Non retrouvé.*
2. *Sur cette société, cf. DDS, vol. 18, N° 126, note 2.*
3. *Cf. la lettre de E. G. Renk à M. Fumasoli du 14 avril 1961,* E 2200.38(-)1979/3/27.

«Ainsi que vous en a informé M. Oswald, notre banque suit avec un intérêt tout particulier les derniers développements de la situation économique en Espagne, laquelle nous donne l'impression de se trouver devant un essor, dont il y a lieu de se réjouir, et qui ne manquera pas également de favoriser les investissements de l'étranger.

Nous poursuivrons donc les achats d'actions espagnoles pour notre clientèle, qui – je l'espère – s'intéressera dorénavant au placement de capitaux dans ce pays.

Il va sans dire que nous examinerons aussi toute autre possibilité d'effectuer des investissements en Espagne»[4].

4. *Sur la suite de ce dossier, cf. la lettre de E. Stopper à M. Fumasoli du 15 juillet 1961, ibid.*

140

E 1003(-)1994/26/1
[DoDiS-15150]

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal interne de la 29e séance du 18 avril 1961[1]

[Berne, 18 avril 1961]

M. Petitpierre

M. le Vice-Président salue la présence de M. Petitpierre, qui a tenu à assister à la séance de ce jour avant de reprendre officiellement le travail.

Conférence franco-algérienne

M. Petitpierre aborde la question des négociations franco-algériennes, qu'il entend traiter aujourd'hui sur deux points particuliers, avant l'ouverture d'un débat plus général en présence de M. le Président de la Confédération[2]. Je pense, dit-il, que M. le Président de la Confédération a renseigné partiellement le Conseil fédéral sur les préalables. Si le Département politique est intervenu, ce n'est pas spontanément. Il y a eu une démarche d'un représentant du GPRA[3]. Un intermédiaire s'est adressé à M. Long[4]. J'ai dit à M. Long de recevoir le représentant du GPRA et de l'écouter[5]. Le premier entretien a eu lieu à Genève en décembre[6]. L'Algérie a dit que le GPRA désirait reprendre le contact avec la France. Avec mon accord, M. Long a alors pris contact avec M. Joxe, qui a parlé de l'affaire au président de Gaulle. On nous a ensuite demandé d'organiser une première rencontre (Lucerne, février)[7]. Nous avons été

1. *Présidence: M. Chaudet, absent: M. le Président de la Confédération, Secrétaire: M. Oser. Ouverture: 9 heures, clôture: 11 heures 55.*
2. *F. T. Wahlen.*
3. *Il s'agit de Taïeb Boulharouf.*
4. *Il s'agit de l'avocat genevois Raymond Nicolet.*
5. *M. Petitpierre est informé par O. Long dès le 16 décembre 1960.*
6. *La rencontre a lieu le 23 décembre 1960.*
7. *La rencontre de Lucerne a lieu le 19 février en présence de G. Pompidou et de B. de Leusse du côté français, de A. Boumendjel et de T. Boulharouf du côté algérien.*

priés de traiter l'affaire très discrètement. Il y avait au début deux personnes au courant en Suisse (chef du département et Long) et deux en France (de Gaulle et Joxe). Au moment de la rencontre de Lucerne, j'ai renseigné M. le Président de la Confédération et lui ai dit que le Conseil fédéral devrait rester tout à fait en dehors de l'affaire pour le cas où les contacts pris en Suisse ne donneraient aucun résultat. Moi aussi je suis resté en dehors, les conversations ayant bien sûr un autre plan que gouvernemental. La première rencontre a bien marché, la seconde a été plus difficile[8]. D'emblée, il était entendu que la Suisse n'interviendrait pas dans les conversations et se bornerait à faciliter les contacts. La déclaration Joxe a été pour le GPRA le prétexte pour tout remettre en question. Le GPRA craignait un peu les négociations, d'autant plus que tel ou tel de ses membres importants n'étaient pas disponibles.

Il semble que les négociations pourront maintenant avoir lieu, Belkacem pouvant prendre la direction de la délégation. Je crois que nous avons agi selon notre ligne traditionnelle en cherchant à faciliter la solution pacifique d'un conflit[9]. Mais il y a maintenant des faits inquiétants: attentat d'Evian, menaces. Ces faits nouveaux nous engagent à revoir les décisions prises (transports Genève-Evian; mesures de sécurité) [10].

Les menaces des ultras pour empêcher les négociations doivent être prises au sérieux mais ne doivent pas nous faire reculer. Nous avons le droit d'imposer aux Algériens les mesures de sécurité jugées nécessaires. Si le Conseil fédéral n'approuve pas ce qui a été fait, il doit le dire. On réexaminera alors le problème. Une fois connues, les menaces – de même qu'un incident grave – pourraient susciter un revirement dans l'opinion publique. Je sais que le Département militaire est réservé et critique. J'ai voulu faire assurer la sécurité de M. Long, mais personne ne se déclarait compétent. Enfin, le ministère public a accepté de faire le nécessaire. Nous devons chercher à faciliter l'ouverture des négociations, dans l'intérêt de la France, mais aussi de l'Europe et de tout l'Occident. Il faudra revoir la question des hélicoptères, avec lesquels les risques, d'après certains avis, sont aussi grands qu'avec les transports par route. Si la Suisse veut continuer de jouer un rôle international du genre en question, il faudrait mettre sur pied un appareil de sécurité qu'on puisse faire entrer en fonction le moment venu. Pour le moment, il convient de demander au Département militaire, au ministère public et aux autorités genevoises de revoir à fond les deux problèmes principaux et les autres questions connexes. Le choix d'une autre ville est difficile. M. Helg a préparé, à titre éventuel, un projet de communiqué (qui a été distribué). Les services intéressés ne doivent plus discuter la question de compétence; ils doivent traiter les mesures à prendre.

---

8. *La deuxième rencontre a lieu le 5 mars à Neuchâtel.*

9. *Sur la question de l'appui accordé par la Suisse, cf. le rapport d'O. Long du 23 septembre 1961 sur la* contribution suisse à la préparation de la négociation entre la France et le Gouvernement provisoire de la République Algérienne – Des premiers sondages à la Conférence d'Evian (novembre 1960–20 mai 1961), E 2001(E)1976/17/263 (DoDIS-9709).

10. *Au sujet du choix de Genève comme résidence de la délégation algérienne, ainsi que de l'organisation technique du séjour et du déplacement de celle-ci sur le territoire helvétique, cf respectivement la note de G. E. Bucher à M. Petitpierre du 20 avril 1961,* E 2800(E)1967/60/8 (DoDIS-15151) *et* E 2001(E)1976/17/263.

M. Spühler constate qu'on a bien fait d'accepter la tâche confiée. La neutralité est un privilège qui nous oblige à prêter nos bons offices. Notre sort est d'ailleurs si étroitement lié à celui des autres pays que nous avons aussi intérêt à voir se régler le conflit algérien. Nous devons prendre certains risques. Il ne peut être question de revenir en arrière. On pourrait peut-être revoir la question du lieu de résidence de la délégation du GPRA. Ce sont les Français qui ont voulu le transport par hélicoptères. Le bateau serait peut-être un moyen plus sûr.

M. Chaudet relève qu'il y a une question de responsabilité à régler. Jusqu'à présent, on avait admis que les autorités de Genève étaient seules responsables de la sécurité. Je ne suis pas très rassuré à leur sujet. L'armée garde la villa. Un coup de main par terre est exclu. Mais il faudrait augmenter les effectifs pour assurer la sécurité des arrivées et départs des hélicoptères. Ces engins sont à la merci d'un coup de feu. Bois d'Avault est dans la ligne des atterrissages de Cointrin, donc facilement repérable. Les effectifs militaires qui gardent la villa sont disproportionnés par rapport au nombre des policiers (2). L'armée est peu propre *[sic]* pour ce genre de mission, surtout dans les conditions présentes. Ne devrions-nous pas dire que nous ne sommes pas en mesure de garantir la sécurité de la résidence et des transports? Sur le fond, je suis de l'avis qui vient d'être exprimé. Nous devons discuter le problème politique de notre intervention sans nous arrêter aux difficultés et aux menaces. Le GPRA n'a-t-il pas réussi à nous extorquer une caution morale, une sorte de reconnaissance officielle?

Quelle serait notre position si une crise éclatait en France? Il faudrait pouvoir imposer aux émissaires algériens un lieu de résidence plus facile à garder, Morges par exemple. La température monte rapidement chez les ultras, qui sont nombreux.

M. Bourgknecht constate que si le Conseil fédéral avait été saisi de la question en janvier ou février, il n'aurait probablement pas fait d'opposition. Il aurait été prêt à rendre les services demandés. Je ne crois pas qu'on puisse, sous l'angle de la neutralité, nous faire des reproches fondés. Les rebelles sont reconnus par la France, qui a déjà discuté avec eux à Melun. Nous pouvions penser que la France souhaitait le rétablissement des contacts. Le président de Gaulle est encore populaire. Le peuple français en a assez de la guerre. Il est prêt à abandonner l'Algérie. Maintenant qu'il y a relance de la conférence d'Evian, nous ne pouvons plus dire: «Résidez ailleurs, nous ne voulons pas courir des dangers.» Y aurait-il d'autres lieux de résidence que Genève? Montreux? Un château isolé? Mais des manifestations de violence pourraient quand même se produire sur sol suisse. L'hélicoptère est un moyen de transport vulnérable. Il faudrait revoir cette question des transports avec la France. Les autorités genevoises doivent assurer le service d'ordre, mais il faut les aider. Il faut quelqu'un qui coordonne l'aide fédérale et assure la liaison avec Genève. Il convient de persévérer. Le vin est tiré …

M. von Moos: Si les choses tournent mal, on adressera des reproches graves aux Suisses qui ont facilité la rencontre. Si tout réussit, on leur tressera des couronnes. Il ne faut pas se laisser trop impressionner par cet aspect-là. Je partage largement les craintes exprimées par M. Chaudet. Je ne pense pas que le

Conseil fédéral aurait dit non si on lui avait soumis la question au début. Il ne peut être question de revenir en arrière. Le GPRA est plus ou moins reconnu par la France. Je me suis demandé s'il faudrait aussi traiter avec le mouvement nationaliste algérien. Nous ne pouvons aujourd'hui que prendre acte de ce qui a été fait, sans marquer aucune désapprobation. Pour les transports et la sécurité, il faut établir qui est responsable. Ce doit être le canton, mais aidé par la Confédération. Il serait bon de pouvoir choisir un autre lieu de résidence, mais cela n'empêcherait pas des attentats en Suisse. Le Conseil fédéral n'était pas engagé au début. Il l'est maintenant.

M. Tschudi déclare également qu'il n'est pas possible de revenir en arrière. L'indépendance de l'Algérie est chose inéluctable. A longue échéance, l'affaire n'hypothèquera donc pas nos relations avec la France. La population française est pour la liquidation de la guerre. Nous devons chercher à réduire les risques sur sol suisse, sans songer à fixer un autre lieu de résidence.

M. Petitpierre regrette que la police genevoise ne soit plus dirigée par M. Knecht, qui avait une grande expérience des mesures à prendre lors de conférences internationales. Ce n'est pas la première conférence qui nous donne du souci, mais c'est la première qui implique des risques. Ces menaces ne pouvaient être prévues au début. Il ne faut pas se borner à constater que Genève est responsable des mesures à prendre; il faut lui venir en aide. La grande masse en France souhaite la liquidation de la guerre, coûte que coûte. Je demanderai à M. Kohli de prendre contact avec le Département militaire, le ministère public et les douanes pour régler les questions de sécurité. Nous pourrons faire revenir un représentant du GPRA pour l'informer des nouvelles mesures qui auront été décidées.

M. Chaudet mentionne qu'il n'a été troublé que dès le jour où la déclaration Joxe sur la participation du mouvement nationaliste algérien a mis la Suisse en porte à faux.

M. Petitpierre explique comment M. Joxe a été appelé à faire sa déclaration, qui n'est pas une déclaration proprement dite (réponse à des journalistes).

M. Chaudet donne l'assurance que le Département militaire entend collaborer avec Genève pour le service d'ordre, les missions de garde étant confiées à l'armée. La liaison est assurée par le colonel Rilliet. Mais le problème général reste posé. La tendance de Genève est de nous faire endosser les responsabilités.

M. Petitpierre retire les exemplaires du communiqué Helg sans que le Conseil fédéral se soit prononcé sur son contenu. Le texte sera revu, en tout état de cause.[11]

---

11. *Autres thèmes de la séance: Affaire Wille, cf. N° 121 dans le présent volume; Recours de la société de laiterie de Ballwil; Frais d'impression; Ordonnance douanière sur la navigation aérienne; Accord avec la France sur les transports routiers; Allocations de ménage au personnel fédéral; Directeur du bureau des poids et mesures; Caisses Raiffeisen.*

141

E 2800(-)1990/106/20
[DoDiS-15430]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Grey, Ambassadeur de Grande-Bretagne, le mercredi 26 avril 1961, à 10 h 30

[Berne, 26 avril 1961]

J'ai prié l'Ambassadeur de Grande-Bretagne de venir me voir. D'entente avec le Président de la Confédération[1], je désirais m'entretenir avec lui de questions relatives aux relations entre les Six et les Sept.

Je relève que les conversations qui ont eu lieu récemment entre le Président Kennedy et M. Macmillan[2] ont créé une certaine inquiétude. La politique européenne de M. Kennedy tend à grouper politiquement les principaux pays européens. Pour cela, il est nécessaire de mettre fin à la division économique de l'Europe. Ce regroupement doit se faire dans le cadre du Marché commun élargi par l'adhésion de l'Angleterre. Si celle-ci adhérait au Marché commun, il est à peu près certain que le Danemark et la Norvège suivraient immédiatement.

Je ne suis pas, bien entendu, opposé à ces conversations. Elles me paraissent même utiles, sinon nécessaires. Mais il conviendrait que le Gouvernement britannique renseigne ses associés de l'AELE sur ses intentions, pour autant qu'elle en ait déjà et dans la mesure du possible. Il est tout à fait clair que ce qu'on sait et qui a été publié déjà sur les entretiens Kennedy-Macmillan porte un coup à l'AELE. Si la politique américaine s'imposait, l'AELE serait vraisemblablement condamnée à terme. Il y aura d'ailleurs des obstacles à une adhésion de l'Angleterre au Marché commun: le Commonwealth, les produits agricoles, les conditions auxquelles la France pourrait subordonner son consentement à cette adhésion. Il est vraisemblable que les négociations dureront longtemps.

M. Grey me répond qu'il comprend mes inquiétudes, qu'il fera rapport à son Gouvernement et qu'il cherchera à être en mesure de nous renseigner.

D'entente avec le Président de la Confédération, je soulève la question s'il ne conviendrait pas d'avancer à la fin du mois de mai la réunion des Ministres de l'AELE. Une réunion spéciale à brève échéance serait inopportune. Elle pourrait donner à l'extérieur l'impression d'une crise au sein de l'AELE.

---

1. *F. T. Wahlen.*
2. *Lors de la visite du Premier ministre britannique aux Etats-Unis, du 4 au 8 avril 1961.*

142

E 2200.41(-)1977/93/13
[DoDiS-15159]

Le Consul général de Suisse à Alger, H. Voirier,
à l'Ambassade de Suisse à Paris

R Confidentiel Alger, 27 avril 1961

Un des plus dramatiques chapitres du roman fleuve de la guerre d'Algérie s'est ouvert puis achevé de la manière la plus surprenante.

Au début de la semaine dernière, j'avais été reçu encore par le Préfet de Police, M. Jannin, et par le Commissaire central, M. Fachot. Si le premier était resté sur une certaine réserve, le second avait montré quelque optimisme quant aux perspectives de la lutte contre ses principaux adversaires du moment: les «plastiqueurs». Pour mener à bien cette lutte, il m'assurait qu'il allait disposer incessamment des équipes spécialisées et des fonds qui lui étaient nécessaires; au demeurant, me disait-il, ces «plastiqueurs» étaient peu nombreux. Peu de jours après, le Préfet et Commissaire central étaient mis hors d'état d'agir par la révolte des «Quatre Généraux», qui laissaient le champ libre à ces mêmes plastiqueurs, aux applaudissements de milliers d'Algérois qui saluaient joyeusement la libération des contre-terroristes arrêtés ou internés et des assassins de l'avocat Popie.

La plupart des gens d'ici ne s'attendaient nullement pour le 22 avril à un coup comme celui qui a été accompli par les Généraux Challe, Zeller, Salan, Jouhaud, etc. Bien sûr l'éventualité de réactions antigouvernementales d'éléments de l'armée française, notamment de certains régiments de parachutistes ou de la Légion étrangère, n'avait jamais été écartée; vous savez que, pour ma part, je n'ai pas cessé de l'avoir en vue. Des rumeurs circulaient d'ailleurs à ce sujet à la veille de l'événement (mon collègue espagnol en avait recueillies), mais plutôt moins qu'en d'autres occasions.

Je sais néanmoins de source certaine que le vendredi 21 avril les Renseignements généraux de la Délégation générale avaient prévenu qui de droit, au milieu de la journée, qu'un coup de force se produirait dans la nuit. Le Général Gambiez, commandant en chef en Algérie, aurait, sur ces entrefaites, pris quelques précautions qui devaient s'avérer insuffisantes, mais la plupart des hauts fonctionaires d'Alger n'auraient pas pris l'information suffisamment au sérieux. Peut-être aussi était-il un peu tard pour poster autour d'Alger des régiments d'un loyalisme à toute épreuve?

D'ailleurs on est en général persuadé ici que le jour de la rébellion a été avancé, car on a été très frappé du fait que la première proclamation de Challe portait la date du 24, alors que l'affaire a débuté dans la nuit du 21 au 22. Voici l'explication que le Ministre d'Espagne m'a donnée: le samedi soir 22 devait avoir lieu à Alger une réunion décisive de l'organisation secrète armée (OAS à Bab-el-Oued, quartier populaire d'Alger, cela veut dire, disent les plaisantins: «Aux armes, citoyens!»), comprenant comploteurs d'Algérie et de métropole. Les autorités ayant eu vent de cette réunion, les gens d'Alger se décidèrent à avancer la réalisation de leurs projets, présumant qu'en métropole les autres

conjurés sauraient agir dès le début des opérations. Mais ce changement d'horaire ne resta pas inaperçu non plus, nous venons de le constater.

A mon collègue espagnol également, Philippe Marçais, cet excellent lettré, professeur d'arabe, que la politique a saisi pour en faire un député d'Alger-Banlieue, élu après le Treize Mai[1] avec l'appui de ces groupes qui s'intitulaient ici «l'Armée», avait exposé la thèse suivante: Il serait très facile de prendre le pouvoir civil et militaire en Algérie. Si, en même temps, quelques éléments décidés s'emparaient à Paris de la personne du Chef de l'État, les Français de métropole, uniquement soucieux de leur paix individuelle, seraient incapables de réagir! Quant aux musulmans d'Algérie, bien entendu, ils accueilleraient avec satisfaction cette évolution des choses, tant au fond ils ne demandent qu'à rester Français!

C'est sur de tels raisonnements, sans «s'assurer de leurs arrières», sans peser les conséquences de leurs actes, que les conjurés semblent avoir fondé leur action. Passe pour un Jouhaud, pied noir notoire, pour un Zeller, dont le nom a été associé à tous les plans de chambardement des institutions républicaines, pour un Salan, personnage énigmatique, de réputation incertaine, poussé, a-t-on dit, par une épouse remuante, pour tels colonels encore, intoxiqués d'action psychologique à l'indochinoise, mais comment un général Challe, beau chef d'armée, un colonel Godard, officier de grande valeur, homme loyal, que, malgré sa participation vigoureuse à la bataille d'Alger de 1956–57 et son rôle au Treize Mai, l'opinion avait ménagé en général, ont-ils pu prendre une part prépondérante dans la mutinerie? C'est ce que l'avenir nous fera peut-être comprendre. Leur attitude a été, au moins, jusqu'au bout, empreinte de noblesse et de dignité: Challe prenant toutes les conséquences de son acte en se livrant à la justice de son pays, Godard restant le dernier dans l'immeuble de la Délégation générale, dont les paras de la légion abandonnaient, le 26 aux premières heures du jour, la défense.

Si mon collègue néerlandais, dès une heure du matin le 22 avril – l'instant annoncé par les Renseignements généraux –, voyait de sa villa de banlieue passer un convoi militaire important en direction du centre d'Alger, ce n'est que vers sept heures que j'entendis moi-même quelque chose d'insolite: des cris et des klaxons «Algérie Française», auxquels on n'était plus habitué. Cependant rien de vraiment anormal ne m'apparut au centre de la ville, où je réside. Le poste de «France V» (Radio-Alger) n'émettait plus, en revanche, et, peu après, j'apprenais d'un poste métropolitain qu'Alger changeait de maîtres…

Me rendant au Consulat général, je constatais que la population débordait de joie, «Algérie française» étant scandé de plus en plus souvent et vigoureusement par les automobilistes.

J'essayai immédiatement d'atteindre le Département, pour apprendre qu'aucune communication, téléphonique, télégraphique, ou simplement postale, n'était plus possible hors d'Algérie pour les représentations consulaires. Nos tentatives réitérées pour toucher à ce sujet la Délégation générale ou la Direction des PTT restaient infructueuses.

---

1. *Sur la journée du 13 mai 1958 et les événements qui ont précédé la venue au pouvoir du Général de Gaulle, cf. le N° 6 dans le présent volume.*

Les nouvelles autorités de fait, il faut le dire, invitaient ouvertement la population à rester calme, à renoncer à toute manifestation de rues (mais à pavoiser, consigne appliquée largement dans certains quartiers résidentiels ou populaires, plus discrètement dans le centre de la ville). Pourtant, on voit apparaître comme hommes de confiance des généraux rebelles des gens de l'OAS, dont l'allure est peu rassurante.

L'exubérance tombe au fur et à mesure; l'après-midi du samedi, puis le dimanche se passent très tranquillement. C'est davantage l'ambiance d'un état de siège débonnaire que celui d'une kermesse héroïque.

Pour ma part, je m'efforce en vain, pendant ce week-end, d'obtenir des communications avec l'extérieur par l'entremise de la permanence que nous avons installée au Consulat général, avec plus de succès de rassembler quelques renseignements fondés sur ce qui se passe. Si, parmi bien des membres de la Société helvétique de bienfaisance réunis à Bouzaréa, règne une euphorie évidente, alimentée de bobards de première grandeur (les Etats-Unis ont pris le parti des Quatre Généraux contre le communisme, les pourparlers d'Evian[2], pour lesquels la Suisse a si malencontreusement prêté son entremise, sont heureusement dans le lac, etc.), les collègues et les personnes réfléchies que je vois sont, au contraire, très soucieux. Le Consul général d'Italie ne voit ainsi aucune chance de réussite à l'entreprise rebelle. Celui de Belgique considère que l'on est en pleine aventure, sentiment que, me dit-il, partageait un général qui avait vu Challe et Jouhaud et avait été passablement stupéfait de leur imprévoyance, le seul espoir de ces derniers paraissant être que leur mouvement fasse tache d'huile, ce qui est loin d'être certain pour l'heure, d'après ce qu'on croit savoir de ce qui se passe ailleurs, à Oran et Constantine, par exemple. Dans la première de ces villes, notre agent consulaire, M. R. Gehrig, m'a assuré que la population pavoisait allègrement mais que tout était normal.

Pendant que, le lundi 24, mes collaborateurs recommencent à tenter d'établir une liaison quelconque avec l'extérieur, j'ai un entretien très ouvert avec le Consul général de Grande-Bretagne, M. T. Evans, bien connu à Berne, préalablement à une conférence des chefs de poste de carrière que j'ai convoqués, comme doyen, pour le début de l'après-midi. Nos vues sont concordantes sur les problèmes urgents qui se posent au Corps consulaire: avant tout, le rétablissement de communications qui nous mettent en mesure d'accomplir notre mission consulaire normalement; le départ de quelques cargos étrangers retenus à Alger, en assurant éventuellement le départ, à leur bord, de certains de nos ressortissants bloqués ici; enfin les relations avec les autorités nouvelles, question de loin la plus épineuse.

De la part de son chef, malade, le Consul-adjoint d'Espagne vient ensuite me faire part d'une nouvelle de taille: le Général Salan a demandé au représentant de Madrid de venir auprès de lui pour recevoir une communication importante. Le Consul général a fait la sourde oreille et désire mon conseil. Mon avis est de ne pas donner suite encore.

Les problèmes qui se posent au Corps consulaire sont examinés au début de l'après-midi. L'accord se fait vite sur quelques principes, qui sont formulés

---

2. *Cf. N°140 dans le présent volume.*

en bref dans le procès-verbal ci-joint[3]. Nous sommes tous d'accord pour penser qu'aussi longtemps que possible, nous ne devons pas, non seulement essayer d'entrer en contact avec les chefs rebelles, mais même nous prêter aux contacts qu'ils rechercheraient; il est fort probable que si la situation devait se prolonger, l'Algérie séparée de la métropole aurait grandement besoin de l'extérieur et qu'il n'y a, par conséquent, aucune nécessité pour nous d'apparaître auprès de ses chefs de fait en qualité de solliciteurs. Le fait que le représentant de l'Espagne partage tout à fait l'avis général est caractéristique.

Après cette séance, je rédige une lettre très ferme à la Direction centrale des PTT[4], lui demandant d'assurer au Corps consulaire les communications dont il est privé. Puis je vais voir un «pied noir», qui est sous-Gouverneur de la Banque de l'Algérie, M. Delahaye, à la fois comme ami du Rotary Club et comme doyen du Corps consulaire. D'emblée il me dit que l'entreprise des généraux est insensée si ceux-ci ne se sont pas assuré l'appui de quelques hommes politiques de premier plan en métropole. Comme il n'est pas fonctionnaire, il ne croit pas pouvoir refuser sa collaboration au pouvoir de fait – il vient de discuter des affaires économiques avec le Général Zeller – pour permettre à la population de subsister. Mais, si le blocus économique et financier est rigide, la situation de l'Algérie sera désastreuse dans quelques jours. Il a tenté lui-même de téléphoner à son gouverneur à Paris, mais, s'il a pu avoir l'autorisation à Alger, Paris n'a pas accepté la communication. La Banque de l'Algérie fera les crédits nécessaires au maintien d'une certaine activité, en imprimant des billets s'il le faut. Avec le Président de la Région économique, M. Schiaffino, M. Delahaye tâchera de ravitailler au mieux le pays, mais s'attend d'ores et déjà aux plus grandes difficultés: faute de raffinerie, l'essence va manquer sous peu, les produits pharmaceutiques et le lait également; pour ces derniers produits, M. Delahaye ne me cache pas que l'on espère que, fidèle à leurs traditions humanitaires, la Suisse et le CICR ne refuseront pas de les fournir, et je lui assure que je m'emploierais à cette fin, le cas échéant, du moins si je puis communiquer avec la Suisse. Notre pays pourrait aussi, suggère mon interlocuteur, assurer la transmission de nouvelles familiales. J'expose ensuite à M. Delahaye l'attitude que s'est fixée, au moins provisoirement, le Corps consulaire; un peu surpris d'abord, il comprend qu'à défaut de communication avec les Gouvernements que nous représentons, nous courrions le risque que tout contact de notre part avec les chefs rebelles soit exploité par la radio ou la presse locale à des fins de propagande, ce qui pourrait nous attirer un désaveu de nos Gouvernements. J'en conclus que M. Delahaye saura exposer notre point de vue en haut lieu si l'occasion s'en présente. J'ajoute que la position du représentant de la Suisse est notamment délicate, du fait des éventuelles négociations d'Evian, l'entremise de la Suisse étant très mal interprétée à Alger…

Comme je demande à M. Delahaye comment, à la suite de l'arrestation ou de la disparition volontaire de nombreux hauts fonctionnaires, l'administration va fonctionner, celui-ci admet que, pratiquement, tous les titulaires de fonctions importantes qui restent disponibles ne reprendront effectivement le

3. *Non reproduit.*
4. *Non retrouvé.*

travail que s'ils sont couverts par un fonctionnaire d'autorité. Il se demande aussi si M. Salah Bouakouir, secrétaire général adjoint de la Délégation, acceptera ce rôle. En mon for intérieur, je doute beaucoup de cette acceptation, car M. Bouakouir, qui est hors de toute politique, à ce que je sais, mais que je considère quand même comme un nationaliste modéré, ne voudra pas s'embarquer sur une telle galère!

Finalement, M. Delahaye relève un élément positif; les musulmans, selon lui, ont bien pris les choses et ne sont pas mécontents que l'ordre soit assuré par les «paras». Je reconnais que, selon mes constatations, le monde musulman reste calme, mais je pense que c'est simplement de «l'attentisme»; quant à leur opinion des paras, je préfère laisser tomber le sujet…

Le lendemain 25 avril, ce que m'a dit M. Delahaye m'est en grande partie confirmé par un collègue honoraire, directeur d'une grande banque d'affaires, à qui j'expose aussi l'attitude que les chefs de poste de carrière ont adoptée; il approuve pleinement cette attitude. Il revient d'Oran et, de ce qu'il me relate, je devine que si la ville d'Oran a été placée sous l'autorité des paras de la Légion, le reste de l'Ouest algérien reste en dehors du coup d'Alger, même Sidi-bel-Abbès. Mon interlocuteur a constaté qu'après un élan de joie, les habitants d'Oran sont devenus graves et préoccupés. Sur les quatre Généraux, mon collègue exprime une opinion prudente, mais au fond très sévère; il estime qu'ils n'ont pas vu du tout les risques énormes qu'ils prenaient.

Comme M. Delahaye, il pense que les milieux musulmans ne sont pas mécontents des événements qui viennent de se produire…

Ayant été récemment en Tunisie, mon collègue, qui connaît toutes les hautes personnalités de ce pays, rapporte une impression favorable de ses entretiens. Il juge que les dirigeants de ce pays sont surtout inspirés par l'idéologie républicaine française et aspirent à un genre de vie occidental. Il s'est intéressé vivement aux méthodes «coopératistes» qui sont tentées en Tunisie. Ayant apprécié lui-même le succès de telles méthodes dans les pays scandinaves, notamment en Finlande, il croit que la Tunisie est sur la bonne voie, mais que, pour tenir compte des grandes différences entre les populations des deux pays, les méthodes devront être plus autoritaires. A ce qu'on lui a dit en Tunisie, les hommes du GPRA, quelles que soient d'ailleurs leurs divergences, ne seraient pas revenus de leurs voyages enchantés des méthodes communistes et penche-raient beaucoup pour des solutions du genre de celles qu'introduit la Tunisie. Il ne faut cependant pas mésestimer l'action communiste en Algérie; certaines couches populaires y sont plus sensibles qu'à celle du FLN; à ce qu'il sait, une bonne part des troubles qui se sont produits à Oran étaient d'origine communiste. Il faut faire remonter cette influence communiste au moment où la France, prenant sa place dans la coalition occidentale, s'est refusée à un «neutralisme» en échange duquel l'URSS l'aurait laissée tranquille en Algérie.

L'après-midi, j'avais de nouveaux contacts avec d'autres collègues. Le Ministre des Etats-Unis et son premier collaborateur, le Consul général de Belgique, celui de Norvège, exprimaient un pessimisme accru. Le premier me recommandait vivement de demeurer très ferme au cas où l'un ou l'autre des chefs voudrait entrer en relation avec moi. Il avait reçu la visite de M. Lauriol, député d'Alger-Banlieue, qui avait tenté auprès de lui une longue justification

de l'intervention de Challe et de ses complices; après l'avoir écouté attentivement, mon ami Lyon devait lui répondre que cet exposé, aussi captivant fût-il, n'avait aucun intérêt pour le Gouvernement américain, puisqu'il était hors d'état de le transmettre à Washington. M. Lauriol tombait des nues en apprenant qu'aucun consul ne pouvait communiquer avec les autorités de son pays, ce qui ne l'empêcha pas de reprendre son bâton de pélerin pour essayer de prêcher la bonne parole au Consul général d'Allemagne.

Plusieurs de mes collègues avaient assisté peu ou prou, la veille au soir, à la manifestation organisée au Forum par les Généraux. Selon leur avis, il n'y avait pas plus de 15 à 20'000 personnes et ils n'avaient aperçu aucun musulman. Leur opinion unanime, que je partageais, était que les musulmans étaient résolument opposés à ce mouvement et que leur calme ne traduisait qu'une position d'attente dont on ne pouvait savoir ce qu'elle recouvrait réellement.

En fin d'après-midi, mes délégués à Alger venaient au Consulat général, où je les avais convoqués pour un échange de vues, sur la situation dans l'ensemble, et les mesures à prendre en particulier pour venir en aide à nos compatriotes. La réunion fut assez brève, car l'un des délégués, M. Maillard, avait appris, d'une source qui devait s'avérer excellente, que des bagarres éclateraient pendant la nuit entre partisans du Général de Gaulle et ceux des Généraux mutins.

On commençait, en effet, à percevoir que les choses se gâtaient sérieusement dans le camp des Généraux d'Alger. Mais comment croire qu'en peu d'heures tout serait fini, après quelques péripéties rapides, les chefs de la rébellion abandonnant la lutte presque sans coup férir et prenant la fuite plus ou moins élégamment, les paras aux bérets rouges ou verts se dispersant aux quatre vents, dans l'obscurité, devant les gendarmes et les troupes du contingent convergeant sur le cœur de la cité?

De mon balcon d'hôtel, j'assistais au flux vers le Forum puis au reflux de centaines d'Algérois, que la radio rebelle avait, à toute extrémité, appelés au Forum selon la bonne tradition des émeutes locales; j'entendais quelques coups de feu, constatais quelques bousculades entre gendarmes et jeunes Algérois, apercevais les blindés de gendarmerie qui, remplaçant ceux des paras, occupaient peu à peu les points stratégiques d'Alger, tout en suivant jusque tard dans la nuit les récits haletants qui se succédaient aux postes métropolitains de radio…

A l'heure où je vous écris, j'ignore encore bien des faits qui se sont déroulés dans le Grand Alger au cours de ces journées. On s'est davantage battu qu'on ne l'a dit et il a coulé plus de sang qu'on ne l'admet, à ce que j'apprends. Cependant il n'y a pas eu de coups de feu au Forum, comme on l'a écrit; plusieurs témoins occulaires me l'ont assuré. Les scènes qui se sont déroulées sur ce haut lieu d'Alger ont eu des côtés comiques, voire franchement grotesques… On a vu ainsi des Généraux dans l'impossibilité de haranguer la foule, faute de micro, un Général Zeller errant, désemparé, de groupe en groupe, d'étranges chassés-croisés entre CRS et parachutistes de la Légion étrangère.

Au lendemain de cette nuit mélodramatique, Alger était redevenue loyale. La grande majorité des musulmans, cette fois-ci, ne cachaient pas leur joie, que partageaient beaucoup de métropolitains, mais peu d'Algérois d'origine, la plupart des «pieds noirs» tombant rudement du haut de leurs folles illusions

dans un amer désespoir. Le concierge européen de mon hôtel m'avait, lui, salué d'un grand sourire, en disant: «Et la comédie continue…»

Un jour prochain, j'aurai peut-être encore quelques détails à ajouter à cet exposé, qui est trop copieux, je m'en excuse, n'ayant pas le temps de le reprendre. Je chercherai surtout à tirer la leçon de ce chapitre d'histoire algérienne qui se termine, je crois (ce sera ma première conclusion), par un éclatant succès pour de Gaulle, dont l'autorité s'est affirmée au-delà de ce qu'on pouvait attendre et dont le prestige auprès des musulmans a tellement grandi en ces derniers jours qu'il pourrait, en exploitant sans tarder sa victoire, s'engager dans les négociations en vue avec de grandes chances d'obtenir pour son pays la moins mauvaise paix. Ainsi, la plus récente des «affaires» d'Alger aurait finalement pour conséquence de hâter la solution du problème algérien, sous la forme de l'indépendance, cela semble plus que jamais inéluctable, mais en association avec la France, comme le désire le Chef de l'Etat et comme il est, à mon sens, souhaitable dans l'intérêt commun.

143

E 1001(-)1967/125/9
[DoDiS-14884]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la participation de la Suisse à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)[2]

P PF Berne, 4 mai 1961

La Convention relative à l'OCDE a été signée le 14 décembre 1960 par les pays membres et associés de l'OECE. La délégation suisse avait été autorisée à la signer par une décision du Conseil fédéral du 9 décembre 1960[2].

Les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Turquie ont déjà ratifié la Convention; dans les autres pays, les procédures de ratification sont très avancées, de telle sorte que, conformément à l'article 14, la Convention pourra entrer en vigueur le 30 septembre.

Nous désirons attirer votre attention sur certains des aspects de la nouvelle organisation d'une façon plus explicite qu'il n'a été possible de le faire dans le projet de message que nous vous soumettons aujourd'hui:

---

1. *Pour le texte du Message, daté du 5 mai 1961, cf. FF, vol. I, 1961, pp. 937–965.*
2. *Cf. PVCF N° 2080 du 9 décembre 1960,* E 1004.1(-)1000/9/644.1*; sur les négociations au sujet de la création de l'OCDE, cf.* E 2001(E)1976/17/217–218 *et le rapport du 25 novembre 1960,* E 2808(-)1974/13/15 (DoDiS-16514), *le PVCF du 9 décembre 1960,* E 1004.1(-)1000/9/644 (DoDiS-16506) *et la circulaire du DFEP du 15 décembre 1960,* E 2001(E)1972/33/C137 (DoDiS-16509).

Composition de l'OCDE

L'organisation comprend désormais deux puissances non-européennes, membres de l'OTAN, dont l'une, les Etats-Unis, est en mesure d'avoir une influence prépondérante sur le cours des activités de l'organisation. Le droit de veto peut, de ce fait, devenir d'un emploi plus difficile. Bien que selon le Secrétaire général de l'OECE, M. Th. Kristensen, les Etats-Unis semblent avoir compris la nécessité de conférer aux travaux de la nouvelle organisation un caractère exclusivement économique, il est possible que les Etats-Unis et le Canada n'aient pas pour le point de vue des Etats neutres toute la compréhension qui avait été le fait des Etats européens membres de l'OECE et qui avait permis à la Suisse de participer à cette organisation sans rencontrer de difficultés politiques majeures.

Demande d'adhésion de l'URSS

Au cours de la seizième session de la Commission économique pour l'Europe à Genève, le représentant de l'Union soviétique a déclaré que son Gouvernement désirait adhérer à la Convention relative à l'OCDE. Cette déclaration faisait suite à une demande de l'URSS en vue de participer aux travaux de réforme de l'OECE. Une fin de non-recevoir a pu être opposée à l'URSS, car ces travaux étaient le fait des seuls membres de plein droit et membres associés de l'OECE.

Le problème de la participation russe à l'OECE ne s'était pas posé dans les mêmes termes lors de la création de l'OECE, l'URSS et les pays de l'Est européen ayant refusé de prendre part aux discussions préliminaires. Cette fois-ci, non seulement aucune invitation ne leur a été adressée, mais encore un refus sera certainement opposé par le Conseil de l'OCDE à toute demande d'adhésion. Ce refus pourrait poser des problèmes d'autant plus délicats qu'il serait sans doute difficile de le justifier par des arguments économiques ou juridiques.

Champ d'action de l'OCDE

Contrairement aux craintes énoncées au début des travaux sur la réforme de l'OECE, les Etats-Unis manifestent, surtout depuis le changement d'administration[3], l'intention de participer très étroitement aux travaux de la nouvelle organisation. Dans les domaines de la coordination des politiques économiques et de l'aide aux pays sous-développés notamment, les Etats-Unis ont adopté sans attendre la constitution de l'OCDE une attitude constructive. En fait, l'OCDE est pour ainsi dire entrée en activité par anticipation[4].

Le dynamisme des Etats-Unis est un élément positif. Il comporte cependant des dangers. L'aide aux pays sous-développés, en particulier, offre, en dehors de son aspect fondamental d'œuvre d'entraide et de solidarité humaine, un champ propice au jeu des influences et des rivalités politiques.

En matière commerciale, il ressort des déclarations du Président Kennedy que les Etats-Unis entendent faire de l'Organisation le centre de négociation

---

3. *Le Président J. F. Kennedy a pris ses fonctions le 20 janvier 1961.*

4. *L'OCDE succède le 30 septembre 1961 à l'OECE.*

pour le règlement du problème des Six et des Sept. Désireux de renforcer la cohésion politique de l'Europe, Kennedy s'est déclaré partisan d'une adhésion du Royaume-Uni à la CEE. M. Dillon, pour sa part, a déclaré que les pays de l'AELE, membres de l'OTAN, pourraient faire de même, un arrangement spécial pouvant être recherché pour les neutres. Il semble donc que les Etats-Unis se préoccupent avant tout de régler le problème de la division économique de l'Europe par une solution politique. Aussi les discussions qui pourraient se dérouler dans le cadre du Comité des échanges de l'OCDE risquent-elles de sortir de leur cadre purement économique. Bien que les débats au Sénat aient montré le souci des Etats-Unis de séparer les activités de l'OCDE de celles de l'OTAN, il n'est dès lors pas exclu que l'OCDE vienne à être présentée, dans le cadre d'une propagande insouciante ou mal intentionnée, comme la «branche économique» de l'OTAN.

Conclusions

Les risques que nous venons de décrire tiennent à l'enchevêtrement toujours croissant des problèmes politiques et économiques. S'ils ne justifient pas une abstention de la Suisse qui serait immédiatement interprétée comme la preuve des tendances politiques de la nouvelle organisation, ces risques n'en doivent pas de nous enjoindre de faire preuve de la plus grande vigilance. Il est fort probable en effet que l'application de notre politique de neutralité sera plus malaisée que par le passé. Les considérations ci-dessus nuancent la balance des avantages et des inconvénients de notre participation à l'OCDE décrits dans le projet de message au chapitre IV. Elles ne sont cependant pas au stade actuel de nature à modifier la conclusion positive à laquelle nous sommes parvenus.

Nous vous proposons de prendre note du présent rapport et d'approuver le projet de message ci-joint sur la participation de la Suisse à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[5].

---

5. *Les propositions sont approuvées par le Conseil fédéral dans sa séance du 5 mai 1961. Cf. PVCF N° 819 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/649.

144

E 5001(G)1972/47/109
[DoDiS-15208]

Le Secrétaire général du Département politique, R. Kohli, à la Direction de l'Administration militaire fédérale

Matériel de Guerre.
Programme de fabrication d'Hispano-Suiza

L PO Confidentielle Berne, 17 mai 1961

Nous avons l'honneur de nous référer à votre lettre du 14 avril[1] relative au programme de fabrication des usines suisses d'Hispano-Suiza à Genève. Dans le plan d'ensemble qui vous a été soumis et qui couvre divers pays une bonne partie des livraisons sont destinées à l'Indonésie, au Liban, à l'Arabie Séoudite et à la République Arabe Unie[2], Etats où les exportations sont, soit frappées d'un embargo (Liban, Arabie Séoudite et RAU)[3], soit restreintes (Indonésie)[4].

Vous nous demandez d'examiner s'il ne conviendrait pas de revoir notre politique en matière d'exportations de matériel de guerre pour y apporter plus de souplesse. Vous relevez à ce sujet que la situation a évolué depuis l'époque à laquelle l'embargo ou les mesures restrictives ont été décrétées. L'état de tension s'étant maintenant étendu à la plupart des régions du globe, vous êtes d'avis que notre position devrait être révisée en tenant compte, d'une part de la nécessité de maintenir chez nous une industrie des armements viable, d'autre part du fait que les restrictions apportées en Suisse favorisent des fournisseurs étrangers.

Nous n'avons pas manqué de soumettre à une étude approfondie les divers problèmes posés par les plans de fabrication d'Hispano-Suiza[5]. Nous nous rendons compte que la situation internationale actuelle crée de nouvelles difficultés pour les exportations de notre industrie d'armements et qu'il convient de vouer une attention toute particulière aux mesures prises dans ce domaine. Nous ne croyons toutefois pas que les circonstances nous permettent d'envisager un allégement des dispositions en vigueur. Il nous semble plutôt que notre politique de neutralité devrait nous inciter à rester prudents devant l'accroissement de la tension internationale. Il suffit de

1. *Cf. la lettre de A. Kaech à R. Kohli du 14 avril 1961,* E 2001(E)1976/17/483.
2. *Cf. l'annexe* Programme général de fabrication *à la lettre de A. Kaech à R. Kohli du 14 avril 1961, ibid.*
3. *Cf. DDS, vol 20, N° 36 et le PVCF N° 1854 du 8 novembre 1955,* E 1004.1(-)1000/9/583.
4. *La Direction de l'Administration militaire informe le Service technique dans une lettre du 20 février 1957,* E 2001(E)1970/217/244*:* Pour information au Département politique (ad p.B.51.14.21.20 Indonésie). Par lettre du 8 février 1957, nous avons invité le Service technique à ne pas donner suite pour le moment à des demandes de fabrication ou d'exportation pour l'Indonésie. *La lettre au Service technique du 8 février 1957, n'a pas été retrouvée.*
5. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à P. Chaudet du 27 janvier 1961,* E 2001(E)1976/17/483.

rappeler à cet égard la réaction provoquée par les rumeurs relatives à une livraison d'armes au Congo[6] depuis la Suisse, rumeurs qui se sont d'ailleurs révélées fausses.

L'extension de la guerre froide, les dangers qu'elle entraîne dans tous les domaines et dont les repercussions se font également sentir dans notre pays, nous a engagés à participer toujours plus activement aux efforts entrepris sur le plan international pour arrêter les conflits et en éliminer les causes. L'action que nous déployons dans ce sens se trouverait entravée si, parallèlement, nous fournissions aux antagonistes les moyens d'accroître leur potentiel militaire.

Au cas où vous saisiriez le Conseil fédéral de la question, nous ne pourrions pas, du point de vue politique, nous rallier à une proposition visant à modifier fondamentalement la pratique suivie en matière d'autorisations pour les exportations. Nous ne méconnaissons pas pour autant l'intérêt qu'il y a pour notre pays à maintenir son industrie d'armement. Toutefois, dans ce domaine, comme dans d'autres, il importe de trouver dans l'intérêt supérieur du pays, une solution qui tienne compte des différents éléments en cause.

Partant de ce principe, nous avons déjà, malgré les risques que nous encourions du point de vue politique (réaction des Pays-Bas)[7], renoncé à nous opposer à ce que la maison Hispano-Suiza exporte à partir de 1959 par contingents échelonnés, du matériel de guerre vers l'Indonésie pour une valeur d'environ 10 millions de francs suisses. D'autre part, Contraves s'est vu accorder l'année dernière l'autorisation pour une importante fabrication d'armes (4,8 millions de francs suisses) également destines à l'Indonésie. Etant donné que les livraisons d'Hispano-Suiza précédemment autorisées seront terminées dans le courant de l'été, nous pourrions consentir à ce que cette maison s'engage par un nouveau contrat portant sur une valeur de 11,5 millions à la condition que les livraisons soient effectivement, comme cela est prévu au programme de fabrication, échelonnées sur la période allant de l'automne 1961 à l'année 1965 et qu'il soit expressément stipulé qu'elles n'interviendront pas à une échéance antérieure. En outre, nous devons évidemment nous réserver de nous opposer à l'exportation, le moment venu, si la situation politique de l'Indonésie se modifiait d'ici-là.

En revanche nous ne pouvons pas donner notre assentiment aux plans établis pour le Liban, l'Arabie séoudite et la RAU. Le conflit entre les Etats arabes et Israël[8], bien qu'il soit toujours latent, n'a pas perdu de son acuité, il s'est au contraire avivé ces derniers temps. Il est vrai que l'on pourrait établir une distinction entre des pays comme le Liban et la RAU. Mais nous sommes

---

6. *Sur la question de l'exportation d'armes au Congo, cf.* E 2001(E)1976/17/381.

7. *Sur les réactions des Pays-Bas concernant la question d'exportation de matériel de guerre vers l'Indonésie, cf. N° 21 dans le présent volume et* E 2001(E)1972/33/297.

8. *Sur la question du conflit entre les Etats arabes et Israël et l'exportation de matériel de guerre vers ces pays, cf. le rapport de A. R. Ganz à M. Petitpierre du 3 juin 1958,* E 2300(-)1000/716/456 (DoDiS-16212), *le rapport politique de E. Bisang à M. Petitpierre du 21 octobre 1958,* E 2300 (-)1000/716/459 (DoDiS-15286) *et la lettre de F. Kappeler à R. de Wattenwyl du 21 janvier 1960,* E 5155(-)1971/202/100 (DoDiS-15779).

obligés, pour ne pas créer de précédent, de suivre la même politique à l'égard de tous les Etats arabes. Des exceptions ne peuvent entrer en considération que s'il s'agit de pièces de rechange ou de livraisons en relation avec des contrats conclus avant l'embargo, comme ce fut le cas récemment pour le Liban[9].

Dans le même ordre d'idées, l'évolution de la situation en Afrique du Nord ainsi que les négociations d'Evian[10] nous engagent également à maintenir une attitude prudente.

Les raisons que nous venons de vous exposer ne nous permettent, à notre regret, pas de donner suite à la demande d'Hispano-Suiza en ce qui concerne les Etats arabes[11].

---

9. *Sur la question de la livraison de matériel de guerre pour le Liban, cf.* E 2001(E)1972/33/298 *et* E 2001(E)1976/17/524.

10. *Sur la question des négociations d'Evian, cf. N° 140 dans le présent volume.*

11. *Les mesures en vigueur envers les Etats arabes n'ont pas connu d'assouplissement, cf. la lettre de A. Kaech à Hispano-Suiza du 3 juin 1961, non reproduite.*

145

E 2001(E)1976/17/335
[DoDiS-14893]

Der schweizerische Botschafter in Buenos Aires, O. Seifert, an den Generalsekretär des Politischen Departements, R. Kohli

Buenos Aires, 19. Mai 1961

In der Angelegenheit der Compañia Italo-Argentina de Electricidad (CIAE) beehre ich mich Bezug zu nehmen auf meinen eingehenden Bericht vom 12. Mai[1].

Glücklicherweise hatte die Unterschrift des Vertrages[2] dank dem von Energiewirtschaftssekretär Ing. Branca angeordneten Beschleunigungsverfahren schon am Freitag abend stattfinden können, was ich Ihnen sofort meldete.

Als Ing. Zamboni mich vom glücklichen Abschluss der von ihm mit anerkennenswertem Geschick geführten Verhandlungen telephonisch informierte, befand ich mich an einem intimen Nachtessen im Hause Dr. Ernesto Alemanns, des Vaters des Wirtschaftsministers Alemann, welch letzterer ebenfalls anwesend war. Der Wirtschaftsminister schien selbst überrascht, dass es gelungen war, die Ausfertigung des Vertrages so zu beschleunigen, dass er noch am Freitag abend unterzeichnet werden konnte. Er erklärte sich höchst befriedigt und fügte etwas verbittert hinzu, die Schweizer hätten seinem Versprechen, die leidige Angelegenheit raschestens zu lösen, mehr Vertrauen entgegenbringen dürfen. Ich darf in diesem Zusammenhang

---

1. *Vgl. das Schreiben von O. Seifert an R. Kohli vom 12. Mai 1961, nicht abgedruckt.*

2. *Es handelt sich um einen Verständigungsvertrag zwischen der CIAE und der argentinische Regierung. Vgl. Anm. 1.*

vielleicht nochmals daran erinnern, dass ich tatsächlich schon in meinem politischen Brief vom 28. April[3] mitgeteilt hatte, Dr. Ernesto Alemann habe mich sofort nach dem Amtsantritt seines Sohnes wissen lassen, dieser betrachte die rasche Bereinigung des Italo-Argentina-Vertrages als eines seiner wichtigsten Anliegen.

Wir standen an jenem Abend unter dem Eindruck des am Vortage vom berüchtigten Boulevard-Blatt «La Rezon» veröffentlichten Angriffs auf die Regierung, in dem unter dem Titel «Neuer Elektrizitätsskandal» ein vom ehemaligen argentinischen Finanzminister Dr. Federico Pinedo zuhanden des Energiesekretariats ausgearbeiteter Bericht auszugsweise, entstellt und falsch ausgelegt zu polemischen Zwecken ausgeschlachtet wurde. In diesem Presseelaborat wurde u. a. insinuiert, die Regierung sei im Begriff, das projektierte Elektrizitätswerk «Dock Sud», ein Objekt erster Grössenordnung, wofür Argentinien noch keine geeignete Finanzierungsgrundlage gefunden hat, den beiden Gesellschaften SEGBA[4] und ITALO zu verkaufen. Wirtschaftsminister Dr. Roberto T. Alemann machte kein Hehl aus seiner Befürchtung, die Unterzeichnung des Italo-Vertrages werde nunmehr ein Neuaufflackern der Polemik um die Elektrizitätsversorgung von Buenos Aires mit sich bringen, was der Regierung, die sich auf ihre neuen wichtigen Aufgaben zu konzentrieren habe, sehr lästig fallen könnte.

Der unüberlegte Angriff hatte seinen Ursprung, und dies ist für die hiesigen Verhältnisse bezeichnend, in von untreuen Beamten illegal in Umlauf gesetzten gekürzten Exemplaren des vertraulichen Pinedo-Berichts, die gegen Bezahlung von 100 Pesos gekauft werden konnten.

Es zeigte sich am darauffolgenden Tag, dass die Befürchtungen nicht begründet waren. Dr. Pinedo stellte geschickt die tendenziöse Darstellung richtig, und seine Erklärungen erhielten angemessene Publizität. Andererseits wurde die Unterzeichnung des Italo-Vertrages von einer einzigen Zeitung, dem «Argentinischen Tageblatt», am Samstag früh gemeldet, alle andern Blätter waren anscheinend nicht informiert worden. Der Wirtschaftsminister und der Energiesekretär Ing. Branca bereiteten sich nun ruhig auf eine Pressekonferenz vor, welche sie auf Montagabend den 15. Mai einberiefen. Sie verlief in überraschend freundlicher Atmosphäre. Herr Alemann hatte es sich nicht nehmen lassen, persönlich zu erscheinen und die technischen Erläuterungen und Darlegungen des Energiewirtschafts-Sekretärs selbst einzuleiten. Mit sichtlicher Genugtuung verlas er die Nachricht der Unterzeichnung des Vertrages, womit ein schon mehrere Jahre dauernder Streitfall seine auch für Argentinien befriedigende Schlichtung erfahren habe. Anders als im Falle CADE[5] – SEGBA sei es gelungen, die CIAE zu Kapitalinvestierungen in der Höhe von 80 Millionen USA $ zu verpflichten. Auch die nachfolgenden

---

3. *Vgl. das Schreiben von O. Seifert an M. Petitpierre vom 28. April 1961,* E 2300(-)1000/716/101.

4. *Es handelt sich dabei um eine argentinische Elektrizitätsgesellchaft, welche aus dem privaten Unternehmen CHADE entstanden und zu einer halb-privaten Gesellschaft geworden ist. Vgl. Nr. 80 in diesem Band.*

5. *Compañia Argentina de Electricidad. Vgl. Nr. 1 in diesem Band, insbesondere Anm. 2.*

Ausführungen mehr technischer und juristischer Art des Energiewirtschaftssekretärs wurden von den rund fünfzig anwesenden Journalisten mit Interesse und ohne Zwischenfragen angehört.

Ich darf mir erlauben, auf die komplizierte technische Seite dieser Darlegungen nicht näher einzugehen. Noch am gleichen Abend hat der Handelskorrespondent der Neuen Zürcher Zeitung, Dr. Hillekamps, eine fachmännisch einwandfreie Wiedergabe nach Zürich gesandt, von der er mir Kenntnis gegeben hatte und die Ihren Diensten alle wünschenswerten Aufklärungen bereits gebracht haben wird.

Keine der hiesigen grossen Tageszeitungen hat sich in polemischer oder aggressiver Weise mit dem Vertragsabschluss befasst. Eine Ausnahme bilden nur die zwei sozialistischen kleinen Wochenzeitungen, von denen ja kaum zu erwarten war, dass sie sich anders als kritisch und antiprivatwirtschaftlich äussern würden.

Für unsern Gebrauch dürfte es m. E. genügen festzuhalten, dass die Italo-Argentina, im Gegensatz zur CADE, ein 100% privatwirtschaftlich geleitetes Unternehmen bleibt und dass ihr diese Eigenschaft ermöglichen wird, sollten die schweizerischen Geldgeber ausbleiben, sich mit Aussicht auf Erfolg um Kredite bei der Weltbank zu bewerben. Ferner kann daran erinnert werden, dass den bisherigen Aktionären ein durchschnittlicher Ertrag von 7½% in Aussicht steht und dass der ITALO nunmehr eine Konzession auf unbegrenzte Zeit erteilt worden ist, die allerdings von der argentinischen Regierung ab 31. Dezember 1962 jederzeit mit einer Frist von drei Jahren gekündigt werden kann. Nach deren Ablauf muss der Staat die Gesellschaft auf Grund der neuaufgewerteten Anlagen in frei konvertiblen Devisen übernehmen. Die Neuinvestierungen bezwecken eine Kapazitätssteigerung um 250'000 Kilowatt.

Es ist auffallend, mit welcher Genugtuung in allen der Schweiz nahestehenden hiesigen Kreisen die Regelung der Italo-Sache aufgenommen worden ist. Mit grosser Erleichterung ist auch konstatiert worden, dass der erste Versuch einer demagogischen Hasskampagne, die in Elektrizitätsfragen eigentlich zu gewärtigen war, im Keime erstickt worden ist. Die Italo-Argentina erfreut sich auch wegen ihres heute immer noch viel besseren Dienstes im Vergleich zur SEGBA eines beachtenswerten Goodwills, und es dürfte die feste Absicht ihrer Leitung sein, nun besondere Anstrengungen zur baldigen Normalisierung ihrer Anlagen zu machen, die stark erneuerungsbedürftig sind.

Es wird nun allerdings eine bedeutende Anstrengung seitens der schweizerischen Lieferanten erwartet, die nicht nur ihre Lieferfristen so weit als möglich verkürzen sollten, sondern auch in Bezug auf Zahlungsbedingungen dem argentinischen Wiederaufbauwillen tatkräftige Unterstützung verleihen sollten.

In dieser Beziehung stehen baldige Besuche in der Schweiz des Präsidenten Zamboni und anderer leitenden Herren der ITALO in Aussicht.

Ich möchte an dieser Stelle festhalten, dass der neue Wirtschaftsminister Dr. Alemann und der Energiesekretär Ing. Branca sich in dieser Sache ausserordentlich mutig und energisch benommen haben. Es kann nicht bezweifelt werden, dass es der Regierung, die im Begriffe steht auf dem Gebiet des staatlichen Transportwesens zur Ausmerzung des Defizits von 19 Milliarden Pesos

der Staatsbahnen äusserst unpopuläre und drastische Massnahmen zu ergreifen, vielleicht besser gepasst hätte, die Unterzeichnung des Italo-Vertrages noch etwas hinauszuschieben. Das geschickte Vorgehen des Wirtschaftsministers und das umsichtige Verhalten Ing. Zambonis, der einige der ärgsten Fanatiker zu beschwichtigen vermochte sowie vielleicht nicht zuletzt das unangetastete Prestige der Schweiz, deren Interesse an der ITALO bekannt ist, haben die befürchtete Reaktion der ultranationalistischen Kreise glücklicherweise aufgehalten.

Der Vertrag – Convenio – wird nun noch dem Nationalen Energierat zur Vernehmlassung unterbreitet. Dessen Vorsitzender ist Ing. Branca. Präsident Frondizi hat es selber übernommen, einigen der einflussreichsten Mitglieder dieses Rates die rasche Behandlung nahezulegen. Es wird mir aber versichert, dass der Staatspräsident entschlossen ist, sich auch über eine etwaige negative Stellungnahme hinwegzusetzen, was konstitutionell nicht unmöglich wäre, hat doch der Energierat nur beratende Funktion.

Diese Vernehmlassung wird einige Tage mehr in Anspruch nehmen, als ursprünglich angenommen. Auf Grund der erhaltenen Zusicherungen, dürfen wir aber bestimmt hoffen, das Dekret noch im Laufe der ersten Hälfte Juni unter Dach and Fach zu bringen.

Angesichts des uns erwiesenen guten Willens und besonders im Hinblick auf den Umstand, dass Wirtschaftsminister Alemann an der Pressekonferenz vom vergangenen Montag sich persönlich in dieser Sache stark exponiert hat, möchte ich Sie angelegentlichst ersuchen, ihm nunmehr das geforderte Vertrauen entgegenzubringen. Er verdient es bestimmt, und ich glaube, dass wir die hier gemachte Geste, die wie gesagt innenpolitisch mit konkreten Gefahren verbunden war denen mutig begegnet worden ist, mit ebenso offener Freundlichkeit beantworten sollten.

Entgegen der auf Seite 8 meines Berichts vom 12. Mai[6] gemachten Empfehlung, möchte ich Sie ersuchen, alles in Ihrer Macht stehende zu tun, damit dem Vizepräsidenten der argentinischen Zentralbank, Herr Gonzalez del Solar, der am 1. Juni in Begleitung einiger Funktionäre in Zürich eintreffen wird, behördlicherseits das weitestmögliche Entgegenkommen gezeigt werde. Er wird zwischen dem 1. und 5. Juni einen Besuch in Bern machen, und ich werde Ihnen mit dem nächsten Kurier[7] sein näheres Programm bekanntgeben, das mit den schweizerischen Grossbanken, die Schweizerische Kreditanstalt an der Spitze, annähernd definitiv festgelegt worden ist.

Dass sich die Atmosphäre in den schweizerischen Bankkreisen zum bessern für Argentinien gewendet hat, beweisen die Telegramme, welche Herr Gonzalez del Solar aus der Schweiz erhalten hat, in denen Argentinien zur Regelung der Italo-Angelegenheiten in höchsten Tönen gratuliert wird. Besonders entgegenkommend und aussichtsreich für den bevorstehenden Besuch äusserte sich Generaldirektor Schulthess, der Gonzalez del Solar telegraphierte, nunmehr stehe der Weg zu einer fruchtbaren und erspriesslichen Zusammenarbeit offen, und man freue sich sehr auf seinen Besuch in Zürich.

---

6. *Vgl. Anm. 1.*

7. *Vgl. das Schreiben von O. Seifert an R. Kohli vom 20. Mai 1961, nicht abgedruckt.*

Ich muss mich wegen Zeitmangel, nach einer in jeder Beziehung sehr anstrengenden Woche, auf diese vorläufige Mitteilung beschränken, behalte mir aber vor, Ihnen mit einem am Dienstag abgehenden Sonderkurier über den bevorstehenden Besuch der Delegation der argentinischen Zentralbank näher zu berichten[8].

Ich darf wohl annehmen, dass in Anbetracht der erfolgten Regelung eine Beantwortung der Kleinen Anfrage Kurmann[9] sich erübrigt.

---

8. *Vgl. das Schreiben von O. Seifert an R. Kohli vom 22. Mai 1961, nicht abgedruckt.*
9. *Zu dieser Anfrage vgl. BR-Prot. Nr. 361 vom 1. März 1960,* E 1004.1(-)1000/9/635.1.

146

E 2800(-)1990/106/21
[DoDiS-15227]

Notice interne du Chef du Département politique, M. Petitpierre

Entretien avec M. Guerra, Ambassadeur du Portugal, le mardi 23 mai 1961, à 15 h 45

[Berne, 23 mai 1961]

M. Guerra revient me voir au sujet de l'activité des terroristes en Angola[1]. Il a été informé par son Gouvernement qu'il y aurait en Suisse des dirigeants du mouvement des populations de l'Angola qui chercheraient à exercer une activité dans notre pays contre le Portugal. Depuis notre dernier entretien[2], M. Guerra a reçu M. Walter Artho, président de l'Association des étudiants de l'Université de Fribourg, qui connaît les dirigeants de l'UPA[3] et voudrait jouer le rôle d'intermédiaire entre eux et les autorités portugaises, dans l'esprit du Réarmement moral, semble-t-il.

M. Guerra me donne le nom de deux personnes – qui n'en sont peut-être qu'une – qui figure sur la note ci-jointe[4]. Ce ou ces personnages sont peut-être en contact avec M. Artho. Le Gouvernement portugais demande que nous empêchions que dans notre pays des représentants des mouvements terroristes angolais exercent une activité dirigée contre le Portugal.

---

1. *Cf. N° 135 dans le présent volume et le rapport de R. Gottraux à F. Brenni du 14 avril 1961,* E 2300(-)1000/716/215 (DoDiS-15223).
2. *Du 12 mai 1961, cf. la notice de M. Petitpierre du 12 mai 1961, non reproduite.*
3. *Union des Populations de l'Angola. Sur W. Artho, cf. la notice de E. Brügger du 16 mai 1961,* E 2001(E)1976/17/48 (DoDiS-15225).
4. *Cette notice est jointe uniquement à la copie de la notice de M. Petitpierre du 23 mai 1961,* E 2001(E)1976/17/48. *En voici le texte:* Savimbi Yonas, 4, Avenue d'Echallens, Lausanne; Malheiro Jonas, Etudiant en médecine à l'Université de Fribourg, Portugais; passeport portugais valable jusqu'en septembre 1962. *Il s'agit bien d'une seule et même personne, Malheiro étant le nom portugais de J. Savimbi, cf. PV de la Police de sûreté de Fribourg du 23 juin 1961, ibid.* (DoDiS-15320).

Au cours de l'entretien, je demande à M. Probst si M. Artho a été reçu au Département. C'est le cas. Le Ministère public a été informé de cette affaire et a ouvert une enquête, dont le résultat n'est pas encore connu.

M. Guerra demande que, dès qu'il y aura un résultat et qu'on saura si réellement des représentants des mouvements nationalistes angolais exercent une activité en Suisse, il en soit informé, soit directement, soit par l'intermédiaire de son Ambassade. Lui-même doit se rendre à Genève ces jours prochains.

Au cours de l'entretien, je déclare à M. Guerra que nous accordons largement l'hospitalité aux étrangers qui viennent chez nous, mais que nous n'admettons pas qu'ils exercent une activité politique contre des pays tiers. Nous chercherons à nous renseigner sur l'activité que peuvent déployer les personnes dont les noms nous ont été indiqués[5].

5. *Cf. le PV de la Police de sûreté de Fribourg du 23 juin 1961, ibid.* (DoDiS-15320).

147

E 1001(-)1967/125/37
[DoDiS-15506]

Le Chef du Département militaire, P. Chaudet, au Conseil fédéral

Sauvegarde du secret de matériels américains

P Secret Distribué — Berne, 23 mai 1961

Notre Département est actuellement en pourparlers avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la fourniture de divers matériels pour l'équipement de notre armée et notamment de notre aviation. Certains de ces matériels, dont des échantillons nous ont déjà été livrés, sont encore tenus rigoureusement secrets par les autorités américaines et nous nous sommes engagés à sauvegarder ce secret.

Notre Ambassadeur à Washington[1] a récemment attiré l'attention du Département politique sur l'intention de la commission américaine de sécurité de faire contrôler sur place par des agents américains nos propres mesures de sécurité[2]. Cette visite serait précédée par l'envoi d'une délégation suisse à Washington aux fins de renseigner les autorités américaines sur notre législation en matière de sécurité et sur les mesures prises chez nous dans ce domaine. Cette information préalable permettrait de réduire aussi bien l'effectif de la mission américaine que la durée de son séjour en Suisse.

L'article XII de notre accord de coopération avec le gouvernement des USA pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique[3] prévoit déjà le contrôle

1. *A. R. Lindt.*
2. *Cf. la lettre de A. R. Lindt à M. Petitpierre du 5 novembre 1960,* E 2001(E)1998/199/1 (DoDiS-15514).
3. *Cf. l'*Accord de coopération entre le Gouvernement suisse et le Gouvernement des Etats-

en Suisse par des agents américains de l'utilisation de l'équipement, des appareils, des informations et des matières vendus ou cédés à notre pays. Certes, bien que le message du 31 juillet 1956[4] à l'appui d'un arrêté approuvant cet accord n'en fasse pas mention, le Conseil fédéral a beaucoup hésité avant d'accepter un tel contrôle. L'intention des autorités américaines dans le cas qui nous occupe pose les mêmes problèmes, mais leur solution s'avère plus délicate, car il s'agit aujourd'hui du contrôle de l'ensemble des mesures de sécurité prises sur le plan national. Notre Ambassadeur à Washington y voit une atteinte beaucoup plus grave à notre souveraineté et à notre indépendance que le contrôle prévu par l'accord bilatéral, ce dernier restant limité à un domaine particulier de notre activité.

Si, faisant sien le point de vue de M. Lindt[5], le Conseil fédéral devait s'opposer aux mesures envisagées par les autorités américaines, il est vraisemblable que nous nous trouverions dans l'impossibilité d'acquérir à l'avenir des matériels dits «classifiés», c'est-à-dire placés sous le sceau du secret, provenant des USA. Cela serait d'autant plus regrettable que ces matériels nous sont offerts à des conditions très avantageuses.

A titre d'exemple nous pouvons citer la fusée air/air pour l'équipement des «Mirage»[6]. En renonçant au modèle américain offert à 13'000 fr. la pièce, nous devrions choisir un modèle anglais de 120'000 fr. ou un modèle français de 170'000 fr. L'excédent de dépenses serait pour ce seul poste de l'ordre de 60 à 130 millions de francs, sans parler des délais de livraison beaucoup plus longs avec une solution européenne. D'autres matériels, intéressants sous tous les rapports et particulièrement adaptés aux besoins de notre armée, devraient être cherchés ailleurs, ce qui impliquerait de gros sacrifices financiers, sans qu'il soit certain que nous trouvions l'équivalent.

Dans ces conditions, nous estimons qu'il conviendrait tout d'abord de mettre tout en œuvre pour amener les autorités américaines à renoncer à leurs intentions, quelque irrévocables qu'elles puissent paraître pour le moment. L'offre américaine de recevoir une délégation suisse permettrait peut-être d'obtenir ce résultat, à la condition toutefois que les personnalités qui la composent jouissent du crédit nécessaire et soient à même, de par leurs fonctions, de donner tous les renseignements et apaisements souhaitables. Nous envisageons de désigner comme chef de cette délégation le colonel divisionnaire Burckhardt, sous-chef d'Etat-major front. Celui-ci devrait être accompagné d'un représentant du Ministère public fédéral et d'un représentant du Service technique.

Unis pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique *du 21 juin 1956, FF, 1956, vol. II, pp. 151–165. Voir aussi DDS, vol. 20, N° 74* (DoDIS-11261).

4. *Cf. FF, 1956, vol. II, pp. 125–149.*

5. *Cf. surtout la lettre de A. R. Lindt à R. Kohli du 16 mars 1961,* E 2001(E)1998/199/1*, dont voici le paragraphe final:* Unserem Entscheid wird grundsätzliche Bedeutung zukommen. Die amerikanische Kontrolle, wie sie im bilateralen Atomabkommen vorgesehen ist, beschränkt sich auf ein klar umrissenes Gebiet. Der «security survey» auf der andern Seite bedeutet nichts weniger als eine, wenn auch einmalige, Kontrolle schweizerischer Behörden und schweizerischer Maßnahmen, die die gesamten Sicherheitsvorkehrungen unseres Landes betreffen. Er stellt deshalb einen viel weitergehenden Eingriff in die Souveränität unseres Landes dar. Er verletzt nicht nur die Neutralität, sondern die Unabhängigkeit selbst.

Il va sans dire que notre délégation agira en contact étroit avec notre Ambassade à Washington. Toutefois, pour éviter de donner à cette démarche un caractère politique, les contacts préliminaires seraient établis par les attachés militaires. Au retour de cette mission, le Conseil fédéral pourra, le cas échéant, prendre une décision définitive en toute connaissance de cause. Par ces motifs, nous proposons[7]:

1. Le Département militaire est autorisé à envoyer une délégation aux Etats-Unis d'Amérique aux fins d'éclaircir les problèmes en relation avec la sauvegarde du secret de certains matériels américains. Le Département militaire renseignera la délégation sur sa mission dans le sens des considérants ci-dessus.

2. Le délégué du Ministère public est désigné par le Département de Justice et Police d'entente avec le Département militaire.

3. La décision quant aux mesures de contrôle américaines en Suisse est réservée jusqu'à plus ample informé[8].

---

6. *Sur cette question, cf. N°s 152 et 155 dans le présent volume.*

7. *Les propositions sont acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 2 juin 1961. Cf. PVCF N° 1002 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/650.1.

8. *Sur les résultats provisoires de ces négociations avec les Etats-Unis, cf. la lettre de A. R. Lindt à R. Kohli du 30 juin 1961,* E 2001(E)1998/199/1 (DoDiS-15516).

148

E 2001(E)1978/84/1033
[DoDiS-15235]

Notice interne du Département politique

Annexe au Bulletin N° 20 du 25 mai 1961

SB *[Berne, 25 mai 1961]*

La notice qui suit expose la ligne de conduite adoptée par la Suisse pour ses relations avec les Etats politiquement divisés. Elle doit permettre de répondre en connaissance de cause aux questions éventuelles qui pourraient être posées à cet égard.

Etats divisés

Il arrive parfois que des collaborateurs du Département, en poste à l'étranger, aient à répondre à des questions concernant nos relations avec les Etats politiquement divisés tels que l'Allemagne, la Corée et le Vietnam. Le fait vient de se produire à Saigon, en relation avec le prochain départ de notre Consul général[1].

Nous pensons qu'il est utile de vous rappeler quelle est à ce propos notre ligne de conduite. La politique de neutralité de la Suisse implique en principe

---

1. *Le 14 février 1961, G. Gut est nommé Consul général à Saigon, cf. le PVCF N° 291 du 14 février 1961,* E 1004.1(-)1000/9/646.

l'universalité de ses relations diplomatiques. Nous reconnaissons les Etats en fonction de critères juridiques objectifs, ce que démontre notamment le cas de la Chine[2]. La situation des Etats qui sont sortis divisés d'un conflit est en revanche différente. Nous pensons qu'il convient d'adopter ici, dans chaque cas, des solutions équilibrées qui tiennent compte des circonstances. Ces solutions ne seront donc pas nécessairement uniformes. Dans ces conditions, une non reconnaissance ne doit pas être interprétée comme un acte inamical.

Dans le cas de l'Allemagne, le Conseil fédéral avait, en déclarant, le 9 mai 1945[3], ne plus reconnaître le gouvernement du IIIème Reich, précisé que la Suisse continuait à reconnaître l'existence d'un Etat allemand[4]. Nous en avons déduit, par la suite, que nous ne pouvions reconnaître, pour l'ensemble de l'Allemagne, qu'un seul des deux gouvernements qui se constituèrent sur ce territoire, et nommément celui qui reprendrait les dettes de l'ancien Reich et les obligations découlant des traités internationaux passés avec la Suisse, et offrirait aux résidents suisses des garanties suffisantes. Le gouvernement de Bonn, à la différence de celui de Pankow, ayant donné les assurances désirées, des relations furent établies avec la seule République fédérale[5]. Le fait que cet Etat est l'un de nos plus importants voisins et partenaires commerciaux n'a pas été déterminant du point de vue juridique.

Nous n'avons reconnu aucun des deux Etats coréens, ce qui ne nous a pas empêchés de participer, pour des raisons de solidarité, à la Commission neutre de Contrôle[6]. Nous n'avons pas non plus reconnu la République démocratique du Vietnam. Avant l'accès à l'indépendance de la péninsule indochinoise, nous avions un consulat à Saigon[7]. Lorsque nous avons dû, en 1958, solliciter l'exequatur de notre nouveau représentant, le gouvernement de Saigon a déclaré considérer notre démarche comme une reconnaissance de jure de la République du Vietnam – interprétation que n'avons pas contestée, bien que notre intention primitive ait été plutôt de ne procéder qu'à une reconnaissance de facto. Des relations diplomatiques n'ont cependant pas été établies. Dans le cas du Vietnam et de la Corée, il y a lieu également de considérer que la division de ces Etats revêt juridiquement un caractère provisoire, les traités internationaux prévoyant leur réunification. Les reconnaître tous – à supposer qu'ils y consentent – équivaudrait selon nous à entériner le statu quo et à renforcer leur division, ce qui n'est pas souhaitable. N'établir qu'avec certains d'entre eux des relations diplomatiques pourrait, dans les circonstances actuelles, l'état de guerre n'ayant pas pris fin, porter préjudice à notre politique de neutralité.

---

2. *Cf. le télégramme de M. Petitpierre à Mao Zedong du 17 janvier 1950,* E 2001(E)1967/113/154 (DoDiS-8016).
3. *Note en marge:* (8. Mai!).
4. *DDS, vol. 15, N° 441, pp. 1106–1107.*
5. *Sur la question de la reconnaissance de la République fédérale d'Allemagne, cf. DDS, vol. 18, Nos 49* (DoDiS-8095) *et 72* (DoDiS-7224).
6. *Sur la question de la Commission neutre de contrôle, cf. DDS, vol. 19, Nos 63* (DoDiS-9605), *85* (DoDiS-9601), *107* (DoDiS-9675) *et vol. 20, N° 52* (DoDiS-12155).
7. *Sur la question de la reconnaissance du Vietnam, cf. DDS, vol 18, N° 36* (DoDiS-7040), *la notice de F. de Ziegler du 22 juillet 1955,* E 2001(E)1972/33/78 (DoDiS-12876) *et la lettre de E. Bernath à R. Kohli du 5 mars 1958,* E 2004(B)1974/53/13 (DoDiS-15231).

149

E 2001(E)1976/17/518
[DoDIS-15053]

L'Ambassadeur de Suisse à Tokyo, J. de Rham,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, H. Schaffner

L Tokyo, 31 mai 1961

Par voie rapide, je vous ai donné connaissance de l'essentiel de l'entretien que j'ai eu hier au Ministère des Affaires étrangères, où j'avais été convoqué par le Vice-ministre, M. Shima, qui désirait me faire une communication au sujet de la décision prise par les autorités suisses d'exiger dès le 30 mai 1961[1], la certification des prix pour les textiles japonais qui figurent sous l'article 2 de l'arrêté No 3 du Conseil fédéral du 16 octobre 1959[2], concernant l'importation de marchandises.

M. Shima, qui était accompagné d'un collaborateur de la Section économique, me lut une traduction anglaise d'un document rédigé par ses services et qui faisait l'objet d'une protestation formelle du Gouvernement japonais[3] contre une mesure qu'il considère discriminatoire à l'égard du Japon et contraire aux articles 7, paragraphe 2, et 14 du Traité d'établissement et de commerce entre la Suisse et le Japon du 21 juin 1911[4]. Le Gouvernement japonais, reprenant des arguments qui avaient d'ailleurs déjà été avancés, estime également que cette mesure n'est pas compatible avec les règles du GATT[5], qui lient aussi bien la Suisse que le Japon en ce qui concerne leurs relations commerciales réciproques. En conséquence, les autorités japonaises demandent que les autorités suisses reviennent sur leur décision ou tout au moins s'abstiennent, dans leurs mesures de contrôle, de désigner expressément le Gouvernement japonais. Au surplus, ce dernier se réserve le droit de prendre toute mesure qu'il jugerait utile à la défense de ses intérêts.

M. Shima ajouta qu'étant donné les relations amicales qui existent entre nos deux pays, cette protestation dont il me pria de faire part au Gouvernement suisse, n'aurait lieu que sous forme verbale.

Au cours de la discussion qui suivit, je pus constater que ce qui avait provoqué cette réaction du Gaimusho, c'est le fait que la décision prise s'applique

---

1. *Cf. l'ordonnance N° 5 du Département de l'Economie publique du 24 mai 1961 et la directive de la Division du Commerce* Einfuhr von Textilien aus Japan. Preiszertifizierung *du 25 mai 1961,* E 2200.136(-)1976/177/33.
2. *Cf. le PVCF N° 1797 du 16 octobre 1959,* E 1004.1(-)1000/9/630 (DoDIS-15024) *et l'arrêté N° 3 du Conseil fédéral sur les importations de marchandises du 16 octobre 1959, RO, 1959, pp. 958–960.*
3. *Non retrouvé.*
4. *Cf. RO, 1912, vol 28, pp. 64–77.*
5. *Depuis le 1er janvier 1960 la Suisse est membre provisoire du GATT, cf. N° 105 dans le présent volume, note 10. Sur la question des relations commerciales Suisse – Japon au sein du GATT, cf.* E 2200.136(-)1973/35/11.

spécifiquement au Japon[6]. Il est évident que ce pays n'a guère apprécié d'être mis sur le même pied que les pays communistes. Tout ceci d'ailleurs n'est pas nouveau pour vous et je n'ai pas manqué de souligner que c'était sans doute à regret que les autorités suisses s'étaient vu contraintes de recourir à une mesure aussi exceptionnelle. Elles avaient fait preuve de patience et avaient averti à plusieurs reprises les négociateurs japonais qu'elles seraient obligées de prendre une mesure de ce genre si le Gouvernement japonais continuait de se refuser à accepter un contrôle volontaire des exportations de textiles, vendus en Suisse à des prix considérés comme trop inférieurs à ceux des produits similaires de notre pays[7]. D'après notre dossier, qui n'est peut-être pas complet, vos services avaient informé exactement M. Suganuma, le secrétaire de l'Ambassade du Japon à Berne, de la procédure de contrôle envisagée du côté suisse, au cours d'un entretien qui eut lieu le 3 février dernier[8]. Vous étiez en droit d'attendre la réponse des autorités japonaises, que M. Suganuma vous avait laissé entrevoir. J'imagine que vous ne l'avez jamais reçue.

Ceci dit, j'ai pu constater que la mesure prise par les autorités suisses avait malgré tout vivement surpris nos partenaires japonais. Ceux-ci – pour quelle raison je l'ignore – semblaient avoir admis que cette question pouvait être considérée comme réglée. J'en vois la preuve dans une déclaration qu'un fonctionnaire du Gaimusho avait faite à mon premier collaborateur[9] quelques jours avant la réception de votre communication, en l'assurant que si les autorités japonaises s'étaient finalement décidées à accorder en principe la faculté d'un troisième vol hebdomadaire en faveur de la Swissair[10], c'était parce que du côté suisse, on avait fait preuve de compréhension au sujet de l'exportation des textiles d'origine japonaise. Le collaborateur de M. Shima a précisé que la mesure dont il avait été informé via l'Ambassade du Japon à Berne, lui avait causé un véritable choc, venant au moment où nos difficultés, dans d'autres domaines, semblaient sur le point d'être surmontées.

Il est naturellement impossible de dire jusqu'à quel point cette réaction est naturelle ou simulée, ce qui est certain en revanche, c'est que dans l'esprit des Japonais, il y a relation entre des difficultés qui ne sont nullement du même ordre et qui n'affectent pas les mêmes intérêts en Suisse.

Un hasard malheureux a voulu que, forts des assurances qui venaient de nous être données par le Gaimusho et d'entente avec la Division des Organisations internationales du Département politique, nous venions de faire savoir au Gaimusho qu'une délégation suisse était prête à venir à Tokyo pour négocier l'accord formel au sujet du troisième vol de la Swissair. J'ignore quelle va être maintenant l'attitude du Ministère des Affaires étrangères dans

---

6. *Sur la mention spécifique des textiles japonais, cf. la note de M. Gelzer du 11 juillet 1959,* E 2001(E)1972/33/C215 (DoDiS-15011).

7. *Sur la question des négociations concernant l'importation de textiles japonais,* E 2200.136(-)1973/35/12, E 2200.136(-)1976/177/33 *et* E 2001(E)1972/33/C215.

8. *Cf. la notice de R. Johner à H. Schaffner du 3 février 1961,* E 2200.136(-)1976/177/33.

9. *M. A. Grossenbacher.*

10. *Sur la question des vols Swissair au Japon, cf.* E 2003(A)1971/44/197, E 2003(A)1974/52/298 *et* E 2200.136(-)1976/177/32.

cette affaire, mais je crains qu'indirectement sinon directement, de nouveaux obstacles ne surgissent au moment où nous avions l'espoir de voir aboutir de patients efforts[11].

Pour revenir à la question de l'importation de textiles, j'imagine que les autorités suisses maintiendront leur décision. En revanche, il serait utile, à ce qu'il me semble, de faire à présent des contre-propositions concrètes au Gouvernement japonais, en lui soumettant un texte qui fixe dans tous ses détails la procédure de contrôle telle que l'envisagent nos autorités et qui devrait faire l'objet d'un accord bilatéral volontaire. Je n'ignore pas que pour des raisons techniques, ce contrôle ne peut être effectué qu'en Suisse par les autorités suisses, mais je me demande si, pour donner une satisfaction d'amour-propre aux Japonais, il ne serait pas tout de même possible de les associer, sous une forme ou sous une autre, à ce contrôle.

Il m'intéressera de savoir la suite qui sera donnée à cette affaire qui, si elle n'est pas grave en elle-même, pourrait tout de même avoir des répercussions regrettables en ce qui concerne l'ensemble de nos relations avec le Japon[12].

---

11. *Les négociations entre les autorités aéronautiques de la Suisse et du Japon ont lieu en juillet 1961. Le 21 juillet 1961, le troisième vol hebdomadaire est accordé à Swissair, cf. ibid.*
12. *Cf. la note 7.*

150

E 2001(E)1976/17/272
[DoDiS-9267]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Staatsbesuch Lübke[2], Stand der schweizerisch-deutschen Beziehungen

JR Bern, 2. Juni 1961

Vorwegs sei erwähnt, dass es seit der Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit der Bundesrepublik Deutschland im März 1951[3] gelungen ist, praktisch alle Pendenzen der Vorkriegs- und Kriegszeit – von wenigen Ausnahmen, die unter II erwähnt werden, abgesehen – in befriedigender Weise zu regeln. Es sei diesbezüglich erinnert an:

1. Die drei Abkommen vom 26. August 1952 über

a) die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz,

b) die teilweise Rückzahlung der schweizerischen Clearingmilliarde,

c) die Meistbegünstigung schweizerischer Kriegsgeschädigter beim deutschen Lastenausgleich. Das Abkommen unter a) ist inzwischen völlig abgewickelt worden. Die Amortisationsfristen für die Clearingmilliarde konnten

---

1. *A. Janner verfasste und unterzeichnete diese Notiz und adressiert sie an R. Aman.*
2. *Betreffend die Vorbereitungen dieses Besuchs, vgl. das Schreiben der Botschaft in Köln an M. Petitpierre vom 12. April 1961,* E 2800(-)1967/60/7 (DoDiS-15546).
3. *Vgl. BR-Prot. Nr. 566 vom 16. März 1951,* E 1004.1(-)1000/9/527 (DoDiS-8077).

durch ein Zusatzabkommen vom 19. Juni 1959 verkürzt werden. Bezüglich des Lastenausgleichs wurden für Schweizerbürger weitere Erleichterungen auf der Abgabenseite durch das Zusatzprotokoll vom 6. Juli 1956 zum schweizerisch-deutschen Doppelbesteuerungsabkommen vom 15. Juli 1931 eingehandelt.

2. Die Liquidation des früheren deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehrs konnte auf Grund eines Abkommens vom 16. Juli 1956 vorgenommen werden.

3. Das Abkommen über deutsche Auslandsschulden vom 27. Februar 1953 ermöglichte die Regelung des allergrössten Teils der schweizerischen Forderungen aus der Vorkriegszeit. Allerdings bedurfte es verschiedener Prozesse vor den durch das Schuldenabkommen vorgesehenen Schiedsinstanzen in Koblenz (insb. die Urteile der Gemischten Kommission vom 7. November 1956 und des Schiedsgerichtshofes vom 3. Juli 1958), um die deutschen Behörden zu einer vernünftigen Anwendung und Auslegung zu bewegen. Schliesslich konnte für die restlichen Goldmarkforderungen schweizerischer Gläubiger gegenüber deutschen Schuldnern auf Grund bilateraler Besprechungen im Jahre 1959 ein befriedigendes Ergebnis erzielt und dadurch das Problem der spezifisch ausländischen Forderungen als erledigt betrachtet werden.

4. Durch Bundesratsbeschluss vom 12. Mai 1961[4] wurde der Bundesrepublik der Saldo des Girokonto I der ehemaligen Reichsbank im Betrage von rund 814'000 Franken zur Verfügung gestellt.

II

Offen sind noch folgende Fragen

1. Nationalsozialistische Verfolgungsschäden

Eine Regelung konnte bisher nur für die Vorkriegszeit durch Notenwechsel im Jahre 1956 erreicht werden[5]. Es besteht indessen begründete Hoffnung, dass dieses letzte, die Beziehungen als einziges belastende Problem noch vor dem Staatsbesuch gelöst wird[6]. (Vgl. im übrigen Bericht des hierfür zuständigen Dienstes für Auslandschweizer-Angelegenheiten[7].)

2. Reparationsschäden

Frankreich hat sich stets geweigert, die von seinen Besatzungsbehörden in Süddeutschland verursachten Reparationsschäden wieder gutzumachen. Paris stellt sich auf den Standpunkt, es sei Sache der westdeutschen Regierung. Anlässlich von Verhandlungen im Februar 1960 in Bonn gelang es, von der deutschen Seite wenigstens das formelle Versprechen der Gleichbehandlung der Schweizer Geschädigten mit den Deutschen zu erreichen. Die effektive Regelung setzt aber den Erlass eines Reparationsgesetzes voraus, womit sich der im Herbst 1961 zu wählende Bundestag zu befassen haben wird. Dies

---

4. *Vgl. BR-Prot. Nr. 864 vom 12. Mai 1961,* E 1004.1(-)1000/9/649.
5. *Vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 75* (DoDIS-12634).
6. *Vgl. Nr. 153 in diesem Band.*
7. *Vgl. den Bericht von G. E. Brown vom 28. März 1961,* E 2001-08(-)1978/107/11 (DoDIS-17372).

bedeutet, dass die schweizerischen Geschädigten frühestens Ende 1962 in den für die Deutschen vorgesehenen, sehr bescheidenen Ausmass zum Zuge kommen werden.

3. Liquidation der Deutschen Golddiskontbank

Dieses Problem, an welchem auch schweizerische Gläubiger, insbesondere Banken, interessiert sind, ist mit der Reichsbankliquidation verknüpft, die bisher bereits zweimal vom Parlament verweigert wurde. Es besteht nunmehr eine gewisse Aussicht, dass die 3. Gesetzesvorlage der Regierung noch vor anfangs Juli verabschiedet wird. Dadurch kämen die schweizerischen Interessenten zu ihrem Recht.

4. Im Zusammenhang mit dem Londoner Schuldenabkommen ist noch eine besonders gelagerte Angelegenheit hängig. Es handelt sich um die Neuregelung einer Anleihe der Preussischen Centralbodenkredit AG. Davon sind DM 3,8 Mio. Goldpfandbriefe im Besitz der Bank für Hypothekarkredite (früher Interboden), in Basel. Am 22. Juni finden hierüber Besprechungen in Bonn statt. Die Rechtslage ist nicht derart, dass diese Pendenz anlässlich des Präsidentenbesuches vorgebracht werden könnte.

5. Zollstrafangelegenheiten aus den Jahren 1949/50. Zurzeit sind noch zwei Fälle hängig (Perlini und Pfister); für beide ist die Landesregierung in Stuttgart zuständig, sodass sie sich schon aus diesem Grunde nicht für eine «Intervention» eignen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass nach der Liquidation der Vergangenheit die Beziehungen sich völlig normalisiert haben. Einzig das Nazischädenproblem müsste m. E. angeschnitten werden, falls es bis im Juli nicht grundsätzlich geregelt werden kann.

Ausser den oben genannten Angelegenheiten sind mir keine bekannt, von denen anzunehmen wäre, dass sie vom deutschen Bundespräsidenten oder seinem Gefolge aufgeworfen werden könnten[8].

---

8. *Vgl. Nr. 153 in diesem Band.*

151

E 1001(-)1967/125/53
[DoDiS-14400]

Le Chef du Département de l'Economie publique, F. T. Wahlen, au Conseil fédéral

Pourparlers italo-suisses sur l'immigration de travailleurs italiens en Suisse

P Berne, 7 juin 1961

I

Outre la révision de la convention entre la Suisse et l'Italie en matière d'assurances sociales, du 17 octobre 1951[1], le Gouvernement italien a demandé celle de l'arrangement italo-suisse du 22 juin 1948, relatif à l'immigration de travailleurs italiens en Suisse (ci-après l'arrangement)[2]. Cet arrangement règle essentiellement la procédure de recrutement et d'engagement de la main-d'œuvre italienne destinée à des employeurs suisses, mais il contient aussi des dispositions de grande importance touchant le statut des travailleurs italiens en Suisse, notamment en ce qui concerne l'octroi de l'autorisation d'établissement.

Le Gouvernement italien estime que les conditions de fait sur lesquelles était fondé l'arrangement se sont considérablement modifiées depuis sa conclusion et qu'il n'est plus adapté aux circonstances actuelles, de sorte que sa révision s'imposerait pour cette raison déjà. De plus, le Gouvernement italien désire obtenir des améliorations dans le statut des travailleurs italiens, tant en ce qui concerne leur droit de résidence en Suisse que dans le domaine de la sécurité sociale. L'an dernier, lors de la visite que nous a faite M. Storchi, Sous-secrétaire d'Etat italien aux affaires étrangères[3], chargé des questions d'émigration, nous nous sommes déclarés d'accord, d'entente avec le Département de Justice et Police, de procéder à un examen des possibilités de révision de l'arrangement avec des représentants du Gouvernement italien. Cette révision a fait depuis lors l'objet d'autres démarches italiennes, en dernier lieu à l'occasion des pourparlers italo-suisses relatifs aux assurances sociales, qui ont eu lieu à Berne du 15 au 25 mars 1961[4]. Il a été convenu, avec l'assentiment du Conseil fédéral, que des pourparlers seraient ouverts prochainement sur la révision de l'arrangement. En communiquant cette acceptation à l'Ambassade

---

1. *Cf. RO, 1954, pp. 250–56. Cf. aussi DDS, vol. 19, N° 65* (DoDiS-8942).
2. *Cf. RO, 1948, pp. 818–824. Sur cet arrangement, voir aussi PVCF N° 1361 du 4 juin 1948,* E 1004.1(-)1000/9/494 (DoDiS-2864), *la notice* Schweizerisch-italienische Verhandlungen über die italienischen Arbeitskräfte in der Schweiz, Visums- und Passfragen, sowie der Statut der Schweizer in Italien *du 2 juillet 1948,* E 4300(B)1969/122/9 (DoDiS-2717), *ainsi que DDS, vol. 19, N° 116* (DoDiS-9491) *et vol. 20, N° 79* (DoDiS-11581).
3. *Cf.* E 2001(E)1976/17/507.
4. *Sur ces négociations, cf.* E 2001(E)1976/17/503. *Voir aussi le procès-verbal de la* Réunion interdépartementale du 13 juin 1961 au sujet des négociations avec l'Italie en matière d'immigration et d'assurances sociales *du 13 juin 1961,* E 2001(E)1976/17/502 (DoDiS-14904).

d'Italie par lettre du 3 mars 1961[5], le Département de Justice et Police attirait l'attention des autorités italiennes sur le lien étroit de connexité existant entre le problème des assurances sociales et nos intérêts en matière d'immigration de main-d'œuvre italienne en Suisse.

Ainsi, en dépit du fait que les pourparlers sur ces deux matières sont menés séparément, leurs résultats devront être appréciés dans leur ensemble. Les pourparlers relatifs aux assurances sociales ayant déjà commencé et devant se poursuivre en juillet prochain à Rome, il convient d'engager rapidement les négociations sur l'immigration. D'entente avec les autorités italiennes, nous envisageons d'ouvrir ces négociations à Rome dans la seconde moitié de juin 1961[6].

II

Le Gouvernement italien ne nous a pas remis jusqu'ici de projet concret de révision de l'arrangement. Nous connaissons toutefois, par un aide-mémoire de l'Ambassade d'Italie, en date du 31 janvier 1961[7], ainsi que par diverses communications verbales, quels sont les points essentiels des demandes italiennes. Nous mentionnerons tout d'abord ceux qui touchent directement le recrutement et les conditions de séjour de la main-d'œuvre italienne.

1. Procédure de recrutement

Le Gouvernement italien demande la révision de la procédure de recrutement et d'introduction de la main-d'œuvre italienne en Suisse, telle qu'elle est fixée par les articles 3 à 16 de l'arrangement, en vue d'accélérer cette procédure et de l'adapter à la situation actuelle.

En soi, nous pourrions admettre une révision qui aurait vraiment pour effet de simplifier et d'accélérer la procédure, de tels chargements étant assurément dans l'intérêt de notre économie. Il faut toutefois prendre garde que les propositions italiennes ne viennent pas compliquer davantage la situation et ne soient pas un prétexte pour étendre encore le contrôle que les autorités italiennes exercent déjà sur l'immigration italienne en Suisse. L'arrangement est le fruit d'un compromis qu'il fut assez difficile de réaliser en 1948 entre les intérêts de nos employeurs soucieux d'écarter toute entrave au recrutement de main-d'œuvre en Italie, et le désir compréhensible du Gouvernement italien de garder en main son émigration. C'est pourquoi nous nous sommes déclarés d'accord, en 1948, d'insérer dans l'arrangement une disposition en vertu de laquelle les autorités italiennes remettraient leur passeport aux travailleurs italiens sur présentation d'un contrat de travail rédigé sur une formule officielle et visé par les autorités consulaires italiennes en Suisse. Cette disposition n'implique cependant aucune obligation pour les autorités suisses, qui gardent toute liberté de régler l'admission des travailleurs italiens conformément aux prescriptions internes. Les autorités italiennes ont donc à l'appliquer elles-

---

5. *Cf. la lettre de L. von Moos à C. Baldoni du 3 mars 1961,* E 7170(B)1977/67/259.
6. *Les négociations en question débuteront le 6 juillet 1961. A ce sujet, cf. la* Note à l'intention de M. le Ministre Kohli *du 10 juin 1961,* E 2001(E)1976/17/503.
7. *Cf.* E 7170(B)1977/67/259.

mêmes, sans le concours des autorités suisses. Or, dès le début, elles ont eu de la peine à en assurer le respect et elles ne sont aujourd'hui plus en mesure de le faire en raison de la libéralisation survenue depuis lors dans la délivrance des passeports, et surtout de l'introduction de la carte d'identité pour les voyages touristiques entre les deux pays. Lors de cette introduction, en mars 1960, le Gouvernement italien a accepté de délivrer après coup des passeports aux ressortissants italiens entrés en Suisse avec la carte d'identité et admis à y prendre emploi, il a renoncé à exiger en pareil cas la présentation d'un contrat de travail visé par les autorités consulaires italiennes. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que la plus grande partie des travailleurs italiens pénètrent aujourd'hui chez nous sans observer la procédure prévue par l'arrangement, ce qui rend illusoire le contrôle préalable des contrats de travail par les consulats d'Italie.

Nous ne verrions aucun inconvénient à ce que ce contrôle, devenu quasi impossible, soit supprimé ou limité aux cas de recrutement officiel réalisé avec le concours des autorités italiennes. Dans ce sens, nous admettrions volontiers la disparition des dispositions désuètes de l'arrangement. Il est cependant à craindre que le Gouvernement italien n'en demande la révision que pour rétablir et renforcer son contrôle par une autre voie. Ne pouvant assurer ce contrôle par ses propres moyens, comme l'a prévu l'arrangement, il cherche à obtenir à cet effet le concours des autorités suisses, par exemple en stipulant que celles-ci ne délivreront d'autorisation de séjour à des travailleurs italiens que moyennant présentation d'un contrat de travail officiel muni d'un visa italien. Cette revendication nous a d'ailleurs été présentée à diverses reprises depuis 1948.

Or, pas plus que jusqu'ici, nous ne pourrions admettre une extension du contrôle italien des contrats de travail, ni prêter notre aide pour en assurer le maintien. Ce contrôle ne répond à aucun besoin, puisque les autorités cantonales compétentes examinent déjà, de leur propre chef, les conditions de travail et de rémunération des travailleurs étrangers lors de l'octroi des autorisations de séjour et qu'au surplus ces conditions sont par principe les mêmes que pour les nationaux. Il ne fait que compliquer et ralentir le recrutement. Une révision de l'arrangement dans ce sens serait contraire à notre intérêt.

2. Octroi de l'autorisation d'établissement après cinq ans

Le Gouvernement italien demande aussi la révision de l'article 17, 1er alinéa de l'arrangement, qui a placé les travailleurs italiens admis en Suisse après le 1er janvier 1945 sous le régime de l'article 2, 2e alinéa de la Déclaration italo-suisse du 5 mai 1934[8]. Selon cette disposition, l'autorisation d'établissement n'est accordée à ces travailleurs qu'après une résidence régulière et ininterrompue de dix ans en Suisse. La suppression de l'article 17, 1er alinéa de l'arrangement équivaudrait à remettre en vigueur, à l'égard des travailleurs italiens admis depuis 1945, l'article 1er, 2e alinéa de ladite Déclaration, ce qui

8. *Cf. la* Déclaration concernant l'application de la convention italo-suisse d'établissement et consulaire du 22 juillet 1868 *du 5 mai 1934, RS, vol. 11, pp. 661–662.*

signifie que ces travailleurs auraient droit à l'autorisation d'établissement après cinq ans de résidence déjà.

Cette revendication pose un problème d'une importance capitale pour notre pays. Si nous lui donnions suite, le nombre des ressortissants italiens parvenant à l'établissement augmenterait dans des proportions considérables, ce qui aurait des conséquences très graves de caractère démographique, politique et social. En outre, l'étranger autorisé à s'établir chez nous est entièrement libre de se mouvoir à sa guise sur notre marché du travail; il peut sans autorisation changer de place, de profession et même exercer n'importe quelle activité indépendante qui n'est pas réservée aux nationaux. Il en résulte que l'étranger établi échappe au contrôle des autorités chargées de sauvegarder les intérêts démographiques de notre pays et ceux de notre économie. Ainsi, une partie des travailleurs italiens actuellement employés en Suisse serait, d'un seul coup, soustraite à notre politique de l'emploi, si l'on avançait l'octroi de l'établissement de cinq ans. Ajoutons que l'effet d'une telle concession serait encore amplifié par l'affaiblissement de la rotation des travailleurs italiens sous permis de séjour. En effet, la plus grande partie de ces travailleurs quittent la Suisse avant d'être parvenus à l'établissement; cette tendance serait assurément freinée si les travailleurs italiens avaient la perspective d'obtenir l'établissement après cinq ans déjà.

D'autre part, si nous donnions suite à cette demande, nous serions obligés tôt ou tard de faire la même concession aux travailleurs allemands et autrichiens, qui sont aussi placés, par des accords bilatéraux, sous le régime des dix ans. Comme les ressortissants de ces trois pays représentent la grande masse des travailleurs étrangers occupés en Suisse, la concession réclamée entraînerait un changement complet d'orientation de la politique que nous suivons en matière d'admission de la main-d'œuvre étrangère.

Cette politique est actuellement étudiée par une commission d'experts scientifiques, que nous avons instituée de concert avec le Département de Justice et Police. Le Conseil fédéral aura en particulier à déterminer, sur la base de cette étude, s'il convient de maintenir les mesures prises jusqu'ici en matière d'établissement des étrangers ou si, au contraire, il est préférable de les assouplir. Jusqu'alors, il ne peut être question de prendre de nouvelles dispositions sur le plan bilatéral.

Il convient au surplus de remarquer que le statut des Italiens en Suisse est soumis à la Décision du Conseil de l'OECE régissant l'emploi des ressortissants des pays membres, du 30 octobre 1953/7 décembre 1956, régime qui, sans accorder des avantages comparables à ceux de notre autorisation d'établissement, assouplit considérablement pour les ressortissants des pays membres résidant en Suisse depuis plus de cinq ans les dispositions de notre législation interne. Ce statut représente le maximum de ce que nous pouvons actuellement offrir dans ce domaine.

3. Admission des familles

Une autre revendication italienne très importante vise l'admission en Suisse des familles des travailleurs italiens. Le Gouvernement italien demande l'assouplissement des critères appliqués dans ce domaine, ce qui signifie qu'il désire

que les travailleurs italiens admis en Suisse puissent se faire accompagner immédiatement par leurs familles ou, du moins, dans un délai plus court que celui qui est fixé actuellement (3 ans en règle générale, dérogations possibles pour les spécialistes et les travailleurs qualifiés). Sur ce point aussi, toute concession que nous ferions à l'Italie mettrait en cause notre politique dans le domaine de la main-d'œuvre étrangère et contribuerait à augmenter, considérablement et à bref délai, la population étrangère résidant en permanence dans notre pays. Si jusqu'ici les conséquences de l'afflux d'étrangers ont pu être limitées, grâce à une très forte rotation des effectifs de travailleurs italiens, il n'en sera évidemment plus de même dès l'instant où ces travailleurs seront autorisés à faire venir immédiatement ou à bref délai leurs proches dans notre pays. Il s'ensuivrait une accélération et une consolidation rapide du processus de stabilisation de la main-d'œuvre italienne et même de la main-d'œuvre étrangère en général, car il ne serait guère possible de limiter l'effet de concessions dans ce domaine aux seuls Italiens. L'augmentation du nombre des familles recherchant des logements et notamment des enfants en âge de scolarité poserait en outre des problèmes que nous ne sommes pas en mesure de résoudre pour l'heure. Nous devons donc nous en tenir aux principes actuellement appliqués à l'admission des familles et ne pouvons envisager de dérogation particulière en faveur des ressortissants italiens.

III

Outre ces trois questions essentielles, le Gouvernement italien nous a présenté des desiderata sur des points qui sont en relation, souvent étroite, avec le recrutement et l'immigration de la main-d'œuvre italienne.

1. *Assurance-maladie et allocations familiales*

Ainsi, à l'occasion des pourparlers italo-suisses de mars dernier en matière d'assurances sociales[9], la délégation italienne a soulevé les points suivants:

a) Obligation pour les employeurs d'assurer les travailleurs et leurs familles restées en Italie contre la maladie, la cotisation étant partagée entre les deux parties et la Confédération ou les cantons participant aux frais de l'assurance;

b) Versement des allocations familiales prévues par des lois cantonales ou des conventions collectives de travail aux membres des familles restées en Italie, dans la mesure où de pareilles prestations existent pour les membres des familles résidant en Suisse.

La délégation suisse ayant fait observer que ces questions relèvent du droit publié des cantons ou du droit privé et que, dès lors, les autorités fédérales ne peuvent envisager de les régler dans la convention sur les assurances sociales, la délégation italienne a demandé l'introduction dans l'arrangement de 1948 d'une clause en vertu de laquelle les contrats individuels de travail devraient, dans chaque cas, stipuler, à la charge de l'employeur, l'obligation d'assurer le travailleur italien et sa famille contre la maladie et de payer une partie des cotisations. De plus, dans les cas où des allocations familiales sont versées à des

9. *Cf. note 4.*

travailleurs dont les familles résident en Suisse, l'employeur devrait être tenu de faire les mêmes prestations aux familles restées en Italie. Cette dernière revendication ne vise pas les allocations versées aux travailleurs agricoles, l'existence d'une législation fédérale sur la matière permettant de traiter la question dans le cadre des pourparlers sur les assurances sociales.

Le Gouvernement italien cherche donc à imposer aux employeurs suisses, par le biais des contrats individuels de travail, les obligations qui ne peuvent être fondées sur la législation. L'arrangement dispose, à son article 10, que les contrats de travail soumis au visa des représentations italiennes en Suisse seront rédigés sur une formule dont le texte et les clauses sont établis par les autorités italiennes d'entente avec l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Cette formule contient déjà une clause concernant l'assurance-maladie, mais qui ne va pas aussi loin que le désire le Gouvernement italien. Elle se borne à prescrire aux employeurs de faire en sorte que les travailleurs italiens s'assurent contre la maladie et, pour le reste, garantit simplement à ceux-ci l'égalité de traitement avec les nationaux; ce n'est que dans l'agriculture et le service de maison que l'employeur est tenu, par le contrat de travail officiel, d'assurer lui-même le travailleur et de payer une partie des cotisations, conformément à la réglementation fixée d'une manière générale dans les contrats-types de travail. Quant aux allocations familiales, la formule officielle ne contient aucune disposition. En fait, la situation est très diverse. Les législations cantonales ne prévoient généralement pas le versement d'allocations aux familles résidant à l'étranger, pas plus d'ailleurs que la législation fédérale sur les allocations pour les travailleurs agricoles. Les conventions collectives de travail, elles non plus, ne contiennent le plus souvent pas de disposition dans ce sens, mais, en pratique, les allocations sont, dans bon nombre de cas, versées volontairement aux familles à l'étranger.

Le contrat de travail officiel est une institution qui a pour objet d'assurer la protection des intérêts des travailleurs italiens et, en particulier, de faire respecter le principe de l'égalité de traitement entre ressortissants italiens et nationaux, principe qui est confirmé à l'article 18 de l'arrangement. En revanche, cette institution ne peut servir à imposer aux employeurs des obligations qu'ils n'ont pas déjà en vertu de la législation, des conventions collectives de travail ou de l'usage. Une grande prudence est nécessaire dans ce domaine; il faut se garder d'établir une discrimination au détriment des nationaux ou, peut-être même, de contraindre les employeurs à opérer des réformes générales des conditions de travail sous la pression des autorités italiennes. C'est pour prévenir des abus éventuels que l'arrangement a stipulé que les formules de contrats de travail devraient être approuvées par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Toute modification de ces formules met donc en cause la responsabilité des autorités fédérales.

Une réalisation générale des demandes italiennes, dans le sens indiqué plus haut, est inconcevable. Les conditions de travail sont trop diverses en Suisse, selon les branches économiques et les cantons, pour qu'on puisse envisager de dispositions uniformes dans les contrats de travail. Les pourparlers prévus nous fourniront l'occasion d'exposer notre situation aux représentants de l'Italie et d'examiner si et dans quelle mesure il est possible de tenir compte

de leurs vœux sans léser le principe de la non-discrimination et sans imposer à nos employeurs des obligations qu'ils ne peuvent accepter. Il va de soi que les milieux professionnels suisses auront à se prononcer sur les solutions qui seront retenues.

2. Assurance-chômage

Le Gouvernement italien a aussi posé la question de l'assurance-chômage au cours des récentes négociations sur les assurances sociales. La matière étant du ressort du Département de l'Economie publique, il fut convenu d'en renvoyer l'examen aux pourparlers relatifs à l'immigration. Dans l'état actuel de notre législation, les étrangers possédant un permis d'établissement peuvent être assurés contre le chômage dans la même mesure que les nationaux. En revanche, les étrangers sous permis de séjour ou de tolérance ne peuvent, sauf exception, s'affilier à une caisse assurance-chômage, leur statut en matière de police des étrangers n'étant pas suffisamment stable pour qu'ils puissent être considérés comme aptes à être placés par les offices du travail, ce qui est une condition indispensable pour être assuré.

Nous présumons que le Gouvernement italien désire l'extension de l'assurance-chômage à tout ou partie de ses travailleurs sous permis de séjour. Il n'est pas possible de donner suite à une telle demande dans les conditions actuelles. L'extension demandée ne pourrait se réaliser que par une amélioration du statut des travailleurs italiens permettant au service public de l'emploi d'assurer leur placement en cas de chômage, ce qui exigerait des modifications fondamentales du régime auquel les étrangers sont soumis dans ce domaine.

3. Autres questions

Les autres points que le Gouvernement italien désire mettre en discussion ont un caractère plutôt accessoire. Il s'agit notamment de la visite sanitaire des travailleurs italiens à leur entrée en Suisse, du remboursement des frais de voyage avancés par les autorités italiennes, de l'alignement de certaines charges fiscales, de la représentation des travailleurs italiens devant les tribunaux suisses en cas de litige visant l'exécution des contrats de travail, de l'organisation et des tâches de la commission mixte italo-suisse instituée à l'article 23 de l'arrangement. Ces desiderata étant encore mal définis, la délégation suisse se renseignera sur leur portée, ce qui permettra ensuite d'examiner avec les autorités et les milieux suisses compétents si et dans quelle mesure il est possible de les prendre en considération.

IV

La Suisse n'aurait actuellement, pour sa part, aucune raison d'envisager la révision de l'arrangement; celui-ci a permis jusqu'ici à nos employeurs d'assurer sans peine excessive le recrutement de la main-d'œuvre italienne dont ils avaient besoin et contient au surplus des dispositions auxquelles nous sommes très attachés pour des motifs d'ordre démographique. Cependant, nous ne pouvons refuser d'entamer des pourparlers sur cette question, dès l'instant où le Gouvernement italien insiste pour ouvrir une discussion. Nous nous trouvons en effet dans une position délicate en matière de main-d'œuvre.

Près d'un cinquième des personnes occupées dans notre économie sont des étrangers et, sur ces travailleurs étrangers, la plus grande partie sont des Italiens. Lors du relevé d'août 1960, 300'000 Italiens environ résidaient sous permis de séjour dans notre pays, sur un total de 435'000 travailleurs étrangers en chiffres ronds, ce qui représente à peu près 70% de l'effectif. Ainsi, l'Italie est notre réservoir principal de main-d'œuvre et il est à prévoir qu'elle continuera à jouer ce rôle à l'avenir. Il nous serait impossible actuellement de recruter une main-d'œuvre équivalente, en nombre et en qualité, dans d'autres pays étrangers. C'est pourquoi nous avons intérêt à nous concilier la bonne volonté du Gouvernement italien dans ce domaine et devons nous efforcer à cet effet de lui accorder les satisfactions que nous pouvons envisager sans heurter les principes qui s'imposent à nous en matière de recrutement et d'admission de main-d'œuvre étrangère.

Il ressort cependant des explications ci-dessus que nos possibilités sont limitées à cet égard et que nous devrons rejeter les principales revendications du Gouvernement italien. Dès lors, il convient de se demander d'ores et déjà quelle pourrait être la réaction des autorités italiennes en cette occurrence. Dans les circonstances actuelles, le Gouvernement italien a somme toute assez peu de moyens de faire pression sur la Suisse dans le domaine de la main-d'œuvre. Il ne peut guère envisager d'entraver la sortie des travailleurs italiens qui s'engagent spontanément en Suisse et qui représentent la plus grande partie de l'immigration italienne; il manque en effet de moyens juridiques et pratiques pour cela et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il demande avec insistance la révision de l'arrangement. Et même dans le domaine du recrutement officiel, ses moyens d'action sont limités, car il s'agit généralement d'une main-d'œuvre non qualifiée ou mi-qualifiée, que l'Italie a encore en surabondance et qu'elle n'a dès lors aucun intérêt à nous refuser.

Il ne semble donc pas que les conséquences d'une attitude réservée de la délégation suisse puissent être graves. On ne peut cependant écarter l'hypothèse dans laquelle le Gouvernement italien nous menacerait de dénoncer notre arrangement de 1948, ce qui remettrait en application l'article 1er, 2e alinéa de la Déclaration italo-suisse du 5 mai 1934 et ramènerait à cinq ans le délai exigé pour l'établissement en Suisse. Nous aurions alors à nous demander si nous devons, de notre côté, dénoncer cette déclaration de 1934, mettant ainsi les ressortissants italiens sous le régime du droit commun, amélioré par les prescriptions de l'OECE. Une telle mesure devrait être examinée très attentivement, en raison des conséquences que cette dénonciation aurait sur le statut des Suisses en Italie et l'admission de nos ressortissants dans ce pays.

Les revendications italiennes n'étant pas encore très précises pour l'instant, il est à prévoir que les délégations devront procéder à un échange de vues pour préciser leurs positions respectives dans une première phase des pourparlers. Selon le résultat de cet échange de vues, il conviendra d'interrompre les pourparlers, afin que la situation puisse être examinée avec les autorités et les milieux professionnels suisses intéressés. Ceux-ci ont été informés, à l'occasion de la dernière séance, de la Commission fé-

dérale de l'emploi, de l'ouverture prochaine des pourparlers italo-suisses et l'assurance leur a été donnée qu'aucune décision définitive ne serait prise sans qu'ils aient été consultés.

Dans l'appréciation de la situation qui est à la base des pourparlers, il y a lieu de tenir compte des négociations engagées séparément au sujet des assurances sociales. Alors que dans le cadre de l'arrangement sur l'immigration, nous ne pouvons guère accorder à l'Italie les avantages qu'elle espère, les perspectives paraissent nettement meilleures en matière d'assurances sociales. Le début des négociations dans ce domaine montre déjà que la Suisse pourra faire des concessions substantielles à l'Italie, qui balanceront dans une très large mesure, sinon entièrement, notre attitude réservée sur le terrain de l'immigration. Il conviendra de tenir compte de cet aspect non seulement au cours des pourparlers sur l'immigration, ce qui facilitera l'attitude défensive de nos représentants, mais aussi dans les décisions finales qui devront être prises sur la base des résultats de chacune des deux négociations.

Ajoutons que, dans sa lettre du 3 mars 1961[10], le Département de Justice et Police a également attiré l'attention de l'Ambassade d'Italie sur l'importance que le Conseil fédéral attache à la conclusion d'un accord sur l'assistance des indigents entre les deux pays. La *question* a fait encore l'objet d'une déclaration du chef de la délégation suisse[11] dans les négociations italo-suisses concernant les assurances sociales. Les autorités italiennes n'ayant pas réagi jusqu'à ce jour, il serait opportun que cette demande soit rappelée une fois de plus dans les prochains pourparlers.

IV

En ce qui concerne la composition de la délégation, nous constatons que les pourparlers touchent essentiellement des questions qui sont du ressort de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, ainsi que de la Police fédérale des étrangers. Ces administrations doivent donc être représentées. En outre, l'Ambassade de Suisse à Rome mettra un de ses collaborateurs à la disposition de la délégation.

Selon le résultat de la première phase des pourparlers, nous nous réservons de faire appel à des experts appartenant à d'autres administrations ou, même, cas échéant, de vous proposer une nouvelle composition de la délégation.

Comme chef de la délégation, il nous paraît opportun de faire appel au Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, auquel incombent les questions de recrutement de main-d'œuvre.

Vu ce qui précède, nous vous proposons:

1) de donner suite à la demande du Gouvernement italien d'ouvrir prochainement des pourparlers à Rome sur la révision de l'arrangement entre la Suisse et l'Italie, relatif à l'immigration de travailleurs italiens en Suisse, du 22 juin 1948;

---

10. *Cf. note 5.*
11. *A. Saxer.*

2) de désigner à cet effet une délégation composée des personnes suivantes:
– MM. Max Holzer, Directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (chef de la délégation);
– Elmar Mäder, Directeur de la Police fédérale des étrangers;
– Georges Pedotti, Chef de la Subdivision de la main-d'œuvre et de l'émigration;
– Guido Solari, premier Chef de section à la Police fédérale des étrangers;
– Roger Merlin, premier Adjoint à la Subdivision de la main-d'œuvre et de l'émigration;

3) d'allouer aux membres de la délégation une indemnité de 60 francs par jour (chef de la délégations 65 frs) pendant la durée de leur déplacement[12].

---

12. *La proposition du Département de l'Economie publique est acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 16 juin 1961. Cf. PVCF N° 1113 daté du même jour,* E 1004.1(-) 1000/9/650.

152

E 2001(E)1998/199/2
[DoDiS-15501]

Le Chef du Département militaire, P. Chaudet,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Berne, 19 juin 1961

Dans votre lettre du 12 janvier 1961[1] vous avez insisté pour qu'aucun contrat en vue de l'acquisition du «Mirage III» ne soit signé avant que différentes affaires intéressant notre pays n'aient été réglées conformément aux promesses verbales qu'avait faites en son temps M. Marcel Dassault[2].

Le moment est maintenant venu d'examiner cette situation. Nous avons en effet intérêt à entreprendre l'acquisition du «Mirage» sans perdre un seul jour. Le Conseil des Etats approuvera le message[3] cette semaine encore. Je vous serais donc reconnaissant de me faire savoir si nous pouvons aller de l'avant.

J'adresse une copie de la présente à M. le Président de la Confédération[4], qui a déjà reçu votre lettre du 12 janvier 1961[5].

---

1. *Cf. la lettre de M. Petitpierre à P. Chaudet du 12 janvier 1961,* E 2800(-)1967/59/58 (DoDiS-15504).
2. *Ibid.*
3. *Cf. le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'acquisition d'avions de combat (Mirage III S), ainsi que de matériels pour les troupes d'aviation *du 25 avril 1961, FF, 1961, vol. I, pp. 785–820.*
4. *F. T. Wahlen.*
5. *Note en marge:* Im Einvernehmen mit Minister Kohli, da durch die seitherige Entwicklung überholt. 28.6. Pr.

153

E 1001(-)1967/125/10
[DoDiS-15404]

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Conseil fédéral

Négociations avec l'Allemagne concernant l'indemnisation des Suisses victimes de la persécution nationale-socialiste

P Berne, 26 juin 1961

I

Des négociations se poursuivent depuis un certain temps avec la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'indemnisation des Suisses victimes du national-socialisme qui ne peuvent se prévaloir de la législation allemande de réparation[1]. Ces négociations, dont le cours a été laborieux, ont abouti à la rédaction d'un projet d'accord et de divers documents annexes qui pourront être signés par les plénipotentiaires des deux pays dans un proche avenir. La délégation allemande a émis le désir que la signature ait lieu avant le 6 juillet, pour que cet épisode malheureux des relations entre les deux pays trouve son épilogue avant la visite en Suisse du Président Lübke[2].

II

Le projet d'accord joint en annexe[3] prévoit simplement le paiement par l'Allemagne, dans un délai de deux mois, d'une somme en DM en faveur des victimes de mesures de persécution nationale-socialiste. L'utilisation de ce montant en faveur des victimes est laissée à l'appréciation de la Suisse. Le montant n'a pas été porté dans le projet d'accord, mais d'après les assurances reçues des négociateurs allemands, il sera de 10 millions de DM. Les autres clauses du projet d'accord sont purement formelles.

Le projet de protocole (Niederschrift) annexé[4] comporte une déclaration du Conseil fédéral selon laquelle il ne voit plus de questions ouvertes en rapport avec des dommages dus à la persécution nationale-socialiste. Le Gouvernement allemand déclare de son côté qu'il part en conséquence de l'idée que la Suisse ne l'abordera plus au sujet de ces dommages.

Le projet d'échange de lettres, également joint[5], concerne le cas des Suisses d'Allemagne rapatriés, que la jurisprudence allemande privait du bénéfice des mesures de réparations. Ils recevront désormais les prestations prévues par la législation allemande, mais selon une procédure différente.

---

1. *A ce sujet, cf. N°s 138 et 150 dans le présent volume.*
2. *Lübke arrive en Suisse le 5 juillet 1961 pour une visite de trois jours. Pour un bref compte rendu de sa visite, cf. le* Verhandlungsprotokoll der 51. Sitzung des Bundesrates vom 7. Juli 1961, E 1003(-)1994/26/1.
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*

III

Le chiffre de 10 millions de DM peut être considéré comme très satisfaisant. S'il est exact que l'arrêté fédéral du 20 septembre 1957 concernant l'octroi d'allocations anticipées à des Suisses victimes de la persécution nationale-socialiste[6] partait de l'idée que les dommages s'élevaient à environ 15 millions de francs suisses, les dépenses de la Commission compétente n'ont atteint à ce jour, alors que son travail est presque terminé, qu'une somme assez inférieure à celle que l'Allemagne s'apprête à payer.

Proportionnellement, il s'agit d'une somme plus élevée que celle que reçoivent les autres pays ayant conclu des accords analogues avec l'Allemagne.

Malgré l'insistance de l'Allemagne, la délégation suisse a pu obtenir qu'aucune clause générale de renonciation ne soit insérée dans l'accord ou les documents annexes; on a ainsi évité l'obligation de soumettre le traité aux Parlements ce qui a permis aux Allemands de faire des concessions sur d'autres points.

L'échange de lettres sur les rapatriés[7] élimine une situation choquante, qui résultait d'une jurisprudence erronée de la Cour de Justice fédérale allemande.

IV

En vue de la signature de l'accord, le Conseil fédéral doit choisir le plénipotentiaire appelé à le représenter et lui donner procuration à cette fin.

Le Département recommande la désignation du Ministre Robert Kohli, chef de la Division des affaires politiques et secrétaire général du Département politique fédéral, qui a dirigé la délégation suisse lors des négociations de Berne en avril dernier.

Le Département politique a en conséquence l'honneur de proposer[8]:

I. Le Conseil fédéral désigne M. Robert Kohli, chef de la Division des affaires politiques et secrétaire général du Département politique fédéral, comme son plénipotentiaire lors de la signature de l'accord[9] entre la Suisse et la République fédérale d'Allemagne concernant des prestations à des citoyens suisses victimes de mesures de persécutions nationales-socialistes et lui donne procuration pour signer l'accord en son nom, sous réserve de ratification.

II. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir la délégation de pouvoir en vue de la signature de l'accord précité[10].

---

6. *Cf. RO, 1958, I, pp. 205–207.*

7. *Cf. note 5.*

8. *Les propositions sont acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 27 juin 1961. Cf. PVCF N° 1183 daté du même jour,* E 1004.1(-)1000/9/650.

9. *M. Petitpierre ayant fait savoir ensuite qu'il désirait signer lui-même l'accord, le Conseil fédéral l'autorise à le faire à la place de R. Kohli. Cf. PVCF N° 1191, du 28 juin 1961,* E 1004.1 (-)-/1/650.2.

10. *L'accord est officiellement signé le 29 juin 1961. Cf. RO, 1962, II, pp. 1311–1312. Cf. aussi* E 2001-08(-)1978/107/11.

154

E 2808(-)1974/13/50
[DoDiS-16005]

Interne Notiz des Politischen Departements[1]

Besprechung mit dem Departementschef

KI Bern, 26. Juni 1961

1. Vertretung der südafrikanischen Interessen in der RAU[2]

Der Departementschef zieht zu der Besprechung die HH. Minister Burckhardt und Dr. Probst bei. Wir diskutieren nochmals alle Argumente für oder gegen eine ablehnende Antwort an Südafrika.

Gegen die Übernahme der Interessen sprechen namentlich:

a) Die Politik der Apartheid, die die Südafrikanische Union gegenüber der schwarzen Rasse befolgt. Die Konsequenz war der Austritt Südafrikas aus dem Commonwealth.

b) Die Reaktionen, die die Übernahme der südafrikanischen Interessen in der RAU, namentlich aber in den jungen afrikanischen Staaten hervorrufen müssten. Die Tatsache, dass das Vereinigte Königreich an der UNO-Generalversammlung in New York nicht gegen Portugal gestimmt hat, veranlasste Ghana bereits die Frage aufzuwerfen, ob nicht das Vereinigte Königreich aus dem Commonwealth ausgeschlossen werden solle! Jede vernünftige Erklärung, die wir gleichzeitig mit der Übernahme der südafrikanischen Interessen abgeben könnten, würde in allen jenen Staaten ohne jede Wirkung bleiben. Wir dürfen nicht ausser acht lassen, dass wir es heute nicht mehr mit einer «Völkerrechtsgemeinschaft» oder, wenn man will, mit den Staaten des christlichen Kulturkreises zu tun haben, sondern dass sich die Mehrheit der unabhängigen Staaten heute aus Gebilden zusammensetzt, die ausserhalb des antik-christlichen Kulturkreises und damit der völkerrechtlichen Tradition stehen.

c) Es ist richtig, dass die Schweiz bis anhin nie die Übernahme der Vertretung der Interessen eines fremden Staates abgelehnt hat. So haben wir während des letzten Weltkrieges die Interessen des nationalsozialistischen Deutschland vertreten[3]. Heute haben wir aber bereits insofern ein gestörtes Gleichgewicht in der Übernahme der Mandate, als wir einzig und allein westliche Staaten vertreten[4]. Dieses Ungleichgewicht würde durch eine Zusage an Südafrika noch wesentlich verstärkt.

---

1. *Die Notiz wurde von R. Kohli verfasst.*

2. *Zur Frage der Übernahme der Interessen Südafrikas in der Vereinigten Arabischen Republik vgl. das Telegramm von J.-L. Pahud an M. Petitpierre vom 15. Juni 1961,* E 2001(E)1976/17/256 (DoDiS-16006).

3. *Zur Frage der Interessenvertretung des nationalsozialistischen Deutschland vgl. DDS, Bd. 13, Nr. 146; DDS, Bd. 14, Nr. 85 mit Beilage und DDS, Bd. 16, Nr. 1* (DoDiS-195).

4. *Die wichtigsten Interessenvertretungen durch die Schweiz waren 1961, die französischen Interessen in Ägypten, Jordanien, Irak und Syrien, vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 117, den Bericht von G. Bucher vom 24. November 1956,* E 2001(E)1976/17/431 (DoDiS-12737) *und die Notiz von M. Petitpierre vom 26. November 1956,* E 2800(-)1967/60/8 (DoDiS-12909)*; die irakischen*

d) Die südafrikanischen Interessen in der RAU sind ausserordentlich klein (20–30 Staatsangehörige, etwa 6–7 Mio. Schweizerfranken Ausstände aus dem laufenden Warenverkehr). Der Schaden, der uns aus der Übernahme der südafrikanischen Interessen erwachsen würde, wäre in keinem Verhältnis zu dem geringen Nutzen für Südafrika.

e) Es hat den Anschein, als hätte Südafrika bereits bei einem andern Staat angefragt und eine negative Antwort erhalten. Jedenfalls ist die Südafrikanische Union erst 14 Tage nach Abbruch der Beziehungen an uns herangetreten.

f) Wenn wir die südafrikanischen Interessen übernehmen wollten, müssten wir gleichzeitig eine Erklärung abgeben, mit der wir uns von der südafrikanischen Politik distanzieren würden. Dieses Vorgehen ist unbefriedigend, namentlich im Verhältnis zu Südafrika, während die Erklärung uns bei den afrikanischen Staaten nichts nützen würde.

Für die Annahme des Mandats sprechen:

a) Die Notwendigkeit, im Falle der Ablehnung eine bewährte Praxis aufgeben zu müssen.

b) Dass mit der Ablehnung ein Präzedenzfall geschaffen würde, der uns auch rein praktisch in Schwierigkeiten führen könnte. Es wäre zum Beispiel kaum denkbar, dass wir die Wahrung der Interessen eines Drittstaates in Südafrika übernehmen könnten. Ebenso wäre es wohl schwer zu rechtfertigen, die Interessen Portugals (d. h. eines EFTA-Mitgliedes!) in einem afrikanischen Staat anzunehmen.

Der Departementschef beschliesst, die Frage nochmals dem Bundesrat vorzulegen[5]. Eine ablehnende Antwort sollte möglichst bald erfolgen und zwar im Sinne einer Empfehlung an die südafrikanische Regierung, das Gesuch zurückzuziehen, um eine Absage zu vermeiden. Begründet könnte die Absage auch damit werden, dass wir in der RAU bereits die französischen und belgischen Interessen vertreten und schon wegen der materiellen Voraussetzung (Personalmangel) das neue Mandat nicht mit der Zuverlässigkeit ausführen könnten, zu der wir gewohnt sind[6].

[…][7]

Interessen in Frankreich, vgl. DDS, Bd. 20, Nr. 89; die iranischen Interessen in Israel, vgl. den Bericht von A. Ganz vom 30. Januar 1958, E 2001(E)1980/83/492 (DoDiS-16141)*, das BR-Prot. Nr. 264 vom 11. Februar 1958,* E 1004.1(-)1000/9/610 (DoDiS-16137) *und die Notiz von J. de Rham an M. Petitpierre vom 13. Februar 1959,* E 2001(E)1976/17/72 (DoDiS-16213)*; die Interessen der Vereinigten Staaten in Kuba, vgl. Nrn. 116 und 124 in diesem Band und die belgischen Interessen in Ägypten, vgl. den politischen Bericht von J.-L. Pahud an M. Petitpierre vom 8. März 1961,* E 2300(-)1000/716/175 (DoDiS-15554).

5. *Schon an der Bundesratssitzung vom 19. Juni 1961 wurde die Vertretung der südafrikanischen Interessen in der VAR diskutiert, vgl. das* Verhandlungsprotokoll der 46. Sitzung des Bundesrates vom 19. Juni 1961, E 1003(-)1994/26/1 (DoDiS-16007) *und das* Verhandlungsprotokoll der 48. Sitzung des Bundesrates vom 27. Juni 1961, *ibid.*

6. *Die ablehnende Antwort wurde den schweizerischen Botschaften in Kairo und Pretoria am 28. Juni 1961 übermittelt, cf. das Telegramm vom 28. Juni 1961,* E 2001(E)1976/17/256. *Das Gesuch wurde von der südafrikanischen Botschaft in Bern zurückgezogen, cf. die Notiz von R. Probst vom 3. Juli 1961, ibid.*

7. *Weitere besprochene Themen waren der Besuch des Aussenministers von Nord-Vietnam beim Departementschef und der Auslandschweizertag.*

155

E 1003(-)1994/26/1
[DoDiS-14396]

BUNDESRAT
Verhandlungsprotokoll der 49. Sitzung vom 30. Juni 1961[1]

[Bern,] 30. Juni 1961

Der Herr Bundespräsident eröffnet die Sitzung durch ein herzliches kurzes Abschiedswort, in dem er Herrn Petitpierre den Dank für die dem Lande geleisteten grossen Dienste ausspricht. Herr Petitpierre dankt seinen Kollegen für das Vertrauen und die kollegiale Mitarbeit und dem Herrn Bundespräsidenten für seine freundlichen Worte.

Mitteilungen des Vorstehers des EPD

Zusammenfassung der aktuellen Probleme, die das EPD beschäftigen. Herr Petitpierre gibt eine Zusammenstellung der hängigen Probleme und der Probleme, die sich noch stellen können, bekannt und kündigt an, dass er eine vollständige Liste für seinen Nachfolger zurücklassen werde[2].

Probleme, die sich als Folgen des letzten Krieges gestellt haben. Diese sind in Hauptsache erledigt oder in Erledigung begriffen. Es handle sich um folgende Fragen:

1. *Hilfe an die kriegsgeschädigten Auslandschweizer*[3]

Die Aktion könne gegen Ende des Jahres abgeschlossen werden. Der grösste Teil der Geschädigten sei mit der Erledigung zufrieden. Eine kleine Gruppe, der sich s. Zt. Herr Duttweiler angenommen hatte, sei nicht zufrieden, habe aber praktisch keinen Einfluss mehr.

2. *Affäre Interhandel*[4]

Dies sei eine sehr komplizierte Angelegenheit, bei der der Bund, ohne sich einzumischen, die Gesellschaft in ihrem prozessualen Vorgehen unterstütze. Herr Petitpierre habe Gelegenheit gehabt, mit Dean Rusk über dieses Problem zu sprechen.

3. *Erblose Vermögen*

Ein Antrag des JPD stehe auf der heutigen Tagesordnung[5]. Es sei bedauerlich, dass diese Angelegenheit bisher nur schleppend vorwärts gekommen sei[6].

---

1. *Vorsitz: F. T. Wahlen, Schriftführer: Ch. Oser, F. Weber. Diese 49. Sitzung des Bundesrates ist die letzte, an der M. Petitpierre teilnimmt.*
2. *Vgl. die Notiz von M. Petitpierre an F. T. Wahlen vom 6 Juli 1961,* E 2800(-)1990/106/15. *Vgl. auch die handschriftliche Notizen von M. Petitpierre,* E 2800(-)1990/106/1 (DoDiS-15411).
3. *Vgl. DDS, Bd. 19, Nr. 123* (DoDiS-10342).
4. *Vgl. Nrn. 33 und 120 in diesem Band.*
5. *Vgl. den Antrag des Justiz- und Polizeidepartements vom 27. Juni 1961,* E 4110(A)1973/85/2.
6. *Am 12. Januar 1961 traf sich M. Petitpierre mit dem Botschafter Israels, J. I. Linton in Bern*

Allgemeine Probleme internationaler Art

1. *Beitritt zur UNO*[7]

Die Frage sei nicht aktuell. Hier sei nach wie vor eine Reserve gerechtfertigt. Dagegen sei es in der Ordnung, wenn man fortfahre, mit der UNO zusammenzuarbeiten, wenn sie besondere Dienste von uns verlange (Korea, Kongo etc.)

2. *Beitritt zum Europarat*[8]

Das Statut unserer Beobachter soll bekanntlich geändert werden. Der Bundesrat habe dazu bereits Stellung genommen. Der Beitritt selbst sei nicht dringend, könne aber in wenigen Jahren in Frage kommen.

3. *Integration Europas*[9]

Ein Hauptproblem sei die Beteiligung der Schweiz an der Integration Europas. Hier sei er weder zu optimistisch noch zu pessimistisch. Er glaube, dass die neutralen Länder sich durchsetzen werden. Für uns sei es nötig durch diplomatische und diskrete Aktionen zu versuchen, gewisse Länder für unsere Ideen zu gewinnen. Man sollte konkrete Vorschläge ausarbeiten für die Modalitäten eines Beitrittes der Schweiz zur EWG.

4. *Hilfe an Entwicklungsländer*[10]

Man werde mit der Zeit bestimmte Grundsätze festlegen müssen, unter denen die Hilfe gewährt werden soll. Es sei aber besser, noch einige Zeit mit den Vorbereitungen zu verlieren, als sofort ohne genügende Vorbereitungen loszugehen.

5. *Internationale Zusammenarbeit*

a) Kampf gegen den Hunger

Hier müsse man die Bedingungen für unsere Zusammenarbeit festlegen.

b) Rettung der historischen Kunstdenkmäler in Libyen[11] vor den Wassern des Assuanstaudammes

---

zu einer Besprechung. Daraus zieht M. Petitpierre folgenden Schluss: Il faut que nous arrivions à une conclusion. Cette affaire est en suspens depuis près de quinze ans. Les banques ou les gérants qui détiennent des biens dont le propriétaire a disparu ou ne s'est pas manifesté depuis quinze ans doivent être mis en demeure de donner des renseignements qui permettront soit de rechercher s'il y a des ayants droit, soit de prendre une décision sur le sort de ces biens. *Vgl.* E 2001(E)1976/17/97. *Vgl. auch die Notiz von R. Kohli an M. Petitpierre vom 14. Januar 1961,* E 2001(E)1976/17/97 (DoDiS-16812). *Dieser schreibt noch am selben Tag*: Je vous serais obligé de suivre cette affaire, pour qu'il n'y ait pas de nouveaux retards. *Cf. PVCF N° 299 du 14 février 1961,* E 1004.1(-)-/1/646.1 (DoDiS-16640). *Für einen Überblick (1946–1961) dieser Frage vgl. die Notiz vom 6. November 1961, ibid.* (DoDiS-16817).

7. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* III.2. Die Schweiz und die UNO.

8. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* III.1.2. Die Schweiz und der Europarat.

9. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* III.1.1. Die Schweiz und Europa.

10. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* VI.3. Entwicklungshilfe.

11. *Es handelt sich dabei um Nubien.*

Es handle sich hier um ein Unternehmen der UNESCO, bei dem Schweizer eine grosse Rolle spielen (Gysin, Direktor des Landesmuseums und Prof. Stucki, Lausanne). Man müsse prüfen, ob ein Kredit gesprochen werden könne. Wegen des Regimes der VAR sei die Aktion bei uns nicht populär. EPD und EDI sollen die Sache prüfen.

Probleme mit einzelnen Ländern

USA

Folgende Fragen seien pendent: Militärdienstleistungen junger Schweizer in den USA[12], Antitrustprozess (Uhrenindustrie)[13] und der schon erwähnte Fall Interhandel.

Frankreich

Revision des Regimes der «zones franches» (Aufhebung der Freihandelszone, die weder für Genf noch für Frankreich ein Interesse haben)[14]. Rekrutierung Minderjähriger für die Fremdenlegion[15]. (Die Fremdenlegion soll Weisung erhalten haben, keine minderjährigen Schweizer mehr anzuwerben. Hier sei eine gemeinsame Aktion Deutschland, Schweiz, Beneluxländer vorgesehen gewesen, auf die jetzt wahrscheinlich verzichtet werden könne). Die drei im Zusammenhang mit dem Miragekauf[16] in Erinnerung gerufenen Angelegenheiten (Fluglinie nach Marseille, Käseexport, Weinkontingente). Die Frage Käseexport und Marseille scheine auf guten Wegen. – Was die Konferenz von Evian[17] betreffe, seien neue franco-algerische Kontakte aufgenommen worden für Wiederaufnahme der Verhandlungen.

Deutschland

Regelung der Verhältnisse der Enklave Büsingen[18]. Vom Anschluss sei nicht mehr die Rede, jedoch von einem Spezialstatut. Es handle sich um ein sehr kompliziertes Problem.

Guinea

Fall des gefangen gesetzten Schweizerbürgers Fritschi[19] und Schwierigkeiten wegen der Angelegenheit Moumié[20].

---

12. *Vgl. Nr. 136 in diesem Band.*
13. *Vgl. Nr. 105 in diesem Band.*
14. *Vgl. Nr. 40 in diesem Band.*
15. *Vgl. Nrn. 19 und 48 in diesem Band.*
16. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* IV.2. Ein- und Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial.
17. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* II.3. Algerien.
18. *Vgl.* E 2001(E)1976/17/269 *und* 269a.
19. *Vgl. den Bericht von R. Probst vom 15. Mai 1961,* E 2001(E)1976/17/465 (DoDıS-15536) *und das BR-Prot. Nr. 394 vom 28. Februar 1961,* E 1004.1(-)-/1/646.2.
20. *Vgl. Nr. 129 in diesem Band.*

Sowjetrussland und kommunistische Länder[21]

Hier bleibe das Problem, das einmal energisch angepackt werden müsse, nämlich der wissenschaftlich-kulturelle Austausch mit den kommunistischen Ländern[22]. Hier sei vor allem das Verhalten Zürichs in der Angelegenheit des russischen Meisterviolinisten David Oistrach zu bedauern[23]. – Es müsse auf diesem Gebiete sehr viel Aufklärungsarbeit geleistet werden. Unsere bisherige Haltung in diesen Fragen schade uns mehr als sie uns nütze.

Mit der Tschechoslowakei seien die Beziehungen getrübt wegen der Spionageaffären[24].

Beziehungen im Allgemeinen

Zusammenfassend könne man sagen: gut bis sehr gut seien die Beziehungen zu den westlichen Staaten und vor allem zu den Entwicklungsländern, korrekt seien sie mit den kommunistischen Ländern. Sehr bedauerlich sei, dass der neue Botschafter der Elfenbeinküste das Opfer eines schweizerischen Betrügers in Lausanne geworden sei[25].

Herr Petitpierre schliesst seine Ausführungen mit dem Dank an die Kollegen für das Verständnis, das sie den Angelegenheiten des EPD immer entgegengebracht haben.

Auf eine Frage von Herrn Bourgknecht, wie es sich mit den Schulden des ehemaligen Botschafters von Peru[26] verhalte, antwortet Herr Petitpierre, dass die Lieferanten bezahlt worden seien, ob die Banken noch Verluste erleiden wisse er nicht. Man könne aber sagen, dass die Angelegenheit mehr oder weniger befriedigend habe geregelt werden können.

Präsidialvorbringen

Presseorientierung

Es wird beschlossen, dass der Herr Bundespräsident die Presse orientieren wird, da im Vordergrund des Interesses die Ergebnisse der EFTA-Ministerkonferenz in London stünden. Was die Angelegenheit der erblosen Vermögen betrifft, macht Herr Petitpierre Bedenken geltend gegen eine Aushändigung des Bundesbeschlussesentwurfes an die Presse[27]. Der Rat

---

21. *Vgl. das thematische Verzeichnis:* II.34. UdSSR.

22. *Vgl. Nr. 7 in diesem Band.*

23. *Verbot des Konzertes von D. Oistrach vom 15. Juni 1961 durch die zürcherische Fremdenpolizei, vgl.* E 4001(D)1976/136/113.

24. *Vgl. den BRB Nr. 168 vom 27. Januar 1961,* E 1004.1(-)1000/9/645.2 *und* E 2808(-)1974/13/7.

25. *J. Porquet, seit dem 1. Juni 1961 im Amt, wird am 28. Juni 1961 von M. Petitpierre empfangen, vgl.* E 2800(-)1990/106/20. *Über die Betrugsangelegenheit, vgl.* E 2001(E)1976/17/390.

26. *W. Fry Valle-Riestra, verschieden am 9. Februar 1959 in Bern, vgl.* E 2001(E)1972/33/117, *und im besonderen die* Note du Protocole pour Monsieur le Président de la Confédération *vom 23. Mai 1960, ibid. und* E 2001(E)1972/33/129.

27. *Zur Frage der Presseartikel über die erblosen Vermögen vgl. das Schreiben von E. Sasson an M. Petitpierre vom 9. Mai 1961 und das Antwortschreiben von M. Petitpierre,* E 2001

beschliesst, die Frage erst nach Behandlung des Antrages des JPD zu entscheiden. (S. Geschäft «Erblose Vermögen in der Schweiz, Entwurf zu einem Bundesbeschluss»)[28]. *[…]*[29]

(E)1976/17/97 (DoDıS-16813). *Im Antrag vom 29. Juni 1961 erklärt sich das Politische Departement einverstanden mit dem Antrag des Justiz- und Polizeidepartements vom 27. Juni 1961. Es schlägt die Konsultation der interessierten Milieus vor,* da gegen die in Aussicht genommene Sonderregelung von verschiedenen Seiten starke Widerstände zu erwarten sind. *Das Politische Departement schlägt weiter vor, dass sich E. Mehnert, ehemaligem Direktor der Schweizerischen Verrechnungsstelle, der auf Grund seiner früheren Tätigkeit in besonderem Masse befähigt ist, sich zum Projekt äussern. Vgl. die Stellungnahme von E. Mehnert vom 28. August 1961,* E 4110(A)1973/83/2 (DoDıS-16816).

28. *Am 30. Juni 1961 richtet das Justiz- und Polizeidepartement ein Kreisschreiben an die kantonalen Behörden und betroffenen Vereinigungen, um diese zum Entwurf des Bundesbeschluss zu konsultieren, vgl.* E 4110(A)1973/85/2. *Als Reaktion auf die Veröffentlichung des BR-Beschlusses erschienen in der Schweiz und im Ausland Presseartikel. Zur Frage der diplomatischen Auswirkungen vgl.* E 2001(E)1976/17/97.

29. *Es folgen eine Reihe schriftlicher Anträge und Präsidialvorlagen.*

VII. ANNEXES / ANHANG

1. Le 8. 1. 1960 le Conseil fédéral décide que les questions d'assistance technique seront désormais traitées par la Division des Organisations Internationales du DPF et non plus aussi en partie par l'OFIAMT. Cf. PVCF N°23, E 1004.1(-)1000/9/633.
L'élaboration de nouvelles dispositions concernant l'assistance technique mène à la nomination, le 17. 3. 1961, de Hans Keller comme délégué du CF à l'assistance technique dépendant directement du chef du DPF. Cf. PVCF N° 502, E 1004.1(-)1000/9/647.2.

2. Le 1. 5. 1960 le Conseil fédéral attribue le délégué aux questions atomiques au DFPCF. Cf. PVCF N° 660 du 22. 4. 1960, E 1004.1(-)1000/9/636.2.

3. Le Conseil fédéral nomme, le 30. 12. 1958 les membres hors de l'administration. Cf. PVCF N° 2306, E 1004.1(-)1000/9/620.2.

1. Am 8. 1. 1960 entschied er Bundesrat, dass für Fragen der technischen Zusammenarbeit künftig ausschliesslich die Abteilung für Internationale Organisationen des EPD zuständig ist. Das BIGA verlor seine Kompetenzen in diesem Bereich. Vgl. BR-Prot. Nr. 23, E 1004.1(-)1000/9/633.
Die Umsetzung der neuen Bestimmungen führten am 17. 3. 1961 zur Ernennung von Hans Keller zum Delegierten des Bundesrates für die technische Zusammenarbeit. Keller war direkt dem Chef des EPD unterstellt. Vgl. BR-Prot. Nr. 502, E 1004.1(-)1000/9/647.2.

2. Per 1. 5. 1960 unterstellte der Bundesrat den Delegierten für Fragen der Atomenergie dem EPED. Vgl. BR-Prot. Nr. 660 du 22. 4. 1960, E 1004.1(-)1000/9/636.2.

3. Die ausserhalb der Verwaltung stehenden Mitglieder des Landesverteidigungsrats ernannte der Bundesrat am 30. 12. 1958. Vgl. BR-Prot. Nr. 2306, E 1004.1(-)1000/9/620.2.

VI.3. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER (1ER MARS 1958–30 JUIN 1961)
DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DER SCHWEIZ IM AUSLAND (1. MÄRZ 1958–30. JUNI 1961)

1 Dates de la reconnaissance par la Suisse – Datum der Anerkennung durch die Schweiz.
2 Date de nomination par le Conseil fédéral – Datum der Ernennung durch den Bundesrat.

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
		EUROPE		
1. Allemagne (République fédérale)	Berlin (Délégation suisse), Cologne (A)	 Albert Huber (A) Alfred Escher (A, 20. 2. 1959)	Hans Lacher Frieder Heiner Andres (29. 12. 1960)	Francfort s. M. (Cg), Düsseldorf (C), Freiburg i. Brg. (C), Hambourg (C, dès 1958: Cg), Hanovre (C), Munich (C, dès 1958: Cg), Stuttgart (C, dès 1958: Cg), Constance (Ac), Duisburg (Ac), Saarbrücken (Ac)
2. Andorre				
3. Autriche	Vienne (A)	Reinhard Hohl (A) Beat von Fischer (A, 21. 11. 1958)		Bregenz (C)
4. Belgique (et possessions belges)	Bruxelles (A)	Gaston Jaccard (A) Robert Maurice (A, 22. 1. 1960)		Anvers (C, dès 1958: Cg) *Possessions belges:* cf. *Afrique* N° 19
5. Bulgarie	Sofia (L)		Walter Jäggi	

6. Danemark	Copenhague (L)	Camille Gorgé (A) Alfred Sonderegger (A, 19.12.1958)	Edmond Deslex (a. i., 24. 11. 1958)	
7. Espagne (et possessions espagnoles)	Madrid (A)	Philippe Zutter (A) Mario Fumasoli (A, 24. 4. 1959)		Barcelone (C, dès 1958: Cg), Séville (C), Bilbao (Ac), Las Palmas de Gran Canaria (Ac), Malaga (Ac)
8. Finlande	Helsinki (A)	Friedrich Real (A) Roy Hunziker (A, 3. 2. 1959)		Lyon (Cg), Annecy (C), Besançon (C), Bordeaux (C, dès 1958: Cg), Dijon (C), Le Havre (C), Lille (C), Marseille (C, dès 1958: Cg), Mulhouse (C), Nantes (C), Nice (C), Strasbourg (C), Ajaccio (Ac, fermée 1960), Belfort (Ac), Vesoul (Ac)
9. France (et pays de la Communauté française)	Paris (L)	Pierre Micheli (A)		*Communauté française:* cf. *Afrique* N° 18
10. Grande-Bretagne (et possessions britanniques)	Londres (A)	Armin Daeniker (A)		Manchester (C), Balloch (Ac, fermée 1959), Dunfermline (Ac, dès 1960) *Possessions britanniques:* Europe: La Valette (Ac), Nicosie (Ac, dès 1960 cf. *Asie* N° 8); Amérique: cf. *Amérique* N° 19; Asie/Océanie: cf. *Asie/Océanie* N° 23; Afrique: cf. *Afrique* N° 20
11. Grèce	Athènes (L)	Eduard Feer (A) Werner Fuchss (A, 18. 12. 1959)		
12. Hongrie	Budapest (L)	Fritz Hegg	Hans Müller (a. i., 1. 5. 1961)	
13. Irlande	Dublin (L)	Jean Decroux Julien Rossat (28. 11. 1958)		
14. Islande	Oslo (L)	cf. N° 19		

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
15. Italie	Rome (A)	Alfred Martin Escher (A) Philippe Zutter (A, 13. 3. 1959)		Milan (Cg), Catane (C), Florence (C), Gênes (C, dès 1958: Cg), Naples (C), Trieste (C), Turin (C), Venise (C), Bari (Ac), Bergame (Ac, dès 1960), Bologne (Ac), Livorno (Ac), Luino (Ac, dès 1960)
16. Liechtenstein				
17. Luxembourg	Bruxelles (A)	cf. N° 4		Luxembourg (C)
18. Monaco				Nice (C)
19. Norvège	Oslo (A)	Otto Karl Seifert (A) Jean-Frédéric Wagnière (A, 3. 2. 1959)		Bergen (Ac)
20. Pays-Bas (et possessions néerlandaises)	La Haye (A)	Edouard de Haller (A)		Amsterdam (C, dès 1958: Cg), Rotterdam (C, dès 1958: Cg) *Possessions néerlandaises:* cf. *Amérique* N° 20
21. Pologne	Varsovie (L, dès 1958: A)	Friedrich Gygax (dès 4. 3. 1958: A) Pierre Dupont (A, 19. 5. 1961)		
22. Portugal (et possessions portugaises)	Lisbonne (L, dès 1959: A)	Beat von Fischer Franco Brenni (23. 12. 1958, dès 21. 7. 1959: A)		Porto (C), Funchal (Ac) *Possessions portugaises:* cf. *Afrique* N° 21

23. Roumanie	Bucarest (L)	Pierre François Brügger Emile Bisang (21. 2. 1961)		
24. Saint-Marin				
25. Saint-Siège (Vatican)				
26. Suède	Stockholm (A)	Max Grässli (A) Egbert von Graffenried (A, 1. 3. 1960)		Malmoe (Ac), Norrköping (Ac)
27. Tchéco-slovaquie	Prague (L)	Guido Keel André Parodi (19. 12. 1960)		
28. Turquie	Ankara (A)	Eric Kessler (A)		Istanbul (C)
29. URSS	Moscou (A)	Alfred Zehnder (A) Max Troendle (A, 31. 1. 1961)		
30. Yougoslavie	Belgrade (A)	Jean-Frédéric Wagnière (A) Anton Roy Ganz (A, 3. 2. 1959)		Zagreb (C)

AMÉRIQUE

1. Argentine	Buenos Aires (A)	Mario Fumasoli (A) Otto Karl Seifert (A, 24. 4. 1959)		Córdoba (C), Rosario de Santa Fé (C), Mendoza (Ac)
2. Bolivie	Lima (L)	cf. N° 18		La Paz (Cg), Cochabamba (Ac), Riberalta (Ac)

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
3. Brésil	Rio de Janeiro (L, dès 1958: A)	Eduard Feer (dès 25. 4. 1958: A) André Dominicé (A, 22. 1. 1960)		São Paulo (Cg), Bahia (C), Curitiba (C), Porto Alegre (C), Recife-Pernambuco (C), Belo Horizonte (Ac), Santos (Ac)
4. Canada	Ottawa (A)	Viktor Nef (A) Alfred Zehnder (A, 31. 1. 1961)		Montréal (Cg), Toronto (C), Vancouver (C), Winnipeg (C)
5. Chili	Santiago du Chili (A)	René Naville (A) Sven Stiner (A, 29. 5. 1959)		Valparaiso (C), Magallanes-Punta Arenas (VC), Osorno (VC), Concepcion (Ac), Valdivia (Ac)
6. Colombie	Bogotá (L, dès 1958: A)	André Parodi (dès 19. 6. 1958: A)		Cali (VC, dès 1958: C), Barranquilla (Ac), Medellín (Ac)
7. Costa Rica	Guatemala (L)	cf. N° 11		San José (C, dès 1959: Cg)
8. Cuba	La Havane (A)	Franco Brenni (A) Walter Bossi (A, 3. 2. 1959)		
9. Equateur	Bogotá (L, dès 1958: A)	cf. N° 6		Quito (CL), Guayaquil (C)
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington (A)	Henry de Torrenté (A) August Lindt (A, 12. 7. 1960)	Ernesto A. Thalmann (a. i., 28. 6. 1960)	New York (Cg), Boston (C), Chicago (C, dès 1958: Cg), Cincinnati (C, dès 1960 à Cleveland), Los Angeles (C, dès 1958: Cg), New Orleans (C), Philadelphie (C, dès 1958: Cg), Saint-Louis (C), San Francisco

				(C, dès 1958: Cg), Seattle (C), Baltimore (Ac), Houston (Ac), Pittsburgh (Ac), Minneapolis (Ac, dès 1960), San Juan de Puerto Rico (Ac)
11. Guatemala	Guatemala (L)	Werner Fuchss vacant (1. 2. 1960) Max König (12. 4. 1960)		
12. Haïti	La Havane (A)	cf. N° 8		Port-au-Prince (C, dès 1959: Cg)
13. Honduras	Guatemala (L)	cf. N° 11		Tegucigalpa (C, dès 1959: Cg)
14. Mexique	Mexico (L, dès 1958: A)	Charles-Edouard de Bavier (dès 1. 3. 1958: A) Fernand Bernoulli (A, 1. 12. 1958)	Fred Bieri (a. i., 31. 12. 1958)	Guadalajara (Ac), Monterrey (Ac), Tapachula (Ac, fermée 1960), Torréon (Ac), Veracruz (Ac)
15. Nicaragua	Guatemala (L)	cf. N° 11		Managua (C, dès 1959: Cg)
16. Panama	Carácas (L, dès 1961: A)	cf. N° 24		Panama (C, dès 1959: Cg)
17. Paraguay	Buenos Aires (A)	cf. N° 1		Asunción (Cg), Encarnación (Ac)
18. Pérou	Lima (A)	Hans-Adolf Berger (A) René Faessler (A, 10. 2. 1961)		Arequipa (Ac)
19. Possessions britanniques (Jamaïque, Trinidad et Tobago)				Kingston (Ac) Port d'Espagne (Ac)

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
20. Possessions néerlandaises (Aruba)				Oranjestad (Ac)
21. République Dominicaine	La Havane (A)	cf. N° 8		Ciudad Trujillo (C, dès 1959: Cg)
22. Salvador	Guatemala (L)	cf. N° 11		San Salvador (C, dès 1959: Cg)
23. Uruguay	Montevideo (L)			
24. Venezuela	Carácas (L, dès 1961: A)	Pierre Dupont Bernard Turretini (A, 9. 6. 1961)		Maracaibo (C), Valencia (Ac)
		ASIE/OCÉANIE		
1. Afghanistan	Teheran (L)	cf. N° 12		Caboul (Ac)
2. Arabie Saoudite	Le Caire (L) Djeddah Gedda (dès 1958: L, dès 1960: A)	cf. *Afrique* N° 22	Marcel-René Luy (a. i., 28. 11. 1958)	
3. Australie	Canberra (A, dès 1961)	Friedrich Gygax (A, 19. 5. 1961)		Sydney (Cg), Melbourne (C), Brisbane (Ac)
4. Birmanie	Bangkok (L)	cf. N° 24		Rangoon (C)

5. Cambodge				
6. Ceylan	La Nouvelle Delhi (L) Colombo (L, dès 1956)	cf. N° 10	Hans Keller (a. i.) Jean Revilliod (a. i., 5. 12. 1959) Théodore Curchod (a. i., 16. 8. 1960)	Colombo (C, jusqu'en 1956)
7. Chine (République populaire)	Pékin (A)	Fernand Bernoulli (A) René Naville (A, 20. 3. 1959)		Shanghaï (Cg)
8. Chypre (1. 7. 1960)				Nicosie (Ac)
9. Fédération de Malaisie (16. 9. 1963)				Dès 1958: Singapour (C), cf. N° 23
10. Inde	La Nouvelle Delhi (A)	Clemente Rezzonico (A) Jacques-Albert Cuttat (A, 22. 1. 1960)		Bombay (Cg), Calcutta (C), Cochin (Ac), Madras (Ac)
11. Indonésie	Djakarta (A)	Alfred Sonderegger (A) Pierre-Henri Aubaret (A, 26. 6. 1959)		Medan (C), Surabaja (Ac)
12. Iran (Perse)	Téhéran (A)	Anton Roy Ganz (A) Arturo Marcionelli (A, 13. 3. 1959)		

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
13. Iraq	Beyrouth (L, dès 1958: A), Bagdad (L)	cf. N° 18	Giovanni Enrico Bucher (a. i.) Sigismond Marcuard (a. i., 13. 4. 1959)	
14. Israël	Tel Aviv (A)	Emile Bisang (A) Pierre François Brügger (A, 21. 2. 1961)		
15. Japon	Tokyo (A)	Max Troendle (A) Jean de Rham (A, 31. 1. 1961)		Kobe (C)
16. Jordanie	Beyrouth (L, dès 1958: A),	cf. N° 18		Amman (Ac, dès 1960)
17. Laos				
18. Liban	Beyrouth (L, dès 1958: A)	Egbert von Graffenried (dès 4. 3. 1958: A) vacant (1960) Guido Keel (A, 29. 4. 1960)		
19. Népal	La Nouvelle Delhi (A)	cf. N° 10		
20. Nouvelle-Zélande	Canberra (A, dès 1961)	cf. N° 3		Wellington (C, dès 1959: Cg)

21. Pakistan	Karachi (L)	Max König (A) René Stoudmann (A, 19. 6. 1961)		Chittagong (Ac)
22. Philippines	Manille (L, dès 1959: A)	Walter Hofer (dès 23. 6. 1959: A) Hans Lacher (A, 22. 11. 1960)		
23. Possessions britanniques				Hongkong (C, dès 1959: Cg), Singapour (C)
24. Thaïlande	Bangkok (L, dès 1959: A)	Erwin Bernath (dès 20. 11. 1959: A) Walter Hofer (A, 30. 9. 1960)		
25. Vietnam du Sud (1. 4. 1958)				Saïgon (C, dès 1958: Cg)
26. Yémen				

AFRIQUE

1. Cameroun (1. 1. 1960)				
2. Congo – Brazzaville (15. 8. 1960)				Brazzaville (C)
3. Côte d'Ivoire (7. 8. 1960)	Abidjan (A, dès 1961)	Jean Stroehlin (A, 26. 3. 1961)		Abidjan (VC, dès 1961: A)
4. Dahomey (1. 8. 1960)	Abidjan (A, dès 1961)	cf. N° 3		

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
5. Ethiopie	Le Caire (L) Addis Abeba (L)	cf. N° 22	Jean de Stoutz (a. i.)	
6. Gabon (17. 8. 1960)				
7. Ghana	Accra (A, dès 1960)	René Keller (A, 26. 9. 1960)		Accra (Cg, dès 1960: A)
8. Guinée (13. 10. 1958)	Accra (A), dès 1960	cf. N° 7		Conakry (C)
9. Haute-Volta (5. 8. 1960)	Abidjan (A, dès 1961)	cf. N° 3		
10. Libéria	Accra (A), dès 1960	cf. N° 7		Monrovia (C)
11. Libye				
12. Madagascar (26. 6. 1960)	Prétoria (A)	cf. N° 31		Tananarive (C)
13. Mali (26. 9. 1960)				
14. Maroc	Rabat (L, dès 1960: A)	Christophe Albert de Tschudi Erwin Bernath (A, 9. 9. 1960)	René Stoudmann (a. i., 28. 1. 1960)	Casablanca (C), Tanger (VC, dès 1958: C), Meknès (Ac)

15. Mauritanie (28. 11. 1960)				
16. Niger (3. 8. 1960)	Abidjan (A, dès 1961)	cf. N° 3		
17. Nigéria (1. 10. 1960)	Lagos (A)	vacant	Heinz Suter (a. i., 1. 4. 1961)	
18. Pays de la Communauté française: Afrique équatoriale Madagascar Afrique occidentale				Alger (C, dès 1958: Cg), Oran (Ac) Brazzaville (C, dès 1960: cf. N° 2) Tananarive (C, dès 1960: cf. N° 12) Dakar (C, dès 1960: cf. N° 24), Abidjan (VC, dès 1960: cf. N° 3), Conakry (Ac, dès 1959: C), Cotonou (Ac, fermée 1959), Port-Gentil (Ac)
19. Possessions belges: Congo belge / Congo – Léopoldville (30. 6. 1960)				Léopoldville (C, dès 1958: Cg)
20. Possessions britanniques: Fédération de Rhodésie et du Nyassaland				Salisbury (C)
Afrique orientale				Nairobi (C), Tanga (C, dès 1961 à Dar-es-Salaam)

Etats[1]	Légation (L), Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire[2]	Chargé d'Affaires de la Légation (a. i.)	Chancellerie de Légation (CL), Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac), Chancellerie consulaire (Cc)
21. Possessions portugaises: Mozambique				Luanda (Ac) Laurenço-Marques (C), Antonio-Enes (Ac), Beira (Ac), Quelimane (Ac)
22. République Arabe Unie	Le Caire (A)	Jean-Louis Pahud (A)		Damas (Cg), Alexandrie (C), Port-Said (Ac)
23. République Centrafricaine (13. 8. 1960)				
24. Sénégal (17. 9. 1960)	Dakar (A)	Jean-Jacques de Tribolet (A, 26. 5. 1961)		
25. Sierra Leone (27. 4. 1961)				Freetown (Cg)
26. Somalie (1. 7. 1960)				
27. Soudan	Le Caire (A)	cf. N° 22		
28. Tchad (11. 8. 1960)				
29. Togo (27. 4. 1960)	Accra (A)	cf. N° 7		

30. Tunisie	Tunis (L, dès 1961: A)	Fritz Hegg (A, 10. 3. 1961)	Lucien-Bernard Guillaume (a. i.)	
31. Union de l'Afrique du Sud	Prétoria (L, dès 1960: A)	Franz Kappeler (dès 9. 11. 1960: A)		Johannesbourg (C, dès 1959: Cg), Ville du Cap (C), Durban (Ac), Windhoek (Ac)

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

1. Bureau de l'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU)	New York	Felix Schnyder vacant (1. 2. 1961) Ernesto A. Thalmann (5. 6. 1961)		
2. Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)	Bruxelles (Délégation)	Agostino Soldati		
3. Communautés européennes	Bruxelles (Mission, dès 1959, inclut N° 2)	Agostino Soldati (A, 8. 9. 1959)		
4. Organisation européenne de coopération économique (OECE)	Paris (Délégation)	Agostino Soldati (dès 8. 9. 1959: A)		

VI.4. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE (1ER MARS 1958–30 JUIN 1961)
DIE DIPLOMATISCHEN UND KONSULARISCHEN VERTRETUNGEN DES AUSLANDES IN DER SCHWEIZ (1. MÄRZ 1958–300. JUNI 1961)

1 Les dates correspondent au jour de la reconnaissance par la Suisse. – Datum der Anerkennung durch die Schweiz.
2 Les dates correspondent au jour de la remise des lettres de créance. Pour les dates des décisions du Conseil fédéral concernant l'agrément et les lettres de créance cf. notre banque de données électronique: http://www.dodis.ch – Datum der Übergabe des Beglaubigungsschreibens. Für das Datum des Beschlusses des Bundesrates betreffend Agrément und Beglaubigungsschreiben vgl. unsere Datenbank: http://www.dodis.ch.

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
		EUROPE		
1. Allemagne (RFA)	Berne (A)	Friedrich Holzapfel (A); Ernst-Günther Mohr (A, 20. 6. 1958)		Bâle (Cg), Genève (Cg), Zurich (Cg), Lugano (C), St-Gall (C)
2. Andorre				
3. Autriche	Berne (A)	Johannes Coreth (A)		Zurich (Cg), Bâle (C), Lugano (C)
4. Belgique	Berne (A)	Fernand Seynaeve (A)		Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C, fermé 1960), Lausanne (C), Lucerne (C), Lugano (C), Neuchâtel (C), Zurich (C)
5. Bulgarie	Berne (L)	Petar Grigorov	Yanko Ivanov (a. i., 4. 11. 1960)	
6. Danemark	Berne (A)	Carl Adalbert Constantin Brun (A); Bodil Begtrup (A, 12. 6. 1959)		Bâle (C), Berne (C), Genève (C), Lausanne (C), Lugano (C), Zurich (C), Montreux (VC)

7. Espagne	Berne (A)	Alonso Alvarez de Toledo y Mencos (A)		Genève (Cg), Zurich (Cg, dès 1958)
8. Finlande	Berne (A)	Hugo Valvanne (A); Osmo Lennart Orkomies (A, 5. 10. 1959)		Berne (Cg), Bâle (C), Lausanne (C) Lucerne (C), Lugano (C), Genève (C), Zurich (C)
9. France	Berne (A)	Etienne Roland Dennery (A)		Bâle (Cg), Genève (Cg), Lausanne (Cg), Zurich (Cg), Berne (C), Baden (Ac), Coire (Ac), Davos (Ac), Lucerne (Ac), Lugano (Ac), Porrentruy (Ac), St-Gall (Ac), Schaffhouse (Ac), Sion (Ac)
10. Grande-Bretagne	Berne (A)	Lionel Henry Lamb (A); William Horace Montagu-Pollock (A, 23. 5. 1958); Paul Francis Grey (A, 13. 9. 1960)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (VC), Lucerne (VC), Montreux (VC)
11. Grèce	Berne (A)	Alexandre Contoumas (A); Constantin Triantafillacos (A, 11. 4. 1961)		Genève (Cg), Lugano (C)
12. Hongrie	Berne (L)	József Marjai; Aladar Tamas (24. 7. 1959); Jenö Kuti (12. 12. 1960)		
13. Irlande	Berne (L)	Josephine McNeill; Timothy Joseph Horan (17. 8. 1960)		
14. Islande	Bad Godesberg (L)	Helgi Pallson Briem; vacant (1961); Pétur Thorsteinsson (24. 3. 1961)		Genève (C)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
15. Italie	Berne (A)	Maurilio Coppini (A); Corrado Baldoni (A, 27. 6. 1958)		Genève (Cg), Lugano (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Coire (C), Lausanne (C), Brigue (VC), Chiasso (VC), Locarno (VC), Lucerne (VC), St-Gall (VC), Schaffhouse (Ac, dès 1959), Winterthour (Ac, dès 1959)
16. Liechtenstein	Berne (L)		Heinrich de Liechtenstein	
17. Luxembourg	Berne (L)		Jean Sturm vacant (dès 1960)	Berne (C), Genève (C), Lausanne (C)
18. Monaco	Berne (L, dès 1959)	Henry Soum (19. 6. 1959)		Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lugano (C), Zurich (C)
19. Norvège	Berne (A)	Andreas Broch (A)		Zurich (Cg), Berne (C), Bâle (C), Genève (C), Lausanne (C)
20. Pays-Bas	Berne (A)	Jonkheer Jan Willem Marius Snouck Hurgronje (A)		Bâle (C), Berne (C, fermé 1959), Davos (C), Genève (C), Lugano (C), Zurich (C)
21. Pologne	Berne (A)	Stanislav Trojanowski; Jozef Koszutski (A, 10. 3. 1958)		
22. Portugal	Berne (L, dès 1959: A)	José Luiz Archer (dès 10. 7. 1959: A); Ruy Teixeira Guerra (A, 29. 6. 1960)		Berne (C), Davos (C), Genève (C), Lausanne (C), Zurich (C)

23. Roumanie	Berne (L)	Dumitru Olteanu; Grigore Geamànu (26. 5. 1959)		
24. Saint-Marin				Berne (Cg)
25. Saint-Siège (Vatican)	Berne (Nonciature)	Gustavo Testa (Nonce apostolique); Alfredo Pacini (Nonce apostolique, 8. 4. 1960)		
26. Suède	Berne (A)	Thorsten Hammarström (A)		Bâle (C), Berne (C, fermé 1958), Genève (C), Lugano (C), Zurich (C)
27. Tchéco-slovaquie	Berne (L)	Jan Obhlidal		Zurich (Cg)
28. Turquie	Berne (A)	Fahrettin Kerim Gökay (A); Zeki Kuneralp (A, 13. 9. 1960)		Genève (Cg), Zurich, (Cg), Bâle (C, dès 1958)
29. URSS	Berne (A)	Dimitri Petrovitch Pogidaev (A); Nikolai I. Korikoukine (A, 20. 3. 1959); Iossif Iossifovitch Kouzime (A, 8. 7. 1960)	Constantin P. Avramov (a. i., 5. 10. 1958)	
30. Yougoslavie	Berne (A)	Franc Kos (A); Sloven Smodlaka (A, 21. 11. 1958)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Berne (L)	Raoul Aguirre Molina (A); Carlos Herrera (A, 3. 10. 1958)		Zurich (Cg), Genève (C)
2. Bolivie				Zurich (Cg), Genève (C)
3. Brésil	Berne (A)	Raul Bopp; Afrânio de Mello-Franco (A, 15. 1. 1959)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Lausanne (C), Lugano (C, dès 1961: Ac)
4. Canada	Berne (A)	Edmond Turcotte (A); Herbert F. Feaver (A, 25. 4. 1961)		
5. Chili	Berne (A)	Fernando García-Oldini (A);		Genève (Cg), Lausanne (C), Lugano (C)
6. Colombie	Berne (L, dès 1958: A)	Luis González Barros; Prospero Carbonell (A, 17. 4. 1958); Raimundo Emiliani Román (A, 19. 6. 1959)		Genève (C), Lausanne (C, dès 1960)
7. Costa Rica				Genève (Cg), Zurich (Cg), Lugano (C)
8. Cuba	Berne (A)	Jorge Govantes Aguirre (A); Giacomo Alberto Menasce-Farragi (A, 5. 9. 1958); Guillermo Salazar Sánchez (A, 21. 5. 1959)		Genève (C, fermé 1960)

9. Equateur	Berne (L)		Ramón Ycaza (a. i.)	Berne (Cg, dès 1961), Genève (Cg)
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne (A)	Henry J. Taylor (A)		Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C)
11. Guatemala	Berne (L, dès 1959)	Salvador Augusto Toriello Saravia (7. 4. 1959)		Berne (Cg, fermé 1959), Genève (Cg), Zurich (C)
12. Haïti				Genève (Cg), Zurich (C)
13. Honduras				Berne (Cg), Genève (C), Lugano (C)
14. Mexique	Berne (A)	Francisco Vázquez Treserra; Amalia de Castillo Ledón (A, 17. 4. 1958); Gabriel Lucio Argüelles (A, 1. 9. 1959)		Genève (C), Zurich (C, dès 1959)
15. Nicaragua	Rome (L, dès 1958)	Ignacio Portocarrero L. (18. 9. 1959); vacant (dès 1960)		Zurich (Cg), Genève (C)
16. Panama	Bad Godesberg (L, dès 1958)	Camilo Belisario Porras (21. 11. 1958); vacant (1961)		Berne (Cg), Genève (Cg), Zurich (Cg), Bâle (C), Lausanne (C), Lugano (C)
17. Paraguay	Rome (L, 1958) Londres (L, dès 1960)	Ramico Recalde de Vargas (11. 7. 1958); Ramico Recalde de Vargas (25. 3. 1960)		Berne (Cg)
18. Pérou	Berne (A)	William Fry Valle-Riestra (A); Julio Fernández Dávila (A, 21. 5. 1959)		Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lausanne (C), Neuchâtel (C), Schaffhouse (C, dès 1960), Zurich (C)

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
19. République Dominicaine	Bonn (L)	Salvador Ortiz; vacant (dès 1959)		Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Zurich (C)
20. Salvador	Madrid (A, dès 1960)			Genève (Cg), Zurich (Cg), Lugano (C)
21. Uruguay	Berne (L)	Ramón Piriz Coelho; José G. Lissidini (25. 3. 1960)	Adolfo Folle-Martínez (a. i., 18. 10. 1959)	Genève (Cg), Bâle (C), Berne (C), Lugano (C), Zurich (C)
22. Venezuela	Berne (L, dès 1960: A)	Juan Röhl Arriens; Manuel de Jesus Chuecos (27. 6. 1958); Henrique Ganteaume de Tovar (24. 7. 1959)		Zurich (C), Genève (C, dès 1958)
		ASIE/OCÉANIE		
1. Afghanistan	Paris (L)		Mohammed Rahim Gardizi (a. i.)	
	Bonn-Venusberg (L, dès 1958)	Gholam Farugk (11. 7. 1958)		
2. Arabie Saoudite	Berne (L, dès 1960: A)	Fakhri Sheikh El-Ard		
3. Australie				Genève (Cg)
4. Birmanie				

5. Cambodge				
6. Ceylan	Paris (L, dès 1958)	Percival Reginald Gunasekera (25. 7. 1958)		
7. Chine (Rép. populaire)	Berne (A)	Hsuan Feng (A); Li Ching-Chuan (A, 10. 7. 1959)		Genève (Cg)
8. Chypre (16. 8. 1960)				
9. Inde	Berne (A)	Mohan Sinha Metha (A): Mullath Kadingi Vellodi (A, 20. 6. 1958)		Genève (Cg)
10. Indonésie	Berne (A)	Ahmed Subardjo Djoyoadisuryo (A)		
11. Iran	Berne (L)	Hormoz Gharib (A)		Genève (Cg)
12. Iraq				Genève (C, dès 1958)
13. Israël	Berne (A)	Joseph Isaac Linton (A); Eliahu Sasson (A, 24. 2. 1961)		Zurich (Cg)
14. Japon	Berne (A)	Katsuzo Okumura (A): Shitoshichi rimura (A, 12. 12. 1960)		Genève (Cg), Zurich (C)
15. Jordanie	Rome (L, dès 1960)	Edmond Roch (22. 1. 1960)		
16. Laos				

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
17. Liban	Berne (A)	Négib Sadaka (A); Raïf Abillama (A, 7. 10. 1960)		Genève (C, fermé 1959), St-Gall (C, dès 1958)
18. Népal	Londres (L, dès 1958)	Rama Prasad Manandhar (16. 5. 1958)		
19. Nouvelle-Zélande				
20. Pakistan	Berne (A)	Abdul Motaleb Malik (A); M. S. A. Baig (A, 24. 7. 1959)	Akbar H. B. Tyabji (a. i., 29. 10. 1958); Mutahir Husain (a. i., 1. 5. 1959)	
21. Philippines	Paris (L) Berne (L, dès 1958, dès 1959: A)	Salvador P. Lopez; Tomas G. de Castro (9. 5. 1958, dès 23. 6. 1959: A)		Zurich (C, dès 1959)
22. Thaïlande	Berne (L, dès 1959: A)	Luang Vichit Vadakan; Chitti Sucharitakul (A, 23. 7. 1959)		
23. Vietnam du Sud (1. 4. 1958)				
24. Yémen				

AFRIQUE

1. Cameroun (1. 1. 1960)				
2. Congo – Brazzaville (15. 8. 1960)				
3. Côte d'Ivoire (7. 8. 1960)	Berne (A, dès 1961)	Jean Porquet (A, 1. 6. 1961)		
4. Dahomey (1. 8. 1960)				
5. Éthiopie	Bonn (L)	Blatein-Gueta Ephrem Tewelde-Medhen	Kebede Gebre-Wold (a. i., 10. 12. 1958)	Zurich (Cg)
6. Gabon (17. 8. 1960)				
7. Ghana				Genève (Cg, dès 1961)
8. Guinée (13. 10. 1958)	Paris (A)	Nabi Youla (A, 5. 10. 1959)		
9. Haute-Volta (5. 8. 1960)				
10. Libéria				Zurich (Cg), Genève (C)
11. Libye	Paris (A, dès 1961)	J. Dudley Lawrence (A, 20. 1. 1961)		
12. Madagascar (26. 6. 1960)				

Etats[1]	Légation (L) Ambassade (A)	Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire (A)[2]	Chargé d'Affaires de la Légation / de l'Ambassade (a. i.)	Consulat général (Cg), Consulat (C), Vice-Consulat (VC), Agence consulaire (Ac)
13. Mali (26. 9. 1960)				
14. Maroc	Berne (L, dès 1959)		Mokhtar Hadj Nassar (8. 7. 1959)	
15. Mauritanie (28. 11. 1960)				
16. Niger (3. 8. 1960)				
17. Nigéria (1. 10. 1960)				
18. République Arabe Unie (Egypte et Syrie)	Berne (A)	Mohamed Abdel Chafi El Labban (A); Mohamed Fathi El-Dib (A, 26. 5. 1961)	Mohamed Abdel Razek (a. i., 20. 12. 1960)	Genève (Cg), Zurich (Cg, dès 1959)
19. République Centrafricaine (13. 8. 1960)				
20. Sénégal (17. 9. 1960)				

21.Sierra Leone (27. 4. 1961)			
22. Somalie (1. 7. 1960)			
23. Soudan			
24. Tchad (11. 8. 1960)			
25. Togo (27. 4. 1960)			
26. Tunisie	Berne (L, dès 1958)		Moncef Kedadi (a. i., 12. 12. 1958); Tawfik Torgeman (a. i., 3. 5. 1960)
27. Union de l'Afrique du Sud	Berne (L, dès 1960: A)	John Kenneth Christie Matthys Izak Botha (9. 3. 1959) John Edward Bruce (A, 7. 10. 1960)	

VII. INDEX / REGISTER

VII.1. INDEX DES NOMS DE PERSONNES
PERSONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Pour des raisons de place, les fonctions n'ont été indiquées qu'en français. Le nom de Max Petitpierre n'a pas été retenu en raison de ses trop nombreuses occurrences. De plus amples informations biographiques sur les personnes mentionnées ci-dessous sont disponibles dans la base de données des *Documents Diplomatiques Suisses* DoDiS (http://www.dodis.ch).

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Aus Platzgründen wurden die Funktionen nur auf Französisch aufgenommen. Der Name Max Petitpierres wurde im Register nicht berücksichtigt, da er zu häufig erscheint. Ausführliche biografische Informationen zu den nachfolgend erwähnten Personen sind in der Datenbank der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* DoDiS zugänglich (http://www.dodis.ch).

Abbas, Ferhat (Président du Gouvernement provisoire de la République Algérienne (GPRA) dès septembre 1958), **14, 35, 53, 104, 132**

Abrams, Manuel (Collaborateur au Département d'Etat américain), **131**

Adenauer, Konrad (Chancelier de la République fédérale d'Allemagne), **15, 28, 68, 101, 132**

Ahidjo, Ahmadou (Premier Ministre camerounais jusqu'en mai 1960 et Président du Cameroun dès janvier 1960), **59, 129**

Ailleret, Charles (Général français), **133**

Ako Adjei, Ebenezer (Ministre ghanéen des Affaires étrangères de 1959 à 1960 puis à nouveau dès 1961), **110**

Albrecht, André (Consul honoraire de Suisse à Conakry de septembre 1959 à août 1961), **27**

Alejos, Roberto (Propriétaire de la plantation guatémaltèque «Finca Helvetia»), **137**

Alemann, Ernesto (Père de Roberto Alemann), **145**

Alemann, Roberto (Ministre argentin des Finances), **145**

Alzogaray, Alvaro (Ministre argentin de l'Economie de juin 1959 à avril 1961), **60**

Aman, Richard (Chef de la Délégation suisse à la NNSC d'août 1958 à juillet 1959, puis chef du Protocole du DPF) **80, 150**

Ammann, Adolf (Chef de section au DPF), **138**

Amstein, André (Adjoint au Ministère public de la Confédération), **99**

Andres, Ernst (Fonctionnaire à la Division des Organisations internationales du DPF dès 1961), **128**

Andrews, Harry Thomson (Ministre d'Afrique du Sud à Berne jusqu'en 1960), **102**

Annasohn, Jakob (Chef d'Etat-major au DMF), **8, 43, 68**

Ansermet, Ernest (Directeur de l'Orchestre de la Suisse romande), **118**

Antonio, Jorge (Homme d'affaires argentin), **60**

Apollinaire, Guillaume (Poète français), **118**

Arburua, Manuel (Président du Banco Exterior de España), **67**

Aregger (Ressortissant suisse), **104**

Arrighi, Pascal (Député de la Corse), **6**

Artho, Walter (Président de la Société des amis suisses de l'Angola), **146**

Arutiunian (Diplomate soviétique), **11, 25**

Auriol, Vincent (Ancien Président de la République française), **6**

Averoff-Tositzas, Evangelos (Ministre grec des Affaires étrangères), **51**

Bachmann, Hans (Professeur à la Haute Ecole commerciale de Saint-Gall), **47, 95**

Baig, M. S. A. (Ambassadeur du Pakistan à Berne dès juillet 1959), **91**

Balafrej, Mohammed Ahmed (Premier Ministre marocain de mai à décembre 1958), **61, 104**

Baldoni, Corrado (Ambassadeur d'Italie à Berne dès juin 1958), **151**

Balinski, Anthony (Collaborateur de l'opération civile des Nations Unies au Congo), **128**
Ball, George W. (Sous-Secrétaire au Département d'Etat américain), **131**
Balmelli, Carla (Déléguée de l'Aide suisse à l'Europe), **71**
Bartholomew, Frank H. (Président de l'agence United Press), **13**
Batista Zaldivar, Fulgencio (Président de la République de Cuba jusqu'en décembre 1958), **34, 43**
Bauer, Gérard (Délégué permanent du Conseil fédéral à l'OECE), **28**
Baumgartner, Wilfrid (Gouverneur de la Banque de France jusqu'en janvier 1960, puis Ministre français des Finances), **20**
Bayo, Armando (Chargé d'Affaires de Cuba à Berne dès août 1960), **112**
Bechtel, William (Ressortissant français impliqué dans l'enquête sur la mort de Félix Moumié), **129**
Becker, Juan Bernardo (Ancien attaché commercial d'Argentine à Berne), **1**
Ben Bella, Ahmed (Vice-Président du Conseil national de la révolution algérienne), **104**
Ben Musa (Diplomate libyen), **39**
Ben Youseff, Salah (Secrétaire général du Néo Destour), **104**
Ben-Zvi, Yitzhak (Président d'Israël), **12**
Bénouville, Pierre Guillain de (Général français), **103**
Bentami, Djilali (Membre du FLN; représentant du Croissant rouge algérien à Genève), **104**
Benvenuti, Lodovico (Secrétaire général du Conseil de l'Europe), **76**
Benyahia, Mohamed Seddik (Collaborateur du GPRA, secrétaire de Ferhat Abbas), **104**
Bernard, Alfred (Chef d'entreprise), **103**
Bernath, Erwin (Ministre puis Ambassadeur de Suisse à Bangkok dès novembre 1959, à Rabat dès septembre 1960), **70, 148**
Berthoud, Yves André (Adjoint au DPF), **63**
Besche, Hubert de (Collaborateur du Ministère suédois des Affaires étrangères), **58**
Bidault, Georges (Homme politique français), **6**
Bindschedler, Rudolf (Chef du Service juridique au DPF), **15, 18, 26, 93, 102, 105**
Bisang, Emile (Ambassadeur de Suisse à Tel Aviv, puis Ministre de Suisse à Bucarest dès février 1961), **144**
Bischoff, Norbert (Ambassadeur de Suisse à Moscou jusqu'en décembre 1959), **25**
Bitsios, Dimitri (Chargé des Affaires de Chypre au Ministère grec des Affaires étrangères), **51**
Blanc, Paul (Attaché financier près l'Ambassade de France à Berne), **20**
Blum, Léon (Homme politique français), **6**
Boetschi, Robert (Secrétaire de Légation suisse à Rio de Janeiro, puis Consul général à Léopoldville dès novembre 1959), **85, 107, 127, 128**
Boissier, Léopold (Président du CICR), **113**
Bomboko, Justin Marie (Ministre congolais des Affaires étrangères de juin à septembre 1960, puis Président du Collège des Commissaires généraux de la République démocratique du Congo), **85**
Bonnant, Georges (Consul de Suisse à Hong Kong, puis chef de la Délégation suisse à la NNSC de juillet 1959 à juillet 1960, puis Adjoint au DPF), **86, 95**
Bonneval, Gaston de (Aide de camp du Général de Gaulle), **19**
Bonsal, Philip W. (Diplomate américain), **98**
Bornand, Ami (Pasteur suisse), **118**
Borsinger, Melchior (Délégué spécial du CICR au Congo), **128**
Bossi, Walter (Chef de Section au DPF, puis Ambassadeur de Suisse à La Havane dès mars 1959), **21, 26, 34, 90, 98, 100, 112, 116**
Bouabid, Abderrahim (Homme politique marocain, Ministre de l'Economie jusqu'en mai 1960), **14**
Bouakouir, Salah (Directeur général des Affaires économiques et de l'Industrialisation du Gouvernement général d'Algérie), **142**
Boulganine, Nicolas (Premier Ministre soviétique jusqu'en mars 1958), **68**
Boulharouf, Taïeb (Représentant du GPRA), **104, 134, 140**
Boumendjel, Ahmed (Chef du bureau d'information du GPRA), **104, 140**
Bourgknecht, Jean (Membre du Conseil des Etats, puis Conseiller fédéral, chef du DFFD dès janvier 1960), **66, 82, 102, 115, 119, 140, 155**
Bourgue, Henri (Citoyen suisse), **39**
Bourguiba, Habib (Président de la Tunisie), **125, 132**
Bourguiba Jr., Habib (Ambassadeur de Tunisie à Paris dès 1958), **39**
Boussouf, Abdelhafid (Ministre des Liaisons générales et des Communications du GPRA dès septembre 1958), **35, 104**
Bouzida, Arezki (Nationaliste algérien), **39**

Bracher, Hans (Chef des Affaires du Personnel au DMF), **24, 68**
Branca, Nicolás (Ingénieur en Argentine), **145**
Braque, Georges (Peintre français), **118**
Brenni, Franco (Ministre de décembre 1958 à juillet 1959, puis Ambassadeur de Suisse à Lisbonne), **43, 135**
Brentano, Heinrich von (Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne), **15**
Brown, Georges Edmond (Secrétaire de la Commission des allocations anticipées aux Suisses victimes de la persécution nationale-socialiste), **150**
Brügger, Eduard (Consul général de Suisse à Accra jusqu'en juin 1960, puis collaborateur au DPF), **129**
Brügger, Pierre François (Ministre de Suisse à Bucarest, puis Ambassadeur à Tel Aviv dès février 1961), **138**
Brupbacher, Charles R. (Banquier, Membre du Conseil d'Administration d'Interhandel dès 1961), **120**
Bucher, Giovanni Enrico (Chef de Section au DPF), **38, 56, 79, 106, 129, 140, 154**
Bühler, Hans (Sous-chef puis dès 1960 Vice-Directeur de la Division du Commerce au DFEP), **49, 91**
Bühler, René (Membre du Conseil national jusqu'en décembre 1959), **75**
Bührle, Dieter (Directeur de la Société de Gestion de la Fabrique de Machines-Outils Oerlikon), **95**
Burckhardt, Jakob (Adjoint au DPF, puis Délégué aux questions atomiques au DPF dès 1959, puis chef de la Division des Organisations internationales dès février 1961), **154**
Burckhardt, Peter Leonhard (Sous-chef d'Etat-major au DMF), **68, 119, 147**
Burckhardt, Walter (Professeur de droit à l'Université de Berne), **23**
Caillat-Bordier, Claude (Conseiller d'Ambassade suisse à Washington, puis Chef de Section au DPF dès 1961), **105**
Campiche, Roger-Etienne (Secrétaire de Légation suisse à Lisbonne jusqu'en 1960, puis à la Délégation suisse à l'OECE, puis à Caracas dès 1961), **119**
Camu, Louis(Président de la Banque de Bruxelles), **45**
Camus, Albert (Ecrivain français), **32**
Canaris, Wilhelm (Amiral allemand), **121**
Cardona, José Miró (Premier Ministre cubain de janvier à février 1959), **98**
Cashin, John M. (Juge américain à New York), **105**
Castro, Fidel (Premier Ministre cubain dès février 1959), **43, 98, 100, 102, 112, 124, 137**
Challe, Maurice (Général français), **32, 142**
Challet, Henri (Directeur des téléphones de Lausanne), **95**
Charpentier, Pierre (Ambassadeur français à Léopoldville), **85**
Chaudet, Paul (Conseiller fédéral, chef du DMF), **10, 15, 21, 59, 68, 72, 73, 82, 84, 96, 102, 115, 119, 140, 144, 147, 152**
Che Guevara, Ernesto, cf. Guevara, Ernesto
Chorfi, Taieb (Directeur au Ministère marocain des Affaires étrangères), **70**
Chruschtschow, cf. Khrouchtev
Cliburn, Van (Pianiste américain), **7**
Clottu, Paul (Ministre au DPF), **27, 70, 86, 98, 128**
Contoumas, Alexandre (Ambassadeur de Grèce à Berne jusqu'en 1960), **50**
Coppini, Maurilio (Ambassadeur d'Italie à Berne jusqu'en juin 1958), **8**
Cornaz, Henri (Imprimeur suisse), **104**
Cot, Pierre (Homme politique français), **6**
Coudoux, Hyde-Optat (Collaborateur du Ministère camerounais des Affaires étrangères), **129**
Couve de Murville, Maurice (Ministre français des Affaires étrangères dès juin 1958), **6, 69, 101, 118, 132**
Cramer, Hans (Adjoint au DPF, puis Conseiller d'Ambassade à Stockholm), **8, 60**
Crnobrnja (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère yougoslave des Affaires étrangères), **74**
Curchod, Théodore (Consul général de Suisse à Léopoldville, puis Chargé d'Affaires a. i. à Colombo dès août 1960), **59, 62, 93**
Curiel, Henri (Communiste de nationalité égyptienne, membre dirigeant des réseaux de soutien au FLN), **104**
Curiel-Aladjem, Rosette (femme d'Henri Curiel, membre des réseaux de soutien au FLN) **99, 104**
Cuttat, Jacques-Albert (Ministre au DPF, puis Ambassadeur de Suisse à New Dehli dès janvier 1960), **68, 79, 106, 123**
Daeniker, Armin (Ambassadeur de Suisse à Londres), **21, 89**
Dahlab, Saab (Homme politique algérien, Ministre des Affaires étrangères du GPRA dès août 1961), **104**
Darier, Jacques (Banquier, membre du comité

directeur de l'Association suisse des Banquiers), **1**
Dassault, Marcel (Industriel français), **115, 152**
Dayal, Rajeshwar (Représentant du Secrétaire général de l'ONU au Congo), **128**
Debré, Michel (Sénateur français, nommé Garde des Sceaux dès mai 1958 par de Gaulle, Ministre de la Justice dès juin 1958, puis Premier Ministre dès janvier 1959), **6, 28, 32, 132**
Delahaye, Roger (Sous-gouverneur de la Banque d'Algérie), **142**
Delouvrier, Paul (Délégué général du gouvernement en Algérie), **32**
Dennery, Etienne Roland (Ambassadeur de France à Berne), **53, 118**
Deugnier, Raymond (Préfet d'Alger), **32**
Dick, Fritz (Chef de la Police fédérale au DFJP), **99, 104**
Diez, Emanuel (Chef de section au DPF), **42, 86, 95, 138**
Dillon, Douglas (Sous-secrétaire d'Etat américain au Ministère du Commerce, puis Secrétaire d'Etat aux Finances dès janvier 1961), **66, 69, 143**
Dinichert, Pierre (Juge d'instruction genevois), **129**
Dominicé, André (Chef du protocole au DPF, puis Ambassadeur à Rio de Janeiro dès mars 1960), **21**
Dubois, Charles Albert (Chef de section à la Division des organisations internationales du DPF, puis Chargé d'Affaires a. i. à Karachi dès mai 1960 jusqu'en janvier 1961, puis Ambassadeur au DPF), **91**
Duc, Marius (Ressortissant suisse en Algérie), **39**
Dulles, John Foster (Secrétaire d'Etat américain jusqu'en avril 1959), **32**
Dumur, Jean (Journaliste suisse), **137**
Duplain, Georges (Journaliste suisse), **117**
Dürrenmatt, Friedrich (Dramaturge, écrivain et peintre suisse), **118**
Dürrenmatt, Peter (Journaliste suisse) **121**
Eggenschwiler, Walter (Chef de section au DFFD), **49**
Eichmann, Adolf (Ancien officier S. S.), **138**
Eindiguer, Robert (Consul de Suisse à Panama), **42**
Eisenhower, Dwight David (Président des Etats-Unis), **68**
El Fassi, Allal (Fondateur du Parti de l'Istiqlal marocain), **61**
El Labban, Mohamed Abdel Chafi (Ambassadeur d'Egypte à Berne), **12**
El-Ard, Fakhri Sheikh (Ministre d'Arabie Saoudite à Berne), **12**
Elisabeth II (Reine d'Angleterre), **93**
Erhard, Ludwig (Vice-chancelier et Ministre de l'économie de la République fédérale d'Allemagne), **47, 49**
Escher, Alfred (Ambassadeur de Suisse à Rome, puis Ambassadeur de Suisse à Cologne dès février 1959), **8**
Etter, Philipp (Conseiller fédéral, chef du DFI jusqu'à décembre 1959), **8, 10, 17**
Etzel, Franz (Ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne), **47**
Evans, M. T. (Consul général de Grande-Bretagne à Alger), **142**
Fachot (Commissaire central à Alger), **142**
Falquier, Georges-André (Consul de Suisse à Dakar, puis Consul de Suisse à Nice dès septembre 1958), **27**
Fanfani, Amintore (Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires étrangères italien de juillet 1958 à février 1959, puis Président du Conseil des Ministres dès juillet 1960), **101**
Favrod, Charles-Henri (Journaliste à la *Gazette de Lausanne*), **53**
Fayçal II (Roi d'Irak jusqu'en juillet 1958), **13**
Feer, Eduard (Ambassadeur de Suisse à Athènes jusqu'en décembre 1959), **50, 51, 60**
Feldmann, Markus (Conseiller fédéral, chef du DFJP jusqu'en novembre 1958), **8, 10, 17**
Figgures, Frank E. (Secrétaire général de l'AELE), **101**
Foch, Ferdinand (Maréchal de France), **19**
Fortabat, Alfredo (Homme de confiance du Président argentin A. Frondizi), **1**
Fouques-Duparc, Henri (Député-maire d'Oran), **32**
Francis, Ahmed (Ministre des Finances du GPRA), **104, 134**
Franco, Francisco (Général, Chef de l'Etat espagnol)), **67, 139**
Freeman, Monroe E. (Colonel américain, chef de l'Office of Naval Research), **26**
Frey, Traugott (Collaborateur de la Division du Commerce du DFEP), **49**
Frick, Hans (Colonel, ancien chef du groupe de l'instruction du DMF), **25, 118**
Frick, Robert (Chef du groupe de l'instruction du DMF), **68**
Fricker, Rudolf (Colonel de l'Armée suisse), **95**

Frisch, Max (Ecrivain suisse), **118**
Fritschy, Francis (Citoyen suisse emprisonné en Guinée), **155**
Frochaux, Pascal (Adjoint puis chef de section au DPF dès avril 1959), **128**
Frondizi, Arturo (Président de l'Argentine dès mai 1958), **1, 60, 80, 145**
Fry Valle-Riestra, William (Ambassadeur du Pérou à Berne jusqu'en février 1959), **155**
Fujiyama, Aiichoro (Ministre japonais des Affaires étrangères jusqu'en juillet 1960), **54**
Fumasoli, Mario (Ambassadeur de Suisse à Buenos Aires jusqu'en janvier 1959, puis dès avril à Madrid), **1, 67, 139**
Gambiez, Fernand (Général français), **32, 142**
Gandhi, Mahatma (Philosophe et homme politique indien), **68**
Ganz, Anton Roy (Ambassadeur de Suisse à Téhéran, puis à Belgrade dès février 1959), **74, 77, 130, 144, 154**
García-Oldini, Fernando (Ambassadeur du Chili à Berne), **97**
Gaulle, Charles de (Général français, Président du Conseil dès juin 1958, puis Président de la République dès janvier 1959), **5, 6, 15, 19, 28, 32, 35, 88, 98, 102, 104, 132, 135, 140, 142**
Gehrig, René (Chef de l'agence consulaire de Suisse à Oran), **32, 142**
Gelzer, Michael (Adjoint puis dès 1960 chef de la Division des Affaires politiques du DPF), **29, 49, 80, 109, 120120120, 129, 149**
Gerber, Otto (Adjoint au DFPCF), **119**
Gey, Michel (Préfet civil), **32**
Gigon, Fernand (Journaliste, photographe et écrivain suisse), **55**
Gilliand, Paul (Directeur de la Chambre de Commerce suisse en France), **41**
Giovanoli, Fritz (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **5**
Girard, Christian (Conseiller à l'Ambassade de France à Berne), **53**
Giri, Tulsi (Secrétaire chargé des Affaires étrangères du Népal), **123**
Girsberger, Pierre (Directeur du Crédit Suisse), **14**
Gitermann, Valentin (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **23**
Godard, Yves (Colonel français), **142**
Godet, Rémy (Adjoint au DPF), **19, 81, 103, 104**
Goertz, Wilhelm (Ambassadeur d'Autriche à Belgrade), **74**
Gonard, Samuel (Colonel de l'armée suisse), **8**
González del Solar, Julio (Vice-président de la Banque nationale argentine), **145**
Goonetilleke, Oliver Ernest (Gouverneur général de Ceylan), **93**
Gore-Booth, Sir Paul (Sous-secrétaire d'Etat suppléant au Foreign Office), **89**
Gottraux, Roland Pierre (Agent consulaire de Suisse à Luanda), **135, 146**
Gouraud, Michel (Général français), **133**
Gouzenko, Igor (ancien employé de l'ambassade soviétique à Ottawa), **98**
Graf, Ferdinand (Ministre de la défense autrichien), **3**
Grandjean, Pierre (Vice-directeur de l'Union de Banques Suisses), **78**
Grässli, Max (Ambassadeur de Suisse à Stockholm jusqu'en 1960, puis Ministre de Suisse au DPF), **111**
Grazzi, Umberto (Chef de la Direction générale pour les Affaires économiques au Ministère italien des Affaires étrangères), **82**
Grey, Paul Francis (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berne), **141**
Grivas, Georgios (Général gréco-chypriote), **51**
Grob, René (Citoyen suisse), **39**
Gromyko, Andrej Andrejewitsch (Ministre soviétique des Affaires étrangères), **25**
Grossen, Jacques-Michel (Professeur de droit civil à l'Université de Neuchâtel), **95**
Grossenbacher, Marcel Alfred (Conseiller d'Ambassade de Suisse à Tokyo dès novembre 1958), **149**
Grübel, Albert (Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), **49**
Grun, John (Coordinateur des actions de secours des Nations Unies au Congo), **128**
Guevara, Ernesto, dit «Che» (Révolutionnaire cubain d'origine argentine), **90**
Guggenheim, Paul (Professeur de droit international), **33, 112**
Guibbert, Jean (Représentant de l'UNICEF à Léopoldville), **128**
Guillaumat, Pierre (Ministre français de la Défense de janvier 1959 à février 1960), **6**
Guillaume, Lucien (Chargé d'Affaires de Suisse a. i. à Tunis), **39, 81, 125, 134**
Guillaume II (Roi de Prusse et Empereur d'Allemagne), **11**
Guinand, Georges (Négociant en armes d'origine suisse), **104**
Gut, Gottlieb (Conseiller d'Ambassade à Stockholm jusqu'en 1960, puis Consul général de Suisse à Saigon dès février 1961), **148**

Gysin, Fritz (Directeur du Musée national suisse jusqu'en 1960), **155**
Hagen, Toni (Citoyen suisse, géologue officiel du Gouvernement népalais, responsable des réfugiés tibétains au Népal), **106, 123**
Halbheer, Hans J. (Directeur du Secrétariat des Suisses à l'étranger de la Nouvelle Société Helvétique), **136**
Haller, Edouard de (Ambassadeur de Suisse à La Haye), **212**
Hallstein, Walter (Homme politique allemand, Président de la Commission exécutive de la CEE dès 1958), **31, 47**
Halu, Yves de (Conseiller privé de Kasavubu), **62**
Hammarskjöld, Dag (Secrétaire général de l'ONU), **15, 59, 86, 95, 102, 107, 122, 128**
Hammarström, Thorsten (Ambassadeur de Suède à Berne), **115**
Harriman, Averell (Ambassadeur itinérant des Etats-Unis dès janvier 1961), **132**
Hauri, Hans (Chef de Service à l'OFIAMT, puis Collaborateur au Service de l'assistance technique du DPF dès 1960), **63**
Hay, Alexandre (Directeur de la Banque nationale suisse), **31, 127**
Heath, Edward (Lord du Sceau privé britannique), **101**
Heiz, Eugen (Pilote de Swissair), **95**
Helg, René (Chef du Département de Justice et Police genevois), **140**
Herrenschmidt, Jean Daniel (Préfet de Constantine dès 1960), **133**
Herter, Christian (Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'avril 1959 à janvier 1961), **68, 116**
Hess, Peter (Juriste à l'Administration des finances au DFFD, puis Adjoint dès 1960), **119**
Hillekamps (Dr, correspondant de la NZZ en Argentine), **145**
Hirsch, Georges (Directeur de l'Opéra de Paris), **7**
Hitler, Adolf (Führer et Chancelier du Troisième Reich), **11, 17, 25, 88, 107**
Hochstrasser, Urs Walter (Conseiller scientifique à l'Ambassade de Suisse à Washington dès octobre 1958), **26**
Hofer, Hermann (Chef de Section à la Division du Commerce du DFEP), **1, 112**
Hoffmann, Georges (Délégué du CICR au Congo), **128**
Hohl, Reinhard (Ambassadeur de Suisse à Vienne jusqu'en 1958), **3, 22**
Holbein, Hans le Jeune (Peintre allemand), **118**
Holenstein, Thomas (Conseiller fédéral, Chef du DFEP), **17, 20, 27, 30, 36, 41, 47**
Holzer, Max (Directeur de l'OFIAMT), **151**
Homberger, Heinrich (Délégué du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), **30**
Honegger, Arthur (Compositeur suisse), **118**
Hooker, Robert G. (Conseiller d'Ambassade américain à Berne dès 1961), **121**
Hotz, Jean (Ancien Directeur de la Division du Commerce du DFEP), **82**
Houphouët-Boigny, Félix (Ministre français jusqu'en mai 1959, puis Premier Ministre de Côte d'Ivoire, puis Président dès août 1960), **27**
Houten, H. van (Directeur général des Affaires politiques au Ministère néerlandais des Affaires étrangères), **21**
Huber, Albert (Ambassadeur de Suisse à Cologne jusqu'en janvier 1959,), **15**
Humbert, René (Inspecteur de la Police fédéral au DFJP), **53, 104**
Ibrahim, Abdallah (Président du conseil marocain de décembre 1958 à mai 1960), **61**
Iklé, Max (Directeur général de la Banque nationale suisse), **38**
Jaccard, Gaston (Ambassadeur de Suisse à Bruxelles jusqu'en décembre 1960, puis chef du Service des intérêts étrangers à La Havane dès janvier 1961), **62, 86, 116**
Jaccaud, Paul (Vice-Consul de Suisse à Léopoldville dès 1959), **62, 128**
Jäggi, Walter (Conseiller de Légation de Suisse à Sofia), **78**
Janner, Antonino (Conseiller d'Ambassade de Suisse à Cologne, puis Chef de Section à la Division des Affaires politiques du DPF dès 1961), **138, 150**
Jannin, René (Préfet de Police à Alger), **142**
Janssens, Emile (Commandant en chef de la Force publique au Congo), **85**
Javits, Jacob K. (Sénateur américain), **131**
Jeanson, Francis (Membre des réseaux de soutien au FLN), **99, 104, 118**
Johner, Roger (Chef de Section à la Division du Commerce du DFEP), **149**
Joly, Pierre (Journaliste belge), **5**
Jouhaud, Edmond (Général français), **142**
Joxe, Louis (Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes dès novembre 1960), **140**
Junod, Marcel (Vice-Président du CICR dès 1959), **52, 54**
Käch, Arnold (Directeur de l'Administration militaire fédérale), **43, 68, 69, 144**

Kalondji, Albert (Chef de l'opposition au Congo), **128**
Kantorowicz, Frieda (Journaliste), **38**
Kappeler, Franz (Ministre de Suisse à Prétoria, puis Ambassadeur dès novembre 1960), **144**
Kasavubu, Joseph (Président de l'ABAKO et Président du Congo dès juillet 1960), **62, 85, 107**
Kassem, Abdul Karim (Premier Ministre de l'Iraq dès juillet 1958), **13, 22**
Kaufmann, Max (Ancien Vice-Directeur de l'OFIAMT), **75**
Keita, Fotéba (Ministre de l'Intérieur de Guinée), **55**
Kekkonen, Urho (Président de la Finlande), **109**
Keller, Guy von (Conseiller de Légation de Suisse au Caire jusqu'en 1960, puis Conseiller d'Ambassade à Paris dès 1961), **132**
Keller, Hans (Chargé d'Affaires de Suisse a. i. à Colombo jusqu'en janvier 1960, puis Chef de Section au DPF de janvier 1960 à février 1961, puis Délégué du Conseil fédéral à la Coopération technique dès mars 1961), **63, 93, 106, 129**
Keller, René (Auditeur en chef au DMF), **24**
Keller, René (Conseiller d'Ambassade de Suisse à Paris, puis Ambassadeur à Accra dès septembre 1960), **6, 32, 107, 108, 110, 111**
Kennedy, John Fitzgerald (Président des Etats-Unis d'Amérique dès janvier 1961), **120, 124, 126, 132, 141, 143**
Kennedy, Joseph Patrick (Père de John Fitzgerald), **124**
Kern, Alfred (Banquier genevois), **29**
Kern, Pierre Ivan (Fils d'Alfred, collaborateur à la Société de Banque suisse à Genève), **29**
Kessler, Eric (Ambassadeur de Suisse à Ankara), **49**
Khodja, Omar (Représentant en Suisse du GPRA de 1960 à 1961), **104**
Khrouchtchev, Nikita (Premier Secrétaire du Parti communiste de l'URSS, et Premier Ministre dès mars 1958), **5, 11, 37, 65, 68, 87, 88, 98, 102, 107, 132**
Kingué, Abel (Chef de l'Union des populations du Cameroun), **129**
Knapp, Burke (Vice-Président de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement en 1961), **131**
Knecht, Charles (Ancien Chef de la Sûreté genevoise, Conseiller spécial au service des Nations Unies au Congo), **95**, **140**
Kohli, Robert (Secrétaire général et Chef des Affaires politiques au DPF), **1, 8, 13, 15, 18, 21, 22, 24, 25, 27, 29, 30, 32, 33, 34, 38, 39, 42, 43, 44, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 57, 60, 62, 67, 68, 74, 75, 77, 79, 81, 85, 87, 93, 98, 100, 103, 105, 106, 107, 109, 112, 114, 116, 120, 121, 122, 125, 127, 129, 130, 131, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 144, 145, 148, 149, 151, 153, 154, 155**
Koirala, Bishweshwar Prasad (Président du Parti du Congrès népalais et Premier Ministre du Népal de mai 1959 à décembre 1960), **123**
König, Max (Ambassadeur de Suisse à Karachi jusqu'en janvier 1960, puis Ministre à Guatemala City dès avril 1960), **91, 137**
Korioukine, Nikolai I. (Ambassadeur de l'URSS à Berne dès mars 1959), **65**
Kralev, Marin (Conseiller commercial de Bulgarie à Berne jusqu'en 1960), **78**
Kreisky, Bruno (Secrétaire d'Etat au Ministère autrichien des Affaires étrangères, puis Ministre des Affaires étrangères dès juillet 1959), **56, 74**
Krim, Belkacem (Vice-Président du Conseil national de la révolution algérienne dès septembre 1958 et Ministre des Affaires étrangères du GPRA dès janvier 1960), **35, 104, 140**
Kristensen, Thorkil (Secrétaire général de l'OCDE dès 1961), **143**
Kubrick, Stanley (Réalisateur de cinéma américain), **23**
Kudriávtsev, Gennady Serusevich (Ambassadeur de l'URSS à Cuba), **98**
Kurmann, Franz-Josef (Membre du Conseil national), **145**
Kuznetsov, Vasily Vasilyevich (Ancien Vice-Ministre des Affaires étrangères de l'URSS), **107**
Lacher, Hans (Conseiller de Légation de Suisse à Berlin, puis Ambassadeur à Manille dès novembre 1960), **56**
Lacoste, Robert (Homme politique français, Gouverneur général de l'Algérie jusqu'en mai 1958), **6, 32**
Lai, Ya-Li (Conseiller d'Ambassade de Chine à Berne jusqu'en 1960), **79**
Lange, Gunnar (Ministre suédois de l'Economie), **58**
Languetin, Pierre (Chef du Secrétariat de la Division du Commerce du DFEP), **50, 77**
Lauener, Edouard (Député au Grand Conseil neuchâtelois), **104**

Lauriol, Marc (Homme politique français), **118, 142**
Laval, Pierre (Homme politique français), **6**
Lavaud, Gaston (Général français, Chef d'Etat-major des Forces armées de février 1959 à avril 1961), **118**
Léchot, Ernst Henri (Chef de Section du DFEP), **49**
Lejeune, Max (Homme politique français, Ministre du Sahara de juin 1958 à janvier 1959), **6**
Lenin, Wladimir Iljitch (Chef du parti bolchevique, fondateur de l'URSS), **111**
Léopold, Marcel (Négociant en armes d'origine suisse), **104**
Lepori, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du DFPCF jusqu'en décembre 1959), **17, 23**
Leusse, Bruno de (Diplomate français), **140**
Li, Ching-chuan (Ambassadeur de Chine à Berne dès juillet 1959), **79**
Lindt, August Rudolf (Haut-Commissaire pour les réfugiés des Nations Unies, puis Ambassadeur de Suisse à Washington dès juillet 1960), **3, 105, 107, 116116, 120, 124124, 126, 131, 136136, 147**
Linner, Sture (Officier en charge de l'opération de l'ONU au Congo), **128**
Linton, Joseph Isaac (Ambassadeur d'Israël à Berne), **12, 155**
Lloyd, Selwyn (Ministre britannique des Affaires étrangères, puis Ministre des Finances dès juillet 1960), **89**
Locher, Kurt (Vice-Directeur à l'Administration des contributions du DFFD), **46**
Loës, Charles de (Président de l'Association suisse des Banquiers), **120**
Loewenstein (Dr, fonctionnaire de l'OMS), **128**
Long, Olivier (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), **20, 28, 69, 70, 103, 109, 115, 118, 131, 140**
Lopes Alves, Mme (Epouse de Vasco), **135**
Lopes Alves, Vasco (Ministre portugais de l'Outre-mer), **135**
Lübke, Heinrich (Président de la République fédérale d'Allemagne dès septembre 1959), **150, 153**
Lumumba, Patrice Emery (Fondateur du Mouvement National Congolais, Premier Ministre congolais de juin à septembre 1960), **85, 93, 102, 107**
Luns, Joseph Marie Antoine Hubert (Ministre néerlandais des Affaires étrangères), **21**
Lüthy, Ivor (Citoyen suisse), **136**
Macmillan, Harold (Premier Ministre britannique), **51, 102, 141**
Madariaga, Salvador de (Ecrivain espagnol), **25**
Mäder, Elmar (Chef de la Police fédérale des étrangers), **117, 151**
Mahendra Bir Bikrama Shah Deva (Roi du Népal), **123**
Mahri, Abdelhamid (Ministre des Affaires culturelles du GPRA), **104**
Maillard (Membre de la colonie suisse d'Algérie), **142**
Maillat, Eugène, Mgr. (Evêque de N'Zérékoré en Guinée), **55**
Makarios III (Archevêque, Président de Chypre dès août 1960), **51**
Maleter, Pal (Ancien Ministre hongrois de la Défense), **25, 37**
Malraux, André (Ecrivain français, Ministre délégué à la Présidence du Conseil dès juin 1958, puis Ministre chargé des Affaires culturelles dès janvier 1959), **6**
Mao Zedong (Président du Parti communiste chinois, Président de la République populaire de Chine jusqu'en avril 1959), **68, 148**
Marçais, Philippe (Professeur à la Faculté des Lettres à Alger), **142**
Martin, Frank (Compositeur suisse), **118**
Martin, Jean-François (Avocat à Genève), **127**
Massu, Jacques (Général français), **32, 69**
Mathias, Marcello (Ministre portugais des Affaires étrangères d'août 1958 à mai 1961), **135**
Maurer, Max (Commissaire de la Police fédérale au Ministère public de la Confédération), **99**
Maurice, Robert (Ambassadeur de Suisse à Rio de Janeiro dès avril 1958, puis Ambassadeur à Bruxelles dès janvier 1960), **85**
Mayer, René (Représentant de la SODEC), **1**
Mayland, René (Collaborateur à la Division du Commerce du DFEP, puis Adjoint), **129**
Mazio, Aldo Maria (Ambassadeur d'Italie à Tunis dès octobre 1958), **125**
McCarran, Walter (Sénateur américain), **24**
McKinney, Robert Moody (Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Berne dès juillet 1961), **126**
McNeill, Josephine (Ministre d'Irlande à Berne jusqu'en juin 1960), **50**
Mecklenburg-Schwerin, Adolf von (Gouverneur allemand du Togo de 1912 à 1914), **111**

Mehnert, Eric (Ancien Directeur de l'Office suisse de compensation), **155**
Meilland, Georges (Dr, Chef de l'équipe de l'OMS au Congo), **128**
Mendès France, Pierre (Homme politique français), **6**
Menon, Krishna (Chef de la délégation indienne à l'ONU), **107**
Merlin, Roger (Adjoint à l'OFIAMT), **151**
Mertz, Alfred (Industriel suisse), **103**
Mesnil de Maricourt, Alain du (Général de l'armée française, Sous-chef de l'Etat-major de l'Armée de l'Air), **118**
Messmer, Erich (Juriste à l'OFIAMT, puis Adjoint au DPF dès 1960, puis Chef de Section dès avril 1961), **63**
Micheli, Pierre (Ambassadeur de Suisse à Paris), **4, 66, 1919, 20, 27, 28, 32, 39, 40, 44, 69, 88, 99, 103, 118, 129, 132, 133, 142**
Miescher, Peter (Chercheur à l'Université de Bâle), **26**
Mikoyan, Anastassi I. (Premier Ministre suppléant de l'URSS), **11, 37**
Mitlacher, Otto (Colonel autrichien), **3**
Mitterrand, François (Homme politique français), **6**
Mock, Peter (Représentant de l'OSEC à La Havane), **90, 112**
Mohammed V ben Youssef (Roi du Maroc jusqu'en février 1961), **61, 70**
Mohr, Ernst-Günther (Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Berne dès juin 1958), **100**
Mollet, Guy (Secrétaire général du parti socialiste français), **6**
Monnier, Jean-Philippe (Juriste au Service juridique du DPF), **43**
Montandon, Robert Karl (Chef de Service aux Affaires politiques du DPF), **1**
Montgomery, Bernard Law (Maréchal britannique, Commandant en chef suppléant des forces de l'OTAN jusqu'en 1958), **68**
Montmollin, Louis de (Ancien Chef de l'Etat-major général suisse), **15**
Moos, Ludwig von (Conseiller fédéral, chef du DFJP), **102, 117, 140, 151**
Morax, René (Auteur de théâtre suisse), **118**
Moret, Jean-Pierre (Citoyen franco-suisse), **118**
Moser, Paul (Citoyen suisse), **24**
Mottu, Philippe (Dirigeant du Réarmement moral), **51**
Moumié, Félix Roland (Homme politique camerounais, Chef de l'Union des populations du Cameroun), **115, 129, 155**
Müller, Charles (Fonctionnaire au DPF), **31, 50**
Müller, E. (Directeur de l'Intrafin Ldt. à Karachi), **91**
Münch, Albert (Vice-Directeur de l'Office fédéral de l'air du DFPCF), **115**
Muralt, Alexander von (Professeur à l'Université de Berne, Président du Fonds national suisse de la Recherche scientifique), **26**
Musy, Pierre (Attaché militaire de Suisse à Paris), **103**
Nachmann, Adelina (Fonctionnaire au DPF), **63**
Naegelen, Marcel-Edmond (Ancien Gouverneur général de l'Algérie), **133**
Nagy, Imre (Ancien Premier Ministre hongrois), **25, 37**
Nanchen (Collaborateur du Consulat général de Suisse à Léopoldville), **85**
Napoléon Ier (Empereur des Français), **11**
Nasser, Gamal (Président de l'Egypte), **5, 19, 102**
Natural, Albert (Secrétaire de Légation de Suisse à Caracas, puis Conseiller d'Ambassade à Moscou dès janvier 1961), **42**
Navarro Rubio, Mariano (Ministre espagnol des Finances), **67, 139**
Naville, René (Ambassadeur de Suisse à Santiago du Chili, puis à Shanghai dès mai 1959), **57**
Nef, Victor (Ambassadeur de Suisse à Ottawa jusqu'en mars 1961), **9, 19, 48, 103**
Nehru, Pandit Jawaharlal (Premier Ministre de l'Inde), **68, 102, 106, 107**
Nicolet, Raymond (Avocat à Genève), **140**
Nkrumah, Kwame (Premier Ministre du Ghana, puis Président dès juillet 1960), **107, 110, 111**
Norbu, Thubten Jigme (Frère du 14ème Dalaï Lama), **79**
Noul, Marius (Conseiller administratif de la Ville de Genève et responsable entre autres des Musées genevois), **17**
Nu, U (Premier Ministre de Birmanie jusqu'en octobre 1958 et dès avril 1960), **102**
Nufer, Walter (Citoyen suisse), **39**
Nuñez, José (Chef de la délégation espagnole auprès de l'OECE), **67**
Nussbaumer, Pierre (Secrétaire de Légation suisse au Caire, puis Secrétaire d'Ambassade à Washington dès 1961), **36**
Oistrach, David (Violoniste russe), **155**
Olivet, Georges (Délégué du CICR), **128**
Olympio, Sylvanus (Premier Ministre du Togo dès mai 1958, puis Président dès avril 1961), **111**

Oriez, Roger (Collaborateur du Consulat général de Suisse à Léopoldville), **85**
Ormsby-Gore, David (Ministre d'Etat au Foreign Office), **89**
Oser, Charles (Chancelier de la Confédération suisse), **17, 140, 155**
Oswald, Victor (Industriel suisse en Espagne), **139**
Otth, Paul (Chef de Section au DFJP), **128**
Ouandié, Ernest (Adjoint de Félix Moumié), **129**
Pahud, Jean-Louis (Ambassadeur de Suisse au Caire), **35, 53, 154**
Parodi, Alexandre (Ambassadeur de France à Rabat jusqu'en septembre 1960), **61**
Pasteur (Général français), **32**
Patch, Thomas (Pilote de Swissair), **128**
Payot, René (Directeur du Journal de Genève), **133**
Pedotti, Georges (Chef de sous-section à l'OFIAMT), **151**
Pelletier, Emile (Ministre français de l'Intérieur de juin 1958 à janvier 1959), **6**
Perlini (Citoyen suisse), **150**
Perón, Juan Domingo (Ancien Président de la République d'Argentine), **60**
Pesmazoglou, Georges (Ambassadeur de Grèce à Ankara), **51**
Pétain, Philippe (Maréchal de France, Chef de l'Etat français de 1940 à 1944), **19**
Pfenninger, Rudolf (Directeur général de la Société de Banque Suisse), **120**
Pfister (Citoyen suisse), **150**
Pflimlin, Pierre (Président du Conseil français jusqu'en mai 1958, puis Ministre de juin 1958 à janvier 1959), **5, 6**
Pinay, Antoine (Ministre français de l'Economie de juin 1958 à janvier 1959, puis Ministre des Finances jusqu'en janvier 1960), **6, 20, 47**
Pinedo, Federico (Ancien Ministre argentin des Finances), **145**
Pometta, Francesca Maria Renata (Diplomate suisse), **109, 143**
Pompidou, Georges (Directeur du cabinet du Général de Gaulle de juin 1958 à janvier 1959, chargé de missions spéciales), **140**
Popie, Pierre (Avocat à Alger), **142**
Porquet, Jean (Ambassadeur de Côte d'Ivoire à Berne dès mai 1961), **155**
Poussin, Nicolas (Peintre français), **118**
Primault, Etienne (Colonel divisionnaire, Chef du Service de l'aviation et de la défense contre-avions du DMF), **118**
Probst, Raymond (Chef de section au DPF), **34, 42, 43, 60, 85, 99, 100, 103, 105, 112, 121, 127, 128, 129, 136, 146, 154**
Raab, Julius (Chancelier d'Autriche), **11**
Ragheb, Talaat Mohamed (Conseiller de légation égyptien à Berne), **12**
Rappard, Alfred (Adjoint au DPF), **87**
Reese, Willis L. M. (Professeur américain de droit international), **105**
Regagnon, Cécile (Comédienne française), **99**
Reilly, Patrick (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou, puis Sous-Secrétaire d'Etat adjoint au Foreign Office dès janvier 1960), **11**
Reinhardt, Eberhard (Directeur général du Crédit Suisse), **120**
Renk, Ernst G. (Directeur à l'Union de Banques Suisses), **139**
Revillod, Jean (Secrétaire de légation au DPF, puis Chargé d'Affaires de Suisse à Colombo de décembre 1959 à août 1960, puis conseiller d'Ambassade à Londres dès janvier 1961), **93**
Rezzonico, Clemente (Ambassadeur de Suisse à New Delhi jusqu'en mars 1960), **93**
Rham, Jean de (Chef de la Division des organisations internationales du DPF), **44, 63, 71, 79, 97, 100, 106, 123123, 149, 154**
Rhee, Syngman (Président de la Corée du Sud jusqu'en avril 1960), **52**
Richardot, Roger (Administrateur général de la Ville d'Alger), **32**
Riesen, Armin (Chef du Secrétariat du DFJP), **117**
Rigal (Premier adjoint du maire d'Oran), **32**
Rilliet, Albert (Officier de liaison suisse pour les négociations d'Evian), **140**
Rist, Othmar (Consul de Suisse à Dakar dès septembre 1958), **27, 108**
Riva, Guido (Adjoint au DPF), **40**
Rivara, Georges (Collaborateur de la Société de Banque Suisse), **29, 67**
Rossetti, Oscar (Adjoint au DPF), **79**
Rossides, Zenon (Conseiller de l'Archevêque Makarios), **51**
Roux, Maxime (Inspecteur général français dans le Constantinois), **133**
Rubli, Jean-Maurice (Chef de la mission médicale suisse au Congo de septembre 1960 à février 1961), **95**
Rubottom, Roy Richard (Chef de division au Département d'Etat américain), **34**
Rusk, Dean (Secrétaire d'Etat américain dès janvier 1961), **124**

Russell, Bertrand Arthur William (Philosophe et écrivain britannique), **10**
Ryffe, Samuel (Citoyen suisse), **136**
Sadaka, Négib (Ambassadeur du Liban à Berne), **12**
Sahia, Robert (Ressortissant algérien), **104**
Salamin, Mgr. (Vicaire de N'Zérékoré en Guinée), **55**
Salan, Raoul (Général français), **6, 142**
Salazar, Antonio (Chef du Gouvernement portugais), **135**
Salis, Rodo de (Directeur-suppléant chez Nestlé), **112**
Sassi, Saïda (Nièce du Président Bourguiba), **125**
Sasson, Eliahu (Ambassadeur d'Israël à Berne dès février 1961), **155**
Saunier, Jacques (Préfet de Bône), **133**
Sauser, Willy (Membre du groupe évangélique et indépendant au Conseil national), **24**
Sauser-Hall, Georges (Professeur suisse de droit international), **33, 42**
Savimbi, Jonas (Secrétaire de l'Union des populations de l'Angola), **146**
Saxer, Arnold (Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales du DFEP), **151**
Schaefer, Alfred (Directeur général de l'Union de Banques Suisses), **45, 120**
Schaffner, Hans (Directeur de la Division du Commerce du DFEP, puis Conseiller fédéral, chef du DFEP dès juin 1961), **20, 30, 37, 45, 47, 50, 64, 78, 90, 91, 101, 105, 109, 149**
Schait, Richard (Sous-Directeur à l'Union de Banques Suisses), **139**
Schärli (Employé de la SIG), **3**
Scheidegger, Numa (Président de la Société helvétique de bienfaisance à Oran), **32**
Schiaffino, Laurent (Armateur algérois), **142**
Schibli, Edwin (Suisse engagé à la Légion étrangère), **48**
Schmid, Anton (Chef de la Section Monnaie du DFFD), **127**
Schmid, Karl (Président de l'Aide suisse à l'Europe), **123**
Schmidheiny, Ernst (Industriel, Président du Conseil d'administration de Swissair), **86**
Schneeberger, Jean (Adjoint au DPF), **136**
Schulthess, Felix Wilhelm (Directeur général du Crédit Suisse), **145**
Schürer, Wilhelm (Chef de la mission médicale suisse au Congo dès novembre 1960), **128**
Schütz, Otto (Membre du groupe socialiste au Conseil national), **19, 48**
Schwegler, Walter (Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse), **20, 92**
Schweizer, Samuel (Directeur général de la Société de Banque Suisse), **29, 6767**
Schwind, Robert J. (Attaché militaire adjoint à l'Ambassade des Etats-Unis à Berne), **26**
Scott, Ian Dixon (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Léopoldville), **85**
Secrétan, Roger (Professeur de droit à l'Université de Lausanne), **67**
Seifert, Otto Karl (Ambassadeur de Suisse à Oslo, puis à Buenos Aires dès avril 1959), **60, 145**
Sékou Touré, Ahmed (Président de la Guinée), **27, 55, 107**
Senger, Willy Ernst (Conseiller à l'Ambassade de Suisse à Paris, puis au DPF dès janvier 1960), **69**
Seynes, Philippe de (Secrétaire adjoint, chargé des questions économiques et sociales aux Nations Unies), **131**
Shen, Ping (Consul général de Chine à Genève jusqu'en mai 1960), **79**
Shima, Shigenobu (Vice-Ministre japonais des Affaires étrangères), **149**
Shoaib, Mohammad (Ministre pakistanais des Finances), **91**
Smith, Earl E. T. (Ambassadeur des Etats-Unis à La Havane jusqu'en janvier 1959), **124, 126**
Smith, Florence (Epouse de Earl E. T. Smith), **124**
Smodlaka, Sloven (Ambassadeur de Yougoslavie à Berne), **74, 114**
Snouck Hurgronje, Jonkheer Jan Willem Marius (Ambassadeur des Pays-Bas à Berne), **21**
Soehring, Hans-Jürgen (Consul général de la République fédérale d'Allemagne à Léopoldville), **85**
Solari, Guido (Chef de section à la Police fédérale des étrangers du DFJP), **151**
Soldati, Agostino (Observateur suisse auprès de l'ONU à New York, puis chef de la Mission suisse auprès des communautés européennes dès septembre 1959), **50, 131**
Solis Ruiz, José (Ministre et Secrétaire général de la Phalange espagnole), **67**
Soustelle, Jacques (Homme politique français), **6**
Souviron, Charles (Vice-Président du Crédit Suisse), **29**
Spiro, Louis (Citoyen suisse enlevé et tué par le FLN), **39**

Spühler, Willy (Membre du groupe socialiste au Conseil national, puis Conseiller fédéral, chef du DFPCF dès janvier 1960), **102, 115, 119, 140**

Stadler, Rodolphe (Vice-Président de la Société de Banque Suisse), **17**

Staline, Joseph (Secrétaire général du comité central du parti communiste de l'URSS), **68**

Stampfli, Walter (Ancien Conseiller fédéral, membre du conseil d'administration de la Société de Banque Suisse), **75**

Stäuble, Konrad (Membre de la mission médicale suisse au Congo), **128**

Steffen, Hans (Secrétaire de la Société suisse de constructeurs de machines), **49**

Steiner, Ludwig (Chargé d'Affaires d'Autriche à Sofia), **78**

Stephani, Karl (Secrétaire d'Etat au Ministère autrichien de la Défense), **3**

Stiner, Sven (Chef-Suppléant à la Division des organisations internationales du DPF, puis Ambassadeur de Suisse à Santiago du Chili dès mai 1959), **97**

Stopper, Edwin (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, puis directeur de l'Administration des finances du DFFD dès janvier 1961), **1, 31, 49, 59, 85, 97, 107, 112, 139**

Storchi, Ferdinando (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), **151**

Stoudmann, René (Conseiller de légation à la Délégation suisse auprès de la Haute Autorité de la CECA, puis Chargé d'Affaires de Suisse à Rabat dès janvier 1960, puis Ambassadeur de Suisse à Karachi dès juin 1961), **70, 81**

Streuli, Hans (Conseiller fédéral, chef du DFFD jusqu'en décembre 1959), **17, 20, 30, 82**

Stroehlin, Jean (Chef de section au DPF, puis Ambassadeur de Suisse à Abidjan dès mars 1961), **131**

Stucky, Alfred (Directeur de l'Ecole polytechnique de l'Université de Lausanne), **155**

Suganuma, Kiyoshi (Premier secrétaire à l'Ambassade du Japon à Berne), **149**

Sukarno, Ahmed (Président de l'Indonésie), **102**

Taylor, Henry J. (Ambassadeur des Etats-Unis à Berne jusqu'en février 1961), **13, 121, 126**

Teixeira Guerra, Ruy (Ambassadeur du Portugal à Berne dès septembre 1960), **146**

Tenzin Gyatso (14ème Dalaï Lama), **79, 106, 123**

Texier, Aymé (Responsable de bourses pour étudiants congolais, mandaté par le BIT), **127**

Thalmann, Ernesto A. (Conseiller à l'Ambassade de Suisse à Washington, puis Chargé d'Affaires dès juin 1960, puis Ministre à la Délégation suisse auprès de l'ONU à New York dès juin 1961), **105**

Thudichum, Maurice (Chef de la délégation du CICR au Congo), **128**

Timberlake, Clare H. (Ambassadeur des Etats-Unis à Léopoldville dès juillet 1960), **85**

Tito, Josip Brosz, dit (Maréchal, Président de la Yougoslavie), **102**

Tobee (Délégué humanitaire au Congo), **128**

Torrenté, Henry de (Ambassadeur de Suisse à Washington jusqu'en juin 1960), **13, 21, 24, 26, 33, 34, 43, 105**

Trebuth, Rudolf (Représentant de la Banque nationale de la République démocratique allemande), **38**

Trentini, Francesca (Secrétaire du chef du DPF), **46, 103, 120**

Tripet, André (Chef de service à la Division des Affaires politiques du DPF dès janvier 1961), **136**

Troendle, Max (Ambassadeur de Suisse à Tokyo, puis à Moscou dès janvier 1961), **52, 54**

Tschudi, Christophe Albert de (Ministre de Suisse à Rabat jusqu'en décembre 1959), **61, 70, 81**

Tschudi, Hans Peter (Membre du groupe socialiste au Conseil des Etats, puis Conseiller fédéral, chef du DFI dès janvier 1960), **102, 115, 119, 140**

Tshombé, Moïse Kapenda (Président de la Province du Katanga dès juillet 1960), **127**

Tubman, William V. S. (Président du Libéria), **59**

Turrettini, Bernard (Adjoint à la Division des organisations internationales du DPF, puis chef-suppléant dès juillet 1959, puis Ambassadeur de Suisse à Caracas dès juin 1961), **13, 71, 86, 95, 108, 127**

Tuyll de Serooskerken (Secrétaire général du Ministère hollandais des Affaires étrangères), **21**

Ullastres, Alberto (Ministre espagnol du Commerce), **67**

Umbricht, Victor Hermann (Directeur de l'Administration des finances du DFFD jus-

qu'en octobre 1960, puis conseiller financier mandaté par l'ONU au Congo), **31, 66, 67, 92, 122**
Unger (Ambassadeur de Suède à Belgrade), **74**
Vallotton, Etienne (Adjoint au DPF puis conseiller à l'Ambassade de Suisse à Beyrouth dès janvier 1961), **49**
Vallotton, Henry (Ancien Ambassadeur suisse), **59**
Van den Bosch, Jean (Ambassadeur de Belgique à Léopoldville), **85**
Vargas, Getullio Dornelles (Ancien Président brésilien), **60**
Villani, Silvano (Journaliste italien), **99**
Villarias (Juge espagnol), **29**
Vischer, Andreas (Adjoint du chef de la délégation du CICR au Congo), **128**
Voirier, Henri (Consul général de Suisse à Alger), **32, 44, 133, 142**
Wahlen, Friedrich Traugott (Conseiller fédéral dès décembre 1958, chef du DFJP en 1959, chef du DFEP en 1960 puis chef du DPF dès juillet1961), **23, 66, 97, 101, 102, 115, 117, 119, 140, 141, 143, 151, 152, 155**
Wattenwyl, René de (Chef du service technique du DMF, membre de la Commission suisse d'étude pour l'énergie atomique), **144**
Weber, Felix (Vice-Chancelier de la Confédération suisse), **17, 155**
Weck, Guy de (Colonel de l'Etat-major général), **3**
Weitnauer, Albert (Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux dès février 1959), **105**
Weizsäcker, Ernst von (Ancien diplomate allemand), **121**
Wick, Karl (Membre du groupe catholique conservateur au Conseil national), **1**
Wiesendanger, Bruno (Chef de Section au DMF), **128**
Wille, Ulrich (Colonel de l'armée suisse), **140**
Willis, Frances Elisabeth (Ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Berne), **121**
Wilson, Charles Erwin (Homme politique américain), **120**
Wimmer, Eugène (Vice-consul de Suisse à Abidjan dès septembre 1959), **27**
Würth, Paul (Suppléant puis conseiller à l'Ambassade de Suisse à Bruxelles dès juin 1959), **64, 131**
Wyss, Paul (Citoyen suisse), **8**
Yazid, M'hamed (Ministre de l'Information du GPRA), **35**
Ydígoras Fuentes, Miguel (Président du Guatemala dès mars 1958), **137**
Youlou, Fulbert (Président du Congo-Brazzaville dès août 1960), **62**
Yiu, Tai Ha (Ambassadeur de la Corée du Sud à Tokyo), **52**
Zamboni, Agustín (Ingénieur, dirigeant de la Compañia Italo-Argentina de Electricidad), **145**
Zech von Neuhofen, Johann (Ancien gouverneur allemand du Togo), **111**
Zehnder, Alfred (Ambassadeur de Suisse à Moscou jusqu'en mars 1961, puis Ambassadeur à Ottawa dès juin 1961), **1, 3, 7, 11, 15, 25, 56, 83, 87, 121**
Zeller, André (Général français), **142**
Ziegler, François de (Secrétaire d'ambassade suisse à Moscou), **148**
Zimmering, Josef (Collaborateur du Ministère des Affaires étrangères de la République démocratique allemande), **38, 56**
Zipfel, Otto (Délégué du Conseil fédéral aux questions atomiques jusqu'en 1958), **99**
Zoelly, Henry R. (Adjoint au DPF), **9**
Zorin, Valerian Alexandrov (Vice-Ministre des Affaires étrangères de l'URSS), **25, 87, 107**
Zorlu, Fatin Rüstü (Ministre de Turquie à Berne jusqu'en mai 1960), **51**
Zutter, Philippe (Ambassadeur de Suisse à Madrid puis à Rome dès juin 1959), **29, 71**
Zwahlen, Jean (Collaborateur au DPF), **19, 103**

VII.2. INDEX DES ORGANISATIONS
ORGANISATIONENREGISTER

Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume. Dans l'index publié ont été retenus les noms des entreprises, des organisations internationales, des partis politiques et des journaux. Les structures administratives et gouvernementales n'ont pas été prises en compte.

Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band. Im abgedruckten Index wurden die Namen von Unternehmen, internationalen Organisationen, politischen Parteien und Zeitungen aufgenommen. Verwaltungseinheiten und Regierungsstellen sind nicht angeführt.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), 28, 101, 105, 149
Ägyptische Nationalbank, 36
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), 94
Agence Reuter / Agentur Reuter, 11
Agence Tass, 15
Agence télégraphique suisse, 12
Aide suisse à l'étranger, 71, 123
Aide suisse aux régions extra-européennes, 125
Allgemeine Studierendenschaft der Universität Freiburg, 146
Allgemeines Zoll- und Handelsabkommen, vgl. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)
American Society of International Law, 105
Argentinisches Tagblatt, 145
Armée de Libération Nationale (Algérie), 104
Associaton des étudiants de l'Université de Fribourg, cf. Allgemeine Studierendenschaft der Universität Freiburg
Association des peuples du Bakongo (ABAKO), 62
Association européenne de libre échange (AELE), 19, 28, 30, 31, 45, 58, 66, 69, 74, 76, 77, 78, 83, 88, 89, 97, 100, 101, 102, 109, 115, 118, 131, 132, 133, 141, 154, 155
Association suisse des banquiers (ASB), 46
Association Suisse-Russie, 7
Atomic Energy of Canada Ldt., 9
Banco Central de Argentina, 1, 80, 145
Banco Exterior de España, 67
Bank für internationalen Zahlungsausgleich (BIZ), 20
Banque centrale du Chili, 97
Banque de Bruxelles, 45
Banque de l'Algérie, 142
Banque des règlements internationaux (BRI), cf. Bank für internationalen Zahlungsausgleich
Banque nationale d'Argentine, cf. Banco Central de Argentina
Banque nationale bulgare, 78
Banque nationale cubaine, 90
Banque nationale égyptienne, cf. Ägyptische Nationalbank
Banque nationale espagnole, 139
Banque nationale de la RFA, 38
Banque nationale suisse (BNS), 20, 38, 92, 93, 97, 127
Banque populaire suisse, 91, 97
Bolchoï Théâtre / Bolschoj Theater, 7
Brown, Boveri & Cie. (BBC), 75, 103
Brown, Boveri, Compagnie Electro-Mécanique (CEM), 103
Bührle & Co., 2, 96
Caritas, 71
Centre européen de recherche nucléaire (CERN), 94
Chambre de Commerce de Genève, 40
Chemins de fer fédéraux (CFF), 43
Chilenische Zentralbank, vgl. Banque centrale du Chili
Christlich Demokratische Union Deutschland, 15
Ciba, 46
Comité américain pour l'Afrique (ACOA), 135
Comité d'aide aux réfugiés tibétains au Népal, 106
Comité de l'Union togolaise (CUT), 111
Comité des dix puissances sur le désarmement, 87
Comité international de la Croix-Rouge (CICR), 52, 54, 95, 104, 406, 113, 128, 142
Comité Suisse-Algérie, 104
Commission mixte Suisse-RFA, 150
Commonwealth britannique, 91, 101, 131, 141, 154

Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), 6, 89, 94
Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 28, 89
Communauté économique européenne (CEE), 28, 31, 37, 41, 45, 47, 50, 66, 69, 74, 76, 88, 89, 94, 101, 102, 115, 118, 132, 141, 143, 155
Compagnie Républicaine de Sécurité, 142
Compañia Argentina de Electricidad (CADE), 1, 80, 145
Compañia Hispano-Americana de Electricidad (CHADE), 80
Compañia Italo-Argentina de Electricidad (CIAE), 1, 80, 145
Compañia Sevillana de Electricidad, 139
Comptoir suisse, 17
Congrès juif mondial, 12
Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON), 73
Conseil de l'Europe, 37, 76, 118, 155
Conservas Selectas SA, 112
Contraves AG, 144
Coopérative d'Imprimerie du Pré-Jérôme, 104
Coordinating Secretariat of National Unions of Students (COSEC), 104
Corriere della Sera, 99
Cour d'arbitrage Allemagne-Suisse, 150
Cour permanente d'arbitrage, 33, 105
Cour permanente de Justice internationale, 40
Courvoisier, 127
Crédit Foncier International, 150
Crédit Suisse (CS), 14, 20, 29, 91, 92, 97, 120, 145
Croissant Rouge Algérien, 104
Croix-Rouge japonaise, 52, 54
Croix-Rouge nord-coréenne, 52
Croix-Rouge suisse, 95, 128
Darier & Cie., 1
Der Bund, 17
Deutsche Golddiskontbank, 150
Deutsche Reichsbank, 150
Development Assistance Group, 131
Die Tat, 118
Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, 40
District-Court of Columbia, 33
Ebauches SA, 105
Ecole d'agriculture de Neuchâtel, 125
Ecole de commerce à Sion, 127
Ecole Polytechnique de l'Université de Lausanne, 125
Editions de Minuit, 53
Editions Plon, 55
El Moudjahid, 104
Electricité de France, 103
Eurochemic, 94
Europäische Atomgemeinschaft, vgl. Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM)
Europäische Freihandelsassoziation (EFTA), vgl. Association européenne de libre-échange (AELE)
Europäische Wirtschaftsgemeinschaft (EWG), vgl. Communauté économique européenne (CEE)
Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl (EGKS), vgl. Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)
Europäisches Zentrum für Kernforschung, vgl. Centre européen de recherche nucléaire (CERN)
Europäische Zahlungsunion (EZU), 2
Europarat, vgl. Conseil de l'Europe
Favre-Leuba & Co., 46
Fédération internationale des étudiants (FIE), 104
Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie (FH), 105
Fiat, 82, 103
Fondation Ford, 104
Fondation Général Henri Guisan, 115
Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), 26, 94
Fremdenlegion Frankreichs, 19, 28, 48, 103, 115, 142
Front de Libération Nationale (Algérie), 14, 28, 32, 35, 39, 48, 53, 81, 104, 118, 132, 142
GATT, vgl. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)
Gazette de Lausanne, 53, 79, 117, 137
Gemischte Kommission zwischen der Schweiz und der BRD, vgl. Commission mixte Suisse-RFA
Genfer Handelskammer, vgl. Chambre de Commerce de Genève
General Aniline & Film Corporation (GAF), 33, 120
Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion, vgl. Association Suisse-Russie
Gestapo, 118
Hispano-Suiza SA, 2, 21, 144
Hoja del Lunes, 139
Imprimerie Cornaz, 104
Interhandel, 33, 120, 155
Internationale Atomagentur (IAEA), vgl. Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Internationale Bodenkreditbank, vgl. Crédit Foncier International
Internationales Komitee vom Roten Kreuz (IKRK), vgl. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
INTRAFIN, 46
Italnavi, 82
Japanisches Rotes Kreuz, vgl. Croix-Rouge japonais
Jeune Résistance, 99, 104
Journal of America, 124
Jüdischer Weltkongress, vgl. Congrès juif mondial
Kinderdorf Pestalozzi, 79
Kommunistische Partei Argentiniens, 60
Kommunistische Partei Frankreichs, 5
Kommunistische Partei Italiens, 5, 71
Kubanische Nationalbank, vgl. Banque nationale cubaine
La Cité, 104
La Razón, 145
Le Louvre, 118
Légion étrangère française, cf. Fremdenlegion Frankreichs
Libby, 112
Luwa AG, 46
Maakansa, 109
Main rouge, 129
Malteser-Orden, 137
Milchgenossenschaft Ballwil, 140
Mouvement anticolonialiste français, 104
Mouvement de libération de Cabinda, 135
Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), 146
Nationalbank Bulgariens, vgl. Banque nationale bulgare
Nationalbank der DDR, vgl. Banque nationale de la RDA
National Science Foundation, 26
Neo Destour, 39
Nestlé, 42, 98, 112
New York Times, 137
Nordkoreanisches Rotes Kreuz, vgl. Croix-Rouge nord-coréenne
Neutral Nations Repatriation Commission for Korea (NNRC), 148
Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC), 52
Neue Zürcher Zeitung (NZZ), 25, 79, 106, 135, 145
Nordatlantikpakt (NATO), 3, 7, 16, 21, 25, 43, 51, 68, 84, 88, 102, 115, 132, 143
Österreichische Volkspartei, 3
Organisation Armée Secrète (OAS), 142
Organisation européenne de Coopération économique (OECE) / Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, dès 1961), / Organisation für Europäische Wirtschaftliche Zusammenarbeit (OEEC)/ Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD, ab 1961), 19, 28, 37, 41, 48, 50, 58, 66, 76, 77, 78, 83, 88, 94, 101, 102, 131, 132, 143, 151
Office suisse de compensation, 38
Office suisse d'expansion commerciale, 112
Organisation des Nations Unies (ONU), 8, 15, 25, 37, 59, 85, 86, 88, 95, 98, 100, 102, 107, 111, 115, 122, 128, 131, 132, 154, 155
ONU/Assembléé générale, 59, 107
ONU/Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), 37, 131, 145
ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE), 19, 38, 56
ONU/Conseil de Sécurité, 85, 107
ONU/Fonds monétaire international (FMI), 37, 114
ONU/Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 25, 128
ONU/Opération au Congo (ONUC), 128
ONU/UNESCO, 94, 118, 155
ONU/UNICEF, 95, 128
Opéra de Paris, 7, 118
Ordre de Malte, cf. Malteser-Orden
Orell Füssli & Co., 127
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) cf. Nordatlantikpakt (NATO)
Parti communiste argentin, cf. Kommunistische Partei Argentiniens
Parti communiste français, cf. Kommunistische Partei Frankreichs
Parti communiste italien, cf. Kommunistische Partei Italiens
Parti populaire autrichien, cf. österreichische Volkspartei
Parti républicain américain, 120
Parti socialiste autrichien, 3
Phalange espagnole, 67
Philadelphia Orchestra, 7
Pilatus Flugzeugwerke AG, 96
Preussische Centralbodenkredit AG, 150
Pro Helvetia, 37
PTT, 79, 95
Radio Bern / Berne, 128
Radiodiffusion Télévision Française (RTF), 118
Radio Genève, 10, 12

Radio Sottens, 55, 104
Raiffeisen, 140
Rat für gegenseitige Wirtschaftshilfe, vgl. Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON)
Réacteur SA / Reaktor AG, 9
Réarmement moral (Caux), 51
Republikanische Partei der Vereinigten Staaten, vgl. Parti républicain américain
Rotary Club, 133, 142
Roto Sadag SA, 127
Sabena, 85, 128
Schiedsgerichtshof BRD-Schweiz, vgl. Cour d'arbitrage Allemagne-Suisse
Schweizerische Auslandshilfe, vgl. Aide suisse à l'étranger
Schweizerische Ausstellung für Frauenarbeit (SAFFA), 17
Schweizerische Bankgesellschaft, 28, 29, 45, 78, 91, 92, 97, 120, 139
Schweizerische Bankiervereinigung, vgl. Association suisse des Banquiers
Schweizerische Bundesbahnen (SBB), vgl. Chemins de fer fédéraux (CFF)
Schweizerische Depeschenagentur, vgl. Agence télégraphique suisse
Schweizerische Industriegesellschaft, 3
Schweizerische Kreditanstalt (SKA), vgl. Crédit suisse (CS)
Schweizerische Nationalbank (SNB), vgl. Banque national suisse (BNS)
Schweizerischer Bankverein, 29, 67, 91, 92, 97, 120
Schweizerischer Bauernverband, 40
Schweizerischer Hotelier-Verein, 8
Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF), vgl. Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)
Schweizerisches Fernsehen, 128
Schweizerisches Hilfswerk für aussereuropäische Gebiete, vgl. Aide suisse aux régions extra-européennes
Schweizerisches Rotes Kreuz, vgl. Croix-Rouge suisse
Schweizerische Verrechnungsstelle, vgl. Office suisse de compensation
Schweizerische Volksbank, vgl. Banque populaire suisse
Schweizerische Zentrale für Handelsförderung, vgl. Office suisse d'expansion commerciale
SEGBA, 80, 145
SA des manufactures des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, 20
Société de Banque Suisse, cf. Schweizerischer Bankverein
Société de laiterie de Ballwil, cf. Milchgenossenschaft Ballwil
Société des Nations (SdN), 37, 59, 111
Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (EUROFIMA), 49
Société financière internationale, 37
Société générale de surveillance, 46
Société helvétique de bienfaisance d'Alger, 32, 142
Société helvétique de bienfaisance d'Oran, 32
Société industrielle suisse, cf. Schweizerische Industriegesellschaft
Société suisse des constructeurs de machines, 36, 75
Société suisse des hôteliers, cf. Schweizerischer Hotelier-Verein
Société d'Electricité (SODEC), 1
Sozialistische Partei Österreichs, vgl. Parti socialiste autrichien
Spanische Nationalbank, vgl. Banque nationale espagnole
Ständiger Schiedsgerichtshof, vgl. Cour permanente d'arbitrage
Ständiger Internationaler Gerichtshof, vgl. Cour permanente de Justice internationale
Sulzer & Cie., 49
Swissair, 54, 85, 86, 95, 108, 128, 149
TASS, vgl. Agence Tass
Télévision suisse, cf. Schweizerisches Fernsehen
Théâtre des Champs-Elysées, 118
Time, 90
Unilac Inc., 42
Union de l'Europe occidentale, 89
Union démocratique et socialiste de la résistance française (UDSR), 6
Union des chambres de commerce suisses à l'étranger, 41
Union des Populations de l'Angola (ou Union des Pauvres de l'Angola, UPA), 135, 146
Unione nazionale per la lotta contro l'analfabetismo, 71
Union européenne des paiements (UEP), cf. Europäische Zahlungsunion (EZU)
Union Générale des Etudiants Musulmans d'Algérie (UGEMA), 53, 104
Union minière du Haut Katanga, 107, 127
Union schweizerischer Handelskammern im Ausland, vgl. Union des chambres de commerce suisses à l'étranger
Union suisse des paysans, cf. Schweizerischer Bauernverband

United African Company (Unilever), 111
United Gold Coast Convention, 110
United Press, 13, 103
Université de Columbia, 105
Université de Fribourg / Universität Freiburg, 127, 146
Universität Marburg, 26
Université de Milan, 26
Université de Neuchâtel, 95, 127
UNO, vgl. Organisation des Nations Unies (ONU)
UNO/Europäische Wirtschaftskommission, vgl. ONU/Commission économique pour l'Europe (CEE)
UNO/Generalversammlung, vgl. ONU/Assemblée générale
UNO/Internationale Bank für Wiederaufbau und Entwicklung, vgl. ONU/Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)
UNO/Internationaler Währungsfonds (IWF), vgl. ONU/Fonds monétaire international (FMI)
UNO/Operation im Kongo, vgl. ONU/Opération au Congo (ONUC)
UNO/Sicherheitsrat, vgl. ONU/Conseil de Sécurité
UNO/UNESCO, vgl. ONU/UNESCO
UNO/UNICEF, vgl. ONU/UNICEF
UNO/Weltgesundheitorganisation (WHO), vgl. ONU/Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
Verband der Schweizerischen Uhrenindustrie, vgl. Fédération suisse des associations de fabricants d'horlogerie (FH)
Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller, vgl. Société suisse des constructeurs de machines
Vereinte Nationen (UNO), vgl. Organisation des Nations Unies (ONU)
Village d'enfants Pestalozzi, cf. Kinderdorf Pestalozzi
Völkerbund, vgl. Société des Nations (SdN)
Voix ouvrière, 127
Volkart AG, 46
Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins, vgl. Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie
Weltwoche, 106
Westeuropäische Union, vgl. Union de l'Europe occidentale
World University Service (WUS), 104
Ya, 139

VII.3. INDEX DES NOMS GÉOGRAPHIQUES
REGISTER DER GEOGRAPHISCHEN BEZEICHNUNGEN

Les termes «Berne» et «Suisse» n'ont pas été retenus vu leur fréquence très élevée. Les chiffres de l'index renvoient aux **numéros des documents** dans le volume.

Die Bezeichnungen «Bern» und «Schweiz» werden im Register nicht berücksichtigt, da sie zu häufig vorkommen. Die Nummern verweisen auf die **Dokumentennummern** im Band.

Abidjan, 27
Accra / Akkra, 27, 108, 110, 111
Addis-Abeba, 27, 128
Afrika / Afrique, **5, 27, 32, 37, 55, 59, 61, 68, 78, 88, 93, 102, 107, 108, 110, 115, 128, 129, 132, 154**
Afrique du Nord, **5, 6, 44, 102, 104, 144**
Afrique du Sud, 17, 42, 84, 92, 96, 154
Afrique occidentale, 59, 111
Afrique occidentale française, 27
Ägypten, 12, 15, 36, 154
Äthiopien, 110
Aïn-Barbar, 133
Ajaccio, 6
Alger, 6, 32, 69, 88, 104, 133, 142
Algérie / Algerien, 5, 6, 13, 15, 19, 28, 32, 41, 44, 61, 81, 88, 98, 102, 104, 125, 132, 133, 135, 140, 142
Algier, vgl. Alger
Allemagne, 2, 16, 37, 43, 50, 59, 68, 69, 88, 104, 111, 121, 150, 154
Allemagne occidentale, 1, 2, 5, 8, 15, 26, 36, 37, 45, 55, 56, 66, 68, 85, 91, 97, 98, 99, 102, 114, 120, 132, 138, 148, 150, 151, 153, 155
Allemagne orientale, 15, 38, 55, 56, 68, 78, 98, 100, 130, 148
Amerika / Amérique, 112
Amérique du Nord, 66
Amérique du Sud, 78, 82, 102
Amérique latine, 34, 37, 42, 112, 132
Angola, 135, 146
Ankara, 51
Annemasse, 118
Anvers, 128
Arabes (Pays), 36, 61, 96, 144
Arabie Séoudite (ou Arabie Saoudite), 12, 102, 144
Arabische (Länder), vgl. Arabes (Pays)
Argentine / Argentinien, 1, 25, 60, 80, 82, 98, 145
Asie / Asien, 5, 37, 46, 54, 59, 68, 78, 93, 107, 110
Athen / Athènes, 50, 51
Australie / Australien, 42
Autriche, 3, 8, 17, 19, 22, 37, 43, 58, 66, 97, 101, 102, 109, 151
Bab-el-Oued, 142
Bad Kreuznach, 45
Baden-Oos, 118
Bagdad, 15, 22
Bakwanga, 128
Bâle, 10, 15, 26, 29, 67, 118, 150
Bâle campagne (Canton), 8
Bâle ville (Canton), 23
Basel, vgl. Bâle
Basel-Land (Kanton), vgl. Bâle campagne (Canton)
Basel-Stadt (Kanton), vgl. Bâle ville (Canton)
Barcelona / Barcelone, 29
Bas-Congo, 62, 85
Belgien / Belgique, 1, 5, 21, 37, 45, 56, 59, 62, 66, 85, 91, 97, 99, 103, 104, 107, 127, 154
Belgisch Kongo, vgl. Congo belge
Belgrad / Belgrade, 74, 77, 78, 130
Benelux, 45, 155
Berlin, 33, 37, 102, 110, 132
Berlin (Est) / Berlin (Ost), 148
Beromünster, 56
Birmanie, 102
Bois d'Alvault, 140
Bône, 6, 32, 133
Bonn, 2, 15, 47, 98, 100, 101, 148, 150
Bou-Namoussa (Barrage / Staudamm), 133
Bouzaréa, 32, 142
Brasilien / Brésil, 60, 111
Brazzaville, 59, 62, 85, 128, 135,
Brig / Brigue, 8
Brüssel / Bruxelles, 26, 62, 85, 86, 118, 131
Budapest, 15
Buenos Aires, 80, 145
Büsingen, 155
Bugeaud, 133
Bujumbura, 128
Bundesrepublik Deutschland, vgl. Allemagne occidentale
Burma, vgl. Birmanie
Cabinda, 135
Cadenabbia, 15
Cameroun, 27, 59, 62, 129
Campione, 8

Canada, 9, 42, 66, 76, 98, 143
Caraïbe, 34, 43, 98
Casablanca, 61
Caux, 51
Ceylan / Ceylon, 46, 93
Chiasso, 8, 115
Chicago, 16, 54
Chile / Chili, 97
China / Chine, 13, 37, 55, 57, 68, 72, 79, 88, 90, 102, 148
Chypre, 51
Coblence, 150
Cointrin, 35, 118, 127, 140
Colombey, 15
Colombo, 63, 93
Como, 8
Conakry, 27
Congo, 86, 87, 88, 93, 95, 97, 107, 110, 122, 127, 128, 132, 144, 155
Congo belge, 62, 85, 135
Congo français, 62, 135
Constantine, 32, 133, 142
Corée, 52, 93, 155
Corée du Nord, 52, 54, 148
Corée du Sud, 52, 54, 148
Côte d'Ivoire, 27, 108, 111, 155
Cuba, 34, 43, 87, 90, 98, 100, 102, 112, 116, 124, 126, 137, 154
Curaçao, 42
Dänemark / Danemark, 37, 50, 58, 66, 69, 70, 71, 97, 101, 141
Dahomey, 111
Dakar, 27, 108
Den Haag, 21, 33, 105
Deutsche Demokratische Republik, vgl. Allemagne orientale
Deutschland, vgl. Allemagne
Deutschschweiz, 17, 44, 48
Dharamsala, 123
District de Columbia, 33
Djakarta, 21
Djebel Onk, 133
Dominikanische Republik, 34
Dominions britanniques, 91
Domodossola, 8
Edough (Massif / Massiv), 133
Egypte, cf. Ägypten
Elisabethville, 127
Elfenbeinküste, vgl. Côte d'Ivoire
Espagne, 29, 35, 50, 67, 76, 139
Est (Pays de l'Est), 17, 36, 55, 74, 78, 94, 102, 143
Est-Ouest, 25, 87
Etats-Unis d'Amérique, 1, 3, 6, 7, 9, 11, 13, 14, 16, 21, 23, 24, 25, 26, 32, 33, 34, 37, 42, 43, 55, 60, 66, 68, 69, 72, 73, 76, 82, 85, 86, 87, 90, 94, 98, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 114, 115, 116, 120, 121, 124, 126, 131, 132, 136, 137, 141, 143, 145, 147, 154, 155
Ethiopie, cf. Äthiopien
Europe, 1, 2, 5, 13, 19, 26, 30, 31, 46, 58, 66, 68, 69, 70, 71, 76, 85, 88, 93, 94, 95, 97, 98, 101, 102, 103, 110, 111, 115, 118, 119, 132, 140, 141, 143, 147, 155
Europe occidentale, 5, 74
Europe orientale, 5, 129
Everest, 123
Evian, 140, 142, 144, 155
Extrême-Orient / Ferner Osten, 5, 32, 54, 93, 132
Finlande / Finnland, 50, 74, 109, 142
Florida / Floride, 98
Formosa / **Formose,** 5, 102, 132
France / Frankreich, 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 16, 19, 23, 27, 28, 31, 32, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 50, 59, 61, 66, 69, 72, 73, 85, 88, 91, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 111, 115, 118, 121, 127, 131, 132, 140, 141, 142, 147, 150, 154, 155
France (Outre-Mer) / Frankreich (Übersee), 6, 41
Frankfurt / Francfort, 26
Französich Kongo, vgl. Congo français
Französisch Westafrika, vgl. Afrique occidentale française
Freiburg / Fribourg, 99, 127, 146
Gênes, 82
Genève / Genf, 1, 2, 4, 10, 12, 16, 25, 29, 40, 44, 50, 53, 54, 56, 67, 74, 87, 100, 104, 109, 113, 127, 128, 129, 133, 134, 140, 143, 144, 146, 155
Genève (Canton) / Genf (Kanton), 23, 79
Genua, vgl. Gênes
Ghana, 27, 102, 108, 110, 111, 129, 154
Goma, 128
Gotthard, 8
Grandchamp, 32
Grand Saint-Bernard, 8
Grande-Bretagne, 1, 9, 19, 21, 27, 37, 43, 51, 56, 58, 59, 66, 68, 72, 73, 85, 89, 91, 97, 98, 101, 102, 106, 109, 110, 111, 119, 131, 132, 141, 143, 147, 154
Graubünden, 8
Grèce / Griechenland, 49, 51, 70
Grisons, cf. Graubünden
Grossbritannien, vgl. Grande-Bretagne
Grosser Sankt-Bernhard, vgl. Grand Saint-Bernard
Guatemala, 137
Guatemala City, 137

Guinea / Guinée, 27, 55, 88, 111, 127, 129, 155
Guinea-Bissau / Guinée-Bissao, 102
Haffouz, 125
Hassi-R'Mel, 32
Haute-Savoie, 40
Havanna, 34, 90, 98, 100, 112, 116, 124
Helsinki, 109
Hochsavoyen, vgl. Haute-Savoie
Holländisch Neuguinea, 21
Hongkong, 54
Hongrie, 5, 25, 37, 78, 115
Inde / Indien, 15, 25, 35, 46, 68, 91, 97, 102, 106, 123, 131
Indochina / Indochine, 148
Indonésie / Indonesien, 5, 13, 21, 102, 144
Iran, 15, 154
Irak / Iraq, 12, 13, 15, 19, 22, 154
Irland / Irlande, 124
Israel / Israël, 12, 15, 17, 96, 102, 144, 154
Italie / Italien, 1, 2, 5, 8, 16, 26, 43, 49, 66, 71, 74, 82, 86, 88, 91, 97, 102, 115, 151
Italie du Nord, 71
Italie du Sud, 71
Japan / Japon, 52, 54, 91, 149
Jordanie / Jordanien, 15, 102, 154
Jugoslawien, 74, 77, 100, 102, 114, 115, 130,
Jura, 55
Kabylei, Kabylie, 32
Kairo, 12, 27, 35, 61, 104, 129, 132
Kamerun, vgl. Cameroun
Kanada, vgl. Canada
Kano, 128
Karachi, 91
Karibik, vgl. Caraïbe
Kasaï / Kasai, 128
Katanga, 93, 107, 127
Kathmandu / Katmandu, 123
Kef, 125
Kintambo, 128
Kivu, 127, 128
Kloten, 35, 128
La Calle, 133
La Chaux-de-Fonds, 127
La Havane, cf. Havanna
La Haye, cf. Den Haag
Lagos, 27
Laos, 102, 132
Lateinamerika, vgl. Amérique latine
Lausanne, 53, 95, 99, 104, 117, 146, 155
Le Caire, cf. Kairo
Leopoldville / Léopoldville, 62, 85, 86, 93, 95, 127, 128, 135
Liban / Libanon, 5, 12, 13, 15, 16, 144
Liberia / Libéria, 27, 59, 108
Libye / Libyen, 39
Liechtenstein, 34
Lisbonne / Lissabon, 101, 135
Loanda, 135
Lombardei / Lombardie, 71
Lome / Lomé, 111
London / Londres, 26, 50, 51, 86, 89, 93, 109, 110, 111, 121, 131, 150, 155
Luanda, vgl. Loanda
Lucerne (Canton), 8, 140
Luino, 8
Luluabourg, 128
Luxembourg / Luxemburg, 66, 99
Luzern (Kanton), vgl. Lucerne (Canton)
Madrid, 29, 67, 139
Mailand, 26, 115
Mali, 102, 110
Maquela do Zombo, 135
Marbourg / Marburg, 26
Maroc / Marokko, 14, 27, 32, 44, 61, 70, 102, 104, 132
Marseille, 32, 155
Matadi, 62, 128
Mauritanie / Mauretanien, 110
Mecklembourg / Mecklemburg, 111
Méditerranée, 6
Melun, 140
Miami, 98
Milan, cf. Mailand
Mitteleuropa, vgl. Europe centrale
Mittelmeer, vgl. Méditerranée
Mittlerer Osten, 13, 15, 16, 107, 132
Monrovia, 27
Mont-Blanc,
Mont-Blanc (Tunnel), 40
Montreux, 70, 104, 140
Morges, 140
Moscou / Moskau, 7, 11, 25, 37, 68, 83, 86, 98, 104, 107, 109, 132
Mosambik, 42
Mostaganem, 32
Moyen-Orient, cf. Mittlerer Osten
Mozambique, cf. Mosambik
Mülhausen / Mulhouse, 103
Naher Osten, 5, 12, 15, 27, 93
N Djili, 128
Nepal / Népal, 106, 123
Neuchâtel / Neuenburg, 95, 99, 125, 127
Neuhausen, 3
New Delhi, 68, 106, 113, 123
New York, 33, 51, 86, 98, 104, 105, 107, 122, 124, 128, 135, 154
Nice, 32
Nieder-Kongo, vgl Bas-Congo

Niederlande, 5, 21, 37, 45, 55, 66, 69, 97, 144
Nigeria, 27, 108, 110, 111
Nil, 110
Nizza, vgl. Nice
Nordafrika, vgl. Afrique du Nord
Nordamerika, vgl. Amérique du Nord
Norditalien, vgl. Italie du Nord
Nordkorea, vgl. Corée du Nord
Nordvietnam, 148
Norvège / Norwegen, 58, 66, 97, 101, 109, 141
Nouvelle Guinée hollandaise, cf. Holländisch Neuguinea
Nubie / Nubien, 155
Nürnberg / Nuremberg, 121
N'Zérékoré, 55
Occident, 5, 7, 11, 15, 55, 61, 87, 101, 102, 106, 107, 132, 140
Oerlikon, 2
Österreich, vgl. Autriche
Oran, 32, 88, 142
Oranie, 133
Orient, 107
Oslo, 132
Ostdeutschland, vgl. Allemagne orientale
Osten, vgl. Orient
Osten (Oststaaten), vgl. Est (Pays de l'Est)
Osteuropa, vgl. Europe orientale
Ost-West, vgl. Est-Ouest
Ottawa, 9, 42, 101
Ouchy, 104
Oued Athmenia, 133
Ouest (Pays de l'), 94
Pakistan, 46, 91
Palästina / Palestine, 128
Panama, 42
Panmunjom, 52
Paris, 4, 7, 15, 21, 27, 28, 40, 55, 62, 66, 67, 86, 89, 98, 99, 101, 103, 114, 121, 125, 129, 131, 132, 142
Pays de Gex, 40
Pays-Bas, cf. Niederlande
Pékin / Peking, 68, 79, 132
Pérou / Peru, 155
Pforzheim, 2
Philippeville, 133
Pisa / Pise, 86, 95
Pologne / Polen, 15, 55, 78
Ponte Tresa, 8
Portugal, 58, 66, 70, 76, 109, 111, 132, 135, 146, 154
Pretoria / Prétoria, 27
Proche-Orient, cf. Naher Osten
Quemoy, 21
Quito, 33
Rabat, 27, 35, 61, 70
Reggane, 133
République Arabe Unie, 12, 129, 132, 144, 154
République Dominicaine, cf. Dominikanische Republik
Retalhuleu, 137
Rom / Rome, 8, 74, 86, 101, 118, 151
Rothenthurm, 106
Roumanie / Rumänien, 78
Ruanda-Urundi / Rwanda-Urundi, 128
Sahara, 28, 132, 133
Saïgon / Saigon, 148
Saint-Domingue, 34
Saltsjöbaden, 45
San Francisco, 33, 37, 54
Santo Domingo, vgl. Saint-Domingue
Sardaigne / Sardinien, 40
Saudi-Arabien, vgl. Arabie Saoudite (ou Arabie Séoudite)
Scandinavie, 19, 52, 104
Schaffhausen (Kanton) / Schaffhouse (Canton), 46
Schweden, 25, 37, 56, 58, 66, 69, 72, 73, 97, 101, 102, 103, 106, 109, 114, 115, 131,
Schwyz, 106
Senegal / Sénégal, 108
Seoul / Séoul, 52
Shangugu, 128
Siders, 55
Sidi-bel-Abbès, 32, 142
Sierra del Escambray, 98
Sierre, cf. Siders
Sion / Sitten, 127
Skandinavien, vgl. Scandinavie
Sofia, 78
Sottens, 55
Soudan, 110
Sousse, 39
Sowjetunion, 5, 7, 15, 25, 36, 37, 43, 55, 57, 65, 68, 72, 73, 74, 75, 83, 87, 88, 90, 93, 94, 98, 102, 107, 109, 142, 143, 155
Spanien, vgl. Espagne
St. Gall / Sankt Gallen, 115
Stans, 96
Stockholm, 47, 58, 69
Strasbourg / Stassburg, 76, 119
Sudan, vgl. Soudan
Südafrika, vgl. Afrique du Sud
Südamerika, vgl. Amérique du Sud
Süditalien, vgl. Italie du Sud
Südkorea, vgl. Corée du Sud
Südvietnam, 148
Suède, cf. Schweden
Suez, 36, 107

Suisse alémanique, cf. Deutschschweiz
Suisse romande, 17
Syrie / Syrien, 154
Taipeh, 68
Tchécoslovaquie, 78, 155
Tessin, 71
Thysville, 85
Tibet, 79, 106, 115, 123
Togo, 27, 111
Tokyo / Tokio, 52, 54, 149
Toulouse, 118
Tripoli, 128
Tschechoslowakei, vgl. Tchécoslovaquie
Tunis, 27, 35, 39, 102, 104, 125, 142
Tunisie / Tunesien, 5, 32, 44, 61, 96, 104, 125, 132
Türkei / Turquie, 49, 50, 51, 143
Turin, 82
Union soviétique, cf. Sowjetunion
Ungarn, vgl. Hongrie
Valais, 127
Varsovie, 15
Vatican / Vatikan, 93
Vaud (Canton), 23
Vereinigte Arabische Republik, vgl. RépubliqueArabe Unie
Vereinigte Staaten von Amerika, vgl. Etats-Unis d'Amérique
Versailles, 59
Vesoul, 133
Vevey, 70
Vienne, 22, 79, 94
Vietnam (Nord), cf. Nordvietnam
Vietnam (Sud), cf. Südvietnam
Vosges, 133
Waadt (Kanton), vgl. Vaud (Canton)
Wallis, vgl. Valais
Warschau, vgl. Varsovie
Washington, 10, 13, 21, 24, 26, 33, 34, 43, 51, 86, 98, 101, 105, 107, 116, 120, 121, 124, 126, 131, 136, 147
Welschschweiz, vgl. Suisse romande
Westafrika, vgl. Afrique occidentale
Westdeutschland, vgl. Allemagne
Westen, vgl. Occident
Westeuropa, vgl. Europe occidentale
Weststaaten, vgl. Ouest (Pays de l')
Wien, vgl. Vienne
Yaoundé, 59, 129
Yougoslavie, cf. Jugoslawien
Zürich / Zurich, 1, 13, 47, 51, 92, 112, 118, 127, 128, 139, 145, 155
Zypern, vgl. Chypre

VIII. LISTE DES FONDS UTILISÉS DES ARCHIVES FÉDÉRALES VERZEICHNIS DER BENUTZTEN BESTÄNDE DES BUNDESARCHIVS

FONDS OFFICIELS / AMTLICHE BESTÄNDE

A. Fonds de Provenance / Provenienzbestände

Chancellerie fédérale / Bundeskanzlei

E 1001(-)	Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements / Anträge der Bundeskanzlei und der Departemente
E 1003(-)	Procès-verbaux des délibérations du Conseil fédéral / Verhandlungsprotokolle des Bundesrates
E 1004.1(-)	Procès-verbaux des décisions du Conseil fédéral / Beschlussprotokolle des Bundesrates

Département politique / Politisches Departement

E 2001(E)	Division des Affaires politiques / Abteilung für Politische Angelegenheiten
E 2001-05(-)	Division des Affaires politiques, documentation politique / Abteilung für Politische Angelegenheiten, politische Dokumentation
E 2001-08(-)	Commission des allocations anticipées aux Suisses victimes de la persécution nationale-socialiste / Kommission für Vorauszahlungen an schweizerische Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung
E 2003(A)	Division des Organisations internationales / Abteilung für internationale Organisationen
E 2003-03(-)	Délégué à la coopération technique / Delegierter für technische Zusammenarbeit
E 2004(B)	Division des Affaires administratives / Abteilung für Verwaltungsangelegenheiten
E 2010(A)	Secrétariat général pour les affaires politiques et le droit international public / Generalsekretariat politische Angelegenheiten und Völkerrecht
E 2200(-)	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse / Diplomatische und konsularische Vertretungen der Schweiz
E 2300(-)	Rapports politiques et consulaires des représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse / Politische und konsularische Berichte der diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz

E 2400(-)	Rapports de gestion des représentations diplomatiques à l'étranger / Geschäftsberichte der Auslandvertretungen
E 2500(-)	Dossiers personnels / Personaldossiers
E 2800(-)	Papiers Max Petitpierre / Handakten Max Petitpierre
E 2808(-)	Papiers Robert Kohli / Handakten Robert Kohli
E 2815(-)	Papiers Professeur Georges Sauser-Hall / Handakten Professor Georges Sauser-Hall

Département de l'Intérieur / Departement des Innern

E 3001(B)	Secrétariat général / Generalsekretariat

Département de Justice et Police / Justiz- und Polizeidepartement

E 4001(D)	Secrétariat du Département (Papiers Eduard von Steiger) / Departementssekretariat (Handakten Eduard von Steiger)
E 4300(B)	Office central de la Police fédérale des étrangers / Zentralstelle für Fremdenpolizei
E 4320(B)	Ministère public / Bundesanwaltschaft

Département militaire / Militärdepartement

E 5001(F)	Chancellerie du Département militaire / Kanzlei des Militärdepartements
E 5001(G)	Direction de l'Administration militaire fédérale / Direktion der Eidg. Militärverwaltung
E 5150(C)	Groupement des services de l'armement / Gruppe für Rüstungsdienste
E 5155(-)	Secrétariat du Service technique militaire / Sekretariat der Kriegstechnischen Abteilung
E 5560(-)	Service de l'Etat-Major général / Generalstabsabteilung
E 5802(-)	Secrétariat du Chef du Département (Paul Chaudet) / Sekretariat des Departementvorstehers (Paul Chaudet)

Département des Finances et des Douanes / Finanz- und Zolldepartement

E 6100(B)	Administration des finances / Finanzverwaltung

Département de l'Economie publique / Volkswirtschaftsdepartement

E 7001(C)	Secrétariat général / Generalsekretariat
E 7110(-)	Division du Commerce / Handelsabteilung
E 7111(B)	Secrétariat de la Division du Commerce / Sekretariat der Handelsabteilung
E 7170(B)	Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail / Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
E 7310(B)	Délégué à la défense nationale économique / Delegierter für wirtschaftliche Kriegsvorsorge

Département des Postes et des Chemins de Fer / Post- und Eisenbahndepartement

E 8210(A) Division de la science et de la recherche – Registre central des délégués pour les questions d'énergie atomique / Abteilung für Wissenschaft und Forschung – Zentralregistratur des Delegierten für Fragen der Atomenergie

B. Actes juridiques / Urkunden

K VII(-) Acte officiel / amtliche Urkunden

FONDS PRIVÉS / PRIVATNACHLÄSSE

Personnes physiques / Natürliche Personen

J I.223(-) Rudolf Bindschedler

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTES ET CITES BERÜCKSICHTIGTE UND ZITIERTE AMTLICHE DRUCKSCHRIFTEN

- Feuille fédérale de la Confédération suisse / Bundesblatt der schweizerischen Eidgenossenschaft.
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse / Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der Schweizerischen Eidgenossenschaft.
- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale / Amtliches stenographisches Bulletin der schweizerischen Bundesversammlung.
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion / Bericht des Schweizerischen Bundesrates an die Bundesversammlung über seine Geschäftsführung

INSTRUMENTS DE TRAVAIL / HILFSMITTEL

- Markus Feldmann, Tagebuch 1923–1958, bearbeitet von Peter Moser, hg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, 6 Bände und CD-ROM, Basel 2001/02.
- Staatskalender der Schweizerischen Eidgenossenschaft / Annuaire de la Confédération suisse.
- Jahrbuch der eidgenössischen Räte und Gerichte / Annuaire des autorités fédérales.

– Schweizerisches Bundesarchiv, Systematische Beständeübersicht. Bearbeitet von Niklaus Bütikofer, Hugo Caduff u. a., unter der Leitung von Christoph Graf, Bern 1992.
– Studien & Quellen / Etudes et sources / Studi e Fonti. Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs.
– Die diplomatischen und konsularischen Vertretungen der Schweiz seit 1798, Eidgenössisches Politisches Departement, Bern 1997.
– Das Eidgenössische Politische Departement (Zentrale) von 1848 bis 1970, (Amtschronik), Bern 1971.
– Liste alphabétique des membres du Conseil national et du Conseil des Etats entrés au Parlement, pour la première fois, à partir de 1920, Service du Parlement, 1996 / Alphabetische Liste der Mitglieder des National- und Ständerates, die zum ersten Mal ab 1920 dem Parlament angehört haben, 1996, Parlamentsdienste.
– Banque de données recensant les membres des conseils depuis 1848 / Datenbank der Ratsmitglieder seit 1848: http://www.parlament.ch/homepage/ra-raete/ra-rm-mitglieder-seit-1848.htm.

IX. LISTE DES PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE PARAPHENLISTE DER KORRESPONDENTEN DES POLITISCHEN DEPARTMENTS

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus. Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés. Les paraphes des correspondants du DPF changent chaque année.

Es sind lediglich die in den abgedruckten Dokumenten erwähnten Korrespondenten aufgeführt. Die Paraphen der Korrespondenten der andern Departemente und der diplomatischen Vertretungen sind nicht aufgeschlüsselt. Die Paraphen der Korrespondenten des EPD wechseln jedes Jahr.

Paraphes Paraphen	Année Jahr	Nom Name
AE	1961	Andres Ernst
BE	1960	Berthoud Yves
BTG	1960	Bonnant Georges
BU	1960	Bucher Giovanni Enrico
CR	1958	Cramer Hans
CT	1961	Cuendet Jean
DZ	1959	Diez Emanuel
GZ	1959–1961	Gelzer Michael
JR	1961	Janner Antonio
KI	1959–1961	Kohli Robert
KO	1959	ev. Kohli Robert
MB	1960	Montandon Robert Karl
MJ	1960	Monnier Jean-Philippe
MU	1960	Muheim
PF	1961	Pometta Francesca
PO	1959–1961	Probst Raymond
RH	1959	de Rham Jean
RV	1959	Riva Guido
SB	1961	Suter Etienne
SE	1961	Schneeberger Johann Ulrich
SG	1958	Schilling Wilhelm
TU	1958–1961	Turrettini Bernard
VN	1959	Vallotton Etienne
WR	1959	Wacker Alfred